Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht

Band II Nr. 1/2

Teil 2: Urkunden

A. RECHTSPRECHUNG

I. Entscheidungen internationaler Gerichte

1. Nichtständige Schiedsgerichte

Sentence arbitrale rendue le 18 juin 1929 par les arbitres désignés par résolutions du Conseil en date des 8 et 26 septembre 1928 et chargés de statuer sur les différends qui feraient obstacle à l'accord entre la Compagnie du chemin de fer vicinal de Sopron-Köszeg, d'une part, et l'Autriche et la Hongrie, Etats territorialement intéressés, d'autre part[1]).

Staatensukzession — Vertrag von St. Germain, Art. 320 — Vertrag von Trianon, Art. 304.

1. Grundsätzlich werden die Rechte einer Privatgesellschaft aus einer Eisenbahnkonzession nicht dadurch beeinträchtigt, daß das Gebiet, auf dem der konzessionierte Betrieb geführt wird, einem Hoheitswechsel unterworfen wird.

2. Grundsätzlich können Verträge, die eine konzessionierte Eisenbahngesellschaft mit einem Dritten über die Betriebsführung geschlossen hat, dem Staate, auf dessen Gebiet sich die Eisenbahnlinie nunmehr befindet, nicht entgegengehalten werden. Während dieser Staat die Rechte der Gesellschaft aus der Konzession anerkennen muß, ist er nicht an die Bestimmungen eines derartigen Vertrages gebunden, der für ihn res inter alios acta ist, auch nicht soweit darin dem Konzessionär Vorteile zugestanden sind. — Eine Ausnahme gilt dann, wenn der Abschluß des Betriebsvertrages in der Konzession dem Konzessionär zur Pflicht gemacht wird und somit der Betriebsvertrag unlösbarer Bestandteil der Konzession geworden ist.

Nous, soussignés,

J. G. Guerrero, ancien ministre des Affaires étrangères du Salvador, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en France, vice-

[1]) Société des Nations, Journal Officiel 1929, p. 1359 ss. Vgl. Schiffner, Zeitschrift f. ö. R. Bd. 9 S. 161 ff.

président du Comité juridique permanent de la Commission consultative et technique des communications et du transit de la Société des Nations;

J. A. Kalff, directeur général des Chemins de fer néerlandais, membre du Comité permanent des Transports par voie ferrée de la Commission des communications et du transit;

R. Mayer, maître des requêtes honoraire au Conseil d'Etat de France, membre du Comité juridique permanent de la Commission des communications et du transit;

Désignés par résolutions du Conseil de la Société des Nations en date des 8 et 26 septembre 1928, comme arbitres chargés de statuer sur les différends qui feraient obstacle à l'accord entre la Compagnie du Chemin de fer vicinal de Sopron-Köszeg, d'une part, et l'Autriche et la Hongrie, Etats territorialement intéressés, d'autre part;

Vu les articles 304 du Traité de Trianon et 320 du Traité de Saint-Germain, portant que:

> «En vue d'assurer la régularité de l'exploitation des réseaux ferrés de l'ancienne Monarchie austro-hongroise concédés à des compagnies privées, et qui, en exécution des stipulations du présent Traité, seraient situés sur le territoire de plusieurs Etats, la réorganisation administrative et technique desdits réseaux sera réglée, pour chaque réseau, par un accord passé entre la Compagnie concessionnaire et les Etats territorialement intéressés;
>
> Les différends sur lesquels ne pourrait pas se faire l'accord, y compris toutes questions relatives à l'interprétation des contrats concernant le rachat des lignes, seront soumis à des arbitres désignés par le Conseil de la Société des Nations.»

Vu la Requête de la Compagnie du chemin de fer vicinal de Sopron-Köszeg, en date du 20 juin 1927;

Vu le Procès-verbal 6 de la cinquante et unième session du Conseil de la Société des Nations et le Procès-verbal 6 de la cinquante-deuxième session;

Vu les mémoires et documents produits devant nous par ladite compagnie, d'une part, et notamment ses statuts, acte de concession et traité d'exploitation avec leurs annexes modificatives, par les Gouvernements autrichien et hongrois, d'autre part;

Vu l'Ordonnance nº. 3800 de l'année 1926 du ministre royal hongrois des Finances, concernant la réévaluation des bilans des entreprises de chemins de fer, et notamment son paragraphe 24 et dernier;

Vu le Protocole, conclu le 19 janvier 1922 à Vienne, entre le Gouvernement fédéral d'Autriche et le Gouvernement royal hongrois, au sujet de la réglementation du trafic ferroviaire à travers le territoire de la ville de Sopron et ses environs;

Vu notre précédente Décision, en date du 10 novembre 1928, relative à l'évaluation des frais d'arbitrage et à la répartition provisoire des avances de fonds nécessaires;

Vu la Décision du Président du Conseil de la Société des Nations,

en date du 4 mai 1929, fixant, après consultation des parties, le montant des indemnités des arbitres;

Après avoir entendu, dans leurs observations, les représentants de la Compagnie du chemin de fer vicinal de Sopron-Köszeg, du Gouvernement fédéral d'Autriche et du Gouvernement royal hongrois;

Après en avoir délibéré:

Considérant que la Compagnie requérante a été déclarée concessionnaire, par un acte du Gouvernement royal hongrois du 19 juin 1907, et pour une durée de quatre-vingt-dix ans, d'un chemin de fer à voie normale de Sopron à Köszeg; que ce chemin de fer est entré en exploitation le 1er janvier 1909, en vertu d'un Traité d'exploitation intervenu le 19 octobre 1908, entre la Compagnie concessionnaire et les Chemins de fer de l'Etat hongrois, lesquels se sont obligés, par ledit traité, à remettre à la Compagnie une somme calculée en fonction des recettes brutes; que cette somme, d'abord réglée par le paragraphe 14 dudit traité sur des pourcentages de la recette kilométrique-voyageurs ou sur des redevances fixes par tonnes kilométriques pour les marchandises, a été, par la suite, fixée à forfait à 47,5% de la recette brute totale, en vertu d'un avenant au Traité d'exploitation, en date du 22 août 1912, avec effet rétroactif au 1er janvier 1911; qu'à l'expiration de la concession, le chemin de fer et ses accessoires devaient devenir gratuitement la propriété de l'Etat hongrois, à qui il devait alors revenir en bon état d'exploitation et libre de toutes charges;

Considérant que, parsuite des stipulations du Traité de Trianon, le chemin de fer vicinal de Sopron-Köszeg s'est trouvé situé, dans son assiette, sur le territoire de l'Autriche et sur celui de la Hongrie; qu'il est donc bien au nombre des chemins de fer visés à l'article 304 du Traité de Trianon, ainsi qu'à l'article 320 du Traité de Saint-Germain; que, par suite des nouvelles modifications des frontières des deux Etats précités, telles qu'elles résultent du Protocole de Venise, ses deux extrémités, à Sopron et Köszeg, sont demeurées en territoire hongrois, la partie médiane parcourant le Burgenland autrichien sur une longueur d'environ 46 kilomètres, alors que les deux tronçons hongrois atteignent une longueur totale d'environ 11 kilomètres;

Considérant que l'Etat autrichien a pris, le 5 janvier 1922, possession des installations de la ligne en Autriche; que les chemins de fer fédéraux autrichiens en ont assuré l'exploitation en y percevant les recettes, tandis que les chemins de fer royaux hongrois continuaient à percevoir les recettes d'exploitation et à assurer le service des gares sur les tronçons hongrois, le service de la traction et le service des trains étant assurés de bout en bout, pour le compte des chemins de fer fédéraux autrichiens, par la Compagnie du chemin de fer «Raab-Sopron-Ebenfurth»;

Considérant qu'au lendemain des Traités de Paix, la Compagnie requérante a accepté, vis-à-vis de l'Etat hongrois, une diminution de la part lui revenant dans les recettes brutes d'exploitation, qui a été ramenée, en vertu d'un accord tacite, à 30% environ desdites recettes

perçues sur les tronçons hongrois; mais qu'aucun arrangement amiable n'a pu intervenir entre l'Etat autrichien et la Compagnie au sujet du partage des recettes brutes de la ligne en Autriche, et que, depuis le 5 janvier 1922, la Compagnie requérante n'a touché aucune somme afférente à l'exploitation de cette portion de la ligne; qu'elle a, en conséquence, saisi le Conseil de la Société des Nations, par application de l'article 320 du Traité de Saint-Germain, aux fins de nomination d'arbitres, à laquelle il a été procédé par les résolutions susvisées du Conseil de la Société des Nations, le Gouvernement fédéral d'Autriche s'étant associé, devant le Conseil, à cette demande de la Compagnie;

Considérant que, dans sa requête, la Compagnie demande aux arbitres de reconnaître les droits qu'elle prétend tenir encore, et vis-à-vis de l'Etat autrichien, de ses Acte de concession et Traité d'exploitation antérieurs à la guerre de 1914—1918, le règlement à intervenir devant, tout à la fois, l'indemniser des préjudices subis par elle pour la période antérieure à la présente Décision, et fixer ses droits pour l'avenir, ledit règlement étant fait sur la «base-or»;

Que le Gouvernement fédéral d'Autriche conteste, au contraire, la validité à son égard desdits Acte de concession et Traité d'exploitation et que, tout en déclarant respecter les droits privés immobiliers de la Compagnie, il se borne à lui offrir, jusqu'en fin de concession, une somme fixée annuellement à 5% des recettes brutes d'exploitation de la ligne en Autriche;

Qu'enfin le Gouvernement royal hongrois se déclare, de son côté, prêt à s'incliner devant la décision des arbitres, aucun litige né et actuel n'existant, ni entre lui-même et le Gouvernement fédèral d'Autriche, ni entre lui-même et la Compagnie requérante;

Considérant qu'il y a lieu pour les arbitres, aux termes mêmes des articles 304 du Traité de Trianon et 320 du Traité de Saint-Germain, de procéder, dans leur sentence, à un règlement définitif et d'ensemble des questions soulevées par la requête de la Compagnie au Conseil de la Société des Nations, et à cet effet:

D'une part, de fixer les droits de la Compagnie vis-à-vis de l'Etat autrichien depuis le 5 janvier 1922 jusqu'à la date de la présente Décision, et, pour l'avenir, vis-à-vis des deux Etats territorialement intéressés;

D'autre part, de fixer les bases de la réorganisation administrative et technique du chemin de fer de Sopron-Köszeg, en tenant compte de leurs décisions sur le premier point qui vient d'être défini ci-dessus;

En ce qui concerne la validité, à l'égard de l'Etat autrichien, des actes contractuels qui régissaient en Hongrie, avant la guerre, la concession et l'exploitation du chemin de fer de Sopron-Köszeg:

Considérant qu'en principe, les droits tenus par une compagnie privée, d'un acte de concession, ne sauraient être mis à néant ou lésés du seul fait que le territoire sur lequel est assis le service public concédé a changé de nationalité; que la majorité des auteurs et les solutions de la pratique internationale les plus conformes à la conception moderne du

droit des gens sont en ce sens; qu'une confirmation nouvelle de ce principe, déterminante dans l'espèce, a été donnée par les articles 304 du Traité de Trianon et 320 du Traité de Saint-Germain, qu'il y a lieu d'appliquer; qu'en effet, ces articles ont été introduits dans les Traités de Paix, tant dans l'intérêt des populations des pays traversés par les chemins de fer visés auxdits articles, et afin de leur permettre de bénéficier normalement des avantages procurés par ces voies de communication, que dans l'intérêt des compagnies privées concessionnaires de chemins de fer, lesquelles se seraient trouvées hors d'état, à défaut d'une disposition spéciale des Traités, de faire valoir les droits qu'elles tenaient de leurs concessions antérieures, en raison de la situation particulière où les modifications territoriales avaient placé leurs réseaux ferrés, dorénavant soumis simultanément à l'autorité et à la législation de plusieurs Etats; que ces textes ont donc eu notamment pour objet de consacrer la situation de concessionnaires des compagnies dont il s'agit, à l'égard des Etats sur le territoire desquels elles ne se trouvaient pas, avant la guerre de 1914—1918, dans ladite situation; et que la compagnie du chemin de fer de Sopron-Köszeg se trouve, dès lors, vis-à-vis de l'Etat autrichien, au bénéfice de cette situation;

Considérant à l'inverse, qu'en principe des accords passés par une compagnie concessionnaire de chemins de fer avec un tiers, notamment pour l'exploitation de la ligne qu'elle a construite, ne sont pas opposables à l'Etat sur le territoire duquel ladite ligne se trouve dorénavant située en vertu des stipulations d'un traité; que ledit Etat, obligé, ainsi qu'il vient d'être dit, au respect des droits que la Compagnie tient de sa concession, n'est pas lié par les dispositions que peuvent contenir de semblables accords en ce qui touche les avantages respectifs accordés à l'exploitant et au concessionnaire, ni davantage par l'existence même du traité d'exploitation, qui est à son endroit res inter alios acta;

Mais considérant que si ce principe est exact, il doit, dans l'espèce actuelle, souffrir une exception; qu'en effet, suivant une formule qui était d'application très générale en Hongrie à l'époque à laquelle a été concédé le chemin de fer de Sopron-Köszeg, et qui était prévue par la législation de cet Etat, la Compagnie concessionnaire a été «tenue» de confier l'exploitation de la ligne aux chemins de fer de l'Etat hongrois, avec lesquels elle a dû passer un traité d'exploitation; que ce traité, ainsi que le montre le paragraphe 11 de l'Acte de concession ne fait en réalité qu'un avec ce dernier, qui en est, dans l'espèce, indivisible; qu'en effet, quelle que soit la qualification que les textes contractuels lui donnent, ce traité, qui fixait le mode de calcul des sommes destinées à permettre de rémunérer et amortir le capital investi dans le chemin de fer jusqu'au jour où celui-ci ferait retour gratuitement à l'Etat concédant, est inhérent aux conditions générales dans lesquelles la concession a été accordée à une société privée, en réalité uniquement appelée à financer la construction du chemin de fer dont il s'agit; que la Compagnie requérante est donc fondée à soutenir que, par une dérogation à la règle qui a été rappelée plus haut, le traité d'exploitation passé par elle avec

les Chemins de fer royaux de Hongrie, en vertu d'une obligation stipulée dans l'Acte de concession, fait corps avec ledit acte et que les droits qui en résultent pour elle ont même valeur que s'ils étaient stipulés dans la concession elle-même;

Considérant à la vérité que le Gouvernement fédéral d'Autriche soutient, à titre subsidiaire, qu'en admettant que le traité d'exploitation fasse partie intégrante de la concession dans l'espèce, il pourrait encore être, d'après ses termes mêmes, dénoncé par l'administration exploitante et donc aujourd'hui par les Chemins de fer fédéraux autrichiens; que, d'après cette thèse, ledit traité serait, dans celle de ses clauses qui règle le partage des recettes, dénonçable à toute époque;

Mais considérant que cette interprétation ne saurait être retenue; que l'article 24 du Traité d'exploitation prévoit la faculté de dénoncer, à partir du 1er janvier 1912, un certain nombre de ses clauses, dont celle, qui est relative au partage des recettes brutes, pour les remplacer par d'autres, et ce, d'après les résultats des trois premières années d'exploitation; que ce texte doit être entendu en se sens que, ladite revision opérée, d'après les résultats des exercices d'exploitation 1909, 1910 et 1911, la faculté de dénonciation dont il s'agit a épuisé ses effets, comme il est arrivé en fait par la signature des conditions complémentaires du 10 août 1912, lesquelles ont substitué, ainsi qu'il a été expliqué ci-dessus, le pourcentage forfaitaire de 47,5% de la recette brute totale aux autres modes de calcul prévus lors de la rédaction initiale du traité d'exploitation; que ce dernier ne saurait dès lors être dénoncé aujourd'hui, par application de son article 24, par l'Administration exploitante;

Considérant que de ce qui précède il résulte que la Compagnie requérante est fondée à soutenir que l'économie générale de sa situation contractuelle antérieure à la guerre doit être respectée par les arrangements nouveaux à intervenir; que les sommes en argent qui lui reviennent doivent, dès lors, rester, dans une large mesure, indépendantes des résultats de l'exploitation du chemin de fer; mais qu'il ne s'ensuit nullement que lesdites sommes doivent continuer à être calculées de la même manière que celles qui étaient allouées à la Compagnie par le traité d'exploitation de 1908—1912;

Considérant, en effet, que si les contrats d'avant-guerre intervenus entre l'Etat concédant et la Compagnie concessionnaire doivent être respectés dans leurs lignes générales, on ne saurait les appliquer intégralement et à la lettre sans méconnaître la situation née de la guerre 1914—1918, et de ses suites politiques et économiques, des Traités de Paix, et notamment des articles 304 du Traité de Trianon et 320 du Traité de Saint-Germain, sans méconnaître enfin l'étendue des pouvoirs des arbitres dont ces textes prévoient l'intervention; que l'existence même de ces stipulations des Traités de Paix montre que les Hautes Parties contractantes ont prévu que des difficultés particulières entraveraient la réorganisation des réseaux ferrés de l'ancienne Monarchie austro-hongroise; qu'elles ont renvoyé leur solution à des accords nouveaux, à intervenir entre les concessionnaires et les Etats territorialement in-

téressés, et destinés à mettre les situations contractuelles antérieures en harmonie, non pas seulement avec la situation politique nouvelle, mais aussi avec la situation économique engendrée par la guerre et par le démembrement de la double Monarchie; qu'à défaut d'accord, les Traités ont prévu un arbitrage qui ne saurait se borner à l'application de textes contractuels anciens, valides dans leur principe, mais qui ne peuvent en équité être appliqués sans des modifications profondes; que d'ailleurs la Compagnie requérante a compris que des bases nouvelles devaient être assignées à ses droits, puisque devant les arbitres elle a réduit sa demande primitive à un pourcentage des recettes brutes inférieur à 47,5% et égal à celui que, depuis près de dix années, elle a accepté du Gouvernement hongrois;

Considérant en résumé que les dispositions contractuelles qui régissaient la Compagnie du Chemin de fer de Sopron-Köszeg avant la guerre ne peuvent être déclarées ni totalement invalidées par l'effet des changements de souveraineté qui ont affecté les territoires sièges de son entreprise, ni davantage totalement valides et exécutoires dans leur lettre et teneur jusqu'à la fin de la concession; qu'il appartient aux arbitres désignés par le Conseil de la Société des Nations, à défaut de l'accord de deux Etats et de la Compagnie, d'apporter à cette situation contractuelle les modifications que les événements survenus depuis quinze ans, imprévisibles dans la commune intention des parties à l'origine de la concession, ont rendues nécessaires; que les arbitres doivent tenir compte à cet effet tout à la fois des légitimes intérêts privés engagés dans l'entreprise d'intérêt général dont il s'agit et de l'objectif assigné à leurs délibérations par les Traités de Paix, qui est la réorganisation d'une exploitation régulière des réseaux ferrés de l'ancienne Monarchie austro-hongroise, dans l'intérêt supérieur de la facilité et de la liberté des cummunications internationales;

En ce qui concerne la réorganisation administrative et technique du chemin de fer de Sopron-Köszeg:

Considérant que l'objectif ainsi défini impose évidemment au point de vue technique le retour entre les mains d'une seule et même administration de l'exploitation de la ligne entière; que la tâche des arbitres à cet égard est d'ailleurs grandement facilitée par l'existence du Protocole susvisé, conclu à Vienne le 19 janvier 1922 entre le Gouvernement fédéral d'Autriche et le Gouvernement royal de Hongrie, lequel fournit une base technique, internationalement admise, à l'exploitation de la ligne entière par les Chemins de fer autrichiens; que la solution du présent différend permettra d'appliquer la totalité des clauses dudit Protocole et d'exploiter dès lors le Chemin de fer de Sopron-Köszeg dans les meilleures conditions compatibles avec le tracé des frontières et les sujétions qui en naissent inévitablement pour le trafic ferroviaire sur la ligne en cause;

Considérant que, dans les circonstances de l'affaire, la solution la plus expédiente pour aboutir à l'exploitation autrichienne de la

ligne entière, consiste dans le rachat de tous les droits que la Compagnie possède sur le chemin de fer; que les circonstances particulières dudit rachat rendent inapplicables les dispositions législatives hongroises relatives à la reprise des lignes et qu'il y a lieu d'en déterminer les modalités dans la présente sentence arbitrale;

Considérant qu'il échet, dès lors, de décider:

1° Qu'à la date du 1er juillet 1929, l'Etat autrichien et l'Etat hongrois prononceront le rachat des sections de lignes situées respectivement sur leurs territoires;

2° Que le Gouvernement royal hongrois subrogera, à la même date, le Gouvernement fédéral d'Autriche dans tous ses droits de propriété sur les tronçons hongrois, à charge par le Gouvernement fédéral d'Autriche de payer à la Compagnie requérante la totalité de l'annuité de rachat qui sera déterminée plus loin, l'Etat autrichien devenant ainsi, au jour du rachat, et sous cette seule charge, propriétaire de la ligne entière (sur laquelle l'Administration exploitante autrichienne percevra la totalité des recettes d'exploitation comme elle supportera toutes les dépenses) avec toutes ses installations, approvisionnements et généralement tout ce qui a été régulièrement inscrit au compte de premier établissement approuvé par l'Autorité royale hongroise;

Considérant enfin que la présente décision ne fait pas obstacle à ce que le Gouvernement fédéral d'Autriche ou les Chemins de fer fédéraux autrichiens poursuivent, s'ils s'y croient fondés, auprès des Chemins de fer royaux de Hongrie, le remboursement au prorata des kilomètres de trains effectivement parcourus en Hongrie, des frais de traction et de service des trains exposés sur les tronçons hongrois du 5 janvier 1922 au 1er juillet 1929, période pendant laquelle l'Administration autrichienne n'a perçu aucune recette sur ces sections de la ligne;

En ce qui concerne l'annuité de rachat et les autres sommes dues à la Compagnie requérante:

a) *Sur le montant du capital d'établissement devant servir de base au calcul de l'annuité de rachat:*

Considérant qu'au nombre des modifications qu'imposent dans les situations respectives des parties les événements imprévisibles à l'origine de la concession et qui ont été rappelés plus haut, figure une réduction de la valeur du capital d'établissement de la ligne; qu'en effet, les porteurs d'actions de la Compagnie ayant, en investissant dans le Chemin de fer dont il s'agit les capitaux nécessaires à son établissement moyennant un pourcentage fixe des recettes d'exploitation, couru un risque de perte comme de gain, il est équitable de répartir entre le concédant et le concessionnaire les conséquences onéreuses de la guerre et de ses suites, dans l'ordre économique, en Europe centrale; que, d'une part, les modifications territoriales stipulées aux Traités ont emporté par elles-mêmes un amoindrissement de la valeur du chemin

de fer de Sopron-Köszeg, dont l'utilité s'est trouvée diminuée du fait du tracé des frontières, des sujétions qui en résultent pour les populations limitrophes et des modifications qui en sont nées dans le courant du trafic; que, d'autre part, l'absence d'entretien de la ligne pendant la guerre s'est traduite par un entretien différé extrêmement considérable, exécuté postérieurement à 1922 dans des conditions très onéreuses par l'Administration exploitante; qu'il résulte, en effet, des comptes d'exploitation de la ligne en Autriche et des constatations faites sur les lieux par les arbitres que des capitaux très importants ont dû être investis dans le Chemin de fer après la guerre par les Chemins de fer fédéraux autrichiens, qui, pour maintenir la ligne en état d'exploitation, ont dû refaire entièrement la superstructure sur plus de dix kilomètres de voies; que, dans ces conditions, une réduction du capital d'établissement servant de base au calcul de l'annuité de rachat est équitable et justifiée;

Considérant, en ce qui concerne le capital-actions ordinaire de la Compagnie, que celui-ci a été, ainsi qu'il résulte de l'article 8 des statuts, souscrit, dans sa presque totalité, par le Gouvernement hongrois et par des collectivités administratives hongroises; que les sommes ainsi souscrites doivent dès lors être regardées comme des subventions à fonds perdus pour la construction de la ligne, qui ont atteint effectivement leur objet et que, dans les circonstances de l'affaire, il n'y a lieu de prévoir ni rémunération ni amortissement dudit capital-actions ordinaire;

Considérant, en ce qui concerne le capital-actions privilégié de la Compagnie, que les arbitres ne sont pas liés, pour sa réévaluation, par l'ordonnance susvisée du Ministre royal des Finances de Hongrie concernant la revalorisation des bilans des compagnies de chemins de fer à la suite de la stabilisation légale de la monnaie dans ce pays; qu'en effet, le paragraphe 24 et dernier de ce texte réserve entièrement, ainsi que l'a d'ailleurs déclaré devant les arbitres le représentant du Gouvernement royal hongrois, les accords ou sentences arbitrales intervenus ou à intervenir pour l'application de l'article 304 du Traité de Trianon et subordonne aux dispositions de ces accords ou sentences la réévaluation du capital des chemins de fer visés audit article;

Considérant que, tenant compte des principes qui viennent d'être rappelés, des constatations faites par les arbitres sur les lieux et de l'ensemble des circonstances de l'affaire, il sera fait une équitable évaluation du capital d'établissement, qui doit servir de base à l'annuité de rachat, en le fixant à la somme de deux millions sept cent soixante-cinq mille deux cents francs-or (2.765.200 fr.), le franc-or s'entendant de la monnaie d'or du poids et du titre de l'union latine (Convention du 6 novembre 1885), c'est-à-dire la vingtième partie d'une pièce d'or pesant 6 grammes 45161, au titre de 900/1.000mes d'or fin;

b) *Sur le montant de l'annuité de rachat:*

Considérant qu'il y a lieu de fixer ce montant à la somme annuelle nécessaire pour rémunérer et amortir, en soixante-cinq ans et au taux

d'intérêt de 3½% l'an, le capital qui vient d'être évalué ci-dessus, et de décider par suite que l'Etat autrichien paiera à la Compagnie du chemin de fer de Sopron-Köszeg, à partir du 1er juillet 1929, soixante-cinq annuités d'un montant de cent huit mille trois cent soixante-deux francs-or soixante-cinq centimes (108.362 fr. 65), le franc-or étant défini comme ci-dessus; que ces paiements devront avoir lieu sans qu'il y ait besoin de demande ou de mise en demeure de la part de la Compagnie au 30 juin de chaque année, le premier paiement ayant lieu le 30 juin 1930;

c) *Sur le montant de l'indemnité revenant à la Compagnie pour la période 5 janvier 1922 — 1er juillet 1929 et sur son mode de règlement:*

Considérant que la Compagnie requérante est en droit d'être indemnisée de la privation de la jouissance qui est résultée pour elle du fait qu'elle n'a reçu de l'Etat autrichien aucune part des recettes d'exploitation de la ligne en Autriche pour la période comprise entre le 5 janvier 1922, jour de la prise de possession de la ligne par le Gouvernement fédéral d'Autriche, et le jour du rachat, soit le 1er juillet 1929; qu'il sera fait une juste évaluation de l'indemnité forfaitaire à laquelle la Compagnie a droit du chef de cette privation de jouissance et pour toutes causes, dans ladite période, en la fixant à la somme de six cent mille francs-or (600.000 fr.), le franc-or étant défini comme ci-dessus;

Considérant, en ce qui regarde le mode de règlement de ladite indemnité forfaitaire, qu'ayant égard aux observations d'ordre financier présentées devant les arbitres par le représentant du Gouvernement fédéral d'Autriche, il y a lieu de décider que ladite indemnité sera ajoutée au capital pour être transformée, au taux de 3½% l'an, en annuités également acquittées pendant la même période de soixante-cinq années; qu'en conséquence, l'Etat autrichien versera, à la Compagnie du Chemin de fer de Sopron-Köszeg, dans les mêmes conditions que les annuités de rachat, à partir du 1er juillet 1929, soixante-cinq annuités de vingt-trois mille cinq cent douze francs-or (23,512 fr.), le franc-or étant défini comme il a été dit ci-dessus;

En ce qui concerne les frais d'arbitrage:

Considérant que, dans les circonstances de l'affaire, il y a lieu de répartir par moitié entre l'Etat autrichien et la Compagnie requérante les frais du présent arbitrage liquidés ainsi qu'il est indiqué à l'annexe, le Gouvernement royal hongrois étant restitué de l'avance de fonds prescrite à sa charge par notre décision susvisée du 10 novembre 1928;

Par ces motifs, avons rendu la sentence suivante:

Article premier.

Il sera procédé, à la date du 1er juillet 1929, au rachat par l'Etat autrichien et l'Etat hongrois des sections de la ligne du Chemin de fer vicinal de Sopron-Köszeg respectivement situées sur leurs territoires.

Ce rachat aura pour effet de transférer auxdits Etats la pleine propriété du chemin de fer et de ses accessoires et installations, tels qu'ils résultent du compte d'établissement approuvé par les autorités compétentes, sous la seule charge du paiement à la Compagnie du Chemin de fer de Sopron-Köszeg de l'annuité de rachat définie à l'article 3 ci-dessous.

Article 2.

A la même date du 1er juillet 1929, l'Etat hongrois subrogera l'Etat autrichien dans tous ses droits de propriété sur les sections de lignes situées en territoire hongrois, à charge pour l'Autriche, devenue propriétaire de la ligne entière et l'exploitant sur toute sa longueur, de payer à la Compagnie la totalité de l'annuité de rachat ci-dessous fixée.

Article 3.

La République d'Autriche paiera à la Compagnie du Chemin de fer vicinal de Sopron-Köszeg, à partir du 1er juillet 1929, soixante-cinq annuités d'un montant de cent huit mille trois cent soixante-deux francs-or soixante-cinq centimes chacune.

Ces paiements auront lieu, sans qu'il soit besoin de demande ou de mise en demeure de la part de la Compagnie, le 30 juin de chaque année, le premier paiement ayant lieu le 30 juin 1930.

Article 4.

La République d'Autriche paiera à la Compagnie du Chemin de fer vicinal de Sopron-Köszeg, en outre des annuités dont il vient d'être parlé à l'article 3 ci-dessus, soixante-cinq annuités d'un montant de 23,512 francs-or chacune.

Ces paiements auront lieu dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'annuité de rachat par l'article 3 qui précède.

Article 5.

Le surplus des conclusions de la requête de la Compagnie du Chemin de fer vicinal de Sopron-Köszeg est rejeté.

Article 6.

Les frais d'arbitrage liquidés ainsi qu'il est dit en annexe seront supportés par moitié par la République d'Autriche et par la Compagnie du Chemin de fer de Sopron-Köszeg.

Article 7.

La présente sentence arbitrale sera notifiée au Gouvernement fédéral d'Autriche, au Gouvernement royal de Hongrie et à la Compagnie du Chemin de fer de Sopron-Köszeg par l'entremise du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en conservera l'original.

Fait à Paris, le 18 juin 1929.

(Signé) J. Gustavo Guerrero,
Kalff,
Mayer.

Annexe.

Les frais auquels a donné lieu la sentence arbitrale rendue le 18 juin 1929 sont liquidés à francs suisses: vingt-sept mille sept cent trente-six, soixante-cinq centimes (27.736,65 francs). Ce montant comprend l'indemnité des arbitres fixée à francs suisses: vingt mille (20.000).

Lesdits frais seront supportés par moitié par la République d'Autriche et par la Compagnie du Chemin de fer de Sopron-Köszeg, ainsi que le prévoit l'article 6 du dispositif de la sentence précitée.

Le Gouvernement royal hongrois sera restitué de l'avance de fonds prescrite à sa charge par notre décision du 10 novembre 1928.

Fait à Paris, le 18 juin 1929.

(Signé) J. Gustavo Guerrero,
Kalff,
Mayer.

* * *

2. Die Gemischten Schiedsgerichte.

a) Tribunal Arbitral Mixte Germano-Polonais

1) Deutsche Continental-Gas-Gesellschaft c. Etat polonais — Cause no 1877[1]). 1er août 1929.

Versailler Vertrag, Art. 305 — Zuständigkeit des Gemischten Schiedsgerichts — Liquidationsrecht Polens — Art. 92 Abs. 4, Art. 297 V. V. — Anerkennung eines Staates — Staatsgebiet.

1. Die Voraussetzungen für die Zuständigkeit eines internationalen Gerichts sind von diesem ex officio zu prüfen.

2. Voraussetzung für die Zuständigkeit eines Gemischten Schiedsgerichts nach Art. 305 ist das Vorliegen eines Jugement d'un Tribunal.

3. Die Erklärung des Beklagten, daß ein Jugement d'un Tribunal im Sinne des Art. 305 von einer seiner Behörden erlassen sei, gestattet dem Gericht, ohne eigene Nachprüfung das Vorliegen eines Jugement d'un Tribunal im Sinne des Landesrechts des Beklagten und damit im Sinne des Art. 305 anzunehmen.

4. Art 92 Abs. 4 enthält eine Sondervorschrift für die abgetretenen Gebiete; das Liquidationsrecht Polens beruht auf Art. 297.

5. Aus Art. 92 Abs. 4 läßt sich kein Schluß auf eine Einschränkung des Polen nach Art. 297 zustehenden Liquidationsrechts ziehen.

6. Polen ist Puissance ennemie im Sinne des Versailler Vertrags.

7. Die Anerkennung eines Staates ohne Staatsgebiet ist unmöglich.

[1]) Nach amtlicher Mitteilung.

Die Anerkennung eines Staates schließt die Anerkennung, daß er ein Staatsgebiet besitze, ein.

8. Polen besaß bereits vor dem Inkrafttreten des Versailler Vertrages ein «territoire» im Sinne des Art. 297 b.

9. Die Anerkennung Polens durch die Alliierten vor Anerkennung durch Rußland und vor endgültiger Abtretung des polnischen Gebiets durch dieses ist keine völkerrechtswidrige Handlung gegenüber Rußland.

Le Tribunal Arbitral Mixte Germano-Polonais, composé de MM. Paul Lachenal, Président, Viktor Bruns, Arbitre allemand, et Jan Namitkiewicz, Arbitre polonais, et assisté de MM. Marlewski, Secrétaire polonais, et Münchmeyer, Secrétaire allemand,

Vu la requête déposée contre l'Etat polonais le 30 Mars 1925 par la «Deutsche Continental-Gas-Gesellschaft» à Dessau, Société Anonyme, agissant par son mandataire, le Dr. Erich Kaufmann, Professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Bonn, et tendant à

Principalement:

1°) Condamner l'Etat défendeur à payer à la demanderesse le prix équitable, prévu aux articles 92, al. 4, 297 h, al. 2, pour la liquidation achevée de son droit à la possession et à la jouissance de ses biens, prix qui est chiffré préalablement à 14.175.000,— mks or, avec intérêts à calculer dès l'écoulement de chaque trimestre, ou qui serait à évaluer par des experts neutres, à nommer par le Tribunal,

2°) dire pour droit que, la liquidation et la séquestration de biens allemands étant illicite dans la partie ci-devant russe de la Pologne, la demanderesse a droit à la réparation prévue à l'art. 305, et que cette réparation comprend la restauration des droits lésés et l'indemnisation pécuniaire pour tous les dommages subis en outre; et réserver à la demanderesse d'évaluer ultérieurement le montant desdits dommages;

Subsidiairement, dans le cas où, contre toute attente le Tribunal estimerait que la liquidation était admissible,

3°) a) dire pour droit: soit que la liquidation a été inaugurée par l'institution du séquestre et que, partant, le prix de liquidation est dû, avec intérêts, dès cette date, soit que cette institution, comme mesure distincte de la liquidation était illicite et que, partant, la demanderesse a droit à la réparation prévue à l'art. 305,

b) statuer immédiatement que le prix équitable des objets soumis à la liquidation soit chiffré à ca. 100 millions francs-or ou qu'il soit evalué par des experts neutres, à nommer par la Tribunal.

4°) mettre à la charge du défendeur les frais et dépens.

Vu l'acte de procédure du 29 Juillet 1925 par lequel l'Etat défendeur, contestant en particulier aux décisions incriminées du Comité polonais de liquidation le caractère d'un jugement au sens de l'art. 305 du Traité de Versailles, a conclu principalement à l'incompétence du Tribunal de céans et subsidiairement au déboutement de la requérante avec frais et dépens consécutifs,

Vu la demande «urgente» introduite par la requérante le 2 Avril 1926 et le jugement rendu à son égard par le Tribunal de céans le 25 Juillet 1926,

Vu les pièces de la procédure et les faits de la cause,

Vu en particulier la consultation déposée à la demande de la Société requérante par Monsieur Gilbert Gidel, Professeur à la faculté de droit de l'Université de Paris, et à l'Ecole libre des Sciences politiques, Membre de l'Institut de Droit International,

Vu la consultation déposée à la demande de l'Etat défendeur par Son Excellence Monsieur Nicolas Politis, Professeur Honoraire à la Faculté de Droit de l'Université de Paris, Vice-Président du Curatorium de l'Académie de Droit International de La Haye, Membre de la Cour Permanente d'Arbitrage et de l'Institut de Droit International,

Ouï aux audiences tenues à Genève, en l'Hotel de Ville, Salle de l'Alabama, les 12, 13, 14, 16, 17, 18 et 19 Janvier 1928, Monsieur le Professeur Kaufmann, représentant de la demanderesse, et Monsieur Sobolewski, représentant de l'Etat défendeur, et de plus Monsieur Lenhard, Agent Général du Gouvernement allemand, et le même Monsieur Sobolewski, Agent du Gouvernement polonais, tous deux en leur qualité, la cause n'etant plaidée que sur les questions de compétence du Tribunal et de validité des mesures de liquidation en regard des articles 305, 92 al. 4 et 297 b du Traité de Versailles, et dans le cadre limité des conclusions introductives principales, sous chiffre 2, modifiées par les conclusions d'audience ci-après énoncées; la cause en toute éventualité de jugement demeurant au rôle du Tribunal pour le surplus de la demande et des conclusions;

Vu les conclusions d'audience déposées par la Société requérante demandant au Tribunal de:

1°) se déclarer compétent en vertu des articles 305, 92 al. 4 et 297 b,

2°) dire et juger que la liquidation des biens de la Société demanderesse effectuée par le décret du Comité de liquidation en date du 14 Décembre 1923 n'étant pas conforme aux articles 297 b et 92 al. 4, la demanderesse a droit à la réparation prévue à l'article 305 et qui sera déterminée par le Tribunal arbitral mixte,

Vu les conclusions d'audience déposées par l'Etat polonais, demandant au Tribunal de dire et juger:

I. — Que le Gouvernement polonais en décidant la liquidation des droits de la demanderesse n'a pas agi contrairement à la disposition de l'art. 297 b de la Section IV de la Partie X du Traité — ce qui forme une des conditions requises pour l'application de l'art. 305 du Traité,

II. — Que l'examen du point de savoir si d'autres conditions de l'applicabilité dudit article sont remplies étant dans ces circonstances superflu, il n'y a pas lieu de statuer sur les réclamations de la requérante en tant qu'elles sont basées sur l'art. 305,

Vu enfin la déclaration déposée après les débats le 14 Avril 1926 au Secrétariat du Tribunal, par Monsieur l'Agent du Gouvernement

polonais et aux termes de laquelle ce dernier déclare renoncer dans l'affaire en cause à l'exception d'incompétence tirée de l'inexistence en l'espèce d'un jugement rendu par un Tribunal au sens de l'art. 305 du Traité,

Considérant:

Quant à l'exception d'incompétence:

Attendu que la première question qui se pose est celle de savoir et d'examiner, même ex officio, si la décision incriminée, rendue par décret du Comité de liquidation le 14 Décembre 1923, doit être considérée comme un jugement d'un Tribunal compétent au sens de l'art. 305 du Traité de Versailles,

Que le but de cet article est de pourvoir à l'observation des dispositions des sections III, IV, V, et VII de la partie X du Traité de Versailles, sections qui concernent les droits des particuliers, en instituant le Tribunal Arbitral Mixte comme organe destiné à réparer les préjudices causés par l'inobservation des règles y fixées,

Que cette fonction n'est attribuée au T.A.M. par cet article que dans les cas où l'inobservation ou la violation des règles qui la fixent prend corps dans un jugement rendu par un Tribunal compétent,

Attendu que le Gouvernement de l'Etat défendeur, par la déclaration du 14 Avril 1928 de l'Agent du même Gouvernement, a reconnu en l'espèce l'existence d'un jugement rendu par un Tribunal aux termes de l'art. 305 du Traité de Versailles et, par conséquent, d'un Tribunal national compétent,

Qu'en présence de cette déclaration formelle de Monsieur l'Agent du Gouvernement de l'Etat défendeur il convient pour le Tribunal d'admettre que l'arrêt par lequel le Comité polonais de liquidation a décidé cette liquidation est en tout cas en droit polonais un jugement rendu par un Tribunal national compétent et rentrant dès lors dans le cadre des jugements qui peuvent être portés devant le T.A.M. en application de l'art. 305,

Quant à la compatibilité de la décision incriminée avec les Sections du Traité de Versailles visées à l'art. 305 dudit Traité:

Les arguments présentés par la requérante ont trait, d'une part à l'interprétation de l'art. 92 al. 4, mis en regard de l'art. 297 b du Traité de Versailles, d'autre part à l'interprétation de ce dernier article et plus spécialement du terme «territoires» qui y figure.

A l'égard de l'art. 92 al. 4, il convient d'observer que la partie du Traité où il figure n'est pas mentionnée à l'art. 305. Mais le fait n'a pas d'importance, car la requérante n'invoque l'art. 92 al. 4 qu'en vue de l'interprétation à donner, selon elle, à l'art. 297, lequel est visé à l'art. 305.

I.

En ce qui concerne l'article 92, al. 4.

La requérante voit dans cet article l'expression de la volonté du Traité de limiter aux territoires cédés par l'Allemagne l'exercice du droit de liquidation concédé à la Pologne. D'après elle, l'art. 92 al. 4 — qui n'aurait aucun sens s'il était la simple répétition des stipulations identiques figurant à l'art. 297 b et h, chiffre 2 du Traité — représente une lex spécialis se suffisant à elle-même et contenant tout ce qui concerne le droit de liquidation au profit de la Pologne. Cette conclusion, qui, d'après la requérante, se dégage du rapprochement des deux articles ici visés, s'impose d'autant plus que le droit de liquidation, étant exceptionnel, ne peut être admis que dans les strictes limites où il a été stipulé. Ainsi donc, d'après la requérante, en matière de liquidation, le droit de la Pologne est fixé à l'art. 92 et ne saurait être revendiqué par elle en dehors des termes de cet article, qui le limite aux territoires cédés par l'Allemagne.

Pour que cette argumentation pût être accueillie il faudrait qu'effectivement l'art. 92 al. 4, se suffît et eût créé de façon complète et limitative le régime et exercice du droit de liquidation réservé à la Pologne. Mais tel n'est pas le cas. Bien au contraire, le droit mentionné à l'art. 92 al. 4 c'est un droit de liquidation «par application de l'art. 297». Ce n'est donc pas à l'art. 92, mais bien à l'art. 297 que se trouve stipulé le droit de liquidation comme tel, et l'art. 92 al. 4 ne fait que préciser les conditions dans lesquelles ce droit sera exercé dans les territoires cédés par l'Allemagne. En d'autres termes et précisément quant à la stipulation créant le droit de liquidation — stipulation d'autant plus nécessaire qu'il s'agit d'une mesure d'exception — ce n'est pas à l'art. 92 qu'elle figure. L'art. 92 ne se suffît pas à lui-même et ne représente pas une stipulation complète dont on puisse dire qu'elle renferme la totalité du droit de liquidation conféré par le Traité à la Pologne. Loin de là. En stipulant que l'action du Gouvernement polonais visée à l'art. 92 est une action «par application de l'art. 297», le dit article 92 montre bien que c'est dans ce dernier article que réside, pour la Pologne, le droit de liquidation en lui-même. Sur ce point, l'art. 92 se distingue nettement de l'art. 74, qui stipule lui-même le droit de liquidation au profit de la France en Alsace-Lorraine et ne renvoie à la Partie X que pour ce qui a trait à l'affectation du produit des liquidations. Si, comme le soutient la requérante, les auteurs du Traité de Versailles avaient vraiment entendu exclure la Pologne de l'application de l'art. 297 b, ils n'eussent pas renvoyé à cet article dans la partie du Traité par laquelle, selon la requérante, ils entendaient régler et circonscrire le droit de liquidation de cet Etat. Ils eussent, bien au contraire, donné à l'art. 92 une rédaction différente et, en particulier, ils n'eussent pas manqué d'exprimer leur pensée, comme ils auraient dû le faire à la supposer telle, en disant par exemple à l'art. 92: La Pologne *ne* pourra exercer le droit de liquidation *que* dans les terri-

toires transférés par l'Allemagne et ce droit ne pourra l'être que dans les conditions suivantes (savoir des chiffres 1 et 2 du même art. 92 al. 4).

Assurément l'art. 92 al. 4 peut paraître superflu, car, loin de déroger à l'art. 297, il ne fait que consacrer, en des termes identiques et pour les territoires cédés par l'Allemagne, les stipulations figurant à l'art. 297, lettres b et h. Mais rien ne prouve que cette répétition reflète l'intention de limiter aux territoires cédés par l'Allemagne le droit de liquidation de la Pologne. Le texte de l'art. 92, tel qu'il a été rédigé, et notamment le renvoi à l'art. 297, excluent nettement la supposition d'une intention de ce genre, laquelle, si elle avait existé, eût nécessairement et certainement été exprimée dans des termes entièrement différents, si ce n'est même opposés.

Il est donc superflu d'observer encore que le Traité de Versailles présente (ainsi aux art. 116, al. 2, 259, chiffre 6, 292) des répétitions dont on n'est pas autorisé à conclure que l'un de ces articles exclut l'autre.

Ainsi donc, on ne peut, de l'art. 92 al. 4, du Traité de Versailles, tirer aucune déduction contre le droit éventuel de la Pologne de procéder à des liquidations hors des territoires cédés par l'Allemagne. Cette question n'est pas touchée par l'art. 92 al. 4; elle doit être examinée à la seule lumière de l'art. 297, à l'égard duquel l'art. 92 al. 4 ne contient, ni expressément, ni implicitement, une «disposition contraire qui en exclut l'effet».

II.

En ce qui concerne l'art. 297.

1°) La requérante fait observer en premier lieu qu'aux termes de la phrase par laquelle il débute l'art. 297 a trait à la question des biens, droits et intérêts privés «en pays ennemi». La Pologne — ajoute-t-elle — n'a jamais été, comme telle, en guerre avec l'Allemagne. Elle n'a jamais été, à l'égard des biens allemands, un «pays ennemi» auquel l'art. 297 eût pu être applicable et c'est précisément la raison pour laquelle il était nécessaire de stipuler spécialement à l'art. 92 le droit de liquidation du Gouvernement polonais dans les territoires cédés par l'Allemagne.

En ce qui concerne ce dernier point, il suffira au Tribunal de se référer aux considérants consacrés ci-dessus à l'art. 92 al. 4. Au surplus, il importe de constater que le Traité de Versailles est expressément un Traité de Paix entre l'Allemagne et les autres Puissances signataires, parmi lesquelles figure la Pologne. Dans le Préambule, le Traité déclare, sans en excepter la Pologne, que les Puissances Alliées et Associées, «ont été successivement entraînées dans la guerre, directement ou indirectement, et qu'elles sont désireuses que cette guerre fasse place à une paix solide, juste et durable». Le Préambule ajoute «qu'à dater de la mise en vigueur du présent Traité, l'état de guerre prendra fin et que dès ce moment, et sous réserve des dispositions du Traité, les re-

lations officielles des Puissances alliées et associées avec l'Allemagne seront reprises». Il est donc certain, au point de vue de la conception «Etats ennemis» ou «biens ennemis», que les Puissances signataires du Traite de Versailles ont rangé la Pologne sans aucune réserve quelconque parmi les Puissances qui étaient ennemies de l'Allemagne et qui mettent fin à l'état de guerre en signant avec elle un Traité de Paix.

Il n'est donc pas possible de s'attacher aux seuls termes «en pays ennemi» figurant au début de l'art. 297 pour admettre, par une argumentation théoriquement possible, mais manifestement contraire à la manière dont les Puissances signataires envisageaient la situation, que l'art. 297 n'est pas applicable à la Pologne. Le contraire résulte d'emblée du fait incontestable que certaines dispositions de l'art. 297 sont notoirement applicables à la Pologne, ainsi entre autres les lettres *d* et *e* dudit article.

2°) Aux termes de l'art. 297 b — et sous réserve des dispositions contraires qui pourraient résulter du Traité et qui, on vient de le voir, ne se trouvent pas à l'art. 92, al. 4 — «Les Puissances alliées ou associées se réservent le droit de retenir et de liquider tous les biens, droits et intérêts appartenant, à la date de la mise en vigueur du présent Traité, à des ressortissants allemands ou des sociétés contrôlées par eux sur leurs territoires . . . . . y compris les territoires qui leur ont été cédés en vertu du présent Traité.»

De l'avis de la requérante, le droit de liquidation ainsi consacré ne peut s'appliquer à la Pologne (en dehors de l'art. 92 al. 4), par la raison qu'au 10 Janvier 1920 cet Etat ne possédait juridiquement aucun territoire en dehors de celui (régi par le dit article 92, al. 4) que, de par le Traité même, elle recevait de l'Allemagne. La raison, c'est qu'au 10 Janvier 1920 le territoire soi-disant polonais sur lequel la mesure incriminée avait été prise (territoire autre que celui que cédait l'Allemagne) était encore russe juridiquement, que la Russie ne l'avait pas cédé à la Pologne et qu'à supposer même une cession de principe déjà acquise les frontières de ce territoire n'étaient pas encore déterminées, puisqu'elles ne l'ont été qu'ultérieurement.

En abordant l'examen de cette objection, dont l'importance juridique ne saurait être méconnue il convient de rappeler que la tâche du Tribunal réside dans l'interprétation de la commune intention des Parties, telle qu'elle se trouve exprimée à l'art. 297 du Traité, particulièrement en les termes ci-après transcrits: «. . . . sur leur territoire, dans leurs colonies, possessions et pays de protectorat, y compris les territoires qui leur ont été cédés en vertu du présent traité.» La thèse de la requérante consiste à soutenir que, dans la commune intention des parties, l'art. 297 ne s'appliquait pas à la Pologne. Sur ce point, une première constatation s'impose: Aucune disposition de l'art. 297 n'exclut la Pologne de l'application de cet article. Bien plus, l'art. 297 contient des stipulations qui, de l'aveu de toutes parties, sont applicables à la Pologne, ainsi l'art. 297, lettres *d* et *e*, d'où la conséquence qu'en tous cas l'art. 297 ne peut pas avoir été compris par les Puissances signataires

du Traité de Versailles comme inapplicable dans son ensemble à la Pologne.

L'argumentation de la requérante se ramène donc à la thèse précise qu'en rédigeant l'art. 297 b les Puissances signataires considéraient la Pologne comme un Etat n'ayant, le 10 Janvier 1920, aucun autre territoire que celui que, ce jour même, elle acquérait de l'Allemagne et auquel elles consacraient spécialement l'art. 92 al. 4.

Pour résoudre la question ainsi posée, il convient de se remémorer les conditions dans lesquelles la Pologne aux côtés des autres Puissances alliées et associées, a négocié et signé avec l'Allemagne le Traité de Versailles.

Il est admis, entre autres par des auteurs allemands tel que les Dr. Paul Roth, dans son étude sur la naissance de l'Etat polonais, qu'en novembre 1918 et en tous cas fin 1918, l'Etat polonais existait de facto. Il disposait d'un territoire comprenant, dans ses grandes lignes, la Pologne du Congrès et la Galicie occidentale. Il possédait un Gouvernement indépendant, dont la puissance publique s'affirmait lentement, mais toujours davantage. A la même époque, novembre 1918, l'Allemagne accréditait à Varsovie un Ministre en mission extraordinaire, qui remettait au chef de l'Etat polonais ses lettres de créance. Aux yeux de l'auteur allemand cité plus haut, cette mission, quelle qu'en ait été la brièveté, représentait, de la part de l'Allemagne, la reconnaissance de jure du nouvel Etat polonais. Il paraît inutile de s'arrêter ici à la distinction, parfois très subtile, entre reconnaissance de facto et reconnaissance de jure. Il suffira de se référer encore aux constatations qui vont suivre, en rappelant que, selon l'opinion admise à juste titre par la grande majorité des auteurs en droit international, la reconnaissance d'un Etat est, non pas constitutive, mais simplement déclarative. L'Etat existe de par lui-même et la reconnaissance n'est que la constatation de cette existence, reconnue par les Etats de qui elle émane. Au cours des premiers mois de l'année 1919, le nouvel Etat Polonais a été officiellement reconnu par nombre de Puissances. Dès le 15 Janvier 1919, la Pologne était admise aux négociations de la Conférence de la Paix. Les pleins pouvoirs de sa délégation ont été, sans réserve, reconnus, admis et acceptés comme réguliers et valables par la délégation qui négociait au nom de l'Allemagne et représentait cet Etat. Enfin, le Traité de Paix a été signé le 28 Juin 1919 par l'Allemagne et la Pologne. Il paraît incontestable que la signature d'un Traité de ce genre, sans réserves quelconques, implique la reconnaissance complète de l'Etat avec lequel ce Traité est signé et que la reconnaissance expresse figurant à l'art. 87 n'est que la confirmation de celle qui résultait implicitement des faits qui viennent d'être rappelés. Dès lors, c'est déjà avant le 10 Janvier 1920 que l'existence de l'Etat polonais était officiellement reconnue, entre autres de l'Allemagne. De même, les principales Puissances alliées et associées signaient avec la Pologne, à la date du Traité de Paix, le Traité dit des Minorités, Traité qui, par son importance, impliquait forcément la reconnaissance officielle et complète de l'Etat avec lequel

il était conclu. Or, un Etat n'existe qu'à la condition de posséder un territoire une collectivité d'hommes habitant ce territoire, une puissance publique s'exerçant sur cette collectivité et ce territoire. Ces conditions sont reconnues indispensables et l'on ne peut concevoir un Etat sans elles. Il est donc impossible d'admettre que les Puissances qui, en 1919, reconnaissaient l'existence de l'Etat polonais et signaient avec lui des Traités de l'importance de ceux qui sont ici mentionnés aient considéré que cet Etat polonais n'avait pas de territoire (puis-qu'aussi bien les territoires visés aux art. 87 et suivants ne pouvaient devenir polonais que le jour de l'entrée en vigueur du Traité). La reconnaissance de la Pologne n'était pas un fait futur; elle résultait de la signature même du Traité et des négociations qui l'avaient précédée. Dès lors, il est d'emblée infiniment improbable qu'au moment où les Puissances signataires, la Pologne comprise, arrêtaient les termes de l'art. 297, elles considéraient que cette Pologne n'avait pas de territoire et que, par conséquent, l'art. 297 ne la concernait pas, tout au moins en ce qui concerne la lettre *b*. Il paraît certain que, si tel avait vraiment été leur avis, elles n'eussent pas manqué de l'exprimer, au lieu de rédiger dans ses termes tout généraux, embrassant toutes les Puissances alliées et associées, l'art. 297, dont, on l'a vu plus haut, certaines dispositions sont notoirement applicables à la Pologne. En particulier la Pologne est comprise dans l'une ou l'autre des deux catégories d'Etats mentionnés à l'art. 297 litt. *h*. 2° 2ème al., sous l'expression «nouveaux Etats signataires du présent Traité comme Puissances alliées et associées», ou «Etats qui ne participent pas aux réparations à payer par l'Allemagne». Et là également, il est hors de doute que, si l'on avait pensé que la Pologne ne rentrait pas dans l'une de ces catégories parce qu'elle n'avait pas de territoires hormis ceux qui devaient lui échoir en vertu des art. 87 et suivants, on n'eût pas manqué de rédiger autrement ou de limiter par une réserve une expression qui, dans la généralité des termes employés, la comprend tout naturellement.

La conclusion qui s'impose ainsi peut-elle être écartée par le fait qu'aussi longtemps que, par un Traité international, la Russie n'avait pas formellement et juridiquement renoncé aux territoires polonais qui lui avaient appartenu et qui «*de jure*» lui appartenaient encore, il n'était pas licite en droit international, de les reconnaître comme appartenant à la Pologne? Ici se pose la question de savoir si, en droit international, des Puissances peuvent valablement reconnaître un nouvel Etat avant même que celui dont son territoire faisait partie précédemment ait céde ce territoire, ait reconnu lui-même le nouvel Etat.

Les précédents consacrent l'affirmative, tout au moins à partir du moment où le nouvel Etat s'est affirmé suffisamment pour que les Puissances tierces puissent constater en lui l'existence des trois éléments mentionnés plus haut. Il suffit de rappeler que, dès 1831, les grandes Puissances ont reconnu l'Etat belge, alors que ce n'est qu'en 1839 que ce dernier a été reconnu par les Pays-Bas et que les Pays-Bas ont cédé juridiquement le territoire formant l'Etat belge.

En ce qui concerne la Pologne, le doute est d'autant moins possible que, dès 1918, et par deux manifestations de volonté officielles et successives, le pouvoir représentant l'Etat russe avait déclaré que la Russie proclamait le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, souscrivait à l'indépendance de l'Etat polonais et lui reconnaissait tous les territoires dont la population est composée en majorité de Polonais. En regard de ce fait, il est superflu de rappeler que, dans le Traité éphémère de Brest-Litovsk, l'Etat polonais avait été reconnu par la Russie; de même qu'en déclarant que «certains territoires de l'ancien Empire allemand *seront incorporés* dans le territoire de la Pologne» le Préambule du Traité des Minorités a reconnu par là l'existence d'un territoire polonais en dehors des territoires ex-allemands qui ne pouvait être autre que la Pologne du Congrès. Dans ces conditions, les Puissances signataires du Traité de Versailles pouvaient assurément reconnaître toutes l'Etat polonais sans encourir le reproche de commettre à l'égard de la Russie un acte réprouvé par le droit international et l'on peut admettre avec certitude qu'aucune arrière-pensée de ce chef n'a, dans leur commune intention, vicié ou affecté dans une mesure quelconque la reconnaissance faite par elles.

Reste la question des frontières orientales de la Pologne. Assurément elles n'étaient pas spécifiées au 10 Janvier 1920 et, aux termes de l'art. 87 al. 3 du Traité de Paix, les principales Puissances alliées et associées devaient les fixer ultérieurement. En fait, elles ont été déterminées exactement, tant par le Traité de Riga, conclu avec la Russie, que par la décision de la Conférence des Ambassadeurs visant essentiellement la frontière polono-lithuanienne. Sur ce point, la requérante a exprimé l'avis que l'Etat polonais ne pouvait pas être considéré comme ayant eu «de jure» le territoire désigné comme Pologne du Congrès aussi longtemps que les frontières de ce territoire n'avaient pas été fixées. Mais, quelle que soit l'importance de la délimitation des frontières, on ne saurait aller jusqu'à soutenir qu'aussi longtemps que cette délimitation n'a pas été arrêtée juridiquement l'Etat en cause ne peut être considéré comme ayant eu un territoire quelconque. Ici, également, la pratique du droit international et les précédents historiques démontrent le contraire. Pour qu'un Etat existe et puisse être reconnu comme tel avec un territoire sans lequel il ne pourrait, ni exister, ni être reconnu, il suffit que ce territoire ait une consistance suffisamment certaine (alors même que les frontières n'en seraient pas encore exactement délimitées) et que, sur ce territoire, il exerce en réalité la puissance publique nationale de façon indépendante. Nombreux sont les exemples de cas dans lesquels des Etats ont existé sans contestation, ont été reconnus et se sont reconnus mutuellement à une époque où la frontière entre eux n'était pas encore exactement fixée. A cet égard, il est superflu de rappeler les arbitrages internationaux qui ont fixé la frontière entre la République Argentine et le Chili et plus récemment encore entre la Colombie et le Vénézuéla, sans qu'on puisse tirer de ce fait la conclusion qu'avant ces délimitations les Etats en cause n'avaient pas de territoires.

Pour revenir à l'exemple de la Belgique cité plus haut, il est incontestable qu'en droit c'est par le Traité de 1839 que les frontières du côté des Pays-Bas en ont été juridiquement fixées. Bien plus, à vouloir prendre à la lettre ce Traité de 1839, qui stipulait que le territoire belge se composera des provinces du Brabant méridional, Liège, Namur, etc. etc., telles qu'elles ont fait partie du Royaume-Uni des Pays-Bas, il semblerait que ce n'est qu'à partir du dit Traité que la Belgique a réellement possédé ces territoires. Il n'est pas besoin de dire que tel n'a pas été l'avis des Puissances signataires du Traité de 1831 et qu'elles n'ont pas songé un instant à considérer la Belgique comme un Etat sans territoire jusqu'en 1839. Preuve en soit des Traités conclus dans cette période avec la Belgique et qui devaient être appliqués sur territoire belge, ainsi, entre autres, la Convention de la Prusse avec la Belgique sur l'extradition réciproque des malfaiteurs, le 28 Juillet 1836, ainsi la Convention de navigation entre la Sardaigne et la Belgique, du 10 Octobre 1838.

Le fait qu'au 10 Janvier 1920 la frontière orientale de la Pologne n'était pas encore exactement délimitée aurait pu avoir une certaine valeur si la mesure dont se plaint la requérante s'appliquait territorialement à ce que l'on pourrait appeler la zone douteuse du territoire polonais. Mais, en fait, la mesure incriminée a été prise à Varsovie même, c'est-à-dire au centre même d'un territoire dont, dès la fin de 1918, le caractère national polonais ne pouvait faire doute pour personne, puisqu'aussi bien c'était là qu'était né le nouvel Etat, c'était là que se trouvait le siège de son Gouvernement et de sa puissance publique. Sur ce point le Traité de Riga diffère de celui qui fut signé en 1839, entre la Belgique et les Pays-Bas. A le lire, il ne semble pas que les Parties aient considéré comme objet premier et essentiel de ce Traité la cession par la Russie à la Pologne dudit territoire de la Pologne du Congrès tel quel. Il n'est nullement dit, comme dans celui de 1839, que le territoire polonais sera formé de telles ou telles provinces. On a, bien au contraire, l'impression très nette que la Pologne du Congrès, comme telle, était entièrement hors de cause, la Russie ayant déjà sur ce point, manifesté très nettement son désistement par ses déclarations de 1918 et par la notification adressée entre autres à l'Allemagne, par exemple, et portant que la Russie considérait, pour ce qui la concerne, comme abrogées les dispositions du Traité de Vienne qui avaient rattaché la Pologne à l'Empire russe. (Décret russe du 29 août 1918.)

En résumé, il ne paraît pas possible d'admettre qu'en rédigeant et signant l'art. 297 les Hautes Parties contractantes aient eu l'idée que la Pologne du Congrès et, en particulier, Varsovie, la capitale, n'étaient pas territoire polonais et que, par conséquent, l'art. 297, dans les termes si généraux où il est conçu, ne s'appliquait pas à la Pologne dite du «Congrès». Dès lors, et en l'absence de toute stipulation et même de tout indice contraire dans le Traité, le Tribunal, fidèle interprète de la commune intention des parties, ne peut que reconnaître l'applicabilité de l'art. 297 b (sous les conditions fixées par la lettre h du même article)

sur la partie du territoire polonais où a été prise la mesure de liquidation incriminée par la requérante.

Par ces Motifs:

Le Tribunal:

Se déclare compétent,

Dit que la liquidation des biens de la Société demanderesse effectuée par le Décret du Comité de liquidation en date du 14 Décembre 1923 étant conforme aux articles 92 al. 4 et 297 b du Traité de Versailles la demanderesse n'a pas droit à la réparation prévue à l'article 305,

En conséquence déboute la requérante de ses conclusions d'audience,

Met les frais judiciaires fixés à la somme de 25.00 Frs. fr. à la charge de la requérante,

Condamne la requérante à payer au défendeur la somme de 15.000 Frs. fr. à titre de dépens,

Enjoint à M. les Agents de pourvoir à l'éxécution de la présente sentence.

Genève, le 1er Août 1929.

(s) Paul Lachenal

(s) Jan Namitkiewicz (s) Viktor Bruns
avec votum separatum

* * *

Opinion dissidente de l'arbitre allemand.

Le soussigné, arbitre allemand, regrette de ne pouvoir se rallier à l'opinion émise par la majorité du Tribunal, et cela pour les raisons suivantes:

En ce qui concerne la compétence, le Tribunal, tout en déclarant qu'il doit examiner d'office si les conditions de sa compétence se trouvent réalisées en l'espèce, qualifie de jugement d'un Tribunal compétent au sens de l'art. 305 la décision de la Commission polonaise de Liquidation, en se basant sur la déclaration faite par l'Agent polonais dans sa lettre du 14 avril 1928 adressée au Secrétariat. Dans cette lettre, l'Agent polonais déclare renoncer en l'espèce à l'exception d'incompétence en tant qu'elle avait été basée sur la non-existence d'un jugement d'un Tribunal au sens de l'art. 305.

L'arrêt expose que cette déclaration formelle de l'Agent polonais a amené le Tribunal à admettre que la décision du Comité de Liquidation constitue, en droit polonais, un jugement rendu par un Tribunal national compétent.

Le terme «jugement d'un Tribunal compétent» se trouve dans un

traité international; c'est donc le système de ce traité qui détermine la valeur juridique de ce terme et il est impossible, vu le but envisagé par cet article, d'y trouver un renvoi aux lois nationales.

L'article 305 constitue le Tribunal arbitral mixte en organe de contrôle international, du fait qu'il lui confie la tâche de veiller à la bonne exécution des Sections III, IV, V et VII de cette Partie du Traité de Versailles. Ces sections ne traitent que des biens et droits des particuliers, dont la protection est, dans tous les Etats civilisés, de la compétence des tribunaux. Si l'art. 305, qui a pour but de faire contrôler l'exécution de ces sections dans toute son étendue, ne mentionne que le jugement d'un tribunal compétent (decision of a competent court), il n'en résulte nullement qu'il ait voulu restreindre le contrôle international à des «jugements» au sens technique du droit interne. Pareille interprétation serait d'autant plus inadmissible qu'elle permettrait aux Etats de se soustraire à la juridiction des Tribunaux arbitraux mixtes.

Le sens du mot jugement (decision) qui se trouve dans le texte de l'art. 305, est donc tout à fait clair. Il englobe toute décision de toute autorité compétente dans les matières visées par les sections III, IV, V et VII de la Partie X du Traité de Versailles. Le Tribunal arbitral mixte était donc bien fondé en droit, de se déclarer compétent.

En ce qui concerne l'interprétation des articles 92 al. 4 et 297, les considérants de l'arrêt parlent, et cela à plusieurs reprises, du devoir du Tribunal de rechercher l'intention *commune* des parties contractantes. Or, il est à mon avis impossible de parler d'une telle intention quand on se trouve en présence d'un traité où l'une des parties contractantes n'a même pas été admise à discuter les dispositions projetées, qui ont été fixées par l'autre partie seule. Quand on parle de l'intention commune des parties signataires du Traité de Versailles, on ne peut avoir en vue autre chose, en réalité, que la volonté des Puissances Alliées et Associées. Or, pour l'interprétation d'un traité, on ne doit pas avoir recours à l'intention d'une seule partie. La seule chose qui importe, c'est le texte du Traité et la portée juridique qui lui revient en tant qu'élément du droit international régissant les relations des Etats contractants. Mais il est inadmissible d'invoquer cette prétendue intention commune des parties, pour attribuer aux dispositions du traité une portée qui se trouve sans fondement dans le texte même. C'est donc le sens objectif du texte qui décide du contenu et de l'étendue des droits et obligations des parties, et toute interprétation basée sur l'intention d'une des parties lors de la conclusion du Traité constituerait une modification de ses stipulations, qui serait en tout cas illicite.

Le Traité de Versailles s'occupe en deux endroits différents, à l'art. 92 al. 4 et à l'art. 297 h, du droit conféré à la Pologne de liquider des biens, droits et intérêts allemands. L'arrêt n'éclaircit pas d'une manière précise les rapports juridiques qui existent entre ces deux dispositions;

il se contente de qualifier l'art. 92 tantôt de *répétition* sans importance des dispositions de l'art. 297, qui avaient déjà conféré à la Pologne le droit de liquider, répétition comme on en trouve en plusieurs endroits dans le Traité de Versailles, tantôt de *précision* apportée aux dispositions de l'art. 297. Or, on ne saurait parler de *répétition* dans un seul traité que lorsqu'il s'agit de dispositions qui ont au moins le même contenu et la même portée, ce qui n'est pas le cas en l'espèce. En effet, les deux articles ne sont pas conçus «en des termes identiques». L'art. 92 al. 4 dispose que la Pologne aura le droit de liquider dans les territoires cédés par l'Allemagne en vertu du présent traité, restriction territoriale qui ne se trouve pas à l'art. 297, et que ce droit n'est conféré qu'à l'égard des biens des ressortissants allemands, sans mentionner — et c'est là encore une différence avec l'art. 297 — les sociétés contrôlées par des Allemands.

Si un traité contient deux dispositions qui concernent la même matière et qui divergent, il est du devoir du juge d'éclaircir les relations existant entre elles. Il devrait constater ou que l'un des articles règle d'une manière générale une certaine matière, tandis que l'autre n'en vise qu'un cas spécial ou que — vu la contradiction manifeste entre les deux dispositions — aucune d'elles n'est valable, ou enfin que cette matière n'est réglée que dans la mesure où la portée de l'un des deux articles correspond à celle de l'autre.

L'arrêt s'efforce à déduire du texte de l'art. 92 al. 4 que le droit de liquidation de la Pologne n'est pas stipulé comme tel à cet article, mais bien à l'art. 297 et que l'art. 92 al. 4 *précise* seulement les conditions sous lesquelles ce droit pourrait être exercé dans les territoires cédés par l'Allemagne. Cette argumentation ne serait juste que si vraiment l'art. 92 faisait dépendre d'un règlement spécial l'application aux biens situés dans ces territoires du droit de liquidation accordé d'une manière générale à la Pologne dans l'art. 297. Mais ce n'est pas le cas. Les dispositions de l'art. 92 al. 4, nos. 1 et 2 se trouvent également à l'art. 297, où il est stipulé que le produit de liquidation doit être versé directement à l'ayant droit et que l'exercice du droit de liquidation est mis sous le contrôle du Tribunal Arbitral Mixte. Si, en réalité, la précision consistait dans ces points (Art. 92 al. 4 nos. 1 et 2), l'argumentation du Tribunal aboutirait à un résultat bizarre, savoir que les *deux* dispositions ne visent que la liquidation dans les territoires de l'Etat polonais ci-devant allemands. Mais il y aurait là quand même une contradiction flagrante avec les termes de l'art. 297 h.

Si l'on voulait prétendre, comme le fait l'arrêt, que l'art. 92 apporte quelques précisions à l'art. 297, on ne saurait les trouver que dans les modifications de fond, c'est-à-dire en premier lieu dans la restriction territoriale de son application, et on pourrait invoquer en faveur de cette interprétation les termes employés à l'art. 297 b, savoir: «sous réserve des dispositions contraires».

Enfin, on ne saurait baser une telle interprétation sur le fait que la Section VIII de la Partie III qui a trait à la Pologne, ne vise que les re-

lations particulières entre l'Allemagne et la Pologne, puisque toute une série de dispositions de cette Section portent sur des matières qui n'ont aucun rapport avec le territoire cédé par l'Allemagne.

L'arrêt poursuit en disant que, si vraiment les auteurs du Traité de Versailles avaient voulu exclure la Pologne de l'avantage de l'art. 297b, ils n'auraient certainement pas renvoyé, dans l'art. 92, à cette disposition, mais auraient réglé d'une manière complète à l'art. 92 même le droit de liquidation conféré à la Pologne. Il est difficile de comprendre pourquoi il aurait été interdit de renvoyer à une disposition de ce Traité de Versailles qui règle en principe un droit des Puissances Alliées et Associées, quand il s'agit d'un Etat qui ne doit jouir de ce droit que sous certaines restrictions.

Enfin, l'arrêt expose qu'une limitation territoriale de l'exercice par la Pologne du droit de liquidation aurait dû être stipulée de la manière suivante: «La Pologne *ne* pourra exercer le droit de liquidation *que* dans les territoires transférés par l'Allemagne et ce droit ne pourra l'être que dans les conditions suivantes . . .».

Cette opinion encore ne saurait être à mon avis maintenue. Personne ne doute que la disposition de l'art. 92 al. 4 ne vise que les territoires cédés par l'Allemagne et qu'il accorde donc à l'Etat polonais le droit de liquidation pour une partie seulement de son territoire. Si la disposition de l'art. 92 al. 4 avait été rédigée de la manière proposée dans l'arrêt, la même contradiction subsisterait entre l'art. 297 h et l'art. 92 al. 4. La seule différence consisterait en ceci que, d'après la rédaction proposée par l'arrêt, le droit de liquidation de la Pologne serait décliné expressément pour le dehors des territoires cédés et que la contradiction entre les deux articles se manifesterait d'une manière encore plus claire.

Vu cette contradiction manifeste entre deux stipulations du même traité, on ne saurait y voir une disposition valable engageant les parties contractantes que dans la mesure d'une règle qui trouve son expression dans les deux dispositions. C'est-à-dire qu'on n'en peut conclure à l'existence du droit de liquidation que pour les territoires cédés par l'Allemagne.

L'arrêt constate que la disposition de l'art. 92 al. 4 n'entre pas en ligne de compte malgré la contradiction qui existe entre elle et l'art. 297 et qu'il faut, pour ainsi dire, l'écarter du Traité. Par contre, il déclare applicable à la Pologne la disposition générale de l'art. 297 b. Et pour y arriver, l'arrêt s'efforce de réfuter deux des arguments principaux avancés par la demanderesse et qui sont basés sur le sens technique des expressions «*ennemi*» et «*territoire*».

Il est dit au préambule à l'art. 297 que la question des droits, biens et intérêts en territoire ennemi recevra sa solution dans les dispositions de cette section. Le terme «*ennemi*» a un sens technique en droit des gens. Sont qualifiés d'ennemis les Etats se trouvant en état de guerre. Vu que la Pologne n'a jamais été en état de guerre avec

l'Allemagne, ni son territoire, ni ses propres ressortissants, ni leurs biens ne peuvent être qualifiés d'ennemis par rapport à l'Allemagne. Le fait a été constaté d'une manière irréfutée et irréfutable par la Cour Permanente de Justice Internationale de la Haye dans son Arrêt No. 7 p. 28:

«D'autre part, la Pologne, telle qu'elle se constituait dans les territoires russes occupés par les Puissances centrales n'était sans doute pas en état de guerre avec l'Allemagne; c'est précisément l'absence d'état de guerre entre la Pologne et l'Allemagne qui explique le fait que la Pologne, qui apparaît dans le Traité de Versailles comme une Puissance Alliée, n'est pas admise au bénéfice de l'art. 232 du Traité, qui reconnaît à ces Puissances un droit à des réparations.»

On ne saurait opposer à l'argumentation que je viens d'exposer le préambule au Traité de Versailles. Quand celui-ci parle d'un traité de paix et du fait que les Puissances Alliées et Associées, parmi lesquelles se range la Pologne, ont le désir que la guerre, dans laquelle elles ont été successivement entraînées, directement ou indirectement, fasse place à la paix, le Traité ne dit pas et ne peut pas dire que toutes les Puissances Alliées et Associées se soient trouvées, jusqu'à la conclusion du Traité de Versailles, en état de guerre avec l'Allemagne. On voit figurer parmi les puissances signataires la Bolivie, l'Equateur, le Pérou, l'Uruguay, qui, bien qu'ayant rompu les relations diplomatiques existantes, ne se sont jamais trouvés en état de guerre avec l'Allemagne. Il en est de même de l'Hedjaz qui n'avait même pas été reconnu comme Etat indépendant par l'Allemagne (cf. Note Allemande du 6 mai 1919 dans Kraus et Roediger, «Urkunden zum Friedensvertrag», Vol. I, p. 146). Le Traité de Versailles en tant que Traité de Paix met fin à l'état de guerre uniquement entre l'Allemagne et les Etats qui jusqu'à la date de sa conclusion s'étaient réellement trouvés en guerre avec elle. Du reste, il est évident que le passage du préambule, également cité par l'arrêt et portant qu'à partir de la mise en vigueur du Traité les relations officielles des Puissances Alliées et Associées avec l'Allemagne seraient reprises, ne peut pas s'appliquer aux relations de l'Allemagne avec la Pologne; cela résulte du fait que le Gouvernement polonais, dès novembre 1918, avait reçu un ministre plénipotentiaire allemand à Varsovie.

Il est inadmissible de rayer du préambule de l'art. 297 le mot «ennemi», car il implique comme terme technique une délimitation exacte des dispositions contenues dans cet article. Cela ressort également de l'art. 303 qui stipule qu'au sens des Sections III, IV, V et VII, l'expression «pendant la guerre» comprend, pour chaque Puissance alliée ou associée, la période s'étendant du moment où l'état de guerre a existé entre l'Allemagne et cette Puissance à la mise en vigueur du présent traité. Et c'est pour cela que la Pologne, quoique Puissance alliée, n'était pas admise aux réparations stipulées à l'art. 232 qui fait

dépendre le droit aux réparations des Gouvernements alliés et associés d'un état de belligérance avec l'Allemagne.

Si l'arrêt poursuit qu'il est en fait incontestable que certaines dispositions de l'art. 297, entre autres ses litts. d et e, sont notoirement applicables à la Pologne, on doit constater que cette affirmation reste sans preuve; du fait de l'application de l'une ou l'autre disposition de cet article à la Pologne, on ne peut conclure à ce que les Etats intéressés aient considéré comme applicable l'article entier, d'autant moins que l'application en question repose sur une jurisprudence erronée du Tribunal Arbitral Mixte.

J'en arrive au second argument avancé par la demanderesse. L'art. 297 confère aux Puissances Alliées et Associées le droit de liquider les biens allemands situés «sur leur territoire, dans leurs colonies, possessions et pays de protectorat y compris les territoires qui leur ont été cédés en vertu du présent traité». Le mot «*territoire*» est un terme juridique de droit international qui signifie la partie de la superficie de la terre qui est reconnue par les autres membres de la communauté internationale comme appartenant à un Etat déterminé. Le statut territorial de l'Etat repose sur des actes individuels passés avec les autres Etats, ayant pour but d'établir son droit de souveraineté. Quand dans un texte international se trouve ce terme de territoire, il est à présumer qu'il vise non la partie de la surface de la terre dominée *en fait* par un gouvernement, mais un territoire dans le sens légal, c'est-à-dire, la partie de la terre qui est légalement reconnue comme appartenant à un Etat.

Cette présomption s'impose dans l'interprétation de l'art. 297, et cela d'autant plus que cet article cite à côté du territoire des Puissances Alliées et Associées, les territoires «qui leur ont été cédés en vertu du présent traité». Il faut en conclure que le terme de territoire employé à l'art. 297 ne vise que le territoire reconnu comme appartenant *de jure* à ces Etats; il résulte même du contexte qu'il ne peut s'agir que des territoires *d'avant-guerre* des Etats Alliés et Associés et qu'on n'a tenu compte ni d'une modification légale intervenue ou à intervenir en vertu d'autres traités, ni des situations de fait créées par une occupation militaire ou par une domination de fait. Cette interprétation se trouve corroborée par la pratique des Etats Alliés et Associés eux-mêmes. Il suffit de citer l'avis du service juridique de la Commission des Réparations qui, le 7 février 1922, a décidé:

«. . . Par contre, sur le second point, au cas où M. B. B. n'aurait pas été serbe de l'ancien domicilié en Serbie avant la guerre, la thèse du Gouvernement allemand apparaît comme fondée.

Elle s'appuie sans doute, quoiqu'elle néglige de le spécifier, sur les termes de l'art. 297 b du Traité de Versailles qui limite le droit de liquidation des P. A. et A. aux «biens, droits et intérêts appartenant . . . à des ressortissants allemands . . . sur leur territoire y compris les territoires qui leur ont été cédés en vertu du présent Traité».

Nul territoire n'ayant été cédé à la Serbie en vertu du Traité de Versailles, il apparaît bien que le droit de liquidation du gouvernement serbe *se limite*, en ce qui touche les biens *allemands, à ceux qui se trouvaient situés au jour de la mise en vigueur du Traité de Versailles* sur le territoire du «Royaume de Serbie».

Sans doute, par l'art. 434 du même Traité, l'Allemagne s'est engagée »à reconnaître la pleine valeur des traités de paix qui seront conclus par les P. A. et A. avec les Puissances ayant combattu aux côtés de l'Allemagne«. Mais le Traité de St. Germain n'a traité que de la liquidation des biens autrichiens; il ne contient aucune disposition étendant, en ce qui touche les biens allemands, les droits de liquidation du Royaume des Serbes-Croates-Slovènes. (Fuchs, Die Grundsätze des Versailler Vertrags über Liquidation und Beschlagnahme deutschen Privatvermögens im Auslande, Berlin, 1927, p. 107.)

Si le Service juridique avait été d'avis que par le terme «territoire» figurant à l'art. 297 b du Traité de Versailles, on comprenait également les territoires sur lesquels la Jougoslavie exerçait, en fait, sa souveraineté, il aurait dû arriver à la conclusion contraire.

La Serbie, du reste, a tiré la conséquence de cet Avis du Service juridique en faisant savoir par une Note verbale du 10 octobre 1927, à la Légation d'Allemagne à Belgrade, que le Conseil des ministres avait autorisé le ministre de la Justice à «libérer de toute mesure de séquestration les biens allemands se trouvant sur les territoires cédés au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes par les traités de paix de Saint-Germain-en-Laye et de Trianon, en tant que ces biens n'ont pas été déjà liquidés, toute-fois à la condition que les ayants droit renoncent vis-à-vis de l'Etat serbe-croate-slovène à toute réclamation du chef du séquestre.

«En outre, le Conseil des Ministres a décidé que ces biens soient restitués avec tous les revenus éventuels et sans demander aux ayants droit le remboursement des taxes et frais occasionnés par le séquestre.»

De même, le Gouvernement italien a reconnu que le droit de liquider les biens, droits et intérêts allemands situés sur son territoire, ne s'étend pas aux biens allemands situés sur les territoires qui lui ont été cédés par les autres traités de paix; c'est pour cette raison qu'il a cessé de liquider lesdits biens et qu'il les a libérés dans les territoires cédés par l'Autriche.

Il résulte de ce qui précède que le Service juridique de la Commission des Réparations et deux gouvernements alliés ont compris par «territoire» au sens de l'art. 297 le territoire d'avant-guerre. La Pologne ne possédant pas de territoire d'avant-guerre, l'art. 297 b lui est resté inapplicable et il n'y avait aucune raison pour l'exclure expressément, comme le veut l'arrêt, des avantages que cette disposition a conférés aux Puissances Alliées et Associées.

Le Tribunal étend le droit de liquidation de la Pologne aux territoires anciennement antrichiens et russes, c'est-à-dire aux territoires

qu'elle ne s'est fait céder que plus tard par les Traités de St. Germain et de Riga. Pour arriver à ce résultat, le Tribunal se base sur la reconnaissance de la Pologne par les Puissances Alliés et Associées et par l'Allemagne.

L'arrêt constate qu'en novembre 1918 tout au moins fin 1918, l'Etat polonais existait de facto. Il disposait d'un territoire comprenant la Pologne dite du Congrès et la Galicie occidentale. Et le Gouvernement allemand lui-même, en accréditant à Varsovie un ministre en mission extraordinaire, reconnaissait de jure le nouvel Etat Polonais. Or, d'après l'avis de la majorité des autorités en droit international, la reconnaissance d'un Etat est non pas constitutive, mais simplement déclarative. L'Etat existe de par lui-même et la reconnaissance n'est que la constatation de cette existence, reconnue par les Etats de qui elle émane. Un Etat n'existe qu'à la condition de posséder un territoire, une collectivité d'hommes habitant ce territoire, une puissance publique s'exerçant sur cette collectivité et ce territoire . Ces conditions sont reconnues indispensables et on ne peut concevoir l'Etat sans elles. Il est impossible d'admettre que les Puissances, en reconnaissant l'existence de l'Etat Polonais, aient considéré que cet Etat Polonais n'avait pas de territoire.

Si je comprends bien cette argumentation, il en découle deux conclusions:

1° L'Etat polonais qui existe depuis fin novembre 1918 possède un territoire qui lui appartient d'après le droit international, parce que les autres Etats de la communauté internationale l'ont reconnu. C'est la reconnaissance qui constitue le titre de sa souveraineté territoriale.

2° Les Puissances Alliées et Associées, en rédigeant l'art. 297 du Traité de Versailles, ont visé ce territoire.

En ce qui concerne le second point, l'intention d'une des Parties du Traité, même si cette Partie a rédigé le texte, est sans importance, si elle n'a pas trouvé son expression dans le texte. Or, l'art. 297 parle d'une façon tout-à-fait générale, et c'était la tâche du Tribunal d'examiner si les termes du Traité permettent leur application à la Pologne qui se trouvait dans une situation spéciale. Comme il n'y a aucune réserve en faveur de la Pologne, les termes de l'art. 297 doivent être interprétés d'après leur sens juridique ordinaire.

Est-ce que vraiment la reconnaissance pure et simple d'un nouvel Etat lui confère le titre en droit pour l'acquisition de son territoire? Si cette théorie était fondée en droit, toutes les stipulations du Traité de Versailles et de St. Germain qui contiennent la cession des territoires anciennement allemands et autrichiens seraient tout-à-fait superflues et sans importance juridique, puisque la Pologne aurait acquis le droit à ces territoires par la reconnaissance des Gouvernements allemand et autrichien. Jamais le Gouvernement polonais n'a contesté avoir acquis la souveraineté territoriale sur les anciennes provinces allemandes et autrichiennes par la seule cession exprimée dans le Traité

de Versailles et de St. Germain. La cession décidée dans l'art. 3 du Traité de Riga ne peut donc revêtir un autre caractère juridique.

Il est inutile de dire que la reconnaissance de la Pologne par les Puissances Alliées et Associées n'était pas à même de lui conférer le droit de souveraineté sur une partie du territoire russe. Les Puissances Alliées et Associées ne pouvaient pas disposer de ce territoire: «nemo plus juris transferre potest quam ipse habet». Il n'a jamais été contesté qu'un Etat ne peut disposer du territoire d'un autre Etat. Cette règle a été reconnue par la décision de la Cour Permanente d'Arbitrage rendue le 23 janvier 1925, entre les Etats-Unis et l'Etat Néerlandais dans l'affaire de l'Ile de Palmas, dans laquelle l'Arbitre unique, M. Huber, dit.: «It is evident that Spain could not transfer more rights than she herself possessed. . . .»[2]).

L'arrêt du Tribunal adopte l'opinion que la reconnaissance d'un Etat est un acte simplement déclaratif parce qu'un Etat existe de par lui-même. Il me semble que sur ce point le Tribunal suit la consultation de M. Politis. Mais cette opinion est erronée. La *naissance* d'un Etat est un simple *fait*. La *reconnaissance* d'un Etat, par contre, est un *acte juridique* du droit international public, qui crée une nouvelle règle de droit. Cette règle présuppose un état de fait. La reconnaissance d'un nouvel Etat signifie que les Etats qui le reconnaissent lui confèrent la qualité de personne juridique; ils l'admettent comme membre dans la communauté internationale. Une règle de droit ne peut créer ni une personne physique, ni un Etat; elle ne peut que conférer à la personne ou à l'organisation qui existe une qualité juridique déterminée.

La simple reconnaissance ne suffit pas pour créer cette nouvelle personne, ce nouveau membre de la communauté internationale, surtout quand il s'agit d'un organisme qui s'est créé sur le territoire d'un autre Etat. Cette nouvelle personne *juridique* n'existe pas ipso facto; il faut la créer par de nouvelles règles de droit en délimitant son territoire, en fixant la nationalité de ses membres. Dans le cas de la Pologne, il fallait attribuer la qualité de ressortissants polonais aux personnes qui jusque-là possédaient la nationalité allemande, autrichienne ou russe, et délimiter le territoire polonais en enlevant ce territoire à ses anciens souverains. Pour créer ces nouvelles règles de droit international, il fallait abolir ou modifier l'ancien statut des Etats allemand, autrichien et russe. Il va sans dire que dans un tel cas la simple reconnaissance exprimée dans une Note diplomatique ou contenue dans une invitation à une conférence internationale ne suffit point. Par cette simple démarche, on ne reconnaît que la qualité d'un gouvernement de fait pour conclure les contrats qui contiendront la constitution du nouvel Etat comme personne juridique, en délimitant son territoire et en fixant la nationalité de ses habitants [3]).

La pratique des Etats confirme ce qui vient d'être exposé. Je n'ai qu'à citer le rapport de la Commission des Juristes dans l'affaire des

[2]) cf. Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht I, 2 p. 1 ss.
[3]) cf. Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht I, 1 p. 23.

Iles d'Aland qui, après avoir énuméré les reconnaissances des différents gouvernements, constate que ces faits à eux seuls ne sauraient suffire pour faire admettre que dès ce moment la Finlande ait réalisé toutes les conditions d'un Etat souverain, c'est-à-dire d'une personne juridique (Journal officiel de la Société des Nations, 1920, supplément spécial no. 3, p. 8).

En reconnaissant le Gouvernement qui exerce la souveraineté de fait, on lui attribue la qualité de représenter un organisme, auquel les anciens Etats vont accorder la qualité de personne juridique. La constitution non du nouvel Etat, mais de sa personnalité juridique s'effectuera par des traités internationaux.

Dans notre cas, le droit sur les territoires a été conféré dans trois traités de paix, par lesquels l'Allemagne, l'Autriche et la Russie cédaient des parties de leurs territoires, et par lesquels ces actes étaient reconnus de la part des autres Puissances signataires. On a de même créé en droit international les ressortissants polonais par les traités susdits et par celui des Minorités. Chose curieuse: cette ressortissance polonaise de droit international fut établie antérieurement à la nationalité polonaise de droit interne. Cette dernière date de la loi nationale du 20 janvier 1920, laquelle, d'ailleurs, en droit international n'est pas opposable aux Puissances signataires des traités susdits.

Les Puissances Alliées et Associées ont envisagé cet état de choses de la même manière. La Note du président du Conseil Suprême des Principales Puissances Alliées et Associées adressée au Gouvernement polonais le 24 juin 1919, le prouve par tout son contenu. Il y est dit:

> «C'est une procédure depuis longtemps établie en droit public européen que lorsqu'un Etat est créé ou même lorsqu'un Etat déjà existant reçoit des accroissements territoriaux considérables, sa reconnaissance collective et formelle par les grandes puissances doit être accompagnée de l'assurance que cet Etat s'engagera sous forme d'une convention internationale à observer certains principes de droit . . . C'est grâce à leur décision que la souveraineté polonaise est *en voie* d'être rétablie sur les territoires en question et que les habitants de ces territoires sont *en voie* d'être incorporés à la nation polonaise . . . Il suffira de prendre en considération ces faits pour savoir clairement que la demande adressée à la Pologne au moment où, de la manière la plus solennelle, on reconnaît à la fois le rétablissement de sa souveraineté et de son indépendance et où d'importants territoires lui sont assignés . . .»

C'est pourquoi le Traité des Minorités, conclu entre les Principales Puissances Alliées et Associées le 28 juin 1919, dit dans son préambule «que l'Etat Polonais, exerçant actuellement, *en fait*, la souveraineté sur les parties de l'ancien Empire russe habitées en majorité par des Polonais, a déjà été reconnu par les Principales Puissances Alliées et Associées comme Etat souverain et indépendant». Alors, malgré la reconnaissance des Principales Puissances Alliées et Associées comme Etat,

la Pologne n'exerce sa souveraineté sur les parties de l'ancien Empire russe qu'en fait.

La même opinion a été émise par la Commission des Juristes qui avait à donner une consultation sur la question des Iles d'Aland. Elle parle du passage du fait au droit lors de la constitution d'une nouvelle personne de droit international public: «Ce passage d'une situation de fait à une situation de droit définitive et normale ne saurait être considéré comme relevant de la compétence exclusive d'un Etat. Il tend à amener des modifications dans l'ensemble des membres de la communauté internationale et dans leur statut territorial et juridique et, par conséquent, il intéresse cette communauté au plus haut degré aussi bien dans l'ordre politique que dans l'ordre juridique» (l. c. p. 6).

Je n'ai pas besoin de rappeler les traités élaborés par le Congrès de Vienne, de Londres, de Berlin etc., ou les conventions par lesquelles les Puissances ont reconnu l'annexion du Spitzberg par la Norvège ou celle de la Bessarabie par la Roumanie.

L'arrêt critiqué voit la reconnaissance de la Pologne dans les faits suivants: L'Allemagne avait accrédité à Varsovie un ministre en mission extraordinaire; les Puissances Alliées et Associées avaient admis la Pologne aux négociations de la Conférence de la paix; la Pologne avait signé le 26 juin 1919 le Traité de Versailles. Ces actes constituaient la reconnaissance du représentant d'une personne juridique future qui va être créée par les Traités mêmes que la Pologne sera admise de signer. Ce n'est que par ces nouvelles règles de droit international public que la Pologne a acquis son *droit* de souveraineté sur un territoire déterminé et sur ses habitants.

Si l'on voulait suivre la théorie adoptée par le Tribunal, ce serait par l'occupation militaire qu'on acquerrait, en droit international, le *droit* de souveraineté sur un territoire et sur ses habitants. Cette thèse n'a pas besoin d'être réfutée; je me borne à citer la décision du Conseil de la Société des Nations du 23 février 1921 qui dit que la Galicie est hors des frontières de la Pologne et que la Pologne n'est «de facto» que l'occupante militaire de la Galicie dont les Puissances de l'Entente sont les souverains (Art. 91 du Traité de St. Germain).

Si malgré la reconnaissance de l'Etat Polonais par l'Autriche et par les Puissances Alliées et Associées et malgré la renonciation de l'Autriche à la Galicie, la Pologne n'en détenait la souveraineté qu'en fait, à plus forte raison la Pologne ne pouvait se prévaloir d'aucun droit de souveraineté sur les territoires russes.

Cette thèse a toujours été reconnue. Je me borne à citer le rapport présenté au Conseil de la Société des Nations par la Commission constituée en vertu de la résolution du 30 septembre 1924, dans la question de la frontière entre la Turquie et l'Irak (C. 400, M. 147, 1925, VII). On trouve à la page 84 le passage suivant:

> «Il est donc évident que le territoire occupé par les autorités britanniques et irakiennes continue juridiquement à appartenir à la Turquie jusqu'à ce qu'elle ait renoncé à ses droits.»

On voit que, dans la pratique internationale, on se garde bien de confondre la souveraineté de fait avec le droit de souveraineté.

D'après la thèse du Tribunal, les Puissances Alliées et Associées auraient disposé du territoire russe de par leur reconnaissance de la Pologne. Or, c'était là un acte, auquel elles n'étaient pas autorisées en droit. Aussi, dans leur politique, se sont-elles bien gardées de préjuger la question polonaise. On sait que l'ancien Gouvernement russe n'a cessé pendant la guerre de demander aux Gouvernements alliés que la question polonaise ne soit pas soumise à une discussion internationale. Le 11 mars 1917, l'ambassadeur Iswolski à Paris mande à son ministre que le Gouvernement de la République française reconnaît à la Russie la complète liberté de déterminer à son gré les frontières occidentales. En 1919, le sort du grand Empire russe était tout-à-fait incertain et l'histoire des événements politiques de cette époque nous prouve par nombre de traits que les Puissances Alliées et Associées comptaient encore sur la renaissance de l'ancien Empire, Etat allié qui s'était sacrifié pour la chose commune. Il eût été la pire félonie de la part des Puissances Alliées et Associées que de démembrer le territoire d'un Etat ami et allié. C'est pourquoi les Puissances Alliées et Associées, à l'art. 116 du Traité de Versailles, ont obligé l'Allemagne à reconnaître définitivement l'annulation du Traité de Brest-Litowsk, ainsi que de tous autres traités, accords ou conventions passés par elle avec le Gouvernement maximaliste de Russie, et, par conséquent, à reconnaître l'indépendance de tous les territoires qui faisaient partie de l'ancien Empire russe tel qu'il existait au 1er août 1914. L'unique stipulation qui se trouve au Traité de Brest-Litowsk et qui a trait à la Pologne porte que certains territoires anciennement russes ne seront plus soumis à la souveraineté russe et que la Russie renonce à toute intervention dans les affaires internes de ces territoires; l'Allemagne et l'Autriche devront décider du sort de ces territoires, de concert avec leurs habitants. Dans le Traité de Brest-Litowsk, il n'est pas question du nouvel Etat polonais à créer, et c'est pourquoi le 1er alinéa de l'art. 116 du Traité de Versailles oblige l'Allemagne à renoncer à ses droits qui restreignaient l'indépendance des territoires dont il est question. Les Puissances Alliées et Associées réservent même expressément les droits de la Russie à obtenir de l'Allemagne toutes restitutions et réparations basées sur le présent Traité, sans aucune restriction territoriale. Or, on ne peut interpréter le Traité de Versailles dans ce sens, que dans l'art. 297 il attribuerait à la Pologne un droit qui, dans l'art. 116, pour le même territoire est réservé à la Russie.

Et dans l'art. 87 qui a été inséré au Traité de Versailles aux instances de M. Sazonow (Roth, Die Entstehung des polnischen Staates p. 108), l'Allemagne reconnaît, comme l'ont déjà fait les Puissances Alliées et Associées, la complète indépendance de la Pologne et renonce en sa faveur à tous droits et titres sur certains territoires que l'Allemagne est obligée de céder à la Pologne. Pour ce qui concerne les autres territoires sur lesquels la Pologne exerce sa domination de fait, l'al. 3 de

l'art. 87 stipule que les frontières de la Pologne qui ne sont pas spécifiées par le présent Traité seront ultérieurement fixées par les Principales Puissances Alliées et Associées. Cette disposition démontre que les Principales Puissances Alliées et Associées réservent pour une époque ultérieure la reconnaissance de l'acquisition des autres territoires de la Pologne, c'est-à-dire les territoires cidevant autrichiens et russes. Il s'ensuit qu'avant l'attribution à effectuer par les Principales Puissances dont parle l'art. 87, la Pologne ne peut, au regard de l'Allemagne, se prévaloir d'aucun droit sur les territoires russes ou autrichiens. Par cette disposition, l'Allemagne est obligée de reconnaître d'avance cette décision et de s'abstenir de tout accord direct avec la Pologne. Cette reconnaissance a été effectuée par la décision de la Conférence des Ambassadeurs du 15 mars 1923 qui se réfère expressément à l'art. 87 al. 3 du Traité de Versailles, et cette décision n'a été rendue qu'après le Traité de Riga, c'est-à-dire après la cession du territoire consentie par la Russie, à un moment où la restauration de l'ancien Empire russe était devenue tout-à-fait invraisemblable. La décision des Principales Puissances Alliées du 15 mars 1923 fixe les frontières de la Pologne avec la Russie et «décide de reconnaître à la Pologne qui accepte, tous droits de souveraineté sur les territoires compris entre les frontières ci-dessus définies et les autres frontières», (c'est-à-dire les frontières fixées par le Traité de Versailles et de St. Germain).

Le sens et la portée de cette décision ne peuvent être méconnus. C'est pourquoi même un juriste polonais, M. Blociszewski, la qualifie de la même manière:

> «Par cet acte que nous avons déjà mentionné à propos de la Galicie Orientale, les Puissances Alliées et Associées se décidaient enfin à reconnaître la souveraineté de l'Etat polonais sur les territoires autrefois soumis à la domination russe, ainsi que la frontière fixée par le Traité de Riga . . .
>
> Enfin, et c'est le point le plus important, la Conférence des Ambassadeurs reconnaît à la Pologne tous les droits de souveraineté sur l'ensemble des territoires compris dans ses frontières. Comme le fait remarquer M. P. Roth (p. 163), jusqu'à cette date du 15 mars 1923, la Pologne ne possédait la souveraineté «de jure», à l'égard des Puissances signataires du Traité de Versailles, que sur les territoires ci-devant allemands et les parcelles de territoire anciennement autrichien et hongrois, visés par la décision de la Conférence des Ambassadeurs, en date du 28 juillet 1920. Avant le 15 mars 1923, la Pologne ne possédait vis-à-vis des signataires dudit Traité de Versailles qu'une souveraineté de facto sur toute la Galicie et sur tous les territoires de l'ancienne domination russe» [4]).

La reconnaissance dont parle l'arrêt ne peut donc, en droit international public, conférer à la Pologne le droit de souveraineté ni sur le territoire, ni sur les habitants. La Pologne n'acquiert le droit de souve-

[4]) Revue générale de droit international public, T. 33, Blociszewski, p. 444, 453.

raineté sur un territoire que par cession de l'Etat dont ce territoire faisait précédemment partie. Cette acquisition ne peut être opposée à des tierces puissances qu'après la reconnaissance de cet acte de transfert de souveraineté. Or, si le Traité de Versailles parle sans réserve du territoire d'un Etat, il ne vise que le territoire d'avant-guerre de cet Etat.

Le Tribunal pose la question de savoir si, en droit international, des Puissances peuvent valablement reconnaître un nouvel Etat avant même que celui dont son territoire faisait précédemment partie, l'ait effectivement cédé et ait reconnu lui-même le nouvel Etat. Et le Tribunal émet cette opinion: Les précédents consacrent l'affirmative, tout au moins à partir du moment où le nouvel Etat s'est affirmé suffisemment pour que les tierces puissances puissent constater en lui l'existence des trois éléments, territoire, habitants, gouvernement. Mais cette question n'est pas pertinente. Car en ce qui concerne cette argumentation du Tribunal, personne ne conteste que les autres membres de la communauté internationale puissent reconnaître un nouvel Etat et son territoire avant même que celui dont le territoire en question faisait partie jusqu'alors, ait cédé ce territoire. La reconnaissance prononcée dans ces conditions est valable, mais elle ne transfert pas le droit de souveraineté sur ce territoire. Une telle reconnaissance signifie que l'Etat reconnaissant veut considérer l'Etat reconnu comme souverain de droit des territoires qu'il détient en fait. Mais cette reconnaissance ne produit aucun effet ni sur l'Etat qui continue de conserver la souveraineté de droit sur le territoire en question, ni pour les rapports des autres Etats avec l'Etat reconnu. Toutefois, cette reconnaissance constitue une violation des obligations entre l'Etat démembré et les Etats qui reconnaissent l'indépendance du nouvel Etat, violation d'autant plus grave qu'elle porte atteinte aux règles fondamentales du respect de l'indépendance et de l'integrité des Etats.

Mais la seule question qui se pose est de savoir s'il est admis d'interpréter un traité international de telle manière qu'on impute aux Etats signataires une violation de droit international. A cette question, la réponse ne peut être que négative; il suffit de renvoyer aux considérants de la décision citée de la Cour Permanente d'Arbitrage du 23 janvier 1925, où il est dit expressément:

> «It is evident that whatever may be the right construction of a treaty it cannot be interpreted as disposing of the rights of independent third Powers.»

Le Tribunal croit qu'en ce qui concerne la Pologne, le doute est d'autant moins possible que dès 1918, et par deux manifestations de volonté officielle successives, le pouvoir représentant l'Etat russe avait lui-même souscrit à l'indépendance de l'Etat polonais et avait reconnu à cet Etat tous les territoires dont la population est composée en majorité de Polonais.

Si même ces proclamations avaient la portée que le Tribunal leur

attribue, elles ne constitueraient pas des actes de cession territoriale. Il est de fait, du reste, que la proclamation du Gouvernement provisoire russe du 17 mars 1917 subordonne l'établissement de l'Etat Polonais à l'agrément des organes compétents russes; elle dit en effet:

«L'Assemblée constituante russe aura ... à donner son consentement aux modifications territoriales de l'Empire russe qui sont indispensables pour la constitution d'une Pologne libre.»

La Proclamation antérieure du Comité central des conseils de soldats et ouvriers (14 mars 1917) n'avait aucun caractère juridique, parce qu'à cette époque le Comité n'était pas en droit de représenter la Russie dans ses relations avec les autres Etats.

Le Tribunal prend en considération le décret russe du 29 août 1918 du Gouvernement des ouvriers et paysans par lequel ont été abolis tous les traités et actes conclus par l'ancienne Russie avec les Gouvernements de l'Allemagne, de l'Autriche ... concernant le partage de la Pologne (voir Bulletin des Lois du Governement des Ouvriers et Paysans du 9 septembre 1918 no. 64 Partie I):

«Décret du Soviet des Commissaires du Peuple, concernant la renonciation aux traités qui ont été conclus par le Gouvernement de l'ancienne Russie avec les Gouvernements de l'Allemagne, du Royaume austro-hongrois, du Royaume de Prusse et de Bavière, des Grands-duchés de Hesse, Oldenbourg, Saxe-Meiningen et de la Ville de Lubeck ...

Art. 3. Sont abolis par le présent tous les traités et actes qui ont été conclus par l'ancienne Russie avec les Gouvernements du Royaume de Prusse et l'Empire austro-hongrois concernant le partage de la Pologne. Cette abolition est faite, vu que les dits traités sont contraires aux principes de libre disposition des peuples et violent le sentiment révolutionnaire de justice de la nation russe reconnaissant au peuple polonais le droit à l'indépendance et à l'unité, droit dont il ne peut être privé.»

Cette Proclamation dont parle M. Roth (à la p. 18) n'a qu'un caractère politique. Les traités consacrant le partage de la Pologne étaient des traités multilatéraux qui ne pouvaient être ni modifiés ni abolis par une déclaration unilatérale d'une des Parties contractantes. C'est pourquoi le Gouvernement soviétique à cru nécessaire, lors de la conclusion du Traité de Riga, de reconnaître à l'art. 3 tous droits et titres à la Pologne sur les territoires situés à l'ouest de la nouvelle frontière polono-russe fixées à l'art. 2 de ce traité.

Le Tribunal a trouvé dans le Traité de Brest-Litowsk, qu'il considère d'ailleurs lui-même comme éphémère, la reconnaissance de la Pologne par la Russie. Mais dans tout le texte du traité, il n'est pas fait mention de l'Etat polonais; le traité a été aboli avant que l'Allemagne ait procédé à la constitution des nouveaux Etats sur l'ancien territoire russe.

Enfin, le Préambule du Traité des Minorités, déclarant que certains territoires de l'ancien Empire allemand seront incorporés dans le territoire de la Pologne, n'a pas du tout reconnu l'existence d'un territoire

polonais en dehors des territoires ex-allemands qui ne pouvaient être autres que la Pologne dite du Congrès. Il est hors de doute que ce texte se sert de l'expression «territoire» dans un sens juridique abstrait et non pour désigner une chose physique, c'est-à-dire la surface de la terre qui est dénommée Pologne du Congrès.

Les Puissances Alliées et Associées pouvaient reconnaître le territoire anciennement russe comme appartenant en droit à la Pologne, mais elles auraient par là violé les droits de la Russie, et même si cela avait été l'intention des Puissances Alliées, cette intention n'a pas trouvé son expression dans le texte du Traité de Versailles. C'est pourquoi le Tribunal eût dû l'interpréter en suivant la règle du droit commun international. Le Tribunal ne l'a pas fait. En interprétant l'Article 297 du Traité de Versailles, le tribunal s'est basé sur la simple intention d'une des Parties pour résoudre la contradiction manifeste, qui existe entre les articles 297 et 92. En étendant le droit de liquidation de la Pologne aux biens situés dans le territoire anciennement russe, il étend également l'engagement de l'Allemagne de tolérer une expropriation défendue par le droit commun.

(s) Viktor Bruns.

* * *

2) I. K. Poznanski c. Etat allemand. — Cause no 9[1]) (1er août 1929)

Okkupation ehemals russischen Gebietes — Deutsche Maßnahmen im besetzten Gebiet — Art. 297, Art. 300, Art. 302 VV. — Mesures judiciaires — Konfiskation.

1. Sektion IV des Teils X umfaßt alle Kriegsmaßnahmen auf deutschem Gebiet, durch die Deutschland sich feindliches Eigentum angeeignet hat, ohne Rücksicht auf die Behörde, von der sie getroffen wurden.

2. Die folgenden Sektionen des Teils X beziehen sich nicht auf außerordentliche Kriegsmaßnahmen und mesures de disposition im Sinne der Sektion IV.

3. In Art. 300 e sind keine anderen Maßnahmen gemeint als in Art. 300 a—d.

4. Es kann kaum einem Zweifel unterliegen, daß Art. 302 Abs. 2 sich nicht auf Strafurteile bezieht.

5. Die in Art. 302 Abs. 4 genannten mesures judiciaires können keine mesures exceptionnelles de guerre sein.

6. Die Tatsache, daß eine der Beschlagnahme zu Zwecken des Wirtschaftskriegs unterliegende Ware zur Strafe ihrer Nichtanmeldung ohne Ausstellung eines Requisitionsscheines eingezogen worden ist, nimmt der Maßnahme nicht den Charakter einer außerordentlichen Kriegsmaßnahme oder einer mesure de disposition im Sinne des Art. 297; er macht sie nicht zu einer mesure judiciaire.

1) Nach amtlicher Mitteilung. Vgl. zu diesem und dem folgenden Urteil des deutsch-belgischen Schiedsgerichts den Aufsatz von Schmid-Schmitz Bd. 2 T. 1 dieser Zeitschrift.

Le Tribunal Arbitral Mixte Germano-Polonais, composé de MM. Paul Lachenal, Président, Viktor Bruns, Arbitre allemand, Jan Namitkiewicz, Arbitre polonais et assisté de MM. Marlewski, Secrétaire polonais, et Münchmeyer, Secrétaire allemand,

Vu la requête déposée contre l'Etat allemand le 6 juin 1922 par la Société Anonyme J. K. Poznanski, à Lodz (Ogrodowa) agissant par son mandataire le Dr. Asch, Avocat à Berlin, et tendant à condamner le défendeur:

1. à lui restituer:
   5.999.019 mètres de marchandise textile en coton;
   6.150 couvertures,
   18.190 douzaines de mouchoirs,
   141 douzaines de draps (Laken?),
   525 restes de coupons
   d'une qualité, longueur, largeur et poids égaux à ceux de la marchandise confisquée en 1917 à la demanderesse à Lodz et, à défaut de restitution, à lui en payer la valeur au cours de l'époque du prononcé du jugement avec intérêts de 5% à partir de ce jour.
2. A payer à la demanderesse 10 mille marks or avec intérêts de 5% dès le 1er janvier 1928, montant encaissé en vertu du jugement rendu dans l'affaire du Tribunal Militaire.
3. Aux frais et dépens de la présente instance ainsi qu'à une indemnité pour avoir obligé la demanderesse à plaider.

Vu les pièces de la procédure et les faits de la cause;

Ouï aux audiences tenues à Paris, 57, rue de Varenne, les 26, 27, 28, 30 et 31 mars 1928, Me. de Monzie et Me. André Lénard, avocats au Barreau de Paris pour le demandeur et M. Lenhard, Agent Général du Gouvernement Allemand pour l'Etat défendeur, et de plus Monsieur Sachocki, Agent du Gouvernement Polonais et le même Monsieur Lenhard, tous deux en leur qualité, la cause n'étant plaidée que sur l'applicabilité possible en l'espèce des articles 300 et 302 du Traité de Versailles;

Considérant:

En fait:

Le requérant a exposé et il n'est pas contesté qu'à fin mai 1916 le Président de Police de Lodz publia une ordonnance du Gouverneur Général v. Beseler, du 5 Mai 1916, prescrivant un séquestre général sur les tissus de toutes sortes, finis ou en voie de fabrication. Elle disposait notamment que les fabricants ou détenteurs de ces dites étoffes devaient, avant le 26 juin, en produire les échantillons et donner l'indication exacte de leurs stocks. Sous lettre E figurait la disposition pénale suivante:

»Wer gegen die vorstehend erlassenen Bestimmungen verstößt oder zum Verstoßen auffordert oder anreizt, wer die Meldung nicht rechtzeitig oder unvollständig einreicht, wird mit Gefängnis-

strafe bis zu fünf Jahren oder mit Geldstrafe bis zu 10 000 M. allein oder in Verbindung miteinander bestraft. Außerdem werden ihm die Waren ohne jede Entschädigung weggenommen.«

La Société Anonyme J. K. Posnanski fit une déclaration incomplète. Dénoncée, elle fut l'objet d'une enquête qui aboutit à la constatation qu'elle avait dissimulé une quantité considérable de marchandises. Au cours de cette enquête, en février/mars 1917, les marchandises découvertes furent enlevées par des contingents militaires et chargées sur chemin de fer à destination de Berlin. A une réclamation que sa maison formula, le 24 avril 1917, pour qu'en contrevaleur de ses stocks il lui fût délivré des bons de réquisitions, la Centrale des Matières Premières (Kriegsrohstoffstelle) lui répondit, le 2 mai 1917, en ces termes:

»Tgb. Nr. 12 727/4 K. R. S.
Abt. E. 40 540.
Zum Schreiben vom 24. 4. 1917 wird bemerkt, daß die bisher abtransportierten Manufakturwaren durch die Kriegsrohstoffstelle konfisziert worden sind und daher keine Aufnahmebögen erteilt werden können.

Kriegsrohstoffstelle Warschau.
Zweigstelle Lodz.
gez. Voges, Leutnant d. L.«

Par ailleurs une instruction pénale militaire fut ouverte. Elle aboutit à la comparution du Directeur Kaufmann, gérant responsable de la Maison Poznanski devant le Tribunal Militaire, qui rendit contre lui le jugement suivant:

'In der Untersuchungssache gegen die Firma J. K. Poznanski, deren verantwortlicher Leiter der Direktor Kaufmann ist, wegen Vergehens gegen die Verordnung des Generalgouverneurs vom 5./17. Mai 1916, hat heute, den 28. 12. 1917, in Lodz auf Befehl des Gouverneurs als Gerichtsherrn ein im außerordentlichen kriegsgerichtlichen Verfahren berufenes Feldgericht für Recht erkannt:

Der Angeklagte wird wegen Vergehens gegen die Verordnung des Generalgouverneurs Warschau vom 5./17. Mai 1916 mit 10.000 M. Geldstrafe bestraft.

Im Nichtbeitreibungsfalle tritt für 10 M. ein Tag Gefängnis bis zum Höchstbetrage von einem Jahr ein.'

Ce jugement fut confirmé par le Gouverneur Militaire en les termes que voici:

'Bestätigungsorder:
Ich bestätige das vorstehende Urteil und ordne die sofortige Vollstreckung an.

Lodz, den 28. Dezember 1917.
Der Militärgouverneur
gez. v. Schmitt, Generalleutnant.

Stempel des Kaiserl. Dt. Militärgouvernements Lodz.

Beglaubigt:
gez. Müller, Kriegsgerichtsrat.'

La Société Poznanski essaya en vain d'obtenir une indemnité, et ayant en fin de compte fait envisager à la «Reichsentschädigungskommission» qu'elle saisirait le TAM Germano-Polonais, il lui fut répondu, le 27 mars 1922, qu'en regard de la partie VIII du Traité de Paix, cette juridiction ne serait pas compétente.

En droit:

Le débat roule sur l'interprétation à donner à l'article 302, alinéa 4, du Traité ainsi conçu:

«La réparation ci-dessus pourra également être obtenue devant le T.A.M. par les ressortissants des Puissances alliées ou associées qui ont subi un préjudice du fait des mesures judiciaires prises dans les territoires envahis ou occupés, s'ils n'ont pas été dédommagés autrement.»

Pour saisir le sens et la portée principale de cette stipulation, il serait erroné de l'examiner en quelque sorte in abstracto et de l'appliquer en l'isolant du contexte. Il ne s'agit pas ici d'une règle abstraite de droit, mais bien, au contraire, d'une stipulation qui n'est qu'une fraction de l'ensemble sur lequel a porté, après de longues négociations, l'accord des Puissances signataires du Traité. Cette fraction fait partie intégrante et de l'article 302 tout entier, et, dans cet article, de l'ensemble de la partie X du Traité; et, c'est dans cet ensemble qu'il convient de rechercher, dans l'ordre où elles se sont en quelque sorte déroulées, la pensée et la volonté des Puissances contractantes, en regard des autres parties du Traité, notamment de la Partie VIII.

Inutile de s'arrêter aux deux premières sections de la X^{me} partie du Traité. Il s'agit bien plutôt de considérer la signification des sections suivantes: La section III assure, dans les limites qu'elle trace, le règlement des dettes entre ressortissants des P.A.A. d'une part, et ressortissants allemands, d'autre part. La section IV vise essentiellement les mesures exceptionnelles de guerre et les mesures de disposition prises par les Puissances belligérantes à l'égard des biens, droits et intérêts privés de ressortissants ennemis, sur leur territoire. Ce dernier point a été reconnu, en ce qui concerne l'Allemagne, par une jurisprudence que l'on peut considérer aujourd'hui comme établie et qui, se fondant particulièrement sur l'article 297, lettre e, a décidé que la section IV ne s'appliquait qu'aux mesures exceptionnelles de guerre et aux mesures de disposition prises par l'Allemagne sur le territoire allemand tel qu'il existait au premier août 1914. Par cette délimitation, le Traité, à la section IV, a, en quelque sorte, découpé dans l'ensemble très complet de la partie VIII, première section du Traité, le territoire allemand; d'où la conséquence que les mesures exceptionnelles de guerre ont été considérées par les auteurs du Traité comme devant rentrer dans les termes tout-à-fait généraux de la dite partie VIII section I n'était précisément la réserve statuée à l'art. 242. En d'autres termes, toute mesure qui, sur territoire allemand, serait mesure exceptionnelle de guerre ou mesure de disposition aux termes de l'article 297, sort

quant à la réclamation à laquelle elle peut donner lieu, du cadre de cet article, s'il s'agit d'un territoire en dehors des frontières d'Allemagne au 1er août 1914, et tombe en principe sous l'application des articles 232 et suivants.

A vrai dire, et quant à l'application de ces articles 232 et suivants, les P.A.A. ont fait entre elles une sélection. Certaines d'entre elles ont été mises au bénéfice de ces articles, d'autres en ont été exclues. Mais quoi qu'il y ait lieu de penser de la distinction ainsi établie, elle ne peut en aucune façon modifier l'impression et l'interprétation qui se dégagent irréfutablement de la comparaison de l'article 297 et des articles 232 et suivants. Il faut observer que la section IV de la partie X du Traité n'est pas absolument muette à l'égard des territoires envahis ou occupés; mention en est faite à l'Annexe, paragraphe 1, alinéa 2 et paragraphe 13. Mais cette mention a un caractère si spécial et vise des points si particuliers qu'elle ne peut que confirmer la règle constatée ci-dessus.

Dans le paragraphe 1 de l'Annexe. les auteurs du Pacte, tout en confirmant la validité de toutes les ordonnances, mesures, etc. .. visées au dit paragraphe, ont tenu à refuser cette confirmation à celles qui avaient été prises en territoire envahi ou occupé et ils les ont déclarées nulles dans ces territoires, sans pour autant statuer dans la dite section IV l'obligation d'indemnité qui se trouve établie et en même temps circonscrite, sous l'empire de cette section, par l'article 297 lettre e. Cela même ramène à la constatation que, pour autant qu'il s'agit d'indemnité pour telles mesures, ordonnances, etc. ....., c'est sous l'empire des articles 232 et suivants qu'elles rentrent.

Le paragraphe 13 vise les comptes, documents et renseignements en mains de l'Allemagne, relatifs aux mesures exceptionnelles de guerre ou aux mesures de disposition qu'elle a prises. Il est tout naturel que l'obligation imposée à l'Allemagne de restituer ou fournir tous ces comptes, documents ou renseignements ait été statuée de façon *géographiquement illimitée*, sans qu'on puisse en déduire que l'obligation de payer une indemnité pour les mesures elles-mêmes rentre également dans la section IV. La meilleure preuve en est que le paragraphe 13 s'étend géographiquement même aux territoires occupés pendant la guerre par les alliés de l'Allemagne. Ici l'obligation de restitution, soit de communication, est liée au simple fait que l'Allemagne est détentrice des dits comptes, documents ou renseignements, quel que soit au surplus le territoire où auront été prises les mesures qui le concernent.

Il demeure donc acquis que, pour autant qu'en application et dans les limites de la section IV, il s'agit de l'obligation de l'Allemagne de payer indemnité pour les mesures exceptionnelles de guerre et les mesures de disposition prises par elle ou en son nom, cette obligation est strictement limitée au territoire allemand, tel qu'il existait au 1er août 1914.

En revanche, une constatation importante s'impose encore, savoir le caractère absolument général des termes par lesquels, dans cette section IV, le Traité entend embrasser toute mesure quelconque visée

par elle. Aucune distinction n'est faite d'après le caractère ou la dénomination de la mesure à réparer. Aucune distinction n'est faite d'après le caractère officiel de l'autorité dont elle émane. Aucune distinction n'est faite d'après un critère de différenciation, fondé dans l'ensemble des P. A. A. sur la nationalité des particuliers lésés. Le trait commun de toutes les mesures, c'est qu'elles ont été des mesures de guerre, prises comme telles à l'égard de biens privés ennemis, quelles que soient les prescriptions en vertu desquelles elles ont été prises. Le trait commun des mesures de disposition, en particulier c'est que, par elles, l'Allemagne s'est appropriée des biens ennemis par mesure de guerre quels que soient la raison ou le prétexte de pareille appropriation.

Du moment que le champ d'action de la section IV forme un tout aussi complet, il en résulte directement que, sauf disposition expresse contraire, les sections ultérieures de la même partie X visent d'autres mesures et d'autres situations. Cela est confirmé par l'examen de ces sections, singulièrement de la section V, qui est ici plus particulièrement en cause et qui porte le titre «Contrats, Prescriptions, Jugements».

L'article 299 statue, dans des modalités qu'il n'y a pas lieu d'examiner ici, la dissolution des contrats entre particuliers. C'est également entre particuliers que l'article 300 litt. a tend à remédier aux lésions de droit résultant de la guerre. A l'art. 300 litt. a, le Traité, suspendant les délais de prescription, porte remède aux lésions de droit encourues par celui qui a été empêché par le fait de la guerre de faire valoir ses droits. C'est exactement dans le même ordre d'idées que l'article 300 litt. b assure à tout ressortissant d'une P.A.A. réparation du préjudice subi par lui du fait de mesures d'exécution prises à son préjudice, parce que, pendant la guerre, il n'a pas pu accomplir un acte ou une formalité. Et il paraît évident — la présence même de cette lettre b en fournit la preuve — que le cas ici visé, c'est l'empêchement résultant de la guerre, et non pas le simple non-accomplissement d'un acte ou d'une formalité sans que la guerre en soit la cause. De même, c'est entre particuliers et pour cause d'empêchement résultant de la guerre que l'article 300 litt. d assure à la partie lésée le droit d'obtenir une réparation lorsque le contrat entre ennemis a été invalidé parce qu'une des parties n'a pas exécuté une clause ou parce que l'autre partie a fait usage d'un droit stipulé dans la convention. Le Tribunal se reporte ici à la sentence rendue par le T.A.M. Germano-Italien, cause No. 549, Garda Enrico c'Etat Allemand, Rec. V. p. 912, notamment à son considérant suivant:

> «Che, infatti, le misure di esecuzione e le sentenze, contemplate negli art. 300 e 302, consistono in provvedimenti, i quali — per essere generalmente basati sulle communi leggi procedurali del tempo di pace — hanno un rapporto puramente indiretto ed occasionale con il fatto della guerra, ai cui fini e alle cui esigenze non sono, di regola, coordinati. Tanto è vero che, in relazione ad essi, l'azione di riparazione è accordata solo in quanto le procedure esecutive, siano state emanate in un giudizio, in cui il suddito alleato od associato non sia stato in grado di difendersi.»

Si donc, à la lettre e, le Traité assure l'application des dispositions précédentes de l'art. 300, même à l'égard de mesures prises par l'Allemagne en territoire envahi ou occupé, il est évident que les mesures ainsi visées ne peuvent être autres que celles dont parle le dit article 300 litt. a—d, c'est-à-dire des mesures dont le trait commun consiste dans le fait que c'est l'empêchement né de la guerre qui a mis le lésé dans la situation, soit de ne pouvoir accomplir un acte ou une formalité soit d'être victime d'une mesure contre laquelle il n'a pas pu se défendre. Certes, l'article 300 litt. e ajoute, à l'égard du propriétaire lésé «s'il n'a pas été indemnisé autrement», visant ainsi la possibilité que l'une ou l'autre des mesures prévues à l'article 300 puisse présenter le caractère de mesures exceptionnelles de guerre ou de mesures de disposition, dans le sens, soit de l'article 297, si la mesure a été prise en territoire allemand, soit des articles 232 et suivants, si elle a été prise hors de ce territoire. Mais cette réserve ne change ni le sens ni le caractère des dispositions de l'article 300, telles qu'elles viennent d'être indiquées. Ce caractère est, au contraire, confirmé par la lettre g du même article 300, relatif aux délais dont doivent bénéficier les effets de commerce.

La même observation s'applique à l'art. 301, qui a pour but de protéger les effets de commerce contre une invalidation due aux empêchements que la guerre a opposés aux ayants-droit relativement à l'exercice des droits qu'ils avaient à faire valoir.

C'est dans ce contexte que se présente l'article 302, qui, en conformité du titre même de la section V, s'applique aux jugements rendus soit par des tribunaux d'une Puissance alliée ou associée, soit pendant la guerre par un Tribunal allemand. Ce second cas est prévu à l'art. 302, alinéa 2, dans les termes que voici:

> «Si un jugement, en quelque matière qu'il soit intervenu, a été rendu, pendant la guerre, par un Tribunal allemand, contre un ressortissant des Puissances alliées ou associées, dans une instance où celui-ci n'a pas pu se défendre, le ressortissant allié ou associé qui aura subi, de ce chef, un préjudice pourra obtenir une réparation qui sera déterminée par le Tribunal Arbitral Mixte prévu par la Section VI.»

Pour mieux comprendre le sens de cette disposition et mieux en assurer la saine interprétation, il n'est pas superflu de mettre en regard du texte français le texte anglais, qui a même valeur et qui, au dit alinéa 2, parle d'un «judgment in respect to any dispute». Le terme «dispute» n'a pas exactement la même portée que le terme correspondant «matière» que l'on trouve dans le texte français. En langue anglaise, il vise généralement un litige de droit civil, de même qu'en langue anglaise on n'emploie pas le terme «judgment» pour une sentence pénale ou une décision d'ordre administratif. A ce point de vue déjà, il paraît très douteux que l'article 302, alinéa 2, ait entendu viser des sentences rendues en matière pénale. En fait, dans de nombreuses causes, les T.A.M. ont non seulement appliqué le dit article à des proces civils entre particuliers; ils ont mis à la charge, non pas de l'Etat, mais de la

partie adverse, simple particulier, la réparation accordée par eux. Quoi qu'il en soit de ce point, qu'il n'est pas nécessaire de trancher ici, on peut d'emblée reconnaître que l'art. 302 n'a pas entendu, par sa disposition finale, ajouter aux trois précédents alinéas une prescription qui serait de caractère tout à fait différent. Il s'agit, bien au contraire, à l'alinéa 4, de situations et de mesures analogues. Cela résulte entre autres de l'adverbe «également» qui ne peut avoir d'autre sens. A vrai dire, le terme «mesure judiciaire» (judicial measure) remplace, dans cet alinéa, le terme «judgments» employé à l'alinéa 2; et l'emploi de ce terme a certainement une signification que le T.A.M. doit déterminer et dont il doit tenir compte. Dans l'ensemble de l'article 302 et de la section V, cette signification est la suivante: le terme «judiciaire» a le même sens que «judgment». En tant que se rattachant au caractère de la mesure en cause, il vise une mesure de caractère judiciaire comme telle. A la différence, par contre, du terme judgment, qui se rattache à un véritable tribunal, le terme «mesure judiciaire» entend embrasser ici des mesures qui peuvent avoir été prises par des autorités n'ayant pas en elles-mêmes le caractère de tribunaux proprement dits, mais qui, cependant, prises en elles-mêmes, ont un caractère judiciaire. La différence ainsi conçue s'explique par le fait qu'en territoire envahi ou occupé l'ennemi occupant a été amené à substituer à l'action des tribunaux réguliers celle d'autorités qui pouvaient fort bien ne pas avoir le caractère de véritables tribunaux dans le sens propre du terme. L'on a voulu néanmoins que les mesures, judiciaires en elles-mêmes, prises par de telles autorités, tombent sous l'application de l'article 302, alors même qu'en raison des autorités dont elles émanaient l'on eût eu quelques doutes à les appeler des jugements.

De ce qui précède il résulte que l'article 302 vise des mesures identiques en elles-mêmes et qu'à l'alinéa 2 celles qu'il vise sont des jugements rendus en Allemagne. De cette constatation découle immédiatement une conséquence de la plus haute importance, à savoir: les mesures visées à l'article 302 ne peuvent pas être des mesures exceptionnelles de guerre ou des mesures de disposition régies par l'art. 297, car, dans ce cas l'article 302, alinéa 2, qui est la partie dominante de l'article, serait superflu et vide de sens. Cela étant et vu le parallélisme complet entre l'article 302, alinéa 2 et le même article 302, alinéa 4, il ne paraît pas possible de dire que le dit article 302, alinéa 4 vise des mesures judiciaires ayant le caractère de mesures exceptionnelles de guerre ou de mesures de disposition dans le sens de l'article 297.

Certes, ici de nouveau se retrouve la réserve finale «s'ils n'ont pas été dédommagés autrement» mais cette réserve, qui ne s'applique qu'aux territoires envahis ou occupés, s'explique précisément par le fait que, dans la généralité absolue de leurs termes, la partie VIII, section 1 et l'annexe 1 qui la suit, peuvent, le cas échéant, embrasser des actes, c'est-à-dire des dommages, que, dans une mesure ou sous un angle donnés, on pourrait faire également rentrer dans le cadre de l'article 302. En pareil cas, les auteurs du Traité, voulant éviter qu'une même indem-

nité soit payée du chef de deux articles différents, ont inséré la réserve ici mentionnée, laquelle ne se retrouve pas à l'article 302, alinéa 2.

Si, après ces considérations, d'ordre principal, on passe, en regard des quelques documents produits par les parties et des ordonnances en cause, à l'examen du cas particulier, une première constatation s'impose à l'esprit. Il ne serait pas conforme à la réalité de voir, dans la mesure incriminée, une confiscation dans le sens propre du terme. La confiscation est une mesure pénale attachée à une infraction et qui, sans cette infraction, ne serait pas prise. Ici la mesure essentielle, la mesure de base, pour ainsi dire, c'est l'enlèvement des marchandises, le seul point distinctif par rapport à cet enlèvement étant que, suivant la voie de la réquisition ordinaire, les autorités allemandes auraient remis au propriétaire dépouillé un bon de réquisition pour valoir ce que de droit. C'est si vrai que, par sa lettre du 24 avril 1917, la Société requérante réclama d'emblée que des bons de réquisition lui fussent délivrés en contre-valeur de la marchandise saisie en ses mains, ce qui lui fut refusé. Dans ces circonstances, l'effet de l'infraction, ou plus exactement, de la sanction qui y a été attachée, ce n'est pas à proprement parler l'enlèvement des marchandises, c'est plus exactement l'ommission de la remise de bons. A supposer même qu'on voulût donner à cette omission toute l'ampleur et la portée dont elle est susceptible, il n'est pas possible d'y voir autre chose que la privation des avantages pouvant résulter de la remise de bons.

Objectera-t-on que cette privation comporte en soi le caractère d'une mesure judiciaire? Autrement dit peut-on la séparer, l'isoler de l'enlèvement proprement dit des marchandises? Difficilement, en raison du caractère fondamental commun à tous les enlèvements de marchandises qui ont eu lieu, aussi bien des marchandises régulièrement déclarées que de celles qui furent célées. Dans les deux cas, on se trouve en présence d'une mesure exceptionnelle de guerre, d'une mesure de disposition par laquelle, en raison même de la guerre et pour les besoins mêmes de la lutte économique, autant que militaire, inhérente à la guerre, l'Allemagne a fait main basse sur les marchandises qu'elle a trouvées en pays envahi ou occupé. Cette appropriation a été accompagnée, dans certains cas, de la remise de bons; dans d'autres elle s'est faite sans remise de bons. La différence sur ce point n'efface pas le caractère commun, qui réside précisément dans une appropriation, sans égard à la question de savoir s'il s'agit de marchandises déclarées ou de marchandises qui ne l'ont pas été. Qu'il s'agisse par exemple d'une réquisition exécutée d'emblée totalement à titre de punition, ou d'un enlèvement brutal et simple, l'abus qui peut s'y trouver n'en change pas la nature, et le fait que cette mesure de guerre dépasserait ce que permettait la Convention de la Haye, ne lui donne pas davantage un caractère judiciaire.

En regard de cette constatation, il est bien difficile d'attribuer une valeur décisive ou même une valeur quelconque au fait que certaines ordonnances ont, dans le même paragraphe statuant les pénalités,

frappé le défaut de déclaration et prévu en même temps et pour le même cas l'enlèvement des marchandises sans indemnité. Par ce seul fait, le dit enlèvement n'a pas perdu son caractère de mesure purement militaire ou administrative opérée, à part la non-délivrance de bons, dans les mêmes conditions que la réquisition de marchandises déclarées. C'est par surcroît que l'on peut signaler le fait que d'autres ordonnances ont soigneusement distingué, d'une part, la sanction pénale, d'autre part l'enlèvement sans remise de bons.

Enfin, dans le même ordre d'idées il convient de constater que, tandis que la sanction pénale de la non-déclaration a été, aux termes du jugement rendu le 28 Décembre 1917 en application de l'ordonnance du 5/17 Mai 1916, régulièrement appliquée par un Tribunal prononçant une sentence où l'on ne trouve aucune mention quelconque relative à une confiscation des marchandises, l'enlèvement de ces marchandises a été décidé sans procédure judiciaire quelconque par une autorité purement administrative, la «Kriegsrohstoffstelle», dans les mêmes conditions — sauf remise de bons — dans les mêmes formes et de la même manière qu'eût été pratiqué l'enlèvement de marchandises déclarées.

De tout ce qui précède, particulièrement des constatations «en droit» énoncées au début des présents considérants, il résulte que la mesure incriminée a été dans son caractère essentiel, une mesure de disposition dans le sens de l'article 297 litt. e du Traité qu'il ne paraît pas possible de ranger dans les mesures judiciaires visées par l'article 302, alinéa 4 pour la seule raison que leur enlèvement aurait eu lieu sans délivrance d'un bon de réquisition à l'ayant-droit auquel même il aurait été refusé.

Par ces motifs:

Le Tribunal Arbitral,

Se déclare incompétent,

Met les frais judiciaires fixés à la somme de 8000.— frs. fr. à la charge de la requérante,

Condamne la requérante à payer au défendeur la somme de 5000.— frs. fr. à titre de dépens,

Enjoint à MM. les Agents de pourvoir à l'exécution de la présente sentence.

Genève, le 1er août 1929.

(s) Paul Lachenal.

(s) Jan Namitkiewicz. (s) Viktor Bruns.

* * *

b) Tribunal Arbitral Mixte Germano-Belge

1) Consorts Michaux c. Etat allemand — Cause no 1394[1]) (22 octobre 1929)

Sektion V des Teiles X des Versailler Vertrages — Militärgerichtliches Urteil im besetzten Belgien — Mesures judiciaires — Art. 302, Abs. 4, Art. 297 e VV. — Unzuständigkeit des Gemischten Schiedsgerichts.

1. Sektion V des Teils X bezieht sich nur auf Privatrechtsverhältnisse.

2. Mesures judiciaires im Sinne des Art. 302 sind nur zivilrechtliche Urteile im weitesten Sinne, keine Strafurteile.

3. Art. 297 e bezieht sich nicht auf außerordentliche Kriegsmaßnahmen im besetzten Gebiet.

Le Tribunal Arbitral Mixte Germano-Belge;

Vu la requête introduite le 13 janvier 1927 par les héritiers de A. Michaux, à savoir MM. Michaux Germaine, Hervé, Maurice, Aimé et Marcel, à Sivry, Olloy et Charleroi, contre l'Etat Allemand, tendant au paiement de frs. 44.250 et de Mks 2250 plus intérêts;

Vu les pièces de la procédure;

Ouï aux audiences des 21 mars et 8 octobre 1929 tenues 57, rue de Varenne, à Paris, Maître Piérard, avocat à Montigny-sur-Sambre, pour les demandeurs, M. Euler, Agent du Gouvernement allemand, pour le défendeur, et MM. Sartini, Agent Général, et Gevers, Agent du Gouvernement belge;

Attendu que le 12 juin 1918 le Gouverneur militaire de la Province du Hainaut a condamné A. Michaux, pour contravention à une ordonnance de l'autorité allemande d'occupation sur sa déclaration du bétail, à deux semaines d'emprisonnement (peine commuée dans la suite en une amende de mks. 250), à mks 2000 d'maened et à la confiscation d'un certain nombre de pièces de bétail;

Attendu que les héritiers de A. Michaux réclament par la présente action le remboursement des amendes payées et une indemnité représentant la valeur du bétail confisqué;

Attendu qu'ils prétendent fonder la compétence du TAM sur l'art. 302, al. 4, du Traité.

Attendu qu'aux termes de cette disposition le Tribunal peut accorder réparation aux ressortissants alliés qui ont subi un préjudice «du fait des mesures judiciaires prises dans les territoires envahis ou occupés»;

Attendu que l'Etat défendeur soutient que les seules «mesures judiciaires» envisagées dans cet article sont les jugements rendus en matière de droit privé, tandis que les requérants estiment que le texte ne comporte pas cette restriction et qu'il s'applique également aux décisions rendues en matière pénale;

Attendu qu'une interprétation aussi large n'est pas admissible; qu'elle consacrerait le principe de la responsabilité de l'Allemagne du chef de toutes les condamnations que les Tribunaux militaires alle-

1) Nach amtlicher Mitteilung.

mands ont prononcées contre des ressortissants alliés en territoires occupés, notamment en raison de faits de guerre (espionnage, haute trahison, etc.) et qu'elle conférerait aux TAM le soin de fixer les indemnités dues de ce chef;

que les Puissances alliées n'ont jamais soutenu que les TAM eussent une compétence aussi étendue et aussi exorbitante de leurs attributions ordinaires et que, s'ils avaient songé à l'instituer, ils l'auraient certainement mise en relief et ne l'auraient pas mentionnée incidemment dans l'alinéa final d'un article ayant un tout autre objet;

Attendu donc, en présence de l'impossibilité manifeste de faire rentrer dans les «mesures judiciaires» de l'art. 302, al. 4, la totalité des jugements prononcés par les autorités allemandes en pays occupés, qu'il y a lieu de donner à ce terme une signification restreinte en rapport avec l'objet spécial de la Section V dans laquelle figure cet article;

Attendu que cette section, intitulée «contrats, prescriptions, jugements», règle le sort de toute une série de relations *de droit privé* qui ont été affectées par la guerre;

Attendu qu'il est par conséquent raisonnable d'admettre que les mesures judiciaires dont il est question à l'art. 302 sont uniquement celles qui ont été prises en matière de droit privé, qu'il s'agit donc des jugements civils au sens le plus large de ce mot, mais à l'exclusion des jugements pénaux;

Attendu que cette interprétation est en accord avec le texte anglais de l'art. 302, al. 2, qui emploie le mot «dispute», lequel ne s'applique qu'aux litiges de droit privé;

Attendu qu'elle est encore confirmée par le fait que, à son alinéa 3, l'art. 302 prescrit de replacer «les parties» dans la situation où elles se trouvaient avant le jugement et que cette expression ne peut s'entendre que des plaideurs dans un procès civil;

Attendu que, la condamnation pénale prononcée contre A. Michaux ne pouvant, d'après ce qui vient d'être dit, être comprise dans le cadre des mesures judiciaires visées par l'art. 302, la présente action échappe à la compétence du TAM;

qu'il ne pourrait en effet s'en saisir en vertu de l'art. 297, litt. e, puisque, d'après sa jurisprudence constante, cette disposition ne s'applique pas aux mesures exceptionnelles de guerre en territoires occupés;

Par ces motifs:

Se déclare incompétent,

Met à la charge des requérants les frais du Tribunal fixés à frs. 300,

Enjoint à Messieurs les Agents Généraux des Gouvernements de veiller à l'exécution de la présente sentence.

Le 22 octobre 1929.

(s) R. Guex
Président

(s) L. Fauquel (s) R. Hoene

* * *

2) Société de Transports Fluviaux en Orient c. Société Impériale Ottomane du Chemin de Fer de Bagdad — Cause no 576[1]) (10 décembre 1929)

Staatsangehörigkeit juristischer Personen — Kontrolltheorie — Versailler Vertrag — Art. 304 VV.

1. Der Versailler Vertrag enthält keine Bestimmung, nach der Gesellschaften die Staatsangehörigkeit des Landes besitzen, dessen Angehörige den überwiegenden Einfluß, die Kontrolle, über sie ausüben.

2. Art. 297 b stellt deutsche kontrollierte Gesellschaften den deutschen Staatsangehörigen nur hinsichtlich der Liquidierbarkeit gleich.

3. Spricht eine Bestimmung von Staatsangehörigen eines bestimmten Landes, ohne zwischen physischen und juristischen Personen zu unterscheiden, so bezieht sie sich auf die juristischen Personen, welche in diesem Lande gebildet sind.

Le Tribunal Arbitral Mixte Germano-Belge,

Vu la requête introduite le 22 juin 1922, par la Société de Transports Fluviaux en Orient, Société Anonyme, rue Souveraine, à Bruxelles, représentée par ses administrateurs: M. John Lynch, et M. F. W. Farry, 3 Salters Hallcourt, à Londres, M. A. Buysse, avocat à Gand, et MM. de Smet de Maeyer, à Gand, contre la Société Impériale Ottomane du Chemin de Fer de Bagdad, à Constantinople, tendant au paiement de a) £ 1661.4.1. b) £ 943.6.3. c) frs. 1.162.787,76 plus intérêts;

Vu les pièces de la procédure;

Ouï à l'audience du 10 octobre 1927 tenue 57 rue de Varenne, à Paris, Maîtres Beaucarne et H. Rolin, du Barreau de Bruxelles, pour la demanderesse, Me. Gaye, du Barreau de Paris, pour la défenderesse, M. Sartini, Agent Général, et Gevers, Agent du Gouvernement Belge, et M. Euler, Agent du Gouvernement Allemand;

Attendu que, par contrat du 17 décembre 1912, la Société requérante a loué à la Société défenderesse des vapeurs et allèges pour le transport de matériel sur le Tigre:

Attendu que, par la présente action, la requérante réclame le loyer convenu et une indemnité pour inexécution des obligations contractuelles assumées par la défenderesse;

Attendu qu'elle fonde la compétence du T. A. M. sur l'art. 304, litt. b, al. 2, du Traité de Versailles;

Attendu que cette disposition place dans la compétence des T. A. M. les différends relatifs aux contrats conclus, avant la mise en vigueur du Traité entre les ressortissants des Puissances alliées et associées et les ressortissants allemands;

Attendu que le T. A. M. germano-belge n'est dès lors compétent que si la Société requérante peut être considérée comme une ressortissante belge et la Société défenderesse comme une Société allemande;

Attendu que la défenderesse soutient que ou bien l'une ou bien l'autre de ces conditions est non réalisée, qu'en effet:

[1]) Nach amtlicher Mitteilung.

Ou bien le Tribunal s'en tiendra, pour déterminer la nationalité des sociétés, à la doctrine classique, et alors la qualité de société ottomane devra être reconnue à la défenderesse qui a été constituée sous l'empire des lois turques et dont le siège social est à Constantinople;

ou bien le Tribunal se ralliera à la doctrine dite de «contrôle» et alors la qualité de société allemande pourra être attribuée à la défenderesse (cf. Recueil I p. 401 et ss.), mais du même coup la qualité de société belge devra être refusée à la requérante dont aucun actionnaire et aucun administrateur n'était belge, toutes les actions et tous les sièges d'administrateurs étant partagés également entre allemands et anglais;

Attendu que la Société requérante ne se laisse pas enfermer entre les deux branches de ce dilemme et soutient que la théorie du contrôle dont s'inspire le Traité de Versailles conduit bien à faire considérer la défenderesse comme une société allemande, mais par contre ne saurait avoir pour effet de dépouiller la requérante de sa qualité de société belge, puisque les influences allemandes et anglaises y étaient en exact équilibre, qu'aucune d'elles n'était donc prépondérante et qu'elles se neutralisaient, laissant à la Société le caractère belge qui résulte du lieu de sa constitution et de son siège social;

Attendu que le Tribunal n'a pas à prendre position à l'égard de cette dernière partie de l'argumentation de la requérante, car elle ne vise que l'hypothèse où le Tribunal appliquerait en principe la théorie du contrôle — or il estime ne pas devoir l'appliquer dans l'interprétation de l'art. 304, litt. b, al. 2;

Attendu qu'il n'existe pas dans le Traité de Versailles de disposition attribuant d'une façon générale aux sociétés la nationalité du pays dont les ressortissants exercent sur elles une influence prépondérante, un «contrôle»;

Attendu, bien au contraire, que, dans un cas particulier (§ 5 de l'annexe à l'art. 297), le Traité désigne expressément comme «allemande» une société constituée en Allemagne et contrôlée par une société alliée (cf. aussi l'article 54, al. 3, où, quant à la nationalité de certaines sociétés, le Traité se réfère purement et simplement aux décisions des autorités administratives et judiciaires);

Attendu, il est vrai, que l'art. 297, litt. b, (cf. également art. 74) assimile aux «ressortissants allemands» les sociétés «contrôlées par eux» dans ce sens que les Puissances alliées et associées se réservent le droit de retenir et de liquider les biens de ces sociétés tout comme ceux des citoyens allemands;

Attendu que, à cet égard, le Traité ne fait que confirmer la pratique suivie pendant la guerre dans les différents Etats belligérants qui ont traité comme «biens ennemis» non seulement ceux des sujets des Puissances adverses, mais aussi ceux des sociétés sur lesquelles les ressortissants ennemis exerçaient une influence prépondérante, quel que fût le lieu de constitution de ces Sociétés;

Attendu que le Traité appose ainsi sur certaines sociétés, non alle-

mandes d'après le lieu de leur constitution, l'estampille allemande, mais à un point de vue très spécial, c'est-à-dire quant à la possibilité de les soumettre à des mesures exceptionnelles de guerre;

Attendu qu'il pourra en résulter que ces sociétés devront être regardées comme allemandes pour ce qui concerne leur liquidation forcée et notamment pour l'exercice des actions judiciaires en rapport avec cette liquidation (v. Recueil V p. 736);

Attendu par contre que, en dehors de l'hypothèse expressément visée par l'art. 297, litt. b, rien ne permet d'admettre que les rédacteurs du Traité aient entendu s'écarter des notions traditionnelles en matière de nationalité des personnes morales;

Attendu que, lorsqu'un texte légal vise les «ressortissants» d'un pays déterminé sans distinguer entre personnes physiques et personnes morales, il n'a jamais été douteux qu'il s'applique aux sociétés constituées dans le pays en question, à l'exclusion des sociétés constituées dans un pays étranger;

Attendu que cette interprétation se justifie en particulier à l'égard des conventions internationales sur la compétence des tribunaux,

que, si deux Etats s'entendent au sujet de l'exercice des actions judiciaires de leurs ressortissants respectifs, il n'est pas à présumer qu'ils veuillent soumettre à ces dispositions conventionnelles les sociétés constituées dans un Etat tiers et par conséquent soustraites à l'empire de leurs lois;

Attendu donc que, la règle de l'art. 304, litt. b, al. 2, qui attribue compétence aux T.A.M. pour les procés intentés par un ressortissant allié à un ressortissant allemand ne saurait trouver d'application à un procès contre une société constituée en Turquie en vertu de la législation turque;

Attendu que, subsidiairement, la requérante soutient que, même du point de vue de la théorie classique, la défenderesse devrait être considérée comme une société allemande, parce que le siège social de Constantinople était purement fictif;

Attendu que le caractère fictif de ce siège n'a nullement été démontré et qu'au contraire il est constant que la défenderesse s'est constituée en Turquie, conformément à la législation turque, en vue d'importants travaux publics à exécuter sur le territoire de l'Empire Ottoman et que jamais ni les autorités turques ne lui ont dénié la qualité de société ottomane, ni les autorités allemandes ne lui ont attribué la qualité de société allemande;

Par ces motifs:

Se déclare incompétent,

Met à la charge de la Société requérante les frais du Tribunal fixés à frs. 2.000.

Enjoint à Messieurs les Agents Généraux des Gouvernements de veiller à l'exécution de la présente sentence.

Le 10 décembre 1929.

(s) R. Guex
Président

(s) L. Fauquel (s) R. Hoene

Anmerkung. Die außerordentlich widerspruchsvolle Rechtsprechung der Gemischten Schiedsgerichte in der Frage der Staatsangehörigkeit juristischer Personen wird durch den vorliegenden Fall in ein besonders scharfes Licht gerückt. Die Entscheidung nimmt an, daß die Bagdad-Bahn-Gesellschaft türkische Staatsangehörige sei, während sie von dem deutsch-französischen Gemischten Schiedsgericht in dem ersten Fall, in dem die Frage vor den Gemischten Schiedsgerichten auftauchte, als französische Gesellschaft angesehen wurde (Société du Chemin de Fer de Damas Hamah c. Cie. du Chemin de Fer de Bagdad, 31. Aug. 1921, Rec. I 401). In diesem Fall entschied das Gericht in Auslegung der Art. 74 und 297 des Versailler Vertrages, daß die Kontrolltheorie implicite im Versailler Vertrag enthalten sei und stützte sich auf die englische Entscheidung Daimler Co. Ltd. v. Continental Tyre & Rubber Co. Ltd. (1916) 2 A. C. 307. Seltsam genug wurde diese Auslegung bald danach ausdrücklich vom deutsch-englischen Schiedsgericht verworfen; dasselbe schloß sich der Theorie an, daß eine Gesellschaft dem Staate angehört, unter dessen Gesetzen sie errichtet wurde (Chamberlain & Hookham v. Solar Zählerwerke G. m. b. H., 12. Dez. 1921, Rec. I 722). Seitdem gehen die Entscheidungen soweit auseinander, daß fast jedes Gericht einer anderen Theorie gefolgt ist und manche sogar mehreren.

Deutsch-französisches Schiedsgericht: Kontroll-Theorie — Damas Hamah c. Deutsches Reich, 30. Okt. 1924, Rec. IV 801; Elmores Metall A. G. c. Grünberg, 13. Mai 1924, Rec. V 777; S. A. des Salines du Haras c. Deutsche Bank, 24. Juli 1926, Rec. VI 859. — *Staatsangehörigkeit abhängig von Staatsangehörigkeit der Gesellschafter* — S. A. du Charbonage Frédéric Henri c. Deutsches Reich, 30. Sept. 1921, Rec. I 422; Jordaen et Cie. c. Deutsches Reich, 30. Nov. 1923, Rec. III 889.

Deutsch-englisches Schiedsgericht: Ort der Errichtung — Chamberlain & Hookham v. Solar Zählerwerke. *Sitz der Gesellschaft* — Gebrüder Adt A. G. v. Scottish Coop. Wholesale Soc., Ltd., 30. Nov. 1927, Rec. VII 473.

Deutsch-belgisches Schiedsgericht: Kontroll-Theorie bei sequestrierten Gesellschaften (Art. 297 b) — Peeters, van Haute et Duyver c. Trommer et Grüber, 20. Okt. 1922, Rec. II 384; La Suédoise Grammont c. Roller, 16. Okt. 1923, Rec. III 570; Siemens-Schuckert c. S. A. Centrale Electrique, 29. Okt. 1925, Rec. V 732; Bender Eregli c. Stinnes, 1. Dez. 1925, Rec. V 748. *Siège social* — Cie. Int. des Wagons-Lits c. Deutsches Reich, 24. Juni 1922, Rec. V 58.

Französisch-bulgarisches Schiedsgericht: Kontroll-Theorie — Régie Générale de Chemin de fer c. Bulgarischen Staat, 12. Nov. 1923, Rec. III

954; Cie. Sucrière de Bulgarie c. Bulgarischen Staat, 30. Juni 1925, Rec. V 8493. *Siège social* — Crédit Foncier franco-bulgare c. Bulgarischen Staat, 23. April 1928, Rec. VIII 516.

Englisch-bulgarisches Schiedsgericht: Ort der Errichtung — Dawson & Son v. Balkanische Handels- und Industrie-A.-G., 10. Okt. 1923, Rec. III 534.

Englisch-ungarisches Schiedsgericht: Ort der Errichtung — Investment Registry Ltd. v. United Teines and Somogy County Local Railways Ltd. and Hungarian Government, 24. Febr. 1925, Rec. V 48.

Französisch-türkisches Schiedsgericht: Ort der Errichtung — Soc. du Chemin de fer Damas Hamah c. Etat Turc, 13. Dez. 1927, Rec. VII 950. (Das Urteil erklärt als türkische Staatsangehörige die Gesellschaft, die vom deutsch-französischen Schiedsgericht als französische Gesellschaft angesehen wurde.)

Die Theorie des »siège social« wurde angewandt:

Österreichisch-jugoslawisches Schiedsgericht: Deutsche Industrie Gesellschaft A. G. c. Etat Serbe-Croate-Slovène, 8. Sept. 1927, Rec. VII 791;

Deutsch-polnisches Schiedsgericht: Jaeger-Ziegler c. Deutsches Reich, 1. Dez. 1926, Rec. VII 713;

Ungarisch-jugoslawisches Schiedsgericht: Bureau de Change Mercure c. Etat Serbe-Croate-Slovène, 15. Sept. 1927, Rec. VII 839;

Rumänisch-ungarisches Schiedsgericht: S. A. du Chemin de fer c. Etat Roumain, 22. Juli 1927, Rec. VII 839.

Zwei Entscheidungen nehmen nicht Stellung:

Italienisch-deutsches Schiedsgericht: Giulini c. Deutsches Reich, 29. April 1924, Rec. IV 506;

Rumänisch-deutsches Schiedsgericht: Soc. Pétrol Block c. Deutsches Reich, 30. Juli 1928, Rec. VIII 697.

Für den vorliegenden Fall ist von Bedeutung, daß in einem Übereinkommen zwischen dem deutschen und belgischen Ausgleichsamt bestimmt worden war, daß die Staatsangehörigkeit abhängig sei vom Ort der Errichtung (Art. 1 der Convention annexe à l'accord forfaitaire sur le règlement des petites créances, 22. Dez. 1927, Rec. VIII 262). Aber das deutsch-französische Schiedsgericht hatte entschieden, daß solche Übereinkommen das Gericht nicht binden. S. A. des Salines du Haras c. Deutsche Bank, 24. Juli 1926, Rec. VI 859.

Literatur: Neumeyer, Die Staatsangehörigkeit juristischer Personen und das Gemischte deutsch-französische Schiedsgericht, Zeitschrift für Völkerrecht XII. (1923) 261; Ammann, Die Entwicklung der Staatsangehörigkeit der Handelsgesellschaften (1929) 120—138; Sauser-Hall, Les Traités de Paix et les Droits Privés des Neutres (1924) 98—103. Feller.

* * *

3) Daniels c. Etat Allemand. Cause No. 924. 7 mai 1928 [1]).

Kriegsgefangene — Art. 297 e, Art. 304 b II VV.

1. Art. 297 e bezieht sich nicht auf Maßnahmen gegen die Person.
2. Die Verwendung eines Kriegsgefangenen zu landwirtschaftlichen Arbeiten beruht nicht auf einem Vertrag zwischen dem Gefangenen und dem Nehmestaat.

Le Tribunal Arbitral Mixte Germano-Belge;

Vu la requête introduite le 29 juin 1922 par Herman Hubert Daniels, 87 Chaussée de Maestricht, à Tongres, contre l'Etat Allemand, tendant au paiement d'une indemnité de frs: 1190.50;

Vu les pièces de la procédure;

Ouï à l'audience du 20 avril 1928 tenue en la Salle des Audiences Ordinaires de la Cour de Cassation, au Palais de Justice, à Bruxelles, le demandeur en personne, M. Euler, Agent du Gouvernement Allemand, pour le défendeur, et M. Van Cromphout, Agent du Gouvernement Belge;

Attendu que le requérant fonde sa réclamation tout d'abord sur la perte ou l'avarie prétendues de colis qui lui ont été expédiés ou qu'il a expédiés pendant sa captivité en Allemagne;

Attendu que l'exception de prescription opposée par l'Etat défendeur à cette réclamation est bien fondée, ainsi que cela résulte des considérants de la sentence Masset contre Etat Allemand, du 25 novembre 1927, auxquels il suffit de se référer sur ce point;

Attendu que le requérant demande en outre une indemnité en raison du travail qu'il a fourni dans deux domaines agricoles en Allemagne en 1915 et 1916 et qui lui aurait été insuffisamment payé;

Attendu que cette réclamation ne rentre ni dans le cadre de l'art. 297, litt. e, du Traité — qui ne s'applique pas aux mesures prises contre la personne de ressortissants alliés — ni dans celui de l'art. 304, litt. b, al. 2 — qui ne s'applique qu'aux rapports contractuels, alors qu'il est évident que ce n'est pas sur la base d'un contrat passé avec l'Etat Allemand que le requérant a été employé à des travaux agricoles pendant sa captivité;

Par ces Motifs:

Déboute le requérant de ses conclusions,

Dit qu'il n'y a pas lieu de fixer des frais, le demandeur ayant obtenu le bénéfice de la procédure gratuite.

Le 7 mai 1928

(s) R. Guex
Président

(s) L. Fauquel (s) R. Hoene.

[1]) Nach amtlicher Mitteilung. Vgl. zu diesem und dem folgenden Urteil des deutsch-französischen Schiedsgerichts den Abschnitt 1 des Aufsatzes v. Stauffenberg: Vertragliche Beziehungen des Okkupanten zu den Landeseinwohnern. Bd. II, T. 1 dieser Zeitschrift.

Anmerkung. Hinsichtlich der Verjährungseinrede des beklagten Reichs gegen den Anspruch wegen Verlustes von Postpaketen bestätigt das Urteil ausdrücklich die durch die Entscheidung i. S. Masset c. Etat allemand (Cause No. 494) vom 25. Nov. 1927 [2]) begründete Rechtsprechung des Gerichts. Hier hatte das Gericht ausgesprochen, daß Ansprüche auf Grund eines Eisenbahnfrachtvertrages wegen Verlustes von Frachtgütern innerhalb eines Jahres verjähren. Die Frist war zwar während des Krieges gemäß Art. 300 a VV. gehemmt. Sie begann aber nach dem Reichsgesetz vom 3. April 1920 (RGBl. S. 445) am 16. August 1920 wieder zu laufen, sodaß sie am 15. August 1921 ablief. Da das deutsch-belgische Schiedsgericht fast ein Jahr vor Ablauf der Frist eingesetzt worden ist, war der Kläger in der Lage, seinen Anspruch rechtzeitig geltend zu machen. Auf den gleichen Grundsätzen beruht das Urteil De Rouck c. Etat Allemand (Cause No. 622) vom 8. Dez. 1927 [3]).

Der zweite Anspruch auf Entschädigung wegen angeblich ungenügender Bezahlung von Arbeiten, die der Kläger während seiner Kriegsgefangenschaft in Deutschland geleistet hat, war auf die Artt. 297 e und 304 b II VV. gestützt. Der Versuch des Klägers, seiner Entschädigungsforderung den Charakter eines Ersatzanspruchs gegen das Reich wegen Eingriffs in seine Vermögensrechte durch eine außerordentliche Kriegsmaßnahme zu verleihen, wird vom Gericht mit der zutreffenden Begründung zurückgewiesen, daß sich Art. 297 e nicht auf Maßnahmen gegen die Person bezieht. Man hätte vielleicht noch hinzufügen können, daß die Verwendung eines Kriegsgefangenen zu landwirtschaftlichen Arbeiten überhaupt keine Kriegsmaßnahme im Sinne des genannten Artikels darstellt, sondern eine rein militärische, auf dem Unterordnungsverhältnis des Kriegsgefangenen zum Nehmestaat beruhende Anordnung.

Im übrigen ist das Urteil ein wertvoller Beitrag zur Klarstellung des Umfanges der Zuständigkeit der Gemischten Schiedsgerichte nach Art. 304 b II. Danach können Ansprüche aus Vorfriedensverträgen zwischen den Angehörigen alliierter und assoziierter Mächte und deutschen Reichsangehörigen der Kognition der Gemischten Schiedsgerichte unterbreitet werden. Nach der fast einhelligen Rechtsprechung fallen darunter aber nur solche Rechtsverhältnisse, die auf bürgerlich-rechtlicher Grundlage beruhen, denen mit anderen Worten der den öffentlich-rechtlichen Beziehungen wesentliche Zwangs- und Hoheitscharakter fehlt. Nach dieser Rechtsprechung können auch Streitigkeiten gegen den Staat nur insoweit nach Art. 304 b II vor die Gemischten Schiedsgerichte gezogen werden, als der Staat an ihnen als Privatrechtssubjekt, nicht aber als Träger von Hoheitsrechten beteiligt ist [4]). Dazu gehört jedenfalls das Rechtsverhältnis zwischen dem Kriegsgefangenen und dem Nehmestaat, wie vom Gericht klar

[2]) Nicht veröffentlicht.

[3]) Nicht veröffentlicht.

[4]) Vgl. Bd. I, 2, S. 124 ff., S. 133 ff.

erkannt, nicht. Durch die Kriegsgefangenschaft entstehen für den Gefangenen wie für den Nehmestaat Rechte und Pflichten, die im einzelnen völkerrechtlich durch die Haager Landkriegsordnung (Art. 4 bis 20 des Anhangs) geregelt sind, deren Grundsätze auch während des Krieges als Kriegsgebrauch unter den beteiligten Staaten gegolten haben (RGSt. 57, S. 46). Der Kriegsgefangene unterliegt der Straf- und Disziplinargewalt des Nehmestaats (Art. 8, Abs. 1). Er kann vom Staat als Arbeiter verwendet und zur Leistung dieser Arbeiten zwangsweise angehalten werden. Der Kriegsgefangene hat zwar wegen dieser Arbeiten einen Anspruch auf Vergütung (Art. 6, Abs. 3); der Anspruch richtet sich aber gegen den Staat als Träger von Hoheitsrechten und ist, ähnlich wie die Besoldung der eigenen Militärpersonen des Nehmestaats, ein Teil der öffentlich-rechtlichen Unterhaltungspflicht (Art. 6 Abs. 5, Art. 7). Die Befehls- und Zwangsgewalt des Nehmestaats, durch die das ganze Kriegsgefangenenverhältnis seine Prägung erhält, tritt selbst da in die Erscheinung, wo der Gefangene für Rechnung von Privatpersonen Arbeiten ausführt; denn die Bedingungen seiner Arbeit, d. h. u. a. auch die Vergütung, werden »im Einverständnis mit der Militärbehörde« bestimmt, also nicht durch freie und gleichberechtigte Willenseinigung zwischen dem Kriegsgefangenen und dem Arbeitgeber.

Das Gericht befindet sich also in Übereinstimmung mit dem Grundsatz des Art. 304 b II, wenn es gegenüber vermögensrechtlichen Ansprüchen eines Kriegsgefangenen gegen den Nehmestaat, die, wie der Vergütungsanspruch wegen geleisteter Arbeit, aus dem Rechtsverhältnis der Kriegsgefangenschaft selbst entstehen, seine Zuständigkeit verneint.

v. Elbe.

* * *

c) Tribunal Arbitral Mixte Franco-Allemand S. II

Hospices civils de Colmar c. Kommissar des Reichsfinanzministeriums — Affaire no 2628 [1]) (31 juillet 1929)

Mietvertrag mit der deutschen Militärbehörde — Versteckte Requisition — Ausserordentliche Kriegsmaßnahmen — Art. 297 e — Schadensberechnung.

1. Ein mit einer deutschen Militärbehörde abgeschlossener Mietvertrag kann eine versteckte Requisition und somit eine mesure exceptionnelle de guerre darstellen.

2. Bei der Berechnung der Schadenshöhe ist in diesem Fall die natürliche Abnutzung der vermieteten Räume nicht in Rechnung zu stellen, da diese durch den gezahlten Mietpreis ausgeglichen ist.

[1]) Nach amtlicher Mitteilung. Vgl. Anm. 6 des oben (S. 57 Anm. 1) bezeichneten Aufsatzes v. Stauffenberg.

Le Tribunal arbitral mixte franco-allemand, IIème section, séant à Paris, 57 rue de Varenne, composé de MM. Botella, président, Fortin et Hoene, arbitres, assisté de M. d'Ardenne de Tizac, secrétaire et délibérant à huis clos;

Vu la requête enregistrée le 19 janvier 1928;

Vu les différentes pièces versées au dossier;

Ouï à l'audience du 13 mars 1929 Me. Jean Macker du barreau de Colmar, pour la partie demanderesse;

Ouï MM. Chaudun et Heinzmann, respectivement Agents des Gouvernements français et allemand, en leurs observations et conclusions;

Attendu que les Hospices Civils de Colmar représentés par leur Conseil d'administration et M. Sengel, Président, ont introduit devant le présent tribunal à la date du 19 janvier 1928 une requête contre l'Etat allemand tendant à le faire condamner à leur payer la somme de 59.868 francs 60, augmentée des intérêts à partir du 11 novembre 1918 et représentant le montant des dégâts causés aux immeubles des demandeurs;

Attendu que l'administration dudit établissement expose qu'étant propriétaire d'immeubles bâtis et non bâtis, elle entra en pourparlers avec les autorités allemandes pour la location desdits immeubles; qu'en juillet 1916 les autorités allemandes y installèrent un hôpital; que jusqu'en 1918 les lieux furent occupés, sans interruption, par les services dépendant desdites autorités; qu'en 1918, ceux-ci durent évacuer précipitamment les bâtiments sans qu'un état des lieux fut dressé; qu'un usage abusif des bâtiments fut fait par le personnel placé sous les ordres des autorités allemandes; que les réparations d'entretien furent complètement négligées; que des dégâts furent causés aux parquets, aux murs, aux escaliers, etc...; que de nombreux meubles ou appareils furent détruits;

Attendu que la partie demanderesse a produit sa créance devant les Offices de Vérification et de Compensation;

Attendu que ladite production a fait l'objet d'une contestation;

Attendu que les moyens fondés par l'Etat allemand, soit sur la prescription, soit sur la forclusion, n'ont pas été justifiés à suffisance de droit;

Attendu, au fond, que si l'on s'en tient strictement à la lettre du contrat de bail intervenu les 11/13 avril 1916 entre l'administration des Hospices Civils de Colmar et les autorités allemandes, abstraction faite des circonstances qui ont entouré sa rédaction, il est manifeste que la preuve «de dommages causés intentionnellement», envisagés par les parties contractantes dans leurs conventions, n'ayant pas été administrée, la requête introduite par l'Administration des Hospices Civils de Colmar contre l'Etat allemand, ne saurait être accueillie;

Attendu, au contraire, que si l'on prend en considération les conditions de l'époque troublée (hostilités) dans lesquelles ledit contrat a été passé, on est conduit à penser que l'administration des Hospices

Civils de Colmar a dû se résigner, à contre coeur, à souscrire à une clause manifestement exorbitante et qui leur a été imposée par le preneur;

Attendu en effet, et sans entrer dans les détails, que la lecture de la convention intervenue, tout en conservant la forme et même le caractère d'un contrat de location, donne l'impression bien nette d'une réquisition déguisée;

Attendu, dès lors, qu'il y a lieu de retenir contre l'Etat allemand de véritables mesures exceptionnelles de guerre et de le rendre responsable du préjudice causé en application de l'article 297 e du Traité;

Attendu que la demanderesse a produit un rapport d'expert estimant la détérioration causée par l'usage de l'immeuble à Frs. 50.000.—

Attendu que, d'autre part, une partie de cette détérioration résulte de l'usage normal par le locataire dont l'équivalent est payé par les loyers;

Attendu en conséquence que le Tribunal tenant compte des éléments de la cause, estime à 25.000 Frs. le préjudice que doit réparer l'Etat allemand, cette somme augmentée des intérêts à 5% à partir du jour de l'introduction de la requête;

Par ces Motifs:

Rejetant toutes conclusions plus amples ou contraires;

Vu les art. 73, 297 e et 304 du Traité de Versailles;

Condamne l'Etat allemand à payer aux Hospices Civils de Colmar, la somme de vingt-cinq-mille francs (frs. 25.000) augmentée des intérêts à 5% à partir du jour de l'introduction de l'instance;

Met les frais de justice fixés à quatre cents francs (frs. 400) à la charge de l'Etat allemand; prescrit en conséquence à celui-ci de rembourser sans délai, la somme de Frs. 250, à la partie requérante qui en a fait consignation au Secrétariat du Tribunal et de verser audit Secrétariat le surplus des frais lui incombant, soit la somme de cent cinquante francs (frs. 150);

Requiert MM. les Agents Généraux des Gouvernements français et allemand d'assurer la prompte exécution de la présente sentence.

Paris, le 31 juillet 1929

(s) Botella

(s) Fortin (s) R. Hoene.

* * *

d) Tribunal Arbitral Mixte Gréco-Allemand.

Coënca frères c. Etat Allemand 1er déc. 1927 (Rec. VII S. 683 ff.)

§ 4 der Anlage zur Sektion IV, Teil X VV. — Acte commis — Saloniki-Expedition der Entente — Neutralitätsverletzung — Schutz der Zivilbevölkerung und des Privateigentums im Kriege — Art. 26 des Haager Landkriegsabkommens von 1907 — Luftbombardement.

1. Actes commis im Sinne des § 4 der Anlage zu Sektion IV, Teil X des VV. sind nur völkerrechtswidrige Handlungen.

2. Die Besetzung von Saloniki durch die Entente war eine Verletzung der griechischen Neutralität.

3. Es ist ein allgemein anerkannter Grundsatz des Völkerrechts, daß die Kriegführenden zur Schonung der Zivilbevölkerung und ihres Eigentums verpflichtet sind.

4. Artikel 26 des Haager Landkriegsabkommens von 1907 findet als Ausdruck einer communis opinio auch auf Luftbombardements Anwendung.

Le Tribunal arbitral mixte gréco-allemand, séant à Paris, 57, rue de Varenne, régulièrement composé de MM. Asser, président Froelich et Youpis, arbitres, assisté de M. Furnée, secrétaire;

Vu la requête déposée le 9 oct. 1924 par la maison Abraham Coënca frères et fils, ayant son siège à Salonique;

Tendant à la condamnation de l'Etat allemand au paiement de la somme de 32.253 drachmes-or avec les intérêts à 5% l'an dès le mois de janvier 1916 et suite de dépens, à titre d'indemnité pour le dommage subi par ladite maison à Salonique en janvier 1916, donc à une époque où la Grèce ne participait pas encore à la guerre contre l'Allemagne, du fait du bombardement de cette ville par des forces aériennes allemandes; la somme réclamée représentant la valeur de 260 sacs de café perdus lors de l'incendie du dépôt de la Banque de Salonique et indemnité pour dégâts des magasins causés par ledit bombardement;

Vu la réponse provisoire du gouvernement allemand, excipant de la tardiveté de la requête déposée après l'expiration des délais fixés (30 sept. 1924);

Se réservant des conclusions plus amples en fait et en droit jusqu'à l'examen des pièces justificatives à produire par la requérante;

Demandant au Tribunal de déclarer la requête irrecevable et de condamner le requérant aux frais et dépens;

Vu la réplique du requérant sollicitant en son bénéfice l'application de l'art. 5 du Règlement de procédure prévue par l'art. 2 de l'accord germano-hellénique d'avril 1924 pour voir admettre sa requête;

Maintenant ses conclusions antérieures;

Vu le mémoire du défendeur;

Reconnaissant le fait du bombardement du port de Salonique à la date indiquée, fait sur lequel le requérant a basé sa demande;

Exposant que par l'occupation de cette ville par l'armée française elle avait cessé d'être territoire neutre;

Que le bombardement n'était pas dirigé contre la Grèce, puissance encore neutre à cette époque, ou contre sa population, mais contre l'occupant d'un territoire stratégique;

Que par conséquent il s'agissait d'une opération militaire dans ce territoire pour connaître de laquelle le Tribunal arbitral mixte n'est pas compétent;

Que selon la Convention de La Haye, un bombardement de positions ennemies rentre dans le droit de guerre et n'est pas contraire au droit des gens;

Que par conséquent le requérant n'est pas fondé à baser sa requête en indemnité sur les dispositions du § 4 de l'annexe à la section IV, partie X du Traité de Versailles;

Qu'en outre une telle requête ne pourrait pas conclure au paiement par l'Etat allemand d'une somme déterminée, mais seulement à la fixation du montant de la créance dont la propriété allemande se trouvant en Grèce pourrait être grevée par le gouvernement hellénique;

Demandant au Tribunal:

De se déclarer incompétent;

De déclarer la requête irrecevable;

De débouter le requérant et le condamner aux frais et dépens;

Vu le mémoire du requérant;

Contestant que le territoire de la ville de Salonique eût cessé d'être neutre par le fait que l'armée du général Sarrail y avait établi son quartier général;

Maintenant que le Tribunal arbitral mixte est compétent pour connaître de la présente demande en vertu des dispositions du § 4 de l'annexe à la section IV de la partie X du Traité de Versailles;

Exposant que le fait que par le bombardement en question le quartier des entrepôts de la population civile neutre a été atteint constitue la preuve que ce bombardement a été exécuté d'une façon contraire au droit international, engageant la responsabilité de l'Etat allemand contre laquelle il ne peut pas invoquer l'excuse de prétendues nécessités militaires;

Contestant le bien-fondé de la distinction faite par le défendeur entre le droit du Tribunal à arbitrer le quantum des indemnités et celui d'examiner la question du principe de l'indemnité;

Maintenant ses conclusions antérieures;

Vu la duplique du défendeur, son mémoire du 16 novembre 1925 sur la portée juridique du § 4 et le mémoire présenté par l'Agent du gouvernement allemand dans les affaires concernant le bombardement de Salonique;

Vu les pièces du dossier;

Ouï à l'audience du 19 février M. le professeur Gilbert Gidel en sa plaidoirie pour la partie requérante;

Ouï M. Marx, agent du gouvernement allemand, et M. N. Spithakis,

agent général du gouvernement hellénique, en leurs observations et conclusions;

En droit:

Attendu que le demandeur a réclamé la réparation du dommage causé par le bombardement de la ville de Salonique par les forces aériennes allemandes en janvier 1916;

Attendu qu'à l'appui de sa demande le demandeur a fait valoir qu'à ladite époque la Grèce ne participait pas encore à la guerre, que le bombardement de Salonique constitue un fait commis par le gouvernement allemand au sens du § 4 de l'annexe aux artt. 297 et 298 du Traité de paix et qu'en conséquence ce gouvernement est responsable du dommage causé par ledit bombardement;

Attendu que, par son jugement du 23 août 1926 dans l'affaire no 373, Karmatzucas c. Etat allemand, le Tribunal a jugé que par l'expression «actes commis» figurant au § 4 de l'annexe aux art. 297 et 298 du Traité de paix, il faut entendre des actes qui sont illicites et contraires au droit international;

Attendu que le Tribunal, maintenant sa jurisprudence établie par ledit jugement, doit examiner si le bombardement de Salonique fût un acte contraire au droit international;

Attendu que l'occupation de Salonique par les forces armées de l'Entente en automne 1915, donc à un moment où la Grèce ne participait pas encore à la guerre, constitue une violation de la neutralité de ce pays;

Attendu qu'il est inutile d'examiner si le gouvernement hellénique a protesté contre ladite occupation ou bien si ledit gouvernement y a soit expressément, soit tacitement consenti;

Attendu en effet que dans l'un et l'autre de ces deux cas, l'occupation de Salonique fut, à l'égard de l'Allemagne, un acte illicite, qui l'autorisait à faire, même sur le territoire grec, toutes opérations de guerre nécessitées par sa défense;

Attendu que le droit de l'Allemagne de se défendre contre l'occupation du territoire grec par les forces de l'Entente ne la dispensait pas d'observer les règles établies par le droit international;

Attendu qu'il appert des documents versés au procès:

1° Que le bombardement de Salonique en janvier 1916 a eu lieu sans avis préalable de la part des autorités allemandes;

2° Que l'attaque a eu lieu la nuit;

3° Que le ballon dirigeable a lancé les bombes d'une altitude d'environ 3.000 mètres;

Attendu qu'il est un des principes généralement reconnus par le droit des gens que les belligérants doivent respecter pour autant que possible, la population civile ainsi que les biens appartenant aux civils;

Attendu que la Convention de La Haye de 1907, en s'inspirant de ce principe, a, dans l'art. 26 du Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, ordonné au commandant des troupes assaillantes avant d'entreprendre le bombardement, et sauf le cas

d'attaque de vive force, de faire tout ce qui dépend de lui pour en avertir les autorités;

Attendu qu'évidemment les auteurs de ladite convention ont, en exigeant un tel avis préalable, voulu accorder aux autorités de la ville menacée la possibilité soit d'éviter le bombardement en offrant la capitulation de la ville, soit de faire évacuer cette ville par la population civile;

Attendu qu'il est vrai que la disposition de l'art. 26 susvisée ne vise que la guerre sur terre;

Attendu cependant que cette disposition doit être considérée comme exprimant la communis opinio sur la présente matière, et qu'il n'y a aucune raison pour laquelle les règles adoptées pour le bombardement dans la guerre sur terre ne seraient pas également appliquées aux attaques aériennes;

Attendu que le défendeur a fait valoir que les bombardements aériens doivent se faire par surprise et ne sauraient être annoncés d'avance;

Attendu que si cette allégation du défendeur serait exacte au point de vue militaire, il n'en résulterait pas que les bombardements aériens sans avertissement soient permis, mais qu'au contraire il faudrait en conclure que ces bombardements sont généralement inadmissibles;

Attendu que le défendeur a encore allégué que l'équipage du zeppelin qui a été employé à l'attaque de Salonique connaissait l'emplacement des fortifications, des dépôts de munitions et du matériel de guerre, mais;

Attendu que l'obscurité de la nuit, l'altitude de 3.000 mètres et le fait que pendant l'occupation Salonique n'allumait pas ses lumières, ont dû empêcher de diriger les bombes avec la précision nécessaire pour épargner les habitations de la population civile et les dépôts de marchandises;

Attendu qu'il résulte de tout ce qui précède que le bombardement litigieux doit être considéré comme étant contraire au droit international;

Attendu qu'en conséquence le défendeur répond du dommage causé par ledit bombardement;

Par ces motifs:

Vu le § 4 de l'annexe aux art. 297 et 298 du Traité de paix, l'art. 26 du Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre;

Dit qu'il sera payé à MM. Abraham Coënca frères et fils, par le gouvernement allemand, une indemnité du chef du dommage causé par le bombardement litigieux;

Réserve la fixation du dommage ainsi que la décision concernant les frais du procès;

Requiert MM. les Agents généraux des gouvernements allemand et hellénique d'assurer la prompte exécution de la présente décision.

Paris, le 1er décembre 1927.

(s) C. D. Asser. (s) Walther Froelich. (s) J. Youpis.

Anmerkung. Mit der Feststellung, daß nach der Verletzung der griechischen Neutralität durch die Entente — gleichgültig, ob die griechische Regierung dem Vorgehen der Entente zugestimmt hatte oder nicht — Deutschland berechtigt war, Verteidigungsmaßnahmen auch auf griechischem Gebiet vorzunehmen, wird zugleich der allgemeine Grundsatz ausgesprochen, daß neutrales Gebiet durch die bloße Tatsache, daß es von einem der Kriegführenden zu militärischen, gegen die andere Kriegspartei gerichteten Zwecken benutzt wird, d. h. also auch gegen den Willen der neutralen Regierung seine rechtliche Sonderstellung gegenüber den Kriegführenden verliert und selbst Kriegsgebiet wird [1]). Dieser Satz ist zwar in den Neutralitätsregeln des V. Haager Abkommens in dieser Form nicht enthalten; er ergibt sich aber aus dem Rechtsinstitut der Neutralität von selbst. Denn die Neutralität eines Gebietes kann nicht nur freiwillig seitens des neutralen Staates aufgehoben werden; sie muß auch dann enden, wenn der mit der Neutralitätserklärung erstrebte Befriedungszweck, d. h. die Fernhaltung eines Staates von dem Interessenstreit kriegführender Parteien, durch kriegerische Handlungen eines der Gegner auf diesem Gebiet hinfällig wird. Wenn das Gericht diese aus dem Rechtsinstitut der Neutralität sich ergebende Folgerung dem Urteil als positive Norm zugrundegelegt, so schafft es nicht willkürlich neues Recht, sondern konkretisiert nur einen in der Völkerrechtsordnung bereits unausgesprochen vorhandenen Rechtsgrundsatz — eine Aufgabe, die geradezu zu den wesentlichen Pflichten eines internationalen Richters gehört [2]).

Was die Bedeutung des Urteils für die Erläuterung des § 4 der Anlage zu den Artt. 297 und 298 V.V. anlangt, so mag es genügen, auf die Arbeit von Schmid-Schmitz [3]) zu verweisen, wo die Rechtsprechung der Gemischten Schiedsgerichte zur Begriffsbestimmung der »actes commis« zusammenfassend verarbeitet ist. Wichtig ist auch hier wieder die Feststellung, daß Deutschland nach § 4 a. a. O. nur solche Schäden zu ersetzen hat, die auf völkerrechtswidrigen Handlungen beruhen. Die Tatsache, daß Deutschland bei der Abwehr der Saloniki-Truppen auf griechisches Gebiet übergriff, bildete jedenfalls für sich allein noch keine Völkerrechtsverletzung, weil eben Deutschland in berechtigter Verteidigung gegen den Bruch der griechischen Neutralität durch die Entente handelte. Ein Ersatzanspruch nach § 4 a. a. O. konnte erst dann entstehen, wenn Deutschland bei seinen Abwehrmaßnahmen die Grenzen völkerrechtlich zulässiger Kampfhandlungen überschritt. Um diesen Nachweis bemüht sich das Gericht — allerdings ohne Erfolg. Denn es beweist nur seine Verlegenheit, wenn es den Art. 26 der Haager Landkriegsordnung von 1907 heranzieht, um den deutschen Zeppelinangriff auf Saloniki als »acte illicite« zu

[1]) Vgl. Leontiades, Die Neutralität Griechenlands während des Weltkrieges, Abschn. E. 2 dieser Zeitschrift.

[2]) Bruns, Völkerrecht als Rechtsordnung. Diese Zeitschrift I, 1, S. 29 f.

[3]) Schmid-Schmitz, Der Paragraph 4 der Anlage zu Sektion IV des Teiles X des Vers. Vertr. Diese Zeitschrift I, 1, S. 276 ff.

charakterisieren. Schon die Behauptung, daß der genannte Artikel — entgegen seinem Wortlaut — als Ausdruck einer communis opinio auch auf Bombardements aus der Luft angewendet werden müsse, erscheint bedenklich; denn die Staatenpraxis während des Krieges zeigt, daß gerade bei Luftangriffen die in Art. 26 stipulierte Warnungspflicht auf beiden Seiten nicht beachtet wurde [4]), so daß von einer communis opinio auf diesem Gebiet schwerlich die Rede sein kann. Außerdem hatte Griechenland die Landkriegsordnung zwar unterzeichnet, aber nicht ratifiziert. Endlich findet Art. 26 offenbar nur auf Bombardements einer bestimmten Art Anwendung, bei denen eine vorhergehende Ankündigung überhaupt möglich ist und praktischen Sinn hat. Das wird stets dann der Fall sein, wenn mit der Beschießung die Einnahme einer belagerten Ortschaft bezweckt wird. Durch die Warnung kann der Gegner zur freiwilligen Übergabe veranlaßt werden; zum mindesten wird aber durch die vorherige Ankündigung der Zivilbevölkerung, die von der Bombardierung in gleichem Maße wie die kämpfende Truppe betroffen wird, die Möglichkeit gegeben, sich und ihre Habe in Sicherheit zu bringen. Art. 26 enthält selbst eine Ausnahme von der Warnungspflicht für den Fall einer »attaque de vive force«, bei der es auf die Überraschung des Gegners ankommt. Luftbombardements, die wie der deutsche Zeppelinangriff auf Saloniki, nicht im Zusammenhang mit einer Belagerung stehen, fallen nicht in den Anwendungsbereich des Art. 26. Ihr Ziel ist die Zerstörung einzelner Kriegsmittel des Gegners, die sich innerhalb oder außerhalb einer verteidigten Ortschaft befinden können. Ihr Erfolg beruht auf der Überraschung. Durch vorherige Ankündigung würde ihr Zweck verfehlt. Aus der Untunlichkeit einer Warnung auf die Unzulässigkeit solcher Luftbombardements zu schließen, ist jedenfalls den Kriegführenden, wie ihre Praxis während des Weltkrieges beweist, nicht eingefallen. Daß bei Luftangriffen dieser Art eine vorherige Ankündigung unterbleiben darf, wird im übrigen auch von der Literatur fast einhellig angenommen [5]). Eine besonders klare und eindringliche Begründung für diese Ansicht gibt Fauchille [6]), dessen Argumentation hier noch kurz skizziert werden mag. Er unterscheidet zunächst zwischen »bombardements d'occupation« und »bombardements de destruction«. Während der Zweck einer Beschießung der ersteren Art, gleichgültig, ob sie vom Lande oder vom Meer aus geschieht, die Besitzergreifung einer Ortschaft ist, dient ein »bombardement de destrustion« lediglich der Zerstörung von Kriegsmitteln des Feindes. Daß sich Art. 26 der Konvention von 1907 nur auf Beschießungen der erstgenannten Art

[4]) Wiederholte französische Fliegerangriffe auf das (unverteidigte) Karlsruhe ohne Warnung. Vgl. v. Kirchenheim, Art. «Bombardement» in Strupps Wörterbuch d. Völkerrechts. Pohl, Luftkriegsrecht, S. 14.

[5]) Fauchille, Le Bombardement Aérien. R. D. I. P. 24, S. 73.; Rolland, Les Pratiques de la Guerre Aérienne, R. D. I. P. 23, S. 549; Spaight, Aircraft in War, S. 18; Pohl, Luftkriegsrecht, S. 23. Abweichend nur: Mérignhac-Lémonon, Le droit des gens et la Guerre de 1914—1918, I, S. 650.

[6]) Fauchille a. a. O., R. D. I. P. 24, S. 56 ff.

bezieht, ergibt sich schon daraus, daß erst während des Krieges die Möglichkeiten für Bombardements der zweiten Art durch die moderne Kriegstechnik entwickelt worden sind. Für sie müssen besondere Regeln gelten. Die wichtigste Ausnahme gegenüber der Beschießung zum Zwecke der Einnahme besteht bei einem Zerstörungsbombardement in der Befreiung von der Warnungspflicht.

»Comme ce bombardement, à la différence du bombardement d'occupation, n'est pas un moyen de s'emparer d'une ville et ne doit pas frapper les habitants et les propriétés inoffensifs, il ne saurait être question de le faire précéder d'une sommation de se rendre adressée à la ville et d'un avertissement donné à ses autorités pour leur permettre, suivant les cas, d'abriter ou de faire sortir de la place les citoyens qui y résident« [7]).

Ein Luftangriff ist seiner Natur nach stets ein »bombardement de destruction«. Sein Wesen besteht in der Überraschung. Die Beschießung aus der Luft, soweit sie die Zerstörung von feindlichem Kriegsmaterial zum Gegenstand hat, darf daher ohne vorherige Warnung vorgenommen werden.

Der Zeppelinangriff auf Saloniki war, wie aus den im Urteil selbst mitgeteilten Erklärungen der deutschen Gegenpartei unzweifelhaft hervorgeht, ein »bombardement de destruction«. Es ist jedenfalls nicht angängig, den Angriff wegen mangelnder vorheriger Ankündigung als völkerrechtswidrige Handlung zu bezeichnen. Damit entfällt aber die Möglichkeit, ihn als »acte commis« zur Grundlage eines Ersatzanspruches aus § 4 a. a. O. zu machen. Daß das Urteil selbst bei Bejahung der Warnungspflicht nicht schlüssig ist, weil es den Kausalzusammenhang zwischen der Nichtbenachrichtigung und der Entstehung des Schadens ungeprüft läßt, ist von Schmid-Schmitz [8]) mit Recht hervorgehoben worden [9]).

v. Elbe.

7) Fauchille a. a. O. S. 64.

8) a. a. O. S. 309, Anm. 92.

9) Nach Abschluß des Manuskripts geht mir die Dissertation von Edelbrock, »Das Luftbombardement« (Tübingen 1929) zu, die im Anschluß an das hier besprochene Urteil die für das Luftbombardement geltenden Völkerrechtssätze untersucht.

* * *

II. Entscheidungen nationaler Gerichte.

1. Ägypten

Cour d'Appel Mixte

Finck c. Gouvernement Egyptien, 1er mars 1927. (Bulletin de Législation et de Jurisprudence Egyptiennes 1926/27, p. 281.)

Rechtslage Aegyptens während des Krieges — Kapitulationen — Richterliches Prüfungsrecht — Indemnitätsgesetz.

1. Ägypten ist nach allgemeinen völkerrechtlichen Grundsätzen nicht verantwortlich für die Handlungen der Lokalbehörden, die diese zur Unterstützung der englischen Besatzungstruppen während des Krieges vorgenommen haben.

2. Die Kapitulationen regeln nicht die Beziehungen der Kapitularstaaten untereinander.

3. Staatliche Hoheitsakte unterliegen keiner gerichtlichen Nachprüfung.

4. Nach dem Indemnitätsgesetz vom 5. Juli 1923 können keinerlei Ansprüche gegen den ägyptischen Staat auf Grund von Kriegsmaßnahmen erhoben werden.

Tatbestand: Der Kläger, der deutscher Staatsangehöriger ist, verließ Ägypten im Oktober 1914. Zur Verwaltung der von ihm geführten Buchhandlung und seines sonstigen Vermögens bestellte er zwei Bevollmächtigte deutscher bzw. österreich-ungarischer Staatsangehörigkeit. Diese beiden Bevollmächtigten wurden auf Grund ihrer Staatsangehörigkeit alsbald von der örtlichen Polizeibehörde aufgefordert, sich der englischen Militärbehörde als Gefangene zu stellen; sie wurden in Malta interniert. Das Vermögen des Klägers wurde durch die englischen Militärbehörden in derart nachlässiger Weise liquidiert, daß der Erlös nur die Liquidationskosten deckte.

Der Kläger macht Schadensersatzansprüche gegen den ägyptischen Staat geltend. Gegen das abweisende Urteil der ersten Instanz hat er Berufung eingelegt. Die Berufung wurde zurückgewiesen aus folgenden

Gründen: »... I. — Attendu qu'il appert de ce simple exposé des faits que la seule intervention du Gouvernement égyptien consiste en l'invitation faite par la police locale aux fondés de pouvoirs du demandeur de se constituer prisonniers des autorités militaires;

Attendu, en premier lieu que cette invitation ne constitue qu'un acte plutôt amical, pour éviter aux dits fondés de pouvoirs de se voir arrêter manu militari et conduits de cette façon par les rues du Caire;

Qu'en outre, les autorités locales, en prêtant leur concours aux forces d'occupation, ont toujours agi pour compte de ces dernières en vertu des principes du droit international, universellement respectés même pendant la dernière guerre, sans qu'on puisse tenir responsables les autorités locales d'une collaboration imposée par les circonstances;

Attendu que les seuls faits générateurs des dommages litigieux, soit la mise sous séquestre du fonds de commerce et sa liquidation, ont été exclusivement exécutés par les autorités militaires anglaises;

II. — Attendu que le demandeur prétend tenir responsable le Gouvernement égyptien de ces faits, parce qu'il n'a pas protégé les intérêts du demandeur, en vertu des Capitulations, contre les agissements des autorités militaires anglaises;

Attendu, en premier lieu, que sans besoin de se prononcer sur la question de savoir s'il ne s'agirait pas ici d'un cas de force majeure, il faut constater que les capitulations qui règlent les rapports entre les autorités locales et les étrangers, ne règlent nullement les rapports des Puissances capitulaires entre elles, questions qui échappent à la compétence des autorités locales en vertu de ces mêmes capitulations;

Que point n'est donc besoin d'examiner les effets de la renonciation que l'Allemagne a faite des capitulations par l'art. 147 du Traité de Versailles avec effets rétroactifs à partir du 4 août 1914, c'est-à-dire avant les faits qui servent de base au procès actuel, et les effets de la déclaration insérée dans la Convention entre l'Egypte et l'Allemagne, en date du 16 juin 1925, comme cette convention ne peut »porter atteinte aux droits qui résultent pour l'Egypte des dispositions formelles du Traité de Versailles«;

III. Que la seule question à examiner est celle posée par le demandeur sur les effets de la décision du Conseil des Ministres en date du 5 août 1914, que les premiers juges qualifient avec évidente erreur, de déclaration de guerre de l'Egypte à l'Allemagne, alors que le Gouvernement égyptien l'a qualifiée lui-même, lors de sa promulgation au Journal Officiel de »Décision tendant à assurer la défense de l'Egypte dans la guerre entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne«;

Attendu que le demandeur, tout en reconnaissant textuellement que »étant un acte de souveraineté, la décision du 5 août 1914 est soustraite à l'interprétation des tribunaux«, prétend que cette décision constituerait un excès de pouvoir;

Mais attendu que du moment où il s'agit d'un véritable acte de souveraineté, tel que celui d'autoriser les forces de S. M. Britannique, — qui occupaient déjà depuis longtemps le pays, — d'exercer tout droit de guerre dans les ports et territoires égyptiens, les tribunaux n'ont aucune juridiction pour statuer sur cette mesure, dans laquelle on ne saurait voir un excès de pouvoir, mais simplement l'exercice de ce même pouvoir, qui échappe au contrôle judiciaire;

IV. Attendu finalement, que le bill d'indemnité du 5 juillet 1923 (Loi No. 25) ayant déclaré irrecevable toute demande basée, comme dans l'espèce, sur des actes accomplis par l'autorité militaire en vertu de la loi martiale, on ne saurait rendre responsable le Gouvernement égyptien pour n'avoir pas empêché ces autorités d'accomplir des actes contre lesquels toute réclamation n'est plus recevable devant aucune juridiction du pays . . . «

* * *

2. Danzig.

Danziger Obergericht

8. Mai 1929. (2 III. U. 145/25). (Danzig. Jur. Monatsschrift 1929 S. 112.)

Staatensukzession — Übergang von Pensionslasten — Rechtsstellung Danzigs — Vertrag von Versailles.

1. Sowohl hinsichtlich einer lokalen Verwaltungsschuld (dette locale), die von einer einzelnen Verwaltungsstelle begründet worden ist, als auch bezüglich der allgemeinen öffentlichen Staatsschulden (dettes publiques générales) gilt nach völkerrechtlichem Gewohnheitsrecht der Grundsatz, daß sie bei der Staatensukzession auf den Erwerberstaat übergehen.

2. Es hat sich ein völkerrechtlicher Gewohnheitssatz dahin ausgebildet, daß diejenigen Pensionslasten auf den Erwerberstaat übergehen, deren Bezugsberechtigte Untertanen des Nachfolgestaates geworden sind und auch von einem ihnen etwa eingeräumten Optionsrecht zugunsten des Staates, dem sie bisher angehörten, keinen Gebrauch gemacht haben.

3. Die Freie Stadt Danzig ist ein selbständiger Staat, auf den die völkerrechtlichen Grundsätze von der Staatensukzession Anwendung finden müssen.

Nachdem durch Zwischenurteil des Senats vom 24. 3. 1926 festgestellt worden ist, daß der Kläger, ein Binnenlotse im Ruhestande, berechtigt war, das ihm nach dem Statut der Lotsenunterstützungskasse zustehende Ruhegehalt seit 1914 von dem Preußischen Staate zu verlangen, und zwar unabhängig von dem damaligen Bestand der Kasse, bleibt zu erörtern, ob, wie er behauptet, dieser gegenüber dem Preußischen Staate begründete Pensionsanspruch — sei es ipso jure mit Begründung des Freistaates Danzig, sei es durch die zwischen der Beklagten und dem Preußischen Staate getroffenen Pensionsabkommen — auf die Beklagte als Verpflichtete übergegangen ist.

Der Kläger war vor seiner Pensionierung als Binnenlotse unmittelbarer Staatsbeamter. Die Pensionslasten werden in der völkerrechtlichen Literatur allgemein als Verwaltungsschulden angesehen (vgl. z. B. Hatschek, Völkerrecht 1923 S. 177; Huber, Staatensukzession, Leipzig 1928 S. 50). Dieser Standpunkt wird auch von Professor

Dr. Kaufmann in dem von ihm als Sachverständigen in dieser Sache abgegebenen Gutachten geteilt. Sowohl hinsichtlich einer lokalen Verwaltungsschuld (dette locale), die von einer einzelnen Verwaltungsstelle begründet worden ist, als auch bezüglich der allgemeinen öffentlichen Staatsschulden (dettes publiques générales) gilt nach völkerrechtlichem Gewohnheitsrecht der Grundsatz, daß sie bei der Staatensukzession auf den Erwerberstaat übergehen (Hatschek a. a. O. S. 177; Huber, S. 112; Liszt-Fleischmann, Völkerrecht 1926 § 34; Strupp, Grundzüge des positiven Völkerrechts 1926 S. 44 ff.). Wenn auch die Pensionslasten zu den Verwaltungsschulden zu rechnen sind, so bestehen doch hier gewisse Schwierigkeiten bei Abtrennung eines Landesteils, und zwar nicht so sehr hinsichtlich der Pensionen von Beamten der im abgetretenen Gebiet belegenen Kommunen, die als lokale Verwaltungsschulden ohne weiteres auf den Erwerberstaat übergehen, als bezüglich der Pensionen der Staatsbeamten. Es ist nicht durchführbar und würde zu einem unbilligen Ergebnis führen, wenn der Erwerberstaat restlos alle die Pensionen übernehmen müßte, deren Berechtigte im abgetretenen Gebiet jemals oder doch kurz vor ihrer Pensionierung tätig gewesen sind, den Ort ihrer Tätigkeit aber vielleicht oft gewechselt haben, und mit dem abgetretenen Gebiet in keiner Beziehung mehr stehen. Inwieweit diese Pensionslasten auf den Erwerberstaat übergehen, bedarf indes nicht weiterer Erörterung. Mindestens hat sich nach dem Gutachten des Sachverständigen Prof. Dr. Kaufmann ein völkerrechtlicher Gewohnheitssatz dahin ausgebildet, daß diejenigen Pensionslasten auf den Erwerberstaat übergehen, deren Bezugsberechtigte Untertanen des Nachfolgestaates geworden sind, und auch von einem ihnen etwa eingeräumten Optionsrecht zugunsten des Staates, dem sie bisher angehörten, keinen Gebrauch gemacht haben. Der Sachverständige hat in seinem Gutachten mit Recht darauf hingewiesen, daß für die Richtigkeit dieser Auffassung die Tatsache spreche, daß in den meisten Kulturstaaten, unter anderem auch nach den in Preußen und Deutschland geltenden Gesetzen, der Pensionsanspruch eines Beamten regelmäßig nur solange bestehe, als der Beamte die Staatsangehörigkeit nicht verliere. Kaufmann hat insbesondere auch auf den zwischen Deutschland und Dänemark geschlossenen Vertrag vom 10. 4. 1922 betreffend die Fürsorge der Rentenempfänger und Pensionäre sowie die zu diesem Abkommen in der Denkschrift des Auswärtigen Amtes vom 27. 5. 1922 von der deutschen Regierung abgegebenen Erklärungen, und ferner auf die Konvention zwischen Österreich, Italien, Polen, Rumänien, Jugoslavien und der Tschechoslowakei vom 6. 4. 1922 hingewiesen und überzeugend dargelegt, daß die neue Staatspraxis auch auf dem Boden dieser in der Rechtslehre des Völkerrechts überwiegend vertretenen Rechtsauffassung steht. Der Senat ist der Ansicht, daß der Übergang der Pensionslast auf die Beklagte im vorliegenden, den Kläger betreffenden Falle um so mehr anzunehmen ist, als einerseits derselbe nicht nur seine letzte Beamtenstelle vor seiner Pensionierung in Danzig

gehabt, sondern auch mit der Begründung des Freistaates Danziger Staatsangehöriger geworden ist, andererseits der Geschäftskreis seiner Beamtentätigkeit sich ausschließlich auf das Gebiet des jetzigen Freistaates Danzig beschränkt hat.

Der Beklagten ist zuzugeben, daß der Friedensvertrag von Versailles (in seinem Art. 254) nur von einer bestimmten Gattung von Schulden, nämlich den Staatsschulden, handelt. Soweit eine ausdrückliche Regelung in diesem Vertrage nicht erfolgt ist, müssen die allgemeinen Grundsätze des Völkerrechts Anwendung finden. Dafür, daß an sich der Vertrag von Versailles von der Auffassung ausgeht, daß gewisse Pensionslasten mit der Abtrennung von Gebietsteilen auf den erwerbenden Staat übergehen, spricht Art. 63 des Vertrages, in dem hinsichtlich der Zivil- und Militärpensionen in Elsaß-Lothringen bestimmt ist, daß sie von dem abtretenden Staat (Deutschland) zu tragen sind. Einer solchen ausdrücklichen Vertragsbestimmung bedurfte es nur dann, wenn ohne eine solche nach den allgemeinen völkerrechtlichen Grundsätzen der Übergang dieser Lasten auf den Erwerberstaat (Frankreich) sich vollzogen hätte. Die Beklagte hat auch geltend gemacht, daß die völkerrechtlichen Grundsätze von der Staatensukzession hier nicht zur Anwendung zu bringen seien, da die Souveränität des Freistaates Danzig durch den Vertrag von Versailles von vornherein stark eingeschränkt worden sei, daß namentlich sämtliches im jetzigen Danziger Staatsgebiet damals belegene Eigentum des Deutschen Reichs und der Bundesstaaten auf die Alliierten Mächte übergegangen sei, die es gegen gute Bezahlung an Danzig und Polen verteilt hätten, daß insbesondere die Reichswerft dem ausländischen Kapital auf zwei Menschenalter zur Ausbeutung überlassen, daß der Hafen Danzig einer besonderen Verwaltung unterstellt sei, daß die Eisenbahn Polen erhalten habe und das Postregal entwertet worden sei. Alle diese Umstände können jedoch nicht zur Abweisung der Klage führen. Maßgebend bleibt der Gesichtspunkt, daß die Freie Stadt Danzig ein selbständiger Staat ist und auf sie deshalb zum mindesten in dem oben erwähnten Rahmen die völkerrechtlichen Grundsätze von der Staatensukzession Anwendung finden müssen. Daß im Vertrage von Versailles die Abtretung des Danziger Freistaatgebietes zunächst an die Alliierten und Assoziierten Mächte erfolgt ist, steht dem Schuldübergang von Preußen auf den Freistaat Danzig nicht im Wege, da die assoziierten und alliierten Länder, wie sich im Hinblick auf Art. 102, 107, 108, 254 des Vertrages ergibt, nur als Treuhänder galten, die sich von vornherein zur Errichtung des Freistaates Danzig, des im Vertrage gedachten Erwerberstaates, verpflichtet hatten. Der Umstand, daß der neue Staat dem abtretenden Staate bisher gehöriges Eigentum hat bezahlen müssen, kann an diesem Ergebnis nichts ändern. Es ist bereits darauf hingewiesen, daß der Kläger mit dem ohne sein Zutun erfolgten Erwerb der Danziger Staatsangehörigkeit seinen Pensionsanspruch gegen Preußen verloren hat. Es würde den Grundsätzen des Völkerrechts widersprechen, wenn Verwaltungsschulden

infolge Abtrennung eines Teilgebietes von dem bisherigen Staatsgebilde nicht bezahlt zu werden brauchten und wenn die Beamtenpensionäre dadurch aller ihrer Ansprüche verlustig gehen würden. Denn daß etwa hier irgend ein dritter Verpflichteter in Frage käme, ist von keiner Seite behauptet worden. Daß insbesondere der Danziger Hafenausschuß nicht diese Pensionsschulden übernommen hat, hat die Beklagte selbst zugegeben, so daß unerörtert bleiben kann, ob die Beklagte berechtigt wäre, den pensionierten Staatsbeamten, falls eine solche Übernahme der Last durch den Hafenausschuß erfolgt wäre, auf den Hafenausschuß zu verweisen. Wenn auch dem neu gegründeten Danziger Staate von vornherein wichtige Einnahmequellen vorenthalten sind, so kann dieses doch nicht dazu führen, daß die Gläubiger von Verwaltungsschulden entgegen den Regeln des Völkerrechts und entgegen den Grundsätzen der Billigkeit einfach ihrer Ansprüche verlustig gehen sollen.

Da sonach nach völkerrechtlichen Grundsätzen der gegen den Preußischen Staat s. Zt. erwachsene Pensionsanspruch des Klägers auf die Beklagte übergegangen ist, kann dahingestellt bleiben, ob der Kläger seine Ansprüche auch auf die zwischen dem Preußischen Staate und dem Freistaat Danzig geschlossenen Pensionsabkommen zu stützen befugt wäre. Es mag nur gegenüber dem Vorbringen der Beklagten an dieser Stelle darauf hingewiesen werden, daß der Umstand *allein*, daß es sich bei diesen Abkommen um völkerrechtliche Verträge handelt, der Herleitung eines unmittelbaren Anspruchs eines Dritten aus solchen die Fürsorge dieses Dritten betreffenden Verträgen grundsätzlich nicht entgegensteht, wie der Senat bereits wiederholt angenommen hat. (Vgl. Urt. v. 16. 4. 24 in DJM. Nr. 50 S. 66, Urt. v. 1. 4. 25 daselbst Nr. 52 S. 76; Urt. v. 21. 11. 25 daselbst Nr. 71 S. 99 = Ostrecht 1925 S. 439.)

Zu erörtern bleibt aber, ob die zwischen Preußen und dem Freistaat Danzig abgeschlossenen Pensionsabkommen etwa den Übergang der Verpflichtung der Beklagten zur Pensionszahlung zu hindern geeignet sind. Dabei ist vorauszuschicken, daß die abgeschlossenen Abkommen nach der übereinstimmenden Erklärung der Prozeßbeteiligten für die Entscheidung des vorliegenden Falles als rechtswirksame völkerrechtliche Verträge — ohne Rücksicht auf etwa in dieser Hinsicht bestehende Mängel — betrachtet werden sollen. Mit dem Sachverständigen Prof. Dr. Kaufmann wird man vielleicht sagen können, daß der Übergang der Verpflichtung zur Pensionszahlung auf den Erwerberstaat durch die Regelung in besonderen Abkommen der beiden beteiligten Staaten dann gehindert werden könnte, wenn diese Frage bei der Abtrennung des neuen Staates ausdrücklich späterer Regelung vorbehalten worden ist. Dieser Fall liegt hier aber nicht vor. Der Vertrag von Versailles enthält einen solchen Vorbehalt nicht. Die Abmachungen zwischen den beiden Staaten, die nach erfolgtem Übergang der Pensionslasten auf den Erwerberstaat getroffen sind, haben hier nur die Bedeutung eines Ausgleichs zwischen den beiden Staaten hinsichtlich der Pensionslasten und berühren die Rechte der Pensionsberechtigten gegenüber

dem Erwerberstaat nicht. Auch hierin tritt der Senat dem Sachverständigen bei. Es ist für den Anspruch des Erblassers der Klägerin gegenüber der Beklagten ohne Bedeutung, ob die Beklagte nur 40%, der Preußische Staat aber 60% der Pensionen zu tragen übernommen hat, oder ob gar die Beklagte auch bezüglich dieser 40% im Verhältnis zum Preußischen Staate nach diesen Abkommen nur als Zahlstelle des Preußischen Staates bei Auszahlung der Pensionen tätig werden sollte, und somit Preußen der Beklagten gegenüber die gesamten Pensionslasten zu tragen übernommen habe, wie es die Beklagte behauptet. Dem Kläger gegenüber kann sie sich auf diese einen internen Ausgleich herbeiführenden Abkommen nicht berufen. Allerdings könnte ein solches völkerrechtliches Abkommen, sofern es innerstaatliches Recht für den Freistaat Danzig geworden wäre, auch die erworbenen Pensionsansprüche, soweit es die Danziger Verfassung zuläßt, einschränken. Einer Prüfung, ob diese Voraussetzungen vorliegen, bedarf es indessen nicht, da aus den vorgelegten, zwischen Preußen und Danzig geschlossenen Abkommen sich nicht entnehmen läßt, daß dieselben eine Beschränkung der Ansprüche der Ruhestandsberechtigten gegenüber der Beklagten zum Inhalt gehabt haben. Die Beklagte ging — wenigstens nach ihren bei Abschluß der Abkommen durch ihre Bevollmächtigten abgegebenen Erklärungen — von der irrtümlichen Ansicht aus, daß der Preußische Staat ganz und allein für die bis dahin entstandenen Pensionsansprüche seiner Beamten zu haften habe, und die Abkommen bezweckten lediglich, zwischen den beiden Interessenten einen billigen Ausgleich zu finden. Daß die Beklagte daher über diesen internen Ausgleich hinaus gegen sie entstandene Pensionsansprüche hat einschränken wollen, ist danach — auch schon nach der gewählten Form der Abkommen — völlig ausgeschlossen, ergibt sich, wie betont, auch nicht aus ihrem Inhalt.

* * *

3. Deutschland

a) Reichsgericht

1) 2. Juni 1927 (IV 600/26) (RGZ. 117 S. 195)

Deutsche Patente in England — Versailler Vertrag, Art. 306 — Dawesplan.

1. Das Vorgehen der englischen Regierung gegen die bestehenden deutschen Patente auf Grund der Verordnung vom 19. Juli 1920 fällt nicht in dem Maße aus dem Rahmen des Art. 306, daß es von der deutschen Gesetzgebung nicht unter das Liquidationsschädengesetz gebracht werden könnte.

2. In Art. 306 Abs. 6 sollte für die Beeinträchtigung der zukünftigen Rechte zwar einschränkend eine engere Grenze gezogen werden; es wird dann aber doch die Rücksicht auf das öffentliche Interesse als ausreichend erklärt. Unter diesen Wortlaut läßt sich auch die Ausschließung ausländischer Konkurrenz bringen.

3. Das Verfahren der englischen Regierung bei der Liquidation deutscher Patente steht mit dem Wortlaut und dem Sinn des Dawesplans in Widerspruch.

Tatbestand. Die Klägerin ist Inhaberin englischer Salvarsan-Patente; diese sind, nachdem sie während des Kriegs von englischen Kriegsmaßnahmen betroffen worden waren, nach Friedensschluß der Klägerin zurückgegeben worden auf Grund der Verordnung des englischen Board of Trade vom 19. Juli 1920 unter den darin in Nr. 8 a bezeichneten Beschränkungen. Im März 1923 hat die Klägerin mit einer Reihe von englischen Firmen Lizenzverträge über die Patente abgeschlossen, wonach die Lizenznehmer jeweils 5—10% ihrer Einnahmen als Lizenzgebühren an die Klägerin zu zahlen haben. Von den hierfür geschuldeten Beträgen zahlen sie entsprechend der Anordnung der englischen Regierung nur 25% an die Klägerin, während sie die übrigen 75% an den Controller of the Clearing Office for Enemy Debts abführen. Die Klägerin bezeichnet dieses Vorgehen der englischen Regierung als mit dem Versailler Vertrag und den späteren Verträgen in Widerspruch stehend und trägt vor, auf diese Weise sei ihr in der Zeit vom 25. März 1923 bis 25. März 1925 ein Betrag von über 5000 englischen Pfund rechtswidrig entzogen worden und dieser Betrag sei dem Deutschen Reich in der Weise zugute gekommen, daß er ihm auf Liquidations-, Ausgleichs- oder Reparationskonto gutgeschrieben worden sei. Das Reich biete der Klägerin Ersatz dafür nur nach den Sätzen des Liquidationsschädengesetzes an, also in Höhe von 2 Tausendsteln des erlittenen Schadens; die Klägerin habe aber das Recht auf volle Schadloshaltung durch das Reich, dem die ihr entzogenen Vermögenswerte zugute gekommen seien. Sie hat Klage gegen das Reich erhoben, mit der sie Zahlung von vorläufig 10000 RM. als Teilbetrag verlangt. Der Beklagte hat den Anspruch bestritten, in erster Reihe aber die Einrede der Unzulässigkeit des Rechtswegs erhoben, weil für den Ersatzanspruch der Klägerin nur das Liquidationsschädengesetz in Betracht kommen könne, das den Rechtsweg ausschließe. Das Landgericht hat die Klage wegen Unzulässigkeit des Rechtswegs abgewiesen. Auf die Berufung der Klägerin hat das Kammergericht dahin erkannt, daß die Einrede der Unzulässigkeit des Rechtswegs insoweit verworfen werde, als es sich um den Ersatz von Lizenzbeträgen handle, die nach dem 1. September 1924 auf Anordnung der englischen Regierung einbehalten und dem Beklagten gutgeschrieben worden seien.

Auf die Revision des Beklagten gibt das Reichsgericht der Einrede der Unzulässigkeit des Rechtsweges statt aus folgenden

Gründen: Die Unterscheidung, die das Berufungsgericht für die Zeit bis zum 31. August 1924 und die darauffolgende Zeit macht, beruht

auf der Annahme, daß in den Befugnissen der englischen Regierung gegenüber den deutschen Patentinhabern eine Änderung durch das Londoner Abkommen über den Dawesplan eingetreten sei, indem dadurch für die Zukunft die einschlägigen Verhältnisse so gestaltet worden seien, daß nunmehr die Empfangnahme der fraglichen Gutschriften durch das Reich einen bürgerlich-rechtlichen, im ordentlichen Rechtsweg verfolgbaren Anspruch der Klägerin gegen das Reich erzeuge, während vor dem Londoner Abkommen ein solcher Anspruch nicht bestanden habe.

Zunächst ist die Frage zu prüfen, ob ein im Rechtsweg verfolgbarer Anspruch schon vor dem Londoner Abkommen bestanden hat.

Die Verordnung des Board of Trade, durch die der Klägerin die Lizenzgebühren für ihre Patente zum größten Teil entzogen werden, bestimmt hierüber in Nr. 8 a: »Im Falle freiwilliger Verfügungen sind 75% solcher Gebühren oder anderer Geldbeträge an den Controller des Ausgleichsamts für die Zwecke dieses Amtes abzuführen und 25% an die beteiligte andere Partei oder Parteien.«

Die bezeichnete Behörde stützt sich wegen ihres Rechts zur Erlassung der Vorschrift unter anderem auf den Versailler Vertrag; sie sagt, sie treffe ihre Anordnungen: »in exercise of the powers conferred upon them by section V of the Trading with the Enemy Amendment Act, 1914, and/or the Treaty of Peace (with Germany) Order, 1919, and of all other powers« usw.

Das Berufungsgericht verneint für die Zeit bis zum 31. August 1924 die Zulässigkeit des Rechtswegs deshalb, weil die der Klägerin durch die Verordnung des Board of Trade zugefügte Benachteiligung unter das Liquidationsschädengesetz falle, welches nach seinem § 39 Anwendung finde auf die Entschädigung für die Entziehung oder die Beeinträchtigung von gewerblichen, literarischen oder künstlerischen Eigentumsrechten. Es bilde eine »Beeinträchtigung« des gewerblichen Eigentums, wenn dem Eigentümer die Möglichkeit genommen werde, dieses Eigentum durch Abschluß von Verträgen in dem Maß auszunützen, wie er es möchte und ohne die beeinträchtigende Bestimmung auch könnte. Dazu komme noch, daß in § 1 des Liquidationsschädengesetzes der Art. 306 des VV. ausdrücklich genannt, damit also gesagt sei, daß die im letzteren vorgesehenen Tatbestände auch unter das Liquidationsschädengesetz fallen sollten. Nach Art. 306 Abs. 5 sei aber die Beschränkung des gewerblichen Eigentums in der Art vorgesehen, daß sich die alliierten Mächte nach Belieben an die Substanz oder auch an die Erträgnisse der Patente, z. B. durch Erteilung von Zwangslizenzen, halten könnten. Daher könne man auch den § 39 des Liquid.Schäd.Ges. nicht auf Substanzentziehungen beschränken, sondern müsse ihn auch auf Beeinträchtigungen der Ertragsmöglichkeit beziehen.

Die Klägerin meint dagegen, die in der Verordnung des Board of Trade getroffene Anordnung werde durch Art. 306 VV. nicht gedeckt. Denn sie ergreife nicht nur die zur Zeit des Friedensschlusses bestehenden

Patente und deren Erträgnisse, sondern darüber hinaus auch Rechte, die der Klägerin erst aus den später geschlossenen Verträgen mit den Lizenznehmern erwachsen seien; diese Verträge hätten nicht nur die einfache Benutzung der Patente zum Gegenstand, sondern bezögen sich auch in sehr erheblichem Umfang auf Mitteilungen über Erfahrungen, auf Anweisungen, Verbesserungen usw., welche den Lizenznehmern neben der Benutzung der Patente gewährt würden und sehr häufig für sie die Hauptsache seien. Deshalb werde durch die Verordnung des Board of Trade nicht nur eine Beschränkung bezüglich des Patentes ausgesprochen, sondern auch in sehr erheblichem Umfang die Enteignung der geistigen Arbeit der deutschen Staatsangehörigen, die nach dem Friedensvertrag liege oder jedenfalls liegen könne.

Das Berufungsgericht erörtert diese von der Klägerin versuchte Unterscheidung nicht ausdrücklich; es will sie aber wohl mit der oben erwähnten Erwägung über die Beeinträchtigung des gewerblichen Eigentums und mit der weiteren Erwägung ablehnen, daß das vom Board of Trade eingeschlagene Verfahren immer noch als ein minus anzusehen sei gegenüber der durch den VV. gewährten Möglichkeit, alle zur Zeit des Vertrags bestehenden und unter gewissen Voraussetzungen auch später erworbene Patente deutscher Staatsangehöriger selbst auszuüben oder Zwangslizenzen für die Ausübung zu vergeben.

Die Meinung der Klägerin, daß ein Friedensvertrag nicht die Wirkung haben dürfe, geistiges Eigentum zu beschlagnahmen, das erst nach dem Friedensschluß entstanden sei, hat an sich ihre Berechtigung; aber gegenüber dem Wortlaut des Art. 306, der auch die Beschränkung und Ausnutzung zukünftiger Patente zuläßt, kann man nicht wohl sagen, daß das fragliche Vorgehen der englischen Regierung gegen die bestehenden Patente in dem Maße aus dem Rahmen des Art. 306 falle, daß es von der deutschen Gesetzgebung nicht unter das Liquidationsschädengesetz gebracht werden könne.

Es wird mit Isay (Die Lage der deutschen Patente in den früher feindlichen Staaten S. 23/24) anzunehmen sein, daß die englische Regierung den Art. 306 VV. mit seiner oben besprochenen weitgehenden Auslegung an Stelle von Einfuhrverboten und Schutzzöllen als Mittel benutzen will, um der deutschen Industrie das Wiederauftreten auf dem englischen Markt möglichst zu erschweren; dabei spielt wohl auch die in England geläufige Anschauung (Isay, Die privaten Rechte im FV. S. 101 unten) mit, daß die Konfiszierung von Privateigentum eine statthafte Kriegsmaßnahme sei. Das sind alles Dinge, die sich mit dem Begriff eines Friedensvertrags schwer vereinbaren lassen (vgl. auch Osterrieth, Gewerblicher Rechtsschutz im Friedensvertrag von Versailles S. 17/18). Aber die deutschen Staatsangehörigen sowie die deutschen Behörden und Gerichte werden sich damit abfinden müssen, daß England den Wortlaut des Vertrags in der Weise wie geschehen ausnützt, namentlich, da in Abs. 6 des Art. 306 für die Beeinträchtigung der zukünftigen Rechte zwar anscheinend eine engere Grenze gezogen werden sollte, aber dann doch die Rücksicht auf »das öffentliche Inter-

esse« als ausreichend erklärt wird. Unter diesen Wortlaut läßt sich schließlich auch die Ausschließung ausländischer Konkurrenz bringen.

Fallen aber die von der englischen Regierung getroffenen Maßnahmen unter Art. 306 des VV., dann fallen sie auch unter das Liquidationsschädengesetz, welches den Rechtsweg ausschließt. Übrigens würde auch dann, wenn man mit der Klägerin annehmen wollte, daß das Liquidationsschädengesetz auf ihren Anspruch nicht anwendbar sei, daraus keineswegs ohne weiteres folgen, daß der Klägerin ein vom Liquidationsschädengesetz unabhängiger Anspruch zustehe, und daß für diesen Anspruch der Rechtsweg gegeben sei (vgl. das Urteil des Senats vom 12. April 1926 IV. 588 / 25 JW. 1926 S. 2083). Es braucht aber dieser Frage nicht weiter nachgegangen zu werden, weil, wie ausgeführt, der Rechtsweg hier durch das Liquidationsschädengesetz ausgeschlossen ist.

Nach alledem ist dem Berufungsgericht darin beizupflichten, daß für die auf die Zeit bis zum 31. August 1924 treffenden Lizenzgebühren ein vor den Gerichten verfolgbarer Erstattungsanspruch gegen den Beklagten nicht besteht.

Es fragt sich dann, ob dem Berufungsgericht auch darin beigepflichtet werden kann, daß eine Änderung in der bezeichneten Richtung durch das Londoner Abkommen von 1924 über den Dawesplan herbeigeführt worden ist. Das ist zu verneinen.

Das Berufungsgericht weist darauf hin, daß im Dawesplan Teil I, Abschnitt XI gesagt und näher ausgeführt wird, die darin angegebenen Summen sollten Deutschlands gesamte Verpflichtung gegenüber den alliierten und assoziierten Mächten umfassen; es sagt, daraus ergebe sich mit aller Deutlichkeit, daß außer der im Plan festgesetzten Annuität keinerlei Zahlung von Deutschland verlangt werden könne, daß somit auch die Einbehaltung der Lizenzgebühren mit dem Plan im Widerspruch stehe; die einschlägigen Bestimmungen in Art. 306 VV. seien durch die Generalklausel des Sachverständigen-Planes außer Kraft gesetzt worden. Trotzdem habe die deutsche Regierung aus irgendwelchen hier nicht nachzuprüfenden Gründen diesem rechtswidrigen englischen Vorgehen nicht widersprochen, sondern die Gutschriften stillschweigend als rechtmäßig anerkannt. Der Beklagte habe also etwas zu seinem Vermögen gezogen, was der Klägerin durch eine fremde Macht abgenommen worden sei. Damit seien die im Liquidationsschädengesetz vorgesehenen Tatbestände wesentlich überschritten. Die Klage stütze sich also insoweit nicht nur auf Liquidationsmaßnahmen einer fremden Regierung, sondern vor allem auch auf das Verhalten der deutschen Regierung, nämlich auf die stillschweigende Anerkennung der Gutschriften. Wenn die Klägerin hieraus Vergütungsansprüche, insbesondere aus dem Gesichtspunkt der ungerechtfertigten Bereicherung herleite, so handle es sich um einen bürgerlich-rechtlichen Anspruch, der vor die ordentlichen Gerichte gehöre. Ob der Anspruch sachlich begründet sei, ob insbesondere eine unmittelbare Vermögensverschiebung

zwischen den Parteien vorliege, sei bei der jetzigen Lage des Verfahrens nicht zu untersuchen.

Zuzugeben ist, daß das Verfahren der englischen Regierung mit dem Wortlaut und dem Sinn des Dawesplans im Widerspruch steht. Dort wird nicht nur verlangt, daß weitere Zahlungen als darin bezeichnet, nicht aus Deutschland herausgeholt werden, sondern namentlich auch, daß alles, was Deutschland zahlt, durch die Hand des sogenannten Transferkomitees gehen soll. Damit steht das Verhalten der englischen Regierung in Widerspruch, auch wenn man berücksichtigt, daß England die hier in Rede stehenden Zahlungen nicht unmittelbar vom Deutschen Reich, sondern von dessen Angehörigen einzieht. Denn in Art. 297 i VV. ist Deutschland die Verpflichtung zur Schadloshaltung seiner in dieser Weise geschädigten Angehörigen auferlegt worden. Aber das ändert nichts an der Tatsache, daß die englische Regierung die Einbehaltung der Lizenzgebühren nach wie vor auf den Versailler Vertrag stützt.

Es ist aber weiter auch nicht angängig — wie das Berufungsgericht will — aus der Art und Weise, wie sich die deutsche Regierung gegenüber diesem englischen Vorgehen verhält, Ersatzansprüche der Geschädigten herzuleiten, die vor den Gerichten verfolgt werden könnten. Was in dieser Hinsicht die Regierung tut oder nicht tut, liegt auf dem Gebiet der Ausübung von Hoheitsrechten und kann von den Gerichten weder auf seine Rechtmäßigkeit noch auf seine Zweckmäßigkeit nachgeprüft werden. Es ist auch gar nicht ersichtlich, auf was sich die Anschauung des Kammergerichts gründet, daß durch irgendwelche Maßnahmen der deutschen Regierung die Lage der Klägerin hinsichtlich ihrer Patente verbessert werden könnte. Wie bei Fuchs, die Beschlagnahme, Liquidation und Freigabe deutschen Vermögens im Auslande, S. 283 ff. ausgeführt, hat die deutsche Regierung schon im Oktober 1924 unter Berufung auf die oben erwähnten Bestimmungen des Dawesplans versucht zu erreichen, daß die von ihr nach Art. 297 i des VV. an Reichsangehörige zu zahlenden Entschädigungen für beschlagnahmtes Eigentum an den im Dawesplan festgesetzten Summen in Abzug zu bringen seien, und hat, als die Gegenseite sich ablehnend verhielt, das für die Entscheidung von Streitfragen aus dem Dawesplan eingesetzte Schiedsgericht angerufen. Dieses Schiedsgericht hat durch seine am 29. Januar 1927 erlassene, im Reichsanzeiger Nr. 32 abgedruckte Entscheidung den deutschen Standpunkt abgelehnt. Es wird zwar dort (unter Nr. 2 a. E.) hervorgehoben, es erfolge keine Entscheidung über die jetzt dem Schiedsgericht nicht unterbreitete Frage, ob Gutschriften, die an Deutschland nach dem 1. September 1924 für den Wert einbehaltener Güter oder Rechte deutscher Staatsangehöriger gegeben würden, von den Jahreszahlungen abzuziehen seien, und es ist also dort keine den Streitfall unmittelbar berührende Entscheidung getroffen worden. Immerhin läßt jene Entscheidung erkennen, daß das Schiedsgericht von der Tragweite der fraglichen Bestimmungen des Dawes-Plans eine andere Auffassung hat, als sie von der Klägerin — und auch von der deutschen Regierung — vertreten wird, und daß die Meinung der

Klägerin und des Berufungsgerichts nicht zutrifft, es hänge nur vom Verhalten der deutschen Regierung ab, daß die Beeinträchtigung der Rechte der Klägerin durch die englischen Behörden unterbleibe.

Der Beklagte hat in dieser Instanz noch Angaben über verschiedene von der deutschen Regierung unternommene Schritte wegen Freigabe beschlagnahmten Eigentums gemacht, die zum Teil von Erfolg, zu einem andern Teil — namentlich England gegenüber — ohne Erfolg gewesen seien (vgl. hierzu auch die am 14. Mai 1927 von Außenminister Stresemann gegebene Antwort auf eine Anfrage des Reichstagsabgeordneten Lejeune-Jung, woraus das Beharren Englands auf den von ihm aus dem Versailler Vertrag hergeleiteten Rechten dieser Art hervorgeht). Es kommt aber nach dem oben Ausgeführten für die Entscheidung nicht weiter auf dieses Verhalten der deutschen Regierung an. Ebenso bedarf es keines Eingehens auf die in dieser Instanz gemachten Ausführungen des Beklagten, worin er sich gegen die Bemerkung im Berufungsurteil verwahrt, daß er etwas zu seinem Vermögen gezogen habe, was der Klägerin durch eine fremde Macht abgenommen worden sei, und unter Hervorhebung des Unterschieds von Gutschriften auf Ausgleichskonto, auf Liquidations- und auf Reparationskonto und unter Hinweis auf die einschlägigen Ausführungen bei Fuchs a. a. O. S. 144ff., 260ff., 274ff. bestreitet, daß für absehbare Zeit dem Beklagten aus den vom Board of Trade vorgenommenen Gutschriften etwas zugute kommen werde. Denn die Frage, ob eine Bereicherung des Beklagten vorliegt, ist in dieser Lage des Rechtsstreites nicht zu prüfen.

Hiernach ist auch hinsichtlich der nach dem 1. September 1924 einbehaltenen Lizenzbeträge der Rechtsweg unzulässig.

* * *

2) 18. Juni 1927 (I 372/26) (RGZ. 117, S. 284)

Völkerrecht und Landesrecht — Versailler Vertrag, Art. 365.

1. Der Versailler Vertrag ist innerdeutsches Recht geworden, auf das sich jeder berufen kann, wenn die einzelnen Vorschriften nach Inhalt, Zweck und Fassung, ohne daß es noch völker- oder staatsrechtlicher Akte bedarf, privatrechtliche Wirkungen auszulösen geeignet sind. Das ist bei der Vorschrift des Art. 365 der Fall.

2. Auf Art. 365 kann sich nicht nur der Angehörige der bevorrechtigten ausländischen Staaten, sondern auch jeder Deutsche berufen.

Tatbestand. Für Viehtransporte, die in den Monaten Februar bis Mai 1924 von Dänemark durch Deutschland in die Tschechoslowakei gingen, hat die beklagte deutsche Reichsbahn-Gesellschaft die Fracht nach dem gewöhnlichen Tarif berechnet und bezahlt erhalten. Der Kläger, ein deutscher Staatsangehöriger, der sich die Rechte der Ab-

sender hat abtreten lassen, verlangt Frachterstattung indem er geltend macht, die Fracht müsse nach einem für die Zeit vom 15. Februar bis zum 31. Mai 1924 gültigen Ausnahmetarif berechnet werden. Dieser bezog sich auf Rindvieh, Schweine und Schafe, die im Deutschen Reich verwendet wurden. Der Kläger meint ihn in Anspruch nehmen zu können, weil gemäß Art. 365 des Versailler Vertrages Durchfuhrgüter nach der Tschechoslowakei eine gleich günstige Behandlung genießen müßten. Die Beklagte wendet ein, die Anwendung des Art. 365 a. a. O. müsse an der Tatsache scheitern, daß das Vieh von Flensburg-Weiche ab auf neue Frachtbriefe befördert worden sei und im Deutschen Reich keine Verwendung gefunden hätte. Die Vorinstanzen haben die Klage abgewiesen; . . . die Revision des Klägers ist zurückgewiesen worden aus folgenden

Gründen: Das angefochtene Urteil geht stillschweigend davon aus, daß der einzelne einen unmittelbaren Anspruch auf Gewährung der aus Art. 365 Abs. I des Versailler Vertrages sich ergebenden Meistbegünstigung, die sich auch in der Anwendung eines Tarifs auswirken kann, hat. Das trifft zu und kann durch den Hinweis auf andere Artikel des Vertrages nicht entkräftet werden. Der Versailler Vertrag ist innerdeutsches Recht geworden, auf das sich jeder berufen kann, wenn die einzelne Vorschrift nach Inhalt, Zweck und Fassung, ohne daß es noch völker- oder staatsrechtlicher Akte bedarf, privatrechtliche Wirkungen auszulösen geeignet ist. Das ist bei einer Vorschrift, die u. a. — worauf es hier ankommt — die Behandlung der auf der deutschen Reichsbahn beförderten Frachtgüter betrifft, der Fall und wird durch die Worte »von Rechts wegen« im Art. 365 außer Zweifel gestellt.

Aus der wirtschaftspolitischen Natur der Bestimmung, die nicht dem einzelnen Angehörigen der Feindesstaaten, sondern deren gesamtem Wirtschaftsgebiet durch möglichst günstige Behandlung auf den deutschen Bahnen Vorteile verschaffen soll, folgert Jellinek mit Recht in seinem Gutachten, daß sich auf sie nicht nur der Angehörige der bevorrechtigten ausländischen Staaten, sondern auch der Deutsche berufen kann. Die von *anderen* Artikeln des Versailler Vertrages handelnde Entscheidung des Senats RGZ. Bd. 102 S. 363 steht dem nicht entgegen.

Der Kläger beansprucht nun Frachterstattung auf Grund der Anwendung eines zur Zeit der Güterbeförderung geltenden besonders billigen Tarifs, der maßgebend sein müsse, weil es sich um Güter gehandelt habe, die durch Deutschland nach der Tschechoslowakei durchgeführt seien und als solche nach § 365 Abs. I Satz 1 a. a. O. die günstigste Behandlung zu erfahren hätten, wie sie Gütern gleicher Art auf irgendeiner deutschen Strecke im Binnenverkehr unter ähnlichen Beförderungsverhältnissen zuteil werde. Das Berufungsgericht erachtet nicht für dargetan, daß es sich um Durchfuhrgut gehandelt habe . . . Das Reichsgericht erörtert dann den Begriff des Durchfuhrgutes und gelangt zu dem Ergebnis, daß Durchfuhrgut nicht vorliege und Art. 365 VV. deshalb nicht zur Anwendung kommen könne.

Anmerkung. Das Urteil stellt fest, daß der Versailler Vertrag durch seine Veröffentlichung als Reichsgesetz innerdeutsches Recht geworden ist. Mit Recht wird hervorgehoben, daß in Deutschland sich jeder auf eine Bestimmung des Vertrages berufen kann, wenn sie nach Inhalt, Zweck und Fassung »privatrechtliche Wirkungen auszuüben geeignet ist«. Maßgebend für die Auslegung eines Reichsgesetzes, das einen Staatsvertrag in Reichsrecht verwandelt, ist der Wille der vertragschließenden Staaten, soweit er in dem Vertragstext Ausdruck gefunden hat. Nur wenn der Sinn eines Vertragsartikels der ist, daß sich der belastete Staat verpflichtet hat, seinen eigenen oder fremden Staatsangehörigen unmittelbar Ansprüche zu gewähren, kann als Sinn und Inhalt auch des Gesetzes die Schaffung von landesrechtlichen Individualansprüchen angenommen werden. Nur in einem solchen Fall bedarf es keiner landesrechtlichen Ausführungsgesetze oder Verordnungen[1]).

Das Urteil behauptet, daß Art. 365 des den Versailler Vertrag enthaltenen Reichsgesetzes solche Individualansprüche geschaffen habe, weil sie die Behandlung der von der deutschen Reichsbahn beförderten Frachtgüter betreffe — eine Auslegung, die durch die Worte »von Rechts wegen« in diesem Artikel außer Zweifel gestellt werde.

Was zunächst die letztere Behauptung betrifft, so ist einmal die deutsche Übersetzung des englischen und des französischen Textes des V. V. weder nach Völkerrecht noch nach deutschem Reichsrecht irgendwie maßgebend. Für das Völkerrecht ist das ausdrücklich in Art. 440 Abs. 3 festgesetzt. Da bei der Publikation des Vertragstextes für seine Geltung als Reichsgesetz keinerlei abändernde Bestimmung getroffen wurde, ist der französische und englische Text auch der für das Reichsgesetz maßgebende. Die Übersetzung hat an der Gesetzeskraft der Bestimmung keinen Anteil: »Es ist also nicht zu erkennen, ob die Übersetzung die Privatarbeit eines Anonymus oder eine »amtliche« Verlautbarung darstellen soll — sie steht einfach, ein Geschenk unbekannter Provenienz, im Gesetzblatt« (Métall, Zeitschr. für öffentl. Recht, Bd. 9, S. 373). Zudem ist diese Übersetzung falsch: der französische Ausdruck »de plein droit« bedeutet nicht »von Rechts wegen«, sondern wird richtig mit »ohne weiteres« »ipso jure«, d. h. ohne Dazwischentreten eines weiteren Rechtsaktes wiedergegeben.

Das Reichsgericht glaubt annehmen zu können, daß mit diesem Ausdruck gesagt werden soll, daß ein landesrechtlicher Akt nicht mehr erforderlich sei, und folgert daraus die Begründung eines Individualanspruchs. Das Reichsgericht verkennt, daß ein internationaler Vertrag völkerrechtlich ausgelegt werden muß und daß die Umwandlung eines Vertrags in Landesrecht keine Änderung des Vertragsinhalts bedeutet; ein solches Landesgesetz muß daher auch nach völkerrechtlichen Grundsätzen ausgelegt werden. Wenn in einem völkerrechtlichen Vertrag vereinbart ist, daß bestimmte Rechtswirkungen »de plein droit« eintreten sollen, so kann damit nur gemeint sein, daß der

[1]) Vgl. Diese Zeitschrift Bd. 1 T 1. S. 3, sowie die Seite 84 unten abgedruckte Entscheidung des Reichsgerichts vom 29. März 1928.

Eintritt dieser Rechtswirkung nicht von der Vornahme eines neuen völkerrechtlichen Aktes abhängig gemacht werden soll. Diese Annahme wird bestätigt durch Satz 2 des Abs. 1 des Art. 365, nach welchem die Bestimmung des Satzes 1 nur auf Verlangen einer oder mehrerer alliierter oder assoziierten Mächte (also *nicht* ohne weiteres) auf die Waren, die von Deutschland kommen und für ihr Gebiet bestimmt sind, Anwendung finden soll. Es steht also der Ausdruck »de plein droit« in Satz 1 in deutlich erkennbarem Gegensatz zu den Worten »sur la demande« in Satz 2. Das Reichsgericht reißt Satz 1 des Art. 365 aus dem Sinnzusammenhang und verletzt damit eine der grundlegenden Auslegungsregeln.

Das Reichsgericht glaubt, daß durch Art. 365 Satz 1 ein Individualrecht geschaffen sei, und zwar nicht nur für die Staatsangehörigen der alliierten und assoziierten Mächte, sondern auch für deutsche Staatsangehörige oder Angehörige eines neutralen Staates. Ohne ausdrückliche Vereinbarung stehen Ansprüche aus einem völkerrechtlichen Vertrag nur den Staaten, eventuell zugunsten ihrer Staatsangehörigen, gegenüber dem Vertragsgegner zu. Soll durch die völkerrechtliche Verpflichtung ein Anspruch auf landesrechtliche Individualrechte geschaffen sein, dann muß sich das aus Sinn und Wortlaut der vertraglichen Bestimmung deutlich ergeben, gilt aber auch dann nur im Verhältnis der Staatsangehörigen des einen Staats zum anderen Staat. Daß durch die Bestimmung des Art. 365 Satz 1 Individualrechte zugunsten deutscher oder neutraler Staatsangehöriger geschaffen würden, ist gerade aus dem von Jellinek angeführten Grunde zu verneinen, denn da aus der wirtschafts-politischen Natur der Bestimmung folgt, daß nicht dem einzelnen Staatsangehörigen, sondern dem ganzen Wirtschaftsgebiet der alliierten und assoziierten Mächte durch eine möglichst günstige Behandlung auf den deutschen Bahnen Vorteile verschafft werden sollen, so kann diese Verpflichtung nur als eine völkerrechtliche Verpflichtung gegenüber dem Vertragsgegner, aber nicht als eine Verpflichtung zur Gewährung von Individualansprüchen angesehen werden. Dazu bedürfte es vielmehr eines besonderen innerdeutschen Rechtssatzes, zu dessen Erlaß Deutschland natürlich berechtigt, aber nicht verpflichtet ist. Bruns.

* * *

3) 29. März 1928 (VI 220/27) (RGZ. 121, S. 7)

Völkerrecht und Landesrecht — Versailler Vertrag Art. 74, Abs. 2, 297 i.

1. Der Einzelne kann aus den Bestimmungen des Versailler Vertrages Ansprüche nur herleiten, wenn die einzelne Vorschrift nach Inhalt, Zweck und Fassung, ohne daß es noch völker- oder staatsrechtlicher Akte bedarf, privatrechtliche Wirkungen auszuüben geeignet ist.

2. Die Bestimmungen der Art. 74, Abs. 2, 297 i) sind nicht geeignet, solche unmittelbaren privatrechtlichen Wirkungen auszuüben.

Tatbestand. Ein deutscher Staatsangehöriger hat nach dem Einmarsch der Franzosen in Elsaß-Lothringen seinen früheren Wohnsitz in Colmar verlassen und ist nach Deutschland gezogen. Der französische Staat hat sein gesamtes Vermögen . . . .einbehalten und auf Grund des Art. 74 des Versailler Vertrages (VV.) liquidiert. Der nicht feststehende Erlös ist dem Beklagten, dem Deutschen Reich, im Ausgleichsverfahren nach der Behauptung des Klägers gutgeschrieben worden. Der Beklagte hat den angegebenen Wert des entzogenen Vermögens anerkannt. Gezahlt hat er dem Geschädigten auf Grund der deutschen Entschädigungsbestimmungen nur einen Bruchteil des Wertes. Der Kläger, dem die Ansprüche des Geschädigten abgetreten sind, ist der Ansicht, daß der Beklagte auf Grund der Art. 74, 297 i VV. sowie aus Bereicherung, Auftrag, auftragloser Geschäftsführung und unerlaubter Handlung zum Ersatz des vollen, durch die Liquidation entstandenen Schadens verpflichtet sei.

Die ersten Instanzen haben die Klage abgewiesen. Das Reichsgericht weist die Revision des Klägers zurück aus folgenden

Gründen: Die Erwägungen des Berufungsgerichts, mit denen es die Zulässigkeit des Rechtsweges verneint, gehen im wesentlichen dahin: Selbst wenn der Versailler Vertrag dem einzelnen durch die Liquidation Geschädigten unmittelbar ein Recht auf Entschädigung gegen das Deutsche Reich gäbe, würde dafür der Rechtsweg nur offenstehen, wenn der Vertrag selbst das bestimmen würde, was nicht der Fall sei. Denn es handle sich bei der Liquidation sowie bei der Zustimmung Deutschlands dazu und bei der Entschädigung lediglich um hoheitsrechtliche Maßnahmen. Der Versailler Vertrag gebe aber solche Rechte auch gar nicht. Das Reich habe in zulässiger Weise die Entschädigung und das Verfahren dafür kraft seiner staatlichen Hoheit geregelt und für die daraus sich ergebenden Ansprüche den Weg vor den ordentlichen Gerichten ausgeschlossen . . . .

Die dagegen von der Revision angestellten Erwägungen können nicht durchgreifen. . . . . Irgendwelche Ansprüche aus den deutschen Entschädigungsgesetzen kommen nach der ausdrücklichen Erklärung des Klägers nicht in Frage. Insoweit ist er befriedigt worden. Die Prüfung der etwa aus dem VV. herzuleitenden Ansprüche hat das Berufungsgericht angestellt und es ist dabei ohne Rechtsirrtum zu dem Ergebnis gekommen, daß solche Ansprüche in jedem Falle öffentlichrechtlicher Natur wären. Ihre Grundlage wäre nämlich stets ein kraft der neuen Staatshoheit ausgeübter Eingriff Frankreichs in das Vermögen der in Elsaß-Lothringen wohnhaften deutschen Staatsangehörigen, die dazu von Deutschland gezwungen in dem Vertrage kraft seiner staatlichen Hoheit gegebene Zustimmung und die gleichzeitig übernommene Verpflichtung, seine durch den Eingriff beeinträchtigten Staatsangehörigen zu entschädigen. Auch in der letzteren Beziehung würde der einzelne Geschädigte dem Reich nicht als Gleichberechtigter

gegenüberstehen, sondern als Staatsangehöriger dem Staat, der die Fürsorge für ihn übernimmt und den feindlichen Eingriff wiedergutmachen soll (vgl. auch JW. 1926 S. 2083 [1] und RGE. IV. 600/26 vom 2. Juni 1927). Auch die von dem Kläger angezogene Bestimmung des Art. 153 RVerf. kann daran nichts ändern. Denn eine zum Wohle der deutschen Allgemeinheit durch das Reich vorgenommene Enteignung kommt hier gar nicht in Frage, sondern eine Konfiskation durch den französischen Staat.

Es kann aber der Revision auch nicht zugegeben werden, daß den durch die Liquidation Geschädigten ein weiterer Anspruch zusteht, als er ihnen in der vom Berufungsgericht aufgeführten Entschädigungsgesetzgebung eingeräumt ist, von der hier jetzt besonders das Liquidationsschädengesetz vom $\frac{\text{28. Oktober}}{\text{20. November}}$ 1923 in Betracht kommt. Insbesondere haben die Geschädigten keinen unmittelbaren Anspruch gegen das Reich auf Grund der Art. 74 Abs. 2, 297 i VV. Der Versailler Vertrag ist ein völkerrechtlicher Vertrag und schafft daher zunächst grundsätzlich Rechte und Pflichten nur unter den Vertragsstaaten. Durch das Reichsgesetz vom 16. Juli 1919 hat er zwar innerstaatliche Kraft im Deutschen Reich erhalten. Aber der einzelne kann aus seinen Bestimmungen Ansprüche nur herleiten, soweit sich das mit voller Klarheit aus dem VV. ergibt, wenn nämlich, wie das Reichsgericht das in einigen Entscheidungen ausgedrückt hat (vgl. RGZ. Bd. 117 S. 284 und Bd. 119 S. 157 (162)) die einzelne Vorschrift nach Inhalt, Zweck und Fassung, ohne daß es noch völker- oder staatsrechtlicher Akte bedarf, privatrechtliche Wirkungen auszuüben geeignet ist. Als derartige Vorschriften können z. B. Art. 299, 300 und 365 in Betracht kommen. Die hier in Frage kommenden Bestimmungen der Art. 74 Abs. 2, 297 i sind aber nicht geeignet, solche unmittelbaren privatrechtlichen Wirkungen auszuüben. Sie enthalten nur die ganz allgemein zwischen dem Feindbund und Deutschland getroffene Vereinbarung, daß Deutschland seine Angehörigen zu entschädigen habe. Jede nähere Regelung, ja auch die Angabe irgendwelcher Grundsätze für die Entschädigung fehlt. In welcher Weise Deutschland dieser Vertragspflicht nachkam, war für die Mächte offenbar ohne jede Bedeutung. So hat ja auch Frankreich in seiner Note vom 26. Juli 1922 — wiedergegeben in der Zeitschrift »Der Friedensvertrag« Jahrg. II S. 377 (379) — Deutschland anheimgegeben, »die Anwendung des Art. 297 i VV. solange auszusetzen oder zu verlangsamen, wie es ihm angezeigt erscheine«. Aus alledem ergibt sich, daß die gedachten Bestimmungen nur eine zwischenstaatliche Regelung enthielten, keineswegs aber den deutschen Staatsangehörigen selbst einen Anspruch gegen das Reich geben wollten. Von einem entsprechend nach den Bestimmungen der §§ 328 f. BGB. zu beurteilenden Vertrage zugunsten eines Dritten kann keine Rede sein. Auf diesem Standpunkt steht auch überwiegend das Schrifttum (vgl. Isay, die privaten Rechte und Interessen im Friedensvertrage, 3. Aufl. § 33 S. 101 f. und 133 f.,

Schlegelberger, Ausführungsgesetze zum Friedensvertrage, Entschädigungsgesetz § 8 A. 5 S. 17, Fuchs in Leske-Löwenfeld, Die Rechtsverfolgung im internationalen Verkehr, Die Beschlagnahme, Liquidation und Freigabe deutschen Vermögens im Ausland, Bd. VI Teil 2 bes. S. 40, 43, 284 f.). Die Ausführungen der Schriftsteller, die auf einem entgegengesetzten Standpunkt stehen, können demgegenüber nicht durchgreifen (vgl. für solche Ausführungen Weil, Das Recht der deutschen Grenzgebiete, Liquidationsschädengesetz S. 31 f., Schükking, Zeitschrift für Völkerrecht Bd. IX (1920) S. 548 f., Niedhammer in JW. 1922 S. 122, Windisch, Der Friedensvertrag S. 73 Art. 74 A. 3). . . .

* * *

4) 8. April 1929 (II 231/29) (DJZ. 1929 Sp. 1209)

Spionagegesetz — Versailler Vertrag — Völkerrecht und Landesrecht.

Die Ansicht, die Bekanntgabe einer Verletzung des Versailler Vertrages könne nicht strafbar sein, ist verfehlt. Einmal bestimmt sich, was im Interesse der Landesverteidigung geheimzuhalten ist, überhaupt nicht nach dem Versailler Vertrag, und sodann erzeugt dieser Vertrag grundsätzlich nur völkerrechtliche Verpflichtungen des Reichs von Staat zu Staat; dadurch erlangt nicht der einzelne Deutsche das Recht, etwaige Verfehlungen gegen den Vertrag, deren Bekanntwerden die militärische Sicherheit des Reiches gefährden könnte, einer fremden Regierung zu verraten.

* * *

5) 8. Mai 1929 (II 1368/28) (RGSt. Bd. 63 S. 215)

Auslieferung — Nachprüfung der Rechtmäßigkeit.

Die Rechtmäßigkeit der Auslieferung unterliegt nicht der Nachprüfung des inländischen Gerichts. Vielmehr hat die ersuchte Regierung ausschließlich selbst und unter eigener Verantwortung zu prüfen, ob die Voraussetzungen der Auslieferung nach dem Recht ihres Staates gegeben sind.

* * *

b) Reichsfinanzhof.

1) 8. August 1928 (I A 472.27) (St. W. 1928, S. 1375)

Staatsangehörigkeit juristischer Personen — Aufbringungsgesetz vom 30. August 1924 — Vertragsauslegung — Kriegsleistungen — Völkerrecht und Landesrecht — Deutsch-italienischer Handels- u. Schiffahrtsvertrag vom 31. Oktober 1925 — Deutsch-italienischer Doppelbesteuerungsvertrag vom 15. Oktober 1925.

1. Wenn von einer Staatsangehörigkeit bei juristischen Personen überhaupt die Rede sein kann, so wird diese lediglich durch den Sitz bestimmt.

2. Die Aufbringungsleistungen sind weder Zwangsanleihen noch Kontributionen.

3. Für die Auslegung des Handelsvertrages kommt es nicht auf das an, was die Vertragschließenden vielleicht beabsichtigt haben, sondern was in dem Vertrage tatsächlich bestimmt ist.

4. Die Aufbringungslast gehört nicht zu den »Kriegsleistungen«. Kriegsleistungen sind nur solche Leistungen, die mit der Kriegsführung im Zusammenhang stehen, während die Aufbringungsleistungen, wenigstens mittelbar, zur Deckung der dem Deutschen Reiche auferlegten Kriegsentschädigung dienen, also eine Folge des Krieges sind. Einen allgemein anerkannten völkerrechtlichen Grundsatz, daß solche Lasten Staatsfremden nicht auferlegt werden dürfen, gibt es nicht.

5. Sollte das Aufbringungsgesetz, was tatsächlich nicht der Fall ist, mit allgemein anerkannten völkerrechtlichen Grundsätzen in Widerspruch stehen, so würde dadurch seine Gültigkeit und seine Verbindlichkeit für die Steuergerichte nicht beeinträchtigt werden. Vielmehr würde das Aufbringungsgesetz in dieser Beziehung als später ergangenes und eine Sonderregelung enthaltendes Gesetz dem etwa entgegenstehenden allgemeinen völkerrechtlichen Grundsatz, wie jedem anderen Reichsgesetze, vorgehen.

6. Der deutsch-italienische Handels- und Schiffahrtsvertrag vom 31. Oktober 1925 und der deutsch-italienische Doppelbesteuerungsvertrag vom 15. Oktober 1925 stehen der Heranziehung von italienischen Staatsangehörigen zu den Aufbringungsleistungen nicht entgegen.

Eine G. m. b. H., die ihren Sitz und Betrieb in Deutschland hat, ist zu den Vorauszahlungen nach dem Aufbringungsgesetz für 1927 herangezogen worden. Hiergegen hat sie eingewandt, daß sie die italienische Staatsangehörigkeit besitze und infolgedessen nach allgemein anerkannten völkerrechtlichen Grundsätzen und dem deutsch-italienischen Handelsvertrag vom 31. Ok ober 1925 nicht der Aufbringungspflicht unterworfen sei.

Der Senat hat bereits in dem Urteil vom 6. Juni 1928 I A 192[27] = StW. 1928 Nr. 499, ausgesprochen, daß sich die subjektive Aufbringungspflicht nach den Grundsätzen des Vermögenssteuerrechts bestimmt, d. h. daß die Unternehmer eines industriellen oder gewerblichen Betriebs

insoweit aufbringungspflichtig sind, als sie — unbeschränkt oder beschränkt — persönlich vermögenssteuerpflichtig sind. Die Beschwerdeführerin ist, da sie ihren Sitz im Inland hat, mit ihrem gesamten Vermögen steuerpflichtig (§ 2 Nr. 2 a Verm.StG.) und infolgedessen auch aufbringungspflichtig. Auf die Staatsangehörigkeit kommt es in diesem Zusammenhang überhaupt nicht an.

Die Staatsangehörigkeit ist vielmehr nur insofern von Bedeutung, als die Beschwerdeführerin die Anwendung des deutsch-italienischen Handels- und Schiffahrtsvertrags vom 31. Oktober 1925, verkündet durch Reichsgesetz vom 6. Dezember 1925 (Reichsgesetzblatt II S. 1020), für sich in Anspruch nimmt. Sie leitet ihre italienische Staatsangehörigkeit daraus her, daß ihr ganzes Stammkapital und das von ihr geliehene Betriebskapital Italienern gehöre, die ihren Wohnsitz in Italien haben. Infolgedessen sei sie auch von verschiedenen deutschen Behörden, so von der Reichsentschädigungskommission und vom Reichswirtschaftsgericht, als italienische Staatsangehörige behandelt worden. Demgegenüber hat das Finanzgericht mit Recht darauf hingewiesen, daß der Begriff der Staatsangehörigkeit grundsätzlich nur auf natürliche Personen anwendbar ist (RFH. Bd. 13 S. 336 bis 338/339 = StW. 1924 Nr. 173), und daß, selbst wenn von einer Staatsangehörigkeit bei juristischen Personen überhaupt die Rede sein kann, diese lediglich durch den Sitz bestimmt wird. Daher kann für eine in Deutschland ansässige und in das Handelsregister eingetragene Gesellschaft grundsätzlich keine andere als die deutsche Staatsangehörigkeit gegeben sein. Hiervon geht auch der deutsch-italienische Handelsvertrag aus, wenn er in Artikel 8 und dem Schlußprotokolle dazu von Gesellschaften spricht, die im Gebiet eines vertragschließenden Teiles gegründet worden sind und dort ihren Sitz haben. Auf die Staatsangehörigkeit der Gesellschafter kann es schon wegen der rechtlichen Selbständigkeit der G. m. b. H. nicht ankommen. Die Entscheidungen anderer deutschen Behörden für den vorliegenden Fall sind schon deshalb nicht maßgebend, weil ihnen andere gesetzliche Vorschriften zugrunde liegen.

Ferner macht die Beschwerdeführerin geltend, daß ihr auf Grund des Schlußprotokolls zu Artikel 8 des deutsch-italienischen Handelsvertrags durch eine Maßnahme der zuständigen Behörde des Königreichs Italien die Zugehörigkeit zum italienischen Staate beigelegt worden sei. Die Bescheinigung der italienischen Gesandtschaft in Bern, daß das Unternehmen der Beschwerdeführerin dem italienischen Staatsangehörigen Dr. G. und seiner sich nur aus italienischen Staatsangehörigen zusammensetzenden Familie gehöre und demgemäß italienisches Eigentum sei, spricht die im Schlußprotokoll zu Artikel 8 des Handelsvertrags vorgesehene Beilegung der italienischen Staatsangehörigkeit nicht aus; sie ergibt auch nicht, daß von der zuständigen Gerichts- oder Verwaltungsbehörde eine solche Maßnahme getroffen und daß dies geschehen ist »auf Grund von Bestimmungen der den Weltkrieg beendigenden Verträge oder eines in Ausführung dieser Verträge geschlossenen Abkommens«, wie es der Handelsvertrag verlangt. Es war Sache der Beschwerde-

führerin, die ihren Sitz in Deutschland hat und daher nach deutschem Rechte eine deutsche Gesellschaft ist, den Nachweis zu führen, daß ihr für den Geltungsbereich des deutsch-italienischen Handelsvertrags die Zugehörigkeit zum italienischen Staat beigelegt worden ist.

Abgesehen hiervon bestand zu weiteren Ermittlungen schon deshalb kein Anlaß, weil der deutsch-italienische Handelsvertrag, selbst wenn die Beschwerdeführerin die italienische Staatsangehörigkeit besäße, ihre Heranziehung zu den Aufbringungsleistungen nicht hindern würde. Die Beschwerdeführerin beruft sich auf Art. 5 des Vertrags, wonach die Angehörigen jedes vertragschließenden Teiles in dem Gebiete des anderen Teiles unter anderem von »Zwangsanleihen und Kontributionen« befreit sind. Diese Bestimmung gilt gemäß Art. 8 Abs. 4 »bezüglich der Zwangsleistungen und militärischen Requisitionen« auch für Handelsgesellschaften. Die Aufbringungsleistungen fallen jedoch nicht unter diese Vorschriften. Sie sind weder Zwangsanleihen — denn sie sind nicht zurückzuzahlen — noch Kontributionen, d. h. Zwangsauflagen in Geld für die Bedürfnisse des Heeres im besetzten feindlichen Gebiete (v. Liszt, Völkerrecht, 12. Aufl. 1925, §61 II 3 S. 494; RFH. Bd. 3 S. 10, bes. S. 12). Wenn in Art. 8 Abs. 4 von »Zwangsleistungen« gesprochen wird, so sind damit nicht etwa alle erzwingbaren Leistungen, mit Einschluß von Steuern und Abgaben und dergl. gemeint, sondern lediglich die in Artikel 5 bezeichneten Leistungen, zu denen eben die Aufbringungsleistungen nicht gehören. Dies ergibt sich nicht nur aus dem klaren Wortlaut des Artikels 8 Abs. 4, der lediglich auf Art. 5 verweist, sondern auch daraus, daß in Artikel 7 »Abgaben (Steuern und Zölle), Gebühren, sofern sie steuerähnlich sind, und andere ähnliche Lasten« besonders aufgeführt sind, und daß in bezug auf diese Leistungen den Staatsangehörigen des anderen vertragschließenden Teiles die gleiche Behandlung und der gleiche Schutz bei den Finanzbehörden und Finanzgerichten zugesichert ist wie den Inländern. Hier ist also die Heranziehung der Angehörigen des anderen Vertragsstaates zu steuerähnlichen Lasten, zu denen die Aufbringungsleistungen zweifellos gehören, ausdrücklich zugelassen. Richtig ist allerdings der Hinweis der Beschwerdeführerin, daß die entsprechende Vorschrift des alten Handelsvertrages (Art. 4 Abs. 2 des Handels-, Zoll- und Schiffahrtsvertrages vom 6. Dezember 1891, RGBl. 1892, S. 97; Zusatzvertrag vom 3. Dezember 1904, RGBl. 1905 S. 413) eine weitergehende Befreiung enthielt; nämlich von »Zwangsanleihen und sonstigen Lasten, welche zu Kriegszwecken oder infolge anderer außergewöhnlicher Umstände« auferlegt werden. Ob die Aufbringungsleistungen unter die hier bezeichneten Lasten fallen würden, kann jedoch dahingestellt bleiben, da der alte Handelsvertrag durch den Krieg und den Friedensvertrag von Versailles (vgl. Art. 289) aufgehoben ist und die »infolge außergewöhnlicher Umstände auferlegten Lasten« in Art. 5 des neuen Handelsvertrages nicht mehr erwähnt sind. Selbst wenn hiermit eine sachliche Änderung des früheren Vertrags nicht beabsichtigt sein sollte, wäre dies unerheblich, da es für die Auslegung des Handelsvertrages nicht auf das ankommt,

was die Vertragschließenden vielleicht beabsichtigt haben, sondern was in dem Vertrage tatsächlich bestimmt ist. Zu den in Art. 5, 8 des jetzt gültigen Handelsvertrags aufgeführten Leistungen gehören aber die Aufbringungsleistungen, wie erwähnt, nicht.

Ebensowenig ist die Rüge begründet, daß das Finanzgericht den Artikel 4 der Reichsverfassung unrichtig ausgelegt habe, wonach die allgemein anerkannten Regeln des Völkerrechts als bindende Bestandteile des Deutschen Reichsrechts gelten. Es sei, so führt die Beschwerdeführerin aus, ein allgemein anerkannter völkerrechtlicher Grundsatz, daß Staatsfremde einerseits keinen Anspruch auf Gewährung der staatsbürgerlichen Rechte haben, anderseits aber auch den staatsbürgerlichen Pflichten im engeren Sinne nicht unterworfen seien, und daß daher die Heranziehung von Staatsfremden zur staatlichen Wehrpflicht oder zur Wehrsteuer oder zu anderen Kriegsleistungen völkerrechtswidrig sei. Bei der Aufbringungspflicht handele es sich um die Verzinsung und Tilgung von Kriegskosten, also um Kriegsleistungen. Dieser Einwand scheitert schon daran, daß die Beschwerdeführerin keine ausländische, sondern eine deutsche Gesellschaft ist. Die von ihr behauptete Beilegung der Zugehörigkeit zum italienischen Staate auf Grund des Schlußprotokolls zu Art. 8 des Handelsvertrags hätte lediglich Wirksamkeit für den Geltungsbereich dieses Vertrags und wäre für die Anwendung allgemeiner völkerrechtlicher Grundsätze ohne Bedeutung. Auf den von ihr angeführten völkerrechtlichen Grundsatz (vgl. darüber Liszt, Völkerrecht, 12. Aufl. 1925, § 20 II 7 S. 177, 178) kann sich die Beschwerdeführerin auch deshalb nicht berufen, weil im Verhältnis zwischen dem Deutschen Reiche und Italien die Heranziehung der Staatsangehörigen des anderen Teiles zu Kriegsleistungen usw. durch Artikel 5, 8 des Handelsvertrags geregelt ist. Diese Regelung bringt lediglich den von der Beschwerdeführerin erwähnten völkerrechtlichen Grundsatz zum Ausdruck und tritt damit an dessen Stelle. Im übrigen kann keine Rede davon sein, daß die Aufbringungsleistungen zu den »Kriegsleistungen« gehören. Kriegsleistungen sind nur solche Leistungen, die mit der Kriegführung im Zusammenhang stehen, während die Aufbringungsleistungen, wenigstens mittelbar, zur Deckung der dem Deutschen Reiche auferlegten Kriegsentschädigung dienen, also eine Folge des Krieges sind. Einen allgemein anerkannten völkerrechtlichen Grundsatz, daß solche Lasten Staatsfremden nicht auferlegt werden dürfen, gibt es nicht. Selbst wenn ein derartiger Grundsatz bestände, würde er für die Aufbringungsleistungen nicht in Betracht kommen, weil das Aufbringungsgesetz, wie der Senat in der erwähnten Entscheidung vom 6. Juni 1928 I A 192[27]) ausgesprochen hat, alle Unternehmer eines industriellen oder gewerblichen Betriebs, soweit sie im Inland unbeschränkt oder beschränkt vermögenssteuerpflichtig sind, also auch Ausländer, der Aufbringungspflicht unterwirft. Sollte das Gesetz, was tatsächlich nicht der Fall ist, insoweit mit allgemein anerkannten völkerrechtlichen Grundsätzen in Widerspruch stehen, so würde dadurch seine Gültigkeit und seine Verbindlichkeit für die Steuergerichte nicht be-

Demgegenüber ist die Beschwerdeführerin der Ansicht, daß im Falle der Anwendung des Doppelbesteuerungsvertrages nach Ziffer 13 des Schlußprotokolls auch das in Deutschland befindliche Betriebsvermögen nicht zu den Aufbringungsleistungen herangezogen werden könne. In Ziff. 13 des Schlußprotokolls heißt es: »Die in Art. 12 des Abkommens getroffenen Bestimmungen finden auf die außerordentlichen einmaligen Vermögensabgaben, deren Stichtag vor dem Tage der Unterzeichnung dieses Abkommens liegt, keine Anwendung, auch wenn die Zahlungen auf diese Steuern nach den Bestimmungen der entsprechenden Gesetze, die die Steuern eingeführt haben, noch laufen.« Um eine solche Abgabe, meint die Beschwerdeführerin, handele es sich hier. Die Aufbringungsleistungen seien nicht die eigentliche Abgabe, sondern nur Teilzahlungen zur Tilgung und Verzinsung der außerordentlichen einmaligen Abgabe der Industriebelastung. Deren Stichtag falle nach § 5 Abs. 2 des Industriebelastungsgesetzes mit dem Stichtag der Vermögenssteuer 1924 zusammen, und das sei der 31. Dezember 1923, also ein vor der Unterzeichnung des Doppelbesteuerungsvertrags (31. Oktober 1925) liegender Zeitpunkt. Diese Auffassung ist nicht zutreffend. Die Ziff. 13 des Schlußprotokolls enthält keineswegs ein Verbot, die im Inland befindlichen Vermögenswerte eines Angehörigen des anderen Vertragsstaates einer außerordentlichen einmaligen Vermögensabgabe, deren Stichtag vor der Unterzeichnung des Doppelbesteuerungsvertrags liegt, zu unterwerfen. Vielmehr sagt die Bestimmung nur, daß auf solche Abgaben der Art. 12 des Abkommens keine Anwendung findet, d. h. daß die in Art. 12 ausgesprochene Beschränkung des Besteuerungsrechts auf das inländische Vermögen für diese Abgaben noch nicht gilt, daß also die vertragschließenden Staaten insoweit durch den Doppelbesteuerungsvertrag noch nicht gebunden sind. Ein Verbot, die Angehörigen des anderen Vertragsteils zu derartigen Abgaben heranzuziehen, kann in Ziff. 13 des Schlußprotokolls schon deshalb nicht enthalten sein, weil die Anwendung des Doppelbesteuerungsvertrags von der Staatsangehörigkeit des Steuerpflichtigen überhaupt nicht abhängig gemacht ist (vgl. jedoch Art. 13 und dazu Ziff. 15 des Schlußprotokolls). Außerdem sind die Aufbringungsleistungen eine fortlaufende und keine einmalige Abgabe; sie bemessen sich nach dem zur Vermögenssteuer veranlagten Betriebsvermögen und werden nach Maßgabe der späteren Vermögenssteuerveranlagungen neu umgelegt (§ 4 Abs. 1 AufbrG.). Daß sie nicht nur der Verzinsung, sondern zugleich der Tilgung einer einmaligen Kapitalbelastung dienen, kann hieran nichts ändern.

Endlich steht auch der Friedensvertrag von Versailles, wie das Finanzgericht bereits ausgeführt hat, der Heranziehung der Beschwerdeführerin schon deshalb nicht entgegen, weil der hier allein in Betracht kommende Art. 276 Buchstabe c lediglich verbietet, den Staatsangehörigen der alliierten und assoziierten Mächte »andere oder höhere« Abgaben aufzuerlegen als den deutschen Staatsangehörigen, was hier nicht geschehen ist.

* * *

einträchtigt werden. Vielmehr würde das Aufbringungsgesetz in dieser Beziehung als später ergangenes und eine Sonderregelung enthaltendes Gesetz dem etwa entgegenstehenden allgemeinen völkerrechtlichen Grundsatz, wie jedem anderen Reichsgesetze vorgehen (vgl. Poetzsch-Heffter, Handkommentar zur Reichsverfassung, 3. Aufl. 1928, Art. 4 Anm. 4 S. 95. 96; v. Freytag-Loringhoven, Weimarer Verfassung § 45 S. 256; vgl. auch RFH. Bd. 3 S. 10, bes. S. 14). Für die Industriebelastung hat übrigens der Reichsfinanzhof die Zulässigkeit der Heranziehung von Ausländern bereits anerkannt (Beschluß vom 2. Juni 1925 V i B 45.[25]).

Ferner ist noch zu erörtern, ob der deutsch-italienische Doppelbesteuerungsvertrag vom 31. Oktober 1925, verkündet durch Reichsgesetz vom 7. Dezember 1925 (Reichsgesetzblatt II S. 1145), der Heranziehung der Beschwerdeführerin zu den Aufbringungsleistungen entgegensteht. Der Reichsminister der Finanzen legt den Doppelbesteuerungsverträgen auch für das Aufbringungsgesetz Geltung bei (Erlaß vom 15. Dezember 1925 III R 21 100 unter D zu §§ 4, 5 Nr. 1; vgl. auch für die Industriebelastung Erlaß vom 4. November 1924 III D 9400 unter B II zu § 4 Nr. 2). Die Beschwerdeführerin bestreitet die Anwendbarkeit des Doppelbesteuerungsvertrags, weil die Aufbringungsleistungen keine Steuern im Sinne des § 1 AO. seien, sie seien nicht zur Erzielung von Einkünften auferlegt, sondern zur Aufbringung von Geldbeträgen für die Bank für Industrieobligationen, damit diese daraus die den Unternehmern industrieller oder gewerblicher Betriebe auferlegte Tilgung und Verzinsung eines Betrags von 5 Milliarden Goldmark bestreite. Zu dieser Frage braucht indessen hier nicht Stellung genommen zu werden. Finden die Doppelbesteuerungsverträge, wie die Beschwerdeführerin meint, auf die Aufbringungsleistungen keine Anwendung, so gelten eben die Beschränkungen, die sich die vertragschließenden Staaten in diesen Verträgen hinsichtlich ihrer Besteuerungsrechte auferlegt haben, nicht für die Aufbringungsleistungen, und es bedarf in diesem Falle überhaupt keiner Prüfung, ob die in dem deutsch-italienischen Doppelbesteuerungsvertrag enthaltenen Beschränkungen des Besteuerungsrechts die Heranziehung der Beschwerdeführerin zu den Aufbringungsleistungen hindern. Aber auch, wenn man die in den Doppelbesteuerungsverträgen für Steuern getroffenen Bestimmungen auf die Aufbringungsleistungen anwendet, stehen sie der Heranziehung der Beschwerdeführerin nicht entgegen. Nach Art. 12 des deutsch-italienischen Handelsvertrags dürfen Steuern vom Vermögen — als solche wären die Aufbringungsleistungen anzusehen — in jedem der beiden vertragschließenden Staaten von denjenigen Vermögenswerten des Steuerpflichtigen erhoben werden, die sich im Gebiete dieses Staates befinden. Da sich nun das den Vorauszahlungen für 1927 zugrunde gelegte Betriebsvermögen der Beschwerdeführerin vollständig im Gebiete des Deutschen Reiches befindet, so bleibt ihre Heranziehung auch nach dem Doppelbesteuerungsvertrage zulässig. Der Doppelbesteuerungsvertrag hätte praktische Bedeutung nur für solches Betriebsvermögen der in Deutschland unbeschränkt steuerpflichtigen Beschwerdeführerin, das sich in Italien befände.

2) 16. April 1929 (RFH. I A 214.29) (Mrozek, Steuerrechtsprechung, Körperschaftssteuergesetz 1925, § 11 No. 3).

Vertrag von Versailles Art. 276, 280.

Art. 276 ist mit dem 10. I. 26 außer Kraft getreten. Art. 280 Abs. 2 bestimmt, daß Art. 276 nach Ablauf von 5 Jahren seit dem Inkrafttreten des Versailler Vertrages nur dann in Kraft bleibt, wenn dies die Mehrheit des Rates des Völkerbundes beschließt. Ein solcher Beschluß ist nach der Mitteilung des Reichsministers der Finanzen in der Rundverfügung IV 1 627 vom 6. III. 29 nicht ergangen. Demgemäß ist die Anwendung des Art. 276c auf solche Steuerschulden ausgeschlossen, die erst nach dem 10. I. 1926 entstanden sind.

* * *

c) Reichsversorgungsgericht.

1) 16. November 1928 (M 30264.26) (Entscheidungen des Reichsversorgungsgerichts Bd. 8. S. 89).

Versailler Vertrag — Staatsangehörigkeit.

Deutsche Reichsangehörige, die in dem infolge der Bestimmungen des Vertrages von Versailles vom 28. Juni 1919 als Teil Polens anerkannten, früher preußischen Gebiet von dort wohnhaften Eltern geboren und am 10. Januar 1920 noch nicht 18 Jahre alt waren, sind Reichsangehörige geblieben, auch wenn sie infolge der Bestimmungen des Vertrages von Versailles vom 28. Juni 1919, des Minderheitenschutzvertrages zwischen den alliierten und assoziierten Hauptmächten einerseits und Polen andererseits vom 28. Juni 1919 sowie des deutsch-polnischen Abkommens über Staatsangehörigkeits- und Optionsfragen vom 30. August 1924 (Reichsgesetzblatt 1925 Teil II Seite 33) die polnische Staatsangehörigkeit erworben haben.

* * *

2) 26. April 1929. (M. 8174.27) (Entscheidungen des Reichsversorgungsgerichts Bd. 8 S. 239).

Saargebiet — Versailler Vertrag Art. 45 ff.

Das Saargebiet ist im staats- und völkerrechtlichen Sinne vom Reich nicht abgetrennt. Es kann keine Rede davon sein, daß das Saargebiet im Verhältnis zum Deutschen Reich etwa als neuer selbständiger Staat, geschweige denn als Ausland anzusehen wäre.

* * *

d) Preußisches Oberverwaltungsgericht.

7. Juni 1929. (VII C 18/29) (Mrozek, Steuerrechtsprechung, Friedensvertrag Art. 276, No. 5).

Vertrag von Versailles — Vorläufiges Handelsabkommen zwischen Deutschland und Frankreich vom 5. 8. 1926 — Endgültiges Handelsabkommen vom 17. 8. 1927.

1. Die durch Art. 276 c herbeigeführte Bindung der deutschen Steuergesetzgebung ist nach Art. 280 Abs. 2 am 10. 1. 25 erloschen.

2. Dem Art. 276 c des Vers. Vertrags materiell gleichbedeutende Bestimmungen hinsichtlich der steuerrechtlichen Behandlung französischer Staatsangehöriger sind zunächst in Art. 8 Abs. 6 des vorläufigen Handelsabkommens zwischen Deutschland und Frankreich vom 5. 8. 26 und sodann in Art. 25 des endgültigen Handelsabkommens vom 17. 8. 27 getroffen worden.

* * *

e) Kammergericht.

13. Dezember 1928 (9 Aw. 798.28) (Jur. W. 1929/1599)

Versailler Vertrag Art. 304 b. — Gemischtes Schiedsgericht — Zuständigkeit — Schuldübernahme.

1. Rechte, die erst nach dem Inkrafttreten des Versailler Vertrages entstehen, fallen nicht unter die Gerichtsbarkeit der Gem.Sch.G. nach Art. 304 b II.

2. Wenn nach dem 10. Januar 1920 ein polnischer Staatsangehöriger durch Schuldübernahme an die Stelle eines deutschen Altschuldners getreten ist, so kann er bei Prüfung der Zuständigkeit des Gem.Sch.G. nicht anders behandelt werden als sein Schuldvorgänger.

* * *

f) Oberlandesgericht Frankfurt a. M.

26. Oktober 1928 (2 U. 107. 28) (Blätter f. Internationales Privatrecht 1929 S. 174)

Exterritorialität von Konsuln.

In dem Konsularvertrage zwischen dem Deutschen Reich und Spanien vom 12. Januar 1872 ist eine Befreiung der Konsuln von der inländischen Gerichtsbarkeit nicht vereinbart. Es ist nur durch die Bezugnahme auf den Konsularvertrag zwischen dem Norddeutschen Bunde und Spanien vom 21. Februar 1870 »persönliche Immunität«, d. h. Schutz vor Inhaftnahme zugesichert.

* * *

g) Preußischer Gerichtshof zur Entscheidung der Kompetenzkonflikte.

1) 10. März 1928 (Pr. L. 2933/28) (JW. 1930 S. 213)[1])

Unterwerfung eines Staates unter fremde Gerichtsbarkeit.

1. Ein Staat ist der Gerichtsbarkeit eines anderen Staates in der Regel nicht unterworfen. Auch hinsichtlich einer Widerklage ist freiwillige Unterwerfung erforderlich.

2. Es ist nicht angängig, das über die Klage entscheidende Gericht von der Prüfung derjenigen Inzidentfragen auszuschließen, die für die Entscheidung notwendigerweise maßgebend sind. Im Regelfalle ist davon auszugehen, daß ein als Kläger auftretender fremder Staat sich auch für die Entscheidung aller derjenigen Fragen habe unterwerfen wollen, die bei der Prüfung des Klageanspruchs zu entscheiden sind.

3. Dieser Gerichtsbarkeit kann sich der Kläger nicht nachträglich entziehen. Es ist aber denkbar, daß der Kläger sich von vornherein für das Ziel des Widerklageantrages der deutschen Gerichtsbarkeit nicht hat unterwerfen wollen und daß die nachträgliche Geltendmachung dieses Standpunktes nicht gegen die Grundsätze von Treu und Glauben im Rechtsverkehr verstößt.

Die französische Republik, vertreten durch das Office des Biens et Intérêts Privés, Büro Berlin, hat als Besitzerin einer Reihe fünfprozentiger Teilschuldverschreibungen des vormaligen Lothringer Hütten- und Bergwerks-Vereins A.-G., deren Rechtsnachfolgerin die Bekl. ist, gegen letztere auf Feststellung geklagt, daß »ihr — der Kl. — die im AufwG. als Altbesitzer zugebilligten Rechte zustehen« bezüglich hundert vom Nov. 1917 datierter Schuldverschreibungen. Sie hat in der Klage angegeben, die Bekl. habe anerkannt, daß der Kl. Rechte gemäß dem AufwG. als Neubesitzer zuständen, habe jedoch die Eigenschaft dieser Schuldverschreibungen als Altbesitz bestritten. Sie — die Kl. — habe aber die Schuldverschreibungen vor dem 1. Juli 1920 erworben und ihre Altbesitzrechte rechtzeitig bei der Bekl. angemeldet. Das Anerkenntnis findet die Kl. in einem an den Chef des Büros der französischen Republik gerichteten Schreiben der Bekl. v. 8. Juni 1926, in dem die Anmeldung der Schuldverschreibungen als Altbesitz wegen angeblich zu spät erfolgter Anmeldung und nicht ausreichend begründeten Besitzes zurückgewiesen wird, letzteres weil kein rechtsgeschäftlicher Erwerb gem. § 37 AEG. vorliege und sich deshalb die Aufwertungsansprüche auf Grund Altbesitzes nicht aus den Urkunden selbst ergäben. Es heißt dann in dem Schreiben wörtlich: »Die durch Gesetz vorgesehene Aufwertung der in den Urkunden verbrieften Schuldsummen erkennen wir also an. Dagegen lehnen wir die außerhalb der Urkunden gewissen Obligationären zu gewährenden Ansprüche Ihnen gegenüber wegen des oben erwähnten rechtsgeschäftlichen Mangels Ihres Besitztitels ab.«

1) s. auch Entscheidung vom gleichen Tage unten zu 2 und Anmerkung dazu.

Die Bekl. hat die Abweisung der Klage beantragt und die im Schriftsatz v. 27. Nov. 1926 enthaltene Widerklage dahin erhoben: festzustellen, daß die Bekl. überhaupt nicht verpflichtet sei, die oben bezeichneten hundert Teilschuldverschreibungen aufzuwerten. Sie hat zur Begründung ihrer Klageabweisungsbitte auf die im Schreiben v. 8. Juni 1926 dargelegten Mängel der Anmeldung und des rechtsgeschäftlichen Erwerbs hingewiesen und auch geltend gemacht, daß das für ihren früheren Sitz Nilvingen in Lothringen geltende französische Recht anzuwenden sei und dieses eine Aufwertung nicht kenne, daß demgemäß auch der das angebliche Anerkenntnis enthaltende Satz des Schreibens vom 8. Juni 1926 hinfällig sei.

Die Bekl. hat dann im Schriftsatz v. 15. Dez. 1926 den ferneren Widerklageantrag gestellt, die Kl. zur Herausgabe der hundert Schuldverschreibungen ohne Gegenleistung zu verurteilen. Diesen Antrag hat sie der Kl. am 16. Dez. 1926 zugestellt. Bei den Akten befindet sich ferner der Antrag der Kl., auch diese Widerklage als unzulässig abzuweisen. Ehe es zu streitiger Verhandlung vor der ZK. kam, hat der preußische Ministerpräsident den Rechtsweg bezüglich der Widerklage für unzulässig erklärt und den Kompetenzkonflikt erhoben, weil sich die Kl. insoweit der deutschen Gerichtsbarkeit nicht unterworfen habe. Der MinPräs. ist vom Eingang des Schriftsatzes, und die Prozeßbevollmächtigten sind von der Erhebung des Kompetenzkonfliktes benachrichtigt, haben aber Erklärungen zu demselben gem. § 9 VO. v. 1. Aug. 1879 nicht mehr eingereicht.

Bezüglich der Klage ist der Rechtsstreit vor dem ordentlichen Gericht fortgesetzt worden. Die Widerklage hat die Bekl. bezüglich des Antrags v. 15. Dez. 1926 in einem Schriftsatz v. 18. Juni 1927 zurückgenommen und die Zustellung dieser Rücknahmeschrift als am gleichen Tage erfolgt nachgewiesen. Bei der Verhandlung der Klage hat die Kl. den Standpunkt eingenommen, daß sie das deutsche Gericht nur angerufen habe auf Grund des Anerkenntnisses der Bekl. im Schreiben v. 8. Juni 1926 und lediglich zur Beurteilung der Frage, ob auf Grund dieses Anerkenntnisses ihr — der Kl. — ein Anspruch auf die Rechte als Altbesitzerin zustehe. Im übrigen, namentlich für die Frage, ob überhaupt noch eine Verpflichtung aus den Schuldverschreibungen ihr gegenüber bestehe, sei das Deutsch-Franz. GemSchG. zuständig. Die Bekl. dagegen hat sich auf den Standpunkt gestellt, daß sich die Frage des Bestehens eines Aufwertungsanspruchs überhaupt von der Frage des beanspruchten Altbesitzrechtes nicht trennen lasse und die Kl. sich durch Erhebung der Klage der deutschen Gerichtsbarkeit auch für die Widerklage unterworfen habe. Sachlich hat die Bekl. geltend gemacht, daß ein wirksames Anerkenntnis auch der Neubesitzrechte überhaupt nicht vorliege, daß vielmehr die Schuldverschreibungen von dem Liquidator des deutschen Vermögens eingelöst und dadurch in die Hand der Kl. gelangt seien, daß aber die Schuld aus ihnen durch die Einlösung erloschen sei.

Das LG. hat schließlich die Klage abgewiesen, weil nach der Aus-

legung, welche die Kl. selbst über ihre Absichten bei der Klageerhebung und den Umfang ihres Willens zur Unterwerfung unter die deutsche Gerichtsbarkeit gegeben habe, eine solche Unterwerfung für die Frage des Bestehens von Gläubigerrechten überhaupt trotz Fehlens einer ausdrücklichen Einschränkung in der Klage selbst nicht vorliege. Der Rechtsweg sei also unzulässig, denn ohne Entscheidung über diese nach der nunmehrigen Einlassung der Bekl. erhebliche Frage könne über die Klage selbst nicht befunden werden.

Dieses Urteil ist am 14. Juli 1927 von der Kl. der Bekl. zugestellt und ein Rechtsmittel unstreitig nicht eingelegt.

Die Vorschriften der VO. v. 1. Aug. 1879 über die Erhebung des Kompetenzkonflikts sind erfüllt. Der preußische MinPräs. ist eine zur Erhebung des Kompetenzkonflikts befugte Zentralbehörde. Die Wahrnehmung der Rechte des Staatsministeriums durch den MinPräs. hat der Gerichtshof auch in früheren Fällen nicht beanstandet. (Entsch. v. 12. März 1921 und 20. März 1922 PrL. 2758 und 2793). Auch die Befugnis des preuß. Staatsministeriums zur Wahrnehmung der Rechte des Ministers der auswärtigen Angelegenheiten hat der Gerichtshof bereits in längeren Entsch. an der Hand des Staatsministerialbeschlusses v. 19. April 1919 geprüft und bejaht (Entsch. v. 29. Mai 1920 PrL. 2714 und 2723 JW. 1921, 773 und 734). Daran ist festzuhalten.

Unbedenklich muß zunächst der Kompetenzkonflikt nicht nur auf den ersten Widerklageantrag, sondern auch auf den nachträglich gestellten v. 15. Dez. 1926, der durch Zustellung rechtshängig geworden ist, bezogen werden. Die Rechtshängigkeit bestand bereits zur Zeit der Erhebung des Kompetenzkonflikts; dem MinPräs. war der Antrag übrigens auch bekannt. Der Kompetenzkonflikt hat sich insoweit auch nicht etwa durch den Rücknahmeschriftsatz v. 18. Juni 1927 erledigt. Dieser Schriftsatz ist erst zu einer Zeit, als der Rechtsstreit durch Erhebung des Kompetenzkonfliktes bereits unterbrochen war (§ 7 VO. v. 1. Aug. 1879 i. Verb. m. dem jetzigen § 249 ZPO.) ergangen. Die Zurücknahme war deshalb der Kl. gegenüber ohne rechtliche Wirkung, wie der Gerichtshof bereits in einem früheren Falle (PrL. 2909) bezüglich einer Klagerücknahme festgestellt hat.

Sachlich ist entsprechend den Grundsätzen des Völkerrechts und der Rechtsübung des KompGH. davon auszugehen, daß ein Staat der Gerichtsbarkeit eines anderen Staates nicht untersteht und — abgesehen von gewissen, hier nicht in Betracht kommenden Fällen — davon nur dann eine Ausnahme gilt, wenn der auswärtige Staat sich den beantragten gerichtlichen Maßnahmen der einheimischen Gerichte freiwillig unterworfen hat. Es ist also zu untersuchen, ob sich die Kl. für Widerklageansprüche der deutschen Gerichtsbarkeit unterworfen hat.

Die Bekl. will eine solche freiwillige Unterwerfung bereits aus der Tatsache der Erhebung der Klage folgern. Sie meint in erster Linie, aus der Klageerhebung ergebe sich schon nach verfahrensrechtlichen Grundsätzen, daß sich der Kl. dem angegangenen Gericht bezüglich aller Verteidigungsmittel des Gegners, also auch jeder nach §§ 33, 280

ZPO. zulässigen Widerklage unterwerfe. Dem kann nicht beigetreten werden, und etwas Derartiges entspricht auch nicht der Rspr. des RG., ist insbesondere nicht aus den dafür angeführten Entscheidungen RG. 111, 149 (JW. 1926, 373) und 375 (JW. 1926, 366) zu entnehmen. Der Gerichtshof selbst hat es stets als Frage des Einzelfalles und der Auslegung betrachtet, wieweit eine Unterwerfung unter die fremde Gerichtsbarkeit habe ausgesprochen werden sollen, und hat in wiederholten Entsch., wie für die Klage und die Zwangsvollstreckung, so auch für die Widerklage, die gesonderte Erhebung des Kompetenzkonfliktes für zulässig gehalten (vgl. Stölzel, Rechtsweg und Kompetenzkonflikt S. 350 zu 2, sowie PrL. 1572: JW. 1870, 297; PrL. 3621: DJZ. 1910 808 und PrL. 2895: JW. 1926, 2321 Ziff. 2).

Dabei ist bei der Auslegung einer Klage für die Frage der Unterwerfung unter die Gerichtsbarkeit bezüglich der Widerklage zu beachten, daß zwar die Widerklageansprüche ihr eigenes Schicksal haben und für sich gesondert zu prüfen sind, daß aber die eigentliche Verteidigung gegen den Klageangriff nicht beeinträchtigt werden darf.

Von diesem Standpunkt ist es zunächst als rechtsirrig zu bezeichnen, wenn die Kl. meint, durch die Rechtskraft des die Klage wegen Unzulässigkeit des Rechtsweges abweichenden Urteils sei diese Unzulässigkeit auch für die Widerklage rechtskräftig ausgesprochen. Klage und Widerklage stellen rechtlich und tatsächlich verschiedene Ansprüche dar. Deshalb schafft die Entsch. über die Klage weder sachlich noch verfahrensrechtlich eine Rechtskraft ihrer Elemente für die Widerklage.

Sodann ist aber andererseits zu betonen, daß es selbstverständlich nicht angängig ist, das über die Klage entscheidende Gericht von der Prüfung derjenigen Inzidentfragen auszuschließen, die für die Entsch. über den Klageanspruch notwendigerweise maßgebend sind, und daß es auch nicht zulässig wäre, wenn der Kl. das Gericht mit Anweisungen darüber versehen wollte, von welchen rechtlichen Voraussetzungen es bei Entsch. der Klage ausgehen solle. Deshalb ist in den Regelfällen weiter davon auszugehen, daß ein als Kl. vor deutschen Gerichten auftretender fremder Staat sich diesen auch für die Entsch. aller derjenigen Fragen habe unterwerfen wollen, die bei Prüfung des Klageanspruchs zu entscheiden sind. Nun ist, wenn mit einer Klage die Feststellung einer Verpflichtung zur Aufwertung von Schuldverschreibungen als Altbesitz erbeten wird, naturgemäß zu prüfen, ob überhaupt ihre Aufwertung verlangt werden kann. An dieser Prüfung kann das Gericht, wenn es über die Klage entscheiden soll, nicht gehindert werden, und es kann nicht daran gebunden werden, davon auszugehen, daß der Kl. ein Aufwertungsanspruch mindestens im Rahmen der Neubesitzrechte zustehe. Man könnte deshalb meinen, daß die Kl. es sich hier gefallen lassen müsse, wenn man aus der Erhebung der Klage auch die Absicht der Unterwerfung unter die deutsche Gerichtsbarkeit für den ersten Widerklageantrag folgert. Es ist auch selbstverständlich, daß sich

die Kl. nicht nachträglich dieser Gerichtsbarkeit entziehen könnte, wenn sie sich eines Besseren besänne. Nur dann muß man ausnahmsweise eine andere Ansicht vertreten, wenn ausreichende Anhaltspunkte dafür vorliegen, daß die Kl. sich von vornherein für das Ziel dieses Widerklageantrags der deutschen Gerichtsbarkeit nicht hat unterwerfen wollen, und daß die nachträgliche Geltendmachung dieses Standpunktes nicht gegen die Grundsätze von Treu und Glauben im Rechtsverkehr verstößt.

Dieser Ausnahmefall aber ist hier gegeben. Schon in der Klageschrift hat die Kl. ausdrücklich darauf hingewiesen, daß die Bekl. ihre Neubesitzrechte bereits anerkannt habe, und sie hat dafür eine durchaus beachtliche tatsächliche Grundlage in dem Schreiben der Bekl. v. 8. Juni 1926 beigebracht. Es muß deshalb der Kl. geglaubt werden, wenn sie jetzt vorträgt, sie habe das Gericht nur zur Beantwortung der Frage angerufen, ob sie auf Grund des gegnerischen Anerkenntnisses Anspruch auf Altbesitzrechte habe. Es ist zwar nicht recht ersichtlich, wie ein Anerkenntnis von Neubesitzrechten den Anspruch auf Altbesitzrechte begründen könnte. Die Kl. will aber durch den Hinweis auf das Anerkenntnis nur sagen, sie habe bei Erhebung der Klage von vornherein damit rechnen können, daß nach der zu erwartenden Einlassung der Bekl. die Frage, ob überhaupt die Schuldverschreibungen aufzuwerten seien, erledigt sei und keiner Entsch. durch das deutsche Gericht mehr bedürfe. Ihre Klageerhebung sei daher in diesem Ausnahmefall nicht dahin auszulegen, daß sie sich auch für die mit der Widerklage zu erhebenden Ansprüche dem angegangenen deutschen Gericht habe unterwerfen wollen. Diese Ausführungen muß man als begründet anerkennen. Es liegt hiernach weder ein Widerspruch zwischen der Klageerhebung vor, noch verstößt ihr Verhalten gegen Treu und Glauben. Das würde nur dann der Fall sein, wenn sie im Verfahren über die Klage einen anderen sachlichen Standpunkt eingenommen hätte. Das hat sie aber nicht getan; sie hat vielmehr, als die Bekl. das Vorliegen eines wirksamen Anerkenntnisses der Verpflichtung zur Aufwertung als Neubesitz bestritt und damit die Notwendigkeit einer Entscheidung über die Aufwertbarkeit überhaupt erkennbar wurde, der Zulässigkeit dieser Entscheidung durch das deutsche Gericht widersprochen. Dadurch ist freilich auch erkennbar geworden, daß eine ausreichende Unterwerfung unter die deutsche Gerichtsbarkeit trotz Erhebung der Klage vor dem deutschen Gericht gar nicht vorlag, und das rechtskräftig gewordene Urteil des LG. hat daraus auch die danach gebotene Folgerung gezogen und die Klage wegen Unzulässigkeit des Rechtsweges abgewiesen. Das beweist, daß die Verteidigung der Bekl. gegen die Klage durch die Unzulässigkeitserklärung der Widerklage nicht beschränkt worden ist. Ist hiernach eine wirksame Unterwerfung der Kl. für den ursprünglichen Widerklageantrag nicht erfolgt, so ist das noch viel weniger bezüglich des nachträglichen der Fall, denn für den Leistungsanspruch auf Herausgabe der Schuldverschreibungen, die in seiner Tragweite noch über den ursprünglichen Feststellungsanspruch hinaus-

geht, fehlt es demgemäß vollends an jedem Anhalt für einen dahin gehenden Unterwerfungswillen.

Hiernach war, ohne daß zu der Frage, ob das GemSchG. zuständig ist, Stellung zu nehmen wäre, der Rechtsweg für die allein noch anhängigen Widerklageansprüche für unzulässig und der erhobene Kompetenzkonflikt für begründet zu erklären.

* * *

2) 10. März 1928 (Pr. L. 2934.28). (Zeitschrift für Ostrecht 1929 S. 1212 ff.)[1])

Unterwerfung eines Staates unter fremde Gerichtsbarkeit — Ausländische Hoheitszeichen.

1. Der Präsident des Preußischen Staatsministeriums ist in einer die Beziehungen zu auswärtigen Mächten betreffenden Angelegenheit zur Erhebung des Kompetenzkonfliktes befugt.

2. Nach einem feststehenden Grundsatz des Völkerrechts ist ein ausländischer Staat in Privatrechtsstreitigkeiten regelmäßig der Gerichtsbarkeit der inländischen Gerichte nicht unterworfen. Diese Regel gilt nicht, wenn der ausländische Staat sich der inländischen Gerichtsbarkeit freiwillig unterwirft oder im Immobiliarprozeß belangt wird.

3. Eine freiwillige Unterwerfung des polnischen Staates unter die deutsche Gerichtsbarkeit ist in dem Abschluß eines Mietvertrages allein noch nicht zu erblicken.

4. Die Anbringung eines Hoheitszeichens an dem Amtslokal seines Konsuls stellt einen Hoheitsakt des ausländischen Staates dar. Bezüglich eines solchen kann der ausländische Staat der inländischen Gerichtsbarkeit in keinem Falle unterworfen sein.

Die Klägerin hat am 7. Juni 1926 bei dem Amtsgericht in Stettin eine Klage gegen den Polnischen Staat eingereicht, in der sie vorgetragen hat: Sie sei Eigentümerin des Hauses Augustastr. 15/17, des sog. Pommernhauses, in Stettin. In diesem Hause habe die Firma Stettiner Kohlen- und Schiffskontor G. m. b. H. einige Räume gemietet und sie mit ihrer, der Klägerin, Genehmigung an den Polnischen Staat zur Unterbringung der Polnischen Konsular-Agentur untervermietet. Für die Anbringung von Firmenschildern usw. ihrer Mieter habe sie zwei Flächen rechts und links des Portals I vorgesehen. Dort habe sie besondere Schilderrahmen anbringen lassen, damit die Schilder der Mieter in einheitlicher Weise angebracht würden und nicht die Außenfront verunzierten. Sie habe demgemäß auch dem Polnischen Staat gestattet, an dieser Stelle seine Schilder anzubringen. Dieser habe aber gegen ihren Willen eigenmächtig an ganz anderer Stelle,

[1]) Vgl. auch Ztschr. f. Völkerr. 1929 S. 271 ff. Vgl. ferner Entscheidung vom gleichen Tage oben zu 1).

nämlich oberhalb der Haustüre, ein rundes Blechschild mit seinem Hoheitszeichen angebracht. Ihr Ersuchen um Beseitigung des Schildes und Wiederherstellung der Hauswand habe er abgelehnt. Deshalb sei Klage geboten. . . .

Diese Klage ist der polnischen Regierung nicht zugestellt worden, weil das Auswärtige Amt es abgelehnt hat, sie und die Ladung dieser zu übermitteln. Doch ist die Zustellung der Klage am 8. März 1927 an den Polnischen Vizekonsul in Stettin erfolgt.

Ehe eine mündliche Verhandlung stattgefunden hat, hat der Preußische Ministerpräsident durch eine am 24. Juni 1927 bei dem Amtsgericht in Stettin eingegangene Erklärung vom 21. Juni 1927 den Kompetenzkonflikt erhoben mit der Begründung, die Klage widerspreche einem feststehenden Grundsatze des Völkerrechts. . . . Gegenstand des Rechtsstreits bilde die völkerrechtliche Frage der Ausübung von Hoheitsakten, für deren Austragung der Rechtsweg unzulässig sei. . . .

Die Klägerin hat sich innerhalb eines Monats seit Zustellung dahin geäußert: Durch den Abschluß des Mietsvertrags unterwerfe sich der auswärtige Staat der deutschen Gerichtsbarkeit. Vorliegend sei der Polnische Staat in den Mietvertrag eingetreten, den das Stettiner Kohlen- und Schiffahrtskontor mit ihr, der Klägerin, abgeschlossen gehabt habe. . . .

Die Vorschriften der Verordnung betreffend die Kompetenzkonflikte zwischen den Gerichten und Verwaltungsbehörden vom 1. August 1879 (Gesetzsamml. S. 573) über das Verfahren sind beobachtet. Der Präsident des Preußischen Staatsministeriums ist zur Erhebung des Kompetenzkonfliktes für befugt zu erachten, da ihm durch den Beschluß des Staatsministeriums vom 19. April 1919 die Bearbeitung der auswärtigen Angelegenheiten Preußens übertragen worden ist. . . .

Sachlich ist der Kompetenzkonflikt begründet. Nach einem feststehenden Grundsatz des Völkerrechts ist ein ausländischer Staat in Privatrechtsstreitigkeiten regelmäßig der Gerichtsbarkeit der inländischen Gerichte nicht unterworfen und tritt diese Regel nur dann außer Wirksamkeit, wenn der ausländische Staat sich der inländischen Gerichtsbarkeit freiwillig unterwirft oder im Immobiliarprozesse belangt wird. Dieser Grundsatz wird auch in der Rechtsprechung des Reichsgerichts (vgl. RGZ. Bd. 22, S. 29; Bd. 62, S. 165; Bd. 103, S. 277; Bd. 110, S. 315; Recht 1921 Nr. 2465) und der des Gerichtshofs zur Entscheidung der Kompetenzkonflikte (vgl. JW. 1921 S. 773, 1480, 1481, 1485; 1924 S. 1389; 1926 S. 402) festgehalten. Er gilt auch für Polen, da das Deutsche Reich in Art. 87 des Versailler Friedensvertrages die völlige Unabhängigkeit Polens anerkannt hat.

Die Klage ist in erster Linie darauf gestützt, daß der Polnische Staat durch Anbringung des Blechschildes mit seinem Hoheitszeichen an ihrem Hause Augustastr. 15/17 in Stettin die Klägerin in ihrem Besitze dieses Hauses gestört habe. Sie ist also als Klage auf Beseitigung einer Besitzstörung aus § 862 BGB. gedacht. Sie läßt sich auch als

Eigentumsstörungsklage aus § 1004 a. a. O. auffassen. Es handelt sich also insoweit um eine ein inländisches Grundstück der Klägerin betreffende dingliche Klage, für die der Gerichtsstand der belegenen Sache nach § 24 ZPO. gegeben ist. Ob dies ausreicht, um einen Immobiliarprozeß im Sinne des vorerwähnten völkerrechtlichen Grundsatzes als vorhanden anzunehmen, oder ob ein Immobiliarprozeß in diesem Sinne vielmehr nur dann vorliegt, wenn ein im Inlande belegenes Grundstück des *ausländischen Staates* in Frage steht und dieser in seiner Eigenschaft als Eigentümer dieses Grundstücks mit der Klage in Anspruch genommen wird, kann dahingestellt bleiben. Denn die zugelassene Ausnahme von der Regel kann vorliegend deshalb nicht Platz greifen, weil die Klage auf Beseitigung eines Schildes mit dem *Hoheitszeichen* des Polnischen Staates gerichtet ist. Die Anbringung eines Hoheitszeichens des ausländischen Staates stellt sich als Hoheitsakt desselben dar, und bezüglich eines solchen kann der ausländische Staat der inländischen Gerichtsbarkeit in keinem Falle unterstellt werden. Die im internationalen Verkehre anerkannte Unabhängigkeit und Gleichheit der souveränen Staaten läßt die Unterwerfung unter die Gerichtsbarkeit eines anderen Staates wegen Hoheitsakten nicht zu. Aus demselben Grunde ist der Rechtsweg auch unzulässig, soweit die Klage auf unerlaubte Handlung (Sachbeschädigung) gestützt ist. . . .

Eine freiwillige Unterwerfung des Polnischen Staates unter die deutsche Gerichtsbarkeit würde in dem Abschlusse des Mietvertrags nicht zu erblicken sein. Weitere Tatsachen, aus denen eine solche Unterwerfung entnommen werden könnte, hat die Klägerin aber nicht vorgebracht. . . .

Anmerkung: Dem Urteil wird im Ergebnis beizupflichten sein. I. Zur Begründung seiner Zuständigkeit hatte das Gericht zunächst folgende Fragen zu prüfen:

1. Ist der preußische Ministerpräsident im vorliegenden Falle eine zur Erhebung des Konflikts berufene Behörde im Sinne der Verordnung vom 1. August 1879?

2. Ist der Kompetenzgerichtshof nur dann zur Entscheidung berufen, wenn ein wirklicher Zuständigkeitsstreit zwischen den Gerichten und Verwaltungsbehörden besteht oder auch, wenn, wie hier, die Verwaltungsbehörde lediglich den Rechtsweg für unzulässig hält, ohne selbst eine eigene Zuständigkeit in Anspruch zu nehmen.

3. Handelt es sich um einen anhängigen Rechtsstreit?

Das Gericht hat ausdrücklich nur zu der ersten Frage Stellung genommen und sie unter Bezugnahme auf seine ständige bisherige Praxis mit Recht bejaht.

Der preußische Ministerpräsident tritt in diesen Fällen für das gesamte Ministerium auf, auf das gemäß Staatsministerialbeschluß vom 19. April 1919 die Bearbeitung der dem früheren preußischen Ministerium des Auswärtigen zustehenden Angelegenheiten übergegangen ist. Zu dem Wirkungskreis des letzteren, das während des

Kaiserreichs mit dem Auswärtigen Amt des Deutschen Reiches dergestalt verbunden war, daß der Reichskanzler als oberster Chef des Auswärtigen Amtes notwendig gleichzeitig Preußischer Minister der auswärtigen Angelegenheiten und der Reichsstaatssekretär des Äußeren auch in dieser zweiten Eigenschaft sein ständiger Vertreter war, gehörten gemäß der preußischen Verordnung vom 27. Oktober 1810 alle Gegenstände, die die Verhältnisse mit fremden Mächten und die Verhandlungen mit auswärtigen Regierungen betrafen, ein Wirkungskreis, der nach der beifallswerten Rechtsprechung des Kompetenzgerichtshofes (vgl. Urteil vom 24. Januar 1882 in Niem. Ztschr. 16, S. 771 und vom 14. Juni 1882 ebenda 13, S. 399) durch die Eingliederung Preußens in das Deutsche Reich nur soweit eingeengt wurde, als selbständige Verhandlungen mit fremden Mächten nunmehr ausgeschlossen waren. Preußen wie den übrigen Bundesstaaten verblieb jedoch auf dem Gebiet der auswärtigen Angelegenheiten eine vorbereitende und vorbeugende Tätigkeit (vgl. hierzu auch das Urteil des Bayrischen Kompetenzgerichtshofs in Hirths Annalen, 1885, S. 325 ff.). Auch das Ressort des preußischen Ministers für auswärtige Angelegenheiten wurde somit durch die Einleitung gerichtlicher Verfahren gegen fremde Staaten vor preußischen Gerichten berührt; er war ja nach der preußischen Gesetzgebung über den Kompetenzgerichtshof allein in der Lage, die daraus etwa entstehenden außenpolitischen Schwierigkeiten durch Erhebung des Konflikts hintanzuhalten. Mit Recht hat daher der Kompetenzgerichtshof in diesen Fällen die Erhebung des Konflikts durch den preußischen Minister des Auswärtigen zugelassen (vgl. die oben zitierten Entscheidungen) und an dieser Stellungnahme auch nach Inkrafttreten der neuen Reichsverfassung festgehalten, die die Rechtslage in dieser Beziehung nicht wesentlich verändert hat (vgl. die Urteile des Kompetenzgerichtshofes vom 25. Mai und 13. November 1920 in JW. 1921 S. 773 und 1478 ff., ferner die Urteile vom 10. März 1928 in Ztschr. f. deutschen Zivilprozeß 1929, S. 317). Die mit der Staatsumwälzung verbundene Trennung des preußischen Ministeriums für auswärtige Angelegenheiten vom Auswärtigen Amte hat lediglich eine Verschiebung der äußeren Zuständigkeiten insofern zur Folge gehabt, als nunmehr der preußische Ministerpräsident und nicht mehr der Staatssekretär des Äußeren bzw. der Reichsaußenminister zur Erhebung des Konflikts berufen ist.

Eine weitere Frage ist die, ob es zur Aktiv-Legitimation des preußischen Ministerpräsidenten ausreicht, daß sein Ressort durch Fälle der vorliegenden Art »berührt wird«, oder ob nicht die Verordnung vom 1. August 1879 einen Streit zwischen zwei Behörden, von denen jede die *Entscheidung* der Angelegenheit beansprucht, zur Voraussetzung der Konfliktserhebung gemacht hat, eine Bedingung, die der preußische Ministerpräsident infolge der den Ländern durch Art. 78 RV. auf dem Gebiet der auswärtigen Angelegenheiten gezogenen Grenzen niemals erfüllen könnte.

Auch in diesem Punkte wird man sich der Stellungnahme des

preußischen Kompetenzgerichtshofes anschließen können, der in ständiger Rechtsprechung den Standpunkt vertreten hat, daß ein Kompetenzkonflikt stets dann vorliegt, »wenn ein Streit darüber besteht, ob eine bei den Gerichten anhängig gewordene Rechtsangelegenheit der richterlichen Kognition unterliegt oder bei Administrativbehörden zur Erledigung zu bringen ist«. (So bereits Urteil vom 14. Januar 1882 in Niem. Ztschr. 16, S. 272; in demselben Sinne Urteil v. 4. Juni 1902 ebenda 13, S. 399; v. 25. Juni 1910 in DJZ. 1910, S. 808 und die oben angeführten Urteile in JW. 1921, S. 773 und 1478 ff.; ferner das Urteil des Bayrischen Kompetenzgerichtshofs a. a. O., dessen Zuständigkeit in dem bayrischen Gesetz vom 18. August 1879 ebenso wie die des preußischen Kompetenzgerichtshofes umgrenzt ist.)

Diese in neuester Zeit besonders von Pagenstecher (Jur. Rundschau 1929, S. 218) bekämpfte Ansicht ist einmal mit dem Wortlaut der Verordnung vom 1. August 1879 durchaus vereinbar — sie sieht im § 5 Abs. 2 ja selbst einen Fall vor, in dem die Verwaltungsbehörden zum Eingriff berufen sind, um *dritten* Stellen eine Entscheidung zu ermöglichen — und wird auch dem der Institution des Konfliktsverfahrens zugrunde liegenden Gedanken, eine Abgrenzung der aus der Staatshoheit fließenden Tätigkeiten der richtenden und verwaltenden Behörden vorzunehmen, am ehesten gerecht. Die den Konflikt erhebende Verwaltungsbehörde muß, um ihre Aktiv-Legitimation im Konfliktsverfahren zu begründen, lediglich eine solche eigene Zuständigkeit in Anspruch nehmen können, die diejenige der Gerichte in irgend einer Form ausschließt. Gleichgültig dagegen ist es, ob sie selbst zur Entscheidung im engeren Sinne oder nur zu einer irgendwie gearteten anderweiten Erledigung, die auch in der Weiterleitung an eine andere Behörde bestehen kann, berufen ist.

Die Beantwortung der Frage, ob es sich im vorliegenden Falle um einen »anhängigen« Rechtsstreit handelt, wird davon abhängen, ob man die Klagezustellung, die nicht an den beklagten polnischen Staat, sondern nur an den polnischen Vizekonsul in Stettin erfolgt ist, als ausreichend ansieht, um die Wirkungen der Rechtshängigkeit im Sinne der §§ 263 Abs. 1 ZPO., 4 VO. vom 1. August 1879 zu begründen. Der polnische Vizekonsul in Stettin ist zwar im Klagerubrum als Vertreter des polnischen Staates aufgeführt, ob aber ein gültiges Vertretungsverhältnis, das in dieser Form im völkerrechtlichen Verkehr zum mindesten nicht üblich ist, besteht, kann sehr zweifelhaft sein und keinesfalls ohne nähere Prüfung angenommen werden. Obwohl für die Begründung des Prozeßverhältnisses zwischen Klägerin und Beklagtem die ordnungsmäßige Zustellung an den Beklagten oder dessen legitimierten Vertreter Voraussetzung ist, kann diese Frage jedoch dahingestellt bleiben, da die Rechtsprechung mit Recht auf dem Standpunkt steht, daß mit Rücksicht darauf, daß die Erfordernisse der ordnungsmäßigen Klagezustellung lediglich zum Schutze des Beklagten aufgestellt sind und durch Nachholung, Verzicht oder Verlust des Rügerechts gemäß § 295 ZPO. mit rückwirkender Kraft geheilt werden können, auch die Zustellung

an den falsus procurator das Prozeßverhältnis mit dem Beklagten begründet, wenn die Klageschrift inhaltlich den Voraussetzungen des § 253 ZPO. entspricht und in einer Weise zugestellt ist, die für die Mängel der Klageerhebung eine Heilungsmöglichkeit zuläßt. (Vgl. OLG. Köln in JW 1924 S. 105; RGZ. 90, 87; Urteil des Kompetenzgerichtshofs vom 29. Mai 1920 in JW. 1921, S. 774; Stein-Jonas, Kommentar zur Zivilprozeßordnung 1928 zu § 263, II, 1.) Beides ist hier der Fall, der Rechtsstreit infolgedessen im Sinne der Verordnung vom 1. August 1879 rechtshängig geworden.

II. In der Sache selbst handelt es sich um die Frage, ob der vom Deutschen Reich anerkannte polnische Staat der deutschen Gerichtsbarkeit unterworfen ist.

Der Kompetenzgerichtshof ist entsprechend seiner ständigen Praxis (vgl. die beiden Urteile vom 29. Mai 1920 in JW. 1921, S. 773 ff., Urteile vom 29. November und 4. Dezember 1920 in JW. 1921, S. 1478 ff. und vom 10. März 1928 in Ztschr. f. dt. Ziv. Pr. 1929, S. 317 ff.) davon ausgegangen, daß eine Gerichtsbarkeit über fremde Staaten nur besteht, wenn der fremde Staat sich ihr unterworfen hat oder im Immobiliarprozeß belangt wird. Dieser auch im Schrifttum herrschenden und in der Praxis der französischen, englischen, belgischen und österreichischen Gerichte zum Ausdruck gelangten Meinung (Angaben s. Niem. Ztschr. 16, S. 237 und JW. 21, S. 1479 Anm. 6) ist beizutreten.

Nicht zu billigen ist jedoch die Ansicht des Gerichts, daß mit Rücksicht auf die Natur des hier der gerichtlichen Beurteilung unterliegenden Aktes nach einer etwaigen Unterwerfung des polnischen Staates unter die deutsche Gerichtsbarkeit nicht gefragt zu werden brauche. Die dafür gegebene Begründung, die Anbringung von Hoheitszeichen des polnischen Staates stelle einen Hoheitsakt dar und eine Unterwerfung hinsichtlich von Hoheitsakten sei auf jeden Fall ausgeschlossen, erscheint nicht stichhaltig.

Es handelt sich um das Auftreten eines polnischen Konsuls. Die Beantwortung der Frage ist also in erster Linie aus dem zwischen Deutschland und Polen geltenden Konsularrecht zu entnehmen. Die Stellung der polnischen Konsuln in Deutschland beruht auf Art. 279 des Versailler Vertrages, nach dem Deutschland sich verpflichtet, die Konsuln der alliierten und assoziierten Mächte nach Maßgabe der »üblichen Regeln und Gebräuche« zur Ausübung ihrer Tätigkeit zuzulassen. Es sind also die Regeln des allgemeinen Völkerrechts heranzuziehen.

Die Konsuln sind wie die diplomatischen Vertreter Personen, die einen möglichst reibungslosen Verkehr zwischen den verschiedenen Staaten gewährleisten sollen (vgl. Barbuits Case bei Stowell, Consular Cases, Washington 1909, S. 53), und die Staaten haben die Wichtigkeit dieser Aufgaben dadurch anerkannt, daß sie den mit ihrer Erledigung betrauten Personen besondere Privilegien eingeräumt haben mit dem Ziel, den Konsul in seiner Amtsausübung vor allen Einflüssen und Eingriffen des Empfangsstaates zu schützen, da er nur dann zur ordnungsmäßigen

Erfüllung seiner Aufgaben in der Lage ist. (Vgl. Vattel Bd. 2, Kap. 2, S. 34 und Court of Kings's Bench bei Stowell a. a. O. S. 429.)

Wenn nun der polnische Konsul in Ausübung eines den Konsuln in zahlreichen Konsularverträgen zugesicherten und auch nach allgemeinen Völkerrecht zustehenden Privilegs (vgl. Zorn, Konsularrecht, Stuttgart 1920, S. 97) die Hoheitszeichen seines Landes an seiner Dienstwohnung anbringt, so nimmt er damit einen Akt vor, zu dem er nur kraft seines Amtes befugt ist, und kann für diese Amtshandlung in Verfolg des oben angedeuteten allgemeinen, in der Privilegierung der ausländischen Vertreter zum Ausdruck gelangten völkerrechtlichen Grundsatzes denselben Schutz vor Einwirkungen des Empfangsstaates wie für seine übrigen amtlichen Handlungen in Anspruch nehmen. Dieser Schutz darf nicht dadurch illusorisch gemacht werden, daß die Gerichte des Empfangsstaates in die Lage versetzt werden, über amtliche Handlungen der Konsuln zu urteilen [2]).

Das muß auch dann gelten, wenn sich die Handlung des Konsuls ohne weiteres als Völkerrechtsverletzung darstellt, wie dies hier der Fall ist. Der Konsul darf seine Amtshandlungen nur im Rahmen des Landesrechts des Empfangsstaates ausüben; dabei ist es gleichgültig, ob er durch seine Handlungen gegen eine Gesetzesbestimmung verstößt oder gegen eine vertraglich vom Entsendestaat gültig übernommene Verpflichtung, die als lex inter partes gleichfalls Bestandteil der inländischen Rechtsordnung geworden ist.

Es ist aber nicht einzusehen, aus welchem Grunde der Entsendestaat des Konsuls sich nicht bezüglich der Amtshandlungen desselben der Gerichtsbarkeit des Empfangsstaates soll unterwerfen können. Er ist derjenige, der allein Umfang und Art des Verkehrs mit dem Empfangsstaat, allerdings üblicherweise nach den allgemeinen Gepflogenheiten des Völkerrechts, regelt. Seiner Beurteilung muß es daher überlassen sein, ob er es als eine Gefährdung des Verkehrs ansieht, wenn Überschreitungen der Amtsbefugnisse seiner auswärtigen Vertreter der Entscheidung der Gerichte des Empfangsstaates unterbreitet werden können.

Im Gegensatz zu seinem konsularischen Vertreter, der dazu besonderer Vollmacht bedürfte, kann daher der Entsendestaat sehr wohl auf die seinen Konsuln nach allgemeinen Regeln zustehenden Privilegen, die ja nur im Interesse eines reibungslosen zwischenstaatlichen Verkehrs

[2]) Dieser Gedanke lag offenbar dem Art. 5 des von dem Institut für internat. Recht im Jahre 1896 ausgearbeiteten Règlement sur les immunités consulaires zugrunde, der die Gerichtsbarkeit gegen Konsuln wegen Amtshandlungen derselben ausschließt und die Privatpersonen, deren Rechte unter Umständen durch Amtshandlungen der Konsuln verletzt worden sind, an ihre Regierung verweist, die dann das übrige auf diplomatischem Wege zu veranlassen hat. Art. 5 (abgedr. in Annuaire de l'Institut de Droit International XV (1896) S. 305) hat folgenden Wortlaut: »Ils ne sont pas justiciables des tribunaux locaux pour les actes qu'ils accomplissent en leur qualité officielle et dans les limites de leur compétence. Les exceptions qui sont faites à cette règle doivent être prévues et définies par traité. — *Si un particulier se croit lésé* du fait d'un consul agissant dans la sphère de ses attributions, il adressera sa plainte au gouvernement territorial, qui y donnera suite, s'il y a lieu, par la voie diplomatique«. Vgl. auch Ullmann, Völkerrecht, in »Das öff. Recht der Gegenwart« Bd. V S. 222.

geschaffen sind, verzichten, insbesondere deren Amtshandlungen der Beurteilung der ausländischen Gerichte unterstellen.

Ein solcher Verzicht, der eine Ausnahme von den allgemein geltenden völkerrechtlichen Regeln schafft, muß aber mit Rücksicht auf seine große Bedeutung in durchaus eindeutiger Weise erklärt sein und kann, wie der Kompetenzgerichtshof mit Recht ausgeführt hat, im vorliegenden Falle noch nicht in dem Abschluß des Mietvertrages allein erblickt werden. Bloch.

* * *

h) Preußischer Disziplinarhof für nichtrichterliche Beamte.

17. Juni 1929 (Beschl. D. 17/29) (DJZ. 1929 Sp. 1136).

Saargebiet. — Versailler Vertrag. — Besetztes Gebiet.

1. Die alliierten und assoziierten Mächte haben durch den Versailler Vertrag nicht das Recht erhalten, das Saargebiet durch Truppen zu besetzen.

2. »Besetztes Gebiet« im Sinne des Versailler Vertrages und des Schlußprotokolls der Londoner Konferenz sind nur die nach dem Versailler Vertrage besetzten linksrheinisch gelegenen Gebiete einschließlich der Brückenköpfe, ferner die im Frühjahr 1921 besetzten rechtsrheinischen und die am 11. Januar 1923 oder nachher besetzten Gebiete, nicht das Saargebiet.

* * *

i) Bayrischer Verwaltungsgerichtshof.

5. Dezember 1928 (84. I. 26) (R. V. Bl. Band 50 S. 638).

Besetztes Gebiet.

1. Es steht unzweifelhaft fest, daß nach dem Waffenstillstandsvertrag vom 11. November 1918 und nach dem Friedensvertrag vom 28. Juni 1919 die besetzten Gebiete staats- und völkerrechtlich zum Deutschen Reiche gehören.

2. Die Besetzung der deutschen Gebiete ist — wenn auch eine militärische — keine kriegerische, sondern eine vertragliche; maßgebend dafür, ob und wieweit die deutschen Hoheitsrechte im besetzten Gebiet aufgehoben oder beschränkt sind, ist daher nur der Inhalt der abgeschlossenen Verträge.

3. Zur Gültigkeit der bayerischen Gesetze, Verordnungen und ministeriellen Erlasse im Gebiet der besetzten Rheinpfalz ist die Genehmigung oder Zustimmung der Besatzungsbehörden nicht erforderlich. Sie treten dort zum gleichen Zeitpunkt wie im rechtsrheinischen Bayern in Kraft.

* * *

4. Frankreich.

a) Cour de Cassation.

Rey c. Société La Soie artificielle de Calais. 24 décembre 1928 (Sirey 1929, 1, 121).

Staatsangehörigkeit einer juristischen Person — Ausländische Kapitalsmehrheit — Sitz in Frankreich.

Eine Gesellschaft, deren Kapital zur Mehrheit in englischen Händen ruht, besitzt dennoch die französische Staatsangehörigkeit, wenn sie weder eine Filiale noch eine Zwischenperson eines ausländischen Unternehmens ist, die für deren Rechnung handelt, sondern eine selbständige juristische Person, die ihre wirkliche Betätigung und ihren Sitz in Frankreich hat.

Par jugement du 7 févr. 1927, le tribunal du Pas-de-Calais, section de Boulogne, a ordonné l'expulsion de M. Rey, locataire d'un terrain appartenant à la Société La Soie artificielle de Calais.

Sur appel de M. Rey, la Cour de Douai a rendu, le 12 juillet 1927, l'arrêt confirmatif suivant: — »La Cour; —

Attendu que la Société La Soie artificielle de Calais, constituée le 18 avril 1925, suivant statuts déposés le 17 avril en l'étude de Me Duriez, notaire à Calais, a acheté, le 15 juin 1925, au docteur Deladrière, un terrain de 9 hectares 71 ares 75 centiares sis à Coquelles, pour y construire une usine; —

Attendu qu'une parcelle de ce terrain de 1 hectare 24 ares avait été donnée à bail à la Société Souchon et Rey par acte sous seings privés du 16 déc. 1923, pour une durée de deux années à compter du 1er janv. 1924; que ce bail a été rétrocédé à Rey par acte sous seings privés du 29 avril 1924 pour la durée restant à courir jusqu'au 1er janv. 1926; ... —

Attendu que Rey a bénéficié jusqu'au mois de juillet 1926 de diverses prorogations; mais que la société ayant besoin du terrain litigieux pour édifier son usine, l'a informé qu'elle ne voulait pas faire droit à la demande de renouvellement de bail qu'il lui avait adressée; que par exploit de 9 oct. 1926, elle l'a assigné devant le tribunal départemental du Pas-de-Calais pour voir ordonner son expulsion et s'entendre condamner à lui payer une somme de 20000 fr. à titre de dommages-intérêts en raison du retard apporté à la construction de l'usine par son maintien injustifié dans les lieux loués; —

Attendu que, par jugemant du 7 févr. 1917, l'expulsion de Rey a été ordonnée et ce dernier condamné à 5000 fr. de dommages-intérêts; —

Attendu que Rey demande à la Cour de décider que ladite société, étant étrangère ou personne morale interposée agissant pour une société étrangère, n'est pas fondée à exercer le droit de reprise prévu par l'art. 4 de la loi du 30 juin 1926; subsidiairement que l'usine de Calais est une succursale d'une société anglaise et qu'il a droit à l'in-

demnité accordée au locataire par l'art. 4 susvisé; qu'il réclame reconventionnellement une indemnité qui devra être fixée par experts; —

Attendu qu'en vertu de la loi du 30 juin 1926 tout propriétaire d'un immeuble à usage commercial ou industriel a le droit de refuser un renouvellement de bail lorsqu'il a besoin de cet immeuble pour installer son exploitation; —

Attendu que le bail prorogé est expiré depuis le 1er juillet 1926, mais que Rey se maintient dans les lieux litigieux en alléguant qu'il a droit à une indemnité d'éviction; . . . —

Attendu qu'il n'a pas droit à une indemnité de plus-value puisque la Société La Soie artificielle ne veut conserver aucun aménagement; qu'il n'a pas droit davantage à une indemnité d'enrichissement puisque son exploitation et celle de la société bailleresse ont deux objets complètement différents; que gardant tous les éléments de son fonds de commerce, il n'a droit non plus à aucune indemnité d'éviction, le seul dommage que peut lui causer le non-renouvellement du bail consistant dans les frais d'enlèvement et de transport de son matériel; —

Attendu qu'en raison du caractère purement temporaire de son industrie il n'avait conclu qu'une location de deux ans; . . . —

Attendu que dans ces conditions le tribunal a décidé à juste titre qu'aucune indemnité ne saurait lui être allouée et a ordonné son expulsion; —

Attendu d'ailleurs que la Société La Soie artificielle peut exercer le droit de reprise personelle sans indemnité des terrains loués; que toutefois Rey le lui conteste, alléguant qu'elle n'est pas recevable à se prévaloir de l'art. 5 de la loi du 30 juin 1926; qu'en effet elle doit être considérée soit comme la succursale d'une société dénommée »Lustre Fibres limited», et ayant son siège en Angleterre, soit comme personne interposée de cette même société étrangère; —

Attendu que La Soie artificielle est une société de capitaux fournis en majeure partie par des Anglais et employé en France; qu'il est de principe qu'une telle société ayant son siège social en France possède la nationalité française; —

Attendu qu'elle a, au surplus, une personnalité complètement distincte de la société anglaise; que son nom, sa nature, sa forme et son capital sont différents; que rien ne démontre que son siège social ne soit ni réel ni sérieux et que Rey se borne à émettre des doutes sur sa nationalité sans oser affirmer qu'elle n'est pas Française; —

Attendu qu'il n'est pas démontré davantage qu'elle constitue une personne interposée d'une société étrangère; que l'interposition de personne est faite en vue d'une fraude à la loi dont la preuve n'est pas rapportée; —

Attendu que l'achat de terrain opéré par la société remonte au 15 juin 1925 et qu'elle n'avait certainement pas pour but d'échapper aux prescriptions de la loi du 22 avril 1927, qui refuse aux étrangers le droit de reprise sans indemnité prévu à l'art. 5 de la loi du 30 juin 1926; qu'elle devait normalement en bénéficier seule; —

Attendu que La Soie artificielle n'est ni une succursale d'une société étrangère, ni une personne interposée anglaise pour une semblable société; qu'elle est fondée, pour établir son usine sur le terrain occupé par Rey, à exercer le droit de reprise personelle qui lui est reconnu par la loi du 30 juin 1926; —

Attendu qu'il est par suite sans intérêt de rechercher si, en la supposant étrangère, elle pouvait faire valoir un droit de reprise acquis antérieurement à la loi du 22 avril 1927; —

Par ces motifs; —

Confirme, etc.

Pourvoi en cassation par M. Rey. —

1er Moyen. Violation de l'art. 19 de la loi du 30 juin 1926, complété par l'art. 11 de la loi du 22 avril 1927, et de l'art. 6 de la loi du 20 avril 1810, défaut de motifs et manque de base légale, en ce que l'arrêt attaqué a décidé que la Société La Soie artificielle de Calais était une société française, et comme telle en droit d'exercer la reprise des lieux loués à l'exposant, en vertu de l'art. 5 de la loi du 30 juin 1926, sous prétexte que le siège social decette société est situé en France, et sans examiner comme la Cour en était sollicitée, l'influence que pouvaient avoir sur sa nationalité diverses circonstances telles que la constitution de la société par des capitaux exclusivement anglais et sa direction par des administrateurs anglais domiciliés en Angleterre.

La Cour; —

»Sur le premier moyen, pris de la violation de l'art. 19 de la loi du 30 juin 1926, complété par la loi du 22 avril 1927, et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, pour défaut de motifs et manque de base légale: — Attendu que l'arrêt attaqué constate, d'une part, que la Société de La Soie artificielle de Calais a son siège social en France, que, si ses capitaux sont en majeure partie fournis par des Anglais, ils sont employés en France et que la société exerce le droit de reprise pour installer une usine sur les terrains lui appartenant, et qui étaient occupés par Rey; qu'il constate, d'autre part, que cette société n'est ni la succursale d'une société anglaise, ni une personne interposée agissant pour le compte d'une telle société; qu'il a pu, en l'état de ces constatations, décider que La Soie artificielle de Calais était une société française, capable, par application des art. 5 et 19 de la loi du 30 juin 1926, d'exercer la reprise des locaux occupés par Rey; — Rejette, etc.«

* * *

b) Commission supérieure de Cassation.

Dame veuve Landelle c. Dame Cavaillero. 21 novembre 1929 (Dalloz Hebd. 1929 S. 569).

Gleichstellung von Ausländern mit Inländern — Gegenseitigkeit im Sinne des Artikels 11 c. civ. — Befugnis der Regierung zur bindenden Auslegung der Staatsverträge.

1. Gegenüber einem gesetzlichen Ausschluß der Ausländer von den Vergünstigungen der französischen Mietgesetzgebung können sich die Ausländer auf die zwischen ihrem Heimatstaat und Frankreich geschlossenen Staatsverträge berufen, die ihnen die Gleichstellung mit den Franzosen gewähren. Diese Verträge sind in Verbindung mit Art. 11 c. civ. auszulegen; sie müssen daher dem dort aufgestellten Erfordernis der Gegenseitigkeit genügen. Wenn sie sich nur auf die allgemeine Rechtssphäre beziehen, so begründen sie für eine Sondergesetzgebung wie das Mietrecht keine diplomatische Gegenseitigkeit.

Nach Art. 11 c. civ. genießt der Fremde Gleichstellung mit den Inländer nur, wenn die Gegenseitigkeit nicht bloß durch Vertrag, sondern auch durch die ausländische Gesetzgebung in einer dem französischen Recht genau entsprechenden Weise gewährleistet ist.

2. Das Gericht hat sich aber an die interpretative Erklärung des Ministers des Äußeren vom 22. Juli 1929 zu halten, nach welcher der spanisch-französische Konsularvertrag vom 7. Januar 1862 den gegenseitigen Genuß der Gleichstellung ohne Rücksicht auf die Erfordernisse des Art. 11 c. civ. einräumt.

Sur le premier moyen pris de la violation de l'art. 4, no. 1, de la loi du 1er avr. 1926 et de l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1810 pour manque de base légale:

Attendu que la dame Cavaillero, de nationalité espagnole, demandait la prorogation de la loi du 1er avr. 1926 pour les locaux d'habitation qu'elle occupe à Oran dans un immeuble appartenant à la dame Landelle; que celle-ci s'y opposait en raison de la nationalité étrangère de la locataire; que par le jugement attaqué le tribunal a accueilli la demande de la dame Cavaillero en disant qu'en vertu de la convention consulaire conclue entre la France et l'Espagne le 7 janv. 1862 et de l'art. 11 c. civ., le droit à la prorogation appartient aux Espagnols sous la condition de réciprocité et que, dans l'espèce, cette condition se trouve remplie en égard au décret royal espagnol du 22 déc. 1925 permettant aux étrangers en Espagne de jouir de la prorogation des baux;

Attendu que la dame Landelle, demanderesse au pourvoi, prétend que lors de l'instance n'existait plus en Espagne une législation analogue à la législation française sur les loyers; —

Attendu que l'art. 4, no. 1, de la loi du 1er avr. 1926, qui dispose que les étrangers, n'appartenant pas à certaines catégories qu'il énumère, n'ont pas droit au bénéfice de la prorogation, se termine par ces mots:

»et sous la réserve de l'application des conventions diplomatiques existant au jour de la promulgation de la présente loi«; —

Attendu, d'autre part, que l'art. 1er de la convention consulaire conclue entre la France et l'Espagne le 7 janv. 1862 porte que »les ressortissants de chacune des deux Hautes parties contractes auront réciproquement au même titre que les nationaux, la faculté ... de voyager, de résider, de s'établir partout où ils le jugeront convenable pour leurs intérêts; d'acquérir, de posséder toute espèce de biens meubles ou immeubles ... de louer les maisons, magasins ou boutiques qui leur seront nécessaires ...«; —

Attendu, il est vrai, que si en ce qui concerne les facultés ou avantages de droit des gens, l'étranger en jouit en France sans aucune condition, il apparaît de l'art. 11 c. civ. qu'en ce qui concerne les facultés ou avantages de droit civil l'étranger n'en jouit que si, à la condition de réciprocité diplomatique, s'ajoute celle de réciprocité législative;

Mais attendu qu'il importe de se référer à la déclaration interprétative donnée le 22 juill. 1929 par le ministre des Affaires étrangères et publiée au Journal officiel du 13 août suivant [1]); qu'il résulte de cette déclaration que lors de la conclusion de la convention consulaire du 7 janv. 1862 les Hautes parties contractantes ont entendu que pour la jouissance réciproque des avantages qu'elles prévoyaient il y avait lieu d'assimiler en France le citoyen espagnol au citoyen français et en Espagne le citoyen français au citoyen espagnol, sans que les dispositions de l'art. 11 c. civ. pussent faire échec à cette assimilation; —

Attendu que ladite interprétation fait corps avec le texte de la convention consulaire précitée et s'impose à l'autorité judiciaire; que, dès lors, est sans importance, dans l'espèce, la question de savoir s'il existe en Espagne une législation spéciale sur les loyers équivalente à la législation française; qu'il s'ensuit que, abstraction faite de motifs surabondants, le jugement attaqué qui a reconnu à la dame Cavaillero le droit à la prorogation se trouve légalement justifié et que le premier moyen du pourvoi doit être rejeté;

Mais sur le second moyen:

Vu le paragr. 7 de l'art. 11 de la loi du 1er avr. 1926 aux termes duquel »une loi ultérieure déterminera le taux des maxima des majorations que les loyers des locations prorogées pourront subir postérieurement au 1er avr. 1929; —

Attendu que le pourvoi reproche à bon droit au jugement attaqué d'avoir fixé jusqu'au 1er avr. 1931 le loyer de la location prorogée; —

Attendu qu'en effet le dispositif de la décision porte »que la dame Cavaillero a droit à la prorogation de la loi du 1er avr. 1926 moyennant un loyer mensuel de 130 fr. jusqu'au 1er avr. 1931«; qu'en fixant ainsi le loyer de la location prorogée pour une durée dépassant le 1er avr. 1929, le tribunal a violé le texte susvisé;

---

[1]) Vgl. deren Wortlaut unten S. 121.

Par ces motifs,

Casse, mais seulement au chef de la fixation du loyer jusqu'au 1er avr. 1931.«

Anmerkung. In dem Urteil vom 21. November 1929 geht die Commission supérieure de Cassation [2]) von ihrer bisherigen Rechtsprechung ab. Sie verlangte bis jetzt von einem Ausländer, der sich auf die von seinem Heimatstaat mit Frankreich geschlossenen Verträge über Niederlassung und Gleichstellung mit den Inländern berief, um in den Genuß der den Franzosen vorbehaltenen Vorteile der Mietgesetzgebung zu gelangen, den Nachweis, daß die tatsächliche Gegenseitigkeit durch die Gesetzgebung seines Heimatstaates verbürgt sei. Die beiden Gesetze vom 1. April 1926 (in Fassung vom 29. Juni 1929) Art. 4 Ziff. 1 und 30. Juni 1926 (mit Novelle vom 22. April 1927) Art. 19 schließen grundsätzlich Ausländer von den Vorteilen der französischen Mietgesetzgebung aus. Diesen Gesetzen gegenüber haben sich die Angehörigen mehrerer Staaten auf Konsular-Niederlassungs- oder Handelsverträge berufen, in denen Frankreich ihrem Heimatstaat für seine Angehörigen Gleichberechtigung im Erwerb von Eigentum, bei der Miete von Grundstücken usw. zugesichert hat.

Die Berufung auf solche Verträge ist im Gesetz vom 1. April 1926 durch einen Vorbehalt offengelassen (Art. 4 Ziff. 1: »sous réserve des conventions diplomatique existant au jour de la promulgation de la présente loi«), während ein Vorbehalt im Gesetze vom 30. Juni 1926 (und zwar absichtlich, vgl. Picard, Journal Clunet 1926 S. 852) unterblieben ist. Ein sachlicher Unterschied wird dadurch nicht begründet, da sich der Vorbehalt an sich schon aus dem gerade in Frankreich sehr nachdrücklich anerkannten [3]) Grundsatz ergibt, daß der Gesetzgeber vermutungsweise nicht die Absicht hat, älteren völkerrechtlichen Verpflichtungen zuwiderzuhandeln. Die Gerichte haben denn auch die Anwendbarkeit der Verträge ohne weiteres angenommen.

Die Zusicherung der Gleichstellung mit den Inländern ist in den meisten der betreffenden Verträge an die Voraussetzung der Gegenseitigkeit geknüpft. Darüber hinaus schreibt Art. 11 c. civ. [4]) allgemein für das französische Recht das Erfordernis der Gegenseitigkeit vor. Mit dieser Forderung nimmt das französische Recht in der Frage der Gleichstellung der Ausländer mit den Inländern eine Sonderstellung

[2]) Die Commission supérieure de Cassation ist nach dem Gesetz vom 14. Dezember 1920 bei der Cour de Cassation für die Kassationsbeschwerde gegen Entscheidungen der unteren Instanzen in Mietsachen geschaffen.

[3]) Vgl. Marc Réglade, Revue du droit public 41 (1924) 510. Eine Anzahl französischer Autoren steht sogar auf dem Standpunkt, daß der völkerrechtliche Vertrag dem Gesetz gegenüber eine autorité supérieure habe: Pillet, Traité pratique de droit international privé I (1923) S. 155/56; Marc Noël, De l'autorité des traités comparée avec celle des lois. 1921, S. 13 ff. So auch das Urteil des Trib. civ. de Colmar im Journal Clunet 1930 S. 127 f.

[4]) »L'étranger jouira en France des mêmes droit civils que ceux qui sont ou seront accordés aux Français par les traités de la nation à laquelle cet étranger appartiendra.«

ein. Während das Recht fast sämtlicher anderer Staaten heute davon ausgeht, daß die Fremden in bezug auf den privaten Rechtsverkehr den Inländern ohne weiteres gleichgestellt sind (Walker, Internationales Privatrecht, 4. Aufl. 1926 S. 240), enthält der Art. 11 c. civ. den Grundsatz, daß der Ausländer in Frankreich nur für diejenigen bürgerlichen Rechte Gleichberechtigung genießt, die sein Heimatstaat auf Grund Vertrages den Franzosen gewährt. Die französische Praxis legt die Vorschrift des Art. 11 dahin aus, daß zwei Voraussetzungen erfüllt sein müssen: Die Gleichstellung muß 1. durch die Gesetzgebung des Fremdstaates gewährt sein, 2. außerdem durch Vertrag den Franzosen zugesichert sein. Die französische Rechtsprechung hat diesen für den Fremden sehr ungünstigen Standpunkt seit langem etwas abgeschwächt. Die Handhabe dazu bietet ihr die Sonderbedeutung, die dem Begriff der droits civils in Art. 11 zukommt. Unter droits civils sind nicht Privatrechte im üblichen Sinn zu verstehen, sondern in Anlehnung an die Auffassung des älteren Fremdenrechts bedeuten sie diejenigen Rechte, die an die Staatsbürgerschaft, die civitas, geknüpft sind, die also der Staat seinen Angehörigen allein vorbehält, während er die Fremden grundsätzlich von ihnen ausschließt. Den Gegensatz zu ihnen bilden nicht die droits politiques, sondern die droits naturels, die elementaren Rechtsbefugnisse, die in allen Staaten den festen Bestand des dem einzelnen verbürgten Rechts ausmachen, und deren daher auch der Fremde in Frankreich ohne Rücksicht auf Gegenseitigkeit teilhaftig ist.

Die Grenze zwischen droits civils und droits naturels ist seit jeher unsicher und nur im Einzelfall katalogmäßig an Hand der Judikatur festzustellen. Die Rechtsprechung hat nun den Kreis der droits naturels mehr und mehr erweitert und dadurch eine gewisse Annäherung an den allgemeinen Standpunkt der anderen Staaten vollzogen (vgl. Pillet, Traité pratique de droit international privé I (1923) S. 315 ff.).

Für eine solche Milderung des Artikels 11 wäre auf der anderen Seite sehr wesentlich aber auch eine entgegenkommende Ausdeutung der Voraussetzungen der geforderten Gegenseitigkeit. Gerade in dieser Beziehung haben sich die Gerichte in ihren bisherigen Entscheidungen über die Mietgesetzgebung auf einen strengen Standpunkt gestellt. Bald nach Erscheinen der Gesetze vom Jahre 1926 ist zuerst von Picard (Journal Clunet 1926, S. 849 ff.) unter Hinweis auf die ältere Judikatur (Journal Clunet 1903 S. 623) darauf hingewiesen worden, daß die Berufung der Ausländer auf Verträge nur dann durchdringen könne, wenn sie die vertragliche und gesetzliche Gleichstellung der Franzosen in ihrem Heimatstaat nachzuweisen vermöchten. Derselbe Standpunkt ist von der Rechtsprechung in zahlreichen Urteilen eingenommen worden. Sie begnügte sich nicht mit dem Nachweis, daß den Franzosen im Ausland die Gleichstellung grundsätzlich durch Vertrag eingeräumt ist (réciprocité diplomatique), sondern verlangte, daß dazu eine der französischen Gesetzgebung entsprechende gesetzliche Regelung tritt (also außerdem réciprocité législative); sie ging sogar soweit, eine genaue

Übereinstimmung (droits rigoureusement égaux) der fremden Gesetzgebung mit der französischen zu verlangen, d. h. also das Bestehen einer entsprechenden Mietgesetzgebung. Sowohl der Vertrag — sei es durch eine ganz umfassende Klausel oder durch ausdrückliche Erwähnung der betreffenden Materie — wie die Gesetzgebung des Fremdstaates müssen also gerade in Beziehung auf die Mietgesetzgebung eine dem französischen Recht genau entsprechende Gleichstellung der Ausländer mit den Inländern vorsehen (Trib. civ. de la Seine, Dalloz Hebd. 1926, S. 507 und Comm. Supérieure de Cass. Dalloz Hebd. 1927, S. 435, 483; 1928, S. 88, 119, 450; Revue de droit international privé 24 (1929) S. 243). Besitzt der ausländische Staat keine entsprechende Mietgesetzgebung oder hat er nicht den Franzosen in dem Vertrage die Gleichstellung gerade im Mietrecht zugesichert, so wurde bisher von den französischen Gerichten die Berufung auf einen die Gleichstellung der Inländer mit den Ausländern sichernden Vertrag zurückgewiesen (Comm. Supérieure de Cass. Dalloz Hebd. 1929, S. 432). In Anwendung dieses Maßstabs hat die französische Rechtsprechung für verschiedene Länder einerseits festgestellt, daß in ihnen eine entsprechende Mietgesetzgebung fehle, und hat andererseits den angerufenen Verträgen die Fähigkeit abgesprochen, eine Gegenseitigkeit auch für den Sonderfall der Mietgesetzgebung zu begründen, da sie nur allgemein für den Normalfall die Gleichberechtigung bestimmten, aber nicht für eine Spezialgesetzgebung wie das Mietrecht vertragliche Bindungen darstellten. (Comm. Supérieure de Cass. Dalloz Hebd. 1928, S. 88, 119, 450.) [5]

Hier erhebt sich nun die Frage, ob nicht ein Staatsvertrag, der durch Zustimmung des Parlaments und Verkündung auch zum Gesetz erhoben wird, die Anwendung des Art. 11 ausschließen und den Ausländern nach Maßgabe seines Inhalts ohne Rücksicht auf die ausländische Gesetzgebung und unter Preisgabe des Erfordernisses der materiellen Gegenseitigkeit die Gleichstellung allgemein verleihen kann. Die Rechtsprechung hatte diese Frage verneint. Zur Begründung führten die Gerichte an, daß eine Ausnahme vom Prinzip des Art. 11 nur aus einer ausdrücklichen Vorschrift des Gesetzgebers sich herleiten lasse. Es sei aber nirgends, auch nicht in § 4 Ziff. 1 der Ges. v. 1. April 1926 bestimmt, daß jene Verträge eine Abweichung von Art. 11 darstellen sollten. Daher seien sie mit Art. 11 zu kombinieren und nach seinen Bestimmungen auszulegen. (Comm. supérieure de Cass. Dalloz Hebd. 1928, S. 88, 119, 450; 1929, S. 431.)

Durch diese Rechtsprechung wurde praktisch den Ausländern die Berufung auf die ihnen Gleichberechtigung gewährenden Staatsverträge abgeschnitten. Beschwerden des Auslandes blieben nicht aus. Der Justizminister sah sich daher veranlaßt, auf eine Ände-

5) Nur das Trib. civ. de Colmar und das Trib. civ. de Bouches-du-Rhône haben einen abweichenden Standpunkt eingenommen; nach ihrer Meinung ist die Mietengesetzgebung in der allgemeinen Gleichstellung einbegriffen (Journ. Clunet 1920 S. 129ff., 133 ff.).

rung der Rechtsprechung hinzuwirken. Er ließ in der Kammer am 28. Mai 1929 unter Hinweis auf jene Klagen der Ausländer erklären (Journal Officiel, Débats parlementaires, Chambre S. 1729/30), die Auslegung eines Staatsvertrages stehe allein den beiden Regierungen zu, die ihn abgeschlossen hätten. Wenn sich daher die französische Regierung mit einer ausländischen dahin einige, daß ein Staatsvertrag den ausländischen Staatsangehörigen die Rechte aus der Mietgesetzgebung sichere, so seien die Gerichte an diese Deklaration gebunden, ja, es bedürfe nicht einmal einer solchen Einigung, sondern »le ministre des affaires étrangères a parfaitement le droit de par ses attributions de déclarer quel est le sens et la portée des dispositions insérées dans les actes diplomatiques«. Ergehe eine solche Erklärung, so seien die Gerichte »tenus d'adopter cette interprétation«. Der Schluß der Erklärung rief Zwischenrufe hervor, in denen einzelne Abgeordnete an die Unabhängigkeit der Richter und die Gewaltenteilung erinnerten. In der Tat ist die Fassung der Erklärung recht allgemein. Der Minister stützt sich mit ihr auf den im französischen Staatsrecht geltenden Grundsatz, nach dem die Auslegung der Verträge, soweit Inhalt und Sinn der Einigung der beiden Vertragschließenden in Frage steht, durch gemeinsame Erklärung der Kontrahenten oder durch einseitige Deklaration des französischen Außenministers festgelegt werden kann. Es handelt sich hier um einen Anwendungsfall der Lehre von den actes de gouvernement, nach der die Regierungsakte, eine von der Rechtsprechung katalogmäßig festgelegte Reihe staatsrechtlich besonders bedeutsamer Akte, unter ihnen insbesondere die Handlungen der auswärtigen Politik (actes diplomatiques), der Kognition der Gerichte entzogen sind, d. h. also als bindend respektiert werden müssen. Über den Umfang, in dem eine solche offizielle Interpretation eines Vertrages die Gerichte zu binden vermag, gehen indessen in Wissenschaft und Rechtsprechung die Ansichten nicht unerheblich auseinander. Von einer völligen Bindung der Gerichte an eine einseitige Interpretation des französischen Außenministers kann keine Rede sein. Die ordentlichen Gerichte nehmen, im Gegensatz zu der Haltung des Staatsrats, der jede Auslegung von »sens et portée« ablehnt (vgl. z. B. Paulat, Sirey 1926, 3, 55; Commune de Lannes, mitgeteilt in dieser Zeitschrift I, 2 S. 756), die juristische Auslegung eines Staatsvertrages (interprétation doctrinale) in denjenigen Fällen in Anspruch, in denen die der Auslegung bedürftige Vertragsbestimmung »se rapporte à des intérêts privés dont le règlement est soumis à son (des Gerichts) appréciation et non lorsqu'elle soulève des questions d'ordre public général« (ständige Rechtsprechung, schon Sirey 1839, 1, 577 und neuerdings Dalloz Hebd. 1929, 69). Soweit es sich also um die Auslegung von Bestimmungen privatrechtlicher Natur handelt, bei denen keine Frage des ordre public hereinspielt, interpretieren die Gerichte den Vertrag ebenso wie ein Gesetz [6]).

[6]) Den gleichen Standpunkt vertritt die Literatur. Vgl. die Übersichten bei Béquet, Note zu Dalloz 1878, 1, 137; Despagnet u. Boeck, Cours de droit int. public

In dem hier gleichfalls mitgeteilten Schreiben des Ministers der Auswärtigen Angelegenheiten an den Justizminister vom 22. Juli 1929 umgrenzt der Minister die Auslegungsbefugnis der Gerichte enger. Er billigt ihnen zwar grundsätzlich die interprétation doctrinale zu, möchte aber für sich im Falle einer Meinungsverschiedenheit unter den Kontrahenten des Vertrages über die Tragweite einer Bestimmung die ausschließliche Befugnis in Anspruch nehmen »de fixer le sens desdites dispositions«, und zwar auch im Wege einseitiger Deklaration.

Die These des Ministers ist im Schrifttum lebhaft angegriffen worden [7]). Nicht mit Unrecht ist gegen sie eingewendet worden, daß sie mit der herkömmlichen Auslegungsbefugnis der Gerichte in privatrechtlichen Fragen sich nicht in Einklang befindet. Wenn ihr aber ferner entgegengehalten worden ist [8]), daß eine Interpretation eines Vertrages nicht durch ministerielles Zirkular und auch nicht durch bloßen Notenwechsel vorgenommen werden könne, sondern eines förmlichen Vertrags und entsprechender innerstaatlicher Behandlung (Erlaß eines Gesetzes oder Dekretes) bedürfe, so steht diese Auffassung, soweit sie bilaterale Erklärungen der Vertragsstaaten betrifft, jedenfalls in Widerspruch zu Rechtslehre [9]) und Praxis [10]), und auch, soweit sie die ministeriellen Zirkulare angeht, schießt sie über das Ziel hinaus, weil sie nicht berücksichtigt, daß nach staatsrechtlichen Grundsätzen der einseitigen ministeriellen Auslegung in den öffentlich-recht-

4 éd. 1910 § 450 S. 698 ff.; Pic, Revue générale de droit international 17 (1910) S. 5 ff. und die dort weiter Genannten. Glücklich bezeichnet neuerdings den entscheidenden Unterschied die Commission supérieure de justice de Luxembourg (Journ. Clunet 1929, S. 477) Attendu qu'il s'agit, en l'espèce, d'un traité international, intervenu librement entre deux Etats indèpendants, qui ne peut être interprété et appliqué que par les pouvoirs qui y ont concouru c'est à dire par le pouvoir public lorsqu'il s'agit d'une question internationale. Mais que, si des questions d'interêt privé sont ventilées, ce droit appartient aux tribunaux qui l'exercent au moyen de l'interprétation doctrinale non certes en vue de le modifier en quoi que ce soit en ses effets politiques ce que ne peut faire que le pouvoir politique, mais en vue d'appliquer les conséquences naturelles qui dirivent du traité d'après son esprit, le sens logique de ses termes et les maximes générales du droit.«

7) Vgl. Perroud im Journal Clunet 1930 S. 153; Le Courtois, Recueil de la Gazette des tribunaux 1930 S. 29. Ihnen stimmt ausdrücklich zu das Trib. civ. de la Seine Dalloz Hebd. 1930 S. 221 und das Trib. civ. des Basses-Pyrénées Dalloz Hebd. S. 239.

8) Von Perroud a. a. O. Er hat sich offenbar durch den Art. »Traité international« im Repertoire général du droit von Fuzier-Herman irreführen lassen, wo in der Tat behauptet ist, die Interpretation eines Vertrages bedürfe der gleichen Form wie der Vertrag selbst und auf eine Anzahl Schriftsteller Bezug genommen wird. Prüft man aber diese Hinweise nach, so ergibt sich, daß sie keineswegs die Interpretation durch späteren Notenwechsel oder Erklärungen der Kontrahenten für unzulässig erklären, sie im Gegenteil ausdrücklich erwähnen (Despagnet § 450 S. 699; Pièdelièvre, Précis de droit intern. public I (1894) S. 307; Chrétien, Principes de droit intern. public I (1893) § 355 S. 344).

9) Statt aller Fauchille, Traité de droit intern. public I (1926) §§ 840 ff. S. 373.

10) Vgl. z. B. aus neuester Zeit den Notenwechsel zwischen der französischen und türkischen Regierung über Inkraftsetzung einer Modifikation des Zolltarifs vor der parlamentarischen Genehmigung, der durch Dekret des Präsidenten vom 29. 8. 1929 (Journ. Off. 1929 S. 13413) veröffentlicht ist.

lichen (völkerrechtlichen) Fragen der Charakter eines acte de gouvernement (acte diplomatique) und damit bindende Wirkung zukommt.

In der Folge veröffentlichte die französische Regierung je einen Notenwechsel mit Großbritannien (Journal Officiel v. 20. VII. 1929, S. 8162) und der Schweiz (Journal Officiel v. 6. VIII. 1929, S. 9022), in dem sie jenen Staaten gegenüber anerkennt, daß ihre Angehörigen dieselben Vergünstigungen wie französische Bürger für sich ohne Rücksicht auf Art. 11 c. civ. in Anspruch nehmen können. In diesem Notenwechsel erkennt die französische Regierung auch das Eingreifen der in jenen Verträgen enthaltenen Meistbegünstigungsklausel für den vorliegenden Fall an. Auf Grund der Meistbegünstigungsklausel des französisch-englischen Handelsvertrages vom 28. Februar 1882 war schon das Tribunal civil de la Seine in seiner Entscheidung vom 9. Juli 1926 zur Gleichstellung der Engländer mit den Franzosen gekommen, da der französisch-spanische Vertrag vom 7. XI. 1862 die volle Gleichstellung auch bezüglich der Miete von Räumen ausspreche (Dalloz Hebd. 1926, 524 ebenso 1927, 343), ohne daß diese Urteile in der Folgezeit Gefolgschaft gefunden hätten. Durch Veröffentlichung eines Schreibens des Ministers der Auswärtigen Angelegenheiten an den Justizminister vom 22. VII. 1929 durch Zirkular (Journal Officiel 1929 S. 9412 [11]) wurden die Gerichte nochmals auf diesen Notenwechsel hingewiesen und die Verträge, die den Ausländern die vertragliche Gleichstellung (assimilation) mit den Franzosen gewähren, aufgezählt.

Mit dem vorliegenden Urteil, das seitdem wiederholt bestätigt wurde [12]), hat die Commission supérieure sich der von der Regierung gegebenen Auslegung gefügt. Sie hat damit die von dem Minister in Anspruch genommene Befugnis zur bindenden Auslegung anerkannt. Obwohl das Gericht an seiner bisherigen Auslegung der Tragweite der Verträge und des Art. 11 c. civ. festhält, stellt es nun fest, daß zufolge jener Interpretation des Ministers der spanisch-französische Vertrag vom 7. I. 1862 die Anwendung des Art. 11 c. civ. ausschließe. Der Umschwung in der Rechtsprechung beruht also nicht auf einer Meinungsänderung des Gerichts, sondern auf der durch die bindende Interpretation des Ministers des Äußeren geschaffenen neuen Rechtslage. Nicht alle Gerichte haben sich indessen der Interpretation des Ministers der Auswärtigen Angelegenheiten gefügt. Die Cour d'Appel von Toulouse vom 25. Oktober 1929 (Gazette du Palais 1929 II 755) und die Cour d'Appel von Paris vom 18. Januar 1830 (Gazette du Palais 1930. I 229) haben auch nach dem Umschwung in der Rechtsprechung der Commission supérieure die frühere Rechtsprechung aufrechterhalten. Sie übergehen dabei die ministerielle Stellungnahme, und stellen nach wie vor fest, daß

[11]) Der Text ist unten S. 121 abgedruckt.

[12]) Comm. sup. de Cass. 28. November 1929 Dalloz Hebd. 1929 S. 585; 5. Dezember 1929 Dalloz Hebd. 1930 S. 6; 28. Dezember 1929 La Semaine Juridique 1930 S. 129. 2. Januar 1930 Dalloz Hebd. S. 70; Trib. Civ. de la Seine 2c. Januar 1930 Dalloz. Hebd. S. 204 (hinsichtlich der Verlängerung des Mietvertrages: dagegen für die »reprise des locaux« anders Entsch. vom 18. Februar 1930 Dalloz Hebd. S. 221).

die angerufenen Verträge keine Durchbrechung des Art. 11 bedeuteten [13]). Ihre Stellungnahme ist offenbar geleitet von einer Ablehnung der Deklaration des Ministers als eines Eingriffes in die richterliche Unabhängigkeit und die gesetzgeberischen Rechte des Parlaments. Dieser Auffassung hat neuerdings anläßlich der Beratung des Justizhaushalts in der Sitzung des Senats vom 31. März 1930 (Débats Parlementaires Sénat S. 633) der Senator Morand in einer Anfrage an den Justizminister Ausdruck verliehen. Er hob zunächst den Widerspruch der Auslegung des Ministers mit der ausdrücklichen gesetzgeberischen Absicht der Mietgesetze hervor und wendete sich dann scharf gegen das Zirkular vom 22. Juli 1929:

»On a alors fourni une interprétation générale des traités en cours aux tribunaux qui, jusqu'à cette époque, s'étaient conformés aux dispositions votées par le Parlement.

Ma surprise a été grande, étant donnée la contradiction qui existait entre la circulaire envoyée et qui se trouve au Journal officiel du 13 août 1929, et les lois que nous avions votées. La surprise des magistrats n'a pas été moindre, car ils pensaient jusqu' ici qu'ils avaient à interpréter les lois et non point à recevoir de invitations du pouvoir exécutif. Enfin, les justiciables ont été de leur côte péniblement impressionnés de cette assimilation, dont le résultat est qu'un locataire ayant porté les armes contre la France, un Allemand ou un Autrichien, peut, en vertu de cette circulaire, s'opposer au droit de reprise du propriétaire mutilé ou de la veuve de guerre. Voilà les conséquences graves et inadmissibles auxquelles on aboutit, si la thèse de la circulaire reçoit exécution!

Aussi, messieurs, sans vouloir instituer ici un débat sur le mal fondé — je dis »mal fondé« parce que c'est ma conviction profonde — de la thèse du ministère des affaires étrangères, je tiens à demander à M. le garde des sceaux quelle portée il attache à la circulaire envoyée par la chancellerie le 13 août 1929.

Considère-t-il qu'il y a là simplement une opinion individuelle du ministre des affaires étrangères, telle que celle qu'il avait exposée dans diverses séances au Parlement, ou attache-t-il à ce document une autorité presque égale aux textes législatifs qui régissent la matière? Je voudrais que, sur ce point, M. le garde des sceaux me donnât une réponse précise, car les juridictions saisies de cette difficulté manifestent quelque embarras. La preuve en est que la commission supérieure des loyers qui, jusqu'ici, avait tranché la question, conformément aux dispositions des lois de 1926 et 1929, a, dans un arrêt du mois de décembre dernier, changé complètement sa jurisprudence.

Ce sont là des faits profondément regrettables, et je demande à M. le garde des sceaux de bien vouloir nous dire, lui qui est au-

13) Ausdrücklich lehnt sowohl die Interpretationsbefugnis des Ministers in dem beanspruchten Umfang wie die Stellungnahme der Comm. sup. de Cass. ab das Trib. civ. des Basses-Pyrénées Dalloz. Hebd. 1930 S. 239.

dessus de toutes les contingences, quelle est son opinion, comme chef de la magistrature et directeur des affaires judiciaires.«

Dem Justizminister Péret gelang es jedoch, den Fragesteller zufriedenzustellen, indem er den Wortlaut seines dem Schreiben des Ministers der Auswärtigen Angelegenheiten vorangesetzten Zirkulars [14]) verlas, und hinzufügte (Débats S. 646):

»Depuis l'envoi de cette circulaire, des décisions, les unes favorables, les autres défavorables aux locataires étrangers, ont été rendues, des magistrats du ministère public ont conclu dans des sens différents; permettez-moi, d'ailleurs, d'ajouter que je n'exercerai jamais aucune espèce de pression sur les magistrats du siège, ni même, en ce qui concerne les réquisitions orales, sur les magistrats du ministère public (très bien! très bien!), et j'espère que ces paroles tombées de la tribune leur dicteront leur devoir.«

Die Bedeutung, die dem Wandel der Rechtsprechung für die Anwendung des Art. 11 c. civ. zukommt, ist eine sehr erhebliche. Denn die Anerkennung der Interpretationsbefugnis des Ministers des Äußeren öffnet praktisch der Regierung einen Weg, durch Deklarationen, die die Feststellung des vertraglichen Ausschlusses des Art. 11 enthalten, eine Bresche in die in der Gegenwart häufiger als beengend empfundenen Bestimmungen dieser Vorschrift zu legen. Das ist von dem erwähnten Urteil der Cour d'Appel von Paris vom 18. Januar 1930 auch bereits angedeutet worden.

»Considérant, enfin, qu'il suffit de remarquer que la thèse contraire, si elle triomphait, ne laisserait plus, en fait, à l'article 11 du Code civil, qu'un intérêt historique et risquerait, conséquence plus grave, de provoquer, en raison de l'effet rétroactif de toute interprétation, des troubles profonds dans les rapports de droit privé établis en France avec les étrangers« [15]).

Scheuner.

Anhang.

Circulaire du 22 juillet 1929 adressée par le garde des sceaux, ministre de la justice, à MM. les premiers présidents et procureurs généraux au sujet de l'interprétation des conventions diplomatiques, en matière de législation sur les loyers (J. Off., 13 août 1929, S. 9412).

Je vous adresse, sous ce pli, le texte d'une lettre que m'a fait parvenir à la date du 22 juillet dernier, M. le ministre des affaires étrangères, relativement à l'application et à l'interprétation des conventions diplomatiques, en matière de législation sur les loyers.

[14]) Siehe den Anhang.

[15]) Auch im Schrifttum wird diese Besorgnis geäußert. In seiner Note zu der neuen Rechtsprechung der Commission supérieure im Recueil de la Gazette des tribunaux 1930 S. 29 vermutet Gaston Courtois geradezu die Absicht der Regierung »de déroger à l'article 11, sous prétexte de l'interpréter«. Ebenso auch Perroud in der Note zu dem Urteil vom 21. November 1929 im Journal Clunet 1930 S. 154.

Je vous prie de vouloir bien en donner communication aux magistrats de votre ressort (Cour, Tribunaux de première instance, justices de paix), et appeler leur attention sur les indications qui y sont contenues.

Louis Barthou.

Le ministre des affaires étrangères à M. le garde des Sceaux, ministre de la Justice.

Paris, le 22 juillet 1929.

Le Journal officiel du 20 juillet 1929 a publié deux lettres échangées entre M. l'ambassadeur de Grande-Bretagne et moimême, les 21 et 25 mai dernier, au sujet de la convention franco-britannique du 28 février 1882, concernant les relations commerciales et maritimes.

Des doutes s'étant élevés sur le point de savoir si la clause comportant le traitement de la nation la plus favorisée, qui est à la base de cette convention, permettait, d'une part, aux ressortissants britanniques de bénéficier en France de la loi du 1er avril 1926, aujourd'hui modifiée par celle du 29 juin 1929, déterminant les rapports entre les bailleurs et les locataires de locaux d'habitation, et de la loi du 30 juin 1926, modifiée par celle du 22 avril 1927, réglant les rapports entre locataires et bailleurs de locaux à l'usage commercial ou industriel, d'autre part, aux ressortissants français de bénéficier en Angleterre de la loi britannique de 1927 sur les propriétaires et les locataires, entrée en vigueur le 25 mars 1928, le Gouvernement de la République et le Gouvernement de Sa Majesté britannique ont résolu de fixer d'un commun accord la portée qu'il convient de donner dans ce domaine à la convention dont il s'agit.

Je vous prie de vouloir bien signaler l'interprétation ainsi attribuée à la convention franco-britannique du 28 février 1882 à M. le procureur général près la cour de cassation, à MM. les procureurs généraux près les Cours d'appel, à MM. les procureurs de la République et à MM. les Juges de paix.

Il conviendrait aussi, à mon avis, d'appeler l'attention de ces magistrats, d'une façon générale, sur la portée de la clause d'assimilation au national qui figure dans plusieurs traités de la France, et de la clause de la nation la plus favorisée qui est inscrite dans un grand nombre de nos conventions, ainsi que sur les conditions dans lesquelles le ministre des affaires étrangères a le devoir et le pouvoir d'interpréter les dispositions des conventions. C'est une matière assez obscure, et l'on comprend que des hésitations et des divergences se soient produites lorsque les tribunaux se sont trouvés en présence de dispositions légales et de dispositions conventionnelles contradictoires, au moins en apparence.

Des explications ont été fournies, en mon nom, à la Chambre des députés sur ces questions délicates, par un fonctionnaire de mon département, commissaire du gouvernement, lors de la discussion de la récente loi sur les loyers (voir Journal officiel, débats parlementaires,

Chambre des députés, 1re séance du mardi 28 mai 1929, pages 1729 et 1730).

Lorsqu'un différend est soumis aux tribunaux, ceux-ci sont compétents pour apprécier si le texte conventionnel, invoqué par l'une des parties, donne à celle-ci les droits dont elle se prévaut; les tribunaux interprètent alors les clauses d'un traité comme ils interprètent les clauses de la loi, pour en faire application à l'espèce qu'ils ont à juger. Mais, dès lors qu'un conflit s'élève entre l'Etat français et un Etat étranger, au sujet de la portée de certaines dispositions d'un traité, qu'elles soient de droit public ou de droit privé, il appartient, en dernière analyse, aux gouvernements de fixer le sens desdites dispositions. Il n'est pas nécessaire que l'interprétation du texte sur lequel il y a contestation soit donnée par accord bilatéral formel; il peut se faire, en effet, que le ministre des affaires étrangères de l'un des deux pays reconnaisse l'erreur d'interprétation sur laquelle son attention a été appelée et la rectifie de son propre chef. Toutes les fois qu'il y a conflit diplomatique, le ministre des affaires étrangères est qualifié pour intervenir et décider. Quand il déclare officiellement, au nom du gouvernement, quel est le sens qu'il y a lieu d'attribuer à une clause d'un traité, son interprétation fait corps avec le texte et s'impose à l'autorité judiciaire comme à l'autorité administrative.

Il faut toujours avoir présent à l'esprit que la convention diplomatique est la loi des deux Etats qui l'ont conclue. Chacun d'eux est seul responsable envers l'autre de l'application correcte sur son territoire des stipulations qui y sont contenues. De même qu'il appartient aux particuliers de fixer le sens d'une clause douteuse d'un contrat qu'ils ont passé et que le magistrat s'en rapporte à eux lorsqu'ils se sont mis d'accord, de même, il appartient aux seuls Etats de fixer le sens d'une clause conventionelle sur la portée de laquelle des divergences se sont manifestées entre eux.

En agissant ainsi, le ministre des affaires étrangères ne viole pas le principe de la séparation des pouvoirs, il n'intervient nullement dans l'administration de la justice, il ne porte aucune atteinte à l'indépendance des tribunaux. Tant qu'il n'est question que de décider, dans un différend soumis au juge, de la valeur et de la portée des arguments des plaideurs et des textes dont ceux-ci étayent leurs thèses respectives, le ministre des affaires étrangères ne saurait intervenir. Il en est tout autrement lorsqu'un gouvernement présente une réclamation diplomatique et prétend que la lettre ou l'esprit d'une convention est mal compris. A ce moment là, il n'est plus question de trancher un différend particulier; il faut se prononcer sur un principe d'ordre tout à fait général, le ministre des affaires étrangères a qualité pour le faire.

Un certain nombre de traités passés par la France avec des puissances étrangères contiennent des dispositions qui accordent, en France, aux ressortissants de ces puissances, le traitement dont jouissent les Français, et aux Français sur les territoires de ces puissances, le traitement dont jouissent les ressortissants de celles-ci.

S'il est stipulé, dans ces traités, que le traitement n'est accordé, en certaines matières ou en toutes matières, que sous réserve d'une stricte réciprocité, alors on a le droit de refuser à un étranger en France le bénéfice d'une loi qui n'a pas d'équivalent dans le pays de cet étranger. Mais quand les traités comportent l'assimilation au national sans subordonner cette assimilation à la réciprocité, il n'y a plus à se demander si le Français jouit des mêmes avantages en territoire étranger. C'est le gouvernement qui doit s'inquiéter de savoir si ce que nos conventions nous obligent à accorder n'a pas de contrepartie au profit de nos nationaux et, en pareil cas, de dénoncer celles qui seraient par trop à notre désavantage. Tant que de telles conventions subsistent, elles doivent être respectées.

Ni l'article 11 du Code civil, ni les dispositions restrictives de certaines lois, telles que celles des articles 4, 5 et 21 de la loi du 1er avril 1926, modifiée par la loi du 29 juin 1929, déterminant les rapports entre les bailleurs et les locataires de locaux d'habitation et de l'article 19 de la loi du 30 juin 1926, modifiée par la loi du 22 avril 1927, réglant les rapports entre locataires et bailleurs de locaux à usage commercial ou industriel, ne peuvent faire échec à la clause d'assimilation au national. Il faut comprendre ces dispositions légales comme excluant les étrangers, à l'exception de ceux qu'une convention assimile aux Français.

L'article 11 du Code civil dispose que «l'étranger jouira en France des mêmes droits civils que ceux qui sont ou seront accordés aux Français par les traités de la nation à laquelle cet étranger appartiendra». C'est la condition de réciprocité que la loi du 30 juin 1926, modifiée par celle du 22 avril 1927, a reproduite dans son article 19. Il convient d'appliquer ce principe à tout étranger qui ne peut invoquer une clause conventionnelle l'assimilant aux Français, et à tout étranger qui ne peut se prévaloir que d'un traité subordonnant à une exacte réciprocité des droits, l'application du traitement national.

Comprendre autrement la portée des dispositions légales envisagées, c'est retirer toute valeur à la clause d'assimilation, inscrite dans plusieurs conventions de la France. Or, le plus souvent, la raison d'être d'une convention est de faire exception aux dispositions légales.

Parmi les conventions qui comportent la clause d'assimilation au national et qui, par suite, donnent, aux étrangers qui les invoquent, le droit de bénéficier de la loi du 1er avril 1926, modifiée par celle du 29 juin 1929 et de la loi du 30 juin 1926, modifiée par celle du 22 avril 1927, je citerai les suivantes, sans que cette énumération ait un caractère limitatif;

Chili. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 15 septembre 1846.

Costa-Rica. — Convention et accession du 12 mars 1848 au traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu le 6 mars 1848 entre la France et la Guatémala.

Danemark. — Convention de commerce et de navigation du 9 février 1842 et articles additionnels du 9 février 1910.

Espagne. — Convention consulaire du 7 janvier 1862.

Etats-Unis d'Amérique. — Convention consulaire du 23 février 1853.

Honduras. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 20 février 1853.

Japon. — Convention de commerce et de navigation du 19 août 1911.

Pérou. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 9 mars 1861.

Suisse. — Traité d'établissement du 23 février 1882.

Un plus grand nombre de conventions ont été conclues sur la base du traitement réservé au ressortissant de la nation la plus favorisée. Les étrangers qui peuvent se prévaloir d'une convention de cet ordre ont le droit d'être traités en France comme les ressortissants des pays ci-dessus mentionnés: Chili, Costa-Rica, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Honduras, Japon, Pérou, Suisse, et, par conséquent, d'être assimilés aux Français. Voici une liste, non limitative, de conventions comportant la clause de la nation la plus favorisée:

Allemagne. — Accord commercial du 17 août 1927.

Argentine. — Convention du 19 août 1892, additionelle au traité du 10 juillet 1853.

Autriche. — Convention commerciale du 22 juin 1923.

Belgique. — Convention d'établissement du 6 octobre 1927.

Canada. — Convention avec la Grande-Bretagne pour le Canada du 15 décembre 1922.

Colombie. — Convention relative à l'établissement, au commerce et à la navigation, du 30 mai 1892.

Estonie. — Convention de commerce du 15 mars 1929.

Finlande. — Convention commerciale du 13 juillet 1921.

Grande-Bretagne. — Convention concernant les relations commerciales et maritimes du 28 février 1882.

Grèce. — Convention de commerce, de navigation et d'établissement du 11 mars 1929.

Guatémala. — Convention du 28 juillet 1922.

Haiti. — Traité de paix et d'amitié du 12 février 1838.

Italie. — Modus vivendi du 3 décembre 1927.

Lettonie. — Convention commerciale du 30 octobre 1924.

Libéria. — Traité de commerce et de navigation du 17 avril 1852.

Mexique. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 27 novembre 1886.

Nicaragua. — Traité d'amitié de commerce et de navigation du 11 avril 1859.

Panama. — (voir convention du 30 mai 1892 avec la Colombie.)

Paraguay. — Convention de commerce et de navigation du 21 juillet 1892.

Perse. — Accord provisoire du 11 mai 1928.

Pologne. — Convention commerciale du 9 décembre 1924.

Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. — Convention consulaire et d'établissement du 30 janvier 1929.

Tchécoslovaquie. — Convention commerciale du 2 juillet 1928.
Venezuela. — Convention de commerce et de navigation du 29 février 1902.

Je vous serais reconnaissant de vouloir bien communiquer la présente lettre aux magistrats intéressés et de la publier dans les recueils et bulletins propres à de telles insertions.

Pour le ministre des affaires étrangères et par délégation:

L'ambassadeur de France, secrétaire général,
Berthelot.

* * *

c) Tribunal Civil de la Seine (Chambre du Conseil).

Etat de Suède c. Petrocochino, 30 octobre 1929 (Rec. Hebd. Dalloz 1930, p. 15).

Gesandtschaftsgebäude — Exterritorialität — Mieterschutz

1. Der Erwerb eines Gebäudes durch einen fremden Staat zum Zwecke der Einrichtung einer Gesandtschaft macht dieses nicht ohne weiteres exterritorial. Es muß vielmehr die tatsächliche Benutzung für den Gesandtschaftsdienst hinzukommen.

2. Rechtshandlungen einer Regierung in bezug auf dieses Gebäude können vorher nur als actes de gestion angesehen werden, die den französischen Gesetzen und der Nachprüfung durch die französischen Gerichte unterliegen.

Attendu que le sieur Petrocochino est locataire d'un pavillon à usage d'habitation sis à Paris, 25, rue Bassano, en vertu d'un bail à lui consenti le 29 avril 1920 par le sieur Courtois de Malleville, pour une durée de neuf années devant expirer le ler juill. 1929;

Attendu que l'Etat de Suède ayant acquis cet immeuble le 17 juillet 1920, a, par exploit du 6 mai 1929, signifié congé à Petrocochino pour le ler juillet 1929, en appuyant ce congé sur le motif qu'il a intérêt à reprendre les lieux pour les services de sa légation, le pavillon dont s'agit devant, à raison du principe de l'exterritorialité, être considéré comme terre étrangère;

Attendu que Petrocochino, prétendant avoir droit au bénéfice de la prorogation de la loi du ler avr. 1926, a saisi la chambre du conseil du tribunal de la Seine, et attrait devant cette juridiction l'Etat de Suède en la personne du comte Ehrensward, son représentant en France;

Attendu qu'à la barre et par voie de conclusions écrites, le ministre de Suède déclare: 1° renoncer à se prévaloir du privilège de l'immunité de juridiction et accepter la compétence du tribunal en consentant à comparaître en qualité de défendeur; 2° contester à Petrocochino tout

droit à la prorogation par lui sollicitée, la législation sur les loyers ne pouvant, en vertu du privilège d'exterritorialité, et sous peine de porter atteinte au principe de la souveraineté des Etats, être opposable aux Etats étrangers, pour les immeubles qu'ils affectent en France, aux services de leurs ambassades;

Attendu qu'il y a lieu de donner acte à L'Etat de Suède de ce qu'il ne conteste pas la compétence de la chambre du conseil;

Attendu d'autre part que ce n'est point l'acquisition d'un immeuble par un Etat étranger qui crée, ipso facto, au profit de cet immeuble le bénéfice de l'exterritorialité, mais seulement — lorsqu'elle a été réalisée — l'affection dudit immeuble aux services de l'ambassade de cet Etat;

Attendu que tant que cette affection n'a pas été opérée, on ne saurait considérer comme revêtant le caractère d'actes de puissance publique, les actes d'un gouvernement se référant à cet immeuble, mais bien comme de simples actes de gestion pour lesquels, il agit comme un simple particulier et soumis par suite, conformément à l'art. 3, § 2 c. civ., à l'application des lois françaises et à l'appréciation des tribunaux;

Et attendu que s'il n'est pas contesté que le pavillon litigieux dépend d'une propriété dans certains bâtiments de laquelle est installée la légation de Suède, il résulte des débats que Petrocochino en occupe la totalité et qu'à aucun moment de la location, ledit pavillon n'a, même pour partie, été affecté aux services de cette légation; qu'il y a lieu, en conséquence, de décider que Petrocochino, locataire de bonne foi au ler juillet 1929, date d'expiration de son bail, a droit à compter de cette date au bénéfice de la prorogation de la loi du ler avril 1926, étendue dans sa durée par la loi du 29 juin 1929;

Par ces motifs,

Donne acte à l'Etat de Suède, en la personne de son ministre plénipotentiaire en France, de ce qu'il ne conteste pas la compétence de la chambre du conseil;

Dit que Petrocochino a droit, à compter du ler juill. 1929, au bénéfice de la prorogation par lui sollicitée, de la loi du ler avril 1926, étendue dans sa durée par la loi du 29 juin 1929;

Dépens à la charge de l'Etat de Suède; enregistrement à la charge de Petrocochino.

* * *

d) Tribunal civil de Strasbourg

Badische A. G. für Rheinschiffahrt und Seetransport c. Comp. centrale d'assurances maritimes, Comp. Mélusine et Union maritime. 20 février 1927 (Sirey, 1929. 2. 81)

Rheinschiffahrtsakte — Urteil eines deutschen Rheinschiffahrtsgerichts — Umfang der Nachprüfung.

1. Durch die Fortgeltung der Mannheimer Rheinschiffahrtsakte von 1868 auf Grund des Art. 354 des Versailler Vertrages hat auch das fran-

zösische Gesetz vom 21. April 1832 über die Rheinschiffahrtsgerichte wieder praktische Anwendung erlangt, nachdem es zuvor ohne tatsächliche Bedeutung formell fortbestanden hat.

2. Nach Art. 5 dieses Gesetzes vom 21. April 1832 hat das französische Gericht bei Erteilung der Vollstreckbarkeitserklärung in keine Würdigung des sachlichen Inhalts des fremden Urteils einzutreten. Es prüft nur, ob das Urteil a) von einem Rheinschiffahrtsgericht erlassen und b) ob es rechtskräftig ist.

Attendu que la demanderesse a assigné les défenderesses en *exequatur* d'une décision de taxation de frais émanant du tribunal des droits de navigation du Rhin de Rüdesheim (Allemagne); qu'elle allègue que les déferenderesses ont été condamnées aux dépens d'une procédure qu'elles avaient intentée contre elle devant ledit tribunal dans une affaire de navigation du Rhin et que la décision prise en vertu dudit jugement a taxé les dépens à 3.339 marks-or 52 pfg.; qu'elle a fait valoir que *l'exequatur* doit être accordé en vertu de l'art. 354 du traité de Versailles, de la convention de Mannheim du 17 octobre 1868 pour la navigation du Rhin et de l'art. 5 de la loi du 21 avril 1832; qu'elle a conclu qu'il plaise au tribunal: «déclarer exécutoire sur le territoire français la taxation des frais du tribunal des droits de la navigation du Rhin de Rüdesheim; en conséquence, condamner les défenderesses à lui payer tel montant en francs français pour parfaire, le jour du règlement, l'achat du montant de 3.339 marks-or 52 pfg., plus les intérêts de droit à 6 p. 100 l'an, à dater de la litispendance; les condamner en tous les frais et dépens, déclarer le jugement exécutoire sans caution»; —

Attendu que les défenderesses ont objecté: 1° que la décision dont l'exequatur est demandé met frustratoirement à leur charge les frais d'avocat des parties adverses ainsi que les coûts de nombreux voyages faits par celles-ci à l'occasion du procès, alors que les art. 36 et 39 de la convention de Mannheim prescrivent que la procédure devant les tribunaux pour la navigation du Rhin doit être le plus simple possible et que les parties ne doivent supporter que certains frais nettement délimités, dans lesquels ne se trouvent compris ni les frais d'avocat, ni ceux de voyage des parties: 2° qu'aux termes de l'art. 40, alinéa 3, de la même convention de Mannheim, les citations et exploits dans les affaires des tribunaux du Rhin doivent être notifiés au domicile des plaideurs ayant un domicile connu dans un des Etats riverains du Rhin et que la décision en question, ayant été signifiée, non à elles-mêmes à leur domicile en France, mais à leur avocat, à Rüdesheim en Allemagne, ne peut être déclarée exécutoire; qu'elles ont fait valoir que l'ordonnance de taxation est contraire à l'ordre public; qu'elles ont conclu qu'il plaise au tribunal: «leur donner acte de ce qu'elles offrent le paiement de 115 marks-or 67 pfg. ou leur valeur en monnaie française au cours du jour du règlement; déclarer cette offre suffisante et satisfactoire; la valider; débouter, en conséquence, la demanderesse du surplus de sa demande, et la condamner aux dépens»; —

Attendu que l'art. 354 du traité de Versailles, qui dispose que «la convention de Mannheim du 17 octobre 1868 continue à régler la navigation du Rhin», a fait revivre en France les dispositions de cette convention, passée à la date susdite par le gouvernement français avec les autres Etats riverains du Rhin, promulguée sur le territoire français par décret du 5 mai 1869, puis devenue presque aussitôt lettre morte pour la France par suite de l'annexion à l'Allemagne des départements français que borne le Rhin; —

Attendu que, dès le 9 juin 1815, l'acte de Vienne avait créé pour les différents Etats riverains du Rhin, un régime international du Rhin, et qu'il prévoyait notamment l'organisation, dans chacun de ces Etats, de tribunaux spéciaux dits des droits de navigation, chargés d'appliquer aux litiges nés de la navigation sur le Rhin, non leurs lois respectives, mais un règlement commun; que, le 30 mars 1831, une première convention, dite convention de Mayence, détermina ce règlement; que l'art. 85 de cette convention prescrivait, quant à l'exécution dans chaque Etat riverain des déclarations rendues par lesdits tribunaux: «Les jugements prononcés par les juges de droits de navigation du Rhin seront rendus au nom du souverain qui les a nommés; ils seront néanmoins exécutoires, sans nouvelle instruction, dans tous les Etats riverains indistinctement, dès qu'ils seront passés en force de chose jugée, en observant toutefois l'ordre de procédure en vigueur dans chaque Etat»; —

Attendu que l'ordre de procédure ainsi visé a été déterminé en France par la loi du 21 avril 1832, qui pa· application de la convention de Mayence, organisait des tribunaux français des droits de navigation du Rhin; que l'art. 5 de cette loi répétait comme suit, presque mot à mot, la teneur de l'art. 85 ci-dessus rapporté: «Les jugements prononcés par les tribunaux des droits de navigation du Rhin résidant sur un territoire étranger seront passés en force de chose jugée, et, à cet effet, ils seront exécutoires sur le territoire français, sans nouvelle instruction, dès qu'ils seront rendus exécutoires par le tribunal civil de Strasbourg»; —

Attendu que la convention de Mannheim du 17 octobre 1868 ne changea rien au principe établi en matière *d'exequatur* par la convention de Mayence; qu'elle fut refonte de celle-ci et de différents traités particuliers postérieurs, et dans son art. 40, répéta, d'une manière plus concise: «Les décisions des tribunaux» pour la navigation du Rhin dans chacun des Etats riverains seront «exécutoires dans tous les autres Etats en observant les formes prescrites par les lois du pays où elles seront exécutées»; —

Attendu que, postérieurement à ladite convention et à la guerre de 1870, la loi française de 1832 ci-dessus résumée fut maintenue en vigueur, art. 5 compris, par les Allemands en Alsace et appliquée pendant plus de quarante ans; qu'elle n'a pas été abrogée depuis le régime français et est même formellement maintenue par l'art. 8 de la loi du 25 juillet 1923, sur l'organisation judiciaire dans les dépar-

tements recouvrés, qui rappelle que »le tribunal de première instance de Strasbourg remplit les fonctions de tribunal d'appel des droits de navigations du Rhin en France, conformément à l'art. 3 de la loi du 21 avril 1832»; —

Attendu qu'il résulte de l'art. 5 de ladite loi que le tribunal ne peut se livrer à aucune instruction nouvelle, mais doit se borner à constater: 1° si la décision émane d'un tribunal des droits de navigation du Rhin; 2° si cette décision a force de chose jugée; que cet article établit ainsi un droit *d'exequatur* exceptional, unique même en France (V. Weiß, Tr. de dr. intern. privé, 2e éd., t. 6, p. 99), conformément d'ailleurs à l'alinéa 3 de l'art. 2123, C. civ., qui prévoit que les dispositions contraires au droit commun *d'exequatur* peuvent résulter de lois politiques; que des dispositions analogues ont été prises dans les autres Etats signataires des conventions de Mayence et Mannheim, subordonnant, contrairement à leur droit commun, *l'exequatur* des décisions des tribunaux étrangers du Rhin à un simple visa sur l'expédition (V. not. von Traut, Loi bavaroise du 18 juin 1879; Loi hessoise du 14 mai 1879; Loi prussienne du 8 mars 1879, p. 195, 203 et 211); —

Attendu que le tribunal de Rüdesheim, dont émane la décision de cette espèce, est un tribunal des droits de navigation du Rhin; que l'expédition produite est revêtue de la force exécutoire étrangère; qu'elle précise que la décision a été notifiée à l'avocat des défenderesses, donc au domicile volontairement élu par celles-ci pour la procédure qu'elles avaient engagée le 9 décembre 1925; qu'aux termes de l'art. 101, C. proc. allemand, l'ordonnance de taxation acquiert force de chose jugée deux semaines après la signification; qu'il échet par suite d'accorder *l'exequatur*, sans qu'il y ait lieu de rechercher, au nom de l'ordre public français, si les frais sont ou non frustatoires en vertu de la convention de Mannheim, que seuls les tribunaux du Rhin sont compétents pour interpréter et appliquer; —

Par ces motifs; —

Déclare exécutoire sur le territoire français la décision de taxation de frais du tribunal des droits de navigation du Rhin de Rüdesheim en date du 7 décembre 1925, fixant à 3.399 marks-or 53 pfg. le montant des dépens de l'instance auxquels les défenderesses ont été condamnées par le même tribunal le 15 mars 1924; dit que cette somme sera payable en francs français au cours du jour du paiement; — Condamne les défenderesses à payer à la demanderesse les intérêts de ladite somme à 6 p. 100 à dater de la signification de la demande en exequatur; — Les condamne aux frais et dépens de la présente instance; — Ordonne l'exécution provisoire du jugement sans caution.»

* * *

5. Schweden.

Höchstes Gericht (Högsta Domstol)

28. Oktober 1929. (NJA. 1929 S. 471 ff.)

Russische Nationalisierungsdekrete — Anerkennung — Wirkung.

Außerhalb des russischen Territoriums befindliche Vermögensstücke einer durch das Dekret des Rates der Volkskommissare vom 28. November 1918 aufgelösten und nationalisierten russischen Versicherungsgesellschaft sind nicht russisches Staatseigentum geworden. Sie werden zugunsten der Berechtigten verwaltet und unterliegen der Liquidation nach Maßgabe der Gesetze des Staates, in dem sie sich befinden.

Tatbestand. Die russische Versicherungs-Aktiengesellschaft »Deuxième Compagnie Russe d'Assurances fondée en 1835« erhielt im Jahre 1916 die Erlaubnis, durch die beklagte Firma als ihrer Generalagentin Versicherungsgeschäfte in Schweden zu betreiben. Sie mußte nach den Vorschriften der schwedischen Versicherungsgesetze bei der Reichsbank einen Betrag von 105.000 Kronen in schwedischen Staatspapieren hinterlegen. Die beklagte Firma hatte mit der Begründung, daß die Versicherungsgesellschaft bereits im Jahre 1917 aufgehört habe, in Schweden Versicherungsgeschäfte abzuschließen, und daß alle angemeldeten Schäden gedeckt seien, die Herausgabe des Depots, das sich noch auf 78.176, 27 Kronen belief, verlangt. Diesem Antrage war, da sich die Beklagte persönlich zur Abgeltung aller etwa noch entstehenden Forderungen verpflichtet hatte, entsprochen worden. Inzwischen aber hatte ein gewisser Savitch auf Grund einer ihm am 25. Mai 1918 vom Vorstand der Versicherungsgesellschaft ausgestellten Generalvollmacht am 8. März 1920 den Anspruch der Gesellschaft auf das Depot an einen gewissen Stange und dieser wiederum an die Klägerin abgetreten, die ihn nunmehr mit der Klage geltend gemacht hat.

Die Beklagte hat ihre Zahlungspflicht bestritten und unter anderem angeführt:

Die russische Versicherungsgesellschaft sei auf Grund des sowjetrussischen Dekrets vom 28. November 1918 verstaatlicht worden und nach durchgeführter Liquidation spätestens im Juli 1919 kein selbständiges Rechtssubjekt mehr gewesen. Damit sei auch die auf Savitch lautende Vollmacht hinfällig geworden. Die schwedischen Gerichte aber müßten, nachdem die Sowjetregierung am 15. März 1924 von der schwedischen Regierung de jure anerkannt worden sei, bei Beurteilung der Frage, ob eine russische Gesellschaft rechtsfähig sei, die neue russische Gesetzgebung und Rechtsanschauung zugrunde legen.

Die Klägerin hat dagegen geltend gemacht, daß die Nationalisierungsmaßnahmen, wie auch aus den Zirkularen der russischen Volkskommissare des Auswärtigen und der Justiz vom 12. April 1922 und 26. September

1923 hervorgehe, in ihrer Wirkung auf das russische Territorium beschränkt seien, und daher Depots russischer Gesellschaften in Schweden und die von solchen Gesellschaften im Auslande vorgenommenen Rechtsgeschäfte nicht berühren könnten. Die Gesellschaft habe aber, nachdem die Vorstandsmitglieder infolge der russischen Revolution nach Paris übergesiedelt seien, noch mehrere Jahre hindurch ihre Geschäfte in außerrussischen Ländern, darunter auch in Skandinavien, weiter betrieben und auch mit der Beklagten noch in Korrespondenz gestanden.

Die erste Instanz (*Stockholms Rådhusrätt*) hat die Klage abgewiesen. Sie ist davon ausgegangen, daß die russische Gesellschaft infolge der Nationalisierungsmaßnahmen längstens bis zum 1. April 1919 bestanden habe und mit diesem Zeitpunkt auch die Befugnis ihrer Bevollmächtigten, in ihrem Namen Geschäfte zu schließen, erloschen sei. Infolgedessen sei die am 8. März 1920 durch Savitch an Stange vorgenommene Abtretung ungültig und damit habe auch die weitere Abtretung durch Stange der Klägerin keine Rechte verschaffen können.

Die zweite Instanz (*Svea Hovrätt*) ist zu demselben Ergebnis gelangt. Aus der am 8. März 1920 an Stange erfolgten Abtretung der Rechte der russischen Gesellschaft und damit auch aus der späteren Abtretung an die Klägerin könnten in Schweden keine Rechte hergeleitet werden, weil das gesamte Vermögen der russischen Versicherungsgesellschaft durch das Dekret vom 28. November 1918 zu russischem Staatseigentum erklärt worden sei, dieses Dekret aber, da Schweden die Regierung der Union der Sozialistischen Sowjet-Republiken am 15. März 1924 anerkannt habe, die Grundlage der Entscheidung bilden müsse.

Das *Höchste Gericht* hob das Urteil auf und verurteilte die Beklagte.

Aus den Gründen:

.... Zwar sind die russischen Versicherungsgesellschaften durch das Dekret vom 28. November 1918 aufgelöst worden und können nach vollzogener Auflösung nicht mehr als russische Gesellschaften anerkannt werden, jedoch kann dem Dekret, soweit darin das Vermögen der Versicherungsgesellschaften zum Staatseigentum erklärt ist und zu diesem Zweck Liquidationsbestimmungen erlassen sind, keine Wirkung auf Vermögensstücke zuerkannt werden, die sich außerhalb des russischen Territoriums befunden haben. Diese müssen vielmehr besonders liquidiert und der sich etwa ergebende Überschuß nach den in den betreffenden Ländern geltenden Rechtsgrundsätzen verteilt werden.

Es war daher erforderlich, daß die Vermögensstücke der russischen Gesellschaft, die sich außerhalb des russischen Territoriums befanden, für Rechnung der Berechtigten verwaltet wurden.

Da angenommen werden muß, daß Savitch zur Zeit der Abtretung der Gesellschaftsforderung an Stange im Interesse der Berechtigten für die Abwicklung der von der Gesellschaft außerhalb Rußlands betriebenen Geschäfte tätig war und, soweit ermittelt werden konnte, zu dieser Zeit andere Personen als Savitch und die Vorstandsmitglieder, die ihn bevollmächtigt hatte, zur Besorgung der Gesellschaftsangelegenheiten nicht vorhanden waren, ist die Klägerin auf Grund der von Savitch an

Stange und der von Stange an sie erfolgten Abtretung berechtigt, von der Beklagten die Herausgabe der deponierten Papiere oder deren Wert zu verlangen, soweit sie nicht zur Abdeckung der der russischen Gesellschaft auf Grund ihrer hiesigen Betätigung erwachsenen Schulden erforderlich sind . . . . .

* * *

6. Schweiz.

Bundesgericht.

15 juin 1928 (Pavan) (Amtliche Sammlung 54, I, p. 207 ss)

Auslieferung — Politisches Delikt.

1. Ein gemeines Verbrechen kann ein sogenanntes relatives politisches Verbrechen, das nicht zu einer Auslieferung führen darf, wegen seiner Beweggründe, seines Zweckes und der Umstände, unter welchen es begangen wurde, darstellen.

2. Abgesehen von Beweggründen und Zweck hat ein Verbrechen vorwiegend politischen Charakter nur, wenn die Tat ein wirklich wirksames Mittel zur Erreichung des politischen Zweckes darstellt, oder ein Teil einer dazu geeigneten Reihe von Handlungen ist, oder wenn sie innerhalb einer allgemeinen politischen Bewegung, bei der die Parteien sich ähnlicher Kampfmittel bedienen, erfolgt.

Tatbestand: Die Auslieferung ist von Frankreich beantragt wegen der in Paris erfolgten Erschießung eines fascistischen Überwachungsagenten, den der Täter, Mitglied einer anti-fascistischen Organisation in Paris, irrtümlich für den Leiter des fascistischen Überwachungsdienstes in Frankreich gehalten hatte. Die Einsprache des Täters gegen den Auslieferungsantrag wurde zurückgewiesen.

Gründe: »Il est hors de doute que l'acte reproché à l'opposant ne constitue pas un crime politique au sens propre du terme, à savoir un crime dirigé directement contre l'Etat ou ses institutions politiques fondamentales (par ex. un . . . . . acte de haute trahison, cf. arrêt Vogt, RO. 50 I 257 = Pr. 13 nº 38, et arrêt Camporini RO. 50 I 304 = Pr. 13 nº 154). L'homocide est un acte qui attente toujours en première ligne à la vie d'une personne et qui, par conséquent, constitue en soi un crime de droit commun. Il peut en revanche constituer un crime politique dans un sens relatif, soit un acte qui, tout en réunissant les éléments d'un crime de droit commun, revêt un caractère politique prédominant en raison de ses mobiles, de son but et des circonstances dans lesquelles il a été commis (art. 10 de la loi féd. du 22 janvier 1892 sur l'extradition aux Etats étrangers; cf. Martitz, Internationale Rechtshilfe in Strafsachen, p. 527; Schwarzenbach, Das materielle

Auslieferungsrecht der Schweiz, p. 174), ce qui, d'après la jurisprudence constante du TF., aurait pour conséquence le refus de l'extradition (RO. 17 p. 455, 27 I 64, 32 I 539 et 541, 33 I 186, 34 I 568, 49 I 266 = Pr. 12 nº 152 (Ragni), 50 I 256 et 304 = Pr. 13 nº 38 et 154; Corbaz, Le crime politique et la jurisprudence du TF. en matière d' extradition, p. 140 et suiv.)

(4º). Il n'est pas nécessaire de résoudre la question de savoir si P. a tué S. pour des motifs politiques et dans un but politique (renversement de l'ordre politique établi en Italie et son remplacement par un autre régime que l'auteur de l'acte estime meilleur; cf. RO. 34 I 570, 50 I 258; Lammasch, Auslieferungsrecht und Asylpflicht, p. 294), car même si ces éléments subjectifs se rencontraient, l' opposition devrait être écartée, parce que les éléments objectifs qui conféreraient au crime de droit commun un caractère politique prédominant ne sont pas réunis.

(5º) D'après la jurisprudence du TF., le caractère politique n'est prédominant que si l'acte délictueux est en rapport étroit et direct avec le but politique visé (arrêts cités cidessus; v. Bar, Gerichtssaal 1882, p. 500). Et pour qu' un pareil rapport puisse exister, l'acte doit constituer un moyen réellement efficace pour atteindre le but (RO. 32 I 542), ou du moins faire partie intégrante d'actes propres à conduire au but politique (RO. 49 I 275 = PR. 12 nº 152; Corbaz, op. cit. p. 156), ou constituer un incident d'un mouvement politique général dans lequel les partis ont recours à des moyens semblables (v. RO. 33 I 194 et les arrêts Ragni et Camporini).

Cette connexité étroite n'existe pas en l'espèce. Le rapport entre le meurtre de S. et le renversement du régime politique établi en Italie est lointain, et la mort de cet espion ou agent provocateur fasciste — supposé qu'il le fût réellement — n'était pas de nature à aider à la réalisation de ce but politique. Il ne fait pas partie d'une entreprise antifasciste de plus grande envergure déclenchée en Italie, mais constitue un acte isolé de terrorisme individuel, commis à l' étranger, et dont le but se confond avec le résultat immédiat (RO. 27 I 68 et 87). Ce à quoi P. visait — il l'a reconnu dans son exposé du 12 avril 1928 — c'est à désorganiser le service d'espionnage fasciste en France et en Belgique, en supprimant le chef de ce service; il espérait, par là, procurer quelque sécurité et tranquillité aux émigrants politiques et à leurs proches. Il ne prétend pas que son acte fût propre à amener, hâter ou préparer la chute du régime fasciste en Italie. L'avocat de l'opposant invoque en vain les arrêts Ragni et Camporini. Dans ces deux cas, il s'agissait d'actes commis en Italie au cours de la lutte sanglante dans laquelle s'affrontaient les parties politiques; c'étaient des incidents du mouvement révolutionnaire général, des épisodes de guerre civile. Le fascisme cherchait à s'emparer du pouvoir, et, l'ayant conquis, à s'y maintenir. Pour arriver à ces fins, il a brisé les résistances en recourant, au besoin, à la violence, et ces adversaires en ont fait autant. Les atteintes aux droits privés, qui datent de cette période troublée, sont en relation

directe et étroite avec les visées politiques des partis. L'opposant n'a pas fourni la preuve que l'Italie soit encore dans un état analogue à la guerre civile; et, en fût-il même ainsi, le lien entre cet état de choses et le crime commis sur la personne de S. ne serait pas assez étroit pour que la connexité directe éxigée par la jurisprudence puisse être considérée comme existante. L'acte n'a pas été perpétré en Italie à l'occasion de troubles politiques, il a été préparé et accompli en France, par un individu isolé, soit loin du pays et en marge du combat des fascistes et des antifascistes. Refuser l'extradition aurait pour conséquence de permettre à ses adversaires politiques de poursuivre à l'étranger leurs menées et leurs actes de terrorisme. Or, la Suisse ne saurait y prêter la main, en accordant asile aux auteurs de pareils actes, de même qu' elle ne saurait tolérer qu'on transporte chez elle cette lutte qui se livre avec des armes illégales.

(6°). Pour que, d'après la jurisprudence, l'élément de droit commun ne l'emporte pas sur le caractère politique du délit, il faut en outre que le dommage causé soit proportionné au résultat cherché, de telle sorte que, »bien qu'illégitimes, les atteintes aux droits privés apparaissent comme excusables« (RO. 50 I 259 = Pr. 13 n° 38, 34 I 572/3).

L'homicide — assassinat ou meurtre — est un des crimes les plus odieux. Il ne peut s'expliquer et le cas échéant, s'excuser que s'il constitue l'ultime moyen de protéger les intérêts supérieurs de l'humanité. (V. Message du Conseil fédéral au 9 juin 1890, d. Feuille officielle fédérale 1890, vol. III p. 215 et suiv.) Walker, Über politische Verbrechen und das Asylrecht, Zeitschrift für öffentliches Recht, vol. IV p. 343 et suiv.; RO. 27 I 67/86, 34 I 548 et 573). Or, l'acte de P. n' apparaît pas comme l'unique et dernier moyen de mettre les réfugiés politiques italiens et leurs proches à l'abri du service d'espionnage fasciste. Des journaux versés au débat par l'avocat de l'opposant, il résulte que l'antifasciste G. a fourni à la police française des informations sur l'activité de S. P. en avait connaissance, puisque, à son dire, ces articles de journaux l'ont précisément poussé à commettre l'homicide. Sans attendre le résultat de l'enquête des autorités, il prit quelques jours plus tard la résolution de »juger« S. Cette décision est d'autant moins compréhensible et excusable que l'attitude des autorités françaises, à d' autres occasions (p. ex. l'affaire Garibaldi), n'était nullement de nature à faire supposer que la France tolérait sur son territoire les agissements d'espions et d'agents provocateurs fascistes.

En l'espèce, l'extradition doit être accordée avec d'autant moins d'hésitation qu'elle n'est pas demandée par l'Italie, où les opinions antifascistes de P. risqueraient de constituer une circonstance aggravante, mais par la France, dont les tribunaux offrent toutes garanties d'impartialité et sauront tenir compte des motifs politiques désintéressés auxquels l'inculpé prétend avoir obéi.«

* * *

7. Vereinigte Staaten von Amerika.

a) Bundesgerichte.

α) Supreme Court.

Karnuth, Director of Immigration, et al. v. United States ex rel. Albro. April 8, 1929 (279 US. 231.)

Internationale Verträge — Einwirkung des Kriegs auf ihren Bestand.

1. Trotz Kriegsausbruch bleiben in Kraft Bestimmungen, die für den Kriegsfall getroffen sind, Zessions- und Grenzverträge, Bestimmungen, die die beiderseitigen Staatsangehörigen zum Besitz und zur Übertragung von Grundstücken im Gebiet des anderen Staates berechtigen, sowie allgemein solche Bestimmungen, die bereits durchgeführt sind.

2. Aufgelöst werden durch den Krieg Freundschafts- und Bündnisverträge.

3. Eine Vertragsbestimmung, die den beiderseitigen Staatsangehörigen freie Ein- und Ausreise im Gebiet des anderen Teiles zusichert, ist unvereinbar mit dem Kriegszustande und regelmäßig auch mit den Nachkriegsverhältnissen und fällt daher mit Kriegsausbruch endgültig weg.

Mr. Justice Sutherland delivered the opinion of the Court.

This case arose under § 3 of the Immigration Act of 1924, c. 190, 43 Stat. 153, 154, U. S. Code, Title 8, § 203, *et seq.*, which provides: "When used in this Act the term 'immigrant' means any alien departing from any place outside the United States destined for the United States, except . . . (2) an alien visiting the United States temporarily as a tourist or temporarily for business or pleasure, . . ."

Neither respondent is a native of Canada. Mary Cook is a British subject, born in Scotland, who came to Canada in May, 1924. She is a spinner by occupation and resides at Niagara Falls, Ontario. Antonio Danelon is a native of Italy, who came to Canada in 1923. He also resides at Niagara Falls, Ontario. He alleges that he became a Canadian citizen by reason of his father's naturalization. Both sought admission to the United States on December 1, 1927, as non-immigrants under the excepting clause (2) above quoted. Prior thereto, Mary Cook had crossed from Canada to the United States daily for a period of three weeks to engage in work at which she was employed. On the occasion in question, she was out of employment, but desired admission to look for work. Danelon had been at work in the United States for more than a year, crossing daily by the use of an identification card. He sought admission to resume work. Both were denied admission by the immigration authorities, on the ground that they were quota-immigrants within the meaning of the act, and did not come within the excepting clause, § 3 (2). The following departmental regulation, adopted under

§ 24 of the act, has been in force since September, 1925. "Temporary visits . . . for the purpose of performing labor for hire are not considered to be within the purview of section 3 (2) of the act." It is not disputed that both aliens were properly excluded if the validity of this regulation is established.

In a habeas corpus proceeding, brought in behalf of the two aliens, the federal district court for the Western District of New York sustained the action of the immigration officials and dismissed the writ. On appeal, this judgment was reversed. The circuit court of appeals held that an alien crossing from Canada to the United States daily to labor for hire was not an immigrant but a visitor for business within the meaning of section 3 (2) of the act. 24 F. (2 d) 649. In reaching that conclusion the court seemed of opinion that if the statute were so construed as to exclude the aliens, it would be in conflict with Article III of the Jay Treaty of 1794, 8 Stat. 116, 117, a result, of course, to be avoided if, reasonably, it could be done. Lem Moon Sing v. United States, 158 U. S. 538, 549.

We granted the writ of certiorari because of the far-reaching importance of the question. The decision below affects not only aliens crossing daily from Canada to labor in the United States, but, if followed, will extend to include those entering the United States for the same purpose from all countries, including Canada, who intend to remain for any period of time embraced within the meaning of the word "temporary." By the immigration rules, this time is defined as a reasonable fixed period to be determined by the examining officer, which may be extended from time to time, though not to exceed one year altogether from the date of original entry. Thus, if the view of the court below prevail, it will result that aliens — not native of Canda or any other American country named in § 4 (c), — whose entry as immigrants is precluded, may land as temporary visitors and remain at work in the United States for weeks or months at a time.

First. The pertinent provision of Article III of the Jay Treaty follows:

"It is agreed that it shall at all times be free to his Majesty's subjects, and to the citizens of the United States, and also to the Indians dwelling on either side of the said boundary line, freely to pass and repass by land or inland navigation, into the respective territories and countries of the two parties, on the continent of America (the country within the limits of the Hudson's bay Company only excepted) and to navigate all the lakes, rivers and waters thereof, and freely to carry on trade and commerce with each other. . . ."

The position of the Government is that (1) there is no conflict between the treaty and the statute, but, (2) in any event, the treaty provision relied on was abrogated by the War of 1812. We pass at once to a consideration of the second contention, since if that be sustained the first becomes immaterial and the statute open to construction unembarassed by the treaty.

The effect of war upon treaties is a subject in respect of which there are widely divergent opinions. The doctrine sometimes asserted, especially by the older writers, that war *ipso facto* annuls treaties of every kind between the warring nations, is repudiated by the great weight of modern authority; and the view now commonly accepted is that "whether the stipulations of a treaty are annulled by war depends upon their intrinsic character." 5 Moore's Digest of International Law, § 779, p. 383. But as to precisely what treaties fall and what survive, under this designation, there is lack of accord. The authorities, as well as the practice of nations, present a great contrariety of views. The law of the subject is still in the making, and, in attempting to formulate principles at all approaching generality, courts must proceed with a good deal of caution. But there seems to be fairly common agreement that, at least, the following treaty obligations remain in force: stipulations in respect of what shall be done in a state of war; treaties of cession, boundary, and the like; provisions giving the right to citizens or subjects of one of the high contracting powers to continue to hold and transmit land in the territory of the other; and, generally, provisions which represent completed acts. On the other hand, treaties of amity, of alliance, and the like, having a political character, the object of which "is to promote relations of harmony between nation and nation", are generally regarded as belonging to the class of treaty stipulations that are absolutely annulled by war. Id., p. 385, quoting Calvo, Droit Int. (4th Ed.), IV. 65, § 1931.

In Society, etc. v. New Haven, 8 Wheat. 464, a case involving the right of a British corporation to continue to hold lands in Vermont, this Court was called upon to determine the effects of the War of 1812 upon the Ninth Article of the Jay Treaty which provides "that British subjects who now hold lands in the territories of the United States, and American citizens who now hold lands in the dominions of his Majesty, shall continue to hold them according to the nature and tenure of their respective estates and titles therein; and may grant, sell, or devise the same to whom they please, in like manner as if they were natives; and that neither they nor their heirs or assigns shall, so far as may respect the said lands and the legal remedies incident thereto, be regarded as aliens". 8 Stat. 116. 122.

It was held that the title to the property of the Society was protected by the Sixth Article of the Treaty of 1783, 8 Stat. 80, 83; was confirmed by the words of Article IX above quoted; and was not affected by the War of 1812. The applicable rule was stated (p. 494) in the following words:

"But we are not inclined to admit the doctrine urged at the bar, that treaties become extinguished, *ipso facto*, by war between the two governments, unless they should be revived by an express or implied renewal on the return of peace. Whatever may be the latitude of doctrine laid down by elementary writers on the law of nations, dealing in general terms in relation to this subject, we are satisfied that the doctrine contended for is not universally true. There may be treaties of such a nature

as to their object and import, as that war will put an end to them; but where treaties contemplate a permanent arrangement of territorial, and other national rights, or which in their terms, are meant to provide for the event of an intervening war, it would be against every principle of just interpretation to hold them extinguished by the event of war. If such were the law, even the treaty of 1783, so far as fixed our limits, and acknowledged our independence, would be gone, and we should have had again to struggle for both upon original revolutionary principles. Such a construction was never asserted, and would be so monstrous as to supersede all reasoning. We think, therefore, that treaties stipulating for permanent rights, and general arrangements, and professing to aim at perpetuity, and to deal with the case of war as well as of peace, do not cease on the occurrence of war, but are, at most, only suspended while it lasts; and unless they are waived by the parties, or new and repugnant stipulations are made, they revive in their operation at the return of peace."

The English High Court of Chancery reached the same conclusion in Sutton v. Sutton, 1 Russ. & M. 663, 675:

"The relations, which had subsisted between Great Britain and America, when they formed one empire, led to the introduction of the ninth section of the treaty of 1794, and made it highly reasonable that the subjects of the two parts of the divided empires should, notwithstanding the separation, be protected in the mutual enjoyment of their landed property; and the privileges of natives being reciprocally given, not only to the actual possessors of lands, but to their heirs and assigns it is a reasonable construction that it was the intention of the treaty that the operation of the treaty should be permanent, and not depend upon the continuance of a state of peace."

These cases are cited by respondents and relied upon as determinative of the effect of the War of 1812 upon Article III of the treaty. This view we are unable to accept. Article IX and Article III relate to fundamentally different things. Article IX aims at perpetuity and deals with existing rights, vested and permanent in character, in respect of which, by express provision, neither the owners nor their heirs or assigns are to be regarded as aliens. These are rights which, by their very nature, are fixed and continuing, regardless of war or peace. But the privilege accorded by Article III is one created by the treaty, having no obligatory existence apart from that instrument, dictated by considerations of mutual trust and confidence, and resting upon the presumption that the privilege will not be exercised to unneighborly ends. It is, in no sense, a vested right. It is not permanent in its nature. It is wholly promissory and prospective and necessarily ceases to operate in a state of war, since the passing and repassing of citizens or subjects of one sovereignty into the territory of another is inconsistent with a condition of hostility. See 7 Moore's Digest of International Law, § 1135; 2 Hyde, International Law, § 606. The reasons for the conclusion are obvious — among them, that otherwise the door would be open for

treasonable intercourse. And it is easy to see that such freedom of intercourse also may be incompatible with conditions following the termination of the war. Disturbance of peaceful relations between countries occasioned by war, is often so profound that the accompanying bitterness, distrust and hate indefinitely survive the coming of peace. The causes, conduct or result of the war may be such as to render a revival of the privilege inconsistent with a new or altered state of affairs. The grant of the privilege connotes the existence of normal peaceful relations. When these are broken by war, it is wholly problematic whether the ensuing peace will be of such character as to justify the neighborly freedom of intercourse which prevailed before the rupture. It follows that the provision belongs to the class of treaties which does not survive war between the high contracting parties, in respect of which, we quote as apposite, the words of a careful writer on the subject:

"Treaties of the fifth class are necessarily at least suspended by war, many of them are necessarily annulled, and there is nothing in any of them to make them revive as a matter of course on the advent of peace, — frequently in fact a change in the relations of the parties to them effected by the treaty of peace is inconsistent with a renewal of the identical stipulations. It would appear therefore to be simplest to take them to be all annulled, and to adopt the easy course, when it is wished to put them in force again without alteration, of expressly stipulating for their renewal by an article in the treaty of peace." Hall, International Law (5th Ed.), pp. 389—390.

Westlake classifies treaties not affected by war as (1) those providing what is to be done in a state of war, (2) transitory or dispositive treaties, including such as are intended to establish a permanent condition of things such as treaties of cession, boundary, and recognition of independence, as well as those having no conceivable connection with the causes of war or peace, and (3) treaties establishing arrangements to which third powers are parties such as guarantees and postal and other unions. Westlake, International Law, Part II, pp. 29—32. He then says:

"Outside the exceptions which have been discussed, treaties between belligerents do not survive the outbreak of the war. At the peace there is no presumption that the parties will take the same view as before the war of their interests, political, commercial or other. It is for them to define on what terms they intend to close their interlude of savage life and to re-enter the domain of law."

Fauchille, Traité de Droit International Public, 1921, Vol. II, p. 55, says that "a state of war puts en end to treaties concluded with a view to peaceful relations between the signatories and the object or end of which is to strengthen or maintain such peaceful relations, for example, treaties of alliance, subsidies, guarantees, commerce, navigation, customs union, etc. Those treaties from their very nature are subject to an implicit resolutory condition, namely a break in the state of peace. They cannot survive the outbreak of hostilities between the signatory

States. War, to them, is a cause of final extinction and not of mere suspension. When peace is concluded, they do not spontaneously come out of a comatose state; they do not revive unless expressly renewed in the peace treaty" [1]).

These expressions and others of similar import which might be added, confirm our conclusion that the provision of the Jay Treaty now under consideration was brought to an end by the War of 1812, leaving the contracting powers discharged from all obligation in respect thereto, and, in the absence of a renewal, free to deal with the matter as their views of national policy, respectively, might from time to time dictate.

We are not unmindful of the agreement in Article XXVIII of the Treaty "that the first ten articles of this treaty shall be permanent, and that the subsequent articles, except the twelfth, shall be limited in their duration to twelve years". It is quite apparent that the word "permanent" as applied to the first ten articles was used to differentiate them from the subsequent articles — that is to say, it was not employed as a synonym for "perpetual" or "everlasting", but in the sense that those articles were not limited to a specific period of time, as was the case in respect of the remaining articles. Having regard to the context, such an interpretation of the word "permanent" is neither strained nor unusual. See Texas, &c. Railway Co. v. Marshall, 136 U. S. 393, 403; Bassett v. Johnson, 2 N. J. Eq. 154, 162.

It is true, as respondents assert, that citizens and subjects of the two countries continued after the War of 1812, as before, freely to pass and repass the international boundary line. And so they would have done if there never had been a treaty on the subject. Until a very recent period, the policy of the United States, with certain definitely specified exceptions had been to open its doors to all comers without regard to their allegiance. This policy sufficiently accounts for the acquiescence of the Government in the continued exercise of the crossing privilege upon the part of the inhabitants of Canada, with whom we have always been upon the most friendly terms; and a presumption that such acquiescence recognized a revival of the treaty obligation cannot be indulged. . . .

Judgment reversed.

[1]) . . . *résolus* par l'état de guerre les traités conclus en vue de relations pacifiques entre les signataires et ayant pour objet ou pour but la consolidation ou le maintien de ces relations pacifiques. *Ex.*: les traités d'alliance, de subsides, de garantie, de commerce, de navigation, d'union douanière, etc. Ces traités sont par leur nature même affectés d'une condition résolutoire implicite, la cessation de l'état de paix. Ils ne peuvent survivre à l'ouverture des hostilités entre les Etats signataires. La guerre est pour eux une cause d'extinction définitive, et non une cause de simple suspension. La paix conclue, ils ne sortent pas spontanément, d'un état de léthargie momentané: ils ne revivent pas, à moins qu'ils ne soient expressément renouvelés dans le traité de paix.

* * *

β. Untere Bundesgerichte.

1. District Court, S. D. New/York.

United States v. Deutsches Kalisyndikat Gesellschaft et al. January 5, 1929 (31 F [2d] 199.)

Ausländische Handelsgesellschaft, an der eine fremde Regierung beteiligt ist — Gerichtsbarkeit — Immunität[1]).

1. Eine Aktiengesellschaft, deren Aktien ganz oder teilweise einem fremden Staate gehören und deren Gewinn diesem Staate zufließt, genießt keine Immunität.

2. Einer solchen Gesellschaft, ihren Beamten und Angestellten kommt persönliche Immunität nicht zu, da sie nicht Vertreter des interessierten Staates sind.

Bondy, District Judge. This is a motion made by the ambassador of France and the defendants Société Commerciale des Potasses d'Alsace, Jean Le Cornec, Pierre Gide, Rene Gide, and Walter B. Howe to set aside the service of process upon the said defendants. They contend that they are not amenable to the service, and that the court is without jurisdiction to proceed against them.

The suit was brought by the United States to enjoin violations of the anti-trust laws by the defendants other than the ambassador. After the suit was begun, the French ambassador wrote to the Secretary of State of the United States that the Société Commerciale des Potasses d'Alsace is an organisation created and controlled by the Republic of France for the purpose of administering potash mines, some of which the French Republic acquired on the cession of Alsace-Lorraine by the treaty of Versailles in 1919, and some of which belong to French nationals, and that the suit commenced against the Société Commerciale des Potasses d'Alsace and its officers and agents was in fact begun against the French government.

Thereafter the French ambassador addressed to this court a statement whereby he certified that since the treaty of Versailles the Republic of France has operated its potash mines in Alsace; that the proceeds from the sale of potash from these mines go into the revenue of the Republic of France and are applied to governmental purposes; that the Société Commerciale des Potasses d'Alsace was organized by direction of the French government to act as sales agent in disposing of the product of these government mines, and of a few mines owned by French nationals; that eleven-fifteenths of its capital stock is owned by the French government; that its governing board, on which there is a delegate

1) Vgl. die Note zu dieser Entscheidung 9 Michigan State Bar Journal (28 Michigan Law Review) 457; ferner Mason v. Intercolonial Railway of Canada, 197 Mass. 349, 83 N. E. 876 (1908); Molina v. Comision Reguladora del Mercado de Henequen, 91 N. J. L. 382, 103 Atl. 397 (1918); Hervey, "The Immunity of Foreign States When Engaged in Commercial Enterprises", 27 Michigan Law Review 751 (1929).

from each of the ministries of Agriculture, Public Works, Finance, and Commerce, is controlled by the French government; that the French government considers the Société Commerciale and its employees instrumentalities employed in the sale of its potash, and that the suit mentioned is, in effect, a suit against the Republic of France.

There has also been submitted a letter from the Secretary of State of the United States to the Attorney General, stating that it has long been the view of the Department of State that agencies of foreign governments engaged in ordinary commercial transactions in the United States enjoy no privileges or immunities not appertaining to other foreign corporations, agencies, or individuals doing business here, and that they should conform to the laws of this country governing such transactions, and that none of the French defendants has any consular or diplomatic status in this country.

Affidavits also disclose that the Republic of France, in its capacity of owner of the 11 mines known as Mines Domaniales de Potasses d'Alsace, and the Société Anonyme Mines de Kali Sainte-Therese and three other mining corporations, caused the defendant Société Commerciale des Potasses d'Alsace to be organized to act as sales agent of the product of their mines; that business of the corporation's New York office is to sell the product of all the mines and to transmit the proceeds to France, where they are immediately divided and the proceeds of sale of potash belonging to the French government are immediately put into the treasury of the French government and used for governmental purposes.

When the motion was first argued, the French ambassador had not joined in the motion made by the other defendants to set aside the service. Subsequently the ambassador endeavored to join them in their motion, but had not become a party to the suit. Finally the ambassador, reaffirming that all French defendants are instrumentalities of the French government, employed in the sale of its potash, and that the suit is in effect against the Republic of France, and that defendants are immune from suit and judicial process, asked leave to intervene on behalf of the Republic of France. Upon the granting of his application, he asked that the service of the writs of subpœna be set aside and the returns quashed, and also for such other relief as may be just and proper.

The defendants refer to the fact that the International Economic Conference at Geneva in 1927 recommended that when a government, in times of peace, carries on or controls any commercial enterprise, it shall not, in its character as such, and in so far as it participates in enterprises of this kind, be treated as entitled to any sovereign immunities from liabilities to which similar privately owned undertakings are subject. They also refer to the fact that the treaty existing between Germany and the United States, like article 281 of the treaty of Versailles, provides that, if the German government engages in international

trade, it shall not in respect thereof have or be deemed to have any rights, privileges, or immunities of sovereignty.

The defendants contend that such recommendation and provision would be meaningless, were it not a principle of international law that a sovereign state and its agents engaged in commercial enterprises enjoy immunity from liability to suit. They contend that the Société Commerciale and its agents are entitled to immunity because they are engaged in performing what the Republic of France considers a governmental function, and deny that a sovereign state by carrying on a commercial enterprise to that extent abandons its sovereign immunity and subjects itself to judicial process.

The defendants cite numerous cases involving ships of war (The Exchange, 7 Cranch, 116, 3 L. Ed. 287), merchant ships owned by a foreign state and employed in the carrying trade (Berizzi Brothers Co. v. S. S. Pesaro, 271 U. S. 562, 46 S. Ct. 611, 70 L. Ed. 1088; The Maipo [D. C.] 259 F. 367), merchant ships owned and operated by others but appropriated by a foreign state to a use which it considers a public use (The Roseric [D. C.] 254 F. 154; The Adriatic [C. C. A.] 258 F. 902; Parlement Belge, L. R. 5 P. D. 197), which establish conclusively that the courts will not exercise jurisdiction over the person of a foreign sovereign or the person of his ambassador, and that they will not indirectly implead a foreign state or sovereign by proceeding against property within their jurisdiction, owned by a foreign state or appropriated by a foreign state to a use which such foreign state considers public or governmental, no matter by whom owned or operated.

These cases involve the jurisdiction of the courts over an instrumentality of a foreign government, consisting of property within the territorial jurisdiction of the court, but do not involve, like the case under consideration, the jurisdiction of the courts to enjoin others than a sovereign or his representatives from performing acts within the jurisdiction of the United States in violation of the laws of the United States.

Most, if not all, of the numerous American and English cases relied on by the defendants in their briefs, disclose that immunity was based on the sovereign or diplomatic character of the person before the court, or on governmental ownership, or on the governmental use to which property within the jurisdiction of the court was put. Immunity was not made dependent upon whether or not the person before the court was performing within the territorial jurisdiction of the court functions which the foreign sovereign considered public or governmental.

The person of the foreign sovereign and those who represent him are immune, whether their acts are commercial (Compania Mercantil Argentina v. United States Shipping Board, 93 L. J. R. 1924, p. 816; see, also, 2 C. J. 1303), tortious, criminal, or not, no matter where performed. Their person and property are inviolable. No one else enjoys such immunity. What a sovereign state regards as a governmental function often has been considered by the courts but only in order to

determine whether property within the jurisdiction of the court has been devoted by a foreign state to a public use.

The defendants repeatedly quote the statement made by Judge Hough in The Maipo (D. C.) 259 F. 367, approved by the United States Supreme Court in Berizzi Brothers Co. v. S. S. Pesaro, 271 U. S. 562, 576, 46 S. Ct. 611, 613 (70 L. Ed. 1088): "If the Republic of Chile considers it a governmental function to go into the carrying trade, as would appear to be the case here, that is the business of the Republic of Chile; and if we do not approve of it, if we do not like, it, if we do not wish any longer to accord that respect to the property so engaged, which has hitherto been accorded to government property, then we must say so through diplomatic channels, and not through the judiciary."

Judge Hough considered what functions a foreign state regarded as governmental, only to determine whether the property in this jurisdiction was devoted to a public purpose. In Royal Italian Government v. National Brass & Copper Tube Co. (C. C. A.) 294 F. 23, certiorari denied 264 U. S. 587, 44 S. Ct. 402, 68 L. Ed. 863, though the case did not involve the question of jurisdiction, the court, of which he was a member, held that, where a sovereign government's agents come to this country and enter into commercial contracts, they are obligated to the terms and conditions thereof, as are other persons and private corporations.

The extent to which such immunity is granted has been well stated in The Parlement Belge, L. R. 1880, 5 P. D. 197, 217, relied on by defendants: "As a consequence of the absolute independence of every sovereign authority and of the international comity which induces every sovereign state to respect the independence of every other sovereign state, each and every one declines to exercise by means of any of its courts any of its territorial jurisdiction over the person of any sovereign or ambassador of any other state, or over the public property of any state which is destined to its public use, or over the property of any ambassador, though such sovereign, ambassador, or property be within its territory, and, therefore, but for the common agreement, subject to its jurisdiction."

Société Commerciale was organized, like any other business corporation, under the general corporation laws of France. Its stockholders include private persons, as well as officials. It sold potash for others, as well as for the Republic of France. The law under which it was incorporated, as well as its certificate of incorporation, provide that it may be sued. It thereby was stripped of any sovereign immunity it otherwise may have enjoyed. See Bank of U. S. v. Planters' Bank, 9 Wheat. 904, 907, 6 L. Ed. 244. France holds it amenable to the process of its courts. The French law, like the law of the United States, regards a corporation as an entity distinct from its stockholders.

A suit against a corporation is not a suit against a government merely because it has been incorporated by direction of the government and is used as a governmental agent, and its stock is owned solely by

the government. See affidavit of Rodriguez Barteault; Federal Sugar Refining Co. v. U. S. Sugar Equalization Board (D. C.) 268 F. 575; Sloan Shipyards Corporation v. U. S. Shipping Board Emergency Fleet Corp., 258 U. S. 549, 42 S. Ct. 386, 66 L. Ed. 762; United States v. Strang, 254 U. S. 491, 41 S. Ct. 165, 65 L. Ed. 368.

The only difference between the defendants and other foreign corporations and their officers and agents doing business in the United States is that the French Republic owns a part of the stock of the defendant corporation, and that the defendant company and its agents are selling potash for the French government as well as for others. As appears by affidavit and without contradiction, the French courts do not extend immunity to commercial enterprises owned or controlled by a sovereign state, and suits can be brought and judgments recovered in France, Italy, and Belgium against a government engaging in business. Affidavit of Rodriguez Barteault.

The defendant company being an entity distinct from its stockholders, immunity cannot be claimed by it or on its behalf on the ground that it and the government of France are identical in any respect. Private corporations in which a government has an interest, and instrumentalities in which there are private interests, are not departments of government. See United States Shipping Board Emergency Fleet Corp. v. Western Union Tel. Co., 275 U. S. 415, 426, 48 S. Ct. 198, 72 L. Ed. 345; U. S. Shipping Board E. F. Corp. v. Wood (C. C. A.) 274 F. 893, 902.

Nor can immunity be claimed by the defendant corporation, or on its behalf, or by or on behalf of any of its officers, agents, or employees, on the ground that they are acting as agents of a foreign government. An agent does not cease to be answerable personally for his illegal acts because he is an agent, even though he may be an instrumentality of government. Sloan Shipyards Corp. v. U. S. Shipping Board Emergency Fleet Corp., 258 U. S. 549, 567, 42 S. Ct. 386, 66 L. Ed. 762.

Officers and agents of a corporation are not officers or agents of its stockholders (U. S. v. Strang, supra), and it therefore cannot be successfully urged that an action against an officer or agent of a corporation in which a sovereign state is a stockholder is in fact an action against the sovereign state. A board consisting of officers appointed by and acting for the executive department of a government (see Compania Mercantil Argentina v. U. S. Shipping Board, supra) is distinguishable from a corporation organized under general laws, with officers and agents selected by its stockholders and acting for it. See U. S. v. Strang, supra.

Moreover, this immunity has not been extended to the officers or crew of foreign warships (2 Moore's Digest Int. Law, pp. 573, 585), nor to consuls or vice consuls (In re Baiz, 135 U. S. 403, 10 S. Ct. 854, 34 L. Ed. 222; 5 Moore's Digest Int. Law, p. 61; U. S. Judicial Code, § 24; 28 USCA § 41 (18), nor to any officers, agents, or employees of a foreign sovereign ruler or sovereign state other than those entrusted to negotiate

between foreign states such as ambassadors and other diplomatic representatives of the foreign state (see U. S. Constitution, art. 3, § 2; Judicial Code, §§ 233, 256; 28 USCA §§ 341, 371; 22 USCA § 252). It never has been held that every one acting on behalf of a foreign state enjoys immunity from suit.

Acts of Congress provide that whoever, other than diplomatic officers or attachés, shall act in the United States as agent of a foreign government, without prior notification to the Secretary of State, shall be fined, or imprisoned, or both (22 USCA § 233. See 18 USCA § 98; 4 Moore's Digest Int. Law, p. 411), and declare void only process whereby the person of any ambassador or public minister of any foreign prince or state received as such by the President, or their servant, is arrested or his goods or chattels are attached (U. S. Code, tit. 22, § 252 [22 USCA § 252]).

A foreign sovereign cannot authorize his agents to violate the law in a foreign jurisdiction, or to perform any sovereign or governmental functions within the domain of another sovereigns, without his consent. He, therefore, cannot claim as a matter of comity or otherwise that the act of the alleged agent in such case is the act of the sovereign, and that a suit against the agent is in fact a suit against the sovereign. This is especially so when such alleged agent is a foreign corporation, or an officer, agent, or employee of a foreign corporation, which is doing business here only by consent, which cannot be assumed to be given, except on condition that they shall be subject to our laws.

This court has not been referred to any authority which extended sovereign immunity to any corporation, or officers or agents thereof, under similar circumstances. See Coale v. Société Co-operative Suisse des Charbons (D. C.) 21 F. (2d) 180. Neither principle nor precedent requires that this immunity, which, as a matter of comity, is extended to a foreign sovereign and his ambassador, should be extended to a foreign corporation merely because some of its stock is held by a foreign state, or because it is carrying on a commercial pursuit, which the foreign government regards governmental or public.

This is especially so in this case, because, as the ambassador states, the defendant corporation, in which French nationals hold stock, is acting as selling agent for others, as well as for the French government. There cannot be any reason why, to that extent, at least, it and its agents should not be enjoined from violating the laws of the United States.

The court does not question any statement of facts made by the ambassador. It only holds that taking all facts for granted, it appears that no property within the territorial jurisdiction of this court is involved in this suit, that this is not a suit against the Republic of France or any representative of that republic, or any department of its government, and that this is not a suit between two sovereign states, and that, therefore, this court has jurisdiction over the person of the defendants in an action to enjoin them from violating the laws of the United States.

Though the ambassador brought the pendency of this suit to the attention of the State Department with which the ambassador's relations are official, the Secretary of State has not made any suggestion to this court. The suit was brought by the Attorney General. These facts indicate that the Executive Department of the government also is of the opinion that this suit is not a suit against the Republic of France, or any representative of that republic.

The motion to set aside the service on the defendants, therefore, must be denied.

* * *

2. Circuit Court of Appeals, Ninth Circuit.

Republic of China v. Merchants' Fire Assurance Corporation of New York. Same v. Great American Insurance Co. January 14, 1929 (30 F [2d] 278).

Klagerecht ausländischer Regierungen — Chinesische nationale Regierung — Form der Anerkennung von Regierungen — Wirkung auf anhängige Prozesse.

1. Eine von der Regierung der Vereinigten Staaten nicht anerkannte revolutionäre Regierung kann nicht vor amerikanischen Gerichten klagen.

2. Eine Anerkennung einer solchen Regierung liegt im Abschluß eines Vertrages mit ihr, ohne Rücksicht auf eine etwaige Ratifikation.

Rudkin, Circuit Judge. The Republic of China commenced an action in the United States Court for China to recover a fire loss under a policy issued by the Merchants' Fire Assurance Corporation of New York to the Chinese Government Telephone Administration at Wuchang, a department of the Republic of China, covering a building occupied by the Telephone Administration. After the policy issued and after the fire loss occurred, the military forces of the national government captured the city of Wuchang and became the custodian of the policy and the property covered thereby. At the time of the commencement of this action, the National Government was in control in 15 of the 18 provinces of China, comprising about three-fourths of its total area, but had not as yet been recognized by the United States. The insurance company appeared specially in the court below, and filed a plea in abatement on the ground that the plaintiff was not the Republic of China, but was a revolutionary organization known as the National Government of China, unrecognized by the government of the United States of America, and was without legal capacity to sue. The plea in abatement was sustained, and from the judgment of dismissal this appeal is prosecuted.

The courts of this country cannot recognize the existence of a government which originates in revolution or revolt, until it has first been

recognized by the political department of the government, and inasmuch as there had been no such recognition of the National Government of China at the time of the trial in the court below, it would seem to follow that that government had no existence in contemplation of law and no legal capacity to sue in the courts of this country. But since the trial below, there has been a material change in the situation, and of this change we must take judicial notice. Jones v. United States, 137 U. S. 202, 11 S. Ct. 80, 34 L. Ed. 691.

On July 25, 1928, the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to China, appointed by the President of the United States, and the Minister of Finance, appointed by the National Government of the Republic of China, entered into a treaty of commerce; and while this treaty has not as yet been ratified by the Senate, it contains a clear recognition by the Executive Department of this government of both the National Government of the Republic of China and of its accredited representative. This recognition by the Executive Department would seem to satisfy the requirements of the law; but, if this is not enough, we have been advised by a telegram from the Secretary of State that the Minister Plenipotentiary and Envoy Extraordinary of the National Government of China has been officially received by this government, so that the recognition of the former is now settled beyond question. "Recognition is not necessarily express; it may be implied, as when a state enters into negotiations with the new state, sends its diplomatic agents, receives such agents officially, gives exequaturs to its consuls, forms with it conventional relations." Moore's Digest of International Law, p. 73.

The judgment of the court below must therefore be reversed. The appellant contends that it is entitled to a reversal and to a judgment in its favor; but with this latter contention we are unable to agree. The plea in abatement was sustained at the threshold, and the defendant was never called upon to answer to the merits.

The judgment will therefore be reversed, and the cause remanded for further proceedings. Inasmuch as the cause of reversal arose since the trial in the court below, the reversal will be without costs to either party.

A similar order will be made in Republic of China v. Great American Insurance Company, involving the same question and submitted on the same record.»

* * *

3. District Court, N. D. California S. D.

Lyders v. Lund, Consul, etc. April 12, 1929 (32 F [2d] 308).

Immunität — Geltendmachung — Konsuln.

1. Für eine Klage, die gegen den Konsul eines fremden Staates aus Handlungen, die er in seiner amtlichen Eigenschaft vorgenommen hat,

angestrengt wird, sind die amerikanischen Gerichte zuständig. Eine solche Klage wird als Klage gegen den Staat angesehen, der dagegen Immunität beanspruchen kann.

2. Ein Konsul ist ohne besondere Ermächtigung nicht befugt, auf Grund seiner allgemeinen amtlichen Stellung für seinen Heimatstaat bei amerikanischen Gerichten Immunität gegenüber einer gegen ihn gerichteten Klage zu fordern.

Kerrigan, District Judge. This is a motion to dismiss a bill in equity, brought by a citizen of the United States against 'Fin Lund as consul of Denmark at San Francisco' (this being the description of defendant used in the bill). The bill alleges that plaintiff has been employed by the present consul and his predecessors as attorney for the Royal Consulate of Denmark for a period of about 15 years, and that in the course of his employmen the has incurred expenses and earned fees. He alleges that "the said consul of Denmark, being first thereunto duly authorized and empowered", from time to time assigned certain properties to plaintiff as security for reimbursement for sums paid out and as compensation for services to the consulate. The bill seeks an accounting, and a decree for balance due plaintiff, and for sale of the assets assigned to satisfy plaintiff's claim.

Defendant has appeared specially "as consul", and moves to dismiss the bill upon the ground "that the said suit is a suit against the consul of Denmark at San Francisco in his official capacity as such consul". The motion is predicated upon the theory that an action against a consul on account of his official acts is an action against the government which he represents, and that this affords the basis for an assertion of the immunity of the foreign sovereign from suit in our courts. The courts of the United States have, from a very early date, declined to exercise jurisdiction over actions against sovereign nations, sued without their consent. The Exchange, 7 Cranch, 116, 3 L. Ed. 287; Oliver American Trading Co. v. Government of U. S. of Mexico (C. C. A.) 5 F. (2d) 659.

The refusal of the District Courts of the United States to assume jurisdiction against a foreign nation is due to the principles of international comity and general law rather than to lack of jurisdiction over the subject-matter of the suit. Oliver American Trading Co. v. U. S. of Mexico, 264 U. S. 440, 44 S. Ct. 390, 68 L. Ed. 778. Judicial Code, § 24, subd. 1 (c), 28 USCA § 41 (1) (c), grants to the District Courts jurisdiction of a suit which "is between citizens of a state and foreign states, citizens, or subjects". The same statute (subdivision 18) gives jurisdiction "of all suits against consuls and vice consuls". In the absence of a claim of sovereign immunity from suit, the District Court has jurisdiction. A foreign state may waive its immunity as sovereign (The Sao Vicente [C. C. A.[281 F. 111), or, upon proper representations, may claim such immunity from suit (Berizzi Bros. Co. v. The Pesaro, 271 U. S. 562, 46 S. Ct. 611, 70 L. Ed. 1088.)

The argument of the motion before me was chiefly confined to the

question as to whether this suit is or is not against the sovereign. It appears to me that the test should be similar to that used in determining whether or no a suit against a state officer is an action against a state within the meaning of the Eleventh Amendment. In such cases the suit is held to be against the state, where it is brought against the officer as representing the state's action and liability, thus making it, though not a party to the record, the real party against which the judgment will so operate as to compel it to specifically perform its contracts, and is not against the state, where the liability is predicated upon acts of the officer in excess of his authority or under void authority. Pennoyer v. McConnaughy, 140 U. S. 1, 10, 11 S. Ct. 699, 35 L. Ed. 363.

Similarly, in actions against the officials of a foreign state not clothed with diplomatic immunity, it can be said that suits based upon official, authorized acts, performed within the scope of their duties on behalf of the foreign state, and for which the foreign state will have to respond directly or indirectly in the event of a judgment, are actions against the foreign state. Acts of such officials, beyond the scope of their authority or in connection with their private business, cannot be regarded as acts of the foreign state, and the official may be sued on account of any such acts.

Applying this test to the present case, it appears that this is a case where the immunity from suit of the kingdom of Denmark might be claimed, if the judgment will in fact affect the foreign sovereign. But the kingdom of Denmark is not joined as a defendant in the suit, nor has it been made clear that, as between that kingdom and the defendant consul, such transactions as those sued upon are not considered as the personal acts and liabilities of the consul in the event of suits by third parties.

The question then remains as to whether sovereign immunity is sufficiently claimed by the present special appearance of Fin Lund as consul of Denmark, and his motion to dismiss. The Supreme Court of the United States has had occasion to discuss the proper channels through which such a claim may be made, where the foreign state is not a party to the suit, in a series of late cases. Ex parte Muir, 254 U. S. 522, 41 S. Ct. 185, 65 L. Ed. 383; The Pesaro, 255 U. S. 216, 41 S. Ct. 308, 65 L. Ed. 592; The Sao Vicente, 260 U. S. 151, 43 S. Ct. 15, 67 L. Ed. 179; The Gul Djemal, 264 U. S. 90, 44 S. Ct. 244, 68 L. Ed. 574; Berizzi Bros. Co. v. The Pesaro, 271 U. S. 562, 46 S. Ct. 611, 70 L. Ed. 1088. In Ex parte Muir, representations made on behalf of the British embassy, by private counsel appearing as amici curiae to suggest the immunity of a steamship from libel as being a public vessel, were held insufficient as a claim of sovereign immunity. In The Pesaro, "suggestions" by the Italian ambassador, not appearing formally in the suit, were rejected as an insufficient basis for recognizing a similar claim. The Sao Vicente expressly holds that the consul general of Brazil was not competent to claim sovereign immunity on behalf of a seized vessel. A special appearance by the master of the Turkish ship Gul Djemal,

setting up the fact that his vessel, which had been libeled, was a public vessel of Turkey, was not a valid claim of immunity. It was only in the last case, Berizzi Bros. Co. v. The Pesaro, supra, that a claim of sovereign immunity was sustained. In that case the claim was by the Italian ambassador, who appeared in the suit, and, on behalf of his government, set forth the public character of a vessel which had been taken under process of the United States District Court.

In Ex parte Muir, 254 U. S. 522, 532, 41 S. Ct. 185, 187 (65 L. Ed. 383) the Supreme Court points out the methods by which claims of sovereign immunity may be made:

"As of right the British Government was entitled to appear in the suit, to propound its claim to the vessel and to raise the jurisdictional question. The Sapphire, 11 Wall. 164, 167 [20 L. Ed. 127]; The Santissima Trinidad, 7 Wheat. 283, 353 [5 L. Ed. 454]; Colombia v. Cauca Co., 190 U. S. 524 [23 S. Ct. 704, 47 L. Ed. 1159]. Or, with its sanction, its accredited and recognized representative might have appeared and have taken the same steps in its interest. The Anne, 3 Wheat. 435, 445, 446 [4 L. Ed. 428]. And, if there was objection to appearing as a suitor in a foreign court, it was open to that government to make the asserted public status and immunity of the vessel the subject of diplomatic representations to the end that, if that claim was recognized by the Executive Department of this government, it might be set forth and supported in an appropriate suggestion to the court by the Attorney General, or some law officer acting under his direction. The Cassius, 2 Dall. 365 [Fed. Cas. No. 7, 743[; The Exchange, 7 Cranch, 116 [3 L. Ed. 287]; s. c. 16 Fed. Cas. 85, No. 8, 786; The Pizarro, 19 Fed. Cas. [786], No. 11, 199; The Constitution, L. R. 4 P. D. 39; The Parlement Belge, L. R. 4 P. D. 129; s. c. L. R. 5 P. D. 197."

And in The Sao Vicente, 260 U. S. 151, 155, 43 S. Ct. 15, 16 (67 L. Ed. 179), in holding a foreign consul not to be clothed with authority to vindicate the prerogatives of the sovereign (of which immunity from suit is one), the following passage from the opinion of Mr. Justice Story in The Anne, 3 Wheat. 435, 445 (4 L. Ed. 428), is quoted with approval.

"And this brings us to the second question in the cause; and that is, whether it was competent for the Spanish consul, merely by virtue of his office, and without the special authority of his government, to interpose a claim in this case for the assertion of the violated rights of his sovereign? We are of opinion, that his office confers on him no such legal competency. A consul, though a public agent, is supposed to be clothed with authority only for commercial purposes. He has an undoubted right to interpose claims for the restitution of property belonging to the subjects of his own country; but he is not considered as a minister, or diplomatic agent of his sovereign, intrusted, by virtue of his office, with authority to represent him in his negotiations with foreign states, or to vindicate his prerogatives. There is no doubt, that his sovereign may specially intrust him with such authority; but in such case his diplomatic character is superadded to his ordinary powers, and ought

to be recognized by the government within whose dominions he assumes to exercise it. There is no suggestion or proof of any such delegation of special authority in this case; and therefore, we consider this claim as asserted by an incompetent person, and on that ground, it ought to be dismissed."

In view of these decisions, I conclude that the consul of Denmark at San Francisco is not authorized, merely on account of his official status or his being named as defendant in the suit, to claim immunity from suit on behalf of the kingdom of Denmark, and that such claim can be recognized by me only when made in accordance with the decisions above cited.

The motion to dismiss, made on special appearance, will therefore be denied, with 30 days allowed to answer or further move" [1].

* * *

b) Einzelstaatliche Gerichte.

Supreme Court of Nebraska.

Goos v. Brocks et al. (Scholl et al. Interveners.) January 10, 1929 (223 NW 13.)

Vertragsauslegung — Wohlerworbene Rechte — Wirkung eines Krieges auf Vertragsbestimmungen.

1. Vertragsbestimmungen sind nicht eng auszulegen.

2. Wohlerworbene Rechte werden durch die Aufhebung des sie begründenden Vertrags nicht berührt.

3. Bestimmungen eines internationalen Vertrages, deren Durchführung mit den Notwendigkeiten der Kriegführung vereinbar ist, bleiben trotz Kriegsausbruchs in Kraft.

Good, J. This appeal arises out of an action to partition lands in Adams county and involves the right of nonresident aliens to inherit land in the state of Nebraska. The parties to the original action claim to be the owners of the land as next of kin and heirs at law of Fred Ohle, who died, intestate, October 23, 1917, seised of the lands in controversy, and leaving surviving him, no widow, issue or parent. In the partition action there was an order confirming the shares of the parties, ordering partition, the appointment of a referee, and, upon his report, a sale ordered and had. The purchasers paid one fourth of the purchase price at the time of the bid. The parties moved for a confirmation of the sale and for a distribution of the proceeds. Thereupon, the purchasers filed a petition in which they asked that the sale be vacated and that they be released from their bid and for a refund of the money paid by them.

[1] Vgl. Note zu dieser Entscheidung in 9 Michigan State Bar Journal (28 Michigan Law Review) 458.

The ground on which the purchasers sought to vacate the sale and be released from their bid was that the parties to the action were nonresident aliens and were incapable of inheriting the lands in question; that, therefore, they had no title and no title could be given the purchasers.

The trial court found and determined, that the parties to the action were nonresident aliens and were incapable of inheriting the lands from Ohle, and vacated the sale and released the purchasers from their bid. All of the parties to the original partition proceeding have appealed. After the appeal was lodged in this court, the state of Nebraska, having first obtained leave, intervened and claims title to the real estate by escheat, upon the ground that Ohle left no kindred capable of inheriting. The facts are not in dispute. The original parties to the action were, at the time of the death of Mr. Ohle, nonresident aliens and citizens of the then empire of Germany. At the time of Ohle's death a state of war existed between the United States and the German Empire.

At common law nonresident aliens were incapable of inheriting land. At the time Mr. Ohle died, section 6273, Rev. St. 1913, was in force. That section provides: "Nonresident aliens * * * are hereby prohibited from acquiring title to or taking or holding any lands or real estate in this state by descent, devise, purchase or otherwise, only as hereinafter provided."

It will thus be seen that under the common law and statutes nonresident aliens were incapable of inheriting, unless such right was secured to them by a superior power. The Constitution of the United States makes treaties, entered into between the United States and other nations, the supreme law of the land, and such treaties, when made and ratified, will override or render nugatory for the time being any statute of a state to the contrary on matters which may be lawfully the subject of a treaty. That the right of nonresident aliens to inherit lands may be conferred by treaty has been recognized for many years.

In the instant case, the purchasers at the partition sale and the intervener contend that the declaration of war, on the part of the United States, against Germany, occurring April 6, 1917, operated to abrogate any treaty rights of the subjects of Germany, being nonresidents, to inherit lands in the United States, and the intervener further contends that the treaties which existed at the time war was declared did not extend to or cover the right of a subject of Germany to inherit lands from a citizen of the United States. On the other hand, the appellants contend that the existing treaties between the United States and provinces which formed a part of the German Empire were sufficient to guarantee to them the right to inherit from a citizen of the United States, and also that the treaty provisions, respecting the right to inherit, were not abrogated by the fact that a state of war existed between the United States and the German Empire.

The treaty provisions on which the appellants rely are set out as follows: Article 14 of the Treaty with Prussia, concluded in May, 1828, and promulgated March 14, 1829, among other things, provides: "The

citizens or subjects of each party shall have power to dispose of their personal goods within the jurisdiction of the other, by testament. * * * And where, on the death of any person holding real estate, within the territories of the one party, such real estate would, by the laws of the land, descend on a citizen or subject of the other, were he not disqualified by alienage, such citizen or subject shall be allowed a reasonable time to sell the same, and to withdraw the proceeds without molestation, and exempt from all duties of detraction, on the part of the government of the respective states." Treaties and Conventions, vol. 2, p. 1500; 8 Stat. 384.

Article 7 of the Treaty with Hamburg, concluded December 20, 1827, and promulgated June 2, 1828, among other things, provides: "The citizens of each of the contracting parties shall have power to dispose of their personal goods, within the jurisdiction of the other, by sale, * * * and if, in the case of real estate, the said heirs would be prevented from entering into the possession of the inheritance on account of their character of aliens, there shall be granted to them the term of three years to dispose of the same, as they may think proper, and to withdraw the proceeds without molestation, and exempt from all duties of detraction on the part of the government of the respective states." Treaties and Conventions, vol. 1, p. 903; 8 Stat. 370.

Article 10 of the treaty with the German Empire, concluded December 11, 1871, and promulgated June 1, 1872, among other things, provides: "In case of the death of any citizen of Germany in the United States, or of any citizen of the United States in the German Empire, without having in the country of his decease any known heirs or testamentary executors by him appointed, the competent local authorities shall at once inform the nearest consular officer of the nation to which the deceased belongs of the circumstance, in order that the necessary information may be immediately forwarded to parties interested. * * * In all successions to inheritances citizens of each of the contracting parties shall pay in the country of the other such duties only as they would be liable to pay, if they were citizens of the country in which the property is situated or the judicial administration of the same may be exercised." Treaties and Conventions, vol. 1, p. 553; 17 Stat. 926.

The intervener contends that the provisions of the treaties above set out were not intended to control the devolution of title to real estate from a citizen of the country in which it is situated, but only to control the right to inherit real estate from an alien owner residing in the country where the real estate is situated, and cites as supporting this view Petersen v. Iowa, 245 U. S. 170, 38 S. Ct. 109, 62 L. Ed. 225; Duus v. Brown, 245 U. S. 176, 38 S. Ct. 111, 62 L. Ed. 228; Frederickson v. Louisiana, 23 How. 445, 16 L. Ed. 577; and other cases from state jurisdictions. An examination of all of these cases discloses that the opinions deal with the right of the state to impose succession or death taxes, and not to the right of aliens to inherit from citiziens of this

country. The authorities cited, therefore, are not in point on the question presented by the record in this case.

Accepted principles require a liberal rather than a narrow interpretation of the terms of treaties. Jordan v. Tashiro, 49 S. Ct. 47, 73 L. Ed. — Applying this principle of interpretation, we think the treaty provisions above quoted clearly provide for, and guarantee to the subjects of the provinces of the German Empire, with which the treaties were concluded, the right to inherit real estate from a citizen of the United States, where such right would be conferred by state statute but for his alienage.

The principal question for determination is: Were the treaty provisions, relied upon by the next of kin of Fred Ohle, in force at the time of his death; or were they abrogated because of the then-existing state of war between this country and the German Empire?

Intervener and appellees invoke the rule announced in Sullivan v. Kidd, 254 U. S. 433, 41 S. Ct. 158, 65 L. Ed. 344, namely: That the construction placed upon a treaty by the executive department of the federal government charged with the supervision of our foreign relations shoulds be given much weight, and, as a basis for its application, cite the following letter:

"Department of State, Washington.

"March 21, 1923.

"Sir: The department has received your letter of March 10, 1923, requesting to be informed concerning the treaty of 1828 between the United States and Prussia.

"In reply, you are advised that this treaty is regarded as having been in force at the time of the declaration of the state of war between the United States and Germany.

"By the treaty concluded between the United States and Germany on August 25, 1921, to restore friendly relations between the two nations, Germany accords to the United States rights and advantages stipulated for its benefit under the Treaty of Versailles, which has not been ratified by this government. Under article 289 of that treaty bilateral treaties with Germany concluded with each of the allied and associated powers are in effect declared abrogated and the right is accorded to each allied or associated power to revive by giving notice to Germany within a specified period any treaty or convention which it may be desired to continue in effect. This government did not give notice within the period referred to in article 289 as extended by paragraph 5 of article 2 of the treaty between the United States and Germany of August, last, of its intention to revive the treaty of 1828 between the United States and Prussia and this treaty, therefore, is not regarded by the department as now being in force."

From this letter it will be observed that there is nothing to indicate that the federal Department of State was holding that the treaty with Prussia was not in force in October, 1917, or that it was abrogated by

the declaration of war between the United States and Germany. The inference is plain that the abrogation of the treaty was effected by the treaty of peace concluded between this country and Germany in August, 1921 (42 Stat. 1939), and which adopted the provisions of the treaty of Versailles with certain exceptions. This treaty of peace was concluded long after the death of Ohle.

It is a well-established rule that wherever the rights of individuals have vested under provisions of a treaty they will not be affected by its subsequent suspension or abrogation. Society for Propagation of Gospel v. New Haven, 8 Wheat. 464, 5 L. Ed. 662. There is, therefore, no occasion for application of the rule announced in Sullivan v. Kidd, supra.

This brings us to the real problem presented by this appeal, viz.: Did the declaration of war against the German Empire operate to suspend or annul the provisions of the treaties with the German states hereinbefore quoted and which secure to the citizens of the German states the right to inherit real estate in this country? That a state of war between the contracting powers to treaties will operate to terminate some and not affect other treaty provisions is now generally recognized by practically all modern authorities. Treaty provisions for friendly commercial relations, for alliances, and, generally, of a political nature, are necessarily suspended or abrogated by a state of war between the contracting powers. Those treaty provisions which fix national boundaries and which cede territory from one nation to another nation and which from their nature are intended to be permanent will remain in force unaffected by a state of war between the parties to such treaties.

After a careful examination of all the authorities cited in the able briefs of counsel and from a somewhat extended independent research of the authorities pertaining to the subject, we find the clearest and most comprehensive statement of the law in the opinion in Techt v. Hughes, 229 N. Y. 222, 128 N. E. 185, 11 A. L. R. 166, by that eminent jurist, Judge Cardozo. In the opinion in that case the authorities are extensively reviewed. The situation concerning the confused state of the authorities is set forth in the following apt language in the opinion:

"The effect of war upon the existing treaties of belligerents is one of the unsettled problems of the law. The older writers sometimes said that treaties ended ipso facto when war came. 3 Phillimore, International Law, 794. The writers of our own time reject these sweeping statements. 2 Oppenheim, International Law, § 99; Hall, International Law, 398, 401; Fiore International Law (Borchard's Transl.) § 845. International Law today does not preserve treaties or annul them, regard lessof the effects produced. It deals with such problems pragmatically, preserving or annulling as the necessities of war exact. It establishes standards, but it does not fetter itself with rules. When it attempts to do more, it finds that there is neither unanimity of opinion nor uniformity of practice. "The whole question remains as yet unsettled." Oppenheim, supra. This does not mean, of course, that

there are not some classes of treaties about which there is general agreement. Treaties of alliance fall. Treaties of boundary or cession, "dispositive" or "transitory" conventions, survive. Hall, International Law, pp. 398, 401; 2 Westlake, International Law, 34; Oppenheim, supra. So, of course, do treaties which regulate the conduct of hostilities. Hall, supra; 5 Moore, International Law Dig. 372; Society for Propagation of the Gospel v. New Haven, 8 Wheat. 464, 494, 5 L. Ed. 662, 669.

"Intention in such circumstances is clear. These instances do not represent distinct and final principles. They are illustrations of the same principle. They are applications of a standard. When I ask what that principle or standard is, and endeavor to extract it from the long chapters in the books, I get this, and nothing more: That provisions compatible with a state of hostilities, unless expressly terminated, will be enforced, and those incompatible rejected.

" 'Treaties lose their efficacy in war only if their execution is incompatible with war.' * * * Bluntschli, Droit International Codifié.' § 538.

"That in substance was Kent's view, here, as often, in advance of the thought of his day: 'All those duties, of which the exercise is not necessarily suspended by the war, subsist in their full force. The obligation of keeping faith is so far from ceasing in time of war that its efficacy becomes increased, from the increased necessity of it.' "

The following language from the opinion in Techt v. Hughes, supra: "That [treaty] provisions compatible with a state of hostilities, unless expressly terminated, will be enforced, and those incompatible rejected," we regard as stating a principle founded on logic and sound reason. It follows that the treaty provision involved in this action may not be disregarded unless required by the necessities of war. The right of alien enemies to inherit cannot affect the fortunes of war existing between the parties to the treaty unless the inheritance may be sold and the proceeds placed in the possession of the enemy during the progress of hostilities. It is at all times within the power of the government of this country to prohibit the withdrawal of such funds by citizens of a nation with which we are at war. This power has been exercised in the passage of the act providing for the appointment of a custodian of alien enemy property who by national legislation is authorized to seize and hold during the war all property situated in this country and owned by alien enemies. Moreover, the federal government is vested with power to confiscate the property of alien enemies which may come into its possession. This nation has not found it necessary to resort to such drastic measures. It has adopted the more humane policy of restoring to the citizens of Germany their property which has been seized by the alien property custodian.

We therefore hold that the right to inherit lands conferred by the treaties involved is a provision that is compatible with, and is not

abrogated by, a state of war between this country and the German Empire.

A like question was presented to the Supreme Court of Kansas in the case of State v, Reardon, 120 Kan. 614, 245 P. 158, 47 A. L. R. 452, which involved one of the same treaties that is here in question. That court followed the rule laid down in Techt v. Hughes, supra, and held that citizens of the German Empire were entitled to inherit from a citizen of the state of Kansas. We conclude that the next of kin of Fred Ohle, deceased, who resided within the German Empire at the time of his decease, were entitled to and did inherit the lands in this action.

It follows that the judgment of the district court should be and is reversed, and the cause remanded, with directions to enter judgment in conformity with this opinion.

Reversed" [1]).

[1]) Vgl. zu dieser Entscheidung 77 Univ. of Penns. L. R. 1030 und 8 Mich. State Bar Jour. 969.

* * *

B. Berichte, Verträge, diplomatische Noten.

1. Die neuesten Annexionen Norwegens in den Polargebieten.

Dr. jur. J.-D. Bloch.

In starkem Gegensatz zu der Gleichgültigkeit, die noch vor etwa zwanzig Jahren die Regierungen den Entdeckungen in den Polargebieten entgegenbrachten, steht der Eifer, mit dem einzelne Mächte heute ihren Besitzstand in den Polargebieten, insbesondere am Nordpol, auszudehnen suchen. Unmittelbare Anregung dazu ist die ständige Verbesserung der Luftverkehrsmittel, die den Plan hat aufkommen lassen, regelmäßige Luftlinien von Europa nach Amerika über die nördlichen Polargegenden zu leiten und dadurch eine erhebliche Abkürzung der Reisezeit zu erreichen. In den antarktischen Gebieten spielt der Walfang eine besondere Rolle.

Ganz im Gegensatz zu ihrer früheren Haltung [1]) hat daher die amerikanische Regierung im Jahre 1924 durch den Marinestaatssekretär ihre Absicht erklären lassen, weite Gebiete am Nordpol zu annektieren, mit der Begründung, daß sie nicht zulassen könne, »daß ein so gewaltiges unerforschtes, an das Gebiet der Vereinigten Staaten (Alaska) angrenzendes Gebiet in die Hände einer anderen Macht falle« [2]). Sie hat mit dieser Erklärung Kanada auf den Plan gerufen, das ebenfalls seit längerer Zeit Ansprüche auf die nördlich an das Dominium angrenzenden Gebiete bis zum Pol erhoben hat und durch seine Regierung sehr energisch etwa auch hierauf gerichtete amerikanische Aspirationen hat zurückweisen lassen. Es ist ferner der Streit um Spitzbergen zu erwähnen, der zugunsten Norwegens erst durch eine internationale Vereinbarung, den Vertrag von Paris vom 9. Februar 1920, hat beendet werden können, ebenso die zwischen Norwegen und Dänemark über den Besitz von Grönland entstandenen Meinungsverschiedenheiten, die in dem am 9. Juli 1924 zwischen den beiden Mächten getroffenen Abkommen im Ergebnis zugunsten Dänemarks entschieden

[1]) Vgl. das bekannte höflich ablehnende Telegramm des Präsidenten der Ver. Staaten, Taft, an Peary, der ihm den Nordpol »zur Verfügung gestellt« hatte.

[2]) Zitiert nach Lakhtine, Droit Aérien 1929, S. 336/37; s. auch Fauchille, Droit int. publ. Paris 1925 I, 2 S. 661.

worden sind [3]). Auch Rußland hat recht erhebliche territoriale Wünsche angemeldet.

In Anbetracht der Tatsache, daß meist nur die eben genannten, den Polargegenden angrenzenden Staaten die Möglichkeit haben, die für eine Ansiedlung nicht geeigneten Gebiete um den Nordpol wenigstens teilweise auszunutzen, hat sich eine Theorie entwickelt, die das Polargebiet unter die angrenzenden Staaten nach dem Verhältnis ihrer Polargrenzen in Sektoren aufteilt, also die nach bisherigen völkerrechtlichen Grundsätzen für eine gültige Annexion erforderliche effektive Okkupation durch die Idee der Ausdehnung der Souveränität der Uferstaaten nach dem Prinzip »der geographischen und wirtschaftlichen Einflußzone« ersetzen will. Man beruft sich dabei darauf, daß eine effektive Okkupation der Polargebiete wegen ihrer besonderen, jede Besiedlung ausschließenden Natur nicht möglich sei, man aber an die die Grundlage der Annexion bildende Besitzergreifung nur die Anforderungen stellen dürfe, die vernünftigerweise unter den gegebenen Umständen, insbesondere hinsichtlich des Charakters des okkupierten Landes, erfüllt werden könnten [4]). Als Beispiel dient die von England in der Antarktis gehandhabte Praxis, die allerdings dazu geführt hat, große noch gar nicht erforschte Gebiete bis zum Pol hinab als zu den Besitzungen gehörig anzusehen, die durch ungefähr dieselben Längengrade begrenzt werden [5]).

Die Folge dieser in den oben erwähnten Erklärungen der amerikanischen und kanadischen Regierung zum Ausdruck gelangten und von der russischen Regierung ausdrücklich anerkannten Theorie [6])

[3]) Vgl. Berlin, Ugeskrift for Retsvaesen 1929 B, S. 13/14.

[4]) So Lakhtine a. a. O., S. 544/45; Miller, Foreign Affairs Bd. 4, 1925, S. 56 unter Berufung auf Olney: »The only possession required is such as is reasonable under all the circumstances — in view of the extent of the territory claimed, its nature and the uses to which it is adapted and is put while mere constructive occupation is kept within bounds by the doctrine of contiguity.« Auch die Entscheidung des ständigen Schiedshofs (Schiedsrichter Huber) vom 4. April 1928, abgedruckt in dieser Zeitschrift Bd. I Teil 2, S. 1 ff., läßt, allerdings unter ausdrücklicher Ablehnung des title of contiguity, eine Berücksichtigung der Umstände des Einzelfalles zu (S. 35/36 »Each case must be appreciated in accordance with the particular circumstances«).

[5]) So vor allem die englischen Verordnungen vom 21. Juli 1908, 28. März 1917 und 30. Juli 1923 über die Grenzen der Falklands Islands Dependencies und des Ross Dependency.

Die englischen Ansprüche auf den größten Teil des antarktischen Gebiets sind anläßlich der Byrd'schen Südpolexpedition von amerikanischer Seite in Zweifel gezogen worden. Die englische Regierung hatte durch eine Note vom 17. November 1928 die amerikanische Regierung auf ihre Gebietsansprüche in der Antarktis aufmerksam gemacht und sich bereit erklärt, die englischen Behörden zu instruieren »to afford Cmdr. Byrd every assistance, while the expedition was in the Ross Dependency and the Falkland Islands Dependencies«. Die amerikanische Regierung hatte diese Ansprüche zunächst unter Berufung auf frühere amerikanische Entdeckungen nicht anerkannt, ihren Einspruch jedoch in einer Note vom 15. November 1929 mit dem Ausdruck des Bedauerns, die englischen Ansprüche aus Unkenntnis bisher übersehen zu haben, zurückgezogen. S. United States Daily, 1929, s. 300, 4 und s. 2539, 1.

[6]) Die russische Regierung notifizierte am 15. April 1926: »Sont déclarées territoires de l'U. R. S. S. toutes les terres et îles, déjà découvertes ou pouvant être découvertes

ist die, daß alle Gebiete, die innerhalb der Einflußzone liegen, mögen sie entdeckt oder unentdeckt sein, auf jeden Fall, ohne Rücksicht auf die Nationalität des Entdeckers, der Gebietshoheit des betreffenden Uferstaates unterstehen 7). Die Grenzen der Einflußzonen bestimmen sich nach den Meridianen, die die Küsten der den nördlichen Polargebieten angrenzenden Länder: Rußland, Norwegen, Dänemark, Kanada, Vereinigte Staaten (Finnland kann wegen seines ganz bedeutungslosen Anteils ganz außer Betracht bleiben) einschließen, so daß 5 große Sektoren gebildet werden.

Die Südpolargebiete sind bisher noch nicht derartig vollständig aufgeteilt worden; sowohl die englische wie die französische Einflußzone erstreckt sich nur auf einzelne Teile; andere Mächte haben Ansprüche bisher nicht angemeldet. Es besteht daher, selbst wenn man die Einflußzonen-Theorie anerkennt, noch die Möglichkeit, daß andere Staaten Gebiete, die nicht in einer der beiden Einflußsphären liegen, für sich entweder »effektiv« oder »durch Ausbeutung« in Besitz nehmen.

Dementsprechend sind auch die von der norwegischen Regierung in den letzten beiden Jahren erfolgten Annexionen, von denen die eine im Jahre 1929 in der Arktis (Insel Jan Mayen), die andere (Bouvet-Insel) im Jahre 1928 in der Antarktis erfolgt ist, verschieden zu beurteilen.

Die Insel Jan Mayen, die durch Königliche Resolution vom 8. 5. 1929 8) zum Bestandteil des norwegischen Reichs erklärt worden ist, liegt innerhalb des norwegischen Sektors, der nach den oben auf-

à l'avenir, situées dans le secteur d'influence géographique et économique de l'U. R. S. S.« (zitiert nach Lakhtine a. a. O. S. 547). Dieser Standpunkt ist von Norwegen nicht anerkannt worden. Der norwegische Außenminister erklärte im Hinblick auf diese Note, die im »russischen Sektor« liegenden Gebiete, insbesondere das Franz-Josefsland, würden von Norwegen als Niemandsland angesehen, und es würde für norwegische Fischer das Recht in Anspruch genommen, dort ungehindert ihrer Beschäftigung nachzugehen.

Zu bemerken ist, daß die russische Regierung jetzt auf dem Franz-Josefsland eine Radiostation eingerichtet und die Sowjetflagge gehißt hat. (Neue Züricher Zeitung vom 2. Februar 1930, 209.)

7) Lakthine a. a. O., S. 546; hiergegen besonders Fauchille a. a. O., S. 656 ff., der darauf hinweist, daß diese summarische Teilung an die Zeiten des Papstes Alexander VI. erinnere, der die unentdeckte Welt zwischen Portugal und Spanien teilte. Auch Fauchille ist zwar der Ansicht, daß die Polargebiete wegen ihrer besonderen, eine Besiedlung ausschließenden Natur nicht in der üblichen Weise durch Besitzergreifung und nachfolgende Einrichtung einer Regierung und Verwaltung an Ort und Stelle annektiert werden könnten, sondern daß eine occupation d'exploitation ausreichen müsse, stellt aber ausdrücklich fest, daß diese Okkupation allen Staaten offenstehen müsse, so daß sich ein Kondominium mehrerer Staaten in bestimmten Polargebieten ergeben könne. Vgl. auch Oppenheim, Int. Law 3. Aufl. 1920, S. 387; Raestad, Tidskrift for Retsvidenskap 1929, S. 53, scheint auf dem Standpunkt zu stehen, daß auch für Polargebiete eine effektive Okkupation erforderlich ist.

Vgl. in diesem Zusammenhang ferner die englisch-französische Konvention von 1825, in der die Grenze, dem Meridian folgend, ohne Rücksicht darauf, ob sie durch unerforschtes Gebiet ging, »jusqu'à la mer glaciale« bestimmt wurde, und die amerikanisch-russische Vereinbarung von 1869, in der die Grenze ebenfalls dem Meridian folgend sich »en ligne directe sans borne vers le Nord« erstrecken sollte.

8) Norsk Lovtidende I, 1929, Nr. 18.

gestellten Grundsätzen außer Spitzbergen noch die Inseln Ours und Jan Mayen umfaßt [9]). Im Sinne der »Zonentheorie« erscheint daher die Erklärung der Einbeziehung der Insel Jan Mayen in das norwegische Hoheitsgebiet lediglich als Feststellung einer Tatsache. Da aber in der Königlichen Resolution dem auf der Insel befindlichen Leiter der norwegischen Telegraphenstation Polizeigewalt übertragen wurde, sind auch die Erfordernisse der »Effektivität« erfüllt. Irgendein Widerspruch ist denn auch gegen die Annexion nicht erhoben worden.

Anders bei der Insel Bouvet, die im südlichen Eismeer, aber außerhalb des durch Verordnung des englischen Königs vom 28. 3. 1917 [10]) festgelegten Einflußbereichs liegt.

Die Insel wurde durch den Franzosen Bouvet im Jahre 1739 entdeckt, der aber nicht landete und daher nicht feststellen konnte, ob es sich um Land oder um einen schwimmenden Eisberg handelte. Im Jahre 1825 ging der englische Kapitän Norris dort an Land und soll nach der Auffassung der englischen Regierung die Insel im Namen des englischen Königs okkupiert haben [11]). In großen Abständen ist die Insel dann noch öfter von amerikanischen, zweimal auch von deutschen Schiffen (Valdivia-Expedition 1899; Meteor 1926), und schließlich im Winter 1927 von dem norwegischen Expeditionsschiff »Norvegia« angelaufen worden. Der Kapitän dieses Schiffes hat, nachdem die Expedition bereits einen Monat auf der Insel und in ihrer Umgebung Jagd und Fischfang betrieben und wissenschaftliche Untersuchungen vorgenommen hatte, auf Grund einer Ermächtigung der norwegischen Regierung vom 31. 8. 1927 von der Insel im Namen des norwegischen Königs Besitz genommen [12]). Der norwegische König hat die Okkupation durch Resolution vom 23. Januar 1928 bestätigt, die Insel als Teil des norwegischen Staatsgebiets erklärt und das Justizministerium

---

[9]) Vgl. Lakthine a. a. O. S. 540, 555.

[10]) Statutory Rules 1917, S. 1135.

[11]) Über die Kontroverse, ob die von Norris okkupierte und von ihm als Liverpool Island bezeichnete Insel mit der Insel Bouvet identisch ist, vgl. die Äußerungen des Engländers Goult und des norwegischen Konsuls Aagaard in der Times 1928 vom 12. 2., 10 b; 14. 3., 12 c; 23. 2., 10 b; 7. 4., 11 c.

[12]) Die auf der Insel niedergelegte Erklärung hat folgenden Wortlaut: »An alle, die es angeht! In Zeugengegenwart nehme ich hiermit diese Insel, Bouvet-Insel genannt, im Namen Seiner Majestät, des Königs Haakon VII. von Norwegen in Besitz. Ich okkupiere sie als Norwegens rechtmäßiges Eigentum; deswegen soll die norwegische Flagge, die wir heute hier gehißt haben, in alle Zukunft über der Insel wehen.

Gleichzeitig errichte ich diese Tafel mit der Unterschrift: »Norvegia-Expedition, den 1. Dezember 1927«, und lege auch in einem kleinen Haus Lebensmittel und Medikamente sowie dies Dokument nieder, das die Gültigkeit der Okkupation bekräftigen soll.

Die Expedition ist ausgesandt durch Herrn Konsul Lars Christensen, Sandefjord, Norwegen.

Insel Bouvet, den 1. Dezember 1927.

Harald Hornvedt
Kapitän des Expeditionsschiffes
»Norvegia«.«

(Übersetzt nach dem norwegischen Text bei Raestad a. a. O. S. 48.)

ermächtigt, Anordnungen über Einrichtung eines Polizeidienstes auf der Insel zu treffen.

Auf die Anfang Januar 1928 erfolgte Mitteilung des englischen Kolonialministeriums, daß es einer norwegischen Firma die Konzession zum Walfang für die Insel Bouvet erteilt habe, antwortete dementsprechend die norwegische Regierung mit der Mitteilung, daß Norwegen die Insel am 1. Dezember 1927 als terra nullius okkupiert habe [13]). Die englische Regierung bestritt in einer im Februar einlaufenden Note unter Berufung auf die Okkupation durch den Kapitän Norris für England Rechte Norwegens an der Insel [14]). Die darauf folgenden diplomatischen Verhandlungen, in denen die norwegische Regierung den Standpunkt einnahm, daß die etwa entstandenen englischen Rechte durch Nichtausübung erloschen seien [15]), endeten damit, daß die englische Regierung im November 1928 »in Anbetracht ihrer freundschaftlichen Beziehungen zu Norwegen« auf die Geltendmachung ihrer Ansprüche auf die Insel Bouvet verzichtete [16]). Die Insel Bouvet ist damit unanfechtbares norwegisches Gebiet geworden. Da jedoch die Frage, ob England bei dieser Sachlage überhaupt Ansprüche auf die Insel geltend machen konnte, gerade mit Rücksicht auf die verstärkte Aktivität in den Polargebieten völkerrechtlich nicht ohne Interesse ist, soll noch kurz auf sie eingegangen werden.

Da, wie oben bereits erwähnt, die Insel Bouvet außerhalb der durch die Engländer selbst abgegrenzten englischen Einflußzone und auch außerhalb der Einflußzone irgendeines anderen Landes liegt, kann in diesem Falle nicht, wie es bei den arktischen Gebieten möglich wäre, auf die Zonentheorie zurückgegriffen werden. Es ist vielmehr zu prüfen, ob die Insel zur Zeit der Annexion durch den norwegischen Kapitän noch terra nullius, oder bereits durch die Okkupation des englischen Kapitäns Norris seit dem Jahre 1825 englisches Hoheitsgebiet war. Es kommt mit anderen Worten darauf an, ob die Okkupation durch Norris im Jahre 1825 zur Begründung des englischen Hoheitsrechts genügte oder ob auch schon damals der auf der Berliner Konferenz zum Ausdruck gelangte Grundsatz der effektiven Okkupation galt,

[13]) Siehe Times 1928 vom 18. 1., 11 c und vom 20. 1., 14 f.

[14]) Chamberlain erklärte auf eine Anfrage im Unterhaus am 20. Februar 1928: »His Majesty's Government have informed the Norwegian Government that they consider the title acquired by virtue of the occupation of Bouvet Island by Captain Norris in 1825 to be valid, and that in the circumstances they must formally reserve all their rights in connection with the islands« (Parl. Deb. H. o. C. Bd. 213, s. 1222); vgl. Morgonbladet v. 29. Februar 1928.

[15]) Vgl. Times vom 30. April 1928, 30 g.

[16]) Raestad a. a. O., S. 49; Svenska Dagbladet vom 16. 11. 1928; Mr. Locker-Lampson erklärte im Namen der Regierung am 19. November 1928 im Unterhaus: »After careful review of all the issues involved, and having regard to the friendly relations existing between the two countries, His Majesty's Government have decided to waive the British claim to Bouvet Island in favour of Norway« (Parl. Deb. Commons. vol. 222, S. 1367). Die Aufgabe der englischen Ansprüche auf die Bouvet-Insel bestätigte der Kolonialminister Amery in der Sitzung des Unterhauses vom 28. Januar 1929 (Parl. Deb. Commons. vol. 224, S. 604).

also zu der einfachen Besitzergreifung noch deren Notifikation an die beteiligten Mächte und die Einrichtung einer Verwaltung auf dem okkupierten Gebiet hinzutreten mußte, um die Annexion zu vollenden[17]).

Dazu ist zu sagen, daß die auf der Berliner Konferenz, allerdings nur für die afrikanischen Gebiete und nur für zukünftige Annexionen aufgestellten Grundsätze keineswegs neu waren, sondern der seit dem 18. Jahrhundert von fast allen Völkerrechtslehrern vertretenen und vor allem auch in der englischen Praxis zum Ausdruck gelangten Ansicht entsprachen, daß nur die effektive Okkupation einen Titel zur Ausübung der Herrschaftsrechte über neu entdeckte Gebiete schaffe [18]). Es hätte also, um die englische Gebietshoheit über die Bouvet-Insel zu begründen, nicht nur der Entdeckung durch den Kapitän Norris und der Erklärung der Inbesitznahme für den englischen König bedurft, sondern es wäre weiter nötig gewesen, die Insel in die englische Verwaltungsorganisation einzubeziehen und diese Tatsache den anderen Mächten zu notifizieren. Die Entdeckung konnte nach der vor allem von englischen Völkerrechtslehrern im Gegensatz zu den Spaniern vertretenen Auffassung nur eine Anwartschaft auf den künftigen Gebietserwerb (inchoate title) begründen, wenn die Besitzergreifung innerhalb einer angemessenen Frist durch Einrichtung einer Verwaltung zu einer effektiven gemacht wurde. Dasselbe gilt noch heute [19]).

Da dies nicht geschehen ist, England nicht einmal 1917, als durch Königliche Resolution vom 28. März der Umfang der Falkland Dependencies in einer sehr großzügigen Weise bestimmt wurde, die Bouvet-Insel einbezog, war die durch die Entdeckung entstandene Anwartschaft 1928, als England Rechte auf die Insel geltend machte, gerade unter Zugrundelegung der englischen Lehre und der englischen Praxis

[17]) Darüber, daß eine rechtsbegründende Handlung nach dem zur Zeit ihrer Vornahme geltenden Recht zu beurteilen ist, und nicht nach demjenigen, das zur Zeit der Entstehung eines Streites über ihre Gültigkeit gilt, vgl. Huber in der oben zitierten Entscheidung des Ständigen Schiedshofes, S. 24.

[18]) Vgl. Westlake, International Law 1910, S. 103/4 und die dort zitierten Äußerungen Vattels:

»Thus navigators, being on voyages of discovery with commissions from their sovereigns and meeting with islands or other desert countries, have taken possession of them in the names of their nations; and that title has generally been respected if it has been closely followed by a real possession«.

und der Königin Elisabeth gegenüber dem spanischen Gesandten:

»As«, she said, »she did not acknowledge the Spaniards to have any title by donation of the bishop of Rome, so she knew no right they had to any places other than those they were in actual possession of; for that their having touched only here and there upon a coast, and given names to a few rivers or capes, were such insignificant things as could in no ways entitle them to a propriety further than in the parts where they actually settled and continued to inhabit«.

Ferner die Zitate auf S. 112; ebenso Fauchille a. a. O., S. 688, 690; Oppenheim a. a. O., S. 384 ff.

[19]) Westlake a. a. O., S. 105, 110; Raestad a. a. O., S. 53/4; Fauchille a. a. O., S. 718 Anm. 1; Huber a. a. O., S. 24/5 mit der Bemerkung, daß das *Fortbestehen* von Rechten, im Gegensatz zu ihrer Entstehung, nach dem jeweils geltenden modernen Recht zu beurteilen ist.

längst verwirkt, Norwegen daher berechtigt, die Bouvet-Insel als terra nullius für sich zu okkupieren [20]).

Zu demselben Ergebnis gelangt man, wenn man die von Fauchille vertretene Lehre, daß bei Polargebieten eine occupation d'exploitation genügt, auch schon auf diese Fälle anwenden will. Es ist nichts darüber bekannt geworden, daß England die Insel, wenn auch nur vorübergehend, wirtschaftlich tatsächlich ausgebeutet hat.

2. Die jugoslawische Freizone in Saloniki.

Dr. Georg Lubenoff.

Die jugoslawische Freizone in Saloniki ist als Folge der Verteilung des eroberten Landes entstanden, das Serbien und Griechenland in den beiden Balkankriegen — gegen die Türkei und gegen Bulgarien — gewonnen hatten. Der Bündnisvertrag von 1913 zwischen Serbien und Griechenland durch den sie geschaffen worden ist, hat die Rechtslage nicht erschöpfend geregelt. Art. 7 dieses Vertrages [1]) gewährt dem serbischen Handel über den griechischen Hafen Saloniki alle nötigen Erleichterungen. Auf der Grundlage dieser Bestimmung ist das Abkommen vom 10. Mai 1914 zustande gekommen. Danach überließ Griechenland an Serbien eine Landfläche am Ufer des Hafens von Saloniki auf eine Zeitdauer von 50 Jahren. Dieser, Serbien zur Verfügung gestellte Teil des Hafens Saloniki, der dem serbischen Transithandel dienen sollte, wurde seiner Größe nach nicht festgestellt; dies sollte vielmehr später in gegenseitigem Einvernehmen geschehen. Vorläufig wurde nur bestimmt, daß dieser Teil alle Anlagen der Hafengesellschaft von Saloniki und alle Bauten, die für den Transit zu errichten sind, umfassen sollte [2]). Hoheitsrechtlich gehörte diese Serbien eingeräumte Fläche zum griechischen Territorium und war den Gesetzen und Anordnungen des griechischen Staates unterworfen. Die Ver-

[20]) England hat sich immer auf diesen Standpunkt gestellt, wie unter anderem auch die Tatsache zeigt, daß es bei der schon erwähnten Abgrenzung der Falkland Dependencies Territorien, die von Franzosen in den Jahren 1835, 1904/05 und 1908/10 entdeckt und in Besitz genommen waren, einbezog. So Raestad a. a. O., S. 57; vgl. auch Jèze, Etude théorique et pratique sur l'occupation comme mode d'acquérir les territoires en droit international, 1896, S. 69, der in solchen Fällen Dereliktion annimmt; ferner Westlake a. a. O., S. 111; Oppenheim a. a. O., S. 386.

[1]) «Sa Majesté le Roi des Hellènes s'engage à ce que son Gouvernement donne toutes les facilités nécessaires et garantisse pour une période de cinquante ans la pleine liberté du commerce d'exportation et d'importation serbe par le port de Salonique et les lignes de chemin de fer de Salonique vers Skopie et Monastir. Cette liberté sera aussi large que possible, pourvu seulement qu'elle soit compatible avec l'exercice plein et entier de la souveraineté hellénique.

Une convention spéciale sera conclu entre les deux hautes parties contractantes dans le délai d'un an à partir d'aujourd'hui pour régler en détail l'application de cet article.» (Strupp, Documents pour servir à l'histoire du droit des gens. Tome II, Berlin 1923, S. 64.)

[2]) Art. 1.

waltung sollte gleichfalls griechisch sein [3]). Die Benutzung der Einrichtungen, die zum Zwecke des Transits geschaffen werden sollten, sowie jede Tätigkeit innerhalb dieser Einrichtungen hinsichtlich der Pflege des Viehs und Geflügels, sowie die Sorge für alle Transitwaren blieben den Angestellten der privaten Organisationen, die von ihnen Gebrauch machen würden, überlassen. Jede Einmischung griechischer Zollbeamter war nach dem Abkommen ausgeschlossen [4]). Für die Erfordernisse des Transithandels war von Griechenland in der freien Zone ein Telegraphen- und Telephonbüro mit direkter Verbindung nach Serbien einzurichten, dessen Beamte von Griechenland zu ernennen waren; sie sollten der serbischen Sprache mächtig sein [5]). In Art. 17 des Abkommens wurde die Art und Weise der Regelung aller in Zusammenhang mit der freien Zone entstandenen Streitigkeiten bestimmt; sie sollten einem Schiedsgericht vorgelegt werden, das mit einem serbischen, einem griechischen und einem Staatsangehörigen eines befreundeten Staates zu besetzen war. Letzterer sollte nach Vereinbarung beider Länder ernannt werden.

Der Transitverkehr umfaßte nach dem Abkommen alle Arten von Waren; Ausnahmen waren nur zulässig für diejenigen, für welche ein Staatsmonopol bestand oder später geschaffen werden sollte. Beschränkungen waren nur im Hinblick auf die öffentliche Sicherheit und aus sanitäts- oder veterinärpolizeilichen Gründen, sowie im Ausnahmefalle für Kriegsmaterial gestattet. Letztere Einschränkung wurde jedoch durch ein Geheimprotokoll zu demselben Abkommen aufgehoben. Die Gründe für die Geheimhaltung dieses Protokolls liegen in der Befürchtung Griechenlands, Österreich-Ungarn, dem es durch Vertrag Meistbegünstigung eingeräumt hatte, werde dieselben Rechte wie Serbien beanspruchen [6]).

Von einer freien Zone Serbiens in Saloniki war in beiden Dokumenten noch keine Rede. Zu einer Durchführung des Abkommens ist es nicht gekommen. Während des Weltkrieges, im Jahre 1917, ist zwar in Saloniki ein serbisches Zollamt auf Grund einer Vereinbarung zwischen Vertretern Serbiens, Griechenlands und der alliierten Armee (einem Franzosen) eingerichtet worden [7]); dies steht jedoch in keinem Zusammenhang mit dem früheren Vertrag und mit dem Abkommen über den serbischen Transithandel durch Saloniki und kann daher hier außer Betracht bleiben.

Infolge der nach dem Weltkriege wesentlich veränderten Umstände ist die Frage des serbischen Transithandels in Saloniki durch das Abkommen vom 10. Mai 1923 von neuem geregelt worden. Nach diesem Abkommen wird die Größe der dem Königreich der Serben-Kroaten-

[3]) Art. 2.
[4]) Art. 3.
[5]) Art. 6.
[6]) Vilimanovitch, M., Zone libre serbe à Salonique, Paris 1926, p. 51.
[7]) Panagiotis B. Dertilis, La zône franche de Salonique et les accords gréco-yougoslaves, Paris 1928, Annexe I.

Slowenen einzuräumende Hafenfläche auf 94000 Quadratmeter festgesetzt, die als serbische Freizone bezeichnet worden ist. In Artikel 2 und 4 dieses Abkommens ist erneut betont, daß die serbische Freizone einen untrennbaren Bestandteil des griechischen Territoriums darstelle und den Gesetzen und ganz allgemein der Souveränität Griechenlands unterworfen bleibe, insbesondere was die Ausübung der polizeilichen und gerichtlichen Befugnisse anlange. Die Freizone wird indessen als serbisches Zollgebiet betrachtet und ist den serbischen Zollbehörden unterstellt. Alle Beamte werden von der serbischen Regierung ohne jede Mitwirkung Griechenlands ernannt. Die serbische Regierung übermittelt der griechischen lediglich eine Liste der Ernannten. Die Verwaltung der Zone, ausgenommen die Justiz- und Polizeiangelegenheiten liegt einem serbischen Beamten mit der Kompetenz eines Hafenkapitäns ob. Dieser steht unter der Kontrolle des griechischen Hafenkommandanten von Saloniki, der die Zone nur zur Feststellung von Gesetzesverletzungen, welche das Eingreifen der griechischen Polizei- und Justizbehörden nach sich ziehen, betreten darf. Neben dieser serbischen Freizone ist in dem Abkommen (Art. 8) auch von der eventuellen Errichtung einer anderen Freizone [8]) die Rede; hierdurch dürfen aber in keinem Falle die durch das Abkommen anerkannten Rechte Serbiens beeinträchtigt werden. Nach Art. 12 ist als Schiedsgericht für die entstandenen Differenzen der Ständige Internationale Gerichtshof vorgesehen.

Stellt man das Abkommen von 1923 dem von 1914 gegenüber, so sieht man, daß es eine Erweiterung der Rechte Serbiens im Hafen von Saloniki herbeigeführt hat. Während man in dem Abkommen von 1914 nur von Erleichterungen, die dem serbischen Transithandel zu gewähren sind, spricht, ist in dem von 1923 schon von einer freien Zone Serbiens die Rede. Daß man unter diesen zwei Ausdrücken verschiedene Dinge verstanden hat, geht aus dem Artikel 9 des Abkommens von 1914 hervor, wo es heißt, daß Serbien alle Privilegien und Vergünstigungen genießen wird, die einem dritten Staate eingeräumt werden oder sich aus der Errichtung einer freien Zone ergeben. Es ist dort auch bestimmt, daß im Falle der Errichtung einer freien Zone die für den serbischen Transithandel abgegrenzte Fläche in der freien Zone eingeschlossen und unter ihr Regime gestellt wird, jedoch unter ausdrücklicher Aufrechterhaltung der schon erworbenen Rechte Serbiens. Der freie Transit für alle Arten von Waren, der durch das Geheimprotokoll von 1914 unbeschränkt anerkannt wurde, ist jetzt in dem Abkommen von 1923 offen durchgeführt worden.

Die vier Protokolle zu letzterem Abkommen stellen die Regeln

[8]) Durch Gesetz Nr. 390 vom 17. November 1914 hat das griechische Parlament die Errichtung dieser Freizone bestimmt. Erst am 28. September 1915 wurden ihre Grenzen durch Erlaß festgelegt, ohne daß sie in Betrieb gesetzt wurde. Vom 19. Oktober 1925 funktioniert sie unter dem Namen griechische Freizone zum Unterschied zur jugoslawischen. Sie beschränkt sich nicht auf ein einzelnes Land, sondern steht allen Ländern zur Verfügung.

für den Eisenbahn-, Post-, Telegraphen- und Telephondienst sowie für die tierärztliche Überwachung und den Zolldienst der freien Zone auf.

Das Protokoll über den Eisenbahndienst macht beiden Staaten zur Pflicht, außer für den fahrplanmäßigen Zugverkehr auch dafür Sorge zu tragen, daß genügend Güterzüge zur Verfügung gestellt werden, um eine Verzögerung in der Beförderung der Waren zu vermeiden. Dafür sind gewisse Fristen gesetzt: für Eilgut wie Geflügel und Vieh 12 Stunden, für alle anderen Warenarten 36 Stunden. Zur Erleichterung des Verkehrs versprechen sich beide Parteien gegenseitige Hilfe durch Ausleihen der verfügbaren Leerwagen. Hat die griechische Eisenbahn nicht die genügende Anzahl von Wagen oder Lokomotiven zur Verfügung und ist sie außer stande, die Güterzüge zu befördern, dann ist der Bahnvorstand von Saloniki verpflichtet, sich sofort an die serbischen Behörden der freien Zone zu wenden und durch serbisches Personal und serbische Lokomotiven die Züge befördern zu lassen. Für den Transit ist jede Formalität abgeschafft, außer dem Plombieren der geladenen Wagen und ihrer Nachprüfung an der Endstation. Von serbischer Seite wird nur ein Verzeichnis der Wagen an die griechische Behörde abgegeben.

In bezug auf Post, Telegraph und Telephon stellt das Protokoll A 2 eine Erweiterung zugunsten Serbiens dar. Während das Abkommen von 1914 die Errichtung eines Büros seitens Griechenlands mit griechischen Beamten vorsah, gestattet das von 1923 die Errichtung eines eigenen serbischen Büros unter serbischer Administration. Die Ausgaben hierfür sind von Serbien zu bestreiten. Es soll nur den Erfordernissen des Verkehrs der serbischen Zone mit Serbien selbst dienen.

Das Protokoll B sichert für den Transport serbischer Tiere freien Durchgang durch das griechische Territorium ohne jede tierärztliche Untersuchung oder Beobachtung. Nur im Falle einer Viehseuche setzen sich die Behörden beider Staaten miteinander in Verbindung, um ihre Bekämpfung zu ermöglichen und zu erleichtern.

Das Protokoll C regelt das Zollregime. Die Transitwaren werden in keinem Falle von den griechischen Zollbeamten kontrolliert. Nur wenn die vorgeschriebene Plombierung unmöglich ist, wie z. B. bei Viehtransporten bleiben die Wagen bis zur Grenzstation unter griechischer Aufsicht.

Trotz Einräumung weitgehender Rechte blieb Jugoslawien [9]) anscheinend unbefriedigt. Am 15. Juli 1923 erreichte eine serbisch-kroatisch-slowenische Gruppe, das nationale Eisenbahnsyndikat, unter Garantie der jugoslawischen Regierung den Abschluß eines Vertrages mit der Orient-Eisenbahngesellschaft (Compagnie des chemins de fer orientaux), auf Grund dessen letztere all ihre Rechte und Ansprüche auf die Eisenbahnlinie Saloniki—Djewdjelie auf die erstere übertrug [10]). Hier tritt die Absicht der jugoslawischen Regierung, Eigentümerin

[9]) Von hier an, der Einfachheit halber, ist das Königreich der Serben-Kroaten-Slowenen mit Jugoslawien, wie das Land seit 1929 heißt, bezeichnet.

[10]) Dertilis, S. 41; Vilimanovitch, S. 91 f.

dieser Bahnlinie zu werden und über sie nach eigenem Willen zu verfügen, deutlich zutage. Diese Haltung Jugoslawiens fand zunächst keine freundliche Aufnahme in Griechenland. Jugoslawien hielt jedoch an seinen Plänen fest und machte die Regelung dieser Frage zum Prüfstein seiner politischen Beziehungen zu Griechenland überhaupt. Um einen Druck auszuüben, kündigte es den Bündnisvertrag von 1913, der schon 1923 abgelaufen war, aber stillschweigend von beiden Staaten als noch in Geltung befindlich betrachtet wurde [11]). Dies ist denn auch anscheinend nicht ohne Wirkung geblieben. Die Diktatur des Generals Pangalos hat ein Entgegenkommen Jugoslawien gegenüber in der Frage der freien Zone als den Interessen Griechenlands entsprechend, und die Jugoslawien einzuräumenden Konzessionen als gleichwertig mit den von Jugoslawien gewährten Vorteilen angesehen. So kam es 1927 zum Abschluß eines neuen Abkommens. Durch den wenige Tage nach der Unterzeichnung erfolgten Sturz des Diktators in Athen ist die Durchführung des Abkommens verhindert worden. Die neue griechische Regierung weigerte sich, ihre Zustimmung zu dem von der diktatorischen Regierung abgeschlossenen Abkommen zu geben und leitete neue Verhandlungen mit Jugoslawien ein. Dieses aber beharrte hartnäckig auf der Durchführung des neuen Abkommens, und so wurde die griechische Regierung gezwungen, das Abkommen dem Parlament zur Ratifizierung vorzulegen. Dieses verwarf das Abkommen. In der Tat gingen die in ihm gewährten Zugeständnisse an Jugoslawien so weit, daß es die freie Zone in Saloniki als eigenen Hafen in seine ausschließliche Verwaltung bekam. Die Eisenbahnlinie Saloniki—Djewdjelie sollte Kondominium beider Staaten werden. Griechenland verpflichtete sich ferner, alle von Jugoslawien mit anderen Staaten hinsichtlich der Benutzung der freien jugoslawischen Zone etwa geschlossenen Verträge anzuerkennen [12]). Das bedeutet eine Konkurrenz für den griechischen Teil des Hafens und für die 1925 errichtete sogenannte griechische, freie Zone in Saloniki und hätte sicher deren Lahmlegung zur Folge gehabt.

Nach der Verwerfung des Pangalosabkommens durch das Parlament versuchte die griechische Regierung neue Verhandlungen in Belgrad auf Grund des Abkommens von 1923 anzuknüpfen. Diese führten zu Belgrader Protokollen vom 11. Oktober 1928, auf Grund deren am 17. März 1929 in Genf eine Reihe weiterer Protokolle [13]) abgeschlossen wurden, die auf dem Abkommen von 1923 beruhen. Diese letzteren sind als Protokolle zur Anwendung des Abkommens vom 10. Mai 1923

[11]) Moschopoulos, N., Das Freizonen-Abkommen mit Südslawien. Wirtschaftsdienst 1928, Heft 47, S. 1947 ff.

[12]) Moschopulos, N., ebenda.

[13]) *Protocole du Service du Port* ayant pour but de préciser la manière d'appliquer les dispositions de la Convention du 10 mai 1923, concernant la Zone Libre Serbe à Salonique; *Protocole concernant le Service Ferroviaire* usw.; *Protocole du Service Douanier* usw.; *Protocole du Service des Postes, Télégraphes et Téléphones* usw.; *Protocole du Service Vétérinaire* usw.; *Protocole Final* und *Protocol concernant* le règlement des réclamations financières relatives à la ligne Salonique-Djevdjeli (frontière).

bezeichnet. Die Bestimmungen des Abkommens, die durch die betreffenden Protokolle keine Modifizierung erfahren haben, bleiben daher in Kraft. Vieles wird jedoch wiederholt, da man sich vermutlich vor unrichtiger Auslegung gegenseitig schützen wollte. So ist wieder betont worden, daß die freie jugoslawische Zone unter dem Hoheitsrecht Griechenlands steht, und zwar, daß für alle Angelegenheiten hinsichtlich der Polizei und Justiz die griechischen Behörden zuständig sind. Außerdem hat Jugoslawien kein Recht, Flaggen und andere Staatsembleme in der Zone zu gebrauchen[14]). In Art. 10 des Protokolls über den Hafendienst ist den jugoslawischen Behörden ausdrücklich untersagt, polizeiliche Akte, irgendwelcher Art, sei es auf dem Lande, sei es auf dem Meere oder auf dort stationierten Schiffen, Transportkähnen, Booten usw. vorzunehmen; diese sind ausschließlich den griechischen Behörden vorbehalten. Die jugoslawischen Behörden sind angewiesen, sich an diese zu wenden, um im Notfalle ihre Hilfe zu verlangen. Nur wenn Personen auf frischer Tat ertappt werden oder sich ohne Erlaubnis in der freien Zone aufhalten, können die jugoslawischen Behörden polizeilich einschreiten. Trotz dieser Unterstellung der jugoslawischen Freizone unter die Polizeigewalt der griechischen Behörden bleibt die Zone bei normalem Verlauf der Dinge vor jeder Einmischung geschützt. Der Hafenkommandant von Saloniki ist, wie früher, allein befugt, die jugoslawische Zone amtlich zu betreten und nach seinem Ermessen im Notfalle die anderen Polizei- und Justizbehörden anzurufen. Ergänzend wurde die Bestimmung hinzugefügt, daß während der Abwesenheit des Hafenkommandanten sein Vertreter hierfür zuständig ist. Sonst bleibt die Zone unter der Leitung der jugoslawischen Behörde, an deren Spitze der schon erwähnte Hafenkapitän steht, der der Kontrolle des griechischen Hafenkommandanten unterstellt ist. Für die Ausübung der Verwaltung innerhalb der Freizone wird ein Reglement von der jugoslawischen Behörde ausgefertigt und dem Hafenkommandanten vorgelegt. Dieser ist berechtigt, Änderungen innerhalb eines Monats zu verlangen, wenn das Reglement nicht mit der allgemein bestehenden Hafenordnung in Einklang steht und dadurch die geordnete Abwicklung des Verkehrs im Hafen zu beeinträchtigen droht. Hinsichtlich des Transithandels bleibt die Zone jugoslawisches Zollgebiet mit eigenen Einrichtungen für Post, Telegraph und Telephon und wird von jugoslawischen Beamten verwaltet. Die Bestimmung des Abkommens von 1923 über die Ernennung der Beamten hat durch Art. 12 des Protokolls über den Hafendienst eine Beschränkung erfahren. Während nach dem Abkommen von 1923 Jugoslawien die volle Freiheit bei der Auswahl der Beamten hatte und nur eine Liste mit ihren Namen der griechischen Regierung übermitteln sollte, sind jetzt dieser Auswahl Schranken gesetzt. Die Sicherheitsbeamten der freien Zone dürfen

[14]) Art. 6 des Schlußprotokolls. «a) Etant donné qu'aux termes de l'Art. 2 de la Convention du 10 mai 1923, la Zone Libre Serbe fait partie intégrante du territoire hellénique, il est entendu qu'aucun usage ne pourra être fait dans ladite Zone du Pavillon ou de tous autres emblèmes nationaux du Royaume Serbe-Croate-Slovène.»

nicht der jugoslawischen Armee oder Marine angehören; auch nicht deren Uniform tragen.

Es ist ferner von neuem betont worden, daß die jugoslawische Zone ausschließlich für den jugoslawischen Transithandel zur Verfügung steht, nicht aber für den anderer Staaten und nicht für Beförderung von Reisenden. Wenn ein Passagierdampfer unter besonderen Umständen in der freien Zone ankern sollte, so unterstehen die Reisenden der allgemeinen griechischen Kontrolle und müssen eine bestimmte Kontrollstelle passieren. Dem Telegraphen- und Telephonbüro ist untersagt, sich der drahtlosen Telegraphie oder des drahtlosen Telephonverkehrs zu bedienen. Für die Verständigung mit den Schiffen sind nur Morsezeichen zu gebrauchen. Ferner darf das Büro nur den Erfordernissen des Verkehrs der Freizone mit Jugoslawien selbst dienen. Mit dem Verbot der Verwendung von drahtlosem Telegraphen- und Telephondienst sowie durch die Beschränkung bei der Auswahl der Sicherheitsbeamten der Freizone ist jeder Versuch Jugoslawiens, aus der Freizone einen Kriegshafen zu machen, unmöglich gemacht worden. Was die Beförderung der Waren zu Wasser und zu Lande betrifft, so sind Regeln vorgesehen worden, die jede Einmischung von der griechischen Behörde ausschließen. Damit ist Jugoslawien die Beförderung und das Geheimhalten jeder Art von Waren ermöglicht. Es wird dafür gesorgt, daß die vorgesehenen Formalitäten nicht die Beförderung erschweren oder verspäten. Die Benutzung von jugoslawischen Lokomotiven und jugoslawischem Eisenbahnpersonal ist von neuem durch Präzisierung der Verantwortlichkeit der gemeinsam beteiligten Beamten der beiden Länder geregelt worden.

Die Bestimmungen über den Zolldienst sind unverändert geblieben, mit Ausnahme derjenigen über die Nahrungs- und Futtermittel, die zum Verbrauch für das Personal der freien Zone und für das beförderte Vieh bestimmt sind. Nahrungsmittel, die zum Verbrauch innerhalb der freien Zone dienen, sind wieder zollfrei geblieben, während die Futtermittel für das Vieh jetzt anscheinend ausgenommen sind und verzollt werden sollen. Dafür sind aber die Hauseinrichtungen der jugoslawischen Beamten zollfrei, jedoch nur soweit sie innerhalb der freien Zone bleiben. Die unklare Bestimmung [15]) des Abkommens von 1923, die alle Waren zur »Manipulation« in der freien Zone zollfrei erklärte, ist so ausgelegt worden, daß »Manipulation« nicht in dem Sinne einer Verarbeitung verstanden werden darf [16]). Dadurch wird verhindert, daß die jugoslawische Freizone in eine Industriezone verwandelt wird.

---

[15]) ... Le Gouvernement Hellénique prend l'engagement de n'apporter aucune entrave à ce transit, quelle que soit la nature des marchandises transitées. Ce travail ne sera soumis à aucune espèce de contribution, sous n'importe quelle dénomination ou forme, de la part de l'Etat Hellénique ou de la municipalité de Salonique. Au même traitement seront soumises les marchandises *manipulées* dans la zone.

[16]) Art. 3 des Schlußprotokolls «... La manipulation dont traite l'Article 5 de la Convention du 10 mai 1923 est entendue dans le sens technique du terme et n'implique nullement la fabrication.»

Die Bestimmungen über die Eisenbahn sind grundsätzlich dieselben wie im Abkommen von 1923 geblieben. Die Befugnisse, die das Abkommen Pangalos Jugoslawien einräumte, sind weggefallen. Somit sind auch die Bestrebungen Jugoslawiens, das Eigentum der Eisenbahnlinie Saloniki—Djewdjelie zu erlangen, gegenstandslos geworden. Die wirtschaftlichen Vorteile aus dem Besitz der Eisenbahnlinie haben sich nach dem Mißlingen der angestrebten politischen Vorteile Jugoslawien anscheinend nicht besonders verlockend gezeigt. Ein Protokoll desselben Datums (17. März 1929) überträgt alle Rechte des jugoslawischen Eisenbahnsyndikats der Eisenbahnlinie Saloniki—Djewdjelie der griechischen Regierung gegen Zahlung von 20000000 französischen Franken (Papierfranken).

* * *

Um die Rechtslage richtig zu erfassen, ist es erforderlich, die gesamten Umstände der Entstehung und Entwicklung der ganzen Frage einer näheren Betrachtung zu unterwerfen. Denn es ist für einen Uneingeweihten schwer verständlich, wie eine Frage, die offensichtlich endgültig geregelt schien, immer wieder aufgerollt wurde. Schriften von serbischer und griechischer Seite haben sehr wenig zur Aufklärung der Frage und noch weniger zur Erörterung der Rechtslage beigetragen, denn sie sollten mehr der politischen Tendenz ihrer Länder als einer unparteiischen Stellungnahme zu dem Problem dienen [17].

Alle Schwierigkeiten, die im Zusammenhang mit dieser Frage entstanden sind, liegen nicht, wie man irrtümlich annehmen könnte, in den Verschiedenheiten der Auslegung oder Anwendung der geschlossenen Abkommen; wenn dies der Fall wäre, wäre nichts einfacher gewesen, als diese Differenzen einem Gericht zur Entscheidung vorzulegen, wie es schon in den beiden Abkommen von 1914 und 1923 vorgesehen wurde. Obwohl die Unstimmigkeiten in beiden Ländern sehr groß waren, hat keine Partei diesen Weg betreten. Die entstandenen Differenzen sind daher nicht in der Auslegung der geschlossenen Abkommen selbst, sondern in der Auslegung und Erfüllung des Vertrages von 1913 [18] zu suchen. Die Grundlinien dieses Vertrages sind, daß die beiden Parteien sich ihren Besitzstand gegenseitig garantieren und die Verpflichtung übernehmen, im Falle eines nicht provozierten Angriffs, sich gegenseitig mit ihrer gesamten militärischen Macht zu helfen und einen Frieden nur im beiderseitigen Einvernehmen zu schließen. Der Vertrag bezieht sich im einzelnen auf die Verteilung der von der Türkei eroberten Territorien bzw. auf die Verdrängung Bulgariens aus dem durch den Bündnisvertrag mit Serbien vom 29. Februar 1912 [19] ihm zuerkannten Gebiet und seine Verteilung zwischen Serbien und Griechenland und die gegenseitige Garantie. Weil damals die Parteien

[17] Die schon erwähnten von Vilimanovitch und Dertilis.
[18] Strupp, Documents usw., S. 63 ff.
[19] Strupp S. 49 ff.

durch die politische Lage zu einer schnellen Einigung gezwungen waren, bezog man in den Vertrag auch Dinge ein, die erst durch die in der Entwicklung begriffenen Ereignisse gestaltet werden sollten. Die Bestimmung über den serbischen Transithandel gab gewissermaßen nur eine Anwartschaft für den Fall der Durchsetzung der gemeinsam verfolgten Ziele. Die Ansprüche Serbiens sollten insoweit befriedigt werden, als diese erreicht wurde. Es ist nicht außer acht zu lassen, daß die Größe dieser Ansprüche auch von der Bedeutung und von dem Maß der von der anderen Seite erwiesenen Dienste für die Realisierung der Anwartschaft und die weitere Aufrechterhaltung der geschaffenen Lage abhing. Dadurch sind die Schwierigkeiten entstanden. Man hat im Ergebnis Saloniki als Teil des griechischen Territoriums anerkannt, den Preis aber, den die Serben dafür bekommen sollten, hat man mit dem auslegungsbedürftigen Ausdruck »notwendige Erleichterungen und Freiheit für den serbischen Transithandel« gefaßt. Allem Anschein nach hat Griechenland die Absicht gehabt, diese Verpflichtung hauptsächlich durch die Errichtung einer Freizone in Saloniki zugunsten aller Nationen zu erfüllen. Als später Griechenland die Errichtung der serbischen Freizone nicht verweigern konnte, ist die Errichtung der sogenannten griechischen Freizone auch nicht ohne Rücksicht auf die serbischen Ansprüche geblieben. Man bemüht sich von griechischer Seite zu zeigen, daß durch die Errichtung der griechischen Freizone, die allen Ländern offen steht, die Bedürfnisse des serbischen Transithandels restlos befriedigt sind, und daß die Errichtung einer zweiten speziell serbischen Freizone überflüssig und gegenstandslos ist [20]). Eine solche Auffassung teilt, wie die Tatsachen zeigen, Jugoslawien, das bereits zur Organisierung der eigenen Freizone übergangen ist, nicht [21]). Im Zusammenhang damit ist auch der Versuch gemacht worden, diese Zone nach einem Schema zu behandeln, wie wenn die Freizone ein Völkerrechtliches Institut wäre, von dem man auch die Regelung der jugoslawischen Freizone ableiten könnte [22]). Der Vertreter dieser Auffassung nimmt an, daß die jugoslawische Freizone einen besonderen völkerrechtlichen Fall darstelle, jedoch nur insoweit, als es sich um die Zurückweisung von Ansprüchen eines dritten Staates auf Grund einer Meistbegünstigungsklausel handele [23]). Dafür stützt er sich auf die Praxis, die sich aus dem 1923 geschlossenen und seit 1926 in Kraft getretenen Abkommen über das Regime in den internationalen Meereshäfen und aus dem diesem Abkommen beigefügten Statut ergibt [24]). Dies regelt allgemein die Behandlung der Handels- und Passagierschiffe in den fremden Häfen, zu denen naturgemäß auch die allen Staaten zur Verfügung gestellten Freizonen gehören. Für alle Schiffe wird gleiche Behandlung gewährt, wie für die des Heimatstaates oder eines

[20]) Vgl. Dertilis im ganzen.
[21]) Gesetz vom 10. Mai 1930 — Sluzbene Novine No. 105/1930.
[22]) Dertilis, S. 18.
[23]) Dertilis, S. 16 f.
[24]) Martens recueil 3. Serie, Bd. XIX, S. 250.

dritten. Von dieser Gleichbehandlung sind jedoch jene Freizonen ausgenommen, welche aus speziellen Gründen entstanden sind.

In Art. 15 des Statuts [25]) ist der Fall vorgesehen, daß, wenn ein Staat aus besonderen Gründen einem anderen Staat gewisse Rechte auf eine bestimmte Zone in einem seiner Häfen einräumt, um den Transithandel des betreffenden Staates zu erleichtern, sich kein Staat auf die Bestimmungen desselben Statuts berufen kann, um die Einräumung derselben Rechte für sich zu verlangen. Daß man gerade auch den Fall der jugoslawischen Zone in Saloniki bei der Fassung dieser Bestimmung im Auge gehabt hat, ergibt sich aus der Tatsache, daß diese Bestimmung in der Sitzung vom 4. Dezember 1923 auf Vorschlag der griechischen, jugoslawischen und tschechoslowakischen Delegierten angenommen worden ist, um deren Befürchtungen vor eventuellen Ansprüchen auf dieselben Rechte hinsichtlich der ihren Staaten gewährten Freizone zu zerstreuen[26]). Aber eine Berufung auf eine bestimmte Praxis für eine besondere Frage und auf eine ganz entgegengesetzte zur Klärung anderer Probleme, die sich aus demselben Sachverhalt ergeben, ist logisch unstatthaft und bringt den Vertreter solcher Auffassungen in unlösbaren Widerspruch mit sich selbst. Selbst, wenn man sich für berechtigt hält, eine ganze Reihe von Freizonen in eine Kategorie zusammenzufassen, so kann man doch nicht ganz willkürlich jeden beliebigen Fall unter diese Kategorie stellen. Die jugoslawische Freizone weicht nach ihrer Entstehung und ihrer Grundlage vollkommen von jenen Freizonen ab, die man als Muster für die Rechtsregelung der jugoslawischen Zone anscheinend vor Augen hatte [27]). Diese Zonen sind durch den die Vergünstigung gewährenden Staat selbst geschaffen, um den eigenen Handel zu befördern oder die wirtschaftliche Lage der unter die Freizone fallenden Gebiete zu verbessern, nicht aber um vertraglich gegen Vorteile übernommene Verpflichtungen zu erfüllen, durch die, wie es von serbischer Seite behauptet wird, erst die Souveränität des gewährenden Staates über das die Freizone umfassende Gebiet begründet wird [28]). Nach dieser Auffassung handelt es sich nicht um Konzessionen zum Nachteil der griechischen Souveränität, sondern um Feststellung der Schranken dieser erst anzuerkennenden Souveränität.

Somit ist die Rechtsfrage wieder auf die politische Grundlage zurückgeschoben und, wie die Tatsachen zeigen, von beiden vertragsschließenden

[25]) Lorsque par traité, convention ou accord, un Etat contractant aura accordé certains droits à un autre Etat, dans une Zone définie de l'un de ses ports maritimes, en vue de faciliter le transit des marchandises et des passagers à destination ou en provenance dudit Etat, aucun autre Etat contractant ne pourra se prévaloir des dispositions du present Statut pour revendiquer des droits analogues.

[26]) Deuxième conférence générale des communications et du transit, Genève 15 novembre au 9 decembre 1923. Comptes rendus relatifs à la convention et au statut sur le régime international des ports maritimes. p. 59.

[27]) Dertilis, S. 22 Anmerkung. Vgl. dazu Paul de Rousiers, L'établissement de zones franches dans les portes maritimes et fluviaux in Zft. La Navigation du Rhin, Tome VI, 1928, S. 312 ff.

[28]) Vilimanovitch, M., S. 50.

Parteien auf dieser Grundlage behandelt worden. Für eine solche Behandlung bleibt aber in erster Linie von Bedeutung die politische Stellung jeder der beiden Parteien in der Staatengemeinschaft. Deshalb sind Änderungen in der inner- und außenpolitischen Lage beider Länder nicht ohne Einfluß auf die Entwicklung der Frage selbst geblieben. Man behauptet von griechischer Seite, daß Jugoslawien die schwierige politische Lage Griechenlands nach seiner Niederlage in Kleinasien ausgenützt habe, um das Abkommen von 1923 und später das mit dem Diktator Pangalos zu erreichen. Es ist auch nicht zu übersehen, daß Jugoslawien nachgiebig wurde, als Griechenland eine Verständigung in Rom suchte und von offiziöser Seite angekündigt wurde, daß eine solche erzielt worden sei[29]). Die Nachgiebigkeit Jugoslawiens ist viel deutlicher geworden, nachdem sich seine politische Lage durch die kroatische und andere nationale Fragen besonders verschlimmert hatte und die Diktatur eine Erleichterung durch Verständigung mit den Nachbarstaaten zu erreichen glaubte. Diesen ganzen politischen Verhältnissen liegt jedoch immer der Vertrag von 1913 und die von ihm geschaffene Rechtslage zu Grunde. Die anderen Regelungen durch die Abkommen sind, wie die Ereignisse gezeigt haben, als provisorisch betrachtet worden, denn trotz ihres Zustandekommens ist die jugoslawische Freizone nicht eingerichtet worden. Daß die Interessenlage zwischen Serbien und Griechenland dieselbe geblieben ist, die den Vertrag von 1913 hervorgerufen hat, ergibt sich aus der Tatsache, daß die beiden Staaten der Kündigung des Vertrages von 1913 eine solch große Bedeutung beigemessen haben, und 1929 durch einen anderen [30]) ersetzt haben, der im Grunde den, den neuen Umständen angepaßten Vertrag von 1913 darstellt, und der die Aufgabe hat, die Vorteile der geschaffenen Lage auf dem Balkan auch weiter beiden Ländern zu sichern. In Art. 1 dieses Vertrages heißt es, daß die beiden vertragschließenden Parteien sich gegenseitig verpflichten, ihre Hilfe und aufrichtige Mitarbeit für die Aufrechterhaltung der Ordnung, die durch die von beiden Ländern unterzeichneten Friedensverträge geschaffen worden ist, sowie Achtung und Erfüllung der in den genannten Verträgen verabredeten Verpflichtungen zuzusichern.

Im Falle internationaler Verwicklungen verpflichten sich, die beiden vertragschließenden Parteien, wenn sie darüber einig sind, daß ihre gemeinsamen Interessen in Gefahr sind oder sein könnten, sich über die zur Wahrung ihrer Interessen notwendigen Maßnahmen zu einigen.

Diese gemeinsamen Interessen Griechenlands und Jugoslawiens, die ihren Anfang in der Verteilung und Erhaltung der Kriegsbeute von 1912/13 haben, und die nach dem Weltkriege durch die ihnen zugefallene neue Kriegsbeute und durch das Vorrücken Italiens im Dodekanes und Dalmatien und sein Auftreten in Albanien besonders verstärkt wurden, sind die einzige Grundlage für die Errichtung und Aufrechterhaltung der jugoslawischen Freizone in Saloniki trotz der nach griechischer Auffassung übertriebenen Ansprüche Jugoslawiens. Es wäre nicht zu

[29]) Moschopulos, N. a. a. O.

[30]) Europe nouvelle 1929, N. 584, S. 519 f.

erklären, daß Griechenland nach soviel Verlusten und Mißerfolgen in Kleinasien sich bei dem Vorhandensein des Abkommens von 1914 zu so weiten Konzessionen bereit zeigen konnte und sogar selbst die Initiative dazu ergriff, wenn es nicht andere Vorteile zu erreichen hoffte. Ein wirtschaftliches Interesse Griechenlands daran, Saloniki seine frühere Bedeutung für den Balkanhandel wiederzugewinnen, kann für diese Konzessionen nicht ausschlaggebend gewesen sein; besonders, wenn man sich darüber klar ist, daß Jugoslawien trotz seiner Dalmatischen Küste, den natürlichsten, kürzesten und vorteilhaftesten Weg für seinen Handel, wenigstens was den Handel der südlichen Hälfte Jugoslawiens betrifft, über Saloniki findet. Denn ganz Mazedonien und auch das alte Serbien sind schon geographisch an diesen Weg gebunden.

Daraus ist klar zu ersehen, daß die ganze Regelung der jugoslawischen Freizone nach Auffassung beider Teile nur ein politisches Kompromiß, das Resultat der jeweiligen Machtverhältnisse darstellt. Die Verschiebung der Machtverhältnisse gab Anlaß, immer von Neuem wieder Ansprüche zu erheben und durchzusetzen. Wenn die vertragschließenden Parteien weiter auf demselben Standpunkt bleiben, wird die Frage auch in Zukunft wieder aufgerollt werden, wenn eines der beiden Länder auf die Hilfe und Unterstützung des anderen angewiesen sein sollte. Damit wird aber die nicht ganz einwandfreie Praxis eingeführt, daß man in jedem Augenblick vertraglich übernommene Verpflichtungen abzuändern sucht, indem man sich auf die Veränderungen der politischen Machtlage beruft. Für die Auslegung der Verträge kann die politische Situation insoweit berücksichtigt werden, als sie zwar einer Vertragsbestimmung zugelegt wurde, aber zur Zeit der Schließung des Vertrages noch nicht in ihrem ganzen Umfange hergestellt war, so wie es mit Griechenland und Serbien hinsichtlich der Feststellung der Grenzen des zu verteilenden eroberten Landes 1913 und demgemäß auch mit der Feststellung der Ansprüche beider Parteien der Fall war. Wenn aber ein Abkommen oder gar zwei nachträglich geschlossen sind, um die Ungewißheit zu beseitigen, dann ist die Rechtslage nur aus diesen Bestimmungen und ihrer Auslegung zu entnehmen. Daß beide Parteien diesen Weg nicht befolgt haben, ohne hierdurch gegen eine völkerrechtliche Norm in betreff der Freizonen zu verstoßen, weist noch deutlicher auf die Ausschließlichkeit des Falles hin.

a) Convention du 10 mai 1914 réglant le transit serbe par voie de Salonique[31]).

Le gouvernement royal de Serbie et le gouvernement royal hellénique, désirant régler par une convention spéciale le trafic par Salonique ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir:

Sa Majesté le roi des Hellènes, le sieur Alexandre N. Diomède ministre des Finances, commandeur de l'ordre royal du Sauveur, Grand-Cordon de la Couronne de Roumanie, et Sa Majesté le roi de Serbie,

[31]) L'Europe Nouvelle, 1924. Vol. II, p. 1056.

le sieur Costa Stoyanovitch, ancien ministre du Commerce, Grand-Cordon de Saint-Sava, Grand-Cordon de Saint-Stanislaus de Russie, Grand-Cordon de la Couronne d'Italie, Grand-Officier de la Légion d'Honneur, etc., lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1.

Le gouvernement hellénique affecte une étendue dans le port de Salonique, pour une période de cinquante ans, au transit direct des marchandises de provenance et de destination serbe.

Dans cette étendue seront compris:

1) Les bâtiments actuellement loués par la Société du port de Salonique au gouvernement serbe.

2) Les bâtiments à construire, conformément à l'article 5 de la présente convention, au fur et à mesure des besoins du transit serbe.

Il est bien entendu que par l'affectation de cette étendue, son utilisation pour le transit de toute provenance et destination n'est pas exclue.

L'utilisation des constructions mentionnées sous 10 et 20 et de l'échelle afférente est spécialement réservée pour le bétail de provenance serbe, au sens des dispositions du protocole C.

D'un commun accord sera dressé plan du minimum de cette étendue dont la revision pourra être faite en cas de besoin.

Article 2.

Cette étendue, faisant partie du port de Salonique, sera administrée par les autorités helléniques et soumise aux lois et règlements du royaume.

Article 3.

Le chargement et déchargement, le travail intérieur dans ces établissements, magasins et étables, et en général tous les soins à donner au bétail, volailles et autres marchandises en transit dans cette étendue, sont du ressort du personnel privé de ces installations, sans que les autorités douanières puissent d'aucune façon s'immiscer dans leurs travaux.

Article 4.

Les parties contractantes s'engagent à ne pas entraver le transit de prohibitions quelconque, elles ne pourrons faire d'exceptions à cette règle que:

a) Pour les monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir;

b) Par égard à la sûreté publique et à la police sanitaire et vétérinaire, conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet;

c) Dans des circonstances exceptionnelles par rapport aux provisions de guerre.

Article 5.

Le gouvernement hellénique s'engage à effectuer dans l'étendue prévue par l'article premier et dans les délais et conditions à déterminer d'un commun accord, suivant l'importance des travaux, les installations et constructions nécessaires pour assurer le transit serbe.

Le gouvernement hellénique procédera à ses frais à ces installations après entente avec le gouvernement serbe.

L'entretien des installations et constructions sera à la charge du gouvernement hellénique.

Pour l'usage des constructions et installations, le gouvernement hellénique percevra des loyers ou des droits sur la base de tarif à établir d'un commun accord.

Les droits doivent être fixés de façon à ce que la somme totale que percevra le gouvernement hellénique représente l'annuité nécessaire pour couvrir les frais de construction et d'entretien des dites installations. En cas de déficit pour une année quelconque, les droits sur les marchandises à payer pendant l'année suivante seront augmentés proportionnellement à moins que le gouvernement serbe ne préfère combler la différence.

Les droits de port actuel seront perçus sur les marchandises du transit serbe.

Article 6.

Le gouvernement hellénique installera dans la partie du port réservée au transit serbe un service régulier et direct de télégraphe et téléphones avec la Serbie. La ligne télégraphique et téléphonique sera reliée à la ligne serbe au point de raccordement des chemins de fer. Les employés du télégraphe et des téléphones devront savoir lire et écrire le serbe.

Article 7.

Les navires effectuant le transit serbe jouiront dans le port de Salonique de tous les droits et privilèges accordés aux navires de la nation la plus favorisée. Dans les autres ports du royaume, ils seront naturellement soumis aux dispositions des traités maritimes conclus entre la Grèce et leurs pays respectifs.

Ce privilège est accordé seulement aux navires effectuant le transport des marchandises d'origine serbe ou destinées pour l'importation serbe.

Article 8.

Au trafic sur les chemins de fer seront appliquées les dispositions du protocole B. Pour le service vétérinaire du bétail en transit serbe, seront obligatoires les dispositions du protocole C., et pour le service douanier seront obligatoires les dispositions du protocole D. Ces trois protocoles font partie intégrante de la présente convention.

Article 9.

La Serbie jouira de tous les privilèges et faveurs accordés ou à accorder à une tierce puissance et pouvant résulter de la création d'une zone franche au port de Salonique.

En cas de création d'une zone franche au port de Salonique, la susdite étendue sera comprise et soumise au régime de la zone franche, mais les droits déjà acquis et accordés à la Serbie par la présente convention ne seront aucunement restreints.

Article 10.

Les clauses 16, 17 et 18 de la convention à quatre du 9 mai 1883, concernant le service douanier, postal et télégraphique et la police à la frontière, sont obligatoires pour les deux parties contractantes.

Les administrations respectives s'entendront ultérieurement quant aux règlements définitifs à établir pour faciliter le service.

La revision des passeports des voyageurs franchissant la frontière sera faite seulement aux bureaux frontières. Il ne sera perçu aucune taxe pour le visa des passeports.

Article 11.

Si des contestations venaient à surgir au sujet de l'interprétation, de l'exécution ou de l'application de la présente convention, le litige, si l'une des parties contractantes en fait la demande, sera soumis à la décision d'un tribunal arbitral.

Le tribunal arbitral sera constitué pour chaque contestation de la manière suivante: chacune des deux parties nommera en qualité d'arbitre un de ses propres ressortissants et les parties s'entendront, sur le choix d'un troisième arbitre ressortissant d'une tierce puissance amie.

Athènes, le 10 mai 1914.

Signé: Alexandre N. Diomède.
Costa Stoyanovitch.

Si la peste bovine éclatait dans les territoires de l'une des parties contractantes, avis direct sera donné, par voie télégraphique, à l'autre partie, de l'apparition et de l'extension de la maladie.

Athènes, le 10 mai 1914.

Signé: Alexandre N. Diomède.
Costa Stoyanovitch.

b) Convention entre la Grèce et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes pour régler le transit par la voie de Salonique signée à Belgrade, le 10 mai 1923[32]).

Le Gouvernement royal hellénique et le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, désirant régler, par une convention

[32]) Société des Nations. Recueil des Traités XXV, p. 442.

spéciale, le trafic par Salonique, ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir:

Sa Majesté le Roi des Hellènes:

Son Excellence Monsieur Apostolos Alexandris, Ministre des Affaires étrangères,

Et Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes:

Son Excellence Monsieur Momcilo Nintchitch, Ministre des Affaires étrangères;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1.

Le Gouvernement Hellénique cède, pour une période de 50 ans au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, un emplacement dans le port de Salonique qui sera effecté à son usage et placé sous son administration douanière.

Cet emplacement dénommé zone libre serbe s'étend, d'après le plan ci-annexé, qui fait partie de la présente Convention, sur une surface de quatre-vingt-quatorze mille mètres carrés environ, ainsi qu'il est exposé dans la description des limites ci-jointe signée par les deux Parties.

Article 2.

Cette zone fait partie intégrante du territoire hellénique et demeure soumise aux lois et, en général, à l'exercice de la souveraineté hellénique, notamment en ce qui concerne la police et la justice, mais étant considérée comme une région douanière serbe, elle sera administrée par les autorités douanières du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Article 3.

Si le terrain à céder appartient à l'Etat ou à la ville de Salonique, la cession en sera faite à titre gratuit. Mais si ce terrain est une propriété privée, le Gouvernement Hellénique s'engage à l'exproprier, avant de le céder au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes s'engage, de son côté, à payer la contrevaleur du terrain exproprié.

Article 4.

Tous les fonctionnaires et gens de service de la zone seront nommés par le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, qui aura l'obligation d'en dresser une liste et de la communiquer au Gouvernement Hellénique. La correspondance intérieure se fera en langue serbe. L'ordre d'accostage des navires et la surveillance de toutes les opérations de chargement et du déchargement, en général tout le service exercé par le capitaine du port, sera rempli par un fonctionnaire sujet serbe, soumis au contrôle du commandant du port de Salonique.

En vue de l'accomplissement du service de la police et de la justice, appartenant aux autorités helléniques, le commandant du port, et lui seul, a le droit, en cas de besoin, de pénétrer dans la zone libre serbe.

Si, par son enquête, le commandant du port constate la nécessité d'une intervention de l'autorité judiciaire, des actes d'instruction seront entrepris par les organes de l'autorité judiciaire hellénique, auxquels la direction de la zone serbe sera tenue à prêter l'appui nécessaire.

Aux autorités douanières helléniques sera remise la copie (triplicata) du manifeste de marchandises dirigées sur la zone libre serbe ou sortant d'elle. Cette remise de la copie du manifeste n'entravera d'aucune façon le transit des marchandises entre la station-frontière et la zone libre serbe et inversement.

Article 5.

Toute marchandise expédiée de la station-frontière pour la zone libre et inversement sera considérée au point de vue grec comme une marchandise de transit.

Le Gouvernement Hellénique prend l'engagement de n'apporter aucune entrave à ce transit, quelle que soit la nature des marchandises transitées. Ce travail (sic! transit?) ne sera soumis à aucune espèce de contribution, sous n'importe quelle dénomination ou forme, de la part de l'Etat hellénique ou de la municipalité de Salonique. Au même traitement seront soumises les marchandises manipulées dans la zone.

Les denrées alimentaires destinées au personnel de la zone, ainsi que les matières premières destinées au fonctionnement des installations et la manipulation des marchandises, seront exemptes de droits de douane. Sera également exempt de droits de douane le fourrage des animaux en transit.

Les dispositions du présent Article seront également appliquées aux marchandises importées ou exportées pour les besoins du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Article 6.

Toutes les constructions nécessaires à l'accostage des navires, au déchargement, à l'emmagasinage des marchandises, etc. seront élevées dans cette zone libre aux frais du Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Les travaux pour ces constructions et les installations seront exécutées ou par les propres soins du Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, ou bien ils seront confiés à des entrepreneurs (à des particuliers ou à des sociétés).

Les droits pour l'usage de ces constructions et installations (à savoir droits de port, d'emmagasinage, etc.) seront perçus au profit du fisc du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Les constructions et installations déjà existantes dans ce port seront cédées au Gouvernement des Serbes, Croates et Slovènes, si elles appartiennent à l'Etat ou à la municipalité de Salonique; mais

si elles sont la propriété de particuliers, le Gouvernement Hellénique s'engage à les exproprier et à les céder au Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes s'engage, de son côté, à payer la contre-valeur des constructions et installations expropriées.

Article 7.

Au trafic sur les chemins de fer seront appliquées les dispositions du Protocole A. Pour le service vétérinaire du bétail en transit serbe, seront obligatoires les dispositions du Protocole B., et pour le service douanier, seront obligatoires les dispositions du Protocole C. Les trois protocoles font partie intégrante de la présente Convention ainsi que le Protocole A. 2. se rapportant à l'organisation de la Poste, du Télégraphe et du Téléphone.

Article 8.

Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes jouira de tous les privilèges accordés à n'importe quelle Puissance, ainsi que des avantages pouvant résulter de la création d'une zone franche à Salonique.

En cas de création d'une zone franche hellénique dans le port de Salonique, cette création ne portera aucun préjudice aux droits et privilèges reconnus par cette Convention à la zone franche serbe.

De son côté, le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes s'engage à accorder aux marchandises provenant de la zone franche de Salonique les mêmes facilités et exemptions qui seraient accordées aux provenances de la zone franche serbe, quelle que soit leur destination.

Article 9.

Les Gouvernements contractants prennent, en outre, l'engagement de ne frapper dans leurs territoires respectifs d'aucune prohibition et de n'entraver en aucune façon le transit des marchandises. Ils s'engagent, notamment, à accorder un traitement en tous points identique aux marchandises passant en transit par leurs territoires, que ces marchandises soient dirigées sur la zone libre serbe ou sur la zone franche hellénique.

Les dispositions de cet Article sont aussi appliquées aux marchandises exportées pour les besoins des Etats serbe et hellénique.

Article 10.

Les Parties Contractantes s'entendront en vue de la conclusion d'un accord pour le règlement des rapports réciproques, auxquels la présente Convention pourrait donner lieu.

Article 11.

L'exploitation du port de Salonique étant concédée à la Société du port, les engagements prévus par les Articles 3 et 6 de la présente

Convention seront définitifs aussitôt qu'une entente entre le Gouvernement Hellénique et cette société aura été conclue. Le Gouvernement Hellénique procédera à cette entente le plus tôt possible.

Article 12.

Si des contestations venaient à surgir relativement à l'application de la présente Convention, le litige sera porté devant la Cour permanente de Justice internationale. Le recours sera formé ainsi qu'il est prévu à l'article 40 du statut de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 13.

En cas de divergences le texte français sera foi.

Article 14.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Athènes aussitôt que faire se pourra.

Elle sera mise en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Belgrade, le 10 mai 1923.

(L. S.) M. Nintchitch. (L. S.) A. Alexandris.

Description des iimites du terrain constituant la «zone libre serbe» d'après la convention du 10 mai 1923.

Après l'entente établi entre le ministre des Finances hellénique M. Cofinas, d'une part, et, d'autre part, M. Baloughdjitch, Ministre du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, il a été convenu ce qui suit:

La zone est délimitée par la ligne qui part du point de la jetée ouest du port se trouvant sur l'intersection de la ligne des quais et du prolongement de la façade N. E. de l'entrepôt faisant face au bâtiment d'administration de la Société; suit cette façade, et partant de l'angle Nord de cette dernière, rejoint le point marqué No. 3, distant de 3 m. de l'angle du silo à blé.

De ce point, elle se joint d'abord à celui marqué 4, qui se trouve à 15 m. de distance du parement Est des étables, distance mesurée à 80 m. de l'angle N. E. de ce bâtiment, puis au point marqué 5, distant du parement des étables des 8 m. comptés à 40 m. de l'angle précité de ce bâtiment, et enfin au point 6, se trouvant à 7 m. de cet angle même, cette distance étant mesurée suivant le parement N. des étables.

Ensuite, elle suit presque parallèlement la voie existante du chemin de fer jusqu'au point No. 7, déterminé sur la culée Sud du pont à 3 m. de l'axe de la voie. A partir de ce point, elle se prolonge sur 39 m. de la culée N., jusqu'au point 8, distant de 2 m. 50 de l'axe.

Du point 8, elle rejoint le point 9, se trouvant sur la droite qui forme un angle de 90° 43′ 12″ avec l'axe de la voie du tramway allant vers Bechtcinar.

Après, elle suit la direction de la droite précitée (angle 90° 43′ 12″ avec l'axe du tramway) qui corresponde avec la ligne de la clôture du chantier du chemin de fer, jusqu'à l'intersection de cet alignement, avec une ligne perpendiculaire au parement du quai Ouest de la jetée Ouest menée de l'extrémité de ce quai, point No. 10, d'où elle suit le contour de la jetée jusqu'au point de départ.

Athènes, le 29 septembre 1923.

(L. S.) M. J. Balougdjitch,
Ministre du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

(L. S.) M. P. Georges Cofinas,
Ministre des Finances.

Protocole annexé a la Convention.

Les deux Plénipotentiaires soussignés sont tombés d'accord sur ce qui suit:

Sur la base de l'Article I de la Convention, une commission mixte sera chargée de fixer les limites de la zone. Il demeure bien entendu qu'un des môles existants dans le port actuel de Salonique en fera partie.

Fait en double exemplaire à Belgrade le 10 mai 1923.

(L. S.) A. Alexandris. (L. S.) M. Nintchitch.

Protocole annexe.

En procédant ce jour à la signature de la Convention sur la zone libre serbe, les Plénipotentiaires du Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes déclarent que tous les avantages se rapportant au commerce de transit dont jouiraient, dans la zone libre serbe, les ressortissants du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, seront également assurés aux ressortissants hellènes.

Il est bien entendu que, dans le cas de la création d'une zone franche grecque dans le port de Salonique, les sujets du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes jouiront, par réciprocité, des mêmes droits accordés aux ressortissants hellènes dans ladite zone.

Fait en double à Belgrade, le 10 mai 1923.

(L. S.) A. Alexandris. (L. S.) M. Nintchitch.

Protocole A.

Article 1.

Les deux Parties Contractantes sont d'accord, à défaut d'une convention sur les voies ferrées entre les deux Etats, pour considérer comme convenues et définitives les correspondances qui ont été déjà

établies d'un commun accord, lors de la délimitation de la frontière, à savoir: à Djevdjelija sur la ligne principale Nis-Skoplje-Salonique, et à Kenali sur la ligne Salonique-Bitolj.

Par une convention à conclure ultérieurement entre les deux Parties Contractantes, seront prévues d'autres correspondances pour les lignes en construction ou bien pour celles qui seront construites entre les deux pays, ainsi que la construction éventuelle de stations-frontière communes ou distinctes sur les lignes déjà existantes ou à construire.

Les dispositions de cet Article ne portent nullement préjudice et ne limitent en rien le droit, conféré par l'Article 6 de cette Convention à l'administration de la zone libre serbe, de construire à ses propres frais et pour ses propres besoins, sur le terrain cédé à ladite zone dans le port de Salonique, des voies ferrées, aiguilles, plaques tournantes et autres constructions.

Article 2.

Pour faciliter et accélérer le trafic entre les deux pays, ainsi que celui en transit sans transbordement, le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes consent à ce que, même avant la conclusion de la convention visée dans l'Article 1, les trains helléniques venant de Salonique soient admis avec les locomotives et leur personnel à circuler entre les gares de Salonique et de Djevdjelija.

A cet effet seront cédés, dans la gare de Djevdjelija les locaux nécessaires au personnel douanier, de chemins de fer et de police hellénique. Le service commun dans la gare de Djevdjelija sera réglé par un accord entre les administrations des chemins de fer des deux Etats, à intervenir dans un délai d'un an au plus tard après la signature de la présente Convention.

Article 3.

Les conventions suivantes serviront de base obligatoire pour le trafic ferroviaire en transit et les communications entre les deux Etats ainsi que pour les accords ultérieurs entre les Etats Contractants et leurs administrations des chemins de fer.

a) La Convention internationale de Berne de 1890 sur le transport des marchandises par chemin de fer, avec toutes ses annexes et supléments.
b) La Convention internationale, signé à Streza, en 1921, sur l'emploi réciproque des véhicules.
c) La Convention de Barcelone de la Société des Nations sur la liberté du transit, de 1921.

Cependant, dans l'esprit des dites Conventions, les deux Etats Contractants sont d'accord pour apporter de nouvelles facilités réciproques, en vue de développer et d'améliorer le trafic et de simplifier le service nécessité par ce trafic, en tant que cela a déjà été stipulé dans les dispositions de cette Convention et de ses Protocoles, ou sera stipulé dans les accords ultérieurs à conclure par les Etats Contractants, ou leurs administrations de chemins de fer. Il sera permis au caissier des

chemins de fer helléniques résidant à Djevdjelija d'expédier en Grèce l'argent provenant de cette station après le visa apposé par le chef de gare du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes de Djevdjelija.

Le chef de gare est tenu d'apposer ce visa dans les quarante-huit heures au plus tard.

Article 4.

En vue d'assurer des communications ferroviaires régulières et sûres, suffisant au trafic des voyageurs et des marchandises entre les Etats Contractants, les administrations de chemins de fer des Etats respectifs doivent, à cet effet, et d'un commun accord, établir à temps les horaires nécessaires, tant pour le transport des voyageurs que pour celui des marchandises.

Les administrations des chemins de fer des deux Parties Contractantes se conformeront aux décisions qui seront prises d'un commun accord aux conférences internationales des chemins de fer pour l'établissement de l'horaire des trains internationaux et des trains directs; elles appliqueront dans les gares-frontière, avec les facilités convenues, la procédure de police, de douane et ferroviaire accélérée et simplifiée, relative aux voyageurs des trains directs ainsi qu'à leurs bagages. Les horaires des trains de voyageurs, des trains mixtes et des trains de marchandises en transit, ou entre les deux pays contractants seront fixée par les administrations respectives, deux fois par an — horaire d'été et horaire d'hiver — de manière à pouvoir répondre entièrement aux besoins du trafic. Lors de l'établissement de l'horaire, on veillera en particulier à ce qu'il soit prévu un nombre suffisant de trains accélérés et supplémentaires pour que, en cas de besoin, tout le transport des marchandises et du bétail puisse s'effectuer au moment voulu sans difficulté sur la voie ferrée Djevdjelija-Salonique-zone libre serbe. Il sera tenu compte également des délais de transport prévus à l'Article 8.

Dans les trains rapides, le contrôle des passeports et le dédouanement des petits bagages se feront dans les wagons de passagers.

Article 5.

Outre les tarifs directs déjà existants pour les voyageurs et les bagages dans le trafic international, les deux Parties Contractantes s'engagent à faire établir par leurs administrations de chemins de fer, dans un délai d'un an au plus tard après la signature de la présente Convention, les tarifs de trafic direct entre les deux Etats pour les wagons, bagages, marchandises et bétail. En attendant, ces tarifs seront établis tout au moins pour les transports entre les gares principales des deux Etats. Les tarifs peuvent être établis aussi en monnaie serbe et grecque, avec application des quotes-parts des tarifs locaux, au moins pendant les variations du change et jusqu'à ce que la monnaie, d'or soit rétablie dans le trafic international et direct.

Dans ces tarifs figurera, en ce qui concerne les marchandises et

autres envois, outre la gare de Salonique, «Salonique-zone libre serbe» avec la possibilité pour «Salonique-zone libre serbe» de faire l'expédition directe des marchandises à destination des gares principales du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et vice versa, ainsi que d'autres manipulations nécessaires à cet effet. En même temps, l'administration de la zone libre s'engage à assurer, au lieu et place de la gare de Salonique, tous services commerciaux et même à encaisser les frais de transport pour tous les envois de provenance ou à destination de la zone libre serbe, et dont les détails seront fixés par l'accord ultérieur prévu dans l'Article 10 de la présente Convention.

Les quotes-parts appliquées dans ces tarifs et autres, sur les lignes reliant les deux Etats Contractants et la «zone libre serbe» à Salonique, ne peuvent en aucun cas dépasser les quotes-parts des tarifs généraux en vigeur. Chacun des deux Etats Contractants se réserve le droit d'appliquer aussi, sur la section de ces lignes desservant la zone libre serbe, des tarifs spéciaux réduits en vue de faciliter le transit par Salonique.

Article 6.

La Grèce sera exemptée de tout payement pour l'emploi des voies ferrées et des locaux de la gare-frontière de Djevdjelija.

Cependant, pour les transports effectués sur la voie Djevdjelija-Salonique, les quotes-parts seront décomptées et partagées selons les tarifs en vigueur, à savoir: de Salonique jusqu'à la frontière à Djevdjelija elles seront portées au crédit des chemins de fer de Grèce et, depuis la frontière jusqu'à la gare de Djevdjelija, au crédit des chemins de fer du Royaume des Serbes, Croates, et Slovènes.

Par un accord ultérieur, prévu à l'Article 2, alinéa 2, sera réglé, entre autres, le mode de payement des indemnités pour l'approvisionnement en charbon, eau, etc. des locomotives grecques à Djevdjelija et des locomotives des chemins de fer du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à Salonique.

Article 7.

La Convention internationale sur l'emploi réciproque des véhicules, conclue à Streza en 1921, à laquelle les deux Etats Contractants ont adhéré, sera appliquée au passage des véhicules d'un pays à l'autre et à leur emploi. En outre, les deux Parties Contractantes s'engagent à ce qui suit:

a) En vue de surmonter les difficultés éventuelles des communications en transit ou entre leurs territoires résultant du manque de wagons, les deux Parties Contractantes s'entr'aideront par le prêt de wagons chaque fois qu'une des administrations de chemins de fer d'une des Parties Contractantes en aura besoin et que l'autre en aura de disponibles.

b) L'Administration des chemins de fer du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes est autorisée à faire diriger, par la gare frontière de Djevdjelija, après avis préalable donnée par écrit, les wagons vides,

pour les besoins de la zone libre serbe. Ces wagons, ainsi que ceux déchargés dans la zone, seront répartis exclusivement par les soins de l'administration de ladite zone, qui est seule autorisée, si elle n'en a pas besoin, à les mettre à la disposition de la gare de Salonique. Au cas où cette dernière gare n'en aurait pas besoin, elle se charge de les faire, acheminer sur la gare de Djevdjelija. Ce n'est qu'aux conditions ci-dessus que la gare de Salonique pourra se servir, pour ses propres besoins, des wagons disponibles selon le Règlement international des véhicules.

c) La gare de Salonique sera tenue de mettre à la disposition de l'administration de la zone libre serbe tous les wagons appartenant à l'administration des chemins de fer serbes-croates-slovènes arrivés à cette gare et sitôt déchargés. Ces wagons ne peuvent être chargés par la gare de Salonique que dans le cas où ladite zone les mettrait à sa disposition et conformément au Règlement international des véhicules.

Des dispositions détaillées relatives seront prescrites dans l'accord ultérieur prévu à l'Article 3, alinéa 2 du présent Protocole.

Article 8.

Les transports des wagons vides ou chargés, ainsi que de trains complets de marchandises, doivent être effectués sur le tronçon de la voie ferrée Djevdjelija-Salonique et vice versa dans les délais suivants:

de 12 heures pour la marchandise en grande vitesse: volaille, bétail, et la marchandise périssable,

de 36 heures pour toute autre marchandise.

Ces délais courent du moment de la remise des wagons ou des trains au personnel des chemins de fer helléniques à Djevdjelija; pour la direction inverse, du moment où l'administration de la zone libre serbe à Salonique adresse à la gare de Salonique, un avis écrit, ou bien du moment de la remise des wagons ou des trains au personnel hellénique par le personnel appartenant à ladite zone.

Le transport des wagons vides ou chargés de la gare de Salonique à la zone libre serbe et vice versa doit être effectué par le personnel de la gare de Salonique, à savoir; de la zone, dans un délai de 5 heures au plus tard à partir de la réception de l'avis écrit adressé à l'administration de la zone. Dans le même délai de 5 heures seront transférés de la gare de Salonique les wagons vides ou chargés et les trains destinés à la zone libre serbe en comptant ce délai à partit du moment de leur arrivée en gare de Salonique.

Ces délais seront comptés suivant les heures de travail de la gare de Salonique.

Le retard des transports entre la gare-frontière et la zone libre serbe à Salonique ne pourrait aucunement être justifié par les formalités douanières, étant donné que ces dernières consistent seulement en la remise d'une copie (triplicata) de la déclaration de douane, pour la

marchandise acheminée de ou sur ladite zone (voir les dispositions de l'Article 4 de la présente Convention).

Dans l'intérêt réciproque des deux Etats Contractants, ces formalités seront simplifiées et accélérées par l'introduction, dans le plus bref délai, d'une feuille de transit à la place du triplicata du manifeste. Dans ce cas, la procédure douanière, relative au transport en transit entre la gare-frontière et la zone libre serbe de Salonique et vice versa, sera réduite à l'apposition des plombs de douane sur les wagons et à la surveillance et constatation que ces transports ont traversé sous plombs intacts tout le trajet en transit à travers le territoire grec.

Par conséquent, les délais de transport ci-dessus prévus ne peuvent être dépassés qu'en cas d'accidents graves ou de force majeure.

Si, à défaut de locomotive ou pour toute autre raison, les chemins de fer grecs ne peuvent pas, dans les délais prévus, ou ne peuvent pas du tout effectueur les transports des wagons vides ou chargés et des trains de marchandises ci-dessus mentionnés, l'administration de la zone libre serbe de Salonique est autorisée, à la demande du chef de gare de Salonique et après entente avec lui, à effectueur ces transports en se servant des locomotives et du personnel des chemins de fer du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et sous le contrôle du service des chemins de fer helléniques sur la ligne Djevdjelija-Salonique, en exemptant de ce contrôle la zone libre serbe et en se conformant au règlement du service régissant le mouvement sur les voies ferrées helléniques, sous condition d'indemnité à fixer par les administrations des chemins de fer intéressés. Il est bien entendu que le chef de gare de Salonique est tenu de se mettre immédiatement d'accord avec la direction de la zone libre serbe et à exiger d'elle de diriger les transports en souffrance par les locomotives et le personnel du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, comme il a été indiqué plus haut, par manque de locomotive ou par toute autre raison, les chemins de fer helléniques ne seraient pas en état d'effectueur dans le délai fixé ou en général le transport des wagons vides ou chargés des trains de marchandises.

Les quotes-parts pour le tronçon de la voie de la frontière à Djevdjelija jusqu'à Salonique (prévues par l'Article 6 du présent Protocole), dans ce cas également, seront portées au crédit des chemins de fer helléniques. Lors du règlement des comptes, déduction sera faite de l'indemnité pour la traction et le personnel au profit des chemins de fer du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Article 9.

Les Parties Contractantes conviennent que leurs administrations des chemins de fer auront soin de maintenir en bon état, sur leurs territoires respectifs, tous les ouvrages d'art et les voies ferrées reliant Djevdjelija à Salonique. Le Gouvernement Hellénique s'engage, en particulier, à maintenir en bon état les voies de raccordement reliant les gares de Salonique au port de Salonique et à la zone libre serbe pendant la durée de cette Convention. En outre, le Gouvernement

Hellénique s'engage à ce que ces voies de raccordement soient ouvertes à la libre circulation des trains, de jour et de nuit, aux heures de travail de la gare de Salonique.

En cas d'obstacles quelconques ou d'interruption de communications sur ces lignes ou leurs voie de raccordement, par suite de force majeure ou de cas fortuits, les deux Parties Contractantes s'engagent à s'aider mutuellement en matériel et en ouvriers et à procéder, dans le plus bref délai et par tous les moyens, au rétablissement des communication en enlevant les obstacles et en faisant les réparations nécessaires.

En vue d'assurer la continuité et la sécurité du trafic sur ces lignes et sur ces voies de raccordement, d'autres mesures nécessaires seront prises à cet effet.

Article 10.

Dans le trafic réciproque des chemins de fer, objet du présent Protocole, des règlements sanitaires, autant que possible uniformes, seront appliquées, pour la désinfection des transports et des moyens de transport. Il en sera de même pour les autres mesures préventives contre les maladies contagieuses et les épizooties.

Article 11.

Les administrations des chemins de fer des deux Gouvernements Contractants, aussi bien que les administrations des chemins de fer voisines, les sections et stations de frontière, pourront correspondre directement entre elles, pour toutes les questions relatives à l'exploitation et au trafic.

La correspondance, et en général toutes pièces qui seront échangées entre les stations et les administrations des deux pays, seront écrites en français ou accompagnées d'une traduction en cette langue.

Les administrations des chemins de fer seront chargés d'échanger, à titre de renseignement, leurs tarifs locaux, itinéraires de trains, graphiques et tous règlements avec leurs rectifications et suppléments, concernant le service des chemin de fer, même s'ils sont rédigés en serbe ou en grec.

Article 12.

Afin que les voies ferrées reliant les deux pays puissent répondre aux besoins du trafic international et aux dispositions convenues entre les gouvernements respectifs, chacune des deux Parties Contractantes est tenue d'exercer un contrôle efficace de l'exploitation sur les voies ferrées de son territoire.

Au sens des dispositions des Articles 4 et 5 de la présente Convention, ce contrôle de la part de l'administration des chemins de fer grecs ne s'étend pas aux voies ferrées et autres constructions dans la zone libre serbe à Salonique, étant donné que tout le service y sera assuré et toutes constructions y seront faites et entretenues sous le contrôle et la responsabilité de l'administration de la zone libre serbe.

(L. S.) A. Alexandris. (L. S.) J. Balougdjitch.

Protocole A. 2.

Postes, télégraphes et téléphones.

Article 1.

Pour assurer le fonctionnement de la zone libre serbe à Salonique et rendre possible les communications directes avec elle, le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes est autorisé à établir dans cette zone un bureau postal, télégraphique et téléphonique qu'il exploitera à ses frais et moyennant ses propres agents.

Article 2.

Ce bureau postal, télégraphique et téléphonique sera en relations directes uniquement avec le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Sa fonction se bornera exclusivement à l'étendue et au service des autoritées de la zone. Il ne pourra, en aucun cas, accepter aucune correspondance pour l'étranger ou de la correspondance privée, ni effectuer la remise des correspondances postales, télégraphiques ou téléphoniques privées.

Article 3.

La construction des lignes télégraphiques sur le territoire du Royaume hellénique, ainsi que le montage du bureau télégraphique et téléphonique, se feront avec le matérial et aux frais du Royaume des Serbes, Croates, et Slovènes.

La surveillance et la garde des fils télégraphiques et téléphoniques sur le territoire hellénique se feront par des employés grecs aux frais du Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Article 4.

Le bureau postal, télégraphique et téléphonique dans la zone libre serbe à Salonique ne pourra expédier et accepter que la correspondance postale et télégraphique, ainsi que les communications téléphoniques qui lui seront remises par la direction de la zone pour l'expédition ou celle arrivée à l'adresse de la dite direction.

(L. S.) J. Balougdjitch. (L. S.) A. Alexandris.

Protocole B.

Au point de vue du fonctionnement du service vétérinaire dans la zone libre serbe, les Parties Contractantes se sont mises d'accord de ce qui suit:

Article 1.

Le bétail, les volailles, les produits bruts et préparés du bétail, viande fraiche et conservée lorsqu'ils sont expédiés par le chemin de fer du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes dans la zone libre serbe à Salonique, ne sont soumis, en franchissant la frontière grecque, à aucune visite vétérinaire de la part des organes vétérinaires grecs,

mais transportés sans arrêt dans la zone. Une fois arrivés dans cette dernière, ils restent sous le contrôle les organes, vétérinaires et douaniers, nommés conformément à l'Article 4 de la Convention, lesquels se chargent de tout le service sanitaire et vétérinaire dans la zone.

Article 2.

En cas d'une épizootie parmi le bétail transporté dans la zone libre serbe, les autorités vétérinaires du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes sont compétentes de prendre des mesures nécessaires pour empêcher la propagation de cette épizootie.

La préfecture de la ville de Salonique sera informée incessamment de l'apparition de l'épizootie et des mesures prises contre elle. De même, elle sera informée de sa disparition.

En cas de besoin d'une intervention des autorités vétérinaires et policères grecques dans le but de prendre des mesures communes pour enrayer l'épizootie, les autorités de la zone serbe se mettront en contact avec les autorités helléniques. De même, en cas d'apparition d'une épizootie, hors de la zone libre serbe, la préfecture de Salonique en informera immédiatement les autorités de ladite zone et leur communiquera les mesures prises pour enrayer cette épizootie.

Article 3.

Le bétail, les volailles et autres articles, mentionnées dans l'Article 1, arrivés dans la zone libre serbe en vue de leur expédition dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ne sont soumis qu'au contrôle vétérinaire de la zone libre serbe. L'avis du service vétérinaire de la zone est demandé pour l'entrée de ces Articles dans la zone libre serbe, ainsi que pour leur réexpédition de la zone jusqu'au lieu de destination.

Article 4.

Le bétail, la volaille, les produits bruts et autres du bétail, viande fraîche et conservée, à exporter de la zone libre serbe dans la ville de Salonique ou dans quelques autres endroits en Grèce, doivent être munis des certificats de santé en règle ou accompagnés soit des certificats originaux, soit des certificats délivrés par le vétérinaire compétent de la zone libre serbe.

Article 5.

Le transport des cadavres et de déchets de bétail de la zone libre serbe et leur inhumation hors de celle-ci sera effectué d'accord avec la préfecture de Salonique qui désignera à cet effet un endroit.

Article 6.

Le nettoyage et la désinfection des wagons et navires dans lesquels a été transporté le bétail et la viande conservée sont soumis au contrôle du vétérinaire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes dans

le cas où ce nettoyage et la désinfection sont effectués dans la zone libre serbe. Dans le cas contraire, ils sont soumis au contrôle des autorités vétérinaires du Royaume hellénique.

(L. S.) J. Balougdjitch. (L. S.) Alexandris.

Protocole C.

En exécution des dispositions de l'Article 7 de la présente Convention, les deux Parties Contractantes se sont mises d'accord, quant à la procédure douanière relative aux marchandises, pour mettre en vigueur les dispositions suivantes:

Article 1.

Conformément à l'Article 2 de la présente Convention les autorités douanières du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes assureront, dans la zone libre serbe, tous services et accompliront toutes formalités nécessitées par le déchargement, le chargement, le transport des marchandises et la perception des droits de douane.

Article 2.

Conformément à l'Article 5 de la présente Convention, le même traitement que celui accordé aux marchandises en transit sera appliqué aux marchandises expédiées des gares-frontière (Djevdjelija et Kenali) à destination de la zone libre serbe, et vice-versa de la zone libre serbe à destination des gares-frontière, avec les facilités spéciales prévues par la présente Convention et les Protocoles A. B. C.

Article 3.

Les marchandises ne peuvent être transportées que par chemin de fer, dans des wagons ouverts et fermés ou dans des wagons-réservoires. Ne peuvent être transportées dans des wagons ouverts que les marchandises que leur nature ou leur volume empêchent d'être transportées dans des wagons fermés.

Si le transport des wagons se fait par wagons fermés, les autorités douanières du Royaume des Serbes, Croates, et Slovènes doivent au préalable apposer les plombs de douane à la gare de départ. Elles n'apposeront pas ces plombs sur les wagons fermés par lesquels se fait le transport du bétail (chevaux et bœufs) et dans lesquels seront admis des convoyeurs.

Article 4.

Les marchandises, quelle que soit leur provenance ou leur destination (Art. 1 de ce Protocole) ne peuvent être soumises à aucune visite douanière, soit aux douanes grecques d'entrée ou de sortie, soit aux douanes intermédiaires, de même qu'elles ne peuvent, sous aucun prétexte, être arrêtées en cours de route en vue du contrôle douanier.

Article 5.

L'administration de la gare du pays de destination présentera à la douane frontière une feuille de transit en double, ainsi que la lettre de voiture. La feuille de transit et la lettre de voiture doivent, avant le départ du train, être revêtues de la signature de l'officier de douane et légalisées au moyen du sceau officiel de douane. Une copie reste à la douane, l'autre accompagne les marchandises jusqu'à la gare de sortie. Cette présentation et légalisation de la feuille de transit et de la lettre de voiture doivent être terminées à temps pour permettre le départ des marchandises par le même train.

Pour que les autorités frontières du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes soient à même de savoir si la visite de douane dans la zone a déjà été effectuée ou non, les administrations-frontière des chemins de fer du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ou l'administration des chemins de fer de la zone libre serbe auront à remettre au chef du train transportant les marchandises, et dans une enveloppe fermée, tout autre document concernant ces marchandises. Il sera tenu de remettre l'enveloppe intacte à l'administration-frontière des chemins de fer du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à laquelle la lettre est adressé.

A cet effet, les administrations des chemins de fer du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes pourront aussi se servir de courriers spéciaux, un par train, qui aurront le droit de voyager librement et sans aucune entrave avec les marchandises.

Article 6.

Aucun cautionnement ni autre garantie quelconque en argent ne pourra être exigé pour assurer la sécurité des transports à travers le territoire grec dans les directions susindiquées. Les autorités douanières grecques apposeront gratuitement, aux gares de départ ou d'entrée, suivant le cas, des plombs de douane sur les wagons à côté des plombs apposés par les autorités douanières du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes aux gares de départ, lesquels doivent être respectés et, sous aucun prétexte, ne peuvent être enlevés. Aucunes autres charge ni formalité ne pourront être exigées.

A l'arrivé des wagons en gare de Salonique, il sera constaté que les plombs sont intacts et les marchandises seront immédiatement admises dans la zone libre serbe. La même formalité sera accomplie par les douanes-frontière qui, aussitôt après, devront permettre le départ immédiat des marchandises pour leurs destinations.

Vu l'absence d'un service douanier hellénique à la frontière, deux fonctionnaires de la douane hellénique auront la faculté de résider à Djevdjelija et Kenali pour procéder au plombage des wagons destinés à la Grèce.

Cette dernière disposition ne sera valable que jusqu'au moment de la création des gares communes, dont l'établissement sera effectué le plus vite possible.

Article 7.

Si les marchandises sont transportées dans des wagons ouverts, les gares de départ prendront soin, si possible, que les wagons soient recouvert d'une bâche solidement attachée, de manière que l'apposition des plombs de douane soit une garantie suffisante de la sécurité du transport des marchandises à travers les territoires grecs. Si ces wagons ne peuvent pas être couverts, les autorités douanières grecques des gares d'entrée auront le droit de désigner des convoyeurs qui accompagneront les convois jusqu'à la douane grecque de sortie. Ces convoyeurs n'ont pas droit à une rémunération à percevoir sur les marchandises transportées.

Article 8.

Les navires chargés arrivant de l'étranger dans la zone libre serbe peuvent aborder aux ports de cette zone et décharger les marchandises sans aucun avis préalable, ni contrôle, ni surveillance des autorités grecques du port, douanières ou autres.

De même, les navires qui viennent prendre de cette zone les marchandises destinées à l'étranger, peuvent procéder au chargement des marchandises sans aucun contrôle de la part des autorités grecques.

Article 9.

Si les navires entrant dans le port de Salonique ont à bord, en tout ou en partie, des marchandises destinées à la zone libre serbe à Salonique, leurs capitaines sont tenus, en arrivant au port de Salonique, de présenter à l'autorité compétente hellénique le manifeste prévu au § ci-dessous. Les capitaines de navires, dans ce cas, ont le droit d'ordonner le déchargement immédiat dans la zone des marchandises destinées à cette dernière. Aucune entrave de la part des autorités grecques ne peut être faite à ce déchargement.

Le manifeste doit être rédigé, par le capitaine de navire sur papier libre exempt de toute taxe. Le manifeste portera seulement l'indication du nombre et de la nature des colis (caisses, balles, tonneaux, colis emballés à claire-voie etc.). Il doit être remis dans un délai de vingt-quatre heures au plus tard après l'arrivée du navire au port.

Article 10.

Au cas où, durant la validité de cette Convention, le fleuve Vardar deviendrait navigable, les mêmes dispositions seront appliquées au transit par bateaux.

Article 11.

Il est entendu que ce trafic ne pourra être assujetti à aucune sorte d'impositions, droits de douane, impôts, taxes, sous quelque dénomination que ce soit — soit au profit de l'Etat grec, soit au profit de la municipalité de Salonique. (Article 5). Il va de soi qu'aucune charge pécuniaire ne peut être établie au profit de personnes privées, ni autres personnes morales publiques ou privées.

Article 12.

Les marchandises expédiées d'une gare du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à une autre gare de ce Royaume, sur la ligne Djevdjelija-Salonique-Bitolja et vice versa, jouiront des mêmes droits et facilités que les marchandises partant de la zone libre serbe à destination du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et vice versa. Le traitement à appliquer à ces marchandises par les autorités grecques des chemins de fer et des douanes sera celui prévu par le présent Protocole.

Article 13.

Pour éviter tout malentendu pouvant être occasionné par ce service, les deux Parties Contractantes conviennent de s'entendre dans chaque cas particulier et de donner, dans des Protocoles distincts qui feront partie intégrante du présent Protocole, des solutions de chaque cas particulier telles qu'elles puissent s'assurer la liberté complète et le fonctionnement régulier de ce transit.

Les accords réciproques entre les organes douaniers des deux Etats entreront en vigueur immédiatement après leur confirmation par l'échange des notes entre les deux Gouvernements.

(L. S.) A. Alexandris. (L. S.) J. Balougdjitch.

c) Protocoles concernant la Zone franche serbe à Salonique; signés à Belgrade, le 11 octobre 1928.

Protocole A.

LL. EE. MM. Veniselos, Président du Conseil des Ministres de la République Hellénique, et Choumenkovitch, Ministre des Affaires Etrangères par intérim du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, conviennent que les questions du fonctionnement de la Zone Franche Serbe (serbo-croate-slovène) à Salonique et en général du transit et du trafic serbe-croate-slovène, seront régies par la Convention de 1923 et les protocoles y annexés:

En vue de préciser la manière d'appliquer certaines clauses de la Convention de 1923 et de ses protocoles, et de régler certains points de détail dont le règlement ultérieur était prévu dans les actes de 1923, le Gouvernement Hellénique avait communiqué au Gouvernement Serbe-Croate-Slovène, le 1-er juin 1926, cinq projets de protocoles additionnels.

Le Gouvernement Serbe-Croate-Slovène déclare qu'il sera à même de communiquer au Gouvernement Hellénique dans 20 jours s'il est d'accord sur le contenu de tous ces projets ou de certains d'entre eux, auquel cas il sera procédé à la signature immédiate de deux au sujet desquels on est d'accord. Au cas où le Gouvernement Serbe-Croate-Slovène aurait des modifications à proposer sur ces projets ou sur certains d'entre eux, il sera de suite procédé à un échange de vues directs et si besoin en est par l'intermédiaire d'une commission composée de deux ou plusieurs fonctionnaires diplomatiques, assistés d'experts, qui

fera son rapport dans trois semaines, en vue d'une entente rapide sur ces points. Les protocoles signés seront de suite mis en vigueur par l'approbation réciproque des deux Gouvernements, donnée sous la forme de notes échangées.

Il est toutefois d'ores et déjà convenu:

que la Zone serbe-croate-slovène pourra être utilisée que par le transit et le trafic serbe-croate-slovène à l'exclusion de toutes marchandises de provenance ou à destination d'autres pays, étant entendu que les marchandises serbes-croates-slovènes pourront être exportées en Grèce à travers la Zone serbe-croate-slovène (et vice-versa).

que les navires contenant des cargaisons en tout ou en partie destinées à la Zone serbe-croate-slovène seront préalablement astreints aux formalités sanitaires, nécessaires auprès des autorités helléniques en vue de la libre pratique.

que la »manipulation« dont traite l'Article 5 de la Convention de 1923 est entendue dans le sens technique du terme et n'implique nullement la fabrication.

que la franchise douanière des denrées et matières dont traite l'Article 5 alinéa 3 de la Convention de 1923 ne s'applique qu'aux seuls produits destinés à être consommés dans l'enceinte même de la Zone serbe-croate-slovène.

qu'il sera procédé à la conclusion de la Convention concernant l'établissement des gares-frontières communes prévues par l'Article I du Protocole A, annexé à la Convention de 1923.

Enfin, considérant que la valeur de tous accords conclus ou à conclure dépend pour une large part du degré de mutuelle confiance et de cordialité qui caractérisera les rapports généraux des deux pays, les deux Parties conviennent également que, simultanément avec la signature des protocoles additionnels, il sera procédé à la conclusion d'un pacte d'amitié et de règlement pacifique de tous différends. Ce pacte sera d'une durée de 5 ans et aussi large que possible quant au contenu.

Fait à Belgrade de 11 octobre 1928 en deux exemplaires identiques remis à chacun des deux signataires.

J. Choumenkovitch. E. K. Veniselos.

Protocole B.

I.

Chaque fois où il y aurait une plainte du Gouvernement Serbe-Croate-Slovène portant soit sur les retards ou entraves attribués par ce dernier à l'administration de la voie ferrée de Guevgheli-Salonique, soit sur les facilités d'ordre commercial, accordées en vue de favoriser le transit serbe-croate-slovène, le Gouvernement Serbe-Croate-Slovène pourra faire appel à l'arbitrage ex aequo et bono d'un arbitre qui, nommé par les deux Gouvernements respectifs, aura pour mission de statuer dans chaque cas concret susénoncé. Cet arbitre, désigné d'avance, aura un mandat toujours d'un an. Cet arbitre aura à se prononcer sur

la question de savoir si la plainte formulée par le Gouvernement Serbe-Croate-Slovène était fondée, cas dans lequel l'administration des chemins de fer helléniques se conformerait aux recommandations de l'arbitre.

S. E. M. Choumenkovitch ayant soulevé la question de voir rembourser par la Grèce la somme de 20.000.000 frs. français versée à la Compagnie des chemins de fer orientaux, S. E. M. Veniselos s'est réservé d'examiner, rentré à Athènes, cette demande, dans un esprit amical et d'équité, n'ayant pas ici les données nécessaires du problème.

II.

Les deux signataires s'engagent d'accélérer chez leurs administrations respectives la solution des questions pendantes, à savoir S. E. M. Veniselos la levée des séquestres et mesures exceptionnelles ayant frappé la fortune des ressortissants serbes-croates-slovènes en Grèce, et S. E. M. Choumenkovitch la solution des questions de réquisition ou autres réclamations analogues des sujets helléniques en suspens.

Fait à Belgrade, en doubles exemplaires, le 11 octobre 1928.

J. Choumenkovitch. E. K. Veniselos.

d) Protocole du Service du Port

ayant pour but de préciser la manière d'appliquer les dispositions de la Convention du 10 mai 1923, concernant la Zone Libre Serbe à Salonique [33]).

Article premier.

Les navires chargés arrivant de l'étranger dans la Zone Libre Serbe peuvent aborder au port de cette Zone et décharger les marchandises sans aucun avis préalable ni contrôle ou surveillance des autorités grecques du Port, douanières ou autres.

De même les navires qui viennent prendre de cette Zone les marchandises destinées à l'étranger, peuvent procéder au chargement des marchandises sans aucun contrôle de la part des autorités grecques (Art. 8 du Protocole «C»).

Le navire à destination de la Zone Libre Serbe arrivé dans la rade de Salonique, doit se faire reconnaître par les signaux conventionnels (le jour à la lettre «Z» du code international, la nuit, à la lueur blanche surmontée de rouge à 2 m. de distance).

A ces signaux les autorités de Port de Salonique et de la Zone Libre Serbe sauront que le navire est destiné à cette Zone.

Article 2.

Néanmoins les navires ayant à Salonique à pratiquer seulement avec la Zone Libre Serbe seront astreints d'accomplir auprès des autorités

[33]) Službene Novine, No. 90, 17. April 1929.

helléniques avant d'accoster à la Zone Libre Serbe les formalités suivantes:

Afin de se renseigner sur l'état de santé d'un tel navire un organe du Service Sanitaire du Port de Salonique se rendra à bord de celui-ci. Le capitaine du navire sera tenu de lui soumettre la patente de santé de son navire. En outre il sera tenu, si ledit organe du Service Sanitaire l'exige, de lui faire une déclaration relative à l'état sanitaire du navire au cours de son voyage, le tout conformément à la Convention Sanitaire Internationale de 1926. Il est entendu que cette déclaration ne portera pas sur le contenu, l'origine, le genre, le nombre, etc. de la cargaison.

S'il résulte de la patente de santé que le navire vient d'un port qui n'est pas déclaré atteint ou bien si d'après les déclarations du capitaine susmentionnées le navire ne peut être considéré comme suspect ou infecté au sens de ladite Convention Sanitaire il pourra, sans aucune autre formalité et sans aucune inspection de la cargaison, accoster et décharger librement dans la Zone Libre Serbe.

Si le navire destiné à la Zone Libre Serbe, d'après sa patente de santé, vient d'un port déclaré atteint ou bien si à la suite des cas de maladie survenus au cours de son voyage, le Service Sanitaire du Port le considère comme infecté ou suspect, le débarquement de marchandises se trouvant à bord de celui-ci dans la Zone Libre Serbe et leur transit à travers cette Zone ne peuvent être prohibés. Les seules mesures qu'il soit permis de prescrire vis-à-vis de la marchandise sont celles prévues par l'art. 17 de la Convention Sanitaire Internationale précitée. Ces mesures ne doivent en aucun cas retarder le débarquement immédiat des marchandises.

Il reste entendu que le chef du Service Sanitaire du Port dans les cas où il s'agit d'un navire considéré comme infecté ou suspect, doit aviser le fonctionnaire préposé au service maritime de la Zone Libre Serbe dans un délai de deux heures des mesures de précaution prévues ci-haut qu'il entend prendre. Ce délai passé on pourra procéder au débarquement des marchandises toute la responsabilité incombant au chef du Service Sanitaire.

Article 3.

Une fois accosté à la Zone Libre Serbe lesdits navires auront à remplir auprès des autorités helléniques seulement les formalités suivantes:

1° Remise (dans les 24 heures de leur arrivée) d'un manifeste de leur cargaison tel qu'il est prévu par l'art. 9 du Protocole «C» de la Convention de 1923.

2° Remise au Capitaine du Port de Salonique d'une copie du rôle de l'équipage se trouvant à bord du navire. Après cette formalité les membres de l'équipage pourront librement circuler en dehors de la Zone Libre Serbe, dans le port et dans la ville de Salonique, sous les mêmes

conditions que les équipages d'autres navires se trouvant dans le Port de Salonique.

Une autre copie de ce rôle sera remise en même temps au fonctionnaire compétent de la Zone Libre Serbe.

3° Présentation au Capitaine du Port de Salonique de l'original du rapport de mer rédigé par le capitaine du navire. Il est entendu que ce rapport ne saura porter sur des questions touchant l'origine, le genre, la nature, etc. de la cargaison étant donné que les renseignements sur la cargaison devant être communiqués aux autorités helléniques sont limités à ceux contenus dans le manifeste prévu ci-haut. Copie du rapport sera en même temps remise, à titre de renseignement, à la Zone Libre Serbe.

Il est entendu que l'accomplissement de ces formalités ne peut entraver ni retarder d'aucune façon le débarquement de la cargaison.

Article 4.

Les formalités, auxquelles sera soumis, au départ, auprès des autorités helléniques un navire ayant fait à Salonique des opérations commerciales, seulement avec la Zone Libre Serbe, consisteront seulement dans la remise et le visa du manifeste, prévu par l'art. IV, alinéa 4, de la Convention de 1923 et rédigé comme il est prévu à l'art. 9, alinéa 2, du Protocole «C» et dans le visa ou la délivrance, si besoin en est, de la patente de santé.

Article 5.

Les navires ayant une cargaison mixte destinée en parti pour la Zone Libre Serbe et en partie pour la Zone Franche ou le port douanier de Salonique, et désirant commencer ses opérations commerciales en premier lieu avec la Zone Libre Serbe, devront se faire reconnaître lors de leur arrivée dans la rade de Salonique par les signaux prévus à l'art. 1er, alinéa 3 de la présente Convention. Dans ce cas, ils seront traités, en ce qui concerne l'admission en libre pratique dans la Zone Libre Serbe et l'accomplissement des autres formalités, comme il est prévu par les articles 2 et 3 du présent Protocole pour les navires ayant à pratiquer seulement avec cette Zone.

Un navire ayant une cargaison mixte et désirant faire des opérations commerciales avec la Zone Libre Serbe, après en avoir déjà fait dans la Zone Franche Hellénique ou dans le port douanier de Salonique ne sera de ce chef tenu de remplir auprès des autorités helléniques que la formalité de remise du manifeste des marchandises déchargées ou chargées à la Zone Libre Serbe, rédigé comme il est prévu à l'art. 9 du Protocole «C» de la Convention de 1923.

Article 6.

Le pilotage en dehors de la Zone Libre Serbe des navires avec des marchandises en tout ou en partie à destination ou en provenance de

cette Zone est soumis aux mêmes conditions que celles établies pour tous les autres navires qui arrivent, partent ou se déplacent dans le Port ou dans la rade. Dans la Zone Libre Serbe le pilotage sera effectué par les pilotes grecs jusqu'à leur place dans la Zone Libre Serbe sans qu'ils aient droit à une rémunération additionnelle pour le pilotage dans la Zone Libre Serbe.

Dans ce dernier cas, le pilote en chef s'entend à temps avec le fonctionnaire compétent préposé au Service Maritime de la Zone Libre Serbe sur la place qui sera assignée au navire attendu. Chaque fois où la Zone Libre Serbe attendra l'arrivée d'un navire devant effectuer des opérations commerciales seulement avec cette Zone, cette dernière tâchera d'en aviser si possible la capitainerie du Port 24 heures avant l'arrivée du navire.

Si par manque de place dans la Zone Libre Serbe le navire doit rester provisoirement en dehors de cette Zone, le capitaine du Port lui assignera une place dans le Port de Salonique où il restera jusqu'à ce qu'une place soit disponible dans la Zone Libre Serbe. En attendant il pourra procéder au chargement ou déchargement du navire à l'aide des mahonnes et sous la surveillance organisée par la douane hellénique en se conformant aux règles sur le mouvement dans le Port.

Article 7.

Pour faciliter les opérations commerciales à travers la Zone Libre Serbe, il est convenu que:

a) Les navires accostés au môle de la Zone Libre Serbe pourront aussi effectuer le chargement et le déchargement de la cargaison à l'aide des mahonnes du côté de la mer.

b) Les navires accostés à la Zone Libre Serbe ayant des marchandises pour la Zone Franche de Salonique pourront décharger cette marchandise avec les mahonnes et la transporter dans la Zone Franche de Salonique jusqu'au moment où le navire aura fini le déchargement de la cargaison destinée pour la Zone Libre Serbe.

Le chargement s'effectuera de la même manière.

c) Les navires accostés à la Zone Franche de Salonique ayant des marchandises pour la Zone Libre Serbe pourront décharger ces marchandises à l'aide des mahonnes jusqu'au moment où le navire aura fini le déchargement de la cargaison destinée pour la Zone Franche de Salonique.

Le chargement s'effectue de la même manière.

Toutes ces opérations seront accomplies sous la surveillance des agents de la douane hellénique et en se conformant aux règles sur le mouvement dans le Port.

Article 8.

Dans le cas où un navire ayant à bord des marchandises destinées à la Zone Libre Serbe aurait à décharger des poids lourds dépassant la force élévatrice des grues circulant dans la Zone Libre Serbe, ce navire

pourra, après autorisation du capitaine du Port, accoster au quai du môle pour le déchargement desdits poids.

Ces facilités seront accordées pour un délai de cinq ans à partir de l'approbation du présent Accord.

Article 9.

Un navire se trouvant dans la Zone Libre Serbe est soumis quant à la police et la justice aux lois, règlements et ordonnances émanant des autorités compétentes helléniques et applicables dans toute l'étendue du Port de Salonique.

Toutefois le navire se trouvant dans la Zone Libre Serbe sera soumis au règlement de cette Zone pour ce qui concerne le pilotage, le mouillage, accostage, l'amarrage, l'éclairage, le chargement et déchargement des navires, l'incendie, le mouvement, etc. A cet effet le fonctionnaire préposé au Service Maritime de la Zone Libre Serbe devra élaborer un règlement en conformité avec les règlements relatifs à ce sujet, et en vigueur dans le Port de Salonique, qui s'appliquera dans cette Zone. Ce règlement doit être communiqué au capitaine du Port de Salonique qui aura le droit de demander dans le délai d'un mois, la modification des dispositions qu'il considère comme contraires aux règlements en vigueur pour le Port de Salonique et comme susceptibles d'entraver le fonctionnement régulier de celui-ci. Si aucune objection ne sera faite dans ce délai, le règlement entrera en vigueur et les autorités de la Zone Libre Serbe pourront procéder à son application. La même procédure sera appliquée en cas d'un changement du règlement en question.

Dans le cas où le dit capitaine du Port formerait des objections que la Direction de la Zone Libre Serbe considère comme contraires à la Convention de 1923 et des présents Protocoles ou entravant le fonctionnement régulier de la dite Zone, elle pourra faire appel à l'arbitre prévu par le Protocole Final.

La même procédure sera applicable en cas d'un changement du Règlement en question.

Pour ce qui est de l'organisation du service intérieur de la Zone Libre Serbe elle est du ressort exclusif de l'administration de cette Zone.

Article 10.

Conformément à l'art. 9 du présent Protocole, la Direction de la Zone Libre Serbe n'accomplira aucun acte de police sur les terre-pleins ou l'eau comprise dans ses limites, ou les navires, chalands, canots, etc. y stationnés. En cas de besoin elle se référera au capitaine du Port et lui prêtera le concours nécessaire.

Est excepté le cas de flagrant délit et celui des personnes circulant dans la Zone Libre Serbe sans avoir l'autorisation nécessaire. Dans ces deux cas les gardiens de la Zone pourront arrêter les personnes concernées sous condition formelle qu'ils les remettront immédiatement de jour ou de nuit à la Police du Port. Dans ce but, on informera la capi-

tainerie du Port par téléphone ou autrement pour qu'elle envoie les hommes nécessaires.

Article 11.

Dans le cas où le capitaine du Port de Salonique jugera que suivant les conventions et usages internationaux la présence d'une force armée est nécessaire à bord de navires stationnées dans la Zone Libre Serbe, cette force sera envoyée par le capitaine du Port qui en avertira la Direction de la Zone. Toutes les fois que le capitaine d'un navire s'adressera à la Direction de la Zone Libre Serbe pour lui demander un secours pour des questions de police, elle le dirigera pour obtenir ce secours au capitaine du Port.

Article 12.

Les gardiens de la Zone Libre Serbe peuvent être vêtus d'une façon uniforme mais leur habillement ne doit pas être celui de militaires ou de marins. Ces personnes ou autres du personnel de cette Zone ne peuvent appartenir au cadre actif de l'armée ou de la marine.

Article 13.

Les gardiens de nuit et eux seuls pourront être armés du révolver. Dans ce but les gardiens auront à leur disposition jusqu'à 10 révolvers et des munitions en proportion.

Article 14.

Les gardiens ci-dessus mentionnés ne se serviront de leurs révolvers que dans le cas d'une extrême nécessité et plutôt dans un but d'intimidation et s'ils n'ont pas le temps d'appeler la force armée de la capitainerie du Port. Dans ce cas le capitaine du Port doit être averti le plus tôt possible des conditions dans lesquelles le gardien a été obligé de recourir à son arme. Aussitôt que ce sera possible, ou le lendemain, si l'événement a eu lieu pendant la nuit, un rapport écrit et détaillé sera adressé au capitaine du Port.

Les gardiens de nuit de la Zone Libre Serbe et les gardiens du quai de la Zone Libre seront munis d'un sifflet spécial, pour qu'un signal d'un gardien de la Zone Libre Serbe soit facilement transmis jusqu'à la station de police du Port.

Dans ces cas, un officier ou sous-officier de la capitainerie du Port se rendra à la Zone Libre Serbe avec un contingent de marins armés.

Article 15.

Conformément à l'art. II de la Convention de 1923 la Zone Libre Serbe est soumise aux lois helléniques en ce qui concerne la justice.

Il est toutefois entendu que les fonctionnaires de la Zone Libre Serbe ne pourront être traduits devant les autorités helléniques que pour les actes qui n'entrent pas dans leurs attributions officielles.

Dans ces cas, les autorités judiciaires helléniques s'adresseront par l'entremise du capitaine du Port à la Direction de la Zone Libre Serbe qui sera tenue de faire paraître devant ces autorités toute personne appartenant à son personnel. La Direction de la Zone Libre Serbe sera en même temps informée des motifs de cette intervention de l'autorité judiciaire.

Il est bien entendu que dans ces cas les dites autorités pourront procéder à une enquête en ville, au bureau du capitaine du Port ou dans la Zone Libre Serbe. Dans ce dernier cas la Direction de cette Zone mettra à leur disposition un bureau convenable et leur prêtera son concours.

Article 16.

Dans le cas exceptionnel où un paquebot à passagers entrerait dans la Zone Libre Serbe ou y accosterait, ce paquebot sera soumis au même contrôle et à la même surveillance par les autorités du Port qu'un paquebot stationné dans la Zone Franche ou le Port douanier. Mais quant aux marchandises ce navire procédera en pleine liberté aux opérations de chargement ou de déchargement comme s'il s'agissait d'un cargo.

La règle sera que des navires ayant à bord des passagers auront à les débarquer avant qu'ils entrent dans la Zone Libre Serbe.

Dans le cas prévu par l'alinéa 1er du présent article l'embarquement des passagers, visiteurs, agents, etc. aura lieu par mer et par la station spéciale de police du Port, c'est à dire par la même voie par laquelle s'effectue actuellement la communication avec de pareils navires stationnés dans la Zone Libre.

Article 17.

Seulement le fonctionnaire préposé au Service Maritime de la Zone Libre Serbe ou son remplaçant immédiat aura le droit de se rendre librement de nuit ou de jour par voie de mer ou de terre chez le capitaine du Port ou à bord des navires stationnés en dehors des limites de la Zone Libre Serbe mais à destination de celle-ci sans passer par la station de la police du Port et sur présentation d'un laisser-passer signé par le capitaine du Port.

Article 18.

Le sens exact de l'article IV (alinea 2) de la Convention de 1923 est qu'en cas d'absence du capitaine du Port, son remplaçant immédiat pourrait se rendre librement en cas de besoin à la Zone Libre Serbe.

Article 19.

La Zone Libre Serbe ne mettra aucun obstacle au départ d'un navire y stationné, hors le cas où ce navire ne lui a pas versé les droits de port, de quai, d'outillage ou autres charges pareilles fixées d'avance au profit du fisc du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Dans un tel cas, la Direction de la Zone Libre Serbe en donnera un avis par écrit au

capitaine du Port, qui sera obligé d'empêcher le départ du navire jusqu'à ce qu'il règle le compte en question.

Sous réserve du cas prévu dans l'alinéa précédent les autorités helléniques ne feront aucun obstacle au départ d'un navire ayant fait les opérations commerciales seulement dans la Zone Libre Serbe s'il a accompli auprès des autorités helléniques toutes les formalités prévues par l'art. 4 de ce Protocole et s'il a versé les droits qu'il serait tenu d'acquitter.

Sont exceptés les cas ayant trait à l'exercice de la justice réservée aux autorités helléniques en vertu de l'art. II de la Convention de 1923.

Article 20.

Dans le cas où la patente de santé des navires pratiquant avec la Zone Franche Hellénique devrait être munie d'un visa du consul hellénique du Port de départ, cette même formalité sera requise pour les navires pratiquant avec la Zone Libre Serbe.

Comformément à la pratique existante en dehors de ce visa aucun autre visa ni formalité auprès des consulats helléniques du Port de départ ne sera exigé.

Article 21.

Une ligne téléphonique directe sera installée entre le bureau du capitaine du Port et celui de la Direction de la Zone Libre Serbe.

Les frais de l'établissement et de l'entretien de cette ligne seront supportés par la Zone Libre Serbe.

Article 22.

L'emploi de la télégraphie ou téléphonie sans fil comme aussi l'émmission ou réception des signaux de toute sorte ne sera pas permis dans la Zone Libre Serbe.

Pour ce qui concerne la correspondance par signaux entre les organes de la Zone Libre Serbe et les navires mouillés dans la rade ou dans le Port et destinés à la Zone Libre Serbe elle ne pourra s'effectuer qu'à l'aide des signaux du Code international pendant le jour et à l'aide des signaux de Morse pendant la nuit.

Article 23.

Ne seront pas installés dans la Zone Libre Serbe des feux utiles à la navigation ou utiles au trafic ou aux travaux de cette Zone, mais nuisibles à la navigation sans l'autorisation du capataine du Port.

Article 24.

Toute la propriété de la Zone Libre Serbe située dans celle-ci (constructions, canots, installations) sera dûment inscrite comme telle dans les livres des autorités compétentes grecques. Aucune taxe ne sera perçue du fait de cette inscription.

Exception sera faite pour les canots et autres objets navigables employés au service de la Zone Libre Serbe lesquels pourront être enregistrés et inscrits dans leurs Ports d'attache appartenant au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Toutefois le nombre de ces objets navigables ne saura dépasser celui de: 3 canots automobiles et 2 canots de sauvetage. Leur liste ainsi que tous les changements éventuels y apportés, sera communiquée, à titre de renseignement, à la Direction hellénique du Port de Salonique. Il est expressément convenu que ces embarcations ne circuleront pas en dehors de la rade de Salonique sans une autorisation préalable du capitaine du Port de Salonique.

Article 25.

La Direction de la Zone Libre Serbe et les entrepreneurs, travaillant dans les limites de cette Zone auront le libre choix dans l'engagement des ouvriers et les privilèges d'ordre pécunier existants ou à établir au profit de ces derniers ou de leurs organisations professionnelles, ne seront pas applicables dans les limites de la Zone Libre Serbe (art. 11 du Protocole «C»).

En vue de résoudre les différends relatifs à l'exécution du contrat de travail conclu entre les ouvriers du Port d'une part et la Direction de la Zone Libre Serbe d'autre part, une commission mixte sera instituée de la manière suivante: Les ouvriers ou leur syndicat nommeront un délégué et la Zone Serbe l'autre. Les deux délégués éliront d'un commun accord le troisième arbitre, et à défaut d'accord le troisième arbitre sera désigné à tour de rôle par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Salonique et la Chambre de Commerce Serbe-Croate-Slovène à la même ville. Le troisième arbitre devra être dans tous les cas de nationalité hellénique. Les décisions de cette commission seront obligatoires pour les deux Parties.

Article 26.

Le Gouvernement hellénique s'engage de procéder dans le plus bref délai aux travaux nécessaires pour faire cesser l'écoulement des eaux par le torrent traversant la Zone Libre Serbe sous forme de déplacement dudit torrent, et si cela ne peut avoir lieu le Service Hellénique compétent et la Direction de la Zone Libre Serbe procéderont en commun à l'étude technique de cette question pour proposer la meilleure solution en tenant compte aussi de l'aspect financier de la question.

La Zone Libre Serbe sera admise à l'utilisation de conduits d'eau, d'électricité, du gaz, etc. aux mêmes conditions que la Zone Franche Hellénique.

Genève, le 17. Mars 1929.

(L. S.) Dr. K. Koumanoudi, m. p.
(L. S.) A. Carapanos, m. p.

e) Protocole concernant le Service Ferroviaire et ayant pour but de préciser la manière d'appliquer les dispositions de la Convention du 10 mai 1923 concernant la Zone Libre Serbe à Salonique [34]).

Afin d'assurer au commerce de transit serbe-croate-slovène un transport régulier et plus rapide, les deux Parties Contractantes se mettent d'accord:

Article premier.

D'accepter la mise en vigueur immédiate d'un service de transport commercial direct entre «Salonique-Zone Libre Serbe» et le réseau S. C. S. par les gares-frontières Gréco-Serbes-Croates-Slovènes et vice-versa suivant les clauses de la Convention de Berne du 23 octobre 1924 et pour autant que lesdites clauses n'ont pas été dérogées par la Convention du 10 mai 1923 et par les présents protocoles.

Article 2.

Afin d'assurer un transport rapide pour Salonique des marchandises provenant de Djevdjelija et vice-versa et dans des laps de temps inférieurs à ceux prévus dans l'article 8 du protocole «A» de la Convention du 8 mai 1923, les deux directions des chemins de fer établiront d'un commun accord des horaires d'été et d'hiver, dans lesquels en dehors des autres trains pour le service du commerce serbe en transit, seront prévus au moins deux trains directs entre Djevdjeli-Gare de Salonique et vice-versa, qui correspondront avec d'autres trains réguliers sur le réseau Djevdjeli-Skoplje et au-delà.

Le trajet de ces trains entre Djevdjeli et la gare de Salonique ne sera en aucun cas supérieur à celui établi par les Conférences des Chemins de fer internationales prévues pour le service international des marchandises par wagons complets publié dans l'indicateur respectif.

Ce train direct sera tel quel (voir l'art. 6 al. 1 du présent Protocole), dans les 60 minutes qui suivront son arrivée à la gare de Salonique, expédié comme train-navette dans la Zone Libre Serbe.

Ce train-navette sera accompagné d'un exemplaire de la feuille de charge ayant servi au train direct dont ce train-navette est la continuation. Cette feuille de charge sera remise avec les autres papiers au Bureau d'Expédition ferroviaire de la Zone Libre Serbe.

De même le train-navette arrivant de la Zone Libre Serbe sera tel quel (voir l'art. 6, al. 1) dans les 60 minutes qui suivront son arrivée à la gare de Salonique, expédié comme train direct à Djevdjeli accompagné d'un exemplaire de la feuille de charge ayant servi au train-navette dont ce train direct est la continuation. Cette feuille de charge sera remise avec les autres papiers à la gare-frontière serbe-croate-slovène.

Par les trains directs seront transportés en premier lieu le bétail et les marchandises périssables ou sujettes à détérioration, et dans le cas où il y aurait disponibilité de poids, seront transportes aussi d'autres

34) Službene Novine, No. 90, 17. April 1929.

marchandises ou wagons vides de préférence ceux destinés pour la Zone Serbe ou provenant de celle-ci.

L'excédent de charge sera transporté par les trains facultatifs à prévoir dans les horaires. Le trajet de cette charge de Djevdjeli jusqu'à la Zone Libre Serbe (ou vice-versa) ne peut excéder une durée de 8 heures.

Article 3.

Conformément à l'art. 4 du Protocole «A» de 1923 les horaires des trains directs entre Djevdjeli-Salonique gare seront établis aux conférences internationales pour l'établissement des horaires internationaux des trains de marchandises de façon à correspondre aux trains entre Djevdjeli-Skoplje.

Les horaires des trains-navettes circulant en nombre suffisant entre la gare de Salonique et la Zone Libre Serbe (et vice-versa) seront établis d'un commun accord entre la direction régionale des chemins de fer helléniques et la direction de la Zone Libre Serbe.

Article 4.

Dans le cas où la station de Djevdjeli ou la Zone Libre Serbe aurait à effectuer de grosses expéditions de marchandises ou en attendrait la réception et qui ne pourraient être transportées par les trains facultatifs annoncés pendant ce jour, elles devront avertir le représentant des chemins de fer hellénique à Djevdjeli ou bien la gare de Salonique cinq heures avant le départ prévu du train facultatif s'il s'agit d'un chargement provenant de la Zone Libre Serbe, et huit heures s'il s'agit d'un chargement, provenant de la station de Djevdjeli.

Dans le cas où on attendrait l'arrivée d'un navire le fonctionnaire compétent du Bureau d'Expédition ferroviaire «Salonique-Zone Libre Serbe» avertira à temps la gare de Salonique pour qu'on puisse diriger les wagons nécessaires vides vers la Zone Libre Serbe.

Article 5.

1. Dans le cas où les chemins de fer helléniques se trouveraient dans l'impossibilité de faire le transport annoncé, par suite de manque de locomotives ou de personnel, ils seront tenus, deux heures au moins avant le départ du train, de demander, à la station de Djevdjeli, de leur fournir une locomotive avec le personnel nécessaire pour le transport du chargement destiné pour la Zone Libre Serbe.

2. S'il s'agit des transports de la Zone Libre Serbe vers Djevdjeli les chemins de fer helléniques sont tenus de demander ce renfort à la gare serbe-croate-slovène de Djevdjeli huit heures avant le départ du train.

3. Dans les cas prévus par le présent article au personnel S. C. S. pendant la circulation du train sera adjoint un pilote hellène qui sera responsable pour la sécurité de la marche du train; le personnel S. C. S. sera responsable pour le freinage du train.

4. Les manoeuvres des trains dans les gares intermédiaires par le personnel des S. C. S. sont prohibées sauf en cas de besoin.

Article 6.

1. Les chemins de fer helléniques sont tenus de remettre les chargements reçus soit de la Zone Libre Serbe pour la station de Djevdjeli, soit de la station de Djevdjeli, pour la Zone Libre Serbe, tels quels, sans classemment de la charge.

2. Dans les cas prévus au 2ème alinéa de l'art. 3 du Protocole «C» annexé à la Convention de 1923, la Zone Libre Serbe ou la station de Djevdjeli, pourra faire accompagner les transports par un convoyeur, mais la responsabilité de la sécurité du transport incombera aux chemins de fer helléniques jusqu'à leur remise à Djevdjeli ou à la Zone Libre Serbe.

3. Dans le cas où on constaterait aux gares intermédiaires le manque ou la lésion des plombs sur les wagons les autorités helléniques se borneront à apposer leurs plombs sans procéder à une vérification du contenu des wagons, et inscriront ce fait sur la feuille de chargement et mention sera faite aussi sur le bordereau de remise. A l'arrivée de ces wagons à la gare-frontière (ou à la Zone Libre Serbe) il sera procédé comme il est prévu au protocole douanier.

4. Il est entendu que les plombs apposés aux wagons par les autorités serbes-croates-slovènes à Djevdjeli ou dans la Zone Serbe à Salonique ne pourront être enlevés sous aucun prétexte et par aucune autorité hellénique, de même qu'aucune vérification du contenu des wagons ne saurait avoir lieu même dans les cas prévus par la Convention de Berne de 1924.

Article 7.

1. La réception et la remise des chargements provenant de ou destinés à la Zone Libre Serbe se fera dans ladite Zone. Néanmoins la Zone Libre Serbe sera tenue de remettre les wagons en formation de train suivant les règlements en vigueur aux Chemins de fer helléniques dans la section Salonique-Djevdjeli afin qu'ils puissent être attelés sans perte de temps au train.

2. De même la station de Djevdjeli doit former les rames des wagons à destination de Salonique d'après les règlements des chemins de fer helléniques en vigueur sur la section Djevdjeli — Salonique, en plaçant séparément les wagons destinés pour la gare de Salonique et pour la Zone Libre Serbe et ces derniers en ordre tel que le règlement intérieur exigerait.

Article 8.

Dans le cas où la Zone Serbe serait dans l'impossibilité de recevoir des wagons qui lui seront destinés, si cette impossibilité provient de la Zone Serbe, la responsabilité pour tous dommages ou réclamations provenant de ce chef incomberait à la Zone Libre Serbe, et si elle provient de la gare de Salonique, la responsabilité en incomberait aux chemins

de fer helléniques, — le tout dans les limites prévues par le § 3 et § 10 du R. I. V. et par les Art. 11, 23, 27 et 49 de la Convention de Berne.

Article 9.

Dans le cas où une locomotive soit des S. C. S. soit des C. E. H. remorquant un train entre Salonique-Djevdjeli ou vice-versa se trouverait en détresse et les chemins de fer helléniques se trouveraient dans l'impossibilité d'envoyer à temps une machine de secours pour faire remorquer le train, les chemins de fer helléniques devront en demander une auxiliaire de la station de Djevdjeli et les S. C. S. sont tenus d'en procurer une à temps.

On appliquera cette disposition jusqu'à l'entrée en vigueur de la Convention à conclure relative aux gares communes en exécution de l'art. 1 du Protocole «A» de la Convention du 10 mai 1923.

Les frais pour ces renforts seront payés par les chemins de fer helléniques à la fin de mois selon les comptes établis par les chemins de fer S. C. S. sur la base de ses propres frais.

Dans le cas où l'administration de la Zone Libre Serbe aurait besoin d'aide à cause de l'avarie de la locomotive de manoeuvre, de l'installation d'eau, du pont tournant etc., la gare de Salonique sera tenue de la lui prêter. De même la Zone Libre Serbe sera tenue de prêter son aide à la gare de Salonique lorsque dans des cas analogues cette dernière le lui demande.

Les frais de ces aides seront supportés par celui qui les demande et seront réglés à la fin de chaque mois sur la base des frais propres.

Article 10.

La gare de Salonique et le Bureau d'Expédition ferroviaire de la Zone Libre Serbe prendront le soin de la réception et de l'expédition des wagons en formation de trains qui leur seront expédiés sur la base d'un règlement de signalisation, de mesure de sécurité, de vitesse des trains-navettes, échange des télégrammes etc.

Ce règlement sera établi au plus tôt d'un commun accord entre la direction régionale des C. E. H. à Salonique et le service compétent ferroviaire de la Zone.

Article 11.

Le personnel des chemins de fer helléniques fera pousser et fera la réception des wagons en formation de train expédiés pour la Zone Libre Serbe et vice-versa.

Le personnel des C. E. H. des trains et des locomotives une fois entrés dans la Zone Libre Serbe se trouvera sous les ordres de l'employé compétent de la Zone Serbe et ne pourra quitter la Zone avant d'avoir remis le train à l'employé compétent du Bureau d'Expédition «Salonique-Zone Libre Serbe». Il ne peut faire aucune manoeuvre et repartira par le train de retour.

Article 12.

La réception et la remise des trains se feront dans la Zone Serbe et sur la voie désignée à cet effet avec tous les documents qui s'ensuivent par un bordereau de remise.

La feuille de charge des trains sera faite en double tant pour les entrées que pour les sorties, et un des exemplaires restera à la Zone Serbe.

Pour les relations entre la gare de Salonique et la Zone Serbe une ligne télégraphique ou téléphonique sera construite.

Cette ligne sera provisoirement, jusqu'à la construction de la ligne télégraphique et téléphonique Zone Libre Serbe — Royaume Serbe-Croate-Slovène, prévue par le Protocole concernant le service des postes, télégraphes et téléphones, aussi jointe à la ligne télégraphique ferroviaire reliant la gare de Salonique à celle de Djevdjeli. Cet emploi ne saura durer plus d'un an.

Article 13.

En vue d'élaborer les tarifs ferroviaires directs en application de l'art. 5 du Protocole «A» une commission technique mixte helléno-s. c. s. assistée si besoin en est par des fonctionnaires diplomatiques se réunira dans le délai de deux mois à partir de la signature du présent Protocole. Néanmoins ces tarifs seront appliqués séparément pour le parcours de chacun des deux réseaux.

Les transports entre les gares serbes-croates-slovènes et «Salonique-Zone Libre Serbe» seront expédiés avec feuilles de route directes.

Les distances kilométriques des diverses stations des S. C. S. jusqu'à la gare de Salonique seront en vigueur pour la Zone Libre Serbe, ainsi que pour la Zone Libre de Salonique.

Article 14.

En exécution de l'art. 5 alinéa 2 du Protocole «A» de la Convention de 1923 la Zone Libre Serbe s'engage à assurer au lieu et place de la gare de Salonique tous services commerciaux et même à encaisser les frais de transport pour tous les envois de provenance ou à destination de ladite Zone.

L'administration ferroviaire de la Zone Libre Serbe comprend le réseau situé dans cette Zone et le Bureau d'Expédition «Salonique-Zone Libre Serbe». Sous réserve des dispositions contraires du présent Protocole cette administration et l'Administration des chemins de fer helléniques appliqueront dans leurs rapports les règles contenues dans la Convention de Berne et le R. I. V. Ladite Administration exerce son activité en dehors de tout contrôle de la part des autorités helléniques et elle fait partie de l'administration de la Zone Libre Serbe.

Pour le règlement de tout différend entre la Zone Libre Serbe et l'expéditeur ou le destinataire concernant toutes sortes de dommages survenus dans la Zone Libre Serbe, soit par la faute de ses employés

soit de toute autre cause, et n'affectant en aucune manière le parcours sur les réseaux des chemins de fer helléniques, seront compétents les tribunaux de l'Etat dont relève la Zone Libre Serbe.

Le service commercial effectué par la Zone étant assuré au lieu de place de la gare de Salonique, les formulaires nécessaires aux opérations y relatives, lesquels selon le présent Protocole émaneront de la Zone, seront, après entente préalable, rédigés en français suivant les formules adoptées pour les trafics ferroviaires internationaux et porteront comme lieu d'expédition «Salonique-Zone Libre Serbe». Ils ne feront mention d'aucune autre administration et ne porteront ni sceaux, ni emblèmes nationaux de quelle nature que ce soit.

Le Bureau d'Expédition de la Zone Libre Serbe ne pourra recevoir et expédier que des marchandises provenant ou à destination des gares du Royaume des Serbes-Croates-Slovènes.

Article 15.

La remise des expéditions se fera à la Zone Serbe ou à la station de Djevdjeli par un bordereau de remise, et les formalités douanières consisteront en la remise de la feuille de transit en quadruple exemplaire.

Article 16.

Avec le montant des recettes effectuées à la Zone Serbe, tant pour l'arrivée que pour l'expédition des marchandises pour le compte des chemins de fer helléniques seront débités les S. C. S.

Le règlement des comptes entre les deux chemins de fer se fera directement et selon la Convention de Berne de 1924.

Article 17.

Le service en transit des wagons sera fait suivant le règlement international R. I. V. (édition de Perouse du 1er janvier 1925 ou celles qui la remplaceront). L'échange du matériel roulant sera fait à la station de Djevdjeli et dans la Zone Serbe sur une voie désignée à cet effet.

Le délai pour le payement d'une indemnité prévu par le règlement commence pour les wagons qui sont remis à Djevdjeli ou dans la Zone Libre Serbe par les S. C. S. depuis le moment de leur remise avec tous les documents comptables et douaniers sur la voie désignée à cet effet et en formation de train suivant les règlements des C. E. H., pour les wagons vides ou chargés remis par les chemins de fer helléniques, depuis le moment d'arrivée du train à la station de Djevdjeli. Pour les wagons sortants depuis le moment de leur remise dans la Zone, et pour les wagons rentrant dans la Zone depuis le moment de la remise du train.

Les bordereaux de transit des wagons seront signés par le chef de la gare de Djevdjeli et par le représentant des C. E. H. De même dans la Zone Libre Serbe les «transits» des wagons seront signés par le fonctionnaire ferroviaire coméptent de la Zone d'après les règlements R. I. V. et l'échange des wagons se fera sur les voies qui seront désignées à cet effet.

Article 18.

La gare de Salonique doit chaque jour jusqu'à 16 heures faire connaître à la Zone Serbe le nombre des wagons S. C. S. vides par catégorie, et doit les mettre à sa disposition.

De même la Zone Serbe doit faire connaître à la gare de Salonique jusqu'à 18 heures le nombre de wagons dont elle a besoin ainsi que la façon dont le restant sera disposé.

Dans le cas où le nombre des wagons S. C. S. n'est pas suffisant pour les besoins de la Zone, le fonctionnaire compétent de la Zone demandera à la station de Salonique jusqu'à 18 heures de prêter si possible à la Zone le nombre des wagons autres que S. C. S., dont elle a besoin. Si la gare de Salonique ne dispose pas de tels wagons, la Zone sera tenue de les demander à la gare de Djevdjeli.

Si l'on constate un excédent des wagons vides S. C. S., ces wagons seront dirigés vers le réseau S. C. S. ou garés pour les besoins de la Zone Libre Serbe (pour pas plus de 3 jours) ou mis à la disposition de la gare de Salonique pour ses propres besoins suivant les dispositions données par la Zone Libre Serbe qui devront être communiquées à la gare de Salonique jusqu'à 18 heures.

Vu les conditions techniques actuelles, la Zone Libre Serbe ne demandera pas à la gare de Salonique de garer les wagons qu'en cas de nécessité absolue.

Si la Zone attendait l'arrivée des navires d'un grand chargement et si elle avait besoin de ce chef d'un grand nombre de wagons vides, la Zone avertira à temps la Direction régionale des Chemins de fer helléniques de la situation. Les Chemins de fer S. C. S. seront autorisés à envoyer un nombre suffisant de wagons vides vers la Zone Libre Serbe et les Chemins de fer helléniques seront tenus de les transporter et de les garer (pour pas plus de 3 jours).

Dans les cas où conformément à ce qui précède des wagons seraient garés sur la demande de la Zone Libre Serbe, les Chemins de fer helleniques seront exemptés d'une location prévue par le règlement R. I. V. pendant le temps où les wagons vides resteront immobilisés sur les voies de garage.

Article 19.

Tant que les installations nécessaires n'auront pas été amenagées par la Zone Libre Serbe, le nettoyage et la désinfection des wagons ayant transporté le bétail et la viande continueront à être effectués comme jusqu'à présent par la gare de Salonique aux frais des Chemins de fer S. C. S.

Toutefois cette obligation de la gare de Salonique cessera à l'expiration d'un délai d'un an à partir du jour où le déchargement du bétail commencera dans la Zone Libre Serbe.

Article 20.

Dans le cas d'interruption des communications les C. E. H. doivent aviser tout de suite la station de Djevdjeli et la Zone Serbe du fait de

l'interruption du moment où elle s'est produite et de sa durée probable et dans le cas où une interruption de plus de 3 jours serait prévue, les C. E. H. sont obligés de demander du renfort aux Chemins de fer S. C. S. pour le rétablissement des communications.

Les frais occasionnés par ces renforts en tant qu'ils ont été donnés sont à la charge des C. E. H.

Cette procédure ne sera pas applicable aux voies de raccordement reliant la gare de Salonique à la Zone Serbe qui doivent de jour et de nuit être en bon état comme il est prévu à l'alinéa 1 de l'article 9 du Protocole «A» de la Convention du 10 mai 1923.

Article 21.

Les deux administrations des Chemins de fer intéressés procéderont sans délai à la conclusion de l'accord prévu par l'alinéa 3 de l'article 6 et par l'alinéa 2 de l'article 2 du Protocole «A».

Dans le cas d'un accident dans les gares frontières ou dans la Zone Libre Serbe où le personnel des deux administrations ferroviaires est impliqué, une commission mixte composée de représentants des administrations des Chemins de fer helléniques et serbes-croates-slovènes, sera tenu de constater la responsabilité et la faute dans le cas concret.

Annexe

En exécution de l'article 2 du Protocole «A» et de l'article 6, alinéa 4 du Protocole «C» de la Convention du 10 mai de 1923, il est provisoirement convenu ce qui suit:

Article 1.

En attendant la construction d'une gare-frontière commune les Chemins de fer S. C. S. donneront, dans la gare de Djevdjeli, toute facilité pour l'aménagement et le fonctionnement des bureaux necessaires aux C. E. H. pour le service de commerce en transit et accorderont toute protection et aide aux employés grecs dans l'accomplissement de leur devoir.

Tout mouvement, ou entrée ou sortie des trains qui circulent entre Salonique-Djevdjeli et vice-versa sera réglé dans ladite gare par les employés S. C. S. et la réception et la remise des trains provenant de Salonique se fera sur des voies spéciales désignées d'avance.

Toute modification doit être communiquée par écrit et à temps aux représentants des Chemins de fer helléniques afin que la gare voisine des chemins de fer helléniques puisse en être avertie.

La voie libre pour les trains circulant entre Salonique-Djevdjeli et vice versa sera donnée par le représentant des Chemins de fer helléniques après permission écrite de chef de gare S. C. S.

Les manoeuvres pour la formation des trains pour Salonique, d'après les règlements des C. E. H. en vigueur sur le tronçon Djevdjeli

— Salonique seront exécutées par les S. C. S. et les poids de chargement remorqués par les locomotives seront donnés par les C. E. H.

Article 2.

Le personnel des C. E. H. de la station de Djevdjeli ne sera nommé ou remplacé qu'après avis préalable donné aux S. C. S.

Tout le personnel hellénique ayant un emploi à la gare de Djevdjeli peut librement circuler dans le rayon de la gare et dans la ville, mais il doit être en possession de cartes d'identité munies de photographie et émises par les autorités helléniques compétentes en texte hellénique et français et visées par le commissaire de police de frontière serbe-croate-slovène.

Les employés helléniques venant périodiquement pour raison de service avec les trains dans la gare de Djevdjeli devront être en possession de cartes d'identité munies de photographie et émises par les autorités compétentes helléniques en texte hellénique et français. Les noms de ces employés seront communiqués d'avance avec les photographies de chacun d'eux au commissaire de police de frontière à Djevdjeli.

Tout changement survenu dans le cadre de ces employés devra être notifié à temps au dit commissaire.

Ces employés devront rentrer en Grèce à tour de service. Si leur présence dans la gare de Djevdjeli devait se prolonger au delà ils devront se présenter devant le commissaire de police de frontière pour l'en avertir.

Toutes les formalités dont traite le présent article seront également appliquées à tout employé des Chemins de fer S. C. S. ou à toute autre personne circulant sur ce parcours en vertu des dispositions de la Convention de 1923, de ses annexes et du présent Protocole.

Article 3.

En ce qui concerne la marche des trains sur le tronçon sur la ligne de Djevdjeli-frontière, on appliquera les règlements S. C. S., sauf pour le poids remorqué.

Article 4.

Conformément à l'engagement pris par l'article 1, Protocole «A» de 1923, et le Protocole signé à Belgrade le 11 octobre 1928, on procédera immédiatement à l'élaboration de la Convention sur les gares — frontières communes et si besoin en est par une commission mixte qui devra terminer la rédaction de cette Convention dans le délai de 2 ans à partir de son institution, étant entendu que les points sur lesquels elle ne tomberait pas d'accord pourront être, à la demande d'une des parties, soumis à l'arbitrage de l'arbitre prévu au Protocole Final ou de l'organisation permanente des communications et du transit

de la S. d. N. Les décisions de l'arbitre seront obligatoires pour les deux Gouvernements.

Genève, le 17 mars 1929.

(L. S.) Dr. K. Koumanoudi, m. p.
(L. S.) A. Carapanos, m. p.

f) Protocole du Service Douanier

ayant pour but de préciser la manière d'appliquer les dispositions de la Convention du 10 Mai 1923, concernant la Zone Libre Serbe à Salonique [35]).

A. Formalités relatives aux marchandises à destination de la Zone Libre Serbe, Croate, Slovène.

I. Marchandises arrivant des gares-frontières par voie de chemins de fer.

Article 1.

a) Les fonctionnaires des chemins de fer serbes, croates, slovènes remettront à la gare-frontière du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes sur la base du bordereau de transit aux fonctionnaires des chemins de fer helléniques les wagons avec les lettres de voiture et d'autres documents concernant les marchandises chargées.

b) Sur la base de ces documents les fonctionnaires des chemins de fer helléniques rédigeront les feuilles de transit en quatre exemplaires et les présenteront à la douane serbe, croate, slovène avec les lettres de voiture et tous les papiers et documents reçus.

c) Les fonctionnaires de la douane serbe, croate, slovène après avoir accompli les formalités nécessaires prévues à l'article 5 et alinéa 1 de l'article 6 du Protocole «C» inscriront sur tous les exemplaires de la feuille de transit l'autorisation de départ du train, et garderont l'original de la feuille de transit signé par les fonctionnaires des chemins de fer helléniques, auxquels seront remis les copies de la feuille de transit avec tous les papiers, les lettres de voiture et tous les documents nécessaires à l'exception du quatrième exemplaire de la feuille de transit.

d) Les fonctionnaires des chemins de fer helléniques remettront à la douane hellénique les papiers et documents mentionnés ci-dessus, après quoi les fonctionnaires de la douane hellénique accompliront les formalités nécessaires prévues à l'article 5 et alinéa 1 de l'article 6 du Protocole «C» et inscriront sur la feuille de transit l'autorisation de départ du train. Un exemplaire de la feuille de transit sera gardé par ladite douane et l'autre accompagnera le train jusqu'à la gare de Salonique et sera remis à la douane hellénique de Salonique.

e) Le quatrième exemplaire de la feuille de transit avec les documents mentionnés à l'alinéa 2) de l'article 5 du Protocole «C» et sous une enveloppe fermée sera remis par le fonctionnaire ferroviaire com-

[35]) Službene Novine No. 90, 17. April 1929.

pétent serbe-croate-slovène au chef du train hellénique ou au courrier spécial, afin que cette enveloppe soit remise à la Direction de la Zone Libre Serbe, Croate, Slovène pour les wagons qui lui sont destinés ou à la gare de Salonique pour les wagons qui sont destinés à la Zone Franche de Salonique.

f) A l'arrivée du train à la gare de Salonique les fonctionnaires de douane et des chemins de fer helléniques constateront seulement si les plombs sur les wagons sont intacts ou non et inscriront sur les feuilles de transit l'état des plombs.

g) S'il y a des wagons dont les plombs ne sont pas intacts les fonctionnaires des chemins de fer helléniques après avoir apposé leurs plombs sur les wagons en cause et constaté sur la feuille de chargement le manque ou la lésion des plombs, admettront immédiatement et sans procéder à une vérification du contenu tous les wagons, tant ceux avec des plombs intacts que ceux dont les plombs étaient lésés ou enlevés, dans la Zone Libre Serbe-Croate-Slovène.

h) Si les fonctionnaires des chemins de fer serbes, croates, slovènes à l'occasion de la réception du train dans la Zone Libre Serbe demandent la vérification du contenu des wagons, dont le manque ou la lésion des plombs étaient constatés sur la feuille de chargement, on procédera à une telle vérification et on dressera un procès-verbal qui sera signé par les fonctionnaires de chemins de fer helléniques et serbes, croates, slovènes. S'il y a une irrégularité, les autorités helléniques compétentes ouvriront, d'office ou à la demande des autorités serbes, croates, slovènes, une enquête qui sera terminée le plus tôt possible.

Le résultat de cette enquête sera communiqué le plus tôt possible à la Direction de la Zone Libre Serbe, Croate-Slovène.

II. Marchandises arrivant de la Grèce par voie de terre ou de chemin de fer.

Article 2.

Les marchandises de provenance hellénique importées de Grèce par la Zone Libre Serbe, devront d'abord être dédouanées à la douane de sortie compétente hellénique, pour autant qu'un tel dédouanement est exigé par les lois helléniques pour la sortie du territoire douanier hellénique d'une pareille marchandise.

Les marchandises arrivant de Grèce dans la Zone Libre Serbe par voie de terre ou de chemin de fer bénéficieront dans ladite Zone au point de vue des formalités douanières d'un traitement identique à celui qui sera réservé aux autres marchandises arrivant dans la même Zone.

III. Marchandises arrivant par voie de mer.

Article 3.

a) Les formalités douanières auprès des autorités helléniques auxquelles sont astreints les navires arrivant dans la Zone Libre Serbe et

les marchandises y débarquées consistent seulement dans la remise aux autorités douanières helléniques d'un manifeste en double exemplaire rédigé comme il est prévu à l'article 9, alinéa 2, du Protocole «C».

b) Les capitaines de navires doivent remettre aux autorités compétentes helléniques le manifeste conformément à l'alinéa précédent si la marchandise est destinée à la Zone Libre Serbe, Croate, Slovène et doit être débarquée sur les mahonnes dans la Zone Franche de Salonique.

B. Formalités relatives à l'expédition des marchandises de la Zone Libre Serbe.

I. A destination des gares-frontières.

Article 4.

a) Après l'accomplissement des formalités douanières et ferroviaires dans la Zone Libre Serbe, Croate, Slovène prévues à l'article 5 du Protocole «C» et l'article 8, alinéa 6, du Protocole «A» les fonctionnaires ferroviaires de la Zone Libre Serbe remettront dans la Zone et sur la base du bordereau de transit aux fonctionnaires de la gare de Salonique les wagons plombés et des copies de la feuille de transit avec les lettres de voiture et d'autres documents nécessaires pour les douanes et pour le transport par chemin de fer après quoi les fonctionnaires des chemins de fer helléniques remettront à la douane grecque de Salonique les papiers et documents nécessaires pour qu'elle se conforme aux dispositions de l'article 5 et l'article 6, al. 1 du Protocole «C».

b) Les fonctionnaires de la douane hellénique après avoir accompli les formalités mentionnées ci-dessus inscriront sur les feuilles de transit l'autorisation du départ de train et garderont un exemplaire de la feuille de transit tandis que l'autre, avec les documents nécessaires, accompagnera la marchandise jusqu'à la gare-frontière.

c) A l'arrivée du train ou des wagons à la gare-frontière les fonctionnaires de douanes et des chemins de fer de la République hellénique et du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes constateront seulement si les plombs sur les wagons sont intacts ou non et inscriront sur les feuilles de transit l'état des plombs.

d) Les wagons dont les plombs sont intacts seront mis à l'instant même à la disposition de la gare-frontière pour qu'elle puisse permettre le départ immédiat des marchandises pour leur destination tandis que ceux des wagons dont les plombs ne sont pas intacts resteront en gare et les fonctionnaires des chemins de fer helléniques constateront sur la feuille de chargement le manque ou la lésion des plombs.

e) Si les fonctionnaires des chemins de fer serbes, croates, slovènes à l'occasion de la réception du train demandent la vérification du contenu des wagons dont le manque ou la lésion des plombs avaient été constatés sur la feuille de chargement, on procédera à une telle vérification et on dressera un procès-verbal qui sera signé par les fonctionnaires de chemins de fer serbes, croates, slovènes et helléniques. S'il y a une irrégularité, les autorités helléniques compétentes ouvriront

d'office ou à la demande des autorités Serbes, Croates, Slovènes, une enquête qui sera terminée le plus tôt possible.

Le résultat de l'enquête sera communiqué le plus tôt possible à la direction de la Zone Libre Serbe, Croate, Slovène.

II. A destination de la Grèce.

A. Par voie de mer.

Article 5.

La Direction de la Zone Libre Serbe, Croate, Slovène doit remettre à la douane hellénique de Salonique un manifeste spécifiant la quantité, le genre et le poids des marchandises ainsi que le port de destination et le numéro de la feuille de transit.

B. Par voie de terre ou de chemins de fer.

Article 6.

Pour que les marchandises d'origine serbe puissent être expédiées pour la Grèce par voie de terre ou de chemins de fer, elles doivent être dédouannées à la douane hellénique de Salonique, étant bien entendu que ces marchandises ne seront pas soumises à un traitement plus désavantageux que celui auquel sont soumises de pareilles marchandises expédiées de la Zone Franche Hellénique.

III. A destination de l'étranger.

Article 7.

La Direction de la Zone Libre Serbe, Croate, Slovène remettra à la douane hellénique le manifeste prévu à l'article 3 de ce Protocole en spéficiant le numéro de la feuille de transit.

C. Clauses générales.

Article 8.

La franchise douanière des denrées et matières dont traite l'article 5, al. 3, de la Convention de 1923, ne s'applique qu'aux seuls produits destinés à être consommés dans l'enceinte même de la Zone Libre Serbe, Croate, Slovène.

Les fonctionnaires et employés de la Zone Libre Serbe, nommés à un poste permanent par le Royaume des Serbes, Croates, Slovènes, pourront, lors de leur établissement à Salonique, transporter leurs meubles à Salonique en franchise de douane et de toute autre taxe. Ils devront toutefois, si l'autorité compétente hellénique l'exige, présenter lors de ce transport une liste de ces effets préalablement visée et certifiée par l'autorité compétente serbe-croate-slovène. Il est entendu qu'en cas d'aliénation de ces meubles sur territoire hellénique, ils seront soumis aux lois fiscales du pays.

Article 9.

Conformément à l'article 11 du Protocole «A» la feuille de transit ainsi que toutes pièces qui seront échangées entre les stations, les douanes et les autres administrations des deux pays y compris les administrations de la Zone Libre Serbe, Croate, Slovène, seront écrites en français ou accompagnées d'une traduction en cette langue.

Article 10.

Conformément à l'article 3, alinéa 5, du Protocole «A», la Zone Libre Serbe, Croate, Slovène est autorisée d'expédier par l'entremise de son service de Poste en Royaume des Serbes, Croates, Slovènes, la monnaie et les devises grecques ou étrangères, provenant des recettes des différents services de la Zone Libre Serbe, Croate, Slovène, ainsi que de recevoir des administrations de l'Etat des sommes nécessaires pour les besoins des services de la Zone, sous réserve des lois helléniques en vigueur en ce qui concerne l'exportation de l'or du territoire hellénique.

Article 11.

Il est bien entendu que conformément à l'alinéa 1 de l'article 6 du Protocole «C», les plombs douaniers et des chemins de fer apposés sur les wagons ne seront sous aucun prétexte et par aucune autorité hellénique enlevés en cours de route soit aux gares d'entrée ou de sortie, soit aux gares intermédiaires.

Fait à Genève, le 17 mars 1929.

(L. S.) Dr. K. Koumanoudi, m. p.

(L. S.) A. Carapanos, m. p.

g) Protocole du Service des Postes, Télégraphes et Téléphones

ayant pour but de préciser la manière d'appliquer les dispositions de la Convention du 10 mai 1923; concernant la Zone Libre Serbe à Salonique[36]).

Article 1.

Le bureau de poste, télégraphe et téléphone dans la Zone Libre Serbe à Salonique, conformément à l'art. 4 du Protocole «A» 2, acceptera les correspondances postales, télégraphiques et les messages téléphoniques qui lui seraient remis par la Direction de la Zone Libre Serbe à destination du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

De même ledit bureau donnera cours aux correspondances postales, télégraphiques et téléphoniques destinées à l'Administration de la Zone Libre Serbe, provenant de quelque lieu que ce soit du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Sous la dénomination de «Correspondance postale» est comprise

[36]) Službene Novine, No. 90, 17. April 1929.



celle mentionnée dans l'art. 33 de la Convention Internationale de Stockholm, de provenance ou à l'adresse de la Direction de ladite Zone.

Article 2.

Le dépôt et la transmission des objets mentionnés à l'art. précédent doit s'effectuer conformément aux lois et aux règlements en vigueur dans le service postal, télégraphique et téléphonique interne du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Article 3.

Pour assurer la transmission régulière des envois à échanger entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, d'une part et la Zone Libre Serbe de Salonique, d'autre part, il sera introduit un échange de dépêches direct.

Le Bureau de poste de la Zone Libre Serbe formera, si besoin est, une ou plusieurs dépêches par jour pour le bureau ambulant de Djevdjelija à Belgrade 6, ou pour tel autre bureau du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et réciproquement et, si besoin est, un ou plusieurs bureaux de poste du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, formeront des dépêches pour la poste de ladite Zone.

Article 4.

Le transport des dépêches à échanger conformément à l'article présent sera confié sur le parcours Djevdjelija à la Zone Libre Serbe et vice versa à l'agent grec.

La livraison se fera aux gares de Salonique et de Djevdjelija contre bordereau de livraison et de réception à produire par l'agent respectif.

Article 5.

Pour la transmission des télégrammes ou messages téléphoniques de service de la Zone Libre Serbe, le bureau télégraphique et téléphonique dans ladite Zone sera en communication directe avec un ou plusieurs bureaux télégraphique ou téléphonique dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, qui auraient été désignés par le Ministère des Postes et des Télégraphes du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Article 6.

Si des dérangements affectant les lignes télégraphiques de la Zone Libre Serbe dureraient plus de 5 heures, comptant toujours du lever au coucher du soleil, l'Administration Télégraphique Crecque assume la transmission gratuite des télégrammes de l'Administration de le Zone Libre Serbe que celle-ci livrerait au Service Télégraphique de Salonique.

Dans ce cas le même Service acceptera aussi, sans percevoir les taxes correspondantes, les télégrammes originaires du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes destinés à l'Administration de la Zone Libre

Serbe qui, par suite des dérangements susmentionnés, n'ont pu être transmis par la ligne de ladite Zone.

Article 7.

Les travaux sur la construction des lignes télégraphiques et téléphoniques sur la portion du territoire grec entre Djevdjelija et Salonique, prévue par l'art. 3 du Protocole «A» 2 de la Convention de 1923 de Belgrade, seront confiés à l'Administration télégraphique hellénique après un accord préalable avec l'Administration du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, relatif aux conditions techniques et au délai de la construction.

Avant que ces lignes soient mises en service une commission nommée par les deux Administrations intéressées sera chargée d'examiner le mode de construction.

Fait à Genève, le 17 mars 1929.

(L. S.) Dr. K. Koumanoudi, m. p.

(L. S.) A. Carapanos, m. p.

h) Protocole du Service Vétérinaire

ayant pour but de préciser la manière d'appliquer les dispositions de la Convention du 10 mai 1923, concernant la Zone Libre Serbe à Salonique [37]).

Article 1.

En cas d'une épizootie parmi les animaux transportés dans la Zone Libre Serbe, et s'il ne s'agit pas de la Peste Bovine les animaux suspects c'est à dire ceux qui ont cohabité avec les animaux malades et n'ont aucun signe clinique d'une maladie contagieuse, pourront être transportés à pied à l'abattoir de Salonique pour y être immédiatement abattus.

Les animaux suspects pourront être transportés par le chemin de fer ou par la voie de mer de la Zone Libre Serbe à l'intérieur de la Gréce en vue de leur abattage immédiat.

Les animaux malades d'une maladie contagieuse, dont la viande peut être livrée à la consommation ne pourront être transportés qu'à l'abattoir de la ville de Salonique soit en voiture, soit par la voie de mer. Les animaux abattus d'urgence (accidents de voyage, diverses fractures, etc.) pourront être également transportés de la Zone Libre Serbe à l'abattoir de la Ville de Salonique, soit en voiture, soit par la voie de mer en vue de leur utilisation ultérieure. Ces animaux doivent être saignés, revêtus de la peau, vidés ou non.

Les animaux malades, n'ayant aucun signe clinique d'une maladie contagieuse, suspects ou abattus d'urgence mentionnés ci-dessus seront accompagnés d'un certificat délivré par le service Vétérinaire de la Zone Libre Serbe contenant le nom du propriétaire, le nombre et le signalement de ces animaux et la cause qui a provoqué leur envoi à l'abattoir.

[37]) Službene Novine No. 90, 17. April 1929.

Article 2.

Les autorités vétérinaires de la Zone Libre Serbe et les autorités vétérinaires helléniques, après une entente préalable, prendront les mesures nécessaires pour éviter la propagation des maladies contagieuses, toutes les fois qu'il s'agirait d'effectuer le transport jusqu'à l'abattoir des animaux énumérés ci-dessus et en détermineront d'un commun accord le mode de transport. Les transports de tous les envois ci-dessus jusqu'à l'abattoir auront toujours lieu sous la surveillance des convoyeurs de Police Vétérinaire Hellénique.

L'inspection sanitaire de la viande des animaux ci-dessus aux abattoirs helléniques sera faite d'après la police sanitaire en vigueur dans ces abattoirs.

Seront admis dans la Zone Libre Serbe comme animaux de trait ou de travail seulement ceux des solipèdes de la Ville de Salonique qui sont munis d'un certificat de santé par le service Vétérinaire de la Ville de Salonique.

Article 3.

Si parmi les animaux mentionnés dans l'art. 4 du Protocole «B» annexé à la Convention du 10 mai 1923, se déclare une maladie contagieuse à leur arrivée au lieu de destination, ce fait sera porté aussitôt que possible à la connaissance du service vétérinaire de la Zone Libre Serbe toutes les fois qu'il y aurait à supposer que ces animaux aient quitté la Zone Libre Serbe infectés.

Dans cette communication seront mentionnés le numéro d'ordre et la date du certificat délivré pour les animaux par le service vétérinaire de la Zone Libre Serbe ainsi que les mesures prises soit pour combattre cette maladie, soit pour parer à sa propagation.

Les fumiers des animaux sains débarqués dans la Zone Libre Serbe s'ils ne présentent aucun danger, comme véhicules de maladies contagieuses, pourront être mis comme engrais à la disposition des agriculteurs de la Ville de Salonique qui en voudront profiter.

Les fumiers contaminés seront incinérés dans la Zone Libre Serbe.

Les propriétaires des animaux morts par suite des accidents de voyage et exempts de maladies contagieuses pourront utiliser leurs cadavres dans la Zone Libre Serbe ou dans la Ville de Salonique sur l'autorisation et sous le contrôle des services vétérinaires respectifs d'après les règlements sanitaires en vigueur dans ce service.

Fait à Genève, le 17 mars 1929.

(L. S.) Dr. K. Koumanoudi, m. p.

(L. S.) A. Carapanos, m. p.

i) Protocole Final

Au moment de procéder à la signature des protocoles:

1. concernant le service vétérinaire,
2. concernant le service des postes, télégraphes et téléphones,

3. concernant le service douanier,
4. concernant le service ferroviaire,
5. concernant le service du port, et
6. ce protocole final,

qui ont pour but de préciser la manière d'appliquer les dispositions de la Convention du 10 mai 1923, concernant la Zone Libre Serbe à Salonique, les soussignés sont convenus de ce qui suit:

Article 1.

Il est bien entendu que les Hautes Parties Contractantes appliqueront sans réserve les dispositions de ladite Convention ainsi que les arrangements mentionnés ci-dessus au cas où ces dispositions dérogeraient aux règles établies par les Conventions génerales, ayant trait aux mêmes matières, et dont les Hautes Parties Contractantes sont signataires.

Il est aussi entendu que les formalités expressément prévues par la Convention de 1923, par ses protocoles annexés et par les présents protocoles sont les seules que doit remplir le transit serbe, croate, slovène, passant, par mer ou par terre, par la Zone Libre Serbe et que ledit transit ne devra en aucun lieu et en aucun cas accomplir quelques autres formalités auprès des autorités helléniques.

Article 2.

Le Gouvernement hellénique s'engage d'entreprendre sans délai les mesures qui lui incombent en vertu de la Convention de 1923 (art. VI) pour effectuer l'expropriation des immeubles de la Société d'Exploitation du Port de Salonique situés dans la Zone Libre Serbe.

Dans la détermination du prix de l'expropriation les autorités helléniques agiront de concert avec la Direction de la Zone Libre Serbe.

Article 3.

La Zone Libre Serbe ne pourra être utilisée que pour le transit et le trafic Serbe-Croate-Slovène à l'exclusion de toute marchandise de provenance ou à destination d'autres pays, et les marchandises serbes-croates-clovènes pourront être exportées en Grèce à travers la Zone Libre Serbe-Croate-Slovène et vice versa.

La manipulation dont traite l'article 5 de la Convention du 10 mai 1923 est entendue dans le sens technique du terme et n'implique nullement la fabrication.

Article 4.

Chaque fois où il y aurait une plainte du Gouvernement serbe-croate-slovène soit sur des retards ou entraves attribués par ce dernier à l'Administration de la voie ferrée de Djevdjeli-Salonique, soit sur les facilités d'ordre commercial accordées en vue de favoriser le transit et trafic serbes-croates-slovènes, le Gouvernement serbe-croate-slovène pourra faire appel à l'arbitrage d'un arbitre.

D'autre part le Gouvernement hellénique pourra faire appel à ce même arbitre en cas de différend d'ordre purement technique surgi dans la Zone du fait de l'application des dispositions techniques de la Convention de 1923 et des présents protocoles par les autorités serbes-croates-slovènes de la Zone. Il est entendu que cet arbitrage ne saura porter sur des questions ayant trait à la nature, au genre, contenu, etc. des marchandises, de même qu'au cours de l'arbitrage il ne saurait être soulevé aucune question qui d'une façon directe ou indirecte a trait à cette matière.

Cet arbitre, qui devra posséder des connaissances techniques en matière de communications et de transit sera désigné d'avance d'un accord commun entre les deux Gouvernements, et en cas où cet accord ne saurait se réaliser, par le Conseil de la Société des Nations. Son mandat sera toujours d'un an et commencera chaque année le 1-er janvier.

L'arbitre aura son siège à Salonique; sa rénumération sera supportée à parts égales par les deux Etats.

Dans l'exercice de ses fonctions l'arbitre pourra procéder à des enquêtes sur place, aux auditions des témoins et entreprendre toutes mesures susceptibles de l'éclairer.

Cet arbitre aura à se prononcer sur la question de savoir si la plainte formulée par le Gouvernement Serbe-Croate-Slovène est fondée et appliquera les dispositions de la Convention de 1923, de ses protocoles et des présents six protocoles. Au cas où ces règles ne seraient pas suffisantes, il statuera ex aequo et bono.

Les deux parties s'engagent à se conformer aux décisions qui seront sans appel.

Article 5.

a) Le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes s'engage à accorder aux marchandises provenant de la Zone Franche Hellénique les mêmes facilités et exemptions qui seraient accordées aux provenances de la Zone Libre Serbe quelle que soit leur destination dans ledit Royaume, étant donné que la question des facilités à accorder aux marchandises en transit par ledit Royaume et à destination d'autres pays est réglée par les Conventions Internationales y relatives.

Il est convenu que les marchandises provenant de la Zone Franche Hellénique et destinées à n'importe quel endroit du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes seront transportées au lieu de destinantion dans le même laps de temps que les marchandises partant de la Zone Franche Serbe et destinées au même endroit.

b) Les marchandises partant de la Zone Franche de Salonique et destinées à des gares ou localités du Royaume Serbe, Croate, Slovène pourvues d'un service douanier pourront être dédouanées dans les douanes de ces gares ou localités dans la mesure où une semblable marchandise peut être dédouanée par ledit service douanier.

c) Un service douanier serbe-croate-slovène fonctionnera aux gares-frontières.

Article 6.

a) Etant donné qu'aux termes de l'art. 2 de la Convention du 10 mai 1923, la Zone Libre Serbe fait partie intégrante du territoire hellénique, il est entendu qu'aucun usage ne pourra être fait dans ladite Zone du Pavillon ou de tous autres emblèmes nationaux du Royaume Serbe-Croate-Slovène.

b) Conformément aux dispositions de l'art. 4 de la Convention de 1923, les employés qui seront affectés aux divers services dans la Zone Franche Serbe ne pourront entrer en fonction qu'après avis préalable donné aux autorités helléniques. Le personnel devra être en possession de cartes d'identité munies de photographie et émises par les autorités serbes-croates-slovènes. Les cartes d'identité seront rédigées en français et serbe-croate-slovène et visées par le Commissariat de police de Salonique auprès duquel seront également déposées des photographies de ces personnes. Tout changement apporté à la composition de ce personnel devra être notifié à temps audit Commissariat.

c) Vu les besoins actuels de la Zone le nombre total des employés affectés aux services établis dans la Zone Libre Serbe ne pourra excéder celui de cent personnes. Aucune qualité officielle ne sera reconnue aux fonctionnaires en question en dehors de l'enceinte de la Zone Libre Serbe.

d) Il demeure entendu que les formalités dont traite le présent article ne s'appliquent pas aux ouvriers employés dans la Zone Libre Serbe qui devront être nécessairement des ressortissants helléniques.

Fait à Genève, le 17 mars 1929.

(L. S.) Dr. K. Koumanoudi, m. p.

(L. S.) A. Carapanos, m. p.

Les Lettres échangées pour l'interprétation de l'art III du Protocole Final

Genève, le 17 mars 1929.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous confirmer, au nom du Gouvernement Serbe, Croate et Slovène qu'il demeure entendu que les termes «transit et trafic Serbe-Croate-Slovène» ainsi que le terme «marchandises serbes-croates-slovènes» contenus dans l'article III du protocole final, signé aujourd'hui à Genève, comprennent les articles du commerce privé de production ou d'industrie serbe-croate-slovène, exportés en Grèce ou à l'étranger ainsi que les articles du commerce privé de production ou industrie hellénique ou étrangère, destinés à être consommés dans le Royaume Serbe-Croate-Slovène et importés à cet effet. De même il est entendu que de ce fait aucun contrôle préventif ainsi que formalité ou entrave ne pourront être exercés de la part des autorités helléniques.

Je vous pris en même temps de vouloir bien me confirmer que le Gouvernement hellénique est d'accord sur cette interprétation.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

K. Koumanoudi, m. p.

Son Excellence

Monsieur A. Carapanos,

Ministre des Affaires Etrangères de la République Hellénique etc. etc. etc. Genève.

II.

Genève, le 17 mars 1929.

Monsieur le Ministre,

Vous avez bien voulu m'adresser aujourd'hui la lettre suivante: «J'ai l'honneur de vous confirmer, au nom du Gouvernement Serbe-Croate-Slovène, qu'il demeure entendu que les termes» transit et trafic serbe-croate-slovène» ainsi que le treme «marchandises serbes-croates-slovènes» contenus dans l'art. III du protocole final, signé aujourd'hui à Genève, comprennent les articles du commerce privé de production ou d'industrie serbe-croate-slovène, exportés en Grèce ou à l'étranger, ainsi que les articles du commerce privé de production ou d'industrie hellénique ou étrangère destinés à être consommés dans le Royaume Serbe-Croate-Slovène et importés à cet effet. De même il est entendu que de ce fait aucun contrôle préventif ainsi que formalité ou entrave ne pourront être exercés de la part des autorités helléniques.»

En réponse à cette lettre j'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement hellénique est d'accord sur cette interprétation.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expréssion de ma très haute considération.

A. Carapanos, m. p.

Son Excellence

Monsieur K. Koumanoudi

Ministre des Affaires Etrangères du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes etc. etc. etc.

en Ville.

La Déclaration sur l'établissement provisoire des horaires.

Il est convenu entre les soussignés que provisoirement et jusqu'à la réunion de la première Conférence Internationale des horaires, les horaires prévus par le premier alinéa de l'article 3 du protocole ferroviaire signé aujourd'hui seront établis par entente directe entre l'ad-

ministration des chemins de fer hellénique et l'administration des chemins de fer Serbe-Croate-Slovène.

Genève, le 17 mars 1929.

Dr. K. Koumanoudi, m. p.

A. Carapanos, m. p.

k) Protocole concernant le règlement des réclamations financières relatives à la ligne Salonique-Djevdjeli (frontière)[38] entre

le Gouvernement de la République Hellénique, dûment représenté par S. E. Monsieur A. Carapanos, Ministre des Affaires Etrangères de la République Hellénique, et le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, dûment représenté par S. E. Monsieur le docteur K. Koumanoudi, Ministre des Affaires Etrangères du Royaume des Serbes, Croates et Slovenès, il a été convenu ce qui suit:

1. Un groupe serbe-slovène, le Syndicat National des Chemins de fer, avec la garantie de son Gouvernement, a acquis de la Compagnie des Chemins de fer Orientaux par une Convention en date du 15 juillet 1923, les droits que cette Compagnie avait envers le Gouvernement Hellénique quant à la ligne Salonique-Djevdjeli (frontière).

2. En vertu de cette Convention, le Gouvernement Serbe-Croate-Slovène à réclamé du Gouvernement Hellénique le règlement des réclamations ainsi acquises contre ce dernier.

3. Après avoir discuté en commun la valeur et le montant desdites réclamations, il a été convenu entre les deux Hautes Parties Contractantes de procéder à leur règlement définitif moyennant paiement par le Gouvernement Hellénique au Gouvernement Serbe-Croate-Slovène d'une somme de 20.000.000 (vingt millions de francs français papier, ledit paiement devant avoir lieu de la manière suivante:

10.000.000 (dix millions) de francs français seront versés deux mois après la signature du présent accord, et 10.000.000 (dix millions) de francs français avec 6% (six pour cent) d'intérêt, seront versés un an après la date où le premier versement doit être effectué. — Ces paiements auront lieu à Belgrade.

4. Le Gouvernement Serbe-Croate-Slovène déclare en conséquence qu'il n'a désormais, ni pour lui ni pour le compte du Syndicat National des Chemins de fer ou tout autre groupe serbe-croate-slovène aucune réclamation contre le Gouvernement Hellénique au sujet de la ligne Salonique-Djevdjeli (frontière).

5. Le Gouvernement Serbe-Croate-Slovène s'engage au nom du groupe serbe-croate-slovène précité qu'il représente à continuer l'exécution des obligations contractées par celui-ci vis-à-vis de la Compagnie en vertu de la convention précitée du 15 juillet 1923 et reconnaît que ladite Compagnie ne peut avoir de ce chef aucun recours contre le Gouvernement Hellénique.

[38]) Službene Novine, No. 136, 12. Juni 1929.

6. Le Gouvernement Serbe-Croate-Slovène donne enfin l'assurance qu'en dehors de la convention susmentionnée il n'a été passé ni par lui, ni par le groupe qu'il représente aucun autre contrat ou accord quelconque avec la Compagnie des Chemins de fer Orientaux au sujet de la ligne Salonique-Djevdjeli (frontière).

7. De son côté le Gouvernement Hellénique déclare qu'il n'a à faire valoir, ni pour soi-même ni pour des tiers, contre la Compagnie des Chemins de fer Orientaux aucune réclamation de la nature de celles qui sont visées dans l'Art. 5 de la Convention susmentionée.

Le présent accord entre en vigueur le jour de sa signature.

En foi de quoi les représentants des deux Hautes Parties Contractantes ont apposé leurs signatures au pied de cet accord.

Fait à Genève le 17 mars 1929 en double expédition identique.

Pour le Gouvernement Serbe-Croate-Slovène,

(L. S.) Dr. K. Koumanoudi, m. p.

Pour le Gouvernement Hellénique,

(L. S.) A. Carapanos, m. p.

3. Die Regelung der bulgarischen Reparationsfrage.

a) Accord concernant le règlement des réparations bulgares[1]).

Les représentants dûment autorisés du Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, du Gouvernment du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Gouvernement du Canada, du Gouvernement du Commonwealth d'Australie, du Gouvernement de Nouvelle Zélande, du Gouvernement de l'Union de l'Afrique du Sud, du Gouvernement de l'Inde, du Gouvernement du Royaume de la Bulgarie, du Gouvernement de la République française, du Gouvernement de la République grecque, du Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, du Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur du Japon, du Gouvernement de la République de Pologne, du Gouvernement de la République de Portugal, du Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Roumanie, du Gouvernement de la République tchécoslovaque, du Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Yougoslavie,

Sont convenus de ce qui suit:

1. Les Puissances créancières renoncent à la Tranche B. de la dette de réparations bulgare, telle qu'elle est définie par le Protocole du 21 mars 1923. La Grande-Bretagne, la France et l'Italie renoncent, d'autre part, au solde non payé de leurs créances au titre des armées d'occupation.

2. Les Puissances créancières acceptent, en satisfaction totale du montant de la Tranche A. de la dette de réparations bulgare qui reste impayé à ce jour, les annuités en francs-or fixées à l'Etat de paiements

1) Dŭržaven Vestnik No. 255, 12. Februar 1930.

ci-après, le franc-or demeurant défini par l'article 146 du Traité de Neuilly:

	Nombre d'annuités en francs-or:
1 avril 1930	5 millions
1er avril 1930 au 31 mars 1940	10 annuités de 10.000.000
1er avril 1940 au 31 mars 1950	10 annuités de 11.500.000
1er avril 1950 au 31 mars 1966	16 annuités de 12.515.238

Le premier paiement prévu pour le 1er avril 1930 sera effectué en un seul versement à ladite date. Les annuités suivantes seront payables en deux semestrialités égales à semestre échu, les 30 septembre et 31 mars de chaque année, le premier le 30 septembre 1930 et le dernier le 31 mars 1966.

3. Les annuités fixées à l'article 2 constitueront une charge inconditionnelle, les Parties signataires renonçant dorénavant à l'application de l'article 122 du Traité de Neuilly. Toutefois, la Bulgarie pourra, le cas échéant, demander l'application de la procédure de suspension de transfert instituée par la décision de la Commission des Réparations du 23 juillet 1926 comme suite au Plan financier approuvé par le Conseil de la Société des Nations le 10 juin 1926.

Ces annuités bénéficieront des mêmes gages spéciaux que les annuités de l'Etat des Paiements du 21 mars 1923, tels que ces gages se comportent en vertu des Protocoles des 21 mars 1923 et 24 septembre 1928. Elles seront représentées par un certificat de dette muni de coupons, qui sera remis par le Gouvernement bulgare à la Banque des Règlements Internationaux agissant en tant que mandataire des Puissances créancières.

Le privilège de premier rang établi par l'article 132 du Traité de Neuilly sur tous les biens et ressources de la Bulgarie pour le règlement des réparations et autres charges visées par cet article cessera d'avoir effet. Mais, pour le cas où le produit des gages spéciaux tomberait au-dessous de 150% des sommes nécessaires au service de l'annuité, le Gouvernement bulgare s'engage à affecter aux réparations sur la demande et avec l'acceptation de la Banque des Règlements Internationaux, des gages supplémentaires rétablissant au moins ce pourcentage et à promulguer toutes lois nécessaires à cet effet.

4. La Banque Nationale de Bulgarie sera maintenue dans ses attributions et obligations relatives au paiement des réparations telles qu'elles résultent du règlement du 7 juillet 1923, relatif à l'application du Protocole du 21 mars 1923 et elle se conformera à ce règlement pour tout ce qui concerne la perception du produit des gages, la constitution en monnaie nationale du fonds des annuités et la conversion en devises étrangères.

5. Les droits et pouvoirs conférés à la Commission des Réparations et à la Commission Interalliée de Bulgarie seront transférés, dans la mesure nécessaire, à la Banque des Règlements Internationaux. En conséquence, les relations entre la Commission des Réparations et la Commission interalliée de Bulgarie, d'une part, et le Gouvernement

bulgare, d'autre part, prendront fin dès que cela sera possible. Les modalités et la date de ce transfert seront arrêtées par un Comité constitué par deux représentants du Gouvernement bulgare, par quatre représentants de la Commission des Réparations ou de la Commission Interalliée de Bulgarie dont (?) le Délégué commun à la Commission des Réparations ou un représentant désigné par lui et le cas échéant par deux représentants de la Banque des Règlements Internationaux.

6. En outre, et en sus des paiements fixés par l'article 2, le Gouvernement bulgare demeurera tenu de toutes ses obligations à l'égard des ressortissants des Puissances créancières, ressortissants dont les droits tels qu'ils existent actuellement ne sont en rien touchés par le présent Accord.

Les Gouvernements créanciers qui n'ont pas encore adhéré au contrat du 14 avril 1923, relatif à un moratoire accordé au Gouvernement bulgare par les créanciers français et belges, à l'avenant du 10 octobre 1923 audit contrat et à l'accord du 14 avril 1923 relatif à l'émission d'obligations 6½% 1923 de l'Etat bulgare pourront y adhérer jusqu'au 30 juin 1930, et le Gouvernement bulgare s'engage à accepter ces adhésions et à leur donner plein effet.

7. Les Gouvernements créanciers renoncent à dater de la mise en vigueur du présent Accord, à exercer leur droit de retenir et de liquider les biens, droits et intérêts des ressortissants bulgares, pour autant que ces biens ne sont pas encore liquides ou liquidés ou qu'il n'en a pas été disposé de façon définitive.

Toutefois les biens bulgares sujets à liquidations en Roumanie ont fait l'objet d'un accord sur la base d'un versement à la Roumanie de 110 millions de lei en deux tranches égales dont la première payable trois mois après la ratification, la second un an après. La restitution des biens aura lieu au moment du paiement de la première tranche et les revenus des biens jusqu'à cette date seront acquis à la Roumanie.

8. La Bulgarie s'engage à conclure dans un délai de six mois à dater de la mise en vigueur du présent Accord, tous arrangements nécessaires pour assurer le service régulier de la quote-part de la dette ottomane qui lui incombe et à s'acquitter sans délai des obligations qui découleront pour elle desdits accords.

9. A l'exception de celles qui ont fait l'objet d'un accord spécial antérieur ou d'une convention conclue en vertu du Traité de Neuilly, ainsi que de celles qui résultent de l'article 141 dudit Traité, toutes réclamations du Gouvernement bulgare à l'encontre des Puissances créancières ou de leurs ressortissants ainsi que toute réclamation des ressortissants bulgares à l'encontre de Puissances créancières fondées sur une disposition du Traité de Neuilly sont annulées de plein droit du fait du présent Accord.

10. Les réclamations d'ordre privé des ressortissants des Puissances créancières dont le Traité de Neuilly prévoit le règlement soit par l'intermédiaire des Offices de Compensation, soit par les Tribunaux arbitraux mixtes et qui n'auront pas été régulièrement introduites devant ces

organismes avant la mise en vigueur du présent Accord, n'y seront plus recevables.

11. Les créances de la Bulgarie contre l'Allemagne visées à l'article 145 du Traité de Neuilly et toutes créances de l'Allemagne contre la Bulgarie visées à l'article 261 du Traité de Versailles ont été annulées par l'Accord de La Haye de janvier 1930 conclu avec l'Allemagne. La Bulgarie en prend acte et accepte ladite annulation.

De même, toute créance de la Bulgarie contre l'Autriche et la Hongrie visée audit article 145 du Traité de Neuilly et toute créance de l'Autriche et de la Hongrie contre la Bulgarie respectivement visée aux articles 213 du Traité de St. Germain et 196 du Traité de Trianon sont annulées. Tous instruments et documents relatifs à ces créances seront détruits.

12. Rien dans le présent arrangement ne modifie les droits résultant pour la Société des porteurs de créances civiles en Bulgarie du contrat intervenu le 30 mai 1923 entre eux et la Banque nationale de Bulgarie. Les Gouvernements créanciers qui n'ont pas adhéré à ce contrat pourront y adhérer jusqu'au 30 juin 1930.

13. Au cas où la Banque des Règlements Internationaux n'accepterait pas dans son intégralité le mandat qui lui est confié par le présent Accord, la nomination d'un mandataire (trustee) se substituant dans la mesure nécessaire à la Banque, serait du ressort du Comité constitué en vertu de l'article 5.

14. Tout différend entre les Parties contractantes concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord sera soumis pour décision définitive au tribunal prévu par l'accord de La Haye de janvier 1930 conclu avec l'Allemagne, conformément à la procédure qui y est instituée. A l'occasion de ces différends, le membre nommé par le Gouvernement allemand sera remplacé par un membre nommé par le Gouvernement bulgare.

Clause finale.

Le présent Accord, dont les textes français et anglais feront foi, sera ratifié.

Le dépôt des ratifications sera effectué à Paris le plus tôt possible.

Les Puissances dont le Gouvernement a son siège hors d'Europe auront la faculté de se borner à faire connaître au Gouvernement de la République française, par leur représentant diplomatique à Paris, que leur ratification a été donnée et, dans ce cas, elles devront en transmettre l'instrument aussitôt que faire se pourra.

Un premier procès-verbal de dépôt des ratifications sera dressé dès que l'Accord aura été ratifié par la Bulgarie d'une part, et d'autre part, par quatre d'entre les Gouvernements de Belgique, de Grande-Bretagne, de France, d'Italie et du Japon et par trois d'entre les Gouvernements de Grèce, de Pologne, de Portugal, de Roumanie, de Tchécoslovaquie et de Yougoslavie.

mêmes de remises de dettes interalliées. Ils se déclarent prêts, le cas échéant, à examiner collectivement avec bienveillance la possibilité de faire bénéficier la Bulgarie d'avantages proportionnels à ceux que le Memorandum spécial des Experts des principales Puissances créancières et de l'Allemagne, concernant les paiements extérieurs, joint au rapport des Experts du 7 juin 1929, accorde à l'Allemagne, sans que, toutefois, aucune Puissance ne puisse du chef de ce réexamen éventuel, voir réduire de plus de 50% sa part dans les annuités bulgares.

Conférence de la Haye 1930.

Le Gouvernement bulgare s'engage à payer la somme de £ 8000 pour couvrir les frais de liquidation de la Commission Interalliée de Bulgarie. Cette somme est en sus des mensualités prévues pour l'entretien de la Commission.

20 janvier 1930.

A. D. Bouroff.
Vl. Molloff.

b) Accord entre le gouvernement bulgare et le gouvernement roumain au sujet des biens Bulgares séquestrés en Roumanie[2]).

Entre le Gouvernement Bulgare, représenté par S. E. M. A. D. Bouroff, Ministre des Affaires Etrangères,

d'une part

et le Gouvernement Roumain, représenté par S. E. M. G. Mironesco, Ministre des Affaires Etrangères,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit:

Article 1.

Les biens des ressortissants bulgares séquestrés en Roumanie seront restitués contre le paiement de 110 millions lei payables par la Bulgarie, la moitié trois mois après la ratification de l'accord entre la Bulgarie et les Puissances créancières concernant les réparations et l'autre moitié dans un délai d'un an à partir du premier versement.

La restitution aura lieu après le premier paiement. Cette somme constitue un paiement en sus des réparations, elle ne sera pas imputée dans la quote-part de la Roumanie dans les annuités bulgares.

Article 2.

Font toutefois exception à la règle ci-dessus les biens suivants que le Gouvernement Roumain se réserve le droit de retenir sans charge d'aucune sorte:

[2]) Dŭržaven Vestnik No. 255, 12. Februar 1930.

Le présent Accord entrera en vigueur entre les Parties Contractantes qui l'auront ainsi ratifié dès la date de ce premier procès-verbal.

Sous réserve des dispositions qui précèdent, l'Accord entrera en vigueur, pour chaque gouvernement signataire, à la date de sa notification du dépôt de sa ratification.

Le Gouvernement français remettra à tous les Gouvernements signataires une copie certifiée conforme des procès-verbaux de dépôt des ratifications.

Fait à la Haye, le 20 Janvier 1930.

Henri Jaspar
Paul Hymans
Francqui
Philip Snowden
Peter Larkin
Granville Ryrie
E. Toms
Philip Snowden
Philip Snowden
A. D. Bouroff
Vl. Molloff
Henri Cheron
Loucheur
N. Politis
J. G. Politis
A. Mosconi
A. Pirelli
Suvich
Adatci
K. Hirota
J. Mrozowski
R. Ulrich
Tomaz Fernandes
G. G. Mironesco
N. Titulesco
J. Lugosiano
Al. Zeuceano
Dr. Eduard Benech
Stefan Osusky
Dr. V. Marinkovitch
Const. Fotitch

Déclaration des Gouvernements créanciers jointe à l'accord avec la Bulgarie.

Les Gouvernements créanciers ont pris note de la demande du Gouvernement bulgare tendant à bénéficier d'une remise d'une partie de sa dette au cas où les Gouvernements créanciers obtiendraient eux-

a) — les sommes liquides,

b) — les actions de la Banque Nationale de Roumanie et celles des sociétés de navigation roumaine,

c) — le produit des biens liquidés avant le 1er novembre 1929,

d) — les revenus de tous les biens bulgares jusqu'au moment de la restitution,

e) — les immeubles énumérés dans l'annexe du présent accord.

Les biens bulgares qui feront l'objet d'une restitution seront remis aux ressortissants bulgares dans l'état où ils se trouvent sans obligation d'aucune sorte concernant l'état de ces derniers.

Article 3.

Le Gouvernement Bulgare s 'engage à régler, par les moyens qui sont à sa disposition, avant l'entrée en vigueur du présent accord, certaines affaires qui ne sont pas en relation avec l'application du Traité de Paix de Neuilly et qui se trouvent inscrites dans le Protocole de la Commission Mixte Roumano-Bulgare, No. 74.

Article 4.

Le Gouvernement Bulgare s'engage dans la mesure où il ne l'a pas encore fait, à restituer, avant la mise en vigueur du présent accord, les actes, archives, titres de propriété, valeurs et sommes d'argent, appartenant à des autorités, institutions ou habitants de Roumanie et se trouvant en gage ou en dépôt dans les banques, institutions ou autorités de Bulgarie.

Article 5.

En vue de la liquidation des anciennes institutions de crédit bulgares de la Nouvelle Dobrodjea, les Hautes Parties Contractantes se sont mises d'accord pour nommer à cet effet une Commission Mixte qui se réunira dans le plus bref délai à Bazargic et sera composée, du côté bulgare, des Représentants de la Banque Nationale de Bulgarie et de la Banque Agricole Bulgare et, du côté roumain, du Directeur de la Succursale de la Banque Nationale de Roumanie et de l'Administrateur Financier du district de Caliacra. Les travaux de cette Commission Mixte auront comme base le relevé annexé à la Note de la Légation de Bulgarie à Bucarest, No. 1079 du 6 décembre 1920. La même Commission Mixte sera compétente pour examiner et résoudre les contestations éventuelles au sujet des gages et dépôts, dont il est question dans l'article précédent.

Article 6.

Le Gouvernement Bulgare s'engage à soumettre, sur la demande des intéressés, à un Tribunal Arbitral Mixte ad hoc, qui jugera selon les règles établies par le Traité de Paix de Neuilly, les cas suivants:

a) — Les demandes d'annulation des contrats des sujets roumains Isidore Magulies et Rebecca Weinberg;

b) — La réclamation du sujet roumain Theologu Teorodovici;

c) — La réclamation de la Banque Générale du pays roumain, affaire mentionnée au point 2 de l'annexe au procès-verbal de la Commission Mixte Roumano-Bulgare No. 53.

Les parties requérantes devront déposer par anticipation la somme destinée à couvrir les frais du Tribunal, selon entente préalable entre les deux Gouvernements.

Article 7.

Les contrats de location des immeubles qui font l'objet de cet accord de restitution, seront respectés jusqu'à leur expiration. Sous la condition que le premier versement de 55 millions de lei soit fait à l'échéance prévue, les loyers à courir trois mois à partir du jour de ce paiement, seront payés aux propriétaires.

Article 8.

Le présent accord devra être ratifié en même temps que l'accord concernant le règlement des réparations bulgares.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures.

Fait à La Haye, le 20 janvier 1930, en double original.

(s.) A. D. Bouroff (s.) G. Mironesco.

Annexe à l'Accord entre le Gouvernement Bulgare et le Gouvernement Roumain au sujet des biens bulgares séquestrés en Roumanie.

Liste des immeubles séquestrés et qui seront retenus par la Roumanie.

1. Banque Dobrodjea ..... immeuble à Bazargic
2. Vasile Petcoff ..... immeuble à Cetatea Alba
3. Jv. Ogneanoff ..... immeuble à Constantza
4. Calcin Christea (51.240 mc) ..... terrain à T. Jiu
5. Par. Obretenoff (7.500 mc) ..... terrain à T. Jiu
6. Nic. Raiciu ..... immeuble à Foscani
7. Nic. Ivankoff ..... immeuble à Corabia
8. Vasile Ivanoff ..... immeuble à Rosior-de-Velde
9. Natzol Popoff ..... deux chalands à Braila (Tjibritza et Slivnitza)

La Haye, le 20 janvier 1930.

(s.) A. D. Bouroff. (s.) G. Mironesco.

c) Accord entre l'Italie et la Bulgarie pour le Tribunal Arbitral Mixte et biens, droits et intérêts Bulgares[3]).

Attendu que l'Italie et la Bulgarie ont ravisé l'opportunité de supprimer le Tribunal Arbitral Mixte institué en vertu du Traité de

[3]) Dŭržaven Vestnik (Staatsblatt) vom 2. Mai 1930. Nr. 24.

Neuilly et de régler les biens, droits et intérêts saisis sur le territoire de l'Italie;

Par conséquent les deux Gouvernements ont nommé

S. M. le Roi d'Italie.

S. Exc. Antonio Mosconi, Ministre des Finances,

S. M. le Roi de Bulgarie

S. Exc. A. D. Bouroff, Ministre des Affaires Etrangères lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs, qui ont été reconnus en bonne et due forme, ont convenu ce qui suit.

Article 1.

Le Gouvernement de Bulgarie s'engage à payer dans le délai de six mois à dater de l'entrée en vigueur du présent Accord, la somme de lires 300.000 à satisfaction de toutes les réclamations pour dommages dont le paiement au terme du paragraphe 4, de l'Annexe à la Section IV, Partie IX, du Traité de Neuilly, serait à la charge du produit des biens, droits et intérêts bulgares passibles de rétention et liquidation par l'Italie, à cause de l'article 177 du Traité susdit.

Le Gouvernement d'Italie, d'autre part, s'engage à libérer dans un délai de 10 jours à dater du payement dont(?) l'alinéa qui précède tous les biens, droits et intérêts des ressortissants bulgares, qui à la date susdite résulteront saisis sur le territoire de l'Italie.

Article 2.

A dater du paiement dont (?) l'alinéa premier de l'art. 1 du présent Accord, toutes les réclamations présentées au Tribunal Arbitral Mixte institué entre l'Italie et la Bulgarie, et à l'arbitre prévu au paragraphe 4 de l'annexe à la Section IV, Partie IX, du Traité de Neuilly, seront considérées sans objet.

Le TribunalArbitral Mixte dont (?) l'alinéa qui précède est supprimé.

Le Gouvernement Italien se réserve de régler, à l'égard de ses ressortissants, les créances qui découlent des réclamations susdites dans la mesure et avec les modalités qui seront établies des dispositions intérieures et la Bulgarie sera libérée à cet égard de toute résponsabilité.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Accord.

Fait à la Haye, le vingt janvier 1930, en français en deux exemplaires, dont un est remis à chacune des Parties signataires.

Pour le Royaume d'Italie.
(s.) An. Mosconi.

Pour le Royaume de Bulgarie.
(s.) At. Bouroff.

4. Bulgarisch-jugoslawisches Grenzabkommen [1]).

a) Abkommen zwischen dem Königreich Bulgarien und dem Königreich Jugoslawien über die Liquidierung des Doppelbesitzes [2]).

In dem Wunsche, ihren Grenzbewohnern die Möglichkeit einer ungehinderten und besseren Entwicklung ihrer Wirtschaft zu geben, Bedingungen für ein sicheres und friedliches Leben zu schaffen, und damit zur Aufrechterhaltung guter und freundschaftlicher nachbarlicher Beziehungen zwischen beiden Staaten beizutragen, haben das Königreich Bulgarien und das Königreich Jugoslawien für diesen Zweck ein Abkommen geschlossen. Als Bevollmächtigte haben ernannt

Seine Majestät der König der Bulgaren:

Herrn Atanas D. Bouroff, Minister des Äußeren und des Kultus und Herrn Jossif Razsukanoff, Generalsekretär im Ministerium des Innern und für Volkswohlfahrt;

Seine Majestät der König von Jugoslawien:

Herrn Neschitsch Ljubomir, außerordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister in Sofia und

Herrn Jankowitch Miroslav, Doktor der Rechte, Direktor der Abteilung für Konsularwesen und Handel im Ministerium des Äußeren,

die nach Austausch ihrer für ordnungsgemäß befundenen Vollmachten folgende Bestimmungen vereinbart haben:

Artikel 1.

Die vertragschließenden Parteien sind übereingekommen, die Liquidierung des Doppelbesitzes vorzunehmen, wobei sie dafür Sorge tragen werden, daß die Liquidierung nicht zum Nachteil der Doppelbesitzer durchgeführt werde oder ihre Auswanderung veranlasse.

I. Doppelbesitzer und Doppelbesitz.

Artikel 2.

Als Doppelbesitzer gelten jene Grenzbewohner beider Staaten, welche ihren dauernden Wohnsitz in einer Zone von 10 km. auf beiden Seiten der Staatsgrenze haben und zwar dann, wenn bei der Grenzziehung ihre Wohnung auf der einen Seite, ihr Besitz oder ein Teil desselben (Äcker, Gemüse- und Obstgärten, Weinberge, Wiesen, Weiden, Brachland, Wälder) auf der anderen Seite der Grenze, jedoch innerhalb der erwähnten Zone, geblieben ist.

Artikel 3.

Der Besitz der in Art. 2 erwähnten Doppelbesitzer wird als »Doppelbesitz« bezeichnet.

[1]) Übersetzung von Dr. Georg Lubenoff und Dr. Ernst Schmitz.

[2]) Dŭržaven Vestnik No. 292, 28. März 1930; Službene Novine No. 72, 29. März 1930.

Artikel 4.

Der Besitz der in Art. 2 erwähnten Doppelbesitzer gilt nur solange als Doppelbesitz, als er seit der Grenzziehung ununterbrochen im Eigentum und in persönlicher Bearbeitung der Doppelbesitzer, ihrer Erben oder Blutsverwandten im allgemeinen steht, sei es, daß diese den Besitz durch gesetzliche Erbfolge oder auf Grund eines Testaments erhalten haben, oder durch Verfügung unter Lebenden erworben haben, vorausgesetzt, daß sie gesetzliche Erben des früheren Besitzers sind.

Artikel 5.

Der Besitz, welcher nach der Grenzziehung durch Kauf oder auf andere Weise — mit Ausnahme der in Art. 4 genannten Fälle — erworben ist, sowie der Besitz, der von den Doppelbesitzern an Doppelbesitzer oder andere Personen verpachtet ist, gilt nicht als Doppelbesitz und sein Eigentümer oder Pächter nicht als Doppelbesitzer.

II. Arten der Liquidierung.

A. Freiwillige Liquidierung.

Artikel 6.

Die freiwillige Liquidierung wird vollzogen:

a) durch freiwilligen Austausch des Doppelbesitzes auf Grund unmittelbarer Vereinbarung zwischen den Doppelbesitzern beider Staaten selbst und auf Grund von Anweisungen, die von den betreffenden Regierungen erlassen sind;

b) durch Kauf bzw. Verkauf des Doppelbesitzes, welcher ausschließlich zwischen den Doppelbesitzern beider Staaten vorgenommen wird, vorausgesetzt, daß mit dem durch den Verkauf des Doppelbesitzes erzielten Erlös ein anderer Besitz in der Nähe des verkauften und auf dem eigenen Territorium gekauft wird (s. Anlage 1).

B. Liquidierung durch Kommissionen.

Artikel 7.

Besondere in Teil 3 dieses Abkommens vorgesehene Kommissionen werden die Liquidierung des Doppelbesitzes in folgender Weise vornehmen:

a) durch Austausch des Doppelbesitzes. Bei der Liquidierung auf diese Art werden die Kommissionen genau darauf achten, daß den Doppelbesitzern für das von ihnen abgetretene Land möglichst Land von derselben Qualität, im selben Wert und in der Nähe ihres ständigen Wohnsitzes gegeben wird;

b) durch Austausch des Doppelbesitzes gegen staatlichen Besitz. Dies geschieht in den Gemeinden, in denen nicht genügender Doppelbesitz für den Austausch vorhanden ist;

c) durch Austausch des Doppelbesitzes einer Gemeinde gegen den

der Nachbargemeinden. Dies geschieht dann, wenn in einer Gemeinde weder Doppelbesitz noch Staatsbesitz vorhanden ist;

d) durch Austausch einer Art von Doppelbesitz gegen eine andere Art gleichwertigen Besitzes (auf Wunsch der Doppelbesitzer), sei es Doppelbesitz, sei es Staatsbesitz.

Artikel 8.

Der Wert des für den Austausch mit Doppelbesitz gegebenen Staatsbesitzes wird von dem anderen Staat nach Berechnung auf Grund der im Zeitpunkt der Liquidierung geltenden Marktpreise und nach Schätzung durch die betreffende gemischte Bezirkskommission ausgezahlt.

III. Kommissionen.

A. Gemischte Bezirkskommissionen.

Artikel 9.

Für die Durchführung der Liquidation des Doppelbesitzes an Ort und Stelle wird jede der beiden Regierungen innerhalb Monatsfrist vom Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens einzelne Bezirkskommissionen ernennen.

Artikel 10.

Die Bezirkskommissionen werden für die folgenden Bezirke gebildet:

a) Timotschki, der die folgenden Kreise [3]) umfaßt: auf bulgarischer Seite widinski, kulski, belogradtschiski und berkowski; auf jugoslawischer Seite negotinski, krajnski, zajetscharski, timotschki und zaglawski.

b) Zaribrodski mit folgenden Kreisen: auf bulgarischer Seite godetschki; auf jugoslawischer Seite nischawski und zaribrodski.

c) Transki, auf bulgarischer Seite transki Kreis; auf jugoslawischer Seite lužnitzki, wlassotinski und bossilegradski Kreise.

d) Kriwopalanski, auf bulgarischer Seite küstendilski Kreis; auf jugoslawischer Seite kriwopalanski und zarewosselski Kreise.

e) Belassitschki, auf bulgarischer Seite gorno-djumajski und petritschki Kreise; auf jugoslawischer Seite maleschki und strumischki.

Artikel 11.

Die einzelnen Kommissionen desselben Bezirkes beider Staaten bilden eine gemischte Bezirkskommission zur Liquidierung des Doppelbesitzes innerhalb ihres Bezirks. Diese gemischte Bezirkskommission trägt den Namen ihres Bezirkes.

Artikel 12.

Zur Liquidierung des Doppelbesitzes, der in verschiedenen Bezirken beider Staaten liegt, wird die gemischte Bezirkskommission aus den

[3]) Der im bulgarischen Text gebrauchte Ausdruck „okolia" bedeutet eigentlich einen Unterteil des Kreises (okrug).

einzelnen Kommissionen der Bezirke gebildet, in denen dieser Besitz liegt.

Artikel 13.

Die Zusammensetzung jeder einzelnen Bezirkskommission ist folgende:

a) der Präsident der Kommission ist ein Richter des nächstgelegenen Land- bzw. des obersten Gerichts;

b) Mitglieder:

1. der Leiter des Kreises, in dem die Kommission arbeitet;

2. ein Diplomlandwirt bzw. unterer landwirtschaftlicher Beamter des betreffenden Kreises;

3. ein Steuerbeamter, gleichfalls aus diesem Kreise;

c) als Kommissionssekretär ein Beamter oder Gerichtsreferendar des Landgerichts dieses Kreises bzw. ein Schreiber oder Kanzlist des obersten Gerichts.

Artikel 14.

Bei der Ernennung der einzelnen Bezirkskommissionen werden die beiden Regierungen besondere Stellvertreter sowohl für den Vorsitzenden als auch für die Mitglieder und den Sekretär bestimmen, die im Falle einer Verhinderung oder Krankheit die Arbeit des Präsidenten bzw. der einzelnen Mitglieder und des Sekretärs der Kommission übernehmen.

Artikel 15.

Zu den Kommissionen werden auch die Gemeindevorsteher bzw. ihre Vertreter der Dörfer mit beratender Stimme hinzugezogen, in deren Gebiet die gemischten Bezirkskommissionen tätig sind.

Falls notwendig, können die Kommissionen als Sachverständige folgende Personen hinzuziehen: die Zollamtsvorsteher, die Offiziere der Grenztruppe sowie alle anderen Personen, die ihnen von Nutzen sein können.

Artikel 16.

Die gemischten Bezirkskommissionen werden tätig als örtliche Kommissionen und treffen ihre Entscheidungen als erste Instanz.

B. Die gemischten Zentralkommissionen.

Artikel 17.

Zur Untersuchung und Entscheidung der streitigen Fragen, die in einer gemischten Bezirkskommission entstehen, ernennen die beiden Regierungen eine gemischte Zentralkommission zur Liquidierung des Doppelbesitzes. Diese Kommission untersucht und entscheidet alle eventuellen Beschwerden der Doppelbesitzer gegen die Entscheidungen der gemischten Bezirkskommissionen.

Artikel 18.

Die Entscheidungen der gemischten Zentralkommission sind endgültig und unterliegen keiner Anfechtung.

Artikel 19.

Die gemischte Zentralkommission wird aus Abordnungen beider Staaten gebildet, die zusammengesetzt sind aus je einem Vorsitzenden und drei Mitgliedern. Die Geschäfte des Sekretärs bei der gemischten Zentralkommission werden von den jüngsten Mitgliedern beider Abordnungen wahrgenommen.

Artikel 20.

Zur Nachprüfung der Tätigkeit der gemischten Bezirkskommissionen und eventueller Beschwerden (vgl. Art. 17) tritt die gemischte Zentralkommission in der ersten Hälfte des Monats Juli und der zweiten Hälfte des Monats September dort, wo es notwendig erscheint, zusammen.

IV. Das Verfahren.

Artikel 21.

Während des Winters — von Anfang November bis Ende April — arbeiten die Kommissionen jedes Staates getrennt. Vom Anfang des Monats Mai ab treten die einzelnen Bezirkskommissionen beider Staaten zur gemischten Bezirkskommission zusammen, die an Ort und Stelle bis Ende Oktober tätig ist.

A. Die Tätigkeit der einzelnen Bezirkskommissionen.

Artikel 22.

Während der Zeit ihrer Einzeltätigkeit sammeln die Kommissionen, jede für ihren Bezirk, die notwendigen Unterlagen sowohl für ihre Doppelbesitzer und ihren Doppelbesitz wie auch für die Doppelbesitzer und den Doppelbesitz des benachbarten Staates.

Zu diesem Zweck geben alle Doppelbesitzer der Gemeinde Erklärungen in drei gleichen Exemplaren über ihren Besitz jenseits der Grenze ab. Diese Formulare für die Erklärungen (Beilage 2) werden von beiden Staaten auf weißem Papier für Bulgarien und auf rotem Papier für Jugoslawien gedruckt und den Gemeinden zur Verteilung an die Doppelbesitzer innerhalb eines Monats vom Inkrafttreten dieses Abkommens abgesandt. Die Abgabe dieser gehörig ausgefüllten Formulare durch die Doppelbesitzer muß spätestens innerhalb von 15 Tagen nach Eintreffen der Formulare in den Gemeinden erfolgen.

Artikel 23.

Nach Sammlung sämtlicher Erklärungen senden die Gemeindebehörden alle drei Exemplare jeder einzelnen Erklärung an die Gemeinde des benachbarten Staates, in deren Gebiet sich der angegebene Doppelbesitz befindet. Diese Gemeinden legen, nach Prüfung der Richtigkeit der in den Erklärungen gemachten Angaben, die letzteren ihren zuständigen Behörden zur Nachprüfung und Bestätigung der Angaben über die Belastung des einzelnen Besitzes (dingliche und steuer-

liche Belastung) vor. Diese Behörden machen ihre Bemerkungen an dafür bestimmten Stellen der Formulare und senden sie darauf auf demselben Wege zurück. Diese Nachprüfungen müssen innerhalb von 30 Tagen vom Tage des Empfangs der Erklärungen ab von dem Nachbarstaat gemacht werden.

Artikel 24.

Auf Grund der nachgeprüften Angaben der Erklärungen verfassen die Gemeinden in drei Exemplaren alphabetische Listen gemäß Anlage 3, besonders für den bulgarischen und jugoslawischen Doppelbesitz.

Die Gemeindebehörden stellen ein Exemplar der alphabetischen Liste und der Erklärung ihrer Bezirkskommission zu, ein Exemplar verwahren sie in ihrem Archiv und das dritte Exemplar senden sie der Gemeinde des Nachbarstaates zur Weitergabe an die dortige Bezirkskommission zu.

Artikel 25.

Auf Grund der in der Gemeinde eingetroffenen Erklärungen über freiwillige Durchführung des Austausches, des Kaufes und des Verkaufes des Doppelbesitzes verfertigen die Gemeindebehörden besondere alphabetische Listen in zwei Exemplaren gemäß Anlage 3, eins von diesen verwahren sie im Archiv der Gemeinde, das andere übergeben sie an die entsprechende Bezirkskommission.

Artikel 26.

Jede einzelne Bezirkskommission muß für ihren Bezirk eine Liste des Staatsbesitzes haben, der sich in der Nähe des zu liquidierenden Doppelbesitzes befindet.

Artikel 27.

Die Vorsitzenden der einzelnen Bezirkskommissionen des einen und des anderen Staates werden auf gegenseitiges Übereinkommen Tag und Ort des Zusammentretens für die gemeinsame Arbeit festsetzen. Der Ort des Zusammentreffens muß sich im Zentrum der Gemeinde, in deren Gebiet die Tätigkeit beginnen soll, sei es auf der einen oder der anderen Grenze, befinden. Hierüber machen die Vorsitzenden allen Mitgliedern ihrer Kommissionen und den Vorstehern der entsprechenden Gemeinden Mitteilung und ordnen an, daß die Doppelbesitzer benachrichtigt werden, damit sie sich auf Vorladung vor der Kommission einfinden können.

Artikel 28.

Alle für die einzelnen Bezirkskommissionen bestimmten Schriftstücke werden an die Vorsitzenden derselben adressiert.

Artikel 29.

Alle vorbereiteten Arbeiten der einzelnen Bezirkskommissionen müssen bis Ende April beendet sein.

B. Gemeinsame Tätigkeit (Verfahren) der gemischten Bezirkskommissionen.

Artikel 30.

In der ersten Sitzung der gemischten Bezirkskommissionen werden die Vollmachten ausgetauscht und die Reihenfolge des Vorsitzes in den Sitzungen bestimmt.

Artikel 31.

Die Protokolle der gemischten Bezirkskommissionen werden in zwei Exemplaren in beiden Sprachen (für jede einzelne Kommission je ein Exemplar in beiden Sprachen) geführt und von allen — den Vorsitzenden, Mitgliedern und Sekretären — unterschrieben. Für die interessierten Gemeinden werden beglaubigte Abschriften verfertigt.

Artikel 32.

Die gemischten Bezirkskommissionen arbeiten in den Gemeinden ihres Bezirks nach ihrer Reihenfolge, sei es auf der einen oder anderen Seite der Grenze.

Erweist es sich als nützlich, eine Gemeinde der benachbarten gemischten Bezirkskommission zuzuweisen, so findet dies nach Vereinbarung unter den Kommissionen statt.

Artikel 33.

Die gemischten Bezirkskommissionen treffen ihre Entscheidungen mit Stimmenmehrheit. Im Falle von Stimmengleichheit werden die streitigen Fragen der gemischten Zentralkommission zur Entscheidung vorgelegt.

Artikel 34.

Die gemischten Bezirkskommissionen prüfen zuerst die freiwilligen Vereinbarungen über die Liquidierung des Doppelbesitzes nach, hinsichtlich dessen noch Streitigkeiten vor den Gerichten anhängig sind. Nach der Prüfung der Beweismittel über das Eigentumsrecht an dem in den Erklärungen der Doppelbesitzer bezeichneten Besitz werden die gemischten Bezirkskommissionen den obigen Vereinbarungen durch Eintragung in ihr Protokoll Gültigkeit verleihen.

Artikel 35.

Nach Abschluß der in Art. 34 bezeichneten Tätigkeit fordern die Kommissionen alle Doppelbesitzer von der einen und der anderen Seite, die bis dahin nicht durch freiwillige Vereinbarung einen Austausch ihres Besitzes vorgenommen haben, auf, diesen vor der Kommission selbst vorzunehmen, und unterstützen sie zu dem Zweck, die notwendige Vereinbarung zustande zu bringen.

Artikel 36.

Für den Besitz, der auch hiernach noch unliquidiert bleibt (s. Art. 35), werden die gemischten Bezirkskommissionen Entscheidungen über die Art und Weise ihrer Liquidierung treffen, wobei sie die durch dieses Abkommen vorgesehenen Bestimmungen im Auge behalten.

Artikel 37.

Die gemischten Bezirkskommissionen tragen ihre Entscheidungen über die Art und Weise der Liquidierung jedes einzelnen Doppelbesitzes in die oben erwähnten Protokolle ein. In diesen Protokollen muß jeder ausgetauschte Besitz nach Ort, Art, Umfang und Grenzen ebenso wie in den Erklärungen genau bezeichnet sein. Auszüge aus diesen Protokollen werden jedem interessierten Doppelbesitzer ausgehändigt.

Artikel 38.

Jeder Doppelbesitzer, der durch die Entscheidung der Kommission nicht befriedigt ist, hat das Recht, innerhalb von 15 Tagen bei der gemischten Zentralkommission Beschwerde zu erheben. Diese Frist läuft vom Tage der Aushändigung des Auszugs aus dem Protokoll. Der Zeitpunkt der Aushändigung wird auf Grund einer Bescheinigung über die Aushändigung festgestellt.

In der Beschwerde hat der Doppelbesitzer darzulegen, aus welchen Gründen er mit der getroffenen Entscheidung nicht zufrieden ist und in welcher Weise er befriedigt zu werden wünscht.

Die Beschwerden gegen die Entscheidungen werden über die betreffenden Bezirkskommissionen an die gemischte Zentralkommission gerichtet. Die Bezirkskommissionen übersenden sie an die Zentralkommission mit allen notwendigen Dokumenten zur weiteren Prüfung und Entscheidung.

Artikel 39.

Die Entscheidungen, die nicht innerhalb der bestimmten Frist durch Beschwerde angefochten werden, sind endgültig.

Artikel 40.

Die gemischten Bezirkskommissionen legen nach Abschluß ihrer Tätigkeit ihre Protokolle der gemischten Zentralkommission vor.

Artikel 41.

Die gemischten Bezirkskommissionen müssen ihre Arbeiten zur Liquidierung des Doppelbesitzes innerhalb einer Frist von zwei Jahren, gerechnet vom Tage des Inkrafttretens dieses Abkommens, abschließen.

C. Verfahren der gemischten Zentralkommission.

Artikel 42.

Die einzelnen Abordnungen der gemischten Zentralkommission werden von den beiden Regierungen gleichzeitig mit der Ernennung der einzelnen Bezirkskommissionen ernannt.

Der Tag und der Ort für den Zusammentritt der gemischten Zentralkommission wird auf Grund beiderseitigen Übereinkommens der beiden Regierungen, wie es in Art. 20 festgesetzt ist, bestimmt.

Artikel 43.

Die gemischte Zentralkommission führt ihre Protokolle in beiden Sprachen.

Artikel 44.

Für die Prüfung und Entscheidung der streitigen Fragen, die in den gemischten Bezirkskommissionen entstanden sind, wie auch der eventuellen Beschwerden der Doppelbesitzer gegen die Entscheidungen dieser Kommissionen, ist die gemischte Zentralkommission berechtigt, Besichtigungen an Ort und Stelle auf der einen oder anderen Seite der Grenze vorzunehmen.

Sie ist berechtigt, die angefochtenen Entscheidungen der gemischten Bezirkskommissionen zu ändern oder zu bestätigen.

Artikel 45.

Die gemischte Zentralkommission trifft ihre Entscheidungen mit Stimmenmehrheit.

Bei Stimmengleichheit werden die unentschiedenen Fragen zwei von den betreffenden Regierungen ernannten Kassationsrichtern zur Entscheidung vorgelegt.

Jeder einzelne der erwähnten Richter entscheidet endgültig die Hälfte dieser Fragen, die ihm durch Los von der gemischten Zentralkommission zugeteilt werden. Die Richter geben ihre Entscheidungen über diese Fragen an die gemischte Zentralkommission zur weiteren Behandlung gemäß Art. 46 zurück.

Artikel 46.

Nach Abschluß ihrer Tätigkeit übergibt die gemischte Zentralkommission die Protokolle den betreffenden Regierungen, die sie an die zuständigen Gerichte zum Zweck der Ausfertigung der Urkunden über das Eigentum der Doppelbesitzer weitergeben.

Artikel 47.

Die gemischte Zentralkommission muß ihre Tätigkeit spätestens 6 Monate nach Abschluß der Arbeiten der gemischten Bezirkskommissionen beenden.

V. Allgemeine Bestimmungen.

Artikel 48.

Beide Regierungen werden sich gegenseitig die Namen der Personen, die die einzelnen Bezirkskommissionen und die gemischte Zentralkommission bilden, mitteilen. Sie werden darüber auch die betreffenden Grenzbehörden benachrichtigen.

Artikel 49.

Die Behörden der Gemeinden beider Staaten führen unter sich direkten Briefwechsel durch Kurier, um die ihnen durch die Bestimmungen dieses Abkommens vorgeschriebenen Arbeiten zu erledigen.

Artikel 50.

Die Vorsitzenden der einzelnen Bezirkskommissionen des einen und des anderen Staates setzen sich direkt miteinander in Verbindung.

Artikel 51.

Alle Urkunden der Doppelbesitzer beider Staaten, die zum Zweck der Durchführung der Liquidierung des Doppelbesitzes verfaßt worden sind, wie z. B. die Erklärungen über freiwillige Vereinbarung betr. Austausch oder Kauf und Verkauf von Doppelbesitz, die Erklärungen (der Doppelbesitzer), die Bescheinigungen über die Belastungen des Doppelbesitzes und jegliche Urkunden über Eigentumsrecht usw. werden in beiden Staaten von der Zahlung jeglicher Taxen, Stempelgebühren und sonstigen Gebühren befreit.

Artikel 52.

Die Protokolle der gemischten Bezirkskommissionen und der gemischten Zentralkommission, die endgültige Entscheidungen enthalten, bilden in jedem der beiden Staaten die Rechtsgrundlage für die Ausgabe der Urkunden über die Eigentumsrechte an die Doppelbesitzer gemäß der nationalen Gesetzgebung jedes Staates.

Artikel 53.

Alle dinglichen Belastungen, die auf dem einzelnen liquidierten Besitz ruhen, werden auf den neuen Besitz übertragen, den der Doppelbesitzer an Stelle des liquidierten Besitzes erhalten hat.

Die zuständigen Gerichtsbehörden werden diese dinglichen Belastungen in die betreffenden Bücher ex officio eintragen.

Artikel 54.

Bei der Liquidierung des Besitzes ist jeder Doppelbesitzer verpflichtet zur Zahlung aller für den betreffenden Besitz geschuldeten Steuern.

Im Falle einer Unmöglichkeit der Zahlung, die von der gemischten Bezirkskommission festgestellt wird, werden die geschuldeten Steuern von den beiden Staaten unter sich verrechnet, die in der Folge von ihren Staatsangehörigen auf die Art und Weise, die ihnen gut scheint, eingezogen werden.

Artikel 55.

Das vorliegende Abkommen tritt am Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft. Der Austausch der Ratifikationsur-

kunden findet in Belgrad statt. In Bestätigung dessen haben die oben erwähnten Bevollmächtigten das vorliegende Abkommen unter Beisetzung ihres Siegels unterzeichnet.

Ausgefertigt in Sofia in zwei Exemplaren in bulgarischer und serbisch-kroatischer Sprache am 14. Februar 1930.

(gez.) L. Neschitsch (gez.) A. Buroff
Dr. Mir. S. Jankowitsch J. Razsukanoff.

b) Abkommen zwischen dem Königreich Bulgarien und dem Königreich Jugoslawien über die Aufrechterhaltung der Ordnung und Sicherheit an der Grenze[4]).

Das Königreich Bulgarien und das Königreich Jugoslawien in ihrem Wunsche, alle Grenzzwischenfälle zu vermeiden und die Ordnung an der Grenze und in ihrer Nähe zu sichern, die günstigsten Voraussetzungen für Sicherheit und friedliches Leben der Grenzbevölkerung zu schaffen, und in der tiefen Überzeugung, daß dies der Anfang einer neuen Ära des Vertrauens und der Freundschaft zwischen beiden Nachbarstaaten darstellen und eine sichere Grundlage für möglichst enge und herzliche Beziehungen zwischen ihnen schaffen wird, haben sich entschlossen, zu diesem Zwecke ein Abkommen zu schließen und hierfür zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

Die Königlich Bulgarische Regierung:

Herrn Atanas D. Buroff, Minister des Äußeren und des Kultus,

Herrn Jossif Razsukanoff, Generalsekretär im Ministerium des Inneren und für Volkswohlfahrt;

Die Königlich Jugoslawische Regierung:

Herrn Neschitsch Ljubomir, Außerordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister in Sofia,

Herrn Jankowitsch Miroslaw, Doktor der Rechte, Direktor der Abteilung für Konsularwesen und Handel des Ministeriums des Äußeren,

die nach Austausch ihrer für ordnungsgemäß befundenen Vollmachten folgendes vereinbart haben:

Artikel 1.

Jede Regierung wird auf Grund ihrer genauen Kenntnis der Verhältnisse in ihrem Gebiet Maßnahmen wirksamen und freundlichen Charakters zur Aufrechterhaltung und Sicherheit der Ordnung an der Grenze und in ihrer Nähe sowie zur Beseitigung aller Anlässe und Ursachen eventueller Zwischenfälle treffen.

Artikel 2.

Jede Regierung wird ihren Grenzbehörden die Unterhaltung guter und loyaler Beziehungen mit den Behörden des anderen Staates anbefehlen und ihnen die Innehaltung der Vorschriften der Ordnung B

[4]) Dŭržaven Vestnik Nr. 263, 21. Februar 1930.

über den Grenzdienst vom 26. September 1929 bei ihrem Dienst zur Pflicht machen.

Artikel 3.

Falls trotz der in Art. 1 und 2 vorgesehenen Maßnahmen Zwischenfälle entstehen, die nicht durch die Stellenkommandanten oder die Abschnittskommandeure auf Grund des Art. 6 der Ordnung B erledigt werden können, so wird unverzüglich binnen kürzester Frist am Orte des Zwischenfalles auf Verlangen einer von beiden Regierungen eine gemischte Kommission zur Einleitung der notwendigen Untersuchung zusammentreten. Diese Kommission ist ständig und besteht für jedes Land aus einem höheren Beamten des Ministeriums des Äußeren, einem Stabsoffizier und einem höheren Beamten des Innenministeriums.

Beide Regierungen teilen einander sofort die Namen der Kommissionsmitglieder sowie jede Änderung in ihrer Zusammensetzung mit.

Artikel 4.

Hinsichtlich der Erhaltung der Spuren und Beweise des Zwischenfalles bis zum Eintreffen der gemischten Kommission zwecks Untersuchung gelten die Bestimmungen der Ordnung B.

Artikel 5.

Zur Durchführung ihrer Aufgabe ist die gemischte Kommission berechtigt, die Grenze von beiden Seiten innerhalb der Zone des Doppelbesitzes (Art. 2 des Abkommens über die Liquidation des Doppelbesitzes) zu überschreiten, die notwendigen Besichtigungen vorzunehmen und die Schuldigen und die Verantwortung festzustellen. Nachdem die Kommission die Schuldigen festgestellt hat, werden diese gemäß den Gesetzen ihres Landes bestraft.

Artikel 6.

Diese gemischte Kommission wird, abgesehen von Zwischenfällen, auf Ersuchen einer Regierung innerhalb der Zone des Doppelbesitzes entlang der ganzen Grenze zusammentreten zur Untersuchung von Handlungen einzelner Grenzorgane, die die Durchführung der Bestimmungen dieses Abkommens erschweren oder komplizieren, sowie zum Studium und zur Empfehlung der Maßnahmen, deren Vornahme an einem bestimmten Orte eines Abschnitts erforderlich ist, um eventuelle Grenzzwischenfälle zu verhindern und auszuschließen.

Artikel 7.

Alle Bestimmungen der Ordnung B, die den Bestimmungen dieses Abkommens nicht widersprechen, bleiben weiter in Kraft.

Artikel 8.

Alle Zwischenfälle, die bis zum Tage der Unterzeichnung dieses Abkommens entstanden sind, gelten als erledigt.

Artikel 9.

Dieses Abkommen tritt 10 Tage nach seiner Unterzeichnung in Kraft; innerhalb dieser Frist ist es in den Gesetzblättern beider Länder zu veröffentlichen.

In Bestätigung dessen haben die oben genannten Bevollmächtigten dies Abkommen unter Beisetzung ihres Siegels unterzeichnet.

Ausgefertigt zu Sofia in zwei gleichlautenden Exemplaren in bulgarischer und serbisch-kroatischer Sprache.

14. Februar 1930.

(gez.) L. Neschitsch (gez.) A. D. Buroff.
Dr. M. Jankowitsch. (gez.) Razsukanoff.

Anmerkung. Artikel 6 der provisorischen Ordnung B über den Dienst an der Grenze zwischen dem Königreich Jugoslawien und dem Königreich Bulgarien zur Herstellung einer besonderen Ordnung an der Grenze lautet:

Entsteht an der Grenze der geringste Zwischenfall, so ist der Führer der nächsten Grenzwache, in dessen Abschnitt der Zwischenfall entstanden ist, verpflichtet, sofort seinem unmittelbaren Vorgesetzten und dem Führer der nächsten Grenzwache des Nachbarstaates davon Mitteilung zu machen. Diese benachrichtigen ihrerseits auf bulgarischer Seite den Abschnittskommandeur und auf serbisch-kroatisch-slowenischer Seite den nächsten Stellenkommandanten. Auf der Seite des Königreichs der Serben, Kroaten und Slowenen sollen der Stellenkommandant, auf bulgarischer Seite der Abschnittskommandant oder im Falle ihrer Abwesenheit ihre Vertreter binnen 24 Stunden nach Eintreffen der Meldung an dem Orte des Zwischenfalls zusammenkommen und den Zwischenfall untersuchen. Über das Ergebnis der Zusammenkunft haben sie ihren Vorgesetzten schriftlich Bericht zu erstatten.

Der Führer der Grenzwache, welcher die Meldung von dem Zwischenfall erstattet hat, ist gegebenenfalls verpflichtet, bis zur Ankunft der genannten Vorgesetzten durch Aufstellen eines Postens an der Stelle des Zwischenfalles alle Spuren, Beweisstücke und die vorhandenen Tatumstände, die zur Aufklärung des Zwischenfalles erforderlich sind, sicherzustellen.

5. Die Beilegung des Tacna-Arica Streitfalls[1]).

Note des Staatssekretärs Kellogg an Chile vom 9. Juli 1928[2]).

"His Excellency, Señor Don Conrado Rios Gallardo, Minister for Foreign Affairs of Chile, Santiago, Chile.

[1]) Für die Vorgeschichte vgl. Current History 1926, S. 693 ff und Minnes. L. Rev. 1925/26 S. 28 ff.

[2]) U. S. D. 14. Juli 1928. Eine entsprechende Note erging gleichzeitig an Peru.

Excellency: During the last few months I have been most gratified to observe the mutual growth of a more friendly feeling between Chile and Peru, which is a tribute to the high-minded statesmanship of both governments and an evidence of the desire of the people of both countries to establish a basis of cordial and permanent understanding.

I am sure that Your Excellency understands that I have given the most careful consideration to find a way that my Government and I may be of the greatest service to these governments. After long and careful deliberation I have now come to the conclusion that an accomodation of mutual interests would be promoted should the governments of Chile and Peru reestablish diplomatic relations through the appointment of diplomatic representatives at Lima and at Santiago. I feel confident that such a reestablishment of diplomatic relations is consistent with the highest interests of the two great nations and presents an opportunity for the respective representatives to interpret not only the high ideals which I have been happy to find animating both governments but also the basic good will which I am convinced exists in each country towards the other, and that it would also afford a favorable means for facilitating the definite removal of all existing misunderstandings and hence lead to permanent readjustment of the relations between the two countries mutually satisfactory to both.

I firmly believe that such a generous action would appeal to the sentiment of the peoples of the respective countries and be applauded by all the nations of the Western Hemisphere as a step in the interest of permanent peace and good will.

I am fully aware of Your Excellency's earnest desire to establish better relations among the countries of this hemisphere and I have therefore the honor to suggest in full confidence that it will meet with your approval and acceptance, that your Government signify its readiness to reestablish diplomatic relations with the Peruvian Government and indicate your willingness to appoint a diplomatic representative near the Peruvian Government at an early mutually convenient date.

A similar inquiry is being made to the Minister of Foreign Affairs of Peru."

Antwortnote Chiles vom 11. 7. 1928[3]).

"His Excellency, Mr. Frank B. Kellogg, Secretary of State of the United States of America, Washington.

Excellency: I have experienced great pleasure in acquainting myself with the communication dated the ninth instant, in which Your Excellency is pleased to let me know that you have been most gratified to observe the mutual growth of a more friendly feeling between Chile and

3) U. S. D. 14. Juli 1928.

Peru, which Your Excellency deems to be a tribute to the well-marked public spirit of both Governments and an evidence of the desire to establish a basis of cordial and permanent understanding between the two peoples.

Your Excellency lays stress on the great and careful attention with which you have selected the means by which the Government of the United States and Your Excellency will be able to assist the two countries and state that after long and careful deliberation Your Excellency has come to the conclusion that an accommodation of their mutual interests would be promoted thanks to the reestablishment of diplomatic relations through the reciprocal appointment of their respective agents.

Your Excellency believes that such a course is consistent with the highest interests of Chile and Peru, and would present to their representatives an opportunity to interpret not only the ideals of their Governments, but also the basis of good will which, as Your Excellency is convinced, exists between the two nations; and that it would also afford a favorable means for facilitating the definite removal of all misunderstandings which exist between them and lead them to a permanent reestablishment of the relations between the two Republics in a satisfactory manner. Your Excellency believes that the resumption of diplomatic relations would appeal to the sentiment of the peoples of Chile and Peru and would, in addition, be applauded by all the nations of the Continent as a step in the interest of peace and conciliation.

Your Excellency especially mentions the desire of my Government to contribute towards bringing closer the ties between the American people and, on that ground, you see fit to suggest, in full confidence that it will be accepted and approved, that Chile signify its readiness to reestablish diplomatic relations with the Peruvian Government and indicate its willingness to appoint its representative in this country at an early mutually convenient date. Your Excellency ends with the statement that a similar invitation is being made to His Excellency the Minister of Foreign Affairs of Peru.

I must first express to Your Excellency the earnest thanks of my Government for your very cordial initiative and the friendly interest prompted by it, affording favorable means for facilitating the definite removal of the difficulties pending between Chile and Peru. The inspirations of invariable harmony and concord which have always guided the international policy of Chile being well known to Your Excellency, Your Excellency had reason to feel assured that this invitation was bound to be received by us in a frankly favorable spirit.

The honor, therefore, devolves upon me to inform Your Excellency of our full acceptance, feeling assured that we are thus responding not only to the desire for peace which guided the thoughts of my Government but also the broad spirit of conciliation which animates our people as a reflex of their profound faith in the progress and welfare of all the

countries of America under the protection of an atmosphere of international tranquillity and trust.

Harboring the flattering hope that this initiative and the open way in which it is met by Chile, will soon yield the results sought by Your Excellency's high purposes for a better realization of the ideals of union and fraternity in which all the peoples of America join, it affords me satisfaction to say that my Government is ready to arrange the measures that may be necessary for a resumption of its diplomatic relations with Peru in the manner suggested by Your Excellency.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest and most distinguished consideration.

(Signed.) Conrado Rios Gallardo, Minister of Foreign Affairs of Chile."

Antwortnote Perus vom 11. 7. 1928 [4]).

"Mr. Secretary: Through His Excellency the Ambassador of the United States in Lima I have had the honor to receive the important communication of Your Excellency dated yesterday in which, referring to the growth of more friendly feeling between Peru and Chile and to the conviction which Your Excellency entertains that beneficial results for both countries will be obtained from the reestablishment of diplomatic relations between their respective governments, Your Excellency suggests that the Government of Peru signify whether it is disposed to reestablish those relations and is willing to appoint a representative in Santiago at an early mutually convenient date.

In reply I have the honor to state to Your Excellency that in deference to your friendly invitation my government is disposed to reestablish diplomatic relations with the Chilean Government and to appoint some one to represent it in Santiago on the date which is to be fixed by common agreement.

In thus acting upon the suggestion of Your Excellency I avail myself of this opportunity to repeat to the Secretary of State the assurances of my most high and distinguished consideration.

(Signed.) Pedro José Rada Yec. Gamio."

Note der amerikanischen Botschafter in Lima und Santiago an die peruanische und die chilenische Regierung vom 15. Mai 1929 [5]).

Excellency:

Under instructions from my Government I have the honor to present to Your Excellency, with the request that you be so good as to transmit it to His Excellency the President of Peru (Chile), certain stipulations which the President of the United States of America, not

4) U. S. D. 14. Juli 1928.

5) U. S. D. 18. 5. 1929. State Dept. Press-Notice, May 17, 1929.

as Arbitrator, but in the exercise, at the request of both parties, of good offices, proposes to the Governments of Peru and Chile as the final bases of a solution of the problem of Tacna-Arica.

In presenting this proposal to Your Excellency's Government I am directed by the Secretary of State to say that, in making it, the President of the United States of America has been guided by agreements reached directly between Peru and Chile on questions involved between them in the solution of the problem of Tacna-Arica. The proposal is therefore not to be interpreted as indicating that either the President or the Government of the United States of America expresses any opinion or view or makes any suggestion in any way whatever regarding any future disposition by either party of that portion of the territory in dispute which will be in its possession should the proposal enclosed herewith be accepted by the Governments of Peru and Chile.

Vorschläge des Präsidenten der Vereinigten Staaten an die Regierungen von Chile und Peru vom 14. Mai 1929[6]).

"Having been informed of the cordial progress of the negotiations between the Governments of Chile and of Peru, with reference to the direct agreements reached on nearly all the questions involved in the solution of the problem of Tacna and Arica, and having also been informed of the decision of both Governments to submit to him the only difficulty that has arisen with reference to the respective viewpoints relating to the projected port of Las Yaradas;

The President of the United States, summarizing the points agreed upon, proposes to the two Governments, in the exercise of good offices as the final bases of a solution, the following stipulations;

First. — The territory will be divided into two parts; Tacna for Peru and Arica for Chile. The dividing line shall start at a point which shall be designated with the name, "Concordia", situated 10 kilometers to the north of the bridge over the river Lluta, and shall continue parallel to the Arica-La Paz Railroad following as far as possible the topographic features which may make easier the demarcation of the line.

The sulphur deposits of Tacora shall remain in Chilean territory, and the canals of Uchusuma and Mauri, also known as Azucarero, shall remain the property of Peru, with the understanding, however, that wherever these canals pass through Chilean territory they shall enjoy the most complete servitude in perpetuity in favor of Peru. This servitude includes the right to widen the actual canals, change their course, and appropriate all waters that may be collectible in their passage through Chilean territory.

The boundary line shall pass through the center of Laguna Blanca, dividing it into two equal parts. Peru and Chile shall each designate an engineer, and the necessary assistants to proceed to the demarcation

[6]) S. Anm. 5) S. 254.

of the new frontier in accordance with the points herein agreed upon, and shall indicate the dividing line by means of boundary monuments.

In case of disagreement, such disagreement shall be decided by a third person designated by the President of the United States, whose decision shall be final.

Second. — The Government of Chile will grant to the Government of Peru within the 1,575 meters of the Bay of Arica, a wharf (Malecon), a customhouse and a station for the railroad from Tacna to Arica, where Peru shall enjoy independence within the most ample free port. All the aforementioned works shall be constructed by the government of Chile.

Third. — The Government of Chile will deliver to the Government of Peru the sum of $ 6,000,000.

Fourth. — The Government of Chile will deliver without cost of any kind to Peru all the public works already constructed, together with all government-owned real property in the Department of Tacna.

Fifth. — The Government of Chile will maintain in the Department of Arica the franchise granted by the Government of Peru in the year 1852 to the Arica-Tacna Railroad Company.

Sixth. — The Government of Chile shall proceed to deliver the Department of Tacna 30 days after the exchange of ratifications of the treaty.

Seventh. — The Governments of Chile and Peru will respect private rights legally acquired in the territories that remain under their respective sovereignties.

Eighth. — The Governments of Chile and Peru, in order to commemorate the consolidation of their friendly relations, agree to erect on the Morro de Arica a monument, the design of which shall be the subject of agreement between the parties.

Ninth. — The children of Peruvian nationals born in Arica shall be considered as Peruvians until they attain the age of twenty-one years, at which age they shall have the right to elect their definitive nationality; and the children of Chileans, born in Tacna, shall enjoy the same right.

Tenth. — Chile and Peru will reciprocally release any obligation, engagement or indebtedness between the two countries, whether derived or not from the Treaty of Ancon."

Antwortnote der chilenischen Regierung an den amerikanischen Botschafter in Santiago vom 15. Mai 1929[7]).

"Excellency: I have the honor to acknowledge the receipt of the note dated today, by which Your Excellency, in compliance with instructions from your Government, sends me for transmission to His Excellency the President of the Republic the stipulations which the President of the United States of America, in the exercise of good offices

7) Übersetzung. U. S. D. 18. 5. 1929. State Dept. Press Notice, May 17, 1929.

sought by the Parties and guided by the direct agreements arrived at by Chile and Peru proposes as the final bases of a solution of the Tacna-Arica problem.

It affords me satisfaction to declare to Your Excellency that these bases, having been transmitted to His Excellency the President of the Republic, the Government of Chile has decided to accept them in the terms and scope of the note which I now have the pleasure to answer.

My Government believes, therefore, that the treaty which is to be concluded between Chile and Peru in accordance with those bases will wholly and finally decide the only pending question arising from the War of the Pacific and with it the last of the boundary questions of the Republic.

The people of Chile, placing confidence in their destiny and concentrating their energies on work, note the utmost importance of this action which guarantees their safety and promotes their progress.

In thanking, by direction of His Excellency the President of the Republic and through Your Excellency, the President of the United States of America, for his lofty and friendly cooperation towards removing the obstacle which for half a century has kept Chile and Peru apart, I avail myself of the opportunity to renew to Your Excellency the sentiments of my highest and most distinguished consideration. (Signed) Conrado Rios Gallardo."

Antwortnote der peruanischen Regierung an den amerikanischen Botschafter in Lima vom 16. Mai 1929[8]).

"Excellency: I have the honor to inform Your Excellency that I have received your important communication No. 88 dated yesterday, in which you were good enough to inform me that, following instructions from your government, you are pleased to transmit to the President of Peru certain stipulations set forth in the enclosure, which the President of the United States of America, not in his capacity as arbitrator, but in the exercise of good offices, and at the request of both parties, proposes to the governments of Peru and Chile, as the final basis of a solution of the problem of Tacna-Arica.

Your Excellency states that in presenting this proposal to my Government, you have been instructed by the Secretary of State of the United States of America to inform me that, in making it, the President of the United States of America was guided by agreements reached directly between Chile and Peru on questions involved between them, in the solution of the problem of Tacna-Arica.

Your Excellency adds that nevertheless the proposal is not to be interpreted as indicating that either the President or the Government of the United States of America expresses an opinion or view or makes a suggestion in any way whatever regarding any future disposition which either of the parties may make of that portion of the territory

[8]) Übersetzung. U. S. D. 18. 5. 1929. State Dept. Press Notice, May 17, 1929.

in dispute which will remain in its possession should the proposal enclosed in your note be accepted by the Governments of Peru and Chile.

Your Excellency stated that you were charged by your Government to inform me that the terms of the said proposal would not be made public by the President of the United States of America until the replies of Peru and Chile had been received and therefore you requested that no publicity be given to this matter for the present.

In reply I take pleasure in informing Your Excellency that immediately upon receipt of your important note I hastened to bring it to the attention of the President of the Republic, Señor Augusto B. Leguia, who has instructed me to inform Your Excellency and, through you, the President of the United States of America, that the Government of Peru accepts each and every one of the bases proposed by the President of the United States of America for a final settlement of the question of Tacna-Arica, and that, with the acceptance of them by both parties it considers this question absolutely and finally settled.

I comply likewise with instructions from the President in asking Your Excellency to be so good as to express to the President of the United States of America the most cordial thanks for the eminent service which he has rendered, contributing at the opportune moment, with his high authority as friendly mediator in the solution of the grave international conflict whose termination is of importance not only to the countries directly concerned in the arrangement but also to the peace of the continent.

It is likewise a pleasure for me to express to Your Excellency the thanks of the President of the Republic, Don Augusto B. Leguia, and of his government, to your good self for the notable participation which you have had in the termination of this most important matter.

In this historic moment which redounds so to the prestige not only of Peru and Chile but of America, I reiterate to you, Mr. Ambassador, the sentiments of my highest and most distinguished consideration.

(Signed) Pedro José Rada y Gamio."

Vertrag zwischen Peru und Chile vom 3. Juni 1929[9][9a].

Los Gobiernos de las Repúblicas del Perú y de Chile, deseosos de remover toda dificultad entre ambos países y de asegurar así su amistad y buena inteligencia, han resuelto celebrar un Tratado conforme a las bases que el Presidente de los Estados Unidos de

Die Regierungen der Republiken Peru und Chile haben in dem Wunsche, jede Schwierigkeit zwischen beiden Ländern zu beseitigen und auf diese Weise ihre Freundschaft und ihr gutes Einvernehmen zu sichern, beschlossen, einen Vertrag den Grundsätzen entspre-

9) »El Peruano, Diario Oficial«. 7 de agosto de 1929, p. 125. Die Übersetzungen sind im Institut angefertigt.

9a) Der Austausch der Ratifikationsurkunden hat am 28. Juli 1929 stattgefunden.

América, en ejercicio de buenos oficios solicitados por las Partes, y guiándose por los arreglos directos concertados entre ellas, ha propuesto como bases finales para resolver el problema de Tacna y Arica, y al efecto han nombrado sus Plenipotenciarios, a saber: Su Excelencia el Presidente del Perú el Excelentísimo señor doctor don Pedro José Rada y Gamio, su Ministro de Relaciones Exteriores, y su Excelencia el Presidente de la República de Chile al Excelentísimo señor don Emiliano Figueroa Larraín, su Embajador Extraordinario y Plenipotenciario en el Perú; quienes, después de canjear sus Plenos Poderes y encontrándoles en debida forma, han convenido en los Artículos siguientes:

Artículo Primero. — Queda definitivamente resuelta la controversia originada por el Artículo Tercero del Tratado de Paz y Amistad de veinte de octubre de mil ochocientos ochentitres [10]), que era la única dificultad pendiente entre los Gobiernos signatarios.

Artículo Segundo. — El territorio de Tacna y Arica será dividido en dos partes: Tacna para el Perú y Arica para Chile. La línea divisoria entre dichas dos partes y, en consecuencia, la frontera entre los territorios del Perú y de Chile, partirá de un punto de la costa que se denominará „Concordia", distante diez kilómetros al Norte del

chend zu schließen, welche der Präsident der Vereinigten Staaten von Amerika — in Betätigung der von den Parteien angerufenen guten Dienste und geleitet durch die unmittelbar zwischen ihnen geschlossenen Abkommen — als endgültige Grundlagen zur Entscheidung der Frage von Tacna und Arica vorgeschlagen hat. Sie haben zu diesem Zwecke ihre Bevollmächtigten ernannt, nämlich:

Seine Exzellenz der Präsident von Peru den hochwohlgeborenen Herrn Doktor Pedro José Rada y Gamio, seinen Minister der auswärtigen Angelegenheiten, und Seine Excellenz der Präsident der Republik Chile den hochwohlgeborenen Herrn Emiliano Figueroa Larraín, seinen außerordentlichen und bevollmächtigten Botschafter in Peru, welche nach Austausch ihrer richtig befundenen Vollmachten über folgende Artikel übereingekommen sind:

Erster Artikel. Die Streitfrage, die durch den 3. Artikel des Friedens- und Freundschaftsvertrags vom 20. Oktober 1883 veranlaßt wurde und welche die einzige zwischen den Regierungen schwebende Schwierigkeit war, wird endgültig entschieden.

Zweiter Artikel. Das Gebiet von Tacna und Arica wird in zwei Teile geteilt: Tacna für Peru und Arica für Chile. Die Trennungslinie zwischen genannten zwei Teilen und folglich die Grenze zwischen den Gebieten von Peru und Chile geht von einem Punkte der Küste aus, der den Namen „Concordia" erhält und 10 Kilometer

[10]) Martens, N. R. G. 2e série, X, p. 191 ss. Vgl. auch Europ. Gespr. 1930 S. 224.

puente del río Lluta, para seguir hacia el Oriente paralela a la vía de la sección chilena del Ferrocarril de Arica a La Paz y distante diez kilómetros de ella, con las inflexiones necesarias para utilizar, en la demarcación, los accidentes geográficos cercanos que permitan dejar en territorio chileno las azufreras del Tacora y sus dependencias, pasando luego por el centro de la Laguna Blanca, en forma que una de sus partes quede en el Perú y la otra en Chile. Chile cede a perpetuidad a favor del Perú, todos sus derechos sobre los Canales del Uchusuma y del Mauri, llamado también Azucarero, sin perjuicio de la soberanía que le corresponderá ejercer sobre la parte de dichos acueductos que queden en territorio chileno después de trazada la línea divisoria a que se refiere el presente artículo. Respecto de ambos Canales Chile constituye en la parte que atraviesan su territorio, el más amplio derecho de servidumbre a perpetuidad en favor del Perú. Tal servidumbre comprende el derecho de ampliar los Canales actuales, modificar el curso de ellos y recoger todas las aguas captables en su trayecto por territorio chileno, salvo las aguas que actualmente caen al río Lluta y las que sirven a las azufreras del Tacora.

Artículo Tercero. — La línea fronteriza, a que se refiere el inciso primero del artículo segundo, será fijada y señalada en el territorio

nördlich der Brücke über den Fluß Lluta gelegen ist, um sich gegen Osten in einer Linie fortzusetzen, die parallel der Trasse des chilenischen Abschnitts der Eisenbahn von Arica nach La Paz und 10 Kilometer von ihr entfernt mit den nötigen Biegungen verläuft, um bei der Abmarkung die näheren geographischen Umstände auszunützen, die es erlauben, im chilenischen Gebiet die Schwefelgruben von Tacora und deren Zubehör zu belassen. Sie geht dann durch die Mitte der Laguna Blanca, derart, daß der eine ihrer Teile bei Peru, der andere bei Chile verbleibt. Für immer und zugunsten Perus tritt Chile ab alle seine Rechte auf die Kanäle des Uchusuma und des Mauri, auch Azucarero genannt, unbeschadet der Souveränität, deren Ausübung ihm auf dem Teil der genannten Wasserstraßen zusteht, die auf chilenischem Gebiet nach Absteckung der Trennungslinie verbleiben, auf welche sich gegenwärtiger Artikel bezieht. In bezug auf beide Kanäle begründet Chile für den Teil, der sein Gebiet durchquert, das weiteste Dienstbarkeitsrecht für immer zugunsten von Peru. Diese Dienstbarkeit umfaßt das Recht, die gegenwärtigen Kanäle zu erweitern, ihren Verlauf zu ändern und alle auf ihrer Strecke über chilenisches Gebiet erfaßbaren Wasser zu sammeln, abgesehen von denjenigen Wassern, die gegenwärtig zum Lluta-Flusse fallen oder den Schwefelgruben von Tacora dienen.

Dritter Artikel. Die Grenzlinie, auf die sich der erste Abschnitt des zweiten Artikels bezieht, wird im Gelände mit Grenzsteinen fest-

con hitos, por una comisión mixta compuesta de un miembro designado por cada uno de los Gobiernos signatarios, los que costearán, por mitad, los gastos comunes que esta operación requiera. Si se produjera algun desacuerdo en la comisión, será resuelto con el voto dirimente de un tercer miembro designado por el Presidente de los Estados Unidos de América, cuyo fallo será inapelable.

Artículo Cuarto. — El Gobierno de Chile entregará al Gobierno del Perú, treinta días después del canje de las ratificaciones del presente Tratado, los territorios que, según él, deben quedar en poder del Perú. Se firmará, por Plenipotenciarios de las citadas Partes Contratantes, una acta de entrega que contendrá la relación detallada de la ubicación y características definitivas de los hitos fronterizos.

Artículo Quinto. — Para el servicio del Perú el Gobierno de Chile construirá a su costo, dentro de los mil quinientos setenticinco metros de la bahía de Arica, un malecón de atraque para vapores de calado, un edificio para la agencia aduanera peruana y una estación terminal para el Ferrocarril a Tacna, establecimientos y zonas donde el comercio de tránsito del Perú gozará de la independencia propia del más amplio puerto libre.

Artículo Sexto. — El Gobierno de Chile entregará al del Perú, simultáneamente al canje de las ratificaciones, seis millones de dólares, y, además, sin costo alguno

gelegt und bezeichnet durch eine gemischte Kommission, die zusammengesetzt ist aus je einem Mitglied, das von jeder der Signatar-Regierungen ernannt wird. Diese tragen je zur Hälfte die gemeinsamen Kosten, welche diese Arbeit erfordert. Tritt in der Kommission irgendeine Meinungsverschiedenheit hervor, so wird sie gelöst durch die entscheidende Stimme eines dritten, vom Präsidenten der Vereinigten Staaten von Amerika ernannten Mitglieds, dessen Urteil endgültig ist.

Vierter Artikel. Die Regierung von Chile übergibt der Regierung von Peru 30 Tage nach dem Austausch der Ratifikationen dieses Vertrags diejenigen Gebiete, die ihm zufolge unter der Hoheit von Peru verbleiben sollen. Durch Bevollmächtigte der genannten vertragschließenden Parteien wird ein Übergabeprotokoll unterzeichnet, das einen ausführlichen Bericht über die Belegenheit und die endgültigen Kennzeichen der Grenzsteine enthält.

Fünfter Artikel. Zum Nutzen Perus erbaut die Regierung von Chile auf ihre Kosten innerhalb von 1575 m der Bucht von Arica einen Schutzdamm für tiefgehende Dampfer, ein Gebäude für die peruanische Zollbehörde und eine Kopfstation für die Eisenbahn nach Tacna. In diesen Anlagen und Bereichen genießt der Durchgangsverkehr Perus die Unabhängigkeit, die dem ausgedehntesten Freihafen zusteht.

Sechster Artikel. Die Regierung von Chile übergibt der von Peru gleichzeitig mit dem Austausch der Ratifikationen sechs Millionen Dollar und außerdem, ohne irgend-

para este último Gobierno, todas las obras públicas ya ejecutadas o en construcción y bienes raíces de propiedad fiscal ubicados en los territorios que, conforme al presente Tratado, quedarán bajo la soberanía peruana.

Artículo Sétimo. — Los Gobiernos del Perú y de Chile respetarán los derechos privados legalmente adquiridos en los territorios que quedan bajo sus respectivas soberanías, entre los que figura la concesión otorgada por el Gobierno del Perú a la Empresa del Ferrocarril de Arica a Tacna en mil ochocientos cincuentidos, conforme a la cual dicho Ferrocarril, al término del Contrato, pasará a ser propiedad del Perú. Sin perjuicio de la soberanía que le corresponde ejercer, Chile constituye a perpetuidad en la parte que la línea atraviesa su territorio el derecho más amplio de servidumbre en favor del Perú.

Artículo Octavo. — Los Gobiernos del Perú y de Chile condonarán reciprocamente toda obligación pecuniaria pendiente entre ellos ya sea que se derive o no del Tratado de Ancón.

Artículo Noveno. — Las Altas Partes Contratantes celebrarán un convenio de policía fronteriza para la seguridad pública de los respectivos territorios adyacentes a la línea divisoria. Este convenio deberá entrar en vigencia tan pronto como la provincia de Tacna pase a la soberanía del Perú.

Artículo Décimo. — Los hijos de los peruanos nacidos en Arica se considerarán peruanos hasta los veintiun años, edad en que podrán

welche Kosten für diese letzte Regierung, in Staatsbesitz alle schon ausgeführten oder im Bau begriffenen öffentlichen Arbeiten und Liegenschaften, die in den Gebieten belegen sind, welche nach dem gegenwärtigen Vertrag unter peruanischer Souveränität verbleiben.

Siebenter Artikel. Die Regierungen von Peru und Chile werden die gesetzmäßig erworbenen Privatrechte auf den Gebieten achten, die unter ihrer jeweiligen Souveränität verbleiben; darunter zählt die von der Regierung von Peru dem Eisenbahnunternehmen Arica-Tacna 1852 verliehene Konzession, derzufolge diese Eisenbahn am Ende des Vertrags ins Eigentum Perus übergeht. Unbeschadet der Souveränität, deren Ausübung ihm zusteht, begründet Chile für immer, insoweit die Linie sein Gebiet kreuzt, das ausgedehnteste Dienstbarkeitsrecht zugunsten Perus.

Achter Artikel. Die Regierungen von Peru und von Chile erlassen sich wechselseitig jede Geldschuld, die zwischen ihnen schwebt, mag sie aus dem Vertrag von Ancón abgeleitet werden oder nicht.

Neunter Artikel. Die hohen vertragschließenden Parteien treffen ein Grenzpolizeiabkommen über die öffentliche Sicherheit der betreffenden, an die Trennungslinie angrenzenden Gebiete. Dieses Abkommen soll in Kraft treten, sobald die Provinz Tacna in die Souveränität Perus übergeht.

Zehnter Artikel. Die in Arica geborenen Kinder von Peruanern gelten als Peruaner bis zum Alter von 21 Jahren, mit welchem sie

optar por su nacionalidad definitiva; y los hijos de chilenos nacidos en Tacna, tendrán el mismo derecho.

Artículo Undécimo. — Los Gobiernos del Perú y de Chile, para conmemorar la consolidación de sus relaciones de amistad, resuelven erigir en el Morro de Arica un monumento simbólico sobre cuyo proyecto se pondrán de acuerdo.

Artículo Duodécimo. — Para el caso en que los Gobiernos del Perú y de Chile, no estuvieren de acuerdo en la interpretación que dén a cada una de las diferentes disposiciones de este Tratado y en que, a pesar de su buena voluntad, no pudieren ponerse de acuerdo, decidirá el Presidente de los Estados Unidos de América la controversia.

Artículo Décimotercero. — El presente Tratado será ratificado y sus ratificaciones serán canjeadas en Santiago tan pronto como sea posible.

En fé de lo cual los infrascritos Plenipotenciarios firman y sellan el presente Tratado, en doble ejemplar, en Lima, a los tres días del mes de junio de mil novecientos veintinueve.

(Fdo.) Pedro José Rada y Gamio.
(Fdo.) E. Figueroa.

Texto del Protocolo Adicional.

Los Gobiernos del Perú y de Chile han acordado suscribir un Protocolo Complementario del Tratado que se firma con esta misma fecha, y sus respectivos Plenipotenciarios, debidamente autorizados

ihre endgültige Staatsangehörigkeit wählen können; auch die in Tacna geborenen Kinder von Chilenen erhalten dasselbe Recht.

Elfter Artikel. Die Regierungen von Peru und von Chile beschließen — zum Gedächtnis der Befestigung ihrer freundschaftlichen Beziehungen — auf dem Morro von Arica ein sinnbildliches Denkmal zu errichten, über dessen Entwurf sie sich ins Einvernehmen setzen.

Zwölfter Artikel. Im Falle, daß die Regierungen von Peru und von Chile nicht einig sind über die Auslegung, die sie einer jeden der verschiedenen Bestimmungen dieses Vertrags geben, und daß sie trotz ihres guten Willens nicht zur Einigung gelangen können, entscheidet der Präsident der Vereinigten Staaten von Amerika die Streitfrage.

Dreizehnter Artikel. Der gegenwärtige Vertrag wird ratifiziert und die Ratifikationen werden in Santiago sobald als möglich ausgetauscht.

Zu dessen Beglaubigung unterzeichnen und siegeln die unterschriebenen Bevollmächtigten diesen Vertrag in zweifacher Ausfertigung zu Lima am 3. Juni 1929.

gez. Pedro José Rada y Gamio.
gez. E. Figueroa.

Text des Zusatzprotokolls.

Die Regierungen von Peru und von Chile haben beschlossen, ein Ergänzungsprotokoll zu dem Vertrag zu unterzeichnen, der unter demselben Datum geschlossen wird. Ihre betreffenden Bevollmächtig-

dos, han convenido al efecto en lo siguiente:

Artículo Primero. — Los Gobiernos del Perú y de Chile no podrán, sin previo acuerdo entre ellos, cedar a una tercera potencia la totalidad o parte de los territorios que, en conformidad al Tratado de esta misma fecha, quedan bajo sus respectivas soberanías, ni podrán, sin ese requisito, construir, al través de ellos, nuevas líneas férreas internacionales.

Artículo Segundo. — Las facilidades de puerto que el Tratado en su Artículo Quinto acuerda al Perú, consistirán en el más absoluto libre tránsito de personas, mercaderías y armamentos al territorio peruano y deste éste a través del territorio chileno. Las operaciones de embarque y desembarque se efectuarán, mientras se construyen y terminan las obras indicadas en el Artículo Quinto del Tratado, por el recinto del muelle del Ferrocarril de Arica a La Paz, reservado al servicio del Ferrocarril de Arica a Tacna.

Artículo Tercero. — El Morro de Arica será desartillado, y el Gobierno de Chile construirá a su costo el monumento convenido por el Artículo Undécimo del Tratado.

El presente Protocolo forma parte integral del Tratado de esta misma fecha y, en consecuencia, será ratificado y sus ratificaciones se canjearán en Santiago de Chile tan pronto como sea posible.

En fé de lo cual los infrascritos

ten sind zu diesem Zwecke mit gehöriger Ermächtigung über Folgendes übereingekommen:

Erster Artikel. Die Regierungen von Peru und von Chile können, ohne vorhergehenden gemeinsamen Beschluß, nicht einer dritten Macht die Gesamtheit oder einen Teil derjenigen Gebiete abtreten, die in Übereinstimmung mit dem Vertrage vom selben Datum unter ihren betreffenden Souveränitäten verbleiben; sie können auch nicht, ohne jenes Erfordernis, durch diese Gebiete neue internationale Eisenbahnen erbauen.

Zweiter Artikel. Die Hafenerleichterungen, die der Vertrag in seinem 5. Artikel Peru gewährt, bestehen in dem durchaus und völlig freien Durchgang für Personen, Waren und Kriegsgerät zum und vom peruanischen Gebiet durch das chilenische Gebiet. Die Vornahme von Ein- und Ausschiffungen erfolgt, solange die im 5. Artikel des Vertrags aufgeführten Arbeiten im Bau und in der Fertigstellung begriffen sind, in dem Raume des Hafendamms der Eisenbahn von Arica nach La Paz, der für den Betrieb der Eisenbahn von Arica nach Tacna vorbehalten ist.

Dritter Artikel. Der Morro von Arica wird von Artillerie freigemacht und die Regierung von Chile erbaut auf ihre Kosten das im elften Artikel des Vertrags vereinbarte Denkmal.

Das gegenwärtige Protokoll bildet einen integrierenden Bestandteil des Vertrags von demselben Datum; es wird infolgedessen ratifiziert und seine Ratifikationen werden in Santiago de Chile sobald als möglich ausgetauscht.

Zu dessen Beglaubigung unter-

Plenipotenciarios firman y sellan el presente Protocolo Complementario en doble ejemplar, en Lima, a los tres días del mes de junio de mil novientos veintinueve.

(Fdo.) Pedro José Rada y Gamio.

(Fdo.) E. Figueroa.

zeichnen und siegeln die unterschriebenen Bevollmächtigten das gegenwärtige Ergänzungsprotokoll in doppelter Ausfertigung zu Lima am 3. Juni 1929.

(gez.) Pedro José Rada y Gamio.

(gez.) E. Figueroa.

Protestnote Boliviens[11]).

Cirkular Nr. 327.

La Paz, 1º de Agosto de 1929.

Señor Ministro:

Confirmando los rumores que circulaban, de haberse pactado entre Chile y Perú, un protocolo secreto, que afectaría fundamentalmente a Bolivia, en su política de reintegración marítima, acaba de ser publicado oficialmente dicho acuerdo, cuya reserva quedó frustrada con el conocimiento que de él llegó a tener la opinión pública de América.

El protocolo recientemente publicado, restablece una de las claúsulas del Tratado sobre división de las provincias de Tacna y Arica, claúsula cuyo texto se inserta en seguida y que fué apartada del Convenio Preliminar, por oportunas sugestiones del Gobierno de los Estados Unidos de Norte América, que habiendo mediado en la solución del conflicto, estimó inconveniente su mantenimiento, para el futuro de las negociaciones que podría abrir Bolivia.

Zirkularnote Nr. 327.

LA PAZ, 1. August 1929.

Herr Minister,

In Bestätigung der umlaufenden Gerüchte, daß zwischen Chile und Peru ein Geheim-Protokoll abgeschlossen worden sei, welches Bolivien in seiner auf Rückerwerb seiner Seeküste gerichteten Politik von Grund aus berühren würde, gelangt dieses Abkommen soeben zur amtlichen Veröffentlichung. Seine Geheimhaltung wurde vereitelt durch die Kenntnis, die die öffentliche Meinung Amerikas von ihm erlangte.

Das kürzlich veröffentlichte Protokoll stellt eine der Bestimmungen des Vertrags über die Teilung der Provinzen Tacna und Arica wieder her, eine Bestimmung, deren Wortlaut im folgenden abgedruckt wird und die von dem vorläufigen Abkommen abgetrennt wurde infolge von angemessenen Anregungen der Regierung der VereinigtenStaaten von Nord-Amerika. Nachdem diese bei der Lösung des Streitfalls vermittelt hatte, erach ete sie die Aufrechterhaltung einer solchen Bestimmung als ungünstig für

[11]) Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto. »La Reintegración Marítima de Bolivia«. La Paz. Bolivia, 1929, p. 4—14.

Según el convenio adicional, los Gobiernos de Chile y Perú, no podrán, sin previo acuerdo, ceder a *Una Tercera Potencia* la totalidad o parte de los territorios que de conformidad alTratado de la misma fecha, quedan bajo sus respectivas soberanías, ni podrán sin ese requisito, construír a través de ellos, nuevas líneas férreas *Internacionales*.

Esta estipulación, ha sido directamente pactada contra Bolivia, por lo cual, el convenio adicional, suscita nuestras formales reservas, las que deseamos hacer conocer a las Cancillerías de los Estados soberanos, y a los Organismos internacionales, con la confianza de que han de encontrarlas justas y legítimas.

Bolivia, que se vió arrastrada a la guerra de 1879, por la ocupación militar que hizo Chile de su puerto de Antofagasta, compartió con su aliado el Perú, las viscicitudes de la campaña, y victorioso Chile, nuestro país sufrio como resultado de una guerra injusta que no provocara, la desmembración de toda su costa sobre el Océano Pacífico, que alcanzaba a doscientas millas de extensión.

Desde entonces, en ningún momento ha renunciado al derecho de ver reintegrada su soberanía marítima, apreciando invariablemente, que la libre comunicación de las naciones por el mar, — que es común a todos los pueblos de la tierra —, es un atributo inalienable e imprescriptible de la

künftige Verhandlungen, die Bolivien eröffnen könnte.

Nach dem Zusatzabkommen können die Regierungen von Chile und Peru nicht ohne vorgängige Vereinbarung an *eine dritte Macht* die Gesamtheit oder einen Teil der Gebiete abtreten, die nach dem Vertrag vom gleichen Datum unter ihre betreffenden Souveränitäten fallen; auch können sie ohne dasselbe Erfo dernis keine neuen *internationalen* Eisenbahnlinien durch diese Gebiete anlegen.

Diese Vertragsbestimmung ist unmittelbar gegen Bolivien getroffen worden, weswegen das Zusatzabkommen unsere formellen Vorbehalte wachruft. Wir wünschen sie den Staatskanzleien der souveränen Staaten und den internationalen Körperschaften bekannt zu geben in dem Vertrauen, daß sie sie gerecht und berechtigt finden werden.

Bolivien sah sich im Kriege von 1879 durch die militärische Besetzung seines Hafens Antofagasta durch Chile ins Unglück gestürzt; es teilte mit seinem Verbündeten Peru die Wechselfälle des Feldzugs und unser Land erlitt nach dem Siege Chiles als Ergebnis eines ungerechten Krieges, zu dem es nicht herausgefordert hatte, die Abtrennung seiner gesamten Küste am Pazifischen Ozean, die 200 Meilen Ausdehnung erreichte.

Seitdem hat es niemals auf das Recht verzichtet, seine Souveränität zur See wiederhergestellt zu sehen, in der unerschütterlichen Annahme, daß der freie Zugang der Nationen zum Meere — das allen Völkern der Erde gemeinsam ist — eine unveräußerliche und unverjährbare Eigenschaft jedes

soberanía de todo Estado independiente. Este principio, aplicable hoy en el Derecho Internacional, aún a las naciones que no tuvieron puertos marítimos propios, lo es con mayor razón, a un Estado que como el nuestro, tuvo extenso y rico litoral, sustraido a su dominio, por efecto de una guerra de conquista.

El hecho de que como consecuencia de la misma guerra, hubieran quedado en posesión de Chile, sin soberanía definida, los territorios de Tacna y Arica, dió lugar a que Bolivia, considerándose en todo momento, parte principal en la liquidación de la contienda que tanto daño le ha irrogado, abriera diversas negociaciones diplomáticas para recobrar su soberanía maritima por Arica.

La República tuvo siempre en cuenta, que por efecto del Tratado de paz suscrito en Ancón entre Chile y el Perú, en 1883, Chile que adquirió soberanía sobre Tarapacá, no habría de consentir fácilmente, en reintegrar nuestra soberanía marítima, por una Zona que no quedara al norte del territorio conquistado.

Esas negociaciones, encontraron más de una vez, eco auspicioso en los Gobiernos de Lima y Santiago, culminando las aspiraciones y derechos de Bolivia, con la sugestión que el Secretario de Estado de los Estados Unidos de Norte América Mr. Kellogg, hiciera en 30 de noviembre de 1926, proponiendo que los territorios de Tacna y Arica, fueran transferidos integramente a Bolivia, por los

unabhängigen Staates ist. Dieser Grundsatz, der heute im Völkerrecht auch für Nationen anwendbar ist, die keine eigenen Seehäfen besitzen, ist es mit besserem Grund für einen Staat, der, wie der unsere, einen ausgedehnten und reichen Küstenstrich besaß, der seiner Herrschaft durch einen Eroberungskrieg entzogen wurde.

Die Tatsache, daß als Folge desselben Krieges die Gebiete von Tacna und Arica im Besitze Chiles, jedoch ohne endgültige Souveränität, verblieben, gab Bolivien — das sich jederzeit als Hauptbeteiligten an der Beilegung der Streitfrage, die ihm so großen Schaden zufügte, betrachtete — Anlaß, verschiedene diplomatische Verhandlungen zur Wiedergewinnung seiner Küstensouveränität über Arica zu eröffnen.

Die Republik zog immer in Rechnung, daß es infolge des Friedensvertrags, der zwischen Chile und Peru in Ancón 1883 unterzeichnet wurde, für Chile, welches die Souveränität über Tarapacá erwarb, nicht leicht sein würde, unsere Küstensouveränität über einen Landstrich wiederherzustellen, der nicht im Norden des eroberten Gebiets lag.

Diese Verhandlungen fanden mehr als einmal günstigen Widerhall bei den Regierungen von Lima und Santiago, indem die Ansprüche und Rechte Boliviens in der Anregung des Staatssekretärs der Vereinigten Staaten von Nord-Amerika, Herrn Kellogg, vom 30. November 1926 gipfelten, als er vorschlug, daß die Gebiete von Tacna und Arica von den beiden Ländern, die sich ihre Gebiets-

dos países que se disputaban su dominio.

Chile aceptó en principio esta sugestión, declarando que la proposición del Departamento de Estado, »envuelve la cesión definitiva, a la República de Bolivia, del territorio disputado« »y se armoniza con el deseo, repetidas veces manifestado por el Gobierno de Chile, de ayudar a la satisfacción de las aspiraciones bolivianas«.

El Perú no aceptó la sugestión Kellogg, pero al referirse a ella, expresó los siguientes conceptos: »Este rechazo no importa, sin embargo, el propósito de obstruir cualesquiera otras soluciones. Lejos de eso, el Perú ha aceptado la internacionalización parcial o completa de las provincias y ha aceptado la división de éstas, dando gratuitamente un callejón a Bolivia hasta la playa y en ésta, una ensenada en condiciones que permitan convertirla en un puerto grande, cómodo y seguro«.

El Presidente señor Leguía, en su Mensaje al Congreso de 1926, decía además: »El problema del pacífico no podrá resolverse sino invocando el derecho del Perú y en todo caso nuestra voluntad fraternal para ayudar a Bolivia, a obtener una salida al mar que con tanta necesidad reclama.«

Tan rotundas y solemnes declaraciones, provenientes de los Gobiernos participes en el contienda de 1879, no parecían llamadas a ser puestas en el olvido.

hoheit streitig machten, vollständig an Bolivien übertragen werden sollten.

Chile nahm grundsätzlich diese Anregung an und erklärte, daß der Vorschlag des Staatsdepartements »die endgültige Abtretung des umstrittenen Gebiets an die Republik Bolivien enthalte« »und mit dem wiederholt von der Regierung Chiles geäußerten Wunsche übereinstimme, zur Befriedigung der bolivianischen Ansprüche zu verhelfen«.

Peru nahm die Anregung Kelloggs nicht an, brachte aber in bezug darauf die folgenden Gesichtspunkte zum Ausdruck: »Diese Ablehnung bedeutet trotzdem nicht die Absicht, jede andere Lösung zu verhindern. Weit entfernt davon hat Peru die teilweise oder vollständige Internationalisierung der Provinzen und ihre Teilung angenommen, die Bolivien unentgeltlich einen Korridor zur Küste gewährt, und an dieser eine Bucht, deren Eigenschaften es gestatten, sie in einen großen, bequemen und sicheren Hafen zu verwandeln«.

Der Präsident, Herr Leguía, sagte in seiner Botschaft an den Kongreß vom Jahre 1926 weiterhin: »Die pazifische Frage kann nicht gelöst werden ohne Anrufung des Rechtes Perus und in jedem Falle unseres guten brüderlichen Willens zur Unterstützung Boliviens beim Erwerb eines Ausgangs zum Meere, den es mit soviel Notwendigkeit verlangt«.

So runde und feierliche Erklärungen, herrührend von den Regierungen, die an dem Streitfall von 1879 teilhatten schienen nicht abgegeben zu sein, um in Vergessenheit zu versinken.

Puede observarse sin embargo, que esos reconocimientos de nuestro derecho encontraban grave obstáculo en la indeterminación de la soberanía de Tacna y Arica. Por ello, cuando Chile y el Perú, concluyeron el Tratado recientemente ratificado, que atiende a la división de esos territorios, pensábamos los bolivianos, que el obstáculo de la indivisión y la falta de una soberanía definitiva, desaparecía al fín, siendo más fácil y posible un entendimiento con el Estado poseedor del puerto de Arica, que habría de facilitar la solución del problema de nuestra reintegración marítima, porque a ella le determinan los antecedentes históricos y económicos que tienen su raíz en la guerra del 79, y que han creado la situación mediterránea de Bolivia que mantiene y mantendrá siempre vivo, el fuego que alimente sus ideales reivindicatorios.

Si los negocios del reciente fáctum, buscaban el imperio de la paz, la armonía y la justicia en el continente, no debían cerrar los ojos ante el caso de Bolivia, olvidando sus anteriores solemnes declaraciones, a un alto deber americanista, les imponía abrir francamente, la vía de satisfacción de nuestros derechos y necesidades. Si ellos pretendían liquidar las consecuencias de la guerra de 1879, como Bolivia participó en ella, perdiendo extensos y ricos territorios, y su soberanía marítima, nada más elemental que haber atendido a esa reparación.

Trotzdem kann man beobachten, daß solche Anerkennungen unseres Rechts auf ein schweres Hindernis in der Unentschiedenheit der Souveränität von Tacna und Arica stießen. Deshalb, als Chile und Peru den jüngst ratifizierten Vertrag über die Teilung dieser Gebiete abschlossen, glaubten wir Bolivianer, daß das Hindernis der Ungeteiltheit und des Mangels einer endgültigen Souveränität endlich verschwände und daß eine Verständigung mit dem Besitzerstaat des Hafens von Arica erleichtert und möglich sein würde. Sie hätte die Lösung der Frage eines Wiedererwerbs unserer Seeküste erleichtern müssen, weil dabei die geschichtlichen und wirtschaftlichen Vorgänge bestimmend sind, die aus dem Kriege von 79 herrühren und die die binnenländische Lage Boliviens geschaffen haben. Diese Lage erhält und wird immer das Feuer in Glut erhalten, das seine Rückforderungsideale nährt.

Wenn die Verhandlungen, die zu dem neuen Tatbestand führten, die Herrschaft von Frieden, Einigkeit und Gerechtigkeit auf dem Kontinent anstrebten, so durfte man vor der bolivianischen Frage nicht die Augen verschließen und die eigenen vorhergehenden feierlichen Erklärungen nicht vergessen; eine hohe Pflicht vor Amerika verlangte von ihnen, unseren Rechten und Notwendigkeiten die Bahn zur Genugtuung zu öffnen. Wenn sie den Anspruch auf Bereinigung der Nachwirkungen des Krieges von 1879 erheben, so würde, da auch Bolivien an ihm teilnahm und weite und reiche Gebiete und seine Souveränität zur See in

Lejos de proceder así, han dado nueva vida al obstáculo que antes se invocaba como insalvable, para cualquier solución de justicia. Han pactado un condominio imperfecto de los territorios en cuestión, llamado a tener eficacia sólo cuando de Bolivia se trate.

El Perú ha optado por *limitar* su soberanía sobre la provincia de Tacna renunciando a perpetiudad el derecho de construir un ferrocarril internacional hacia a Bolivia, a fín de tener el derecho de voto (sic!) en cualquiera negociación que intentemos sobre Arica; y Chile en reciprocidad, ha dado este derecho al Perú, para mantener sus influencias sobre los dos países vecinos, así como las ventajas que le reporta la llave del ferrocarril de Arica a La Paz.

Esta política, no es de efectiva cooperación internacional, y es susceptible de producir en el presente y en el porvenir, profundos resentimientos en la conciencia boliviana.

Lo inamistoso del convenio, está patentizado por la misma reserva de que se le quiso rodear, apesar de que ambos Estados contratantes, tienen, como miembros de la Sociedad de las Naciones, el compromiso de no estipular tratados secretos.

Con todo, y apesar de las nuevas trabas creadas para Bolivia, por el pacto completamentario chileno-

ihm verlor, nichts wesentlicher gewesen sein als der Versuch zu deren Rückerstattung.

Weit entfernt davon, so zu verfahren, haben sie neues Leben jenem Hindernis verliehen, das schon oben als unheilbar für jede gerechte Lösung bezeichnet wurde. Sie haben ein loses Kondominium über die fraglichen Gebiete vereinbart, das nur dann in Wirksamkeit zu treten bestimmt ist, wenn es sich um Bolivien handelt.

Peru hat sich entschieden, seine Souveränität über die Provinz Tacna zu *beschränken*, indem es dauernd auf das Recht, eine internationale Eisenbahn nach Bolivien zu erbauen, verzichtet hat, um ein Einspruchsrecht bei jeder Verhandlung zu haben, die wir wegen Arica einleiten; und umgekehrt hat Chile dieses Recht Peru zugestanden, um seinen Einfluß über die beiden Nachbarländer aufrecht zu erhalten, ebenso wie die Vorteile, die ihm die Schlüsselstellung zur Eisenbahn von Arica nach La Paz gewährt.

Diese Politik ist kein wirkliches internationales Zusammenarbeiten und ist geeignet, in Gegenwart und Zukunft tiefen Unwillen im bolivianischen Bewußtsein hervorzurufen.

Die Unfreundschaftlichkeit dieses Übereinkommens geht klar gerade aus der Geheimhaltung hervor, mit der man es umgeben wollte, obgleich beide vertragschließende Staaten als Mitglieder des Völkerbunds an das Versprechen gebunden sind, keine Geheimverträge einzugehen.

Trotz alledem und der neu für Bolivien durch den chilenisch-peruanischen Zusatzvertrag geschaffe-

peruano, queremos que la opinión mundial no ignore, que persistimos y persistiremos en la política de reintegración de nuestra soberanía marítima. No renunciamos a reivindicar nuestra libre comunicación con el mundo, por las vías del Oceano Pacífico. Proclamamos ante la conciencia jurídica universal, hoy bastante vigorosa ya, como ayer imperfecta y débil, que no consideramos jurídicamente irrevocable, ni intangible, la situación creada por una guerra injusta no provocada por nosotros, y que, ya por negociaciones directas, si a ello hubiere lugar, o por los medios que el Derecho Internacional y las nuevas organizaciones reconocen, mantendremos en toda su integridad nuestro derecho, y acudiremos con la cooperación de los espíritus justos, a las vías reparatorias que la justicia internacional nos señale. Los postulados de esa justicia, al condenar las guerras de conquista, abren la revisión de los pactos insostenibles y no tardará en echar raíces en el campo del Derecho Internacional, fecundamente abonado por los miles de víctimas de la última gran guerra, la regla de remover por medios pacíficos, toda injusticia notoria, principio básico en el derecho privado, y que a no regir entre las naciones, haría irrealizable la paz, que para ser inalterable tiene que basarse en la justicia, y la justicia no será tal, mientras todos los Estados no puedan coexistir como personas de su propio derecho y con la plenitud de sus atributos.

nen Fesseln, fordern wir, daß die Weltmeinung nicht in Unkenntnis bleibe, daß wir in der Politik auf Wiederherstellung unserer Souveränität zur See beharren und beharren werden. Wir verzichten nicht darauf, unseren freien Verkehr mit der Welt über den Pazifischen Ozean zurückzufordern. Wir verkünden vor dem allgemeinen Rechtsbewußtsein — das heute schon hinreichend wirksam ist, wie es gestern unvollkommen und schwach war —, daß wir die durch einen ungerechten, von uns nicht heraufbeschworenen Krieg geschaffene Lage weder für rechtlich unwiderruflich, noch für unantastbar halten; daß wir — entweder durch unmittelbare Verhandlungen, falls es dazu kommen sollte, oder durch die Hilfsmittel, die das Völkerrecht und die neuen Organisationen anerkennen — unser Recht in seiner ganzen Unversehrtheit verfechten werden; und daß wir unter Beihilfe der gerechten Geister die Wege zur Wiedergutmachung betreten werden, die die internationale Gerechtigkeit uns anzeigt. Die Forderungen dieser Gerechtigkeit eröffnen durch die Verdammung der Eroberungskriege die Revision unhaltbarer Verträge. Auf dem Gebiete internationalen Rechts, das reichlich gedüngt ist durch die Tausende von Opfern des letzten großen Krieges, wird der Grundsatz, mit friedlichen Mitteln jede offenkundige Ungerechtigkeit zu beseitigen, nicht zögern, Wurzel zu fassen. Dieser Grundsatz ist grundlegend für das Privatrecht und, sollte er zwischen den Nationen nicht gelten, würde er die Verwirklichung des Friedens un-

Sírvase llevar estas consideraciones, al conocimento y examen del Gobierno amigo ante el cual se encuentra Ud. acreditado, y de las organizaciones que se interesan por el reinado de la páz y la justicia en el mundo.

Tomas Manuel Elio,
Ministro de Relaciones Exteriores.

möglich machen. Er muß sich, um unerschütterlich zu sein, auf die Gerechtigkeit gründen, und die Gerechtigkeit würde nicht von dieser Art sein, solange nicht alle Staaten als Personen eigenen Rechtes und im Vollbesitz ihrer Eigenschaften nebeneinander bestehen können.

Ich ersuche, diese Ausführungen zur Kenntnis und Prüfung der befreundeten Regierung zu bringen, bei der Ew. Hochwohlgeboren beglaubigt ist, und derjenigen Organisationen, die an der Herrschaft von Friede und Gerechtigkeit in der Welt Interesse nehmen.

Tomas Manuel Elio,
Minister
der auswärtigen Angelegenheiten.

6. Intervention der Ver. Staaten von Amerika im russisch-chinesischen Streitfall[1]) auf Grund des Kellogpaktes.

Erklärung des Staatssekretärs Stimson mit Note an China und Rußland vom 2. Dezember 1929[2]).

"We have been engaged in discussions with the governments of several of the other powers signatory to the Pact of Paris in regard to the situation in Manchuria. During the past few days organized Russian forces have been in conflict with organized Chinese forces near Dailinor in northern Manchuria. It is credibly reported that many casualties occurred and that thousands of the inhabitants of the neighboring towns have been driven from their homes. Although the causes of the conflict are in dispute and the accounts are somewhat contradictory, it is clear that serious encounters between military forces of China and

[1]) Zu dem Streitfall selbst vgl. L'Europe Nouvelle Nr. 625 vom 1. Febr. 1930. S. 219; Quigley, China Weekly Rev. Jan. 25, 1930, S. 277 ff.; Europ. Gespr. 1929, S. 443 ff., 1930 S. 38 ff., 110 ff. Eur. Ec. & Polit. Surv. 1929, S. 641 ff.; Mitteilung der chines. Reg. an Staatssekr. Stimson in Press Notice, Department of State U. S. A. vom 21. Aug. 1929; For. Aff. (Am.) Oct. 1929, S. 52 ff.; Ostasiat. Rundschau vom 1. Okt. 1929, S. 536; Hornbeck, Direktor der Abteilung für den fernen Osten im State Department U. S. A., Rede, gehalten im Williamstown Institute of Politics am 27. Aug. 1929, Press Notice, Dept. of State vom 29. Aug. 1929; U. S. D. vom 6. Dez. 1929, S. 3; Ching-Chun Wang, Nineteenth Century, Feb. 1930 S. 167 ff; Hoetzsch, Ost-Europa, 1929 S. 727; Bull. of. Int. News vom 19. Dez. 1929 S. 3.

[2]) U. S. D. 3. 12. 1929.

Russia have occurred. It also is clear that during the months since this controversy began no effective steps have been taken by the Chinese and Russian governments looking toward an arbitration of the dispute or its settlement through neutral conciliation or other pacific means. The efficacy of the Pact of Paris depends upon the sincerity of the governments which are party to it. Its sole sanction lies in the power of public opinion of the countries, constituting substantially the entire civilized world, whose governments have joined in the covenant. If the recent events in Manchuria are allowed to pass without notice or protest by any of these governments the intelligent strength of the public opinion of the world in support of peace can not but be impaired.

We have found in our discussions referred to above community of views with regard to the fundamental principles. There has been in these discussions no suggestion of intervention of any kind. Discussions have been directed to discovering the best means of expressing the opinion of each of the nations by way of remonstrating against the use of force by either side in this controversy.

The Government of the United States has sent to China and Russia the following statement [3]):

"The Government and people of the United States have observed with apprehensive concern the course of events in relations between China and Russia in the phase which has developed in reference to the situation in northern Manchuria since July 10.

On July 18 this Government took steps, through conversations between the Secretary of State and the diplomatic representatives at Washington of five powers, to see that the attention of the Chinese and the Russian governments be called to the provisions of the Treaty for the Renunciation of War, to which both China and Russia were signatories. Both the Russian and the Chinese governments then made formal and public assurances that neither would resort to war unless attacked. Since that time that treaty has been ratified by no less than 55 powers, including China and Russia.

The American Government desires again to call attention to the provisions of the Treaty for the Renunciation of War, particularly to article II, which reads, 'The High Contracting Parties agree that the settlement or solution of all disputes or conflicts of whatever nature or of whatever origin they may be, which may arise, among them,

[3]) Eine ähnliche Note der französischen Regierung ist abgedruckt in L'Europe Nouvelle Nr. 625 vom 1. Februar 1930, S. 221. Dort auch eine französische Übersetzung der hier folgenden amerikanischen Noten. Eine der amerikanischen entsprechende englische Note an die russische und die chinesische Regierung ist abgedruckt in der Times vom 3. Dez. 1929. U. S. D. vom 12. Dez. 1929 bringt (S. 8) eine Liste der Mächte, die auf die Aufforderung des Staatssekretärs Stimson geantwortet haben mit Bezeichnung ihrer Stellungnahme. Japan lehnte die Mitwirkung ab, Deutschland drückte seine Sympathie mit dem Schritt der amerikanischen Regierung aus, sandte aber keine Note an die streitenden Parteien, weil Friedensverhandlungen bereits eingeleitet seien (Übersetzung der deutschen Note U. S. D. vom 16. Dez. 1929 S. 11, der österreichischen U. S. D. vom 19. Dez. 1929 S. 3, der türkischen Erklärung U. S. D. vom 14. Dez. 1929 S. 2).

shall never be sought except by pacific means'; and the American Government takes occasion to express its earnest hope that China and Russia will refrain or desist from measures of hostility and will find it possible in the near future to come to an agreement between themselves upon a method for resolving by peaceful means the issues over which they are at present in controversy. The American Government feels that the respect with which China and Russia will hereafter be held in the good opinion of the world will necessarily in great measure depend upon the way in which they carry out these most sacred promises.' "

Erklärung der Sowjetregierung vom 3. Dezember 1929[4]).

"The Union of Socialist Soviet Republics from the first day of its existence has pursued a policy of peace, and unlike other powers has never resorted to military action except as a necessary step for defense due to direct attack on the Union or armed intervention in its internal affairs. The Soviet Union has consistently pursued this policy and intends to pursue it independently of the Paris pact for abolition of war.

During recent years the Nanking Government, evading by its usual methods settlement of the conflict by diplomatic ways, has carried on toward the Soviet Union a provocative policy of violation of the customary rules and treaties, notwithstanding the fact that these treaties were not imposed on China by force but were concluded on the basis of full equality and free will and that the Soviet Union voluntarily surrendered in these treaties extraterritorial consular jurisdiction and other privileges which the Chinese Government until now has been vainly trying to abolish in regard to other powers.

The climax of this policy was the seizure of the Chinese Eastern Railway without any warning or preliminary presentation of any claims, in violation of existing agreements regarding the joint administration of the railway.

The Soviet Government believes that if action such as that of the Nanking Government were taken toward the United States, Great Britain or France it would be considered by their governments sufficient cause for putting into force reservations they made when signing the pact.

The Soviet Government declared when signing that it did not recognize the reservations and did not intend to use them.

The Nanking Government not only resorted to illegal seizure of the Chinese Eastern Railway but mobilized along the Manchuria Railway an army, various sections of which, together with counter-revolutionary Russian bands included therein, made systematic attacks on the U. S. S. R., crossing the frontier and firing on units of the Red Army and frontier villages, robbing and violating a peaceful population, causing thereby losses of lives and property.

4) China Weekly Rev. Jan. 25, 1930, p. 277. Deutsche Übersetzung in Europ. Gespr. Nov./Dez. 1929, S. 630 ff.

Despite frequent warnings through the German Government, these attacks did not cease but rather increased, and compelled the Soviet Far Eastern army, in the interests of defense, protection of the frontier and the peaceful population to take counter measures. Thus the actions of the Red Army had due considerations of self-defense and were in no wise violations of any obligations of the Paris pact.

That cannot be said of armed forces in Chinese territory and Chinese ports of those powers who have applied today to the Soviet Union with identical declarations.

The Soviet Government states that the government of the United States has addressed its declaration at a moment when the Soviet and Mukden Governments already had agreed to several conditions and were proceeding with direct negotiations which would make possible prompt settlement of the conflict between the Soviet Union and China.

In view of this fact, the above declaration cannot but be considered unjustifiable pressure on the negotaitions and cannot therefore be taken as a friendly act.

The Soviet Government states further that the Paris pact does not give any single State or group of States the function of protector of this pact. The Soviet, at any rate, never expressed consent that any States themselves or by mutual consent should take upon themselves such a right.

The Soviet Government declares that the Soviet-Manchurian conflict can be settled only by direct negotiations between the Soviet Union and China on the basis of conditions known to China and already accepted by the Mukden Government, and that it cannot admit interference of any other party in these negotiations or the conflict.

In conclusion, the Soviet Government cannot forbear expressing amazement that the government of the United States, which by its own will has no official relations with the Soviet, deems it possible to apply to it with advice and counsel."

Erklärung des Staatssekretärs Stimson vom 4. Dezember 1929[5]).

"I have seen the text of the Russian memorandum as reported in the press. Between cosignatories of the pact of Paris it can never be rightly thought unfriendly that one nation calls to the attention of another its obligations or the dangers to peace which from time to time arise.

As far back as The Hague Convention of 1899 the nations of the world agreed that strangers to a dispute, on their own initiative, could make suggestions looking for peace between the states which were at variance and that the exercise of that right is not to be regarded by the parties in conflict as an unfriendly act. This was reaffirmed again in 1907 and has been the recognized rule ever since.

[5]) U. S. D. 5. Dez. 1929.

The message of the American Government was sent not from unfriendly motives but because this Government regards the pact of Paris as a covenant which has profoundly modified the attitude of the world towards peace and because this Government intends to shape its own policy accordingly. In the language of the joint statement issued by the President of the United States and the prime minister of Great Britain on Oct. 10 last 'both our governments resolve to accept the peace pact not only as a declaration of good intentions but as a positive obligation to direct national policy in accordance with its pledge.'

The present declaration of the authorities of Russia that they are now proceeding with direct negotiations which will make possible the settlement of the conflict is not the least significant evidence to show that the public opinion of the world is a live factor which can be promptly mobilized and which has become a factor of prime importance in the solution of the problems and controversies which may arise between nations."

7. Notenwechsel zwischen der britischen und der niederländischen Regierung über die Regelung der Kriegsschäden des holländischen Fischereigewerbes[1]).

1. Sir Austen Chamberlain to M. van Swinderen.

Foreign Office, March 22, 1929.

Sir,

With reference to the prolonged discussions which have taken place regarding the claims in relation to damage or losses alleged to have been suffered by Netherlands nationals during the late war, I have the honour to state that His Majesty's Government in the United Kingdom, after careful review of the facts of the individual cases, see no reason whatever to modify their conclusion that no liability towards any of the claimants rests upon them under recognised principles of international law.

His Majesty's Government in the United Kingdom have, however, as you are aware, recognised that the claims presented on behalf of the Dutch fishing industry as a consequence of the action which the British authorities were reluctantly compelled to take during the war, stand on a special footing and they are now prepared as an act of grace towards the claimants to pay to the Netherlands Government in respect of the fishing vessels' claims the sum of 1 million guilders, it being left entirely to the Netherlands Government at their discretion to dispose of this amount in favour of those claimants in such way as they may consider proper. With a view to protecting His Majesty's Government in the United Kingdom against a possible double liability, it is understood

1) Cmd. 3311. T. S. No. 9 (1929).

that the Netherlands Government will obtain an undertaking from claimants benefiting from this payment or from the representatives of such claimants to the effect that the compensation received is accepted in final settlement of their claims, and that no further action will be taken against the Government of His Majesty in the United Kingdom in respect thereof.

His Majesty's Government can, however, only make this offer on condition that it is accepted as finally disposing, as between themselves and the Netherlands Government, of all the claims referred to in the first paragraph of this note.

It is understood that, as regards claims other than those presented on behalf of the Dutch fishing industry, there still remain open to the nationals of the Netherlands concerned the rights and remedies, if any, equally available to British or other nationals in similar circumstances, and access to the British Prize Courts is still available to claimants subject to the right of the British authorities to plead all defences legally open to them.

It is, of course, understood that the right of each Government to maintain on future occasions such position as it may deem appropriate with respect to the legality under international law of measures such as those giving rise to the claims or other points in dispute is fully reserved, and that the juridical position of neither Government is in any way prejudiced.

I have, &c.

Austen Chamberlain.

2. M. van Swinderen to Sir Austen Chamberlain.

Légation des Pays-Bas.

Londres, le 22 mars 1929.

M. le Secrétaire d'Etat,

J'ai l'honneur d'accuser réception à votre Excellence de sa lettre du 22 mars 1929 ayant trait aux discussions prolongées qui ont eu lieu concernant certaines réclamations au sujet de dommages et pertes soufferts par les ressortissants néerlandais pendant la guerre mondiale. Dans cette lettre votre Excellence a bien voulu me faire savoir que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, après un examen minutieux des faits de chaque cas spécial, ne voit aucune raison de modifier sa conclusion qu'aucune responsabilité ne lui incombe selon les principes reconnus de droit international à l'égard d'aucun des intéressés. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni a, cependant, reconnu que les réclamations présentées en faveur de l'industrie des pêcheries à la suite des mesures que les autorités britanniques étaient contraintes à prendre, contre leur gré, pendant la guerre, ont un caractère spécial, et il serait disposé à payer, dans les conditions mentionnées dans votre lettre, au Gouvernement néerlandais, en faveur des pêcheries, comme un acte de grâce à l'égard des réclamants,

la somme d'un million de florins, laissant entièrement au Gouvernement néerlandais de disposer à sa discrétion de cette somme en faveur des pêcheurs dont il s'agit, de la manière que ce Gouvernement croira équitable.

En réponse, j'ai l'honneur de faire savoir à votre Excellence que le Gouvernement néerlandais regrette vivement que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni n'a pas cru pouvoir entrer dans les vues du Gouvernement néerlandais et qu'il décline toute obligation de dédommagement au sujet des réclamations dont il s'agit et que le Gouvernement néerlandais trouve justifiées. C'est, toutefois, avec satisfaction que le Gouvernement néerlandais a relevé de la lettre précitée de votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni s'est déclaré prêt à accorder une indemnité en faveur des pêcheries néerlandaises et, en offrant une sonmme d'un million de florins, fait preuve à leur égard d'un esprit large, que mon Gouvernement apprécie à sa juste valeur. Le Gouvernement néerlandais m'a autorisé à accepter cette offre, aux conditions émises dans la lettre de votre Excellence.

Le Gouvernement néerlandais prend acte de ce que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni assurera aux ressortissants néerlandais intéressés, autres que ceux visés au deuxième paragraphe de votre lettre, tous droits et remèdes dont pourront profiter ses propres nationaux ou les ressortissants d'autres Puissances dans des circonstances analogues et que l'accès aux tribunaux de prises britanniques restera ouvert aux réclamants, le droit des autorités britanniques d'y faire valoir telle défense que les lois leur accordent, demeurant également réservé.

Il est, naturellement, bien entendu que le droit de chacun des deux Gouvernements de maintenir à l'avenir telle attitude qu'il jugera opportune à l'égard de la légalité selon le droit international de mesures comme celles qui ont donné lieu aux réclamations ou à l'égard d'autres points en contestation est complètement réservé, et que la position juridique d'aucun des deux Gouvernements n'est d'aucune façon préjudiciée.

Veuillez agréer, &c.

R. de Marees van Swinderen.

8. Wiederaufnahme der Beziehungen zwischen Großbritannien und Sowjet-Rußland[1]).

No. 1.

Text of Communication from His Majesty's Government in the United Kingdom to the Government of the Union of Soviet Socialist Republics transmitted through the Norwegian Minister in Moscow on July 15, 1929.

His Majesty's Government in the United Kingdom have carefully considered the existing state of the relations between this country and

[1]) Cmd. 3418. Russia No. 1 (1929); Cmd. 3467, T. S. No. 2 (1930). Deutsche

the Union of Soviet Socialist Republics and are prepared to re-establish the normal machinery of diplomati crelations between Great Britain and the Union of Soviet Socialist Republics, on the understanding that the reciprocal rights and duties which international law recognises as incumbent on States in their relations with one another subsist between this country and the Union of Soviet Socialist Republics. To this end His Majesty's Government invite the Government of the Union of Soviet Socialist Republics to send a responsible representative to London in order to discuss with the Foreign Secretary direct the most expeditious procedure for reaching as rapidly as possible a friendly and mutually satisfactory settlement of the outstanding questions between the two countries, including those relating to propaganda and debts.

No. 2.

Translation of Communication from the Soviet Government received through the Norwegian Minister in Moscow and dated July 23, 1929.

The Government of the Union of Soviet Socialist Republics note the communication from the British Government that they are willing to re-establish diplomatic relations with the Union of Soviet Socialist Republics, the interruption of which was not the consequence of the fault or desire of the Government of the Union. The Government of the Union welcome this proposal in the interest of both countries and of the cause of peace. The Government of the Union consider it necessary that there shall be established as soon as possible a lasting agreement regarding disputed questions, and believe that such a lasting agreement can only be attained through both parties being treated as having equal rights and by the maintenance of reciprocal dignity and esteem.

The Government will assume the rights and duties of States in diplomatic relations between themselves as soon as the British Government takes upon itself these rights and duties.

In view of the fact that the note from the British Government aims at a preliminary exchange of views exclusively regarding the procedure to be followed in the subsequent discussion of disputed questions and not at an actual discussion of these questions, and being of the opinion that these deliberations regarding procedure can be concluded in the course of a very short period, the Government are requesting M. Dovgalevski, plenipotentiary representative of the Union in France, to journey to London for this purpose.

Übersetzung Europ. Gespr 1929, S. 555 ff. Über die britischen Beziehungen zu Sowjet-Rußland vgl. auch: Bull. of. Int. News vom 10. Okt. 1929 S. 3 und vom 5. Juni 1930 S. 3.

No. 3.

Translation of Note handed by M. Dovgalevski to the Secretary of State for Foreign Affairs on July 31, 1929.

The Government of the Union of Soviet Socialist Republics have done everything on their side to facilitate the rapprochement between the Union and Great Britain and the resumption of normal diplomatic relations between the two countries. The fact, however, that the British Secretary of State for Foreign Affairs has stated to M. Dovgalevski, the Soviet Ambassador to France, that it is impossible for the British Government to re-establish normal relations between the two countries before the solution of the questions outstanding between them, shows that the British Government do not desire or are unable to bring about the resumption of these relations. If such were not the case, the British Government would not have proposed, as a preliminary condition for the re-establishment of normal relations, the solution of questions so complicated and contentious as the mutual claims and counter-claims. This new circumstance, which was not foreshadowed by the note from the British Government addressed to the People's Commissariat for Foreign Affairs on the 17th July, requires a fresh examination of the question. For that reason the People's Commissariat for Foreign Affairs finds itself compelled to ask for fresh instructions from the Praesidium of the Central Executive Committee of the Union, which will consider the new proposals of the British Government at its next plenary session.

No. 4.

Foreign Office Communiqué of August 2, 1929.

The conversations between Mr. Henderson and M. Dovgalevski, which began on the 29th July, were resumed yesterday evening. M. Dovgalevski returned to Paris this morning, and the conversations will not be continued for the present.

In his original invitation Mr. Henderson made it clear that it was the desire of His Majesty's Government to resume regular relations with the Government of the Soviet Union, and that a responsible representative of the latter would be welcomed with a view to discussing the most expeditious procedure for the settlement of outstanding questions, including debts and propaganda. Though the reply of the Soviet Union to this invitation was somewhat ambiguous, it was presumed that in offering to send M. Dovgalevski to London the Soviet Union had authorised him to discuss the procedure for settling outstanding questions on the lines proposed by Mr. Henderson.

In their first interview Mr. Henderson explained to M. Dovgalevski the lines on which His Majesty's Government wished to proceed, that he was anxious to avail himself of the present parliamentary recess in order to set up the necessary machinery for dealing with such outstanding questions as debts, claims, trade, &c. He felt sure that, with goodwill on both sides, sufficient progress might be made to enable

him on the reassembling of Parliament in October to report what had been achieved, that the principles on which a settlement could be worked out had been defined, and to request authority, even if complete settlements of all outstanding questions had not been reached, for the exchange of fully accredited Ambassadors between the two countries.

M. Dovgalevski, on instructions from his Government, replied that in the view of his Government the best method of proceeding was the immediate exchange of Ambassadors, that the Government of the Soviet Union could not at present accept Mr. Henderson's proposals, and would have to refer them to the next session of the Praesidium of the Central Executive Committee.

His Majesty's Government adhere to their desire to resume normal relations with the Union of Socialist Republics, and take note that the Praesidium of the Central Executive Committee of the Soviet Union will consider the new proposals of His Majesty's Government at their next session.

No. 5.

Statement made by the Secretary of State at Geneva on September 4, 1929.

The actual resumption of relations cannot take place until a report has been made to Parliament.

In the meantime, there is plenty of work to be done, and the interval between now and the opening of Parliament could still usefully be occupied in arranging the procedure and programme for the subsequent negotiations, which I hope will lead to the settlement of the outstanding questions between the two countries.

The desire of the British Government is to re-establish relations as soon as possible on a friendly and stable basis, and the invitation to the Government of the Union of Soviet Socialist Republics to send a responsible representative to London in order to discuss the most expeditious procedure still stands.

No. 6.

Statement made by M. Litvinov on September 6, 1929.

The point of view of the Soviet Government on the question of resumption of normal diplomatic relations between Britain and Russia is quite clear and well known. It was precisely stated by M. Piatakov on the 5th April last on the order of the Soviet Government to the British Trade Delegation, which visited the Soviet Union whilst the Conservative Government was in office. The same point of view was expressed in the note from Soviet Government, dated the 23rd July last, which was handed to the British Government through the Norwegian Chargé d'Affaires at Moscow. This note expressed the readiness of the Soviet Government to discuss the procedure of negotiations on the question of differences between the two countries, which negotiations were to take place after the complete restoration of normal diplomatic relations.

If the declaration of the British Foreign Secretary is to be understood in the sense that he desires again to meet a representative of the Soviet Government to discuss only procedure — into which will naturally enter formation of the agenda of future negotiations — no objection will be made on the part of the Soviet Government. The Soviet Government is ready to take corresponding steps as soon as the British Government states the place and the time of negotiations on procedure.

No. 7.

Text of Communication from His Majesty's Government in the United Kingdom to the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, transmitted through the Norwegian Minister in Moscow, September 8, 1929.

His Majesty's Government have taken note of the statement made by M. Litvinov in Moscow on the 6th September on the subject of the re-establishment of relations between the British and Soviet Governments, and as that has always been the purpose of His Majesty's Government would suggest that Tuesday, the 24th September, in London would be convenient date and place for the Foreign Secretary to meet Soviet representatives for the purpose of these negotiations on procedure. His Majesty's Government would be glad to learn in due course the port and time of arrival of Soviet representatives in England.

No. 8.

Translation of Communication from M. Litvinov received through the Norwegian Minister in Moscow and dated September 12, 1929.

The Soviet Government have noted for their guidance a communication from the British Government in which, with reference to my statement of the 6th instant, they invite the Soviet Government again to send a plenipotentiary to London on the 24th September for the discussion with the Foreign Minister of the question of the method of procedure. In accordance with the above-mentioned statement and their note of the 23rd July in which is stated the Soviet Government's willingness to discuss, for the time being, only the question of the method of procedure at succeeding negotiations and not questions under dispute, the Soviet Government agree to send to London on the stated day a representative with the necessary powers. The exact time and English port of arrival of the Soviet Government representative will be stated later.

No. 9.

Protocol Relative to the Procedure for the Settlement of Questions outstanding between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, such Procedure to become Operative immediately on the Resumption of full Diplomatic Relations between the two States, including the Exchange of Ambassadors.

The undersigned, the Right Honourable Arthur Henderson, M. P., His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, and M. Valerian Dovgalevsky, Ambassador of the Union of Soviet Socialist Republics to the French Republic, having, on instructions from their respective Governments, entered into an exchange of views on questions connected with the above-mentioned subject, have reached the following agreement:

1. The following questions shall be settled by negotiation between the two Governments: —

(1.) Definition of the attitude of both Governments towards the treaties of 1924.

(2). Commercial treaty and allied questions.

(3). Claims and counter-claims, intergovernmental and private; debts, claims arising out of intervention and otherwise, and financial questions connected with such claims and counter-claims.

(4). Fisheries.

(5). Application of previous treaties and conventions.

2. Negotiations between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics with a view to the settlement of the above-mentioned questions shall take place immediately on the resumption of full diplomatic relations, including the exchange of Ambassadors.

3. The aforesaid negotiations shall be conducted on behalf of the Government of the Union of Soviet Socialist Republics by the Soviet Ambassador in London, and on behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs.

4. The plenipotentiaries of the two Governments shall, if necessary, be assisted by joint committees, the members of which shall be appointed in equal number by each Government from among their nationals, whether officials or not, specially acquainted with the matters under discussion.

5. These experts shall report to each of the plenipotentiaires on the results reached in their joint examination of the respective questions and on the solution thereof which they suggest.

6. All agreements resulting from the negotiations between the plenipotentiaries take the form of a treaty or treaties between the two Governments.

7. Immediately on the actual exchange of Ambassadors, and not later than the same day as that on which the respective Ambassadors present their credentials, both Governments will reciprocally confirm the pledge with regard to propaganda contained in article 16 of the treaty signed on the 8th August, 1924, between Great Britain and Northern Ireland and the Union of Soviet Socialist Republics.

8. Simultaneously with the approval by both Governments of the procedure laid down in paragraphs 1—7, His Majesty's Government in the United Kingdom will take the decision to resume normal diplomatic relations with the Union of Soviet Socialist Republics, including the exchange of Ambassadors.

9. The steps to be taken, as set out in the preceding paragraphs, including the decision concerning the re-establishment of diplomatic relations, will be brought for approval before Parliament early at the beginning of the next session. Immediately after this question shall have been discussed in Parliament, each of the two Governments will take the usual steps for the appointment of their respective Ambassadors.

London, October 3, 1929.

Arthur Henderson.
V. Dovgalevski.

No. 10.

M. Gregori Sokolnikov to Mr. Arthur Henderson

Embassy of the Union of Soviet Socialist Republics, December 20, 1929.

Sir,

By Clause 7 of the Protocol signed on October 3rd last by the Soviet Ambassador in Paris on behalf of the Government of the Union of Soviet Socialist Republics and His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs on behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, both Governments engaged themselves to confirm the pledge with regard to propaganda contained in Article 16 of the General Treaty signed on August 8, 1924, between the Union of Soviet Socialist Republics and Great Britain and Northern Ireland.

The terms of that Article were as follows: —

The contracting parties solemnly affirm their desire and intention to live in peace and amity with each other, scrupulously to respect the undoubted right of a state to order its own life within its own jurisdiction in its own way, to refrain and to restrain all persons and organisations under their direct or indirect control, including organizations in receipt of financial assistance from them, from any act overt or covert liable in any way whatsoever to endanger the tranquillity or prosperity of any part of the territory of the British Empire or the Union of Soviet Socialist Republics, or intended to embitter

the relations of the British Empire or the Union with their neighbours or any other countries.

It was further agreed that effect should be given to this Clause of the aforesaid protocol not later than the day on which the respective Ambassadors presented their credentials.

Having this day presented to His Royal Highness the Prince of Wales the letters accrediting me as Ambassador of the Union of Soviet Socialist Republics to His Majesty the King, I have the honour by the direction of the People's Commissary for Foreign Affairs and on behalf of the Government of the Union of Soviet Socialist Republics to confirm the undertaking contained in the Article quoted above, and to inform you that the Government of the Union of Soviet Socialist Republics regard that undertaking as having full force and effect as between themselves and His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of India.

I am instructed to add that the Government of the Union of Soviet Socialist Republics will be happy to receive in accordance with Clause 7 of the Protocol of October 3rd a corresponding declaration from His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of India.

I have, etc.,

G. Sokolnikov.

No. 11.

Mr. Arthur Henderson to M. Gregori Sokolnikov.

Foreign Office, December 20, 1929.

Your Excellency,

I have the honour to acknowledge the receipt of the Note, dated to-day, in which Your Excellency confirm, on behalf of the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, the pledge regarding propaganda contained in Article 16 of the General Treaty signed on August 8, 1924, between Great Britain and Northern Ireland and the Union of Soviet Socialist Republics.

2. In taking due note of this declaration I have the honour to inform your Excellency that in accordance with the understanding between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, as recorded in the Protocol of October 3rd, 1929, His Majesty's Ambassador in Moscow has been instructed to inform the Government of the Union of Soviet Socialist Republics that His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of India, for their part, also regard the undertaking contained in Article 16 of the Treaty signed on August 8, 1924, as having full force and effect as between themselves and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics.

I have, etc.,

Arthur Henderson.

No. 12.

Note verbale handed to Mr. Arthur Henderson by M. Gregori Sokolnikov on December 20, 1929.

The Government of the Union of Soviet Socialist Republics, in giving the undertaking contained in Article 16 of the General Treaty signed on August 8, 1924, between the Union of Soviet Socialist Republics and Great Britain and Northern Ireland and confirmed by the Notes exchanged to-day, have considered that undertaking as extending also to the dominions (Canada, the Commonwealth of Australia, New Zealand, the Union of South Africa, the Irish Free State, and Newfoundland). Consequently, as soon as the Government of any Dominion shall have regulated their relations with the Union of Soviet Socialist Republics in such manner as the circumstances of the particular case may require, the Government of the Union of Soviet Socialist Republics will be ready to repeat on the basis of reciprocity the undertaking above referred to in a separate exchange of Notes with such Dominion.

London, December 20, 1929.

No. 13.

Mr. Arthur Henderson to M. Gregori Sokolnikov.

Foreign Office, December 20, 1929.

Your Excellency,

With reference to your Note Verbale, dated to-day, I have the honour to inform your Excellency that the attitude of the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, as indicated in your Note, is being communicated to His Majesty's Governments in Canada, the Commonwealth of Australia, New Zealand, the Union of South Africa, the Irish Free State, and Newfoundland.

2. Further, I have the honour, at the instance of His Majesty's Governments in Canada, the Commonwealth of Australia, New Zealand, the Union of South Africa, the Irish Free State, and Newfoundland, to state that each of these Governments will regard the undertaking contained in Article 16 of the Treaty signed on August 8, 1924, between Great Britain and Northern Ireland and the Union of Soviet Socialist Republics as having full force and effect as between themselves and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics.

I have, etc. Arthur Henderson.

No. 14.

Sir Esmond Ovey to M. Maxim Litvinov.

Your Excellency, Moscow, December 21, 1929.

By clause 7 of the protocol signed on the 3rd October last by His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs on behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain

and Northern Ireland, and the Soviet Ambassador in Paris on behalf of the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, both Governments engaged themselves to confirm the pledge with regard to propaganda contained in article 16 of the General Treaty signed on the 8th August, 1924, between Great Britain and Northern Ireland and the Union of Soviet Socialist Republics.

The terms of that article were as follows: —

"The contracting parties solemnly affirm their desire and intention to live in peace and amity with each other, scrupulously to respect the undoubted right of a State to order its own life within its own jurisdiction in its own way, to refrain and to restrain all persons and organisations under their direct or indirect control, including organisations in receipt of financial assistance from them, from any act overt or covert liable in any way whatsoever to endanger the tranquillity or prosperity of any part of the territory of the British Empire or the Union of Soviet Socialist Republics, or intended to embitter the relations of the British Empire or the Union with their neighbours or any other countries."

It was further agreed that effect should be given to this clause of the aforesaid protocol not later than the day on which the respective Ambassadors presented their credentials.

Having this day presented to the Central Executive Committee of the Union of Soviet Socialist Republics the letters accrediting me as His Britannic Majesty's Ambassador to the Union of Soviet Socialist Republics, I have the honour, by the direction of His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs and on behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and of the Government of India, to confirm the undertaking contained in the article quoted above, and to inform your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of India regard that undertaking as having full force and effect as between themselves and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics.

I am instructed to add that His Majesty's Government in the United Kingdom will be happy to receive, in accordance with clause 7 of the protocol of the 3rd October, a corresponding declaration from the Government of the Union of Soviet Socialist Republics.

I avail, etc.

Esmond Ovey.

No. 15.

M. Maxim Litvinov to Sir Esmond Ovey.

(Translation)

Monsieur l'Ambassadeur, Moscow, December 21, 1929.

I have the honour to acknowledge the receipt of the note of the 21st December, in which you confirm, on behalf of His Majesty's Govern-

ment in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of India, the pledge regarding propaganda contained in article 16 of the General Treaty signed on the 8th August, 1924, between the Union of Soviet Socialist Republics and Great Britain and Northern Ireland.

In taking due note of this declaration I have the honour to inform you that, in accordance with the understanding between the Government of the Union of Soviet Socialist Republics and His Majesty's Government in the United Kingdom, as recorded in the protocol of the 3rd October, 1929, the Ambassador of the Union of Soviet Socialist Republics in London has been instructed to inform His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of India that the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, for their part, also regard the undertaking contained in article 16 of the treaty signed on the 8th August, 1924, as having full force and effect as between themselves and His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of India.

I have, etc.

M. Litvinov.

9. Monopolverträge

a) Vertrag zwischen der Regierung des Königreichs der Serben, Croaten und Slowenen und der Schwedischen Zündholzaktiengesellschaft vom 30. Oktober 1928 [1].

Contrat

conclu entre le Gouvernement Royal du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, ci-après dénommé le Gouvernement, représenté par son Ministre des Finances, Monsieur le Docteur Nicola Soubotitch d'une part, et la Svenska Tändsticks Aktiebolaget, ci-après dénommée la Stab, de Stockholm représentée par Monsieur Walter Ahlström, Stockholm, dûment autorisé, d'autre part.

Article 1.

La Stab s'engage à organiser, seule ou avec les usines allumettières existantes dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, la vente d'allumettes dans le Royaume, que le Gouvernement confie exclusivement à la Stab ou à l'organisation créée ou désignée par elle et toujours sous sa direction et sa responsabilité.

Les allumettes dont la Stab aura le droit exclusif de vente doivent être fabriquées dans le pays, excepté les cas prévus par le présent contrat. La fabrication actuelle des allumettes ordinaires sera répartie entre les usines existantes d'après les contingents déjà fixés ou à fixer par la

[1] Službene Novine 1928, Nr. 273. 23. November 1928.

Stab et les usines d'un commun accord. Les usines peuvent néanmoins céder librement leurs contingents l'une à l'autre.

Les grossistes seront approvisionnés en allumettes par les dépôts de la Stab, d'ores et déjà autorisée à créer de nouveaux dépôts pour faciliter l'approvisionnement des vendeurs.

A la sortie de la marchandise des usines, la Stab sera débitée de la taxe de monopole sur les allumettes en vertu des documents nécessaires exempts de toute charge. Cette taxe de monopole sera calculée suivant les stipulations ci-dessous (art. 5 et 6), et le payement en sera effectué mensuellement. La taxe débitée pour un mois sera payée le 15 du mois suivant. L'Administration Autonome des Monopoles d'Etat exercera le contrôle de la taxe uniquement à la sortie de la marchandise des usines.

Ce mode de payement de la taxe de monopole entrera en vigueur le 1er janvier 1929. Jusqu'à cette date, le mode actuel de payement de cette taxe reste en vigueur.

Article 2.

Au cas où une ou plusieurs usines d'allumettes refuseraient de participer à l'organisation de la Stab pour la vente des allumettes, elles ne pourront produire que leurs contingents actuellement fixés, et toute cette production sera achetée par l'Administration Autonome des Monopoles, pour le compte de la Stab, au prix reconnu, par le présent contrat, aux autres usines moins la commission de vente existante. L'Administration Autonome des Monopoles cèdera à la Stab cette marchandise au même prix et sans aucuns frais, et la taxe de monopole sur cette marchandise sera payée par la Stab au moment de la reprise de la marchandise.

Si une ou plusieurs usines refusent de livrer leur production à la Stab, si elles cessent la fabrication, ou encore si elles refusent de vendre leurs contingents à l'Administration Autonome des Monopoles au prix prévu par le présent contrat, la Stab s'engage à satisfaire, dans ces cas comme d'ailleurs toujours, aux besoins du pays en ce qui concerne la consommation d'allumettes ordinaires de bonne qualité.

Article 3.

Le gouvernement s'engage à ce que l'Administration Autonome des Monopoles mettra à la disposition de la Stab, sur la demande de celle-ci et aussi longtemps qu'elle le désirera, toute son organisation actuelle de vente — grossistes et détaillants — et obligera ses vendeurs à vendre les allumettes à des conditions qui, si les parties contractantes ne tombent pas d'accord, ne seront pas plus onéreuses pour la Stab que les conditions actuelles stipulant 2% de commission aux grossistes et 5% aux détaillants.

De son côté, la Stab s'engage à respecter les contrats déjá passés entre l'Administration Autonome des Monopoles et les vendeurs et valables jusqu'à la fin de l'année 1929.

Article 4.

Le Gouvernement s'engage à ne fabriquer, pendant la durée du présent contrat, aucun type d'allumettes, ni produits allumettiers semi-ouvrés, ni briquets et pierres d'allumage. Il s'engage également à ne pas construire d'ateliers pour la fabrication des briquets et pierres d'allumage.

Le Gouvernement s'engage à ne vendre aucun type d'allumettes, ni dans le pays ni à l'étranger, et à ne permettre à personne de le faire, sauf à la Stab.

Le Gouvernement s'engage à empêcher toute fabrication desdits articles, excepté les briquets et pierres d'allumage, en dehors des usines existantes actuellement dans le pays et celles qui pourraient être construites par la Stab en vertu de l'autorisation que le présent contrat lui accorde.

Le Gouvernement autorise la Stab à construire des nouvelles usines d'allumettes dans les endroits et aux époques où elle le jugera utile à ses intérêts, en tenant compte cependant, dans la mesure du possible, des desiderata de l'Administration Autonome des Monopoles en ce qui concerne les endroits où ces usines seront installées. La Stab a le droit de se porter acquéreur des usines existantes dans le Royaume ou des actions des sociétés allumettières propriétaires de ces usines.

La Stab emploiera dans l'industrie et le commerce allumettiers les ouvriers et les employés du pays, et prend l'obligation de n'y engager, en plus des étrangers qui y sont déjà occupés, que 15 (quinze) personnes de nationalité étrangère au maximum.

Article 5.

Le Gouvernement s'engage à interdire, pendant la durée du présent contrat, toute importation d'allumettes et prend l'obligation de n'en pas importer lui-même. Par contre, la Stab est autorisée et obligée, pour satisfaire au besoin de la consommation du pays en allumettes ordinaires, d'importer les quantités nécessaires de ces allumettes en cas de force majeure (incendie, grève de longue durée, inondation, etc.), empêchant les usines du Royaume, pendant plus de trois mois, de satisfaire au besoin de la consommation du pays en allumettes ordinaires. Dans ce cas, la Stab n'aura à payer sur les allumettes importées, exemptes du payement de la douane proprement dite, que la taxe de monopole, payable à l'entrée de la marchandise. Elle s'engage à prendre des mesures pour que cette situation exceptionnelle dure le moins possible.

La Stab est autorisée à exporter des allumettes fabriquées dans le pays, celles-ci étant exonérées de toute taxe, y compris la taxe de monopole, charge ou droits de sortie. Elle est également autorisée à importer pour toute quantité d'allumettes exportées à l'étranger une quantité égale d'allumettes en tiges, sans payer de douane proprement dite.

La Stab a le droit d'importer, en payant la douane, et de vendre

dans le pays des allumettes de types dits de luxe, comparables aux types 101 bis et 101 ter qu'on importe en France, ainsi que d'autres types spéciaux en boîtes, portefeuilles ou n'importe quelle autre présentation, excepté les types des allumettes ordinaires fabriquées dans le pays. Toutes les boîtes de ces allumettes devront porter sur leurs étiquettes, soit en caractères latins, soit en caractères cyrilliques, les mots suivants abrégés ou en entier: „Kraljevina Srba, Hrvata i Slovenaca" (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes). La Stab aura également le droit de fabriquer dans le pays et d'y vendre ces allumettes de luxe ainsi que les allumettes de types spéciaux, et elle s'efforcera d'introduire cette fabrication aussitôt que les conditions le lui permettront. La taxe de monopole sur lesdites allumettes, soit importées, soit fabriquées dans le pays, sera calculée par tige et ne pourrra dépasser la taxe de monopole sur les allumettes ordinaires calculée par tige également. Les prix de vente desdites allumettes seront fixés par la Stab.

Si l'Administration Autonome des Monopoles préléve la taxe de monopole sur ces allumettes en se servant de banderoles, ces dernières ne seront pas apposées sur les petites unités, boîtes, etc. mais seulement sur des paquets. La Stab aura le droit d'apposer les banderoles dans ses usines à l'étranger.

La Stab a le droit de modifier le contenu des boîtes des allumettes ordinaires, et dans ce cas, les prix de ces allumettes seront fixés par la Stab d'un commun accord avec l'Administration Autonome des Monopoles.

Dans l'intérêt de la vente, la Stab aura le droit exclusif de la publicité sur les emboîtages d'allumettes dans le Royaume. Il est bien entendu qu'elle ne pourra faire cette publicité que d'accord avec la ou les fabriques d'allumettes intéressées. Cependant, l'Administration Autonome des Monopoles aura le droit d'interdire des réclames qui pourraient être considérées comme inopportunes. La susdite publicité sera exempte du payement de toute taxe.

Article 6.

Pendant toute la durée du présent contrat, la taxe de monopole par boîte de 55—65 (cinquante-cinq—soixante-cinq) allumettes ne dépassera pas Din. 0,66 (soixante-six paras). Le prix de vente des allumettes de sûreté ordinaires sera d'un dinar par boîte, ce prix ne pouvant être modifié que conformément aux stipulations ci-dessous. Ce prix de vente, déduction faite de la taxe de monopole, sera réparti entre la Stab et les fabriques de telle façon que Din. 0,21 (vingt et un paras), reconnu par le présent contrat comme étant le prix de fabrique franco wagon usine, reviendra aux fabricants. Cependant, la Stab et les fabriques seront libres d'adopter une autre répartition de ce prix de vente, mais en aucun cas la part revenant aux fabricants ne pourra être inférieure à Din. 0,19 (dix-neuf paras), et ce aussi longtemps que Din. 0,21 sera maintenu comme prix de fabrique, cette marge étant à conserver également en cas de modifications du prix de vente ci-dessous prévues. La

différence entre le prix de vente (déduction faite de la taxe de monopole, bien entendu) et la part des fabricants revient à la Stab pour organiser et administrer l'affaire et couvrir ses frais de vente.

Ce prix de vente d'un dinar et ce prix de fabrique de Din. 0,21 par boîte resteront en vigueur aussi longtemps que les salaires et les appointements, ainsi que le prix du bois, du chlorate de potasse et du phosphore se maintiendront tels qu'ils ont été en moyenne pendant le semestre qui a précédé la signature du présent contrat, ces prix devant être calculés par journée de travail pour les ouvriers et les employés, et par unité de mesure en usage pour chacune des matières. Toutefois, tous les deux ans, une révision du prix pourra avoir lieu, soit sur la demande de la Stab, soit sur celle de l'Administration Autonome des Monopoles, si une modification des prix de ces éléments, dans un sens ou dans un autre, calculée selon la formule ci-dessous, a, pendant le dernier semestre avant l'expiration de la période de deux ans, dépassé de 10% (dix pour cent) la moyenne des prix de ces mêmes éléments pendant les six mois qui ont précédé la signature du présent contrat. En cas de majoration de ces prix, le Gouvernement s'engage à autoriser une augmentation immédiate et correspondante du prix de fabrique, en diminuant la taxe de monopole, s'il ne préfère pas augmenter le prix de vente. Par contre, en cas de diminution, le prix de fabrique sera diminué au profit des consommateurs. Cette formule de calcul est établie d'un commun accord comme suit: la moyenne des salaires des employés et des ouvriers calculée par personne et par jour, respectivement par journée de travail, sera considérée comme représentant 40% (quarante pour cent) du prix de fabrique, le prix du bois par pied cube 30% (trente pour cent) celui du chlorate de potasse par kilo 20% (vingt pour cent) et celui du phosphore par kilo 10% (dix pour cent). (Voir annexe No. 1 expliquant l'application de cette formule).

Mais l'Administration Autonome des Monopoles peut toujours diminuer le prix de vente en diminuant d'autant la taxe de monopole.

Au cas où une modification des prix des susdits éléments de la fabrication des allumettes se produirait à la suite d'une baisse du dinar, la Stab aura le droit, sans attendre l'expiration de la période de deux ans, de demander et d'obtenir une majoration correspondante du prix de fabrique et du prix de vente. Ce n'est que dans ce cas que l'Administration Autonome des Monopoles pourra augmenter en proportion la taxe de monopole.

Si une modification du prix de vente par boîte était inopportune, on pourrait procéder à une augmentation ou à une diminuation du nombre d'allumettes dans les boîtes tout en conservant les prix de vente par boîte. Dans ce cas, la taxe de monopole devrait être modifiée en proportion avec le nombre des allumettes dans la boîte, mais ne pourrait, sauf le cas ci-dessus, excéder le taux actuel c'est-à-dire Din. 0,66 par boîte.

Si le Gouvernement augmente la douane actuelle sur le chlorate de potasse, le phosphore et les autres matières premières, la Stab n'aura

pas le droit de ce fait de demander une majoration du prix, mais le Gouvernement s'engage à ce que l'Administration Autonome des Monopoles compensera elle-même la différence des frais de fabrication résultant de l'augmentation de la douane.

Article 7.

Le Gouvernement s'engage à ne pas augmenter, pendant la durée du présent contrat, la douane sur l'importation des allumettes et des produits semi-ouvrés, tels que tiges etc. Il s'engage également à ne pas introduire de charges nouvelles de quelque nature et sous quelque forme que ce soit prélevées par l'Etat, les Départements ou les Communes, qui frapperaient soit l'industrie, soit la vente des allumettes, à moins qu'elles ne frappent simultanément toutes les industries du pays. Le Gouvernement s'engage également à maintenir pendant la durée du présent contrat, au minimum les taxes de monopole actuelles sur les briquets et pierres d'allumage prescrites par le règlement du Ministre des Finances, daté du 25 juin 1928, No 293, en vertu de l'art. 80 de la Loi financière pour l'exercice 1928/29. Au cas où la consommation des allumettes dans le Royaume n'augmenterait pas proportionnellement à l'augmentation de la population, la Stab aura le droit d'obtenir une augmentation suffisante de la taxe de monopole sur les briquets et pierres d'allumage. Ne pourront être autorisés à vendre les briquets et pierres d'allumage que les débitants de tabac, sur autorisation spéciale de l'Administration Autonome des Monopoles. Cette stipulation ne s'applique pas aux bijoutiers vendant les briquets de luxe.

Le Gouvernement s'engage à ce que l'Administration Autonome des Monopoles et lui-même prendront des mesures rigoureuses pour empêcher la fraude d'importation et la vente illégale d'allumettes et d'appareils d'allumage (briquets, pierres, etc.). Il s'engage en même temps à donner une suite immédiate à toute demande qui pourrait être faite par la Stab à ce sujet.

Article 8.

Si, à l'expiration du présent contrat, le Gouvernement prend à sa charge la fabrication des allumettes, il aura l'obligation de racheter à la Stab aux prix de fabrique prévus par le présent contrat, le stock d'allumettes resté invendu à cette époque, lequel ne pourra être ni supérieur à une consommation de six mois, ni inférieur à celle de trois mois.

Article 9.

Dans le but de créer à l'Administration Autonome des Monopoles un fonds de roulement nécessaire à son fonctionnement, le Gouvernement émet un emprunt d'un montant nominal de 22 000 000.— de dollars U. S. A. Les obligations de cet emprunt seront établies au porteur, libellées en dollars U. S. A. et munies de coupons rapportant un intérêt annuel de $6^1/_4$ %, payable à la fin de chaque semestre. Ces

obligations seront remboursables pour leur totalité à l'expiration de trente ans.

La Stab s'engage à acheter et le Gouvernement accepte de lui vendre les obligations dudit emprunt d'un montant nominal de 22 000 000.— de dollars U. S. A. au cours net de 90% du montant nominal. La Stab effectuera le payement de cet achat en trois fois: la première tranche de 7 000 000.— de dollars U. S. A. sera payée quatre mois après la date de l'entrée en vigueur du présent contract, la deuxième de 7 000 000.— de dollars U. S. A. huit mois après ladite et la troisième de 8,000 000.— de dollars U. S. A. seize mois après cette entrée en vigueur.

Le Gouvernement remettra à la Stab, lors paiement de chacune des tranches, une ou plusieurs obligations provisoires, au choix de la Stab, du montant de la tranche remise, rapportant un intérêt de 6 1/4% qui commencera à courir à la date de la remise des tranches respectives. Toutefois, le Gouvernement s'engage à remplacer à la demande de la Stab et aux frais de l'Administration Autonome des Monopoles ces obligations provisoires par des obligations définitives, émises sous forme de coupures pour la valeur nominale indiquée par la Stab, ne pouvant être inférieure à 500 dollars U. S. A. suivant les us et les coutumes de la Bourse de New-York et dont le texte proposé par la Stab en vertu des obligations assumées par le Gouvernement du fait du présent contrat devra être rédigé en langues anglaise et française.

Le Gouvernement s'engage à remplir toutes les formalités nécessaires à ce que ces obligations aussi bien provisoires que définitives représentent un engagement formal du Royaume pour le payement du capital et des intérêts.

Ces obligations seront datées du 1er décembre 1928 et remboursées le 1er décembre 1958.

Toutefois, le Gouvernement se réserve le droit de rembourser ces obligations avant la date du 1er décembre 1958. Ledit remboursement ne pourra se faire qu'après le 1er décembre 1938 avec un préavis d'une année au minimum adressé à la Stab par lettre recommandée; il ne saura être effectué que pour la totalité des obligations et coïncidera avec la date du payement des intérêts semestriels. Au cas où le Gouvernement aurait remboursé les obligations de cet emprunt avant la susdite date du 1er décembre 1958, ce contrat avec tous les droits accordés à la Stab reste toutefois acquis à la Stab jusqu'à ladite date 1er décembre 1958.

Le payement des intérêts de 6 1/4% se fera en dollars U. S. A., semestriellement, à raison de 3 1/8% le premier juin et le premier décembre de chaque année contre remise des coupons des obligations, au bureau de la Stab, à Stockholm, 15, Vastra Trädgardsgatan. La remise des sommes nécessaires au payement des coupons faite à la Stab en temps utile équivaut au payement des coupons échus. La Stab doit envoyer pour être détruits à l'Administration Autonome des Monopoles tous les coupons relatifs aux intérêts payés. Les coupons échus, mais non présentés à l'encaissement, seront prescrits au profit de l'Administration

Autonome des Monopoles, après cinq ans, à compter du jour de l'échéance.

Le Gouvernement s'engage à ce que l'Administration Autonome des Monopoles fera figurer chaque année dans son propre budget les sommes nécessaires au payement des intérêts ainsi que le montant correspondant devant servir au remboursement du capital.

Les sommes engagées pour le payement des intérêts seront déposées à la Banque Nationale 15 jours au minimum avant l'échéance de chaque coupon semestriel, avec l'ordre d'être transférées à Stockholm et payées à la Stab sans aucuns frais pour la Stab qui fera le service de cet emprunt. Les sommes engagées pour le remboursement du capital seront affectées à un fonds spécial ouvert dans les livres de l'Administration Autonome des Monopoles. Les sommes de ce fonds, capital et intérêts, pourront être utilisées pour l'achat des obligations de l'Etat S. C. S. L'état de ce fonds figurera chaque année dans le bilan de l'Administration Autonome des Monopoles.

Article 10.

Le Gouvernement affecte comme gage à la garantie du présent emprunt les excédents des recettes nettes de l'Administration Autonome des Monopoles. Le rang de ce gage vient immédiatement après ceux des emprunts figurant sur la liste annexée à ce contrat et qui en fait partie intégrante (annexe Nr. 2).

Sous le mot «excédents» seront comprises toutes les sommes qui resteront disponibles entre les mains de l'Administration Autonome des Monopoles après que celle-ci aura assuré le service des emprunts qui figurent, ainsi que leur rang, sur ladite liste.

Dans le cas où ces excédents de recettes nettes de l'Administration Autonome des Monopoles ne seraient pas suffisants, le service intégral de cet emprunt en sera assuré par les revenus généraux du budget de l'Etat.

Le Gouvernement affecte à titre de garantie spéciale au service de cet emprunt tous les droits accordés à la Stab par le présent contrat; ces droits dont elle bénéficiera jusqu'au 1er décembre 1958, resteront en vigueur après cette date au cas où à l'expiration du présent contrat, soit à la date du 1er décembre 1958, la totalité des obligations n'est pas remboursée, et jusqu'au remboursement total desdites obligations.

Article 11.

Le présent contrat, de même que les obligations, les coupons, le capital et les intérêts, ainsi que toutes les sommes dues et payables à la Stab conformément au présent contrat, et les avantages réalisés par la Stab en vertu de celui-ci, sont exempts de tout impôt, taxe ou charge présents ou futurs, soit de l'Etat, soit de toute autre institution autonome (département, commune, etc.).

Article 12.

Pour tout différend auquel pourrait donner lieu l'interprétation ou la non-exécution du présent contrat, ainsi qu'en cas de demande par une des parties soit du payement de dommages-intérêts, soit de la résiliation du présent contrat, les deux parties contractantes s'engagent à se soumettre exclusivement à une commission d'arbitrage composée de trois membres, dont chaucune des parties désigne un, ces deux membres procédant à l'élection conjointe d'un président. Si les membres en question ne peuvent se mettre d'accord en ce qui concerne la désignation du président, celui-ci sera nommé à la demande d'une des parties, par le Président du Tribunal International de la Haye.

Si, un mois après la demande de l'arbitrage formulée par l'une des parties contractantes avec notification de l'arbitre élu par elle, l'autre partie n'a pas désigné le sien, le requérant aura le droit de demander une désignation d'office du deuxième arbitre par le Président du Tribunal International de La Haye.

Pour tout différend auquel pourrait donner lieu l'interprétation ou la non-exécution du présent contrat, le texte français seul fait foi.

Article 13.

Le Gouvernement s'engage à obtenir dans un bref délai l'approbation du présent contrat par la Loi.

Le présent contrat entre en vigueur le jour de la promulgation de ladite loi et expire le 1er décembre 1958.

La Stab a le droit de considérer le présent contrat comme nul et non avenu au cas où le Gouvernement n'aurait pas obtenu la loi approuvant le présent contrat dans le délai d'un mois après sa signature et si cette loi, dans ce délai, n'était pas publiée dans le Journal Officiel.

Article 14.

Le Gouvernement s'engage à ce qu'aucune fabrique d'allumettes ni de tiges d'allumettes ne sera fondée dans le Royaume pendant la période comprise entre la signature du présent contrat et son entrée en vigueur.

Fait en deux exemplaires, dont un pour le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et l'autre pour la Svenska Tändsticks Aktiebolaget de Stockholm.

Annexe 1.

au contrat conclu entre le Gouvernement des Serbes, Croates et Slovènes et la Svenska Tändsticks Actiebolaget, de Stockholm.

1.

Exemple de fonctionnement de la formule exposée à l'art. 6 dudit contrat.

Si à une époque quelconque, une fabrique paie à ses employés et ouvriers — 100 en nombre — des salaires qui, calculés par jour, s'élèvent à

Din. 7 500.— cela fait en moyenne par personne Din 75.—, somme qui représente le premier élément de la formule. En même temps, le prix de bois par pied cube est Din. 40.—, le prix de chlorate de potasse par kilo Din. 15.— et le prix de phosphore Din. 25.—.

A une autre époque la même fabrique n'emploie que 50 employés et ouvriers dont les salaires par jour s'élèvent à Din. 5.000.—, donc Din. 100.— par personne. Le prix de bois par pied cube a baissé jusqu'à Din. 30.—, le prix de chlorate de potasse est Din. 25. — par kilo et le prix de phosphore Din. 40.— par kilo.

On peut établir alors le tableau suivant:

	1er cas	2me cas	Diff. %	Pourcentage selon formule	Résultat
Salaires en moyenne par personne et jour	75	100	+ 33%	40%	+ 13,2%
Prix de bois, pied cube	40	30	— 25%	30%	— 7,5%
Prix de chlorate, kilo	15	25	+ 67%	20%	+ 13,4%
Prix de phosphore, kilo	25	40	+ 60%	10%	+ 6,0%
					+ 25,1%

Il en résulte que dans le second cas le prix de fabrique est à considérer comme étant de 25,1% plus élevé que dans le premier cas.

Annexe 2.

au contrat conclu entre le Gouvernement des Serbes, Croates et Slovènes et la Svenska Tändsticks Actiebolaget, de Stockholm.

2.

Liste des Emprunts dont le rang vient avant celui de l'Emprunt faisant l'objet dudit contrat.

1° — Emprunt 1895—1967, 4%, montant émis Frs. 355 000 000.—.
2° — Emprunt 1902—1952, 5% or, montant émis Frs. 60 000 000.—.
3° — Emprunt 1906—1956, 4½% or, montant emis Frs. 95 000 000.—.
4° — Emprunt 1909—1959, 4½% or, montant émis Frs. 150 000 000.—.
5° — Emprunt 1913—1963, 5% or, montant émis Frs. 250,000 000.—.
6° — Royaume de Monténégro — Emprunt 1909—1947, 5% or, émis Livres sterlin 250.000.—
7° — Emprunt National Extérieur or 1922—1962, montant nominal Dollars 100 000 000.—, montant émis jusqu'à maintenant Dollars 45 250 000.—.
8° — Emprunt 1924—1934, 5%, Frs. 300 000 000.

b) Vertrag zwischen dem Deutschen Reich und der Svenska Tändsticks-Aktiebolaget vom 26. Oktober 1929[2]).

Berlin, den 26. Oktober 1929.

Zwischen dem

Deutschen Reich
(hierunter Reich genannt)

einerseits und der

Svenska Tändsticks Aktiebolaget, Stockholm,
(hierunter Stab genannt)

sowie der

N. V. Financieele Maatschappij Kreuger & Toll in Amsterdam
(hierunter Maatschappij genannt)

andererseits ist folgender Vertrag geschlossen worden:

§ 1.

Maatschappij verpflichtet sich, dem Deutschen Reich eine Anleihe von 125 000 000 (Einhundertfünfundzwanzig Millionen) U. S. A.-Dollars zu gewähren. Diese Anleihe ist verzinslich mit 6% jährlich; die Zinsen sind nachträglich in zwei gleichen, halbjährlichen Teilbeträgen am 15. Januar und 15. Juli eines jeden Jahres fällig. Der Zinsenlauf beginn mit dem 15. Juli 1930, der erste Zinsschein wird am 15. Januar 1931 fällig.

Die Anleihe wird vom 15. Juli 1940 an, erstmalig am 15. Januar 1941, in 80 annähernd gleichmäßigen Halbjahresraten zuzüglich der durch die Tilgung ersparten Zinsen im Wege der Auslosung oder des freihändigen Ankaufs getilgt. Maatschappij ist zur Kündigung der Anleihe nicht berechtigt. Das Reich ist berechtigt, die Anleihe jeder Zeit ganz oder zu einem Teil mit 6-monatiger Kündigungsfrist jeweils zu einem Zinstermin zur Rückzahlung zu kündigen, jedoch frühestens zum 15. Januar 1941; es kann ferner zum 15. Januar 1941 und in der folgenden Zeit eine verstärkte Tilgung eintreten lassen. Sofern Auslosungen stattfinden, werden sie im April und Oktober eines jeden Jahres vorgenommen, erstmals gegebenenfalls im Oktober 1940. Die ausgelosten Schuldverschreibungen werden von dem auf die Auslosung folgenden 15. Januar oder 15. Juli ab zum Nennbetrage eingelöst. Die erste Einlösung der ausgelosten Stücke findet demgemäß vom 15. Januar 1941 ab statt, so daß bei regelmäßiger Tilgung der Restbetrag der Anleihe am 15. Juli 1980 fällig ist.

Die Anleihe soll mit 93 (dreiundneunzig) vom Hundert an das Reich ausgezahlt werden, und zwar zu einem Teilbetrag von nom. 50 Millionen Dollars spätestens 7 Monate und zu dem Restbetrage von nom. 75 Millionen Dollars spätestens 16 Monate nach der Verkündung des Reichsgesetzes über das Zündwarenmonopol (§ 3) (Monopolgesetz) im Reichsgesetzblatt.

Über die Anleihe sollen der Maatschappij auf den Inhaber lautende

[2]) Reichstagsdrucksache IV. Wahlperiode Nr. 1572, Anl. 4.

Teilschuldverschreibungen im Nennbetrage von je 100, 500 oder 1000 Dollars geliefert werden; für die Dauer der Sperrfrist (Absatz 9) werden jedoch statt dessen nur Stücke mit einem Nennbetrage von je wenigstens 500 000 Dollars geliefert. Die Lieferung der Stücke an Maatschappij erfolgt mit den vom nächsten Zinstermin ab fälligen Zinsscheinen bei Erhalt des Gegenwertes und entsprechend dem Gegenwert unter Vergütung von Stückzinsen.

Die Anleihebeträge werden bei einer zu vereinbarenden Bankfirma in New York zur Verfügung des Reichs gestellt.

Die nach Ablauf der Sperrfrist zu liefernden Schuldverschreibungen sollen gemäß New York Stock-Exchange Usance ausgefertigt werden. Vom Deutschen Reich soll ein Fiscal Agent in New York auf Vorschlag der Maatschappij ernannt werden, der nach Vereinbarung mit dem Reich den Anleihedienst zu den niedrigsten usancemäßigen Kosten besorgen soll. Die Kosten des Fiscal Agent für seine eigene Tätigkeit werden vom Reich und Maatschappij je zur Hälfte getragen. Dem Reich fallen keinerlei weitere Kosten oder Aufwendungen zur Last, die aus oder im Zusammenhang mit diesem Vertrag entstehen könnten, insbesondere nicht die Kosten aus Anlaß der Weiterbegebung oder Börseneinführung der Schuldverschreibungen durch Maatschappij oder deren Rechtsnachfolger. Das Reich verpflichtet sich, dem Fiscal Agent die jeweils in Frage kommenden Zinsbeträge 10 Tage und Kapitalbeträge 30 Tage vor dem Fälligkeitstermin bei ihm zur Verfügung zu stellen. Mit den Zahlungen an den Fiscal Agent ist das Reich in Höhe der jeweiligen Zahlungen von seiner Zahlungspflicht befreit.

Die Zahlungen für den Zins- und Tilgungsdienst der Schuldverschreibungen sollen von jeder die Zahlung unmittelbar belastenden deutschen Steuer frei sein.

Bei der Durchführung dieses Vertrages sind die für die Reichsschuldenverwaltung aus den deutschen Gesetzen sich ergebenden Rechte und Pflichten zu beachten.

Maatschappij verpflichtet sich, während der Zeit von 3 Jahren, gerechnet vom Zeitpunkt der Übergabe der zweiten Tranche der Schuldverschreibungen an Maatschappij und deren Zahlung an, nicht ohne vorherige Zustimmung der Reichsregierung die Schuldverschreibungen auf irgendeinen Markt zu bringen. Sie behält sich aber das Recht vor, auch während der 3 Jahre die Schuldverschreibungen an andere zum Stab-Konzern gehörende Unternehmungen, ebenso wie an Versicherungs- und Finanzgesellschaften zu verkaufen unter der Bedingung, daß diese sich ihrerseits Maatschappij und dem Reich gegenüber verpflichten, während der 3 Jahre die Schuldverschreibungen nicht weiter zu begeben. Maatschappij ist dafür verantwortlich, daß die vorstehenden Verpflichtungen strengstens durchgeführt werden und ist verpflichtet, für den Fall, daß sich doch bei irgendeinem Inhaber von Schuldverschreibungen die Notwendigkeit zur gänzlichen oder teilweisen Abstoßung innerhalb der 3 Jahre ergeben sollte, die in Frage kommenden Schuldverschreibungen selbst zurückzuerwerben. Zu diesem Zwecke hat sie sich bei Verkauf

an Unternehmungen oder Gesellschaften der oben erwähnten Art das Recht zum Rückerwerb für die vorbezeichneten Fälle innerhalb der 3 Jahre vorzubehalten.

Maatschappij verpflichtet sich, auch soweit sie Schuldverschreibungen weiterbegeben hat, dafür zu sorgen, daß die Ausgabe der Schuldverschreibungen auf dem Markt nur durch solche von ihr vorzuschlagende Bankhäuser vorgenommen wird, die vorher von der Reichsregierung nach deren Ermessen als dazu geeignet anerkannt worden sind. Maatschappij verpflichtet sich ferner, bevor die Schuldverschreibungen auf den Markt gebracht werden, mit der Reichsregierung in Verbindung zu treten, um nach Möglichkeit sicherzustellen, daß die Bedingungen, unter denen die Ausgabe stattfindet, dem Kredit des Reichs keine Nachteile bereiten.

Stab übernimmt für alle Verpflichtungen der Maatschappij aus oder im Zusammenhang mit diesem Vertrag dem Reich gegenüber die selbstschuldnerische Haftung.

§ 2.

Stab verpflichtet sich, der Deutschen Zündholz-Verkaufs-Aktiengesellschaft in Berlin (hierunter D. Z. V. A. G. genannt) ein Darlehen in Höhe von fünf Millionen Reichsmark unverzüglich nach Inkrafttreten des Reichsgesetzes über das Zündwarenmonopol auf die Dauer von fünfzehn Jahren zu gewähren. Das Darlehen soll mit acht vom Hundert jährlich verzinslich sein; die Zinsen sollen jeweils zum Schlusse eines Kalenderjahres fällig sein. Die D. Z. V. A. G. soll berechtigt sein, das Darlehen jederzeit ganz oder teilweise nach dreimonatiger Aufkündigung zurückzuzahlen.

§ 3.

Bedingung für die Gewährung der Anleihe von 125 Millionen Dollars ist, daß durch Reichsgesetz ein Zündwarenmonopol für das Deutsche Reich errichtet wird und daß die Ausübung des Monopols der D. Z. V. A. G. für den gleichen Zeitraum übertragen wird, für den Stab gemäß Nr. 19 Buchstabe d Absatz 3 am Gewinne der D. Z. V. A. G. beteiligt ist, wobei die folgenden Grundgedanken berücksichtigt werden müssen:

1. In der D. Z. V. A. G., für die als eine Körperschaft eigenen Rechts ein anderer Name in Aussicht genommen ist, sollen alle im Monopolgebiet jeweils zur Herstellung von Zündwaren berechtigten Unternehmer zusammengeschlossen sein, ausgenommen, soweit das Reich es bestimmt, die Gepag (Nr. 2 Abs. 2). Monopolgebiet soll sein das Gebiet des Deutschen Reiches mit Ausnahme der Zollausschlüsse, jedoch einschließlich des Badischen Zollausschlußgebietes. Das Saargebiet soll, vorbehaltlich späterer abweichender Vereinbarungen, nicht zum Monopolgebiet gehören. Als schwedische Gruppe dieser Unternehmer innerhalb der D. Z. V. A. G. sollen gelten: die Deutsche Zündholzfabriken Aktiengesellschaft in Berlin, die Norddeutsche Zündholz-Aktiengesellschaft in Berlin und die Süddeutsche Zündholz-Aktiengesellschaft in Berlin; als deutsche Gruppe sämtliche übrigen Gesellschafter der D. Z. V. A. G. Die schwe-

dische und die deutsche Gruppe sollen je 50% der Aktien erhalten. Zündwaren im Sinne dieses Vertrages sind alle im Zeitpunkt des Vertragsschlusses unter das Zündwarensteuergesetz vom 9. Juli 1923 — Reichsgesetzblatt I S. 570 — fallenden Zündwaren.

2. Die D. Z. V. A. G. allein soll während der Zeit, in der ihr die Ausübung des Monopols zusteht, das Recht erhalten, die im Monopolgebiet hergestellten Zündwaren zu übernehmen und unmittelbar weiterzuveräußern, sowie Zündwaren in dieses Gebiet von außerhalb einzuführen und aus diesem Gebiet nach außerhalb auszuführen. Sie soll im eigenen Namen und auf eigene Rechnung handeln. Die Hersteller von Zündwaren im Monopolgebiet sollen verpflichtet sein, die in diesem Gebiet von ihnen hergestellten Zündwaren an die D. Z. V. A. G. zu veräußern.

Dem Reich bleibt es jedoch vorbehalten, über die Berechtigung des Zentralverbands Deutscher Konsumvereine, Hamburg, bezw. der Groß-Einkaufsgesellschaft Deutscher Konsumvereine mit beschränkter Haftung, Hamburg, die hierunter als G. E. G. bezeichnet werden, sowie des Reichsverbandes Deutscher Konsumvereine, e. V., Köln, bzw. der Großeinkaufs- und Produktions-Aktiengesellschaft Deutscher Konsumvereine, Köln, die hierunter Gepag genannt werden, zur Herstellung und zum Vertrieb von Zündwaren von den Bestimmungen dieses Vertrages abweichende Vorschriften zu erlassen.

3. Die D. Z. V. A. G. soll so lange bestehen, wie Stab gemäß Nr. 19 Buchstabe d Absatz 3 am Gewinn beteiligt ist.

4. Die einzelnen Gesellschafter der D. Z. V. A. G., abgesehen von der G. E. G. und der Gepag, sollen zur Beteiligung am Gesamtabsatz der D. Z. V. A. G. auf Grund von Beteiligungsziffern berechtigt sein; die G. E. G. und die Gepag sollen keine Beteiligungsziffern erhalten. Die D. Z. V. A. G. soll entsprechend der Aufnahmefähigkeit des Marktes für angemessene Zeitabschnitte, die nicht länger als 6 Monate sein sollen, im voraus bestimmen, welche Gesamtmenge alle Gesellschafter zusammen während dieses Zeitraumes herstellen dürfen und herstellen sollen. Die Gesamtmenge soll auf die Gesellschafter entsprechend ihren Beteiligungsziffern verteilt werden. Das Recht zur Beteiligung soll insoweit entfallen, als der Gesellschafter nicht vertragsmäßig liefert und der Rückstand jeweils zehn vom Hundert der von dem einzelnen Gesellschafter in dem Lieferungsabschnitt zu liefernden Menge übersteigt; Rechte oder Ansprüche irgendwelcher Art, insbesondere ein Recht auf Ausgleich beim späteren Absatz oder Schadensersatz sollen ihm wegen Wegfalls seiner Beteiligung gegen die D. Z. V. A. G. und die übrigen Gesellschafter nicht zustehen.

5. Die Festsetzung der Beteiligungsziffern soll nach folgenden Grundsätzen vorgenommen werden:

a) Bei der Festsetzung der Beteiligungsziffern sollen, vorbehaltlich der Bestimmung des Buchstaben g, nur die im Zeitpunkte des Vertragsschlusses zur Herstellung von Zündhölzern im Sinne des Reichsgesetzes über die Erlaubnispflicht für die Herstellung

von Zündhölzern vom 28. Mai 1927 — Reichsgesetzblatt I S. 123 — berechtigten Unternehmer berücksichtigt werden.

b) Für die Betriebe, die von der D. Z. V. A. G. erworben sind, werden eigene Beteiligungsziffern nicht gewährt. Soweit diese Betriebe zur Herstellung von Zündhölzern bei Inkrafttreten des Monopolgesetzes berechtigt sind, werden sie zugunsten der auf Grund des Vertrages vom 12. Juli 1926 bisher der D. Z. V. A. G. angeschlossenen Fabrikanten (abgesehen von der G. E. G.) nach den Bestimmungen der folgenden Absätze berücksichtigt.

c) Die Beteiligungsziffern sollen in Vielfachen von Normalkisten (eine Normalkiste im Sinne dieses Vertrages ist gleich 600000 Zündstäbchen) ausgedrückt werden. Bei der Festsetzung der Beteiligungsziffern soll zwischen Konsumware und anderen Zündwaren nicht unterschieden werden. Die anderen Zündwaren sollen gegebenenfalls auf Normalkisten umgerechnet werden.

d) Für die Erzeugungsfähigkeit der bereits bisher der D. Z. V. A. G. angeschlossenen Fabrikanten sowie der von der D. Z. V. A. G. erworbenen und zu berücksichtigenden Betriebe soll maßgebend sein der Stand der maschinellen Einrichtungen bei Inkrafttreten des Reichsgesetzes vom 28. Mai 1927; zugrunde gelegt werden soll eine achtstündige reine Produktionszeit.

Für die Festsetzung der Erzeugungsfähigkeit der neu hinzutretenden Unternehmer soll das Reich Richtlinien erlassen können. Dabei sollen für die Unternehmer, die bei Inkrafttreten des Gesetzes vom 28. Mai 1927 zur Herstellung von Zündhölzern berechtigt waren, die Grundsätze des vorstehenden Absatzes gelten.

e) Festgestellt werden soll einerseits die Erzeugungsfähigkeit der gesamten der D. Z. V. A. G. bereits bisher angeschlossenen Fabrikanten mit Ausnahme der G. E. G., ferner der von der D. Z. V. A. G. erworbenen und bei den Beteiligungsziffern zu berücksichtigenden Betriebe, andererseits die Erzeugungsfähigkeit aller auf Grund des Monopolgesetzes neu hinzutretenden Unternehmer, abgesehen von der Gepag.

Ermittelt wird zunächst die Erzeugungsfähigkeit aller bereits bisher der D. Z. V. A. G. angeschlossenen Mitglieder der deutschen Gruppe (abgesehen von der G. E. G.). Sodann wird aus der sich hierbei ergebenden Zahl die Erzeugungsfähigkeit der schwedischen Gruppe in der Weise errechnet, daß die Erzeugungsfähigkeit der schwedischen Gruppe zu der Erzeugungsfähigkeit der bezeichneten Mitglieder der deutschen Gruppe sich wie 65 zu 33,375 verhält. Die Erzeugungsfähigkeit der von der D. Z. V. A. G. erworbenen und bei den Beteiligungsziffern zu berücksichtigenden Betriebe wird sodann der Gesamtheit der bereits bisher der D. Z. V. A. G. angeschlossenen Mit-

glieder der deutschen Gruppe (abgesehen von der G. E. G.) einerseits und der schwedischen Gruppe andererseits nach dem vorstehenden Verhältnis zugeteilt. Für die Unterverteilung auf die bereits bisher der D. Z. V. A. G. angeschlossenen Mitglieder der deutschen Gruppe untereinander soll das Verhältnis maßgebend sein, das für ihr Verhältnis untereinander auf Grund des Vertrages vom 12. Juli 1926 endgültig festgesetzt worden ist. Die Unterverteilung auf die Mitglieder der schwedischen Gruppe soll einem von der Deutschen Zündholz-Fabriken-Aktiengesellschaft in Berlin zu stellenden Antrag entsprechend vorgenommen werden.

Die der Erzeugungsfähigkeit der neu hinzutretenden Unternehmer entsprechende Ziffer soll auf die einzelnen neu hinzutretenden Unternehmer nach dem Verhältnis der Erzeugungsfähigkeit des einzelnen Unternehmers zu der Erzeugungsfähigkeit der gesamten neu hinzutretenden Unternehmer unterverteilt werden.

Die sich bei dem vorstehenden Verfahren für die einzelnen Gesellschafter ergebenden Zahlen stellen ihre Beteiligungsziffern dar.

f) Zuständige Stellen für die Festsetzungen sollen sein:

aa) für die Festsetzung der gesamten Erzeugungsfähigkeit der bereits bisher angeschlossenen Fabrikanten sowie der von der D. Z. V. A. G. erworbenen und zu berücksichtigenden Betriebe und für die Unterverteilung auf die bereits bisher angeschlossenen Fabrikanten ein Ausschuß von drei Mitgliedern. Je ein Mitglied soll von der deutschen Gruppe und der schwedischen Gruppe gewählt, der Obmann von der vom Reich bestimmten Stelle bestellt werden;

bb) für die Festsetzung der gesamten Erzeugungsfähigkeit der neu hinzutretenden Unternehmer ein Ausschuß von 3 Mitgliedern. Ein Mitglied soll vom Aufsichtsrat der D. Z. V. A. G. möglichst aus den zwei Mitgliedern des Ausschusses zu aa), ein weiteres Mitglied von den neu hinzutretenden Unternehmern gewählt, der Obmann soll von der vom Reich bestimmten Stelle bestellt werden;

cc) für die Unterverteilung auf die neu hinzutretenden Unternehmer ein Ausschuß von 3 Mitgliedern. Zwei Mitglieder sollen von den neu hinzutretenden Unternehmern gewählt, der Obmann von der vom Reich bestimmten Stelle bestellt werden.

Gegen die Entscheidung der Ausschüsse soll Beschwerde an ein Gericht des Reichs innerhalb eines Monats nach Zustellung der Entscheidung zulässig sein. Für die Zeit bis zur Entscheidung des Gerichts sollen die Entscheidungen der Ausschüsse für die Beteiligungsziffern maßgebend sein.

g) Das Reich soll berechtigt sein, zum Ausgleich von offenbaren

Härten Beteiligungsziffern solchen Personen zu gewähren, die bis zu dem Zeitpunkt, in dem der Entwurf des Monopolgesetzes den gesetzgebenden Körperschaften zugeht, betriebsfähige Anlagen zur fabrikmäßigen Herstellung von solchen Zündwaren eingerichtet haben, die nicht unter das Reichsgesetz vom 28. Mai 1927 fallen.

h) Das Reich soll berechtigt sein, Übergangsbestimmungen für die Zeit bis zur Erteilung der Beteiligungsziffern zu erlassen.

6. Zur Herstellung von anderen Zündwaren als Konsumwaren sollen sämtliche Gesellschafter der D. Z. V. A. G. entsprechend ihren Beteiligungsziffern berechtigt, aber nicht verpflichtet sein, soweit sie den an solche Waren zu stellenden Anforderungen genügen. Der von der D. Z. V. A. G. zu ermittelnde Gesamtbedarf an solchen Waren wird auf die einzelnen bei ihrer Herstellung beteiligten Gesellschafter unter Berücksichtigung ihrer Beteiligungsziffern verteilt.

7. Die Gesellschafter der D. Z. V. A. G. sollen berechtigt sein, ihre Beteiligungsziffern ganz oder teilweise auf andere Gesellschafter ihrer Gruppe für die Dauer oder auf Zeit zu übertragen oder zur Nutzung zu überlassen, auf Gesellschafter der anderen Gruppe oder Dritte nur mit Zustimmung einer vom Reich bestimmten Stelle. Die Übertragung der Beteiligungsziffern soll nur zugleich mit der Übertragung der dem Gesellschafter gehörenden Aktien der D. Z. V. A. G. im entsprechenden Nennbetrage zulässig sein. Die Übertragung oder Überlassung soll zur Gültigkeit gegenüber der D. Z. V. A. G. der schriftlichen Mitteilung an sie durch den übertragenden oder überlassenden Gesellschafter bedürfen. Sie soll der D. Z. V. A. G. gegenüber vom nächsten Lieferungsabschnitt an oder von einem anderen mit ihr zu vereinbarenden Zeitpunkt an wirksam sein. Die Beteiligungsziffern sollen vererblich sein.

Dem Reich bleibt es vorbehalten, zugunsten der Arbeiter und Angestellten in Anlehnung an die Vorschriften des § 11 des Reichsgesetzes vom 28. Mai 1927 Vorschriften zum Ausgleich für Nachteile zu erlassen, die sich für die Arbeiter und Angestellten aus der gänzlichen oder teilweisen Übertragung oder Überlassung der Beteiligungsziffern ergeben.

8. Die Beteiligungsziffer soll erlöschen, wenn der Berechtigte dauernd lieferungsunfähig wird, soweit die Beteiligungsziffer nicht binnen sechs Monaten nach Eintritt der dauernden Lieferungsunfähigkeit gemäß Ziffer 7 übertragen ist. Das Erlöschen soll von der vom Reich bestimmten Stelle festgestellt werden.

9. Die D. Z. V. A. G. soll verpflichtet sein, ihren Gesellschaftern, abgesehen von der G. E. G und der Gepag, die auf Grund der Ziffer 4 festgesetzten Liefermengen im Rahmen des Gesamtbedarfs durch möglichst gleichmäßige Abrufe abzunehmen.

10. Für Konsumware ist der

Übernahmepreis, d. h. der Preis, zu dem die D. Z. V. A. G. die Ware von der inländischen Fabrik frei Waggon nächste Eisenbahnstation der Fabrik oder frei in dem der Fabrik nächstgelegenen

Verladehafen nach Wahl der D. Z. V. A. G. übernimmt, abgesehen von der Zündwarensteuer, auf RM. 130 (Einhundertdreißig Reichsmark) für die Normalkiste einschließlich Verpackung, der

Monopolpreis, d. h. der Preis, zu dem die D. Z. V. A. G. die Zündwaren für den Inlandsbedarf an den Händler frachtfrei nach der Vollbahn- oder Wasserstation des Bestellers verkauft, unbeschadet ihres Rechtes, Rabatte zu gewähren, auf RM. 260 (Zweihundertsechzig Reichsmark) für die Normalkiste einschließlich Verpackung, und der

Kleinverkaufshöchstpreis im Inlande für das Paket zu 10 Schachteln mit je etwa 60 Zündhölzern auf RM. 0,30 (Dreißig Reichspfennige) festzusetzen.

Diese Preise sollen für vier Jahre gelten vom Inkrafttreten des Monopols ab gerechnet. Für die Zeit nach Ablauf der 4 Jahre soll das Reich berechtigt sein, die vorstehenden Preise aus eigener Entschließung oder auf Antrag der D. Z. V. A. G. abweichend festzusetzen. Wird der Übernahmepreis erhöht, so soll der Monopolpreis im gleichen Verhältnis erhöht werden; jedoch erhält in diesem Falle das Reich neben allen ihm sonst nach diesem Vertrag zufließenden Beträgen außerdem den Betrag vorweg, der nach dem Verhältnis, in dem der Monopolpreis erhöht wird, auf die Zündwarensteuer entfällt; zugleich erhöhen sich die an das Reich gemäß Nr. 19 dieses Vertrages vorweg zu entrichtenden Beträge im gleichen Verhältnis wie der Monopolpreis. Wird der Übernahmepreis gesenkt, so soll der Monopolpreis nicht gesenkt werden.

Vor der Entscheidung des Reichs ist ein von ihm zu berufender Ausschuß zu hören, in dem sowohl die deutsche, wie die schwedische Gruppe vertreten sein soll. Das Reich bestimmt, für welche Zeit die neuen Preise gelten sollen. Der Ausschuß soll berechtigt sein, hierfür Vorschläge zu machen.

Unter Konsumware im Sinne dieses Vertrags ist zu verstehen die normale überwiegend auf dem deutschen Markt geführte Schachtelware von guter Qualität.

Für andere Waren als Konsumware, insbesondere aus Espenholz hergestellte Ware besserer Ausstattung und mit Sonderetiketten (zurzeit Welthölzer von Voll- oder Dreiviertel-Format) werden die Preise von der vom Reich bestimmten Stelle festgesetzt; die D. Z. V. A. G. ist berechtigt, Anträge für die Festsetzung der Preise zu stellen.

Die vorstehenden Bestimmungen sollen nicht gelten für solche Spezial- oder Luxustypen von Zündwaren, die die D. Z. V. A. G. jeweils dem Reich anzugeben hat, und deren Absatz zusammen 10% des inländischen Gesamtabsatzes an Zündwaren nicht überschreitet. Die D. Z. V. A. G. ist befugt, die Preise für diese Waren zu bestimmen; die Übernahme- und Monopolpreise sollen in angemessenem Verhältnis zu den entsprechenden Preisen der übrigen Zündwaren stehen. Überschreitet der Absatz dieser Waren in drei aufeinanderfolgenden Kalendermonaten 10% des inländischen Gesamtabsatzes an Zündwaren, so ist

die vom Reich bestimmte Stelle befugt, nach ihrer Wahl die Preise so vieler Arten von Spezial- und Luxustypen selbst festzusetzen, daß die dann noch verbleibenden Arten von Spezial- und Luxustypen zusammen die Grenze von 10% nicht überschreiten. Die D. Z. V. A. G. soll berechtigt sein, Vorschläge zu machen.

Solche Arten von Zündwaren, die bei Abschluß dieses Vertrags von der D. Z. V. A. G. nicht vertrieben werden, insbesondere solche, deren Herstellung auf Grund von künftigen technischen Neuerungen in Frage kommen sollte, können von den Gesellschaftern entsprechend den Beteiligungsziffern hergestellt werden. Die Reichsregierung setzt die Preise für solche Waren nach Anhörung der D. Z. V. A. G. fest. Die Gesellschafter sind berechtigt, für solche Waren selbst Propaganda zu machen. Die vorstehenden Bestimmungen gelten sinngemäß für die G. E. G. und die Gepag.

11. Zündwaren sollen zu keinen geringeren Preisen als den für die entsprechenden Arten geltenden Übernahmepreisen, vermehrt um 10%, ausgeführt werden; die vom Reich bestimmte Stelle soll befugt sein, auf Antrag der D. Z. V. A. G. abweichende Preise für Ausfuhrware festzusetzen.

12. Die von der D. Z. V. A. G. geführten Zündwaren müssen grundsätzlich im Monopolgebiet hergestellt sein. Sie sind in für den Inlandsbedarf ausreichender Menge und Beschaffenheit zur Verfügung zu halten. Bleiben die Lieferungen der schwedischen Gruppe hinter der ihren Beteiligungsziffern entsprechenden Menge zurück, so soll der Ausgleich durch verstärkte Heranziehung der deutschen Gruppe geschaffen werden. Ist auch auf diese Weise der Bedarf nicht zu decken, so soll die D. Z. V. A. G. berechtigt sein, die fehlenden Mengen einzuführen. Die schwedische Gruppe soll verpflichtet sein, der D. Z. V. A. G. den etwaigen Unterschiedsbetrag zwischen dem Erwerbspreis der Waren, verzollt frei nächste deutsche Grenzstation, und dem jeweiligen Übernahmepreis für Konsumware zu erstatten.

Bleiben die Lieferungen eines oder mehrerer Mitglieder der deutschen Gruppe hinter den ihren Beteiligungsziffern entsprechenden Mengen zurück, so sollen die fehlenden Mengen auf die übrigen Mitglieder der deutschen Gruppe umgelegt werden. Soweit die fehlende Menge auf diese Weise nicht gedeckt wird, soll die schwedische Gruppe herangezogen werden. Wird der Bedarf auch hierdurch nicht gedeckt, so soll die D. Z. V. A. G. berechtigt und verpflichtet sein, die fehlenden Mengen einzuführen.

13. Wird der Gesamtbedarf in zwölf aufeinanderfolgenden Kalendermonaten nicht in vollem Umfange durch die Produktion im Monopolgebiet gedeckt, so soll das Reich berechtigt sein, neue Beteiligungsziffern zu gewähren.

14. Besteht ernstliche Gefahr, daß der Inlandsbedarf durch die D. Z. V. A. G. nicht befriedigt wird, auch nicht durch die nach Ziffer 12 zugelassene Einfuhr, so soll das Reich berechtigt sein, Maßnahmen zu treffen, um den Inlandsbedarf zu sichern.

15. Die D. Z. V. A. G. soll verpflichtet sein, nach Maßgabe ihrer Lieferungsbedingungen und der Lieferungsmöglichkeit Zündwaren an jeden inländischen Besteller in angemessenem Umfange abzugeben. Unterschiedliche Behandlung der Abnehmer untereinander soll unzulässig sein, vorbehaltlich der besonderen Bestimmungen zugunsten der G. E. G. und der Gepag.

Sind Geschäftsbedingungen oder Arten der Preisfestsetzung, die für den Verkehr der D. Z. V. A. G. mit Dritten durch deren Organe bestimmt werden, geeignet, die Gesamtwirtschaft oder das Gemeinwohl zu gefährden, so soll die vom Reich bestimmte Stelle befugt sein, die Bedingungen zu beanstanden und die beanstandeten Bedingungen, solange und insoweit der Beanstandung nicht Rechnung getragen ist, durch abweichende Bestimmungen zu ersetzen.

16. Das Reich soll berechtigt sein, Vorschriften zur Sicherung der Qualität der Zündwaren zu erlassen.

17. Die Mitglieder des Vorstandes der D. Z. V. A. G. sollen Reichsangehörige sein. Die Hälfte der Vorstandsmitglieder soll auf Vorschlag der deutschen, die andere Hälfte auf Vorschlag der schwedischen Gruppe vom Aufsichtsrat bestellt werden.

Der Vorsitzende und grundsätzlich auch der stellvertretende Vorsitzende des Aufsichtsrates sollen Reichsangehörige sein. Für den stellvertretenden Vorsitzenden sollen von der Reichsregierung Ausnahmen zugelassen werden können. Die Wahl des Vorsitzenden und des stellvertretenden Vorsitzenden soll der Genehmigung durch die Reichsregierung bedürfen.

Der Aufsichtsrat soll aus 11 Mitgliedern bestehen und von der Generalversammlung gemäß folgenden Bestimmungen gewählt werden:

Der Vorsitzende in freier Wahl, zwei Mitglieder auf Vorschlag der Reichs-Kredit-Gesellschaft Aktiengesellschaft, Berlin, zwei auf Vorschlag der deutschen Gruppe, ein Mitglied auf Vorschlag der G. E. G. und fünf auf Vorschlag der schwedischen Gruppe. Der stellvertretende Vorsitzende soll aus den Mitgliedern des Aufsichtsrates vom Aufsichtsrat gewählt werden. Sollte der Vorsitzende vor Ablauf der Amtszeit ausscheiden, so soll von der Generalversammlung unverzüglich für den Rest der Amtszeit ein neuer Vorsitzender gewählt werden.

Im Falle von Meinungsverschiedenheiten zwischen den Vorstandsmitgliedern soll jedes Mitglied des Vorstandes berechtigt sein, die Entscheidung des Aufsichtsrates anzurufen.

18. Das Reich soll berechtigt sein, die Aufsicht über die D. Z. V. A. G. durch Reichskommissare auszuüben. Die Reichskommissare sollen die Aufgabe haben, das öffentliche Interesse wahrzunehmen und darüber zu wachen, daß der Geschäftsbetrieb der D. Z. V. A. G. mit den Gesetzen, der Satzung und den sonst in verbindlicher Weise getroffenen Bestimmungen in Einklang erhalten wird.

Die Kommissare sollen befugt sein

a) an den Sitzungen des Aufsichtsrates und der Generalversamm-

lung teilzunehmen und Anträge zu stellen; ihnen soll auf Verlangen jederzeit das Wort erteilt werden;

b) die Berufung des Aufsichtsrates und der Generalversammlung sowie die Ankündigung von Gegenständen zur Beschlußfassung zu verlangen und, wenn dem Verlangen nicht entsprochen wird, die Berufung oder Ankündigung auf Kosten der D. Z. V. A. G. selbst vorzunehmen;

c) die Ausführung von Beschlüssen oder Maßnahmen zu untersagen, die gegen das Gesetz, die Satzung oder die sonst in verbindlicher Weise getroffenen Bestimmungen verstoßen.

Die Kosten der Kommissare soll die D. Z. V. A. G. tragen.

19. Für die Berechnung und Verteilung des Gewinnes sollen folgende Bestimmungen maßgebend sein:

a) Die Bildung und Ausstattung von Delcredere-Fonds soll eines übereinstimmenden Beschlusses einerseits des Aufsichtsrats und andererseits des Vorstandes bedürfen.

b) Die Bildung von Reservefonds soll nur bis zur Höhe von 50% des Grundkapitals zulässig sein.

c) Für die Gewährung von Tantiemen soll die Gesellschaftssatzung maßgebend sein.

d) Aus dem Reingewinn sollen nach Abzug der Tantiemen zunächst 8% Dividende an die Aktionäre ausgeschüttet werden. Etwaige Rückstände an Dividenden sollen ohne Berechnung von Zinsen aus dem Reingewinn des nächsten und nötigenfalls der späteren Geschäftsjahre nach Abzug der Tantiemen vorweg ausgeschüttet werden. Sodann soll das Reich, unbeschadet der Bestimmungen zu Nr. 10 Abs. 2, vorweg für jede von der D. Z. V. A. G. abgesetzte Normalkiste dreizehn Reichsmark erhalten.

Der Rest des Reingewinns soll ebenfalls dem Reiche zufließen, das verpflichtet sein soll, die Hälfte des Restes unverzüglich an Stab abzuführen.

Die vorstehende Gewinnverteilung soll gelten für die Zeit bis zur vollständigen Tilgung der Anleihe. Sie gilt jedoch, wenn die Anleihe vor Ablauf von 32 Jahren, vom Inkrafttreten des Monopolgesetzes ab gerechnet, vollständig zurückgezahlt wird, für die ganze Dauer dieser 32 Jahre. Wird die Anleihe vollständig erst nach Ablauf der 32 Jahre zurückgezahlt, so ändert sich die Gewinnverteilung für die Zeit nach Ablauf der 32 Jahre bis zur vollständigen Rückzahlung der Anleihe in der Weise, daß das Reich aus dem restlichen Reingewinn, der nach Abzug der ihm vorweg zufließenden Beträge verbleibt, nur 25% an Stab abzuführen hat.

Das Reich soll berechtigt sein, Vorschriften darüber zu erlassen, wann die ihm vorweg zufließenden Beträge an die Reichskasse abzuführen sind.

20. Die bereits bisher der D. Z. V. A. G. angeschlossenen Fabrikanten, abgesehen von der G. E. G., sollen der D. Z. V. A. G. gegen-

über nach dem Verhältnis ihrer Beteiligungsziffern verpflichtet sein, den bei der Gegenüberstellung der Aktiven und Passiven auf den Zeitpunkt des Inkrafttretens des Monopols ohne Berücksichtigung etwaiger bereits bestehender Ausgleichsansprüche gegen die vorbezeichneten Fabrikanten sich ergebenden Passivsaldo mit angemessenen Zinsen innerhalb von spätestens 6 Jahren abzudecken.

Die Bestandteile der von der D. Z. V. A. G. erworbenen Zündwaren-Fabrikationsbetriebe sollen, unbeschadet der Bestimmungen zu Ziffer 5 über die Festsetzung der Beteiligungsziffern, ebenfalls zur Abdeckung des Passivsaldos verwertet werden.

Der Passivsaldo soll von einer vom Reich bestimmten Stelle endgültig festgestellt werden. Bei der Aufstellung der Bilanz auf den Zeitpunkt des Inkrafttretens des Monopols soll das Lager der D. Z. V. A. G. an Zündwaren mit den Übernahmepreisen angesetzt werden, die für das Jahr 1930 gelten. Die D. Z. V. A. G. soll berechtigt und verpflichtet sein, den beteiligten Fabrikanten zur Deckung des Passivsaldos entsprechende Abzüge vom Übernahmepreis zu machen; sie soll die Höhe der Abzüge unter Berücksichtigung der von ihr für Kredite zu entrichtenden Zinsen bestimmen.

Soweit bei Übertragung oder sonstigem Übergang der Beteiligungsziffern auf einen anderen die Verpflichtung der Fabrikanten zur anteilmäßigen Abdeckung des Passivsaldos nicht vollständig erfüllt ist, soll die Verpflichtung zugleich mit der Beteiligungsziffer auf den Erwerber übergehen, bei nur teilweisem Übergang der Beteiligungsziffer entsprechend dem Verhältnis des übergehenden Teils der Beteiligungsziffer. Der Rechtsvorgänger soll mit dem Erwerber gesamtschuldnerisch haften. Stab übernimmt dem Reich und der D. Z. V. A. G. gegenüber für die vorstehenden Verpflichtungen der Fabrikanten die selbstschuldnerische Bürgschaft.

21. Stab verpflichtet sich, unbeschadet der Bestimmungen des § 5, die bei Inkrafttreten des Monopols noch nicht abgewickelten Verträge, an denen die D. Z. V. A. G. beteiligt ist, mit Ausnahme von Anstellungsverträgen, Mietverträgen und Verträgen des laufenden Verkaufsgeschäftes auf Verlangen des Reiches auf eine oder mehrere von Stab anzugebende Gesellschaften in der Weise zu übernehmen, daß die übernehmende Gesellschaft (Gesellschaften) an die Stelle der D. Z. V. A. G. tritt, sofern die Verträge nach der künftigen Satzung der D. Z. V. A. G. nicht in den Geschäftskreis der Gesellschaft fallen oder Aufwendungen der Gesellschaft veranlassen können. Soweit solche Verträge nicht entsprechend den vorstehenden Bestimmungen übernommen werden, verpflichtet sich Stab dem Reich und der D. Z. V. A. G. gegenüber, für sämtliche Verluste selbstschuldnerisch einzustehen, die aus solchen Verträgen nach Inkrafttreten des Monopols eintreten.

22. Im Falle der Liquidation fließt das nach Deckung der Schulden und Auszahlung der etwa rückständigen 8 prozentigen Dividende sowie Rückzahlung der Aktien zum Nennbetrage verbleibende Vermögen in voller Höhe dem Reiche zu.

23. Das Reich soll berechtigt sein, die D. Z. V. A. G. durch eigene Organe oder besondere Sachverständige jederzeit einer Buch- und Betriebsprüfung zu unterziehen. Die D. Z. V. A. G. soll verpflichtet sein, den prüfenden Organen und Sachverständigen alle erforderlichen Auskünfte zu erteilen und Unterlagen zur Verfügung zu stellen. Die gleichen Rechte sollen dem Rechnungshof des Deutschen Reichs zustehen. Die Prüfungsmaßnahmen sollen so vorgenommen werden, daß sie den Betrieb der D. Z. V A. G. möglichst wenig stören.

24. Der Gesellschaftsvertrag der D. Z. V. A. G. soll als Satzung der D. Z. V. A. G. den Bestimmungen dieses Vertrages angepaßt werden. Änderungen der Satzung sollen der Zustimmung der vom Reich bestimmten Stelle bedürfen.

Der Vertrag der Zündholzfabrikanten untereinander und mit der D. Z. V. A. G. vom 12. Juli 1926 soll mit Wirkung von dem Inkrafttreten des Monopolgesetzes ab außer Kraft gesetzt werden.

§ 4.

Die Reichsregierung wird darauf hinwirken, daß bei der Zündwarensteuer eine neue Stufe für Schachteln mit etwa 45 Hölzern eingeschaltet wird.

Die Reichsregierung behält sich vor, Zündwaren, die sich bei Inkrafttreten des Monopolgesetzes im Monopolgebiet befinden, einer besonderen Besteuerung zu unterwerfen.

§ 5.

Wird das Monopolgesetz nicht spätestens am 31. Januar 1930 verkündet oder sind die zum Inkrafttreten des Young-Planes erforderlichen Ratifikationserklärungen nicht bis zum 31. Mai 1930 erfolgt, so bestehen für die Vertragsparteien keinerlei Verpflichtungen aus oder im Zusammenhang mit diesem Vertrage. Das Reich ist berechtigt, diesen Vertrag mit der gleichen Wirkung zu kündigen, wenn bis zum 15. Dezember 1929 nicht Vereinbarungen über die Abwicklung des Exportvertrags zwischen der D. Z. V. A. G. und der Stab vom 5. Dezember 1927 getroffen werden, die die Zustimmung der Reichsregierung finden.

§ 6.

Erfüllt Stab oder Maatschappij die Verpflichtung zur Gewährung der Anleihebeträge innerhalb der vorgesehenen Fristen ganz oder zum Teil nicht, so ist das Reich verpflichtet, die ihm zugeflossenen Anleihebeträge entsprechend den Bestimmungen dieses Vertrags mit jährlich 6% zu verzinsen und bis zu dem für die gesamte Anleihe vorgesehenen Schlußzeitpunkt zu tilgen; alle aus § 3 sich ergebenden Verpflichtungen des Reiches in bezug auf Errichtung, Ausgestaltung und Übertragung der Ausübung des Zündwarenmonopols, insbesondere auch die Rechte der Stab auf Beteiligung am Gewinn aus dem Monopol erlöschen mit Wirkung vom Zeitpunkt des Vertragsschlusses an. Das Reich ist nicht verpflichtet, weitere Teilbeträge der Anleihe abzunehmen.

§ 7.

Streitigkeiten zwischen dem Reiche und Stab oder Maatschappij über die aus diesem Vertrage sich ergebenden Rechte und Pflichten der Parteien untereinander sollen auf Anrufung einer der beiden Parteien von einem Senat des Reichsgerichts in Leipzig, den der Präsident des Reichsgerichts oder sein Vertreter im einzelnen Falle bestimmt, als Sondergericht endgültig entschieden werden. Der Senat soll berechtigt sein, das Verfahren zu regeln.

Das Gericht soll befugt sein, einen angemessenen Betrag für die Gerichskosten festzusetzen und über die Tragung dieser Kosten zu entscheiden. Alle übrigen Kosten fallen ohne Rücksicht auf den Ausgang des Rechtsstreites endgültig der Partei zur Last, der sie erwachsen sind.

Stab und Maatschappij verpflichten sich, einen Vertreter mit Wohnsitz im Gebiet des Reichs dem Reich namhaft zu machen, der berechtigt sein soll mit Wirkung für und gegen Stab und Maatschappij Erklärungen und andere Mitteilungen des Reichs sowie Zustellungen und Ladungen zu empfangen.

gez. Dr. Rudolf Hilferding,
Reichsminister der Finanzen zugleich für den Reichswirtschaftsminister.

Svenska Tändsticks Aktiebolaget
gez. Ivar Kreuger. gez. Walter Ahlström.

N. V. Financieele Maatschappij
Kreuger & Toll
gez. V. Holm.

Der Reichsminister der
Finanzen

Berlin, den 26. Oktober 1929.

An die
Svenska Tändsticks Aktiebolaget
in Stockholm
und
an die
Financieele Maatschappij Kreuger & Toll
in Amsterdam.

Bei Abschluß des Vertrages zwischen dem Deutschen Reich einerseits und der Svenska Tändsticks Aktiebolaget, Stockholm, sowie der Financieele Maatschappij Kreuger & Toll in Amsterdam andererseits vom 26. Oktober 1929 bestand zwischen den Vertragsparteien Einverständnis über folgende Punkte:

1. Zu § 1: Die Anleiheprospekte sind im Einvernehmen mit der Reichsregierung aufzustellen.

Die nach Ablauf der Sperrfrist zu liefernden Teilschuldverschreibungen sollen von der Reichsdruckerei in Berlin hergestellt werden, sofern die Reichsdruckerei den Bedingungen der New-York Stock Exchange genügt.

2. Zu § 3 Nr. 1: Die Deutsche Zündholz-Verkaufs-Aktiengesellschaft soll als Körperschaft eigenen Rechts von der Körperschaftsteuer befreit sein.
3. Zu § 3 Nr. 10: Wenn eine Kunde Ware mit Reklameetiketten zu beziehen wünscht, so soll diese Etikettenbestellung von der Deutschen Zündholz-Verkaufs-Aktiengesellschaft als ein Sondergeschäft zu behandeln sein. Es soll also einerseits mit dem Besteller eine Vereinbarung zu treffen sein wegen des Zusatzpreises für die Reklame und andererseits eine Vereinbarung mit den mit der Herstellung der Reklamewaren betrauten Fabrikanten über den Zuschlagspreis für die Fabrikation. Für den Fall, daß G. E. G. oder Gepag (§ 3 Nr. 2 Absatz 2 des Vertrages) von der deutschen Zündholz-Verkaufs-Aktiengesellschaft Zündwaren beziehen sollte, sollen diese Gesellschaften jedoch berechtigt sein, Lieferung mit je einer von ihnen zu bestimmenden Standardetikette statt anderer Etiketten ohne irgendwelche Zusatzpreise zu verlangen.
4. Zu § 3 Nr. 19 Buchstabe d: Der vom Deutschen Reich an die Svenska Tändsticks Aktiebolaget abzuführende Anteil am Gewinn der Deutschen Zündholz-Verkaufs-Aktiengesellschaft soll von jeder die Zahlung unmittelbar belastenden deutschen Steuer frei sein.
5. Zu § 5 Satz 2: Die Reichsregierung soll die Zustimmung nicht verweigern, wenn eine solche Abwicklung des Exportvertrags herbeigeführt wird, daß Belastungen oder sonstige Nachteile irgendwelcher Art zu Lasten der Deutschen Zündholz-Verkaufs-Aktiengesellschaft für die Zeit nach Inkrafttreten des Monopols ausgeschlossen sind.

gez. Dr. Rudolf Hilferding,
Reichsminister der Finanzen,
zugleich für den Reichswirtschaftsminister.

Svenska Tändsticks Aktiebolaget, Stockholm
und
Financieele Maatschappij Kreuger & Toll, Amsterdam.

Berlin, den 26. Oktober 1929.

An den
Herrn Reichsminister der Finanzen
in Berlin.

Bei Abschluß des Vertrages zwischen dem Deutschen Reich einerseits und der Svenska Tändsticks Aktiebolaget, Stockholm, sowie der

Financieele Maatschappij Kreuger & Toll in Amsterdam andererseits vom 26. Oktober 1929 bestand zwischen den Vertragsparteien Einverständnis über folgende Punkte:

1. Zu § 1: Die Anleiheprospekte sind im Einvernehmen mit der Reichsregierung aufzustellen.

   Die nach Ablauf der Sperrfrist zu liefernden Teilschuldverschreibungen sollen von der Reichsdruckerei in Berlin hergestellt werden, sofern die Reichsdruckerei den Bedingungen der New-York Stock Exchange genügt.

2. Zu § 3 Nr. 1: Die Deutsche Zündholz-Verkaufs-Aktiengesellschaft soll als Körperschaft eigenen Rechts von der Körperschaftsteuer befreit sein.

3. Zu § 3 Nr. 10: Wenn ein Kunde Ware mit Reklameetiketten zu beziehen wünscht, so soll diese Etikettenbestellung von der Deutschen Zündholz-Verkaufs-Aktiengesellschaft als ein Sondergeschäft zu behandeln sein. Es soll also einerseits mit dem Besteller eine Vereinbarung zu treffen sein wegen des Zusatzpreises für die Reklame und andererseits eine Vereinbarung mit den mit der Herstellung der Reklamewaren betrauten Fabrikanten über den Zuschlagspreis für die Fabrikation. Für den Fall, daß G. E. G. oder Gepag (§ 3 Nr. 2 Absatz 2 des Vertrages) von der deutschen Zündholz-Verkaufs-Aktiengesellschaft Zündwaren beziehen sollte, sollen diese Gesellschaften jedoch berechtigt sein, Lieferung mit je einer von ihnen zu bestimmenden Standardetikette statt anderer Etiketten ohne irgendwelche Zusatzpreise zu verlangen.

4. Zu § 3 Nr. 19 Buchstabe d: Der vom Deutschen Reich an die Svenska Tändsticks Aktiebolaget abzuführende Anteil am Gewinn der Deutschen Zündholz-Verkaufs-Aktiengesellschaft soll von jeder die Zahlung unmittelbar belastenden deutschen Steuer frei sein.

5. Zu § 5 Satz 2: Die Reichsregierung soll die Zustimmung nicht verweigern, wenn eine solche Abwicklung des Exportvertrags herbeigeführt wird, daß Belastungen oder sonstige Nachteile irgendwelcher Art zu Lasten der Deutschen Zündholz-Verkaufs-Aktiengesellschaft für die Zeit nach Inkrafttreten des Monopols ausgeschlossen sind.

Svenska Tändsticks Aktiebolaget
gez. Walter Ahlström

N. V. Financieele Maatschappij
Kreuger & Toll
gez. V. Holm.

Svenska Tändsticks Aktiebolaget, Stockholm, hier unten kurz Stab genannt, vertreten durch Direktor Stellan Carlberg, ist heute folgender Vertrag geschlossen worden.

Artikel 1.

Die Stab erhält das Alleinrecht (Monopol) innerhalb den Grenzen der Republik Litauen zur Herstellung von Zündhölzern und deren Halbfabrikaten, wie Zündholzdraht usw., sowie auch das ausschließliche Engrosverkaufsrecht im Inlande und im Auslande für die Zeit von fünfunddreißig (35) Jahren, vom Tage des Inkrafttretens dieses Vertrages gerechnet. Nach den 35 Jahren läuft der Vertrag in Perioden von fünf (5) Jahren weiter, falls keine der beiden Parteien den Vertrag mindestens zwei (2) Jahre im Voraus gekündigt hat.

Die Stab überträgt der Lietuvos Degtuku Akc. B-vé (hier unten kurz die Gesellschaft benannt) die Ausübung der der Stab zukommenden Monopolrechte und wird das Aktienkapital der Gesellschaft für diesen Zweck auf sechs Millionen (6 000 000) Litas erhöht.

Das Aktienkapital der Gesellschaft wird in Litauen investiert werden.

Artikel 2.

Die Gesellschaft erwirbt folgende in Litauen bestehende Fabriken in der Zündholz- und Zündholzdrahtbranche, und zwar:

Lietuvos Degtuku Akc. B-vé, Viliampolé,
Etna, Viliampolé,
Balkan, Kaunas, Aussros g.,
Uran, Jonava,
Elektra, Viliampolé.

Holzdrahtfabrik J. Babus, vormals Heinlein und Hermann, Mazeikiai,

das Eigentum der Holzdrahtfabrik Baikowitz, Memel und der Fabrik »Elnias« Memel, insofern solches für die Zündholz- und (oder) Holzdrahtfabrikation gebraucht worden oder notwendig ist.

Sollte es der Gesellschaft unmöglich sein, mit den zu übernehmenden Fabriken zu einem Übereinkommen betreffend deren Ankauf zu gelangen, dann werden solche Fabriken von seiten des Staates enteignet und der Gesellschaft, gegen Zahlung der den Fabriken als Realwert zugebilligten Entschädigung übergeben. Solche eventuelle Enteignungen müssen im Laufe von vier (4) Monaten nach Inkrafttreten dieses Vertrages durchgeführt sein.

Die Stab übernimmt die Verpflichtung, daß Zündholz- oder Zündholzdrahtfabriken in Kaunas mit Vororten, Jonava und Mazeikiai auch weiter während der Dauer des Vertrages bestehen sollen, insofern nicht anderes mit der Regierung vereinbart wird.

Die Stab übernimmt die Verpflichtung, daß beim Ablauf dieses Vertrages in gutem Zustand gehaltene Zündholzfabriken in Litauen vorhanden sein sollen, welche eine genügende Kapazität haben, den

c) Gesetz enthaltend den Vertrag zwischen der litauischen Republik und der Schwedischen Zündholz-A.-G. vom 12. April 1930[1]).

Der Präsident der Republik verkündet das nachstehende Gesetz über das staatliche Zündholzmonopol:

Gesetz über das staatliche Zündholzmonopol.

1.

Das ausschließliche Recht zur Herstellung, Ausfuhr, Einfuhr und zum Verkauf von Zündhölzern und Zündholzdraht im gesamten Gebiet der Republik Litauen steht dem Staate zu.

2.

Das Recht der Herstellung und des Großhandelsverkaufs von Zündhölzern und Zündholzdraht wird für 35 Jahre der Schwedischen Zündholz-Aktiengesellschaft (Svenska Tändsticks Aktiebolaget, Stockholm) gemäß dem am 12. April 1930 abgeschlossenen Vertrage überlassen.

3.

Die vorhandenen Fabriken und Werkstätten für Zündholz und Zündholzdraht können zum Zwecke des Zündholzmonopols ihrem tatsächlichen Werte gemäß enteignet werden.

4.

Die Ausführungsbestimmungen und Anweisungen zu diesem Gesetz erläßt der Finanzminister.

5.

Dieses Gesetz tritt mit dem Tage der Verkündung in Kraft.

A. Smetona,
Präsident der Republik.

J. Tubelis,
Ministerpräsident.

Gemäß Art. 2 des Gesetzes über das staatliche Zündholzmonopol wird der am 12. April 1930 mit der Schwedischen Zündholz-Aktiengesellschaft abgeschlossene Vertrag veröffentlicht:

Vertrag über das staatliche Zündholzmonopol und die Anleihe.

Vertrag

zwischen der Regierung der Republik Litauen, vertreten durch S. E. den Ministerpräsidenten und Finanzminister Juozas Tubelis, und der

[1]) Übersetzung aus dem Amtsblatt des Memelgebiets vom 7. Mai 1930 S. 353.

Bedarf des Landes an Zündhölzern zu decken. Beim Erlöschen des Vertrages hat die Regierung das Recht, nach eigener Wahl eine der Gesellschaft gehörige Fabrik zu übernehmen, wobei die Regierung nur für den nicht amortisierten Teil des Buchwertes zu bezahlen hat.

Falls sich infolge Stillegung von Fabriken, Betriebseinschränkungen oder Rationalisierung des Betriebes die jetzt in der Zündholz- und Holzdrahtindustrie beschäftigte Anzahl Arbeiter im Laufe der ersten drei (3) Jahre nach Inkrafttreten des Vertrages vermindern sollte, verpflichtet sich die Stab, eine der Verminderung entsprechende Anzahl Arbeiter bei der im Artikel 8 vorgesehenen, neuzugründenden Fabrik anzustellen.

Artikel 3.

Die Gesellschaft zahlt an den Staat eine Akzise von fünfunddreißig (35) Litas für jede im Gebiet der Republik Litauen abgesetzte 1000 Schachteln, jedoch mindestens eine Million fünfhunderttausend (1 500 000) Litas jährlich. Die Zahlung erfolgt unter Beifügung einer Nachweisung innerhalb eines (1) Monats nach Ende des Kalenderjahres. In dem ersten Jahr ist die Akzise vom Tage des Inkrafttretens dieses Vertrages bis zum Jahresende anteilig und entsprechend zu berechnen.

Andere Behältnisse als Normalschachteln (Konsumware) werden zwecks Berechnung der Akzise in Schachteln zu je 50 Hölzern umgerechnet.

Artikel 4.

Die Stab übernimmt die Verpflichtung, selbst oder durch dritte Person und nach Aufforderung seitens des Litauischen Staates Obligationen zu einem Nominalbetrag von sechs Millionen (6 000 000) U. S. A. Dollars unter nachstehenden Bedingungen zu kaufen. Die Obligationen sollen vom Litauischen Staate ausgegeben und garantiert sein und sollen mit Hinsicht auf ihre hypothekarische Sicherstellung ein Vorrecht gegenüber später von Litauen eventuell aufzunehmenden Anleihen haben. Der Zinsfuß der Obligationen soll sechs (6) % und der Übernahmekurs dreiundneunzig (93) % sein. Der Kauf und die Auszahlung der Obligationen sollen in vier (4) Tranchen zu den folgenden Terminen erfolgen: die erste Tranche von nominell einer Million (1 000 000) U. S. A. Dollars am 2. Juni 1930, die zweite Tranche von nominell einer Million U. S. A. Dollars am 1. September 1930, die dritte Tranche von nominell zwei Millionen (2 000 000) U. S. A. Dollars am 1. April 1931 und die vierte Tranche von nominell zwei Millionen (2 000 000) U. S. A. Dollars am 1. April 1932, jedoch vorausgesetzt, daß der Käufer eine diesbezügliche Aufforderung des Staats jeweils einen (1) Monat vorher empfangen hat.

Es ist aber vereinbart, daß jedenfalls keine Auszahlungen geleistet werden sollen, bevor die im Artikel 12 dieses Vertrages erwähnten Gesetze und Verordnungen von der Regierung erlassen worden und in Kraft getreten sind.

Die Obligationen sollen in einer speziellen Serie ‚am 1. Juni 1930

datiert, und in Übereinstimmung mit amerikanischer Bank- und Börsenpraxis ausgegeben werden. Die Details betreffend die Ausgabe der Anleihe, die Amortisation und Verzinsung der Obligationen, die Beziehungen zu den »Fiscal Agents« usw., werden in einer speziellen Abmachung »Loan Agreement« genannt, festgestellt, die für die Beteiligten bindend sein wird. Die Obligationen, welche in Stücken von je fünfzig Tausend (50 000) U. S. A. Dollars auszufertigen sind, sollen spätestens fünf (5) Tage vor dem betreffenden Zahlungstermine von der Regierung bei der Skandinaviska Kreditaktiebolaget in Stockholm deponiert werden, und erfolgt deren Auslieferung an den Käufer gegen Einzahlung des Kaufpreises nebst aufgelaufenen Zinsen auf das Konto des Litauischen Staates bei der Bankfirma Lee, Higginson und Co., New York.

Die Tilgung der gewährten Anleihe fängt den 1. Dezember 1935 an und soll die Tilgung durch einen kumulativen Tilgungsfonds halbjährlich den 1. Juni und 1. Dezember in den folgenden dreißig (30) Jahren erfolgen, daß die Anleihe am 1. Juni 1965 zurückgezahlt ist. Die Zinsen sind in halbjährlichen Raten zu drei (3) % postnumerando jeden 1. Juni und 1. Dezember zu zahlen. Bei Übernahme der Obligationen der dritten und vierten Tranche sind die bei der Übernahme schon fälligen Zinscoupons abzutrennen und zwar: bei der dritten Tranche die Coupons per 1. Dezember 1930 und bei der vierten Tranche außer diesen auch noch die per 1. Juni 1931 und 1. Dezember 1931. Die Zinsen sowie die Tilgungen sind nicht später als zehn (10) Tage vor dem Termin an die Bankfirma Lee, Higginson und Co. ,New York, einzuzahlen. Der Käufer hat das Recht, die Obligationen jederzeit nach dreimonatiger Voranzeige gegen kleinere Stücke auszutauschen, um sie auf den Markt bringen zu können. In dem Falle wird Auslosungs- und Zinsendienst laut amerikanischer Bank- und Börsenpraxis ausgeführt.

Die Republik behält sich das Recht vor, die Obligationen nach sechsmonatiger Voranzeige an irgend einem Zinstermin vollständig oder teilweise al pari zuzüglich aufgelaufener Zinsen zurückzuzahlen.

Eine vorzeitige Rückzahlung der Anleihe, im ganzen oder teilweise, wird in keinem Falle die Gültigkeit der übrigen Teile dieses Vertrages beeinflussen, welche also während einer vollen Periode von fünfunddreißig (35) Jahren in Kraft bleiben werden.

Die Einkünfte aus den hier genannten Wertpapieren werden von allen gegenwärtigen und künftigen litauischen Steuern, Einkommensteuer einbegriffen, befreit.

Artikel 5.

Die Zündholzpreise für den Inlandmarkt werden während der ganzen Vertragszeit wie folgt bestimmt.

Der Einzelverkaufspreis für eine Zündholzschachtel (Konsumware) wird auf zehn (10) Cents festgestellt. Dieser Preis kann erstmalig am 1. Januar 1933 und ab diesem Zeitpunkte jedes zweite Jahr unter nachstehenden Bedingungen geändert werden, falls eine der beiden Parteien mindestens drei (3) Monate vor dem betreffenden Zeitpunkt eine solche

Änderung beantragt. Eine Revision des Preises soll dann vorgenommen werden, wenn die Arbeitslöhne und Gehälter sowie der Preis für Espenholz, für Kaliumchlorat und für Phosphor sich so verändert haben, daß der gemäß nachstehenden Bestimmungen für das letztvorgegangene Halbjahr berechnete Preis von dem jeweils geltenden Preis abzüglich Akzise mehr als 10% nach oben oder nach unten abweicht. Der neue Preis, abzüglich Akzise, wird wie folgt bestimmt: das durchschnittliche Tagesgehalt sämtlicher Arbeiter und Angestellten, pro Kopf gerechnet, wird als repräsentierend 40%, der Preis pro engl. Kubikfuß Espenholz als repräsentierend 30%, der Preis pro Kilogramm Kaliumchlorat als repräsentierend 20% und der Preis pro Kilogramm Phosphor als repräsentierend 10% des Preises abzüglich Akzise betrachtet. Für die Berechnung sind in Anlage 1 nähere Bestimmungen angegeben. Die neuen Preise sind von der Gesellschaft unter der Kontrolle der Regierung auszurechnen.

Zu dem laut vorstehendem bestimmten Preis abzüglich Akzise wird die im Art. 3 angegebene Akzise geschlagen.

Die vorstehenden Preisbestimmungen beziehen sich nur auf die gewöhnliche Konsumware.

Artikel 6.

Der laut Art. 5 festgestellte Einzelverkaufspreis für die gewöhnlichen Zündhölzer (Konsumware) wird auf jeder Schachtel angegeben.

Die gewöhnliche Konsumware muß 45—60 imprägnierte Zündhölzer pro Schachtel enthalten. Die einzelnen Hölzer müssen ca. 5 cm lang und ca. 2 × 2 mm stark sein.

Die Gesellschaft hat das Recht, auch Luxuszündhölzer in anderer Verpackung, anderen Formaten und mit anderer Hölzerzahl zu erzeugen und zu verkaufen. Der Verkaufspreis für die Luxuszündhölzer wird von der Gesellschaft allein festgestellt.

Artikel 7.

Die Gesellschaft verpflichtet sich, den litauischen Markt mit in Litauen hergestellten Zündhölzern zu versorgen, die von guter, handelsüblicher Qualität sein müssen.

Wenn diese Bedingungen nicht durchgeführt werden, kann die Litauische Regierung bei dem im Artikel 14 vorgesehenen Schiedsgericht die Aufhebung des Vertrages beantragen. Für den Fall, daß das Schiedsgericht aus diesem Grunde den Vertrag annullieren sollte, bleiben aber die Verpflichtungen betreffend Anleihe, Zinsen und Amortisationen davon unberührt.

Artikel 8.

Die Gesellschaft übernimmt die Verpflichtung, im Verlauf von fünf (5) aufeinanderfolgenden Jahren durchschnittlich nicht weniger als 12 000 000 Schachteln Zündhölzer sowie 1000 tons Holzdraht jährlich auszuführen. Die Gesellschaft kann aber dabei anstatt Zündhölzer ein entsprechend größeres Quantum Holzdraht oder umgekehrt, d. h.

anstatt Holzdraht ein entsprechend größeres Quantum Zündhölzer, exportieren, wobei für die Umrechnung sowie für die Berechnung der nachstehenden Abgaben 10 000 Schachteln Zündhölzer gleich 300 Kilogramm Holzdraht zu setzen sind. Falls in einem Jahre die Ausfuhr diese Durchschnittsmenge nicht erreicht, so ist die Gesellschaft verpflichtet, fünf (5) Litas pro jede weniger ausgeführte 1000 Schachteln Zündhölzer bzw. deren Äquivalent in Holzdraht aus ihrem Gewinn zu Gunsten eines Ausfuhrverrechnungs-Kontos anzuweisen. Falls jedoch die Ausfuhr in einem Jahre den Durchschnitt übersteigt, dann ist die Gesellschaft berechtigt, fünf (5) Litas für jede mehr ausgeführte 1000 Schachteln Zündhölzer vom Ausfuhrverrechnungs-Konto auf ihr Gewinn-Konto zurückzubuchen. Falls aber trotzdem am Ende der obigen fünfjährigen Ausfuhrabschnitte auf dem Ausfuhrverrechnungs-Konto Beträge stehen geblieben sind, so verfallen dieselben der Regierung als Pön für die zu wenig ausgeführten Zündhölzer bzw. Zündholzdraht.

Der Zoll auf Rohmaterialien, welche zur Herstellung von Exportwaren verbraucht werden, wird der Gesellschaft vom Staat bei der Ausfuhr voll zurückerstattet.

Die Stab verpflichtet sich, innerhalb drei (3) Jahren, vom Inkrafttreten dieses Vertrages gerechnet, eine Papierfabrik in Litauen zu gründen und in Betrieb zu setzen mit einer jährlichen Produktionsfähigkeit von mindestens 4 000 000 Kilogramm Papier, sowie eine damit verbundene Holzschleiferei mit einer jährlichen Produktionsfähigkeit von ca. 3000 tons mechanischer Masse, welche als Rohware für die oben genannte Papierfabrikation dienen wird. Die neue Fabrik soll, sofern nicht anderes mit der Regierung vereinbart wird, in demjenigen Teil Litauens gebaut werden, welcher östlich der Stadt Vilkija liegt.

Die Stab verpflichtet sich ab drei (3) Jahren nach Inkrafttreten dieses Vertrages und im Verlauf von je fünf (5) darauf folgenden Jahren durchschnittlich 4 000 000 Kilogramm Papier jährlich zu produzieren. Die Stab kann aber dabei, anstatt Papier zu produzieren, ein entsprechend größeres Quantum Holzdraht oder Zündhölzer exportieren oder auch die oben in diesem Artikel vorgesehene Strafe für den fehlenden Betrag zahlen. Umgekehrt kann Stab anstatt Holzdraht oder Zündhölzer zu exportieren ein entsprechend größeres Quantum Papier produzieren, vorausgesetzt, daß dieses Mehrquantum exportiert wird. Für die Umrechnung sowie für die Berechnung der Strafe sind 1000 Kilogramm Papier gleich 1800 Kilogramm Holzdraht zu setzen.

Die Regierung wird zollfreie Einfuhr von den bei den Fabriken benötigten Maschinen nebst Zubehör gewähren. Auf die hergestellten Waren dürfen keine Exportzölle erhoben werden.

Die Regierung verpflichtet sich außerdem:

a) die jetzigen Importzölle auf Zellstoff, schwefelsaure Tonerde, Kaolin, Leim und Anilinfarben sowie auf den zu dem Betrieb benötigten Filztüchern und Metallsieben (wires) nicht zu erhöhen;

b) einen Einfuhrzoll von mindestens Litas 0.10 pro Kilogramm auf Zeitungspapier, von Litas 0.05 pro Kilogramm Kraftpackpapier sowie

Litas 0.20 pro Kilogramm auf die übrigen Sorten, welche in der Fabrik hergestellt werden, zu erheben.

Im Einverständnis mit der Regierung können für die zu gründende Unternehmung auch andere Branchen bestimmt werden.

Artikel 9.

Für die Dauer dieses Vertrages werden keine Ausfuhrzölle oder andere Ausfuhrabgaben auf Zündhölzer oder Zündholzdraht eingeführt. Es dürfen auch keine Akzisen oder andere Abgaben auf die Rohwaren der Zündholzproduktion eingeführt werden, und die jetzigen Zölle auf solche Rohwaren dürfen nicht erhöht werden, daß die Herstellungskosten der Zündhölzer dadurch beeinflußt werden.

Artikel 10.

Für die Dauer dieses Vertrages wird jegliche Einfuhr von Zündhölzern verboten, und die Regierung verpflichtet sich, jeglichen Schmuggel von Zündhölzern zu verhindern. Der Gebrauch von Zündhölzer ersetzenden Feuerzeugen, wodurch sich der Gesamtverbrauch an Zündhölzern verringern könnte, wird durch die in Grenzen der Zweckmäßigkeit aufzuerlegenden Steuern und Zölle, doch mindestens acht (8) Litas pro Stück Feuerzeug bzw. dreihundert (300) Litas pro Kilogramm Feuersteine, effektiv beschränkt.

Artikel 11.

Für den Fall von force majeure, wie Krieg, Revolution, allgemeine Mobilisation, Blockade, Feuerschaden, Unfall durch Naturkräfte, allgemeiner Streik oder bei sonstigen durch Arbeiter veranstalteten Unruhen, soweit die Gesellschaft für diese Erscheinungen nicht haftbar ist, fallen die Verpflichtungen der Gesellschaft laut den Artikeln 2, 7 und 8 sowie das im Artikel 10 angegebene Einfuhrverbot für die Dauer der Störungen fort. Die Stab ist solchenfalls allein berechtigt, für den inländischen Konsum erforderliche Quantitäten Zündhölzer zollfrei einzuführen.

Artikel 12.

Der vorstehende Vertrag tritt in Kraft, nachdem derselbe von der Republik Litauen und von der Stab unterzeichnet worden ist.

Die Regierung übernimmt die Verpflichtung, spätestens einen (1) Monat nach Unterzeichnung des Vertrages sämtliche für dessen Realisierung erforderliche Gesetze und Verordnungen zu erlassen.

Die Regierung erklärt und bestätigt, daß alle Bestimmungen dieses Vertrages mit litauischem Gesetz übereinstimmen und bestehenden internationalen Verträgen nicht widersprechen, sowie daß der Vertrag für seine ganze Dauer für das ganze Litauische Souveränitätsgebiet bindend ist.

Im Falle eingetretener Gebietsvergrößerung wird die im Artikel 3 erwähnte Akzisegarantie im Verhältnis zum Bevölkerungszuwachs vergrößert.

Artikel 13.

Die Gesellschaft zahlt sämtliche nach den litauischen Gesetzen aufzuerlegenden Staats- und Selbstverwaltungssteuern, jedoch mit der Maßgabe, daß der Gesamtbetrag aller von den in diesem Vertrage aufgeführten Unternehmungen jährlich zu entrichtenden Steuern nicht mehr als drei (3) % des von denselben in dem betreffenden Jahre erzielten Umsatzes in Zündhölzern für den Innenmarkt zuzüglich zwei (2) % des gesamten von denselben in dem betreffenden Jahre erzielten Umsatzes in anderen Waren ausmachen wird. Als jährlicher Umsatz wird die Summe aller fakturierten Verkäufe ab Fabrik, abzüglich Akzise, gerechnet.

Diese Beschränkung findet auf die eventuell im Memelgebiet zu zahlenden Steuern sowie auf alle gesetzlichen, sozialen Lasten keine Anwendung.

Der nach Zahlung der erwähnten Steuern erhaltene Reingewinn wird keiner weiteren Besteuerung unterliegen.

Die für den Abschluß dieses Vertrages zu entrichtenden Stempelabgaben werden von der Regierung getragen.

Artikel 14.

In allen bei der Interpretation oder durch die Nichterfüllung dieses Vertrages eventuell entstehenden Streitfällen, sowie im Falle, daß eine der Parteien Zahlung von Schadenersatz oder die Annullierung des Vertrages verlangen sollte, unterwerfen sich die vertragschließenden Parteien der ausschließlichen Kompetenz eines fünfgliedrigen Schiedsgerichts, in welches jede Partei zwei Mitglieder entsendet, die dann gemeinsam einen Obmann wählen. Wenn die vier Mitglieder sich über die Person des von ihnen zu wählenden Obmannes nicht einigen können, so wird der Präsident des Litauischen Obertribunals oder eine von ihm bestimmte Person als Obmann fungieren.

Falls einen (1) Monat nachdem die eine Partei das Schiedsgerichtsverfahren unter gleichzeitiger Bekanntgabe der von ihr gewählten Schiedsrichter verlangt hat, die andere Partei ihre Mitglieder des Schiedsgerichts nicht ernannt hat, so steht der ersten Partei das Recht zu, die Ernennung der Schiedsrichter der Gegenpartei durch den Präsidenten des Litauischen Obertribunals zu verlangen.

Die Gesellschaft ist berechtigt, die bei ihr beim Inkrafttreten des Vertrages lagernden oder in Arbeit befindlichen sowie die von den anderen Fabriken übernommenen Zündhölzer im Inlande zu verkaufen, auch wenn dieselben den Qualitätsbestimmungen dieses Vertrages nicht entsprechen sollten.

Dieser Vertrag ist in zwei Exemplaren ausgefertigt, von denen jede der beiden vertragschließenden Parteien ein Exemplar bekommen hat.

Kaunas, den 12. April 1930.

Republik Litauen.
Juozas Tubelis
Ministerpräsident und Finanzminister
Svenska Tändsticks Aktiebolaget
Stellan Carlberg.

10. Vereinbarungen über Vorkriegsanleihen.

a) Roumanian Debt Agreement [1]).

An Agreement made the fourth day of July 1928 between the Royal Roumanian Government (hereinafter called 'the Government') represented by Victor V. Badulesco General Secretary of the Ministry of Finance of the one part and J. Henry Schröder and Company of 145 Leadenhall Street in the City of London (hereinafter called 'Schröders') of the other part.

Whereas:

1. The Government created and issued a Loan known as: 'The Royal Roumanian Government 4½% Loan of 1913'.

2. The Government is desirous of obtaining the reinstatement of the quotation on the Stock Exchange London for the Bonds of the said 1913 Loan which were formerly so quoted other than those mentioned in the First Schedule hereto and now stamped 'For payment in Lei' which will continue to be payable in Roumania in Lei only.

Now it is hereby agreed as follows:

1. Payment of the principal and interest on the Bonds specified in the First Schedule hereto and now stamped: 'For payment in Lei' (hereinafter called 'the Lei Bonds') shall continue to be made in Roumania in Lei only.

2. Payment of the principal and interest on all the Bonds formerly quoted on the Stock Exchange London other than the Lei Bonds (hereinafter called 'the Sterling Bonds') shall be made in Sterling. Payment in London shall be made at the offices of Schröders. Payment of the principal of and interest on such of the Sterling Bonds referred to in Part 2 of the Second Schedule hereto shall only come within the purview of this Agreement if the holders of such Bonds accept the Government's terms set out in Clause 6 hereof in full satisfaction of all liability in respect of principal of and interest on such Bonds up to and including the first day of April 1928, provided always that this stipulation shall not

[1]) The Financial News, August 10, 1928; vgl. dazu das deutsch-rumänische Abkommen zur Beilegung der finanziellen Streitfragen zwischen Deutschland und Rumänien vom 10. November 1928 (RGBl. 1929, II, S. 81 ff.).

apply to any Bonds the present holder of which shall before the first day of January 1929 produce a certificate from a member of the London Stock Exchange countersigned on behalf of the Committee of the Stock Exchange that he acquired such Bonds by a bona fide purchase on the London Stock Exchange prior to the date on which the Loan was removed from the Official List.

3. Payment in the manner provided in Clause 2 hereof shall be so made in time of war as well as in time of peace and whether the holders be citizens or subjects of a friendly, hostile or neutral state without requiring any declaration or evidence as to the then present or former nationality, domicile or residence of such holders or any previous holders or as to the length of time such holders have held such bonds or the coupons attached hereto.

4. For the purpose of providing for the service of the Sterling Bonds the Government undertakes to pay direct to Schröders in Sterling in London the amounts required for the service of the Sterling Bonds on the dates provided in Article 8 of the Agreement between the Minister of Finance of Roumania and the Diskonto Gesellschaft and others dated Berlin 23rd October 1913.

5. The Government undertakes that it will on the first day of October 1928 and thereafter amortise regularly the appropriate number of Bonds shown on the amortisation table and the Government reserves the right to redeem on any interest date or dates as it may select but in any case not later than 1st October 1953 those Bonds which owing to the war were not drawn in accordance with such table.

6. In so far as payments have not been made up to and including the first day of April 1928 in respect of the Sterling Bonds referred to in Part 2 of the Coupons thereto attached the Government undertakes to pay through Schröders to all the holders of such Bonds or Coupons presented for payment on or after the 1st day of October 1928 a sum in Sterling equal to twenty per cent. of the nominal amount of all such Bonds drawn for repayment and unpaid and of all Coupons in arrear and unpaid or (at the option of the Government) Sterling Bonds of the Government. Should the Government elect to pay in Sterling Bonds such Sterling Bonds shall be Bonds of a Roumanian Government Loan quoted on the Stock Exchange London and shall be for such an amount as when calculated at the ruling market rate shall be equal to the aforesaid Sterling payment of 20 per cent. Acceptance of any payment from the Government by the holders of the Sterling Bonds specified in Part 2 of the said Second Schedule will imply the acceptance of such holders of the terms of the present Agreement.

7. In the event of any Bond being included in the list of the Lei Bonds by inadvertence the Government undertakes that such Bond may be taken out of the Lei List and inserted in the Sterling Bond List and shall be treated as a Sterling Bond subject to evidence satisfactory to the Government and to Schröders that such Bond was included in the Lei List in error.

8. This Agreement shall be exempt from all present or future Roumanian taxes stamp duty charges and impositions whatsoever whether national departmental municipal or any other nature or kind.

9. The Government will submit this contract to the Legislature for ratification during the forthcoming session, and if a Law duly ratifying the same shall not be enacted or duly promulgated during the next session of the Legislature the present Agreement shall at the option of Schröders be null and void. Until the Committee of the Stock Exchange have restored the Sterling Bonds to quotation in the Official List or publicly announced their intention subject to the ratification of this Agreement to do so the Government shall have the right to declare the present Agreement null and void.

Inasmuch as it has been impossible to complete the First and Second Schedules hereto the Government undertakes to furnish to Schröders the particulars for that purpose prior to the first September 1928.

10. In witness whereof this Agreement has been signed by Victor V. Badulesco on behalf of the Government and by J. Henry Schröder & Co., the day and year first above written.

(Signed.) Victor V. Badulesco.
(Signed.) J. Henry Schröder & Co.

The first schedule hereto being the numbers of the Lei Bonds.

The second schedule hereto being the numbers of the Sterling Bonds.

Part 1. — Numbers of the Bonds in respect of which payments may be made forthwith.

Part 2. — Numbers of the Bonds on which payment can only be made after holders have agreed to accept arrears of principal and interest pursuant to Clause 6 hereof.

b) Vertrag zwischen Bulgarien und der Diskonto-Gesellschaft.

Zwischen[1]) der Königlich Bulgarischen Regierung, im folgenden »Bulgarien« genannt, vertreten durch die Herren:
Dr. S. Daneff, Ministerpräsident a. D.,
Dr. N. Stoyanoff, Direktor der Staatsschuldenverwaltung,
J. Bourilkoff, Vizegouverneur der Bulgarischen Nationalbank,
Dr. L. Dikoff, Professor an der Universität in Sofia,

einerseits

und

der Direction der Disconto-Gesellschaft, im folgenden »DG« genannt,

andererseits,

wird folgender

VERTRAG

geschlossen:

[1]) Dŭržaren Vestnik No. 68. 26. Juni 1929.

Nachdem die Verhandlungen über die Regelung der Forderungen der DG aus den Verträgen von 12. Juli 1914 (bulgarisches Gesetz vom 2. Juli 1914 a. St., veröffentlicht im bulgarischen Gesetzblatt Nr. 148 vom 4. VII. 1914 a. St.) und aus dem im Zusammenhang hiermit stehenden Vertrag vom 31. Juli 1915 nebst ergänzenden Abmachungen sowie aus dem Vertrage vom 31. Januar 1915 beendet wurden, haben sich die Parteien über eine Beilegung sämtlicher zwischen ihnen bestehenden Streitfragen wie folgt verständigt:

I.

Bulgarien zahlt an die DG und für Rechnung der von ihr geführten Syndikate sfrs. 17,000,000 (in Worten: siebenzehn Millionen Schweizer Franken). Diese Summe verzinst mit 5% ab 5. Juli 1929, wird von Bulgarien wie folgt bezahlt:

a) sfrs. 2,000,000 in bar in Zürich am 5. Juli 1929,

b) sfrs. 15,000,000 plus 5% Zinsen bis zur Fälligkeit in Schatzwechseln laut beiliegendem Muster, die beim Schweizerischen Bankverien in Zürich zahlbar sind. Diese Schatzwechsel, und zwar sowohl für das Kapital als für die Zinsen werden nach folgendem Zahlungsplan fällig:

Datum der Fälligkeit	Kapital sfrs.	Zinsen	Gesamtbetrag sfrs.
5. VII. 1929	2,000,000.—	—	2,000,000.—
5. VII. 1930	1,000,000.—	750,000.—	1,750,000.—
5. I. 1931	500,000.—	350,000.—	850,000.—
5. VII. 1931	500,000.—	337,500.—	837,500.—
5. I. 1932	500,000.—	325,000.—	825,000.—
5. VII. 1932	500,000.—	312,500.—	812,500.—
5. I. 1933	500,000.—	300,000.—	800,000.—
5. VII. 1933	500,000.—	287,500.—	787,500.—
5. I. 1934	500,000.—	275,000.—	775,000.—
5. VII. 1934	500,000.—	262,500.—	762,500.—
5. I. 1935	500,000.—	250,000.—	750,000.—
5. VII. 1935	500,000.—	237,500.—	737,500.—
5. I. 1936	500,000.—	225,000.—	725,000.—
5. VII. 1936	500,000.—	212,500.—	712,500.—
5. I. 1937	500,000.—	200,000.—	700,000.—
5. VII. 1937	500,000.—	187,500.—	687,500.—
5. I. 1938	500,000.—	175,000.—	675,000.—
5. VII. 1938	500,000.—	162,500.—	662,500.—
5. I. 1939	500,000.—	150,000.—	650,000.—
5. VII. 1939	500,000.—	137,500.—	637,500.—
5. I. 1940	500,000.—	125,000.—	625,000.—
5. VII. 1940	500,000.—	112,500.—	612,500.—
5. I. 1941	500,000.—	100,000.—	600,000.—
5. VII. 1941	500,000.—	87,500.—	587,500.—

Übertrag:	14,000,000.—	5,562,500.—	19,563,000.—
5. I. 1942	500,000.—	75,000.—	575,000.—
5. VII. 1942	500,000.—	62,500.—	562,500.—
5. I. 1943	500,000.—	50,000.—	550,000.—
5. VII. 1943	500,000.—	37,500.—	537,500.—
5. I. 1944	500,000.—	25,000.—	525,000.—
5. VII. 1944	500,000.—	12,500.—	512,000.—
	17,000,000.—	5,825,000.—	22,825,000.—

Hinsichtlich der Stückelung der Schatzwechsel wird die Bulgarische Regierung den Wünschen der DG entsprechen.

Der schweizerische Wechselstempel, der auf die Schatzwechsel zu entrichten ist, wird von der DG getragen.

Auf Wunsch der DG ist Bulgarien bereit, die Schatzwechsel mit gleichem Text statt in Schweizer Franken in U.-S.-Dollar, umgerechnet zur Parität, auszustellen, zahlbar in New York bei der Guaranty Trust Company of New York.

II.

Bulgarien verpflichtet sich, die für den Zinsen- und Tilgungsdienst erforderlichen Beträge in das jährliche Budget einzustellen.

III.

Durch den gegenwärtigen Vertrag werden alle Ansprüche der DG und der von ihr vertretenen Syndikate aus den eingangs genannten Verträgen und Abmachungen sowie aus den damit im Zusammenhang stehenden bankgeschäftlichen Transaktionen, einerseits, wie auch umgekehrt alle etwaigen Ansprüche Bulgariens gegenüber der DG und den Mitgliedern des Syndikats abgegolten. Bulgarien macht sich auch dafür stark, daß die Bulgarische Nationalbank keinerlei Ansprüche aus ihren bei deutschen Banken unterhaltenen, aus der Kriegszeit stammenden Guthaben geltend machen wird.

IV.

Die DG wird Bulgarien gegen Einhändigung der in Ziffer I erwähnten Schatzwechsel den in ihren Händen befindlichen General Bond über Lewa or 250 Millionen und die ffrs. 75 Millionen bulgarischen Schatzwechsel, welche gemäß Vertrag vom 31. Januar 1915 ausgehändigt worden sind, zurückgeben und die Auflösung und Liquidation der Société Nationale Bulgare d'Exploitation de Mines in Sofia alsbald in die Wege leiten.

Die DG und das von ihr vertretene Syndikat machen sich dafür stark, daß die Société Nationale Bulgare d'Exploitation de Mines in Sofia keinerlei Schadenersatzansprüche für die Nichteinbringung der genannten Bergwerke in die Société National Bulgare d'Exploitation de Mines gegenüber dem bulgarischen Staate geltend machen wird.

V.

Bulgarien verpflichtet sich, bis zum 15. Juni 1929 sowohl die Zustimmung der Interalliierten Kommission in Sofia zu dem Vertrage einzuholen, als auch die Ratifizierung desselben durch die Sobranje herbeizuführen.

In gleicher Weise verpflichtet sich die DG, in der gleichen Frist die Zustimmung des Syndikats zu erwirken.

Der Vertrag tritt in Kraft, sobald die in Absatz 1 und 2 vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind.

VI.

Der Abschlußort des gegenwärtigen Vertrages ist Sofia.

VII.

Für den Vertrag soll das deutsche Recht maßgebend sein.

Den 4. Mai 1929.

(s) Dr. S. Daneff
(s) N. Stoyanoff
(s) J. Bourikoff
(s) Dr. L. Dikoff

Direktion der Disconto-Gesellschaft
(s) Schlieper (s) Sippell.

11. Plan einer europäischen Bundesordnung.

a) Mémorandum sur l'organisation d'un régime d'union fédérale européenne[1]).

Dossiers nos 17 B, 200 B et 209 B.

Au cours d'une première réunion tenue le 9 septembre 1929, à Genève, à la demande du représentant de la France, les représentants qualifiés des vingt-sept Etats européens membres de la Société des Nations ont été appelés à envisager l'intérêt d'une entente entre gouvernements intéressés, en vue de l'institution, entre peuples d'Europe, d'une sorte de lien fédéral qui établisse entre eux un régime de constante solidarité et leur permette, dans tous les cas où cela serait nécessaire, d'entrer en contact immédiat pour l'étude, la discussion et le règlement des problèmes susceptibles de les intéresser en commun.

Unanimes à reconnaître la nécessité d'un effort dans ce sens, les représentants consultés se sont tous engagés à recommander à leurs gouvernements respectifs la mise à l'étude de la question qui leur était directement soumise par le représentant de la France et qu'aussi bien ce dernier avait déjà eu l'occasion, le 5 septembre, d'évoquer devant la Xe Assemblée de la Société des Nations.

Pour mieux attester cette unanimité, qui consacrait déjà le principe

[1]) 17. Mai 1930. L'Eur. Nouv. 24. 5. 1930 S. 806.

d'une union morale européenne, ils ont cru devoir arrêter sans délai la procédure qui leur paraissait la plus propre à faciliter l'enquête proposée: ils ont confié au représentant de la France le soin de préciser, dans un mémorandum aux gouvernements intéressés, les points essentiels sur lesquels devait porter leur étude; de recueillir et d'enregistrer leurs avis; de dégager les conclusions de cette large consultation, et d'en faire l'objet d'un rapport à soumettre aux délibérations d'une conférence européenne, qui pourrait se tenir à Genève lors de la prochaine assemblée de la Société des Nations.

Au moment de s'acquitter de la mission qui lui a été confiée, le gouvernement de la République tient à rappeler la préoccupation générale et les réserves essentielles qui n'ont cessé de dominer la pensée de tous les représentants réunis à Genève le 9 septembre dernier.

La proposition mise à l'étude par vingt-sept gouvernements européens trouvait sa justification dans le sentiment très précis d'une responsabilité collective en face du danger qui menace la paix européenne, au point de vue politique aussi bien qu'économique et social, du fait de l'état d'incoordination où se trouve encore l'économie générale de l'Europe. La nécessité d'établir un régime permanent de solidarité conventionnelle pour l'organisation rationnelle de l'Europe résulte en effet des conditions mêmes de la sécurité et du bien-être des peuples que leur situation géographique appelle à partager, dans cette partie du monde, une solidarité de fait.

Nul ne doute aujourd'hui que le manque de cohésion dans le groupement des forces matérielles et morales de l'Europe ne constitue, pratiquement, le plus sérieux obstacle au développement et à l'efficacité de toutes institutions politiques ou juridiques sur quoi tendent à se fonder les premières entreprises d'une organisation universelle de la paix. Cette dispersion de forces ne limite pas moins gravement, en Europe, les possibilités d'élargissement du marché économique, les tentatives d'intensification et d'amélioration de la production industrielle, et par là même toutes garanties contre les crises du travail, sources d'instabilité politique aussi bien que sociale. Or, le danger d'un tel morcellement se trouve encore accru du fait de l'étendue des frontières nouvelles (plus de 20.000 kilomètres de barrières douanières) que les traités de paix ont du créer pour faire droit, en Europe, aux aspirations nationales.

L'action même de la Société des Nations, dont les responsabilités sont d'autant plus lourdes qu'elle est universelle, pourrait être exposée en Europe à de sérieuses entraves, si ce fractionnement territorial ne trouvait au plus tôt sa compensation dans un lien de solidarité permettant aux nations européennes de prendre enfin conscience de l'unité géographique européenne et de réaliser, dans le cadre de la Société, une de ces ententes régionales que le pacte a formellement recommandées.

C'est dire que la recherche d'une formule de coopération européenne en liaison avec la Société des Nations, loin d'affaiblir l'autorité de cette dernière, ne doit tendre et ne peut tendre qu'à l'accroitre, car elle se rattache étroitement à ses vues.

Il ne s'agit nullement de constituer un groupement européen en dehors de la Société des Nations, mais au contraire d'harmoniser les intérêts européens sous le contrôle et dans l'esprit de la Société des Nations, en intégrant dans son système universel un système limité, d'autant plus effectif. La réalisation d'une organisation fédérative de l'Europe serait toujours rapportée à la Société des Nations, comme un élément de progrès à son actif dont les nations extra-européennes elles-mêmes pourraient bénéficier.

Une telle conception ne peut laisser place à l'équivoque, pas plus que celle dont procédait, sur un terrain régional encore plus restreint, la négociation collective des accords de Locarno qui ont inauguré la vraie politique de coopération européenne.

En fait, certaines questions intéressent en propre l'Europe, pour lesquelles les Etats européens peuvent sentir le besoin d'une action propre, plus immédiate et plus directe, dans l'intérêt même de la paix, et pour lesquelles, au surplus, ils bénéficient d'une compétence propre, résultant de leurs affinités ethniques et de leur communauté de civilisation. La Société des Nations elle-même, dans l'exercice général de son activité, a eu plus d'une fois à tenir compte du fait de cette unité géographique que constitue l'Europe et à laquelle peuvent convenir des solutions communes dont on ne saurait imposer l'application au monde entier. Préparer et faciliter la coordination des activités proprement européennes de la Société des Nations serait précisément une des tâches de l'association envisagée.

Loin de constituer une nouvelle instance contentieuse pour le règlement des litiges, l'Association européenne, qui ne pourrait être appelée en pareille matière à exercer ses bons offices qu'à titre purement consultatif, serait sans qualité pour traiter au fond des problèmes particuliers dont le règlement a été confié, par le pacte ou par les traités, à une procédure spéciale de la Société des Nations ou à toute autre procédure expressément définie. Mais, dans les cas mêmes où il s'agirait d'une tâche essentielle réservée à la Société des Nations, le lien fédéral entre Etats européens jouerait encore un rôle très utile en préparant l'atmosphère favorable aux règlements pacifiques de la Société ou en facilitant dans la pratique l'exécution de ses décisions.

Aussi bien le représentant de la France a-t-il eu souci, dès le début, d'éviter toute ambiguïté, lorsque, prenant l'initiative de la première réunion européenne, il a estimé qu'elle devait comprendre seulement les représentants d'Etats membres de la Société des Nations, et se tenir à Genève même, à l'occasion de la X^e^ Assemblée, c'est-à-dire dans l'atmosphère et dans le cadre de la Société des Nations.

Non plus qu'à la Société des Nations, l'organisation européenne envisagée ne saurait s'opposer à aucun groupement ethnique, sur d'autres continents ou en Europe même, en dehors de la Société des Nations.

L'œuvre de coordination européenne répond à des nécessités assez immédiates et assez vitales pour chercher sa fin en elle-même, dans un travail vraiment positif et qu'il ne peut être question de diriger ni de

laisser jamais diriger contre personne. Bien au contraire, cette œuvre devra être poursuivie en pleine confiance amicale, et souvent même en collaboration, avec tous autres Etats ou groupements d'Etats qui s'intéressent assez sincèrement à l'organisation universelle de la paix pour reconnaitre l'intérêt d'une homogénéité plus grande de l'Europe, comprenant, au surplus, assez clairement les lois modernes de l'économie internationale pour rechercher, dans le meilleur aménagement d'une Europe simplifiée et par là même soustraite à la constante menace des conflits, les conditions de stabilité indispensables au développement de leurs propres échanges économiques.

La politique d'union européenne à laquelle doit tendre aujourd'hui la recherche d'un premier lien de solidarité entre gouvernements d'Europe implique, en effet une conception absolument contraire à celle qui a pu déterminer jadis, en Europe, la formation d'unions douanières tendant à abolir les douanes intérieures pour élever aux limites de la cummunauté une barrière plus rigoureuse, c'est-à-dire à constituer en fait un instrument de lutte contre les Etats situés en dehors de ces unions.

Une pareille conception serait incompatible avec les principes de la Société des Nations, étroitement attachée à la notion d'universalité qui demeure son but et sa fin alors même qu'elle poursuit ou favorise des réalisations partielles.

Il importe enfin de placer très nettement l'étude proposée sous cette conception générale qu'en aucun cas, et à aucun degré, l'institution du lien fédéral recherché entre gouvernements européens ne saurait affecter en rien aucun des droits souverains des Etats membres d'une telle association de fait.

C'est sur le plan de la souveraineté absolue et de l'entière indépendance politique que doit être réalisée l'entente entre nations européennes. Il serait d'ailleurs impossible d'imaginer la moindre pensée de domination politique au sein d'une organisation délibérément placée sous le contrôle de la Société des Nations, dont les deux principes fondamentaux sont précisément la souveraineté des Etats et leur égalité de droits. Et avec les droits de souveraineté, n'est-ce pas le génie même de chaque nation qui peut trouver à s'affirmer encore plus consciemment, dans sa coopération particulière à l'œuvre collective, sous un régime d'union fédérale pleinement compatible avec le respect des traditions et caractéristiques propres à chaque peuple?

C'est sous la réserve de ces observations et en s'inspirant de la préoccupation générale rappelée au début de ce mémorandum que le gouvernement de la République, conformément à la procédure arrêtée à la première réunion européenne du 9 septembre 1929, a l'honneur de soumettre aujourd'hui à l'examen des gouvernements intéressés un relevé des différents points sur lesquels ils sont invités à formuler leur avis.

I.

Nécessité d'un pacte d'ordre général, aussi élémentaire fût-il, pour affirmer le principe de l'union morale européenne et consacrer solennellement le fait de la solidarité instituée entre Etats européens.

Dans une formule aussi libérale que possible, mais indiquant clairement l'objectif essentiel de cette association au service de l'œuvre collective d'organisation pacifique de l'Europe, les gouvernements signataires s'engageraient à prendre régulièrement contact, dans des réunions périodiques ou extraordinaires, pour examiner en commun toutes questions susceptiles d'intéresser au premier chef la communauté des peuples européens.

Observations

1° Les gouvernements signataires apparaissant ainsi liés à l'orientation générale d'une certaine politique commune, le principe de l'union européenne se trouverait désormais placé hors de toute discussion et au-dessus de toute procédure d'application quotidienne: l'étude des voies et moyens serait réservée à la conférence européenne ou à l'organisme permanent qui serait appelé à constituer le lien vivant de solidarité entre nations européennes et à incarner ainsi la personnalité morale de l'Union européenne.

2° Ce pacte initial et symbolique, sous le couvert duquel se poursuivraient dans la pratique la détermination, l'organisation et le développement des éléments constitutifs de l'Association européenne, devrait être rédigé assez sommairement pour se borner à définir le rôle essentiel de cette association. (Il appartiendrait à l'avenir, s'il devait être favorable au développement de l'Union européenne, de faciliter l'extension éventuelle de ce pacte de principe jusqu'à la conception d'une charte plus articulée.)

3° La rédaction du pacte européen devrait néanmoins tenir compte des réserves essentielles indiquées dans le présent mémorandum. Il importerait en effet de définir le caractère de l'Europe, considérée comme une entente régionale répondant aux dispositions de l'article 21 du pacte de la Société des Nations et exerçant son activité dans le cadre de la Société des Nations. (Il serait précisé, notamment, que l'Association européenne ne saurait se substituer à la Société des Nations dans les tâches confiées à celle-ci par le pacte ou par les traités, et que, même dans son domaine propre d'organisation de l'Europe, elle devrait encore coordonner son activité particulière avec l'activité générale de la Société des Nations.)

4° Pour mieux attester la subordination européenne à la Société des Nations, le pacte européen serait réservé, à l'origine, aux Etats européens membres de la Société.

II

Nécessité d'un mécanisme propre à assurer à l'Union européenne les organes indispensables à l'accomplissement de sa tâche.

A. *Nécessité d'un organe représentatif et responsable, sous forme d'institution régulière, de la «Conférence européenne»*, composée des représentants de tous les gouvernements européens membres de la Société des Nations et qui demeurerait l'organe directeur essentiel de l'Union européenne, en liaison avec la Société des Nations.

Les pouvoirs de cette conférence, l'organisation de sa présidence et de ses sessions, régulières ou extraordinaires, devraient être déterminés à la prochaine réunion des Etats européens, qui aura à délibérer sur les conclusions du rapport d'enquête et qui, sous réserve des approbations gouvernementales ou ratifications parlementaires indispensables, devra assurer la mise au point du projet d'organisation européenne.

Observation

Afin d'éviter toute prédominance en faveur d'un des Etats d'Europe par rapport aux autres, la présidence de la conférence européenne devrait être annuelle et exercée par roulement.

B. *Nécessité d'un organe exécutif, sous forme de comité politique permanent*, composé seulement d'un certain nombre de membres de la conférence européenne et assurant pratiquement à l'Union européenne son organisme d'étude en même temps que son instrument d'action.

La composition et les pouvoirs du comité européen, le mode de désignation de ses membres, l'organisation de sa présidence et de ses sessions, régulières ou extraordinaires, devraient être déterminés à la prochaine réunion des Etats européens. L'activité de ce comité, comme celle de la conférence, devant s'exercer dans le cadre de la Société des Nations, ses réunions devraient avoir lieu à Genève même, où ses sessions régulières pourraient coïncider avec celles du conseil de la Société des Nations.

Observations

1° En vue de soustraire le comité européen à toute prédominance particulière, sa présidence devrait être exercée par roulement.

2° Le comité ne pouvant comprendre qu'un nombre restreint de représentants d'Etats européens membres de la Société des Nations garderait la possibilité d'inviter à tout moment les représentants des autres gouvernements européens, faisant ou non partie de la Société des Nations, qui seraient particulièrement intéressés à l'étude d'une question. Au surplus, la faculté lui serait formellement réservée, chaque fois qu'il le jugerait nécessaire ou opportun, d'inviter un représentant d'une puissance extra-européenne, faisant ou non partie de la Société des Nations, à assister, ou même à participer (avec voix consultative ou délibérative) aux délibérations portant sur une question où elle se trouverait intéressée.

3° Une des premières tâches du comité pourrait comporter:

D'une part, l'examen général de toute procédure de réalisation et d'application du projet envisagé, conformément aux données essentielles de la consultation des gouvernements, et la recherche, à cet effet, des voies et moyens tendant à dégager techniquement les éléments constitutifs de la future union fédérale européenne:

D'autre part, l'inventaire général du programme de coopération européenne, comprenant:

a) L'étude des questions politiques, économiques, sociales et autres intéressant particulièrement la communauté européenne et non encore traitées par la Société des Nations:

b) L'action particulière à exercer pour activer l'exécution par les gouvernements européens des décisions générales de la Société des Nations.

4° Le comité, après adoption du programme général de coopération européenne, pourrait confier l'étude de certains chapitres à des comités techniques spéciaux, en s'assurant des conditions nécessaires pour que le travail des experts fût toujours maintenu sous le contrôle et l'impulsion immédiate de l'élément politique, émanation directe des gouvernements, qui demeurent solidairement responsables de la poursuite de leur entreprise internationale et qui peuvent seuls en assurer le succès sur le plan politique où elle trouve sa justification supérieure. (A cet effet, la présidence des comités techniques pourrait être confiée, dans chaque cas particulier, à un homme d'Etat européen choisi, soit dans le sein, soit en dehors du comité politique européen.)

C. *Nécessité d'un service de secrétariat*, aussi réduit fût-il à l'origine, pour assurer administrativement l'exécution des instructions du président de la conférence ou du comité européen, les communications entre gouvernements signataires du pacte européen, les convocations de la conférence ou du comité, la préparation de leurs discussions, l'enregistrement et la notification de leurs résolutions, etc.

Observations

1° Au début, le service de secrétariat pourrait être confié au gouvernement chargé, par roulement, de la présidence du comité européen.

2° Le jour où la nécessité serait reconnue d'un secrétariat permanent, le siège de ce secrétariat devrait être le même que celui des réunions de la conférence et du comité, c'est-à-dire Genève.

3° L'organisation du service du secrétariat devrait toujours être examinée en tenant compte des possibilités d'utilisation, au moins partielle et temporaire, de services particuliers du secrétariat de la Société des Nations.

III

Nécessité d'arrêter d'avance les directives essentielles qui devront déterminer les conceptions générales du comité européen et le guider dans son travail d'étude pour l'élaboration du programme d'organisation européenne.

(Ce troisième point pouvant être réservé à l'appréciation de la prochaine réunion européenne.)

A. *Subordination générale du problème économique au problème politique.*

Toute possibilité de progrès dans la voie de l'union économique étant rigoureusement déterminée par la question de sécurité et cette question elle-même étant intimement liée à celle du progrès réalisable dans la voie de l'union politique, c'est sur le plan politique que devrait être porté tout d'abord l'effort constructeur tendant à donner à l'Europe sa structure organique. C'est sur ce plan encore que devrait ensuite s'élaborer, dans ses grandes lignes, la politique économique de l'Europe, aussi bien que la politique douanière de chaque Etat européen en particulier.

Un ordre inverse ne serait pas seulement vain, il apparaitrait aux nations les plus faibles comme susceptible de les exposer, sans garanties ni compensation, aux risques de domination politique pouvant résulter d'une domination industrielle des Etats les plus fortement organisés.

Il est donc logique et normal que les sacrifices économiques à faire à la collectivité ne puissent trouver leur justification que dans le développement d'une situation politique autorisant la confiance entre peuples et la pacification réelle des esprits. Et même après la réalisation d'une telle condition de fait, assurée par l'établissement d'un régime de constante et d'étroite association de paix entre peuples d'Europe, encore faudrait-il l'intervention, sur le plan politique, d'un sentiment supérieur des nécessités internationales pour imposer aux membres de la communauté européenne, en faveur de la collectivité, la conception sincère et la poursuite effective d'une politique douanière vraiment libérale.

B. *Conception de la coopération politique européenne* comme devant tendre à cette fin essentielle: une fédération fondée sur l'idée d'union et non d'unité, c'est-à-dire assez souple pour respecter l'indépendance et la souveraineté nationale de chacun des Etats, tout en leur assurant à tous le bénéfice de la solidarité collective pour le règlement des questions politiques intéressant le sort de la communauté européenne ou celui d'un de ses membres.

(Une telle conception pourrait impliquer, comme conséquence, le développement général, pour l'Europe, du système d'arbitrage et de sécurité, et l'extension progressive à toute la communauté européenne de la politique de garanties internationales inaugurée à Locarno, jusqu'à intégration des accords ou séries d'accords particuliers dans un sytème plus général.)

C. *Conception de l'organisation économique de l'Europe* comme devant

tendre à cette fin essentielle: un rapprochement des économies européennes réalisé sous la responsabilité politique des gouvernements solidaires.

A cet effet, les gouvernements pourraient fixer eux-mêmes, définitivement, dans un acte d'ordre général et de principe qui constituerait un simple pacte de solidarité économique, le but qu'ils entendent assigner comme fin idéale à leur politique douanière (établissement d'un marché commun pour l'élévation au maximum du niveau de bien-être humain sur l'ensemble des territoires de la communauté européenne). A la faveur d'une telle orientation générale pourrait s'engager pratiquement la poursuite immédiate d'une organisation rationnelle de la production et des échanges européens, par voie de libération progressive et de simplification méthodique de la circulation des marchandises, des capitaux et des personnes, sous la seule réserve des besoins de la défense nationale dans chaque Etat.

Le principe même de cette politique douanière une fois consacré, et définitivement consacré, sur le plan de la politique générale des gouvernements, l'étude des modalités et voies de réalisation pourrait être renvoyée tout entière à l'examen technique d'un comité d'experts, dans les conditions prévues au titre II, B. observation 4.

IV

Opportunité de réserver, soit à la prochaine conférence européenne, soit au futur comité européen, l'étude de toutes questions d'application.

Dont les suivantes:

A. *Détermination du champ de coopération européenne*, notamment dans les domaines suivants:

1° *Economie générale.* — Réalisation effective, en Europe, du programme établi par la dernière conférence économique de la Société des Nations: contrôle de la politique des unions et cartels industriels entre différents pays: examen et préparation de toutes possibilités futures en matière d'abaissement progressif des tarifs, etc.

2° *Outillage économique.* — Réalisation d'une coordination entre les grands travaux publics exécutés par les Etats européens (routes à grand trafic automobile, canaux, etc.).

3° *Communications et transit.* — Par voie de terre, d'eau et d'air: règlementation et amélioration de la circulation intereuropéenne: coordination des travaux des commissions fluviales européennes: ententes entre chemins de fer: régime européen des postes, télégraphes et téléphones; statut de la radiodiffusion, etc.

4° *Finances.* — Encouragement du crédit destiné à la mise en valeur des régions d'Europe économiquement moins développées: marché européen; questions monétaires, etc.

5° *Travail.* — Solution de certaines questions de travail particulières à l'Europe, telles que le travail dans la batellerie fluviale et dans les verreries; ayant un caractère continental ou régional, telles que la règlementation des conséquences sociales de l'émigration intereuropéenne

(application d'un pays à un autre des lois sur les accidents du travail, les assurances sociales, les retraites ouvrières, etc.)

6° *Hygiène.* — Généralisation de certaines méthodes d'hygiène expérimentées par l'organisation d'hygiène de la Société des Nations (notamment: régénération des régions agricoles: application de l'assurance maladie; écoles nationales d'hygiène; épidémiologie européenne; échanges de renseignements et de fonctionnaires entre services nationaux d'hygiène; coopération scientifique et administrative dans la lutte contre les grands fléaux sociaux, contre les maladies professionnelles et la mortalité infantile; etc.).

7° *Coopération intellectuelle.* — Coopération par les universités et académies; relations littéraires et artistiques; concentration des recherches scientifiques; amélioration du régime de la presse dans les relations entre agences et dans le transport des journaux, etc.

8° *Rapports interparlementaires.* — Utilisation de l'organisation et des travaux de l'Union interparlementaire, pour le développement des contacts et échanges de vues entre milieux parlementaires des différents pays d'Europe (afin de préparer le terrain politique aux réalisations de l'Union européenne qui nécessiteraient des approbations parlementaires et, d'une façon générale, d'améliorer l'atmosphère internationale en Europe par la compréhension réciproque des intérêts et sentiments des peuples).

9° *Administration.* — Formation de sections européennes dans certains bureaux internationaux mondiaux.

B. *Détermination des méthodes de coopération européenne* dans les questions que retiendrait la conférence européenne ou le comité européen.

Il pourrait être opportun, suivant les cas:

Soit de créer des organismes de coordination et d'étude là où ils n'existent pas (par exemple pour l'outillage européen ou pour les diverses commissions fluviales européennes):

Soit de seconder les efforts de la Société des Nations dans les questions qui font déjà l'objet de ses études méthodiques (en préparant, notamment, par des échanges de vues et des négociations amiables, l'entrée en vigueur, dans les relations des Etats d'Europe, des conventions établies ou des recommandations formulées par la Société des Nations);

Soit enfin de provoquer des conférences, européennes ou générales, de la Société des Nations dans les questions susceptibles d'être traitées par elle, mais qui ne l'ont pas encore été. (A toute conférence européenne les Etats extraeuropéens seraient invités à se faire représenter par des observateurs et toute convention qui serait établie par une conférence convoquée à la demande des Etats d'Europe, pour autant qu'elle ne serait pas strictement continentale par son objet, demeurerait ouverte à l'adhésion des Etats extraeuropéens).

C. *Détermination de tous modes de collaboration* entre l'Union européenne et les pays situés en dehors de cette union.

En sollicitant, sur les quatre points ci-dessus indiqués, l'avis des vingt-six gouvernements européens dont il a reçu mandat d'enquête, le gouvernement de la République tient à formuler cette observation générale, qu'il a cru devoir s'attacher, pour des raisons purement pratiques, à une conception aussi élémentaire que possible de sa consultation: non qu'il entende limiter, dans ses vœux, les possibilités de développement futur d'une organisation fédérale de l'Europe, mais parce que, dans l'état actuel du monde européen et pour accroître les chances d'assentiment unanime à une première proposition concrète, susceptible de concilier tous intérêts et toutes situations particulières en cause, il importe essentiellement de s'en tenir aux données initiales de quelques vues très simples. Aussi bien est-il de bonne méthode de procéder du plus simple au plus complexe, en s'en remettant au temps du soin d'assurer, avec la vie, par une évolution constante et par une sorte de création continue, le plein épanouissement des ressources naturelles que l'Union européenne pourrait porter en elle-même.

C'est une telle conception qui guidait déjà le représentant de la France, quand, devant la première réunion européenne convoquée à Genève, il se bornait à suggérer, à titre immédiat, la recherche d'un simple lien fédéral à instituer entre gouvernements européens membres de la Société des Nations pour assurer pratiquement leur coopération.

Il ne s'agit point, en effet, d'édifier de toutes pièces une construction idéale répondant abstraitement à tous les besoins logiques d'une vaste ébauche de mécanisme fédéral européen, mais, en se gardant, au contraire, de toute anticipation de l'esprit, de s'attacher pratiquement à la réalisation effective d'un premier mode de contact et de solidarité constante entre gouvernements européens, pour le règlement en commun de tous problèmes intéressant l'organisation de la paix européenne et l'aménagement rationnel des forces vitales de l'Europe.

Le gouvernement de la République attacherait du prix à recevoir, avant le 15 juillet, la réponse des gouvernements consultés, avec toutes observations ou suggestions spontanées dont ils croiraient devoir accompagner leur communication. Il exprime le ferme espoir que ces réponses, inspirées du large souci de faire droit à l'atente des peuples et aux aspirations de la conscience européenne, fourniront les élements d'entente et de conciliation permettant d'instituer, avec un premier embryon d'organisation fédérale, le cadre durable de cette coopération européenne dont le programme pourra être arrêté à la prochaine réunion de Genève.

L'heure n'a jamais été plus propice ni plus pressante pour l'inauguration d'une œuvre constructive en Europe. Le règlement des principaux problèmes, matériels et moraux, consécutifs à la dernière guerre aura bientôt libéré l'Europe nouvelle de ce qui grevait le plus lourdement sa psychologie, autant que son économie. Elle apparaît, dès maintenant, disponible pour un effort positif et qui réponde à un ordre nouveau. Heure décisive, où l'Europe attentive peut disposer elle-même de son propre destin.

S'unir pour vivre et prospérer: telle est la stricte nécessité devant laquelle se trouvent désormais les nations d'Europe. Il semble que le sentiment des peuples se soit déjà clairement manifesté à ce sujet. Aux gouvernements d'assumer aujourd'hui leurs responsabilités, sous peine d'abandonner au risque d'initiatives particulières et d'entreprises désordonnées le groupement de forces matérielles et morales dont il leur appartient de garder la maîtrise collective, au bénéfice de la communauté européenne autant que de l'humanité.

b) Die Antwort des deutschen Reichs vom 11. Juli 1930[1])

1. Die Gemeinsamkeit europäischer Interessen hat die Staaten Europas im vergangenen Herbste zu einer ersten Beratung zusammengeführt. Die Motive, welche die deutsche Regierung damals zur Mitwirkung bewogen haben, bestehen für Deutschland fort. Die Länder Europas, weit entfernt von einem Zustand ruhiger Ausgeglichenheit, sind mit Spannungen und Gegensätzen der verschiedensten Art belastet. Die gesamte gegenwärtige Gestaltung des Kontinents in politischer und wirtschaftlicher Hinsicht hemmt die Entwicklung, die den natürlichen Lebensbedingungen der Völker entsprechen würde. Die Folgeerscheinungen treten auf materiellem und moralischem Gebiet immer deutlicher zutage. Das zwingt die europäischen Regierungen zur Überlegung, welche Möglichkeiten vorhanden sind, um den drohenden Gefahren durch solidarische Maßnahmen zu begegnen.

Die Deutsche Regierung hat es daher mit Genugtuung begrüßt, daß die Französische Regierung in ihrem Memorandum das europäische Problem in seinen Einzelheiten zur Diskussion gestellt und ihre eigene Auffassung darüber mitgeteilt hat. Daß jedes Land die gestellte Aufgabe von seinem Standpunkt aus unter einem anderen Gesichtswinkel sieht, ist nur natürlich. Kein Land kann die Mängel der Struktur Europas stärker empfinden als Deutschland, das, in der Mitte des Kontinents gelegen, von diesen Mängeln und ihren Auswirkungen in besonders hohem Maße berührt wird. Kein Land hat an der Beseitigung dieser Mängel ein höheres Interesse als Deutschland. Die Deutsche Regierung wird daher bereitwillig an der Lösung des Problems mitarbeiten und stellt sich für eine eingehende Beratung während der Tagung des Völkerbundes im Herbste dieses Jahres zur Verfügung. Sie sieht das Endziel darin, im Geiste der Verständigung eine mutige Reform der einmal als unhaltbar erkannten Verhältnisse ins Auge zu fassen und so eine wirkliche Befriedigung Europas herbeizuführen, die nur auf den Grundsätzen der Gerechtigkeit und Gleichheit beruhen kann.

2. Es bedarf zunächst der Feststellung, welche Gegenstände der internationalen Beziehungen für eine spezifisch europäische Regelung in Betracht kommen. Bei der Prüfung dieser Frage muß mit größter Sorgfalt vorgegangen werden. Jede Spitze gegen andere Länder oder

[1]) Nach amtlicher Mitteilung.

Kontinente ist zu vermeiden. Die Wechselwirkung zwischen den europäischen und den außereuropäischen Ländern ist auf manchen Gebieten stärker als die Wechselwirkung innerhalb Europas. Solche interkontinentalen Beziehungen einschränken zu wollen, wäre verfehlt. Es darf nicht geschehen, daß einzelne europäische Länder der europäischen Zusammenarbeit entfremdet werden. Dazu kommen die Schwierigkeiten, die sich aus der staatsrechtlichen und zollpolitischen Verbindung einzelner europäischer Staaten mit außereuropäischen Gebieten ergeben. Ein europäisches Programm müßte daher materiell und geographisch so elastisch wie möglich gestaltet werden. Auch der Ausschluß solcher europäischer Länder, die nicht dem Völkerbund angehören, wie Rußland und die Türkei, widerspräche der bisher mit Recht geübten Praxis.

3. Die Französische Regierung betont die Notwendigkeit, die europäische Aufgabe von der politischen Seite aus in Angriff zu nehmen und erst nach Erfüllung bestimmter politischer Voraussetzungen an die wirtschaftlichen Probleme heranzutreten. Die deutsche Regierung kann der Französischen Regierung insofern durchaus zustimmen, als auch sie davon überzeugt ist, daß die Notlage Europas ihre Ursachen in hohem Maße in der gegenwärtigen politischen Gestaltung unseres Kontinents hat. Deshalb kann in der Tat, wenn man die bestehenden Schwierigkeiten wirklich von Grund aus beseitigen will, an diesen politischen Ursachen nicht vorbeigegangen werden. Die Deutsche Regierung kann ihre Ansicht darüber, in welcher Richtung die Lösung dieser politischen Probleme zu suchen ist, als bekannt voraussetzen. Sie hat ihre Auffassung bei den verschiedensten Gelegenheiten dargelegt und braucht in dieser Beziehung nur an ihre Stellungnahme bei den Diskussionen über die Fragen der Sicherheit, der Abrüstung, der nationalen Minderheiten und des Ausbaues einzelner Artikel des Völkerbundspaktes zu erinnern. Das Eine möchte die Deutsche Regierung indes auch heute besonders betonen: alle Versuche einer Besserung der politischen Lage in Europa werden davon abhängen, daß die Grundsätze der vollen Gleichberechtigung, der gleichen Sicherheit für alle und des friedlichen Ausgleichs der natürlichen Lebensnotwendigkeiten der Völker zur Anwendung kommen. Wo bestehende Verhältnisse diesen Grundsätzen widersprechen, müssen wirksame Mittel für ihre Änderung gefunden werden. Es wäre aussichtslos, ein neues Europa auf einem Fundament aufbauen zu wollen, das der lebendigen Entwicklung nicht standhalten würde.

4. Unabhängig von politischen Erwägungen sind auf rein wirtschaftlichem Gebiete zweifellos Möglichkeiten gegeben, die im Interesse des europäischen Fortschritts geprüft und genützt werden müssen. Eine engere Zusammenarbeit auf diesem Gebiete sollte nicht von der Schaffung größerer Sicherheit abhängig gemacht werden. Umgekehrt wird gerade die wirtschaftliche Verständigung wesentlich zur Verstärkung des Bewußtseins der Solidarität und damit des Gefühls der Sicherheit beitragen.

Die Untersuchung der europäischen Wirtschaftsnot wird von der Krise der Landwirtschaft und der Absatznot der Industrie ausgehen und Mittel und Wege suchen müssen, um größere Marktgebiete zu gewinnen und um den Austausch der Güter zwischen den vorwiegend agrarischen und vorwiegend industriellen Gebieten Europas zu erleichtern.

Enttäuschungen über die Ergebnisse der bisherigen Bestrebungen und Rückschläge nach der Weltwirtschaftskonferenz von 1927 dürfen nicht zur Passivität verleiten, zumal da es sich um Anfangsversuche auf einem neuen Gebiete internationaler Betätigung handelte und die besondere wirtschaftliche Situation der letzten Jahre den Bestrebungen nicht günstig war. Die Deutsche Regierung hält es deshalb für angebracht, die Bemühungen um die Erleichterung der europäischen Wirtschaft, insbesondere der europäischen Zollpolitik, fortzusetzen. Sie verweist hierfür neben der Aufzählung in Kapitel IV des Memorandums der Französischen Regierung auf die Beschlüsse der Weltwirtschaftskonferenz und das Protokoll für künftige Verhandlungen vom 24. März 1930. Bei der Behandlung des europäischen Wirtschaftsproblems dürfen indes nach Ansicht der Deutschen Regierung folgende Gesichtspunkte nicht außer acht gelassen werden:

So notwendig es ist, daß die Regierungen selbst das europäische Problem in die Hand nehmen, so können doch Regierungsmaßnahmen allein dem notleidenden Europa nicht helfen. Es wird weite Gebiete geben, wo die Wirtschaft selbst die Aufgabe in Angriff nehmen muß. Die unmittelbare Verständigung bestimmter Wirtschaftszweige auf privatwirtschaftlicher Grundlage bleibt ein Arbeitsfeld, dem in der Neuordnung des wirtschaftlichen Europa ein wichtiger Platz anzuweisen ist. Sache der Regierungen wird es bleiben, ihre gemeinsame Wirtschaftspolitik mit dem freien Spiel der Kräfte in Einklang zu bringen.

Bei wirtschaftlichen Fragen dürfen militärische Gesichtspunkte nicht in den Vordergrund gestellt werden. Sonst würden wichtige Gruppen der Erzeugung von der Verständigung ausgenommen bleiben und dem Ziele einer zweckmäßigen Arbeitsteilung schwere Hemmnisse in den Weg gelegt werden.

Es müssen alle Folgen in Betracht gezogen werden, die sich aus der besonderen Lage einzelner Länder, namentlich aus ihrer sozialen Struktur und aus ihrer durch den Krieg bedingten finanziellen Gesamtbelastung ergeben.

5. In organisatorischer Beziehung betont das Memorandum der Französischen Regierung wiederholt mit Recht den engen Zusammenhang, der zwischen der Arbeit des Völkerbundes und der europäischen Gemeinschaftsarbeit bestehen muß. Die Deutsche Regierung stimmt der Auffassung zu, daß der Völkerbund unter den europäischen Bestrebungen nicht leiden darf. Es sollte keine europäische Absonderung eingeleitet werden, die andere Gruppenbildungen im Völkerbund nach sich ziehen könnte. Die Teilnahme aller Völkerbundsmitglieder an den großen Aufgaben aller Kontinente gehörte von Anfang an zu den

wesentlichen Zügen des Völkerbundes. Durch eine Neigung zur Gruppierung nach Kontinenten könnte dieses gleichmäßige allgemeine Interesse abgeschwächt und die Struktur des Bundes nachteilig beeinflußt werden. Bei jeder Art engeren europäischen Zusammengehens wird daher die Wirkung auf den Völkerbund genau zu überlegen und nötigenfalls dem Urteil des ganzen Bundes zu unterbreiten sein. Dies gilt um so mehr, als sich der Völkerbund mit seinen wichtigsten Aufgaben, die universalen Charakter haben, immer noch im Anfangsstadium befindet, so daß alles darauf ankommt, ihn in der Richtung dieser Aufgaben zu stärken und deren Lösung vorwärts zu treiben. Auch bei grundsätzlicher Übereinstimmung in dieser Sorge um den Völkerbund wird man ernstlich bezweifeln müssen, ob ihr praktisch Rechnung getragen werden kann, wenn man von vornherein besondere Organe für die europäische Gemeinschaftsarbeit schaffen wollte. Keinesfalls sollte in denjenigen Fragen, die bereits den Gegenstand von Völkerbundsarbeiten gebildet haben oder bilden, eine Änderung der organisatorischen Methode vorgenommen werden.

6. Die Deutsche Regierung möchte sich einstweilen auf die vorstehenden grundsätzlichen Bemerkungen beschränken. Sie sieht danach die nächste Aufgabe darin, zuerst einmal einen Überblick über die Materien zu gewinnen, die in europäischer Gemeinschaftsarbeit behandelt werden können und müssen. Sie hofft auf wertvolle Anregungen bei der Zusammenkunft in Genf im September d. J., zu der auch die europäischen Nichtmitglieder des Völkerbundes und die nichteuropäischen Staaten Zutritt haben sollten. Für diese Zusammenkunft behält sich die Deutsche Regierung ihrerseits Erläuterungen und Ergänzungen ihrer eigenen Ausführungen vor. Das dann insgesamt vorgebrachte Material wäre zu sichten und zu einer Verhandlungsgrundlage zu gestalten. Ist der Inhalt der ganzen Aufgabe klar und übersichtlich festgestellt, wird man der Frage der weiteren Behandlung nähertreten können.

Berlin, den 11. Juli 1930.

12. Der Zwischenfall an der deutsch-polnischen Grenze in Neuhöfen [1]).

a) Gutachten der deutschen Mitglieder der Gemischten Kommission über den deutsch-polnischen Grenzzwischenfall Neuhöfen.

I. Vorgeschichte.

Der reichsdeutsche Landwirt Bruno Fude, der bis zum Jahre 1922 deutscher Schutzpolizeibeamter war, lebt seit seiner Entlassung aus dem deutschen Dienst auf seinem Wirtschaftsbesitz in Tryl, Kreis

[1]) Nach amtlicher Mitteilung.

Schwetz, in Polen. Seit 1924 ist es ihm nicht mehr gelungen, nach Deutschland zu gelangen, weil er von dem zuständigen Starosten in Schwetz keinen Grenzübertrittsschein erhielt. Um diesen und anderen Schwierigkeiten zu entgehen, bemühte er sich — bisher ohne Erfolg — die polnische Staatsangehörigkeit zu erlangen. Im Oktober 1929 trat der Grenzwachtsoldat Torz an Fude heran, den er von früher her kannte. Er fragte ihn, ob seine Bemühungen, polnischer Staatsangehöriger zu werden, Erfolg gehabt hätten, und, als Fude dies verneinte, ob er sich die polnische Staatsangehörigkeit nicht verdienen wolle. Das könne ihm nicht schwer fallen, da er ja in Deutschland über die nötigen Beziehungen verfüge. Er solle nach Deutschland hinüberfahren und näheres Material über Reitervereine und ähnliche Vereine, Stahlhelm usw. besorgen, insbesondere Statuten und Organisationsreglements, ferner über Organisation der Schutzpolizei, Grenzpolizei, politischen Polizei, Landjägerei.

Fude, dem viel an dem Erwerb der polnischen Staatsangehörigkeit lag, erklärte sich bereit, in diesem Sinne tätig zu werden. Auf seine Bemerkung, daß er aber die Grenze nicht überschreiten könne, erklärte ihm Torz, er werde die nötigen Grenzübertrittsscheine erhalten. Daß er sie auch wirklich erhalten hat, beweisen 2 bei den Akten des Voruntersuchungsverfahrens gegen Biedrzynski befindliche Urkunden folgenden Inhalts:

Zabore. M. P., den 17. Oktober 1929.

Tgb. Nr. 59/II P/Geh. 29.

Streng geheim!

In der Angelegenheit Fude ist mir umgehend mitzuteilen, in welcher Zeit derselbe nach Deutschland zu reisen gedenkt (ein bestimmter Termin ist zu bezeichnen). Hierbei bemerke ich, daß ein Einzelausweis drei Tage gültig ist. Falls es notwendig wird, erhält Fude unbegrenzte Ausweise und später nach Feststellung seiner Tätigkeit ist es nicht ausgeschlossen, daß er einen Dauerausweis erhält.

gez. Lindau.

An Herrn Goerz in M. P.

96/II/B/29. M. P., den 21. November 1929.

Ich übersende einen Grenzübertrittsschein für Bruno Fude, der noch vor Ende dieses Monats nach Deutschland zu entsenden ist.

Dem Fude ist nachstehender Auftrag zu geben:

1. sich zu bemühen um die Organisation der Reitervereine, eventuell eine Aufklärungskarte über Reitervereine, Reglement und Ausbildungsbefehle, wer die Ausbildung leitet usw.
2. Angaben über die Schupo, insbesondere Ausbildungsreglements und -programme.

3. Welches Netz an Konfidenten und welche Kundschafter besitzt die Schupo in dem eigenen Gebiet und insbesondere in Polen, wo und wen.

Es geht mir besonders um Originaldokumente, um Beschaffung von Verbindungen der Agenten auf der anderen Seite.

Vorstehende Aufgaben sollen als Richtlinien für Fude gelten, was jedoch nicht durchaus bindend ist. Fude ist für seine Tätigkeit freie Hand zu lassen.

Darüber hinaus ist ihm zu eröffnen, daß im Falle seiner Bewährung er die polnische Staatsangehörigkeit und einen Dauerausweis nach Deutschland erhält, und daß er außerdem die Reisekosten vergütet und eine entsprechende Belohnung erhält.

Gleichzeitig ersuche ich um Übersendung der Karten pp. F. und G.

gez. Lindau.

An Herrn Goerz in Rakowitz.

Unterzeichnet sind beide Urkunden mit dem Namen Lindau, der als Deckname des polnischen Grenzwachtkommissars Biedrzynski benutzt wurde, von dem weiter unten die Rede sein wird. Gerichtet sind beide Anweisungen an den verstorbenen polnischen Grenzwachtunterkommissar Leskiewicz, der sich des Decknamens Goerz bediente. Beide Urkunden sind in Abschrift zu den Akten der Kommission überreicht worden.

Im November 1929 begab sich Fude nach Deutschland. Er fuhr zunächst nach Elbing und versuchte dort — freilich vergeblich — für seine Zwecke Verbindungen aufzunehmen. Ein zweites Mal begab er sich dann nach Marienwerder, wo er gleichfalls Anschluß zu bekommen suchte. Dabei ist er an den Kriminalbezirkssekretär Stullich herangetreten, den er von früher her oberflächlich kannte. Er hat Stullich gefragt, ob er ihm Material der erwähnten Art beschaffen könne. Als Beweggrund für diesen Schritt hat er die Schwierigkeiten erwähnt, die er mit seiner Einbürgerung in Polen hatte und bemerkt, daß er die Einbürgerung und die Erlaubnis zum Grenzübertritt erhalten würde, wenn es ihm gelänge, das betreffende Material zu verschaffen. Stullich hat sich bereit erklärt, ihm dabei behilflich zu sein.

Ohne Wissen des Fude hat Stullich darauf von dieser Begebenheit seinem Dienstvorgesetzten, dem Kriminalkommissar Hartmann in Elbing, Kenntnis gegeben. Hartmann hat das Verhalten Stullichs gebilligt. Sowohl Hartmann wie Stullich haben die sich ihnen bietende Gelegenheit begrüßt, auf diese Weise Kenntnis von der Arbeit der polnischen Nachrichtenstellen zu erhalten und gegebenenfalls die Pläne dieser Stellen aufzudecken.

Fude ist von November 1929 bis Mai 1930 mehrfach nach Deutschland gekommen. Teilweise hat er dazu polnischerseits Grenzübertrittsscheine erhalten, einige Male ist er ohne Grenzübertrittsschein über die grüne Grenze geschickt worden.

Fude hat Stullich keinerlei Vorteile irgendwelcher Art angeboten oder gegeben. Er hat aber Angebote und Forderungen Stullichs bzw. der polnischen Interessenten in Höhe zwischen 50 000 und 70 000 RM. übermittelt. Bei mehrfachen Verhandlungen, die zwischen Fude und seinen polnischen Auftraggebern auf dem polnischen Kommissariat in Rakowicz stattfanden, beteiligte sich neben dem Leiter dieses Kommissariats Leskiewicz auch der diesem vorgesetzte Kommissar Biedrzynski, der Nachrichtendienstleiter der Grenzwachtinspektion Czersk war. Im Laufe dieser Verhandlungen ist übrigens der dem Fude ursprünglich übermittelte Auftrag dahin erweitert worden, daß er Nachrichten auch darüber beschaffen solle, welche Vorschriften im Falle einer Mobilmachung für Schutzpolizei, Landjägerei, Grenzpolizei und die obengenannten Vereine gegeben seien, ob beabsichtigt sei, die Bevölkerung von der Grenze ins Innere des Landes für den Fall einer Mobilmachung zurückzuziehen, und anderes mehr.

Die vorstehenden Feststellungen beruhen im wesentlichen auf den Bekundungen des Zeugen Fude, in ihrem letzten Teil auch auf den Aussagen Hartmanns und Stullichs. Was insbesondere Fude anlangt, so verdient seine Aussage besondere Glaubwürdigkeit, weil er trotz der prekären Lage, in der er sich befindet, nämlich als polnischer Untersuchungsgefangener auf polnischem Territorium sich offen über die ihm von polnischer Seite erteilten Aufträge geäußert hat, obwohl er sich sagen mußte, daß ihm hieraus erhebliche Nachteile erwachsen könnten.

II. Vorgänge am 19. Mai 1930.

Da der polnische Kommissar Biedrzynski im Laufe der mehrfachen Besprechungen mit Fude erklärt hatte, er könne über den Wert des Materials nur Bestimmung treffen, wenn er es prüfen könne, hat Fude schließlich ein persönliches Zusammentreffen der Hintermänner von Torz mit Stullich angeregt. Die polnische Anregung, das Material solle auf polnischem Boden vorgelegt werden, hat Stullich abgelehnt und seinerseits gefordert, daß die polnischen Herren es auf deutscher Seite in Augenschein nehmen oder abholen sollten. Es fand dann am 19. Mai 1930 ein Zusammentreffen an der polnischen Grenze bei der Deichgabelung südlich Kurzebrack statt. An diesem Zusammentreffen nahmen von deutscher Seite Stullich, von polnischer Seite der Kommissar Leskiewicz und der Grenzwachtsoldat Mania, alle in Zivil, teil. Fude führte beide Teile zusammen, nahm aber an der eine Stunde dauernden Besprechung nicht selbst teil, sondern hielt sich im Hintergrunde. Stullich hat in dieser Besprechung mit den Polen vereinbart, daß am 24. Mai abends in der Paßbude in Neuhöfen die polnischen Herren das gewünschte Material besichtigen und übernehmen sollten. Er hat versprochen, eine Gasmaske vorzulegen und das sonst gewünschte Material zu übergeben.

Stullich hat dem Kriminalkommissar Hartmann weder von dieser Zusammenkunft am 19. Mai noch von der Verabredung für den 24. Mai

Meldung gemacht. Er hat sich hierzu nicht für verpflichtet gehalten, weil er selbständiger Kommissariatsleiter war und sich im übrigen durch die frühere Zustimmung seines Vorgesetzten Hartmann zu seinem bisherigen Vorgehen gedeckt fühlte.

Der Kommissar Hartmann, der seinerseits aus anderer Quelle von der Zusammenkunft vom 19. und der beabsichtigten Zusammenkunft vom 24. Kenntnis erlangt hatte, hat Stullich unauffällig beobachten lassen. Wenn er auch keinen Anlaß gehabt hat, Stullich zu mißtrauen, vielmehr ausdrücklich das frühere Verhalten Stullichs in dessen Zusammenarbeit mit Fude und Torz gebilligt hatte, so hat er es doch angesichts der schwierigen Aufgaben, die ihm in seiner verantwortungsvollen Stellung oblagen, und mit Rücksicht auf die kurze Zeit seiner Amtstätigkeit in dieser Gegend, die ihm noch keine ausreichende Kenntnis der Charaktere aller seiner Untergebenen verschafft hatte, für seine Pflicht gehalten, über das normale Maß hinaus Vorsicht an den Tag zu legen.

Die vorstehenden Feststellungen beruhen auf den Bekundungen der Zeugen Fude, Torz, Mania, Hartmann und Stullich.

III. Vorgänge am 24. Mai 1930.

Am 24. Mai begaben sich mittags gegen 1 Uhr auf Befehl des Unterkommissars Leskiewicz die der zweiten Linie angehörenden Grenzwachtsoldaten Mania und Torz, die normalerweise auf dem östlichen Weichselufer keinen Dienst tun, über die Weichsel in die Nähe der Grenze. Sie hatten den Befehl, das Gelände, das sich zwischen der Paßbude und dem neuen Weichseldeich befindet, zu beobachten. Dieser Befehl stellt eine auffallende Abweichung von ihren sonstigen Dienstobliegenheiten dar.

Am Nachmittag dieses Tages war der Kriminalkommissar Hartmann mit 2 Kriminalbeamten aus Elbing in Marienwerder eingetroffen. Er begab sich hier auf das Grenzkommissariat und ersuchte die beiden Kriminalassistenten Rettkowski und Wollenberg, ihn zu einer Diensthandlung zu begleiten. Mit den bezeichneten 4 Beamten fuhr er alsdann nach Neuhöfen, wo er den Beamten, zu denen noch die in Neuhöfen stationierten deutschen Grenzbeamten Knäbe und Rosenberg hinzugezogen waren, eröffnete, daß an diesem Abend gegebenenfalls mit der Festnahme polnischer Agenten zu rechnen sei. Er gab Rettkowski den Auftrag, sich rechts von der Paßbude an der Ostböschung des Weichseldeiches ungesehen aufzustellen und das Vorgelände in Richtung auf die deutsch-polnische Grenze genau zu beobachten. Einen entsprechenden Auftrag erhielten Knäbe und Rosenberg, denen als Standpunkt die Ostböschung des alten Weichseldeiches zugewiesen wurde. Mit den übrigen Beamten begab sich Hartmann unauffällig in die Paßbude, wo sie sich in einem Raum, der, vom Eingang in die Paßbude gesehen, sich rechts von diesem befindet, versteckten.

Gegen 21 Uhr abends kam Stullich allein zu der Paßbude, in der die anderen deutschen Beamten versteckt waren. Es kam auch bald darauf

mit Torz durch dessen Anruf eine Verbindung zustande. Mania, der zweite Grenzschutzsoldat, teilte die Anwesenheit Stullichs einer inzwischen über die Weichsel in die Nähe der Grenze gekommenen Abteilung mit, die aus den Kommissaren Biedrzynski, Leskiewicz und den Grenzwachtsoldaten Chmara, Kolassa und Kochanowski bestand. Die beiden Kommissare begaben sich hierauf die nördliche Straßenböschung herunter zu einem diese Böschung entlangführenden Fußpfad und trafen auf diesem Pfad mit Stullich an einer Stelle zusammen, die sich von der Grenze in gleicher Entfernung befindet wie die den Eisenbahnkörper absperrende Barriere. Nach der Aussage des Biedrzynski, der diese Ortsangabe bestätigt, muß das Zusammentreffen, da die Barriere sich zirka 35 m weit auf deutschem Boden befindet, auf deutschem Gebiet erfolgt sein, denn Biedrzynski sagt: »Die genaue Lage unseres Zusammentreffens mit Stullich schloß ich daraus, daß rechts von mir auf dem Damm sich die Barriere befand«. Nach kurzer Unterhaltung begaben sich Stullich, Biedrzynski und Leskiewicz auf dem bezeichneten Pfad in die Paßbude.

Die beiden polnischen Grenzwachtsoldaten hatten sich nach dem Verschwinden der beiden Kommissare und Stullichs in der Paßbude in unmittelbarer Nähe der Grenze niedergelassen. Torz erklärt, daß dies in einer Entfernung von etwa 20 m von der Grenze geschehen sei, während Mania diese Entfernung mit etwa 40 bis 60 m angibt. Zu dieser Zeit näherten sich von Neuhöfen kommend 2 Zivilpersonen, der Landwirt Salogge und der Zimmermann Gerusel, beide aus Klein-Grabau, der Paßbude. Sie wurden von Rettkowski angewiesen, sich nicht weiter zu bewegen und äußerst ruhig zu verhalten. Sie legten sich hierauf an den Böschungsrand des alten Weichseldeiches nieder, wo dieser mit der Nordböschung des Straßendammes zusammentrifft, in einer Entfernung von etwa 15 m von der Paßbude. Darauf zog sich Rettkowski, da er von seinem Postierungspunkt nach links keine gute Aussicht hatte, nunmehr an die Paßbude heran und legte sich in der Nähe der Eingangstür hin.

In der Paßbude haben sich nunmehr nach den Aussagen der Zeugen Sender, Hartmann und Stullich folgende Vorgänge abgespielt: Stullich legte die Gasmaske und das mitgebrachte Schriftmaterial den beiden Kommissaren vor. Biedrzynski trug Zivilkleidung, Leskiewicz Uniform und darüber einen Zivilmantel. Beide waren mit ihrem Dienstrevolver bewaffnet, Leskiewicz trug im übrigen bei sich eine scharfe Handgranate, die später in gebrauchsfertigem Zustande in der Paßbude gefunden wurde. Biedrzynski besichtigte die Gasmaske und erklärte, daß sie ihm für seine Zwecke geeignet erscheine. Er sagte Stullich, daß er dafür 2 500 RM. geben wolle, und händigte ihm sofort eine Anzahlung von 250 Zloty aus. Dabei erklärte er, daß er mehr Geld nicht bei sich trüge, gegebenenfalls aber bereit sei, den Rest noch am gleichen Abend von jenseits der Weichsel herüberzuholen oder am nächsten Tage zur gleichen Zeit am gleichen Ort auszuhändigen. Das übrige Material bezeichnete er als für ihn nicht bedeutsam, erklärte aber, es auch mit-

nehmen zu wollen. Diese Unterhaltung hat etwa 15 Minuten gedauert. Leskiewicz nahm die Sachen an sich. Nach Abschluß dieser Unterhaltung erklärte Stullich, er wolle vorausgehen und sich davon überzeugen, ob die Luft rein sei. Als er diese Worte sprach, hatte er schon die Tür geöffnet und befand sich im Eingangsflur. In diesem Augenblick wurde die gegenüberliegende Tür, hinter der sich Hartmann mit den drei deutschen Beamten befand, aufgerissen und als erster sprang der Kriminalassistent Sender zur Tür des Verhandlungsraumes herein. Er hatte seine Dienstpistole in der Hand und rief »Kriminalpolizei, Hände hoch«. Die polnischen Kommissare standen in der Mitte des Raumes, sie hatten ihre Pistolen in der Hand, aus denen sie sofort 2 Schüsse abgaben, von denen einer die linke Hand Senders traf. Sender gab darauf, um die Polen zu erschrecken, einen Schuß zwischen beider Köpfe hindurch ab. Im gleichen Augenblick erhielt er von einem der beiden Kommissare einen Brustschuß. Hierauf hat er auf den uniformierten Kommissar — Leskiewicz — einen Schuß abgegeben. Da in diesem Augenblick von draußen her eine Reihe von Schüssen zu hören waren, versuchte er, aus dem Raum herauszuspringen, und erhielt hierbei noch einen Schuß aus dem Paßraum durch den linken Arm. Im Umblicken sah er die beiden Kommissare in den neben dem Verhandlungsraum liegenden Kohlenschuppen hineinspringen. Von dort fiel dann auch noch ein Schuß. Sender ist darauf wieder in den Paßkontrollraum hineingesprungen und hat in Richtung des Kohlenraumes gerufen »Hände hoch, ergebt euch oder ich schieße«. Aus dem Kohlenraum kam hierauf die Antwort »nicht schießen, wir ergeben uns«. Daraufhin wurden die beiden Kommissare festgenommen. Stullich war beim Hereinstürzen Senders in den Paßkontrollraum bei Seite gestoßen und von den hinterher befindlichen deutschen Beamten zunächst festgenommen worden.

Inzwischen spielten sich nach der Darstellung der Zeugen Rettkowski, Knäbe, Salogge und Gerusel außerhalb der Paßbude folgende Vorgänge ab: Unmittelbar nach dem ersten Schuß in der Bude, der durch das Fenster und den Laden nach außen gegangen ist, wurde sofort von polnischer Seite ein heftiges Feuer in Richtung der Paßbude eröffnet. Das Licht der Außenlampe erstrahlte plötzlich aus unaufgeklärtem Grunde auf kurze Zeit. Dadurch lenkte sich das Feuer auf den in der Nähe der Tür befindlichen Rettkowski. Rettkowski hat gesehen, wie unmittelbar nach dem ersten Schuß 2 polnische Grenzwachtsoldaten, die er vorher in der Nähe der Grenze stehend oder liegend beobachtet hatte, auf dem Damm aufstanden und Schüsse in der Richtung der Paßbude abgaben. Sie kamen vom Bahndamm her auf die Straße und bewegten sich, indem sie weitere Schüsse abgaben, nach der Paßbude zu, wobei sie ein großes Stück über die Grenze drangen. Als sie nur noch etwa 15 m von Rettkowski entfernt waren, rief er sie in polnischer Sprache an »Hände hoch oder ich schieße«. Er bekam hierauf von den beiden 3 bis 4 Schuß, die ihn nicht trafen, und erhielt zugleich von anderen Schützen von Westen und Nordwesten her Feuer. Diese Angaben Rettkowskis werden von den übrigen Zeugen, insbesondere

den völlig unbeteiligten Zivilpersonen Salogge und Gerusel, bestätigt. Rettkowski selbst eröffnete das Feuer, nachdem er die beiden polnischen Grenzwachtsoldaten angerufen hatte. Er hat nur zwei Schuß abgeben können, da seine Pistole dann versagte. Knäbe und Rosenberg haben gleichfalls auf die schießenden polnischen Genzwachtsoldaten gefeuert. Die Zahl der insgesamt gefeuerten Schüsse ist nicht festgestellt worden.

Während dieser Schießerei wurden von den in der Paßbude befindlichen deutschen Beamten Anstalten getroffen, die Verhafteten durch das Ostfenster der Paßbude auf den Straßendamm abzutransportieren. Als das der Zeuge Rettkowski sah, rief er laut seinen Kameraden zu »Rechts runter vom Damm, sie schießen«. Leskiewicz mußte getragen werden, weil er durch einen Bauchschuß schwer verwundet war. Auch Sender mußte gestützt werden. Diese Gruppe begab sich bis in das etwa 500 m entfernt an der Straße liegende Zollhaus. Bei den Bemühungen, die Verletzten möglichst bald in ärztliche Behandlung zu bringen, traf ein vom Zollhaus entsandter Bote ein Auto, in dem sich Dr. Gramsch aus Marienwerder auf einer ärztlichen Fahrt befand. Er veranlaßte ihn, sich zum Zollhaus zu begeben. In der Nähe des Zollhauses war das Auto genötigt abzublenden, weil immer noch Schüsse von polnischer Seite fielen, die das Auto gefährden konnten. Es war unterdessen seit dem ersten Schuß ein Zeitraum von mindestens 25 Minuten vergangen.

Die weiterhin vernommenen polnischen Zeugen Torz, Mania, Kochanowski und Wolasca, ebenso wie Biedrzynski stellen den Vorgang in der Paßbude und die sich daran schließenden Vorfälle außerhalb wesentlich anders dar. Biedrzynski leugnet einmal, daß in der Paßbude von ihm oder Leskiewicz geschossen worden sei. Die bei ihnen gefundenen Waffen werden zur Zeit vom deutschen Sachverständigen noch daraufhin geprüft, ob aus ihnen geschossen worden ist. Demgegenüber steht die Tatsache der vier Verwundungen Senders, die nur von polnischer Seite herrühren können.

Was die Schießereien außerhalb der Paßbude anlangt, so stellen die polnischen Zeugen den Vorgang so dar, als ob unmittelbar nach den ersten Schüssen in der Paßbude von deutscher Seite links und rechts von der Paßbude das Feuer auf die Polen eröffnet worden sei. Eine besondere Rolle spielt weiter die von den Zeugen Torz und Mania aufgestellte Behauptung, bei ihrem Zurückgehen seien sie vom Rücken her in einer Entfernung von etwa 15 m von einer unbekannten Person in Zivilkleidung einmal beschossen worden. Hieraus sowie aus der Tatsache, daß der unbekannte Schütze auf einen polnischen Anruf weder geantwortet habe, noch stehen geblieben sei, schlußfolgern sie, daß es sich um eine deutsche Umzingelung gehandelt habe. Im übrigen erklären sämtliche polnischen Zeugen, die Grenze nicht überschritten zu haben, insbesondere nicht von deutschem Boden aus geschossen zu haben.

Am 25. Mai, also am Tage nach den Vorkommnissen, waren an der Grenze auf der deutschen Seite des Straßendammes, teilweise in erheblicher Nähe der Paßbude, Gewehr- und Pistolenpatronenhülsen gefunden und in Gewahrsam der Kriminalpolizei genommen worden. Bezüglich

der gefundenen 3 Gewehrpatronen steht nach dem übereinstimmenden Gutachten der polnischen und deutschen Sachverständigen fest, daß 2 von ihnen einem im polnischen Heere verwendeten Modell entsprechen. Hinsichtlich der Pistolenpatronenhülsen erklärte der polnische Sachverständige Zagtoba, daß dieser Typ (Kaliber 9 mm) auch in Polen verwendet werde. Nach den Bekundungen des polnischen Zeugen Mania trug mindestens der Grenzwachtsoldat Chmara an dem fraglichen Abend einen Karabiner, für den nach dem übereinstimmenden Gutachten der beiderseitigen Sachverständigen zwei der gefundenen Patronenhülsen passen. Die weiteren polnischen Grenzwachtsoldaten waren nach den Aussagen Mania's, Torz's und Kolassa's mit 9 mm Pistolen ausgerüstet.

An der Paßbude wurde eine Anzahl von deutscher Seite als polnische Schußeinschläge bezeichnete Spuren besichtigt und dem Gutachten der beiderseitigen Schießsachverständigen zur Untersuchung unterbreitet.

Soweit die Sachverständigen zu einem gemeinsamen Votum gekommen sind, wird auf das bei den Akten befindliche Gutachten verwiesen.

Im übrigen herrscht bezüglich einiger Einschläge an der Nordseite der Paßbude zwischen den Sachverständigen eine Meinungsverschiedenheit, die auch die vorgenommenen Schießversuche nicht voll klären konnten. Der polnische Sachverständige Felsztyn erklärte es für ausgeschlossen, daß Schüsse von den Punkten, die deutscherseits zufolge der Patronenfunde und der deutschen Zeugenaussagen als mutmaßliche Abschußstellen angegeben worden sind, die erwähnten Einschläge hervorgerufen haben könnten. Der deutsche Schießsachverständige Barella hat an Hand der Schießversuche demgegenüber nachgewiesen, daß ein solches Urteil nicht richtig sei; seiner Meinung nach finde sich im Gegenteil eine Erklärung für die Form der Einschläge dadurch, daß es sich dabei zum Teil um solche Geschosse handle, die nach Aufschlag auf die Erde abgeprellt und in die Wand eingeschlagen seien.

Bei der ersten örtlichen Besichtigung war die Kommission von polnischer Seite auf einen Streifen angeblicher Blutspuren hingewiesen worden, der sich auf dem Straßendamm befand und sich über die Grenzlinie hinwegzog. Polnischerseits war die Vermutung geäußert worden, daß diese Spur mit der Verwundung des Kommissars Leskiewicz in Zusammenhang stünde. Es wurde von polnischer Seite erklärt, daß am Sonntag, dem 25. Mai, eine richterliche Beweissicherung der Blutspuren stattgefunden habe. Die Blutspuren seien ganz außerordentlich groß gewesen, so daß man sie als Blutlachen bezeichnen könne. Einige Flecken waren bei der Besichtigung durch die Kommission noch vorhanden. Die Kommission stellte diese Spuren sicher, die daraufhin von deutscher und polnischer Seite wissenschaftlich untersucht wurden. Auf beiden Seiten hatte die Untersuchung das Ergebnis, daß die Spuren nicht von Blut, insbesondere nicht von Menschenblut herrührten.

Zusammenfassend bietet sich folgendes Bild:

1. Fude ist im Auftrage des polnischen Nachrichtendienstes nach Deutschland geschickt worden, um hier Nachrichten, die im In-

teresse der Sicherheit des Deutschen Reiches geheim gehalten werden müssen, für Polen zu beschaffen.
2. Die deutsche Kriminalpolizei hat sich in berechtigter Verteidigung auf diese Verbindung eingelassen.
3. Die polnischen Kommissare haben sich zum Zwecke der Erlangung deutschen Geheimmaterials auf deutsches Gebiet begeben und sind hierbei wegen Landesverrats festgenommen worden.
4. Polnische bewaffnete Grenzschutzsoldaten haben die deutsche Grenze überschritten und von deutschem Boden aus auf deutsche Beamte geschossen.
5. In der Abwehr haben deutsche Beamte die Schüsse erwidert, ohne polnischen Boden betreten zu haben.

b. Gutachten der Polnischen Delegation zur polnisch-deutschen gemischten Kommission, die zur Untersuchung des Vorfalles vom 24. Mai 1930 an die Grenze zwischen Opalenie und Neuhöfen berufen wurde. (Übersetzung.)

Tatbestand.

Zwischen 9 und 10 Uhr abends am 24. Mai 1930 fand an der polnisch-deutschen Grenze zwischen Opalenie und Neuhöfen ein tragischer Vorfall statt, der, soweit man ihn genau rekonstruieren konnte, folgenden Verlauf hatte. Der deutsche Grenzpolizeibeamte Stullich, der Leiter des Polizeikommissariats, traf um diese Tageszeit an der Grenze mit zwei polnischen Grenzwachkommissaren Liskiewicz und Biedrzynski zusammen. Nach den einen Aussagen (den polnischen) war dies auf polnischer Seite, nach anderen Aussagen (den deutschen) war dies auf deutscher Seite. Es kann auch auf der Grenze selbst gewesen sein. Eines jedoch steht außerhalb jeder Diskussion, daß alle drei nach der Begrüßung auf die deutsche Seite in das Paßhaus gingen, das einige zehn Schritt von der Grenzlinie entfernt ist, die daselbst von zwei Grenzsteinen Nr. 152 und 153 bezeichnet ist. Die polnischen Kommissare wurden von Stullich, der mit ihnen zusammen ging, in dieses Häuschen geführt. Nachdem sie in dieses Häuschen gegangen waren, herrschte 10 bis 15 Minuten lang nach den einen Aussagen — nach anderen Aussagen ungefähr 20—30 Minuten lang — Stille. Nach Ablauf dieser Zeit hörte man Schüsse. Nach den ungefähr übereinstimmenden Aussagen der Zeugen hörte man zuerst einen Schuß, dann später zwei Schüsse. Wie es sich zeigte, waren in einem Raume des Häuschens, und zwar nicht in dem, in das die Kommissare mit Stullich gegangen waren, deutsche Polizisten mit dem deutschen Kommissar Hartmann an der Spitze versteckt, die von dem Zusammentreffen, das in diesem Häuschen stattfinden sollte, schon wußten und das Gebäude schon früher besetzt hatten. Die Schüsse gingen nämlich in dem Augenblick los, als der deutsche Polizist Sender in das Zimmer eindrang, in dem die drei vorbezeichneten Personen saßen. Da begann eine Schießerei, die nach den Aussagen Senders kaum einige Augenblicke dauerte. Sender beur-

teilt die Anzahl der Schüsse, die gefallen sind, auf fünf. Infolge dieser Schießerei wurde der Kommissar Liskiewicz tötlich durch eine Bauchwunde verletzt und starb dann am 26. Mai 1930 im Krankenhaus Marienwerder, der deutsche Beamte Sender erhielt drei oder vier Kugeln, die jedoch keine ernsteren Verletzungen verursachten. Er befindet sich jetzt in Genesung. Die genaue Feststellung der Reihenfolge der Schüsse ist insofern schwer, da diesbezüglich nur die deutschen Beamten ausgesagt haben und andererseits der verstorbene Kommissar Liskiewicz vor der Berufung der Gemischten Kommission nicht vernommen werden konnte, Kommissar Biedrzynski jedoch erklärte, er habe nicht geschossen. Charakteristisch für den beschriebenen Vorfall ist die Tatsache, die sich dann noch des öfteren wiederholte, nämlich die Divergenz der Zeugenaussagen in Abhängigkeit von ihrer Staatsangehörigkeit. Nach den Schüssen in dem Häuschen kamen Schüsse auch außerhalb hinzu von beiden Seiten der Grenze. Es wird sich gewiß nie feststellen lassen, wer zu schießen angefangen hatte. Beide Parteien, d. h. sowohl die polnischen Grenzwächter — fünf an der Zahl — als auch die sieben deutschen Kriminalpolizisten klagen sich gegenseitig an, daß die anderen mit dem Schießen angefangen hätten. Die polnischen Wächter (Torz und Mania) behaupten kategorisch, daß sie erst dann geschossen hätten, als man sie von der Flanke und von hinten beschossen hatte, d. h. aus polnischem Gebiet heraus, um sie so zur deutschen Grenze zu drängen. Die genaue Feststellung der Standorte der Beamten beider Staaten während der Schießerei ist insofern unmöglich, als von beiden Seiten die Standorte jeden Augenblick gewechselt wurden. Die Genauigkeit, mit der diese Standorte von einigen deutschen Zeugen, wie Rettkowski, Knäbe, Salogge und Gerusel, angegeben werden, ist im höchsten Grade unglaubwürdig. Es ist auch zu bedenken, daß dies alles gegen 10 Uhr abends geschah, als es schon finster war. Alles in allem dauerte doch nur ganz kurze Zeit. Das Licht der aufblitzenden Schüsse kann doch wohl nicht gut als genügende Beleuchtung angesehen werden, die ernsthaft in Rechnung gezogen werden könnte. Kann man unter dieser Bedingung behaupten, daß der Tatbestand sich genau rekonstruieren läßt? Wenn man auch für beide Parteien den guten Willen annimmt, der Wahrheit auf die Spur zu kommen, werden wir nicht durch tägliche Erfahrungen und durch die Psychologie der Zeugenaussagen belehrt, daß von den Zeugen in der Regel der Tatbestand falsch wiedergegeben wird, die richtige Rekonstruktion eines ähnlichen Vorfalles jedoch eine Ausnahme ist. Es genügt diesbezüglich, sich auf den schweizerischen Gelehrten Eduard de Claparède zu berufen, der im übrigen nur die notorischen Experimente deutscher Gelehrter bestätigt. Wenn eine allgemeine Behandlung dieses Falles einer konkreten Bestätigung bedürfte, so genügt es, die Aussage des Walter Salogge mit der Aussage des Erich Gerusel, die beide deutsche Staatsangehörige sind, zu vergleichen. Sie sahen dem Vorfall zu, als sie beide nebeneinander auf der Erde lagen. Von Salogge wird kategorisch festgestellt, daß die Deutschen mit ihrem Feuer das Feuer der Polen beantworteten.

Gerusel hingegen, der dicht neben Saloge lag, sah überhaupt nicht, daß die Deutschen geschossen haben, denn er sah nicht nach links, sondern nach rechts. Wenn man bedenkt, daß die Schießerei an der Grenze nach Aussagen des Salogge 10—15 Minuten gedauert hat, ist es interessant, in welcher Weise der Zeuge Gerusel, der 10 oder 15 Minuten so neben Salogge lag, daß er mit ihm einen Doppeladler bildete, auch nicht auf einen Augenblick den Kopf nach links drehte und nicht das sah, was Salogge gesehen hat. Man braucht dabei gar nicht dem Zeugen Gerusel mala fides vorzuwerfen. Es genügt daran zu erinnern, daß Zeugenaussagen ungemein vorsichtig zu bewerten sind, insbesondere diejenigen Aussagen, die unerhört genau, vollständig, reich an Einzelheiten und erschöpfend sind. Wo in diesen Aussagen die Wahrheit endet und die Phantasie beginnt, logisches Denken besteht sowie eine Wiederholung nicht der Dinge, die man gesehen oder gehört hat, sondern eine Wiederholung von Dingen, über die man durch soviel Tage vor dem Verhör oder viele Stunden lang gesprochen hat, dies könnte man nur dann genau bezeichnen, wenn die Zeugen speziellen psychotechnischen Untersuchungen unterworfen worden wären.

Die Verdrehung der Wirklichkeit ging in dieser Sache so weit, daß man bemüht war, den Tatbestand sogleich nach dem Vorfall zu fälschen.

Blutspuren.

Auf der Grenzlinie selbst, ungefähr 1 Meter ins polnische Gebiet hinein und ungefähr 30 cm in deutsches Gebiet hinein, stellte die Kommission irgendwelche rote Flecke fest, die zugleich mit der Erde entnommen und zur Analyse gebracht wurden. Das Institut für gerichtliche Medizin in Königsberg begutachtete in einem vom Institutsdirektor und Gerichtsarzt Prof. Nippe unterzeichneten Gutachten diese Flecke dahingehend, daß sie nicht Blutspuren seien, insbesondere nicht Spuren von Menschenblut. Prof. Dr. Horoszkiewicz von der Universität Posen, der dieselben Spuren analysierte, die vorher von polnischen Gerichtsbehörden entnommen worden waren, fand in ihnen auch keine Blutspuren.

Die Einschüsse in der Mauer des Häuschens.

In der Mauer des Paßhäuschens, von dem oben die Rede war, fand man nahezu 20 Spuren in Gestalt von Vertiefungen, als wenn sie von Schüssen herkämen. Zur Feststellung des Ursprungs dieser Vertiefungen in den Wänden wurden Sachverständige berufen, und zwar die Herren Max Barella aus Berlin und Major Dr. Felsztyn aus Warschau. Beide Herren haben erschöpfende Gutachten vorgelegt, die in gewisser Hinsicht voneinander abweichen. Überdies wurde in Anwesenheit dieser Sachverständigen ein Probeschießen aus Dienstpistolen der polnischen Grenzwache, d. h. aus tschechischen 9 mm Pistolen, veranstaltet, mit denen die polnische Grenzwache bewaffnet ist. Überdies aus einem polnischen Militärgewehr und noch aus zwei anderen Pistolen, einem Browning 6,35 und aus der deutschen Polizeipistole 7,65. Ohne auf die ungemein umfangreichen Ausführungen der Sachverständigen einzugehen, ist als

außerhalb dieser Diskussion festzustellen, daß beide Sachverständige in bezug auf drei Punkte einer Ansicht sind, und daß sie gemeinsam das Gutachten unterzeichnet haben. In diesem gemeinsamen Gutachten wird festgestellt, daß außer zwei Schüssen, von denen der erste aller Wahrscheinlichkeit nach, der zweite jedoch möglicherweise nur aus einer tschechischen 9 mm Pistole stammt, alle anderen Einschüsse, die auf der zur Straße parallel verlaufenden Wand liegen, nicht von solchen Schüssen stammen können, wie sie am 3. 6. 30 probeweise abgegeben wurden. Der deutsche Sachverständige Barella bezeichnete als Einschüsse nur drei Spuren auf der Nordwestwand des Paßhäuschens. Der Sachverständige Barella behauptet es nicht mit Gewißheit, er ist nur der Ansicht, daß dies wahrscheinlich sei. Durch diesen Umstand erklärt der Sachverständige, daß diese Spuren anders aussehen, als die Spuren, welche von den tschechischen 9 mm Pistolen stammen, im besten Falle können daher nur 20% der Einschüsse im Häuschen von tschechischen Pistolen stammen. Woher stammen dann die 80% Einschüsse in der Wand des Paßhäuschens aus anderen Standorten als aus denen, von denen probegeschossen wurde? Am 30. 6. 30 konnten diese Schüsse nicht fallen, denn das waren die Stellen, an denen sich nur deutsche Beamte befanden und auf alles dies weisen Zeugenaussagen (der Deutschen) und das Gutachten des Barella bezüglich der vermutlichen Schußrichtungen und der Konfiguration des Terrains hin. Da die deutschen Beamten doch gewiß nicht während des Vorfalles selbst ins eigene Paßhäuschen geschossen haben, was im übrigen auf Grund der Gesamtumstände, die beim Vorfall herrschten, überhaupt nicht stattfinden konnte, entsteht die Frage: Wenn die polnische Grenzwache, was auch der deutsche Sachverständige Max Barella in seinem Gutachten als Grundlage annimmt, und was jederzeit unwiderleglich festzustellen ist, mit tschechischen 9 mm Pistolen ausgerüstet ist, die beim Probeschießen ganz andere Spuren hinterlassen, als die, die in erdrückender Mehrheit von der Gemischten Kommission in der Wand des Paßhäuschens festgestellt wurden, woher stammen dann diese zahlreichen Vertiefungen in den Wänden dieses Paßhäuschens, wenn sie nicht gleichfalls von Schüssen stammen, die von deutschen Beamten an dem kritischen Abend abgegeben wurden?

Wenn man daran denkt, daß auch nicht ein Schuß von den zahlreichen Einschüssen in der Nordwand in die Fensterscheibe gefallen ist, die sich in der Mitte der Wand befindet, sowie daß zwischen den von den deutschen Zeugen bezeichneten Standorten polnischer Grenzwächter, von denen das Probeschießen aus stattfand und zwischen dem in Frage stehenden Häuschen natürlich Hindernisse liegen, wie zwei Barrieren, ein Wachthäuschen, ein eiserner Pfahl, auf denen überhaupt keine Kugelspuren sind, so wird die Bedeutung der Einschüsse in der zur Straße parallel liegenden Wand des Paßhäuschens vom Standpunkt der Beweisführung aus unzweideutig. Diese Einschüsse stammen nicht von Pistolen polnischer Grenzwächter, sie stammen auch nicht von Pistolen deutscher Beamter, die an diesem Abend ins Paßhäuschen geschossen hätten.

Aus diesem Sachverhalt ergibt sich die Gewißheit, daß diese Spuren entweder vor dem Vorfall vom 24. Mai 1930 entstanden sind, oder auch nach dem Vorfall vom 24. Mai 1930, für jeden Fall jedoch nicht während des Vorfalls am 24. Mai 1930.

Geschoßhülsen.

Die deutsche Delegation zur Gemischten Kommission hinterlegte drei Hülsen von Pistolenpatronen und drei Hülsen von Karabinerpatronen, die von den betreffenden deutschen Behörden übergeben worden waren und auf deutschem Gebiet nach dem Vorfall vom 24. Mai gefunden wurden und angeblich von polnischen Schußwaffen stammen.

Von der Kommission wurden 3 Landjäger vernommen. Diese stellten fest, daß am Sonntag, am 25. Mai d. J. bei der Durchsuchung des Terrains gegen 2 Uhr nachm. sie auf deutschem Gebiet eine Pistolenhülse und 2 Karabinerhülsen gefunden hätten. Es entsteht die Frage, woher denn vier Pistolenhülsen und eine Karabinerhülse herstammen, die übrigens aus deutschen Fabriken stammen, und die alle der Kommission vorgelegt wurden. Sollte man übrigens eine Begründung für die übrigen Hülsen finden, so kann man dies nicht ernsthaft als einen Beweis dafür betrachten, daß von Polen auf deutsches Gebiet geschossen wurde, da die vorbezeichneten drei Zeugen behauptet hatten, daß sie erst um 2 Uhr nachm. mit dem Durchsuchen des Terrains begonnen hatten, und daß sie überzeugt waren, daß vor ihnen das schon von einem anderen gemacht worden war. Bei der Menschenmenge, die bis 2 Uhr nachm. am 25. Mai d. J. über die Stelle des Vorfalls gegangen war, ist eine Beurteilung über das Schießen polnischer Beamter aus deutschem Gebiet heraus, auf Grund der daselbst gefundenen Hülsen im höchsten Grade unsicher.

Nicht ohne Bedeutung ist die Tatsache, daß an den Außenwänden des Paßhäuschens keinerlei Einschüsse von Karabinerkugeln sich befanden, wie beide Sachverständige übereinstimmend festgestellt hatten; da die Karabinerkugel in einer Entfernung von höchstens 14 m vom Paßhäuschen gefunden wurde, ist einfach unverständlich, warum in den Wänden dieses Häuschens Karabinereinschüsse vollkommen fehlen. Man fehlt doch mit einem Karabinerschuß aus einer Entfernung von 14 m, wenn man ein so großes Objekt als Ziel hat, sogar in dieser Beleuchtung nicht, in welcher der Vorfall vom 24. Mai d. J. vor sich ging.

Nach dem, was sich mit den Einschüssen in der Wand des Paßhäuschens zeigte, nimmt die Tatsache, daß Hülsen gefunden wurden, eine charakteristische Färbung an, die es völlig ausschließt, daß hieraus irgendwelche Folgerungen gezogen werden.

Die Gemischte Kommission, die nicht die Vollmachten von Gerichten hatte, war nicht in der Lage, die Schuldigen für diese Fälschung des Bildes des Vorfalles — soweit es sich um die Blutspuren und Einschüsse handelt — zu ermitteln.

Die Ursache des Vorfalls.

Welches waren die Ursachen des beschriebenen Vorfalles? Dies, bezüglich kann man eine völlig klare und unzweideutige Antwort geben- wenn man sich völlig und ausschließlich auf die Aussagen, sei es der deutschen Polizisten, sei es des deutschen Staatsangehörigen Fude stützt, der auf polnischem Gebiet wohnt, und am 27. Mai d. J. wegen Spionage zugunsten Deutschlands verhaftet worden ist. Der Leiter des Grenzkommissariats Stullich, der am 29. Mai d. J. vernommen wurde, sagte aus, daß sich Ende November 1929 ein polnischer Vermittler an ihn gewandt hatte, mit dem Vorschlag, er möge ihm (Fude) Material für Polen liefern. Stullich verweigerte der Kommission die Beantwortung folgender Fragen:

1. Ob er seiner Behörde von diesem Vorschlag Meldung gemacht habe,
2. was er damit bezweckte, wenn er auf diesen Vorschlag einging,
3. was in dem Briefe stand, den er in dieser Sache an einen der polnischen Grenzwächter geschrieben hatte,
4. woher Stullich das Material hatte, das er am 24. Mai d. J. den polnischen Kommissaren ausgehändigt hatte.

Auf die Frage, diese Weigerung zu begründen, erklärte Stullich, er fürchte eine strafrechtliche Verantwortung. Überdies wollte er nicht in das Strafverfahren eingreifen, das jetzt in Deutschland gegen den Kommissar Biedrzynski läuft.

Worauf er jene beiden Behauptungen stützte, hat Stullich nicht erklärt. Jedenfalls hat Stullich festgestellt, daß jener Vermittler oft zwischen ihm und jenen Kommissaren hin- und herging, und daß er sich am 19. Mai 1930 mit jenen Kommissaren an der Grenze traf und mit ihnen verabredete, daß er ihnen am 24. Mai 1930 um 9 Uhr abends gewisse Dokumente in jenem bestimmten Paßhäuschen überreichen wird. Es sollte verabredet gewesen sein, daß Stullich 2 500 Mark für die Gasmaske und 50 000 Mark für die restlichen Sachen erhalten sollte. Obige Summen wurden ohne jede Diskussion festgesetzt. Über das verabredete Zusammentreffen hat Stullich absolut niemanden etwas gesagt. In der verabredeten Zeit und am verabredeten Ort traf er mit den Kommissaren Liskiewicz und Biedrzynski zusammen und führte sie zu dem Paßhäuschen und übergab ihnen selbst das mitgebrachte Material. Nach Verlauf einer gewissen Zeit und nach Erhalt von 250 Zloty erklärte Stullich, daß er zuerst herausgehe, um zu sehen, ob »die Luft rein ist« und in diesem Moment drang die deutsche Polizei ein, die ebenfalls Stullich festnahm, aber später ihn wieder in Freiheit setzte so, daß er weiterhin seinen Dienst versah.

Der vernommene Kommissar Hartmann, der Vorgesetzte von Stullich, erklärte, daß Stullich ihm den erhaltenen Vorschlag Anfang Dezember 1929 gemeldet hat, und daß er ihm den Auftrag gab, jenen Kontakt aufrechtzuerhalten. Gleichzeitig ließ Hartmann auch Stullich beobachten, da er mißtrauisch ist. Hartmann gelang es, festzustellen, daß Stullich sich am 19. Mai mit den polnischen Beamten traf, und daß

er sich seinerzeit mit ihnen auf den 24. Mai 1930 verabredete. Nach Ansicht Hartmanns habe Stullich in der ganzen Sache als rechtschaffener Beamter in Übereinstimmung mit seinen Verpflichtungen gehandelt. Das Zusammentreffen am 19. Mai war beobachtet und das Gespräch belauscht worden. Wer sie beobachtet hat, und wer davon Hartmann informierte, konnte die Kommission vom Kommissar Hartmann nicht erfahren. Stullich war anfänglich deshalb festgenommen, um festzustellen, ob er wirklich unschuldig ist. Das ergab sich während der näheren Untersuchung Stullichs in der Folge. Der Brief, den Stullich in dieser Angelegenheit dem polnischen Grenzposten geschickt hat, war dem Kommissar Hartmann bekannt, da Stullich den Inhalt dieses Briefes mit Hartmann besprochen hat. Hartmann lag es, wie er das ausdrücklich bezeugte, daran, den Kontakt mit dem polnischen Grenzposten Torz nicht zu verlieren. Gleichfalls hat auch Hartmann die Angabe des Namens des Vermittlers abgelehnt. Weshalb diese Ablehnung erfolgte, wollte Hartmann nicht erklären, ebensowenig wie er Antwort auf die Frage geben wollte, ob jener Vermittler nicht im deutschen Interesse gehandelt habe. Nach Ansicht des Kommissars Hartmann entspricht die Ablehnung der Angabe des Namens der üblichen polizeilichen Verfahrensnorm. Die Kommission konnte ebenfalls nicht in Erfahrung bringen, woher das Beweismaterial stammte, das sich am 24. Mai d. J. im Paßhäuschen befand. Nur eins hat Hartmann unterstrichen, daß Stullich auch in bezug auf jenes Material in Ordnung handelte. Die Vorsicht des Kommissars Hartmann ging in der Ablegung seines Zeugnisses so weit, daß er die Antwort auf die Frage ablehnte, welcher Art seine Stellung sei, d. h. ob er in der politischen Polizei oder in der Abwehr tätig sei. Nur allgemein hat Hartmann erwähnt, daß er in beiden Institutionen beschäftigt ist. Hartmann erklärte, daß er die Überschreitung der Grenze durch die beiden polnischen Grenzkommissare auf deutsches Territorium zugelassen habe, um den polnischen Auskunftsdienst damit zu treffen und seine Tätigkeit in Deutschland zu behindern. Außerdem ging es ihm darum, die Auskunftstätigkeit polnischer Beamten des Grenzschutzes zu beweisen. Wie die Festnahme selbst erfolgen sollte, hat Kommissar Hartmann mit dem Leiter des Grenzkommissariats Stullich nicht verabredet.

Während einer neuerlichen Vernehmung des Kommissars Hartmann am 3. 6. 1930, und nachdem man ihn darauf aufmerksam gemacht hat, daß keine Hindernisse dienstlicher Art hinsichtlich der Nennung des Namens jenes Vermittlers bestehen, welcher der Kommission schon vorher dank eines Geständnisses des polnischen Grenzpostens Torz bekannt war, hat auch Hartmann diesen Namen genannt. Nach übereinstimmenden Geständnissen war es ein gewisser Fude, deutscher Staatsangehöriger, der auf polnischem Territorium wohnt. Die bisherige Ablehnung der Nennung des Namens erklärte der Kommissar Hartmann damit, daß es nicht Gewohnheit sei, die Namen der Vermittler zu nennen. Er sieht in der Person des Fude im gegebenen Falle einen polnischen Agenten, der zu Stullich mit dem Auftrag gegangen sei, ihn zur Lieferung von Nach-

richten für Polen zu bewegen. Auf die Frage, ob Fude Geld von Deutschland forderte, oder ob ihm von deutscher Seite Geld angeboten war, lehnte Kommissar Hartmann die Antwort ab, da es ihm schien, daß diese Frage zu weit gehe. Nach Ansicht dieses Zeugen reiche diese Frage zu tief in den deutschen Auskunftsdienst. Dem Zeugen war bekannt, daß Fude zu Stullich kam und ihm erklärte, er führe einen Auftrag des polnischen Nachrichtendienstes aus in der Erwartung, dafür das polnische Staatsbürgerrecht und Grenzübertrittsausweis zu erhalten, die ihm seit Jahren vorenthalten waren. Auf eine neuerliche Frage, warum Hartmann anfänglich die Nennung des Namens Fude verweigert habe, erklärte dieser, daß dies der allgemein hergebrachten polizeilichen Gewohnheit entspreche, weil im anderen Falle der Auskunftsdienst sich in die Gefahr begeben würde, keine weiteren Informatoren mehr zu erhalten. Auf die Frage, ob jener polizeiliche Brauch ebenfalls auch für Vertrauensleute fremder Staaten üblich ist, d. h. ob es die Gewohnheit des deutschen Auskunftsdienstes sei, die Namen von Vertrauenspersonen fremder Mächte vor dem Bekanntwerden zu schützen, antwortete Hartmann, allgemein genommen sei es so. Im gegebenen Falle war Hartmann der Ansicht, daß er ebenfalls besondere Gründe habe, dies nicht zu tun.

Der von neuem am 3. 6. d. J. vernommene Leiter des Kommissariats Stullich erklärte, daß Fude ihm kein Geld versprochen habe, doch gab er ihm zu verstehen, daß Stullich in der Folge Geld erhalten werde. Als Grund seiner Annäherung an Stullich sagte ihm Fude sofort, er tue es deshalb, damit er im Falle des Gelingens früher die polnische Staatsangehörigkeit erhalten könnte. Fude sagte dies dem Stullich sogleich während der ersten Unterredung in dieser Frage. Stullich erklärte seine Ablehnung, den Namen Fudes das erstemal zu nennen, damit, daß der Name eines Verbindungsmannes eine innere Angelegenheit sei. Fude hat Stullich diesen Vorschlag gemacht und hat diese Erklärung hinsichtlich der Staatsangehörigkeit im Büro des Stullich in der Regierung Marienwerder abgegeben. An diesem Tage, an dem dies geschah, sah Stullich den Fude überhaupt zum erstenmal. Fude war dem Stullich durch niemanden empfohlen. Während dieser Anmeldung im Büro des Stullich im Kommissariat sagte Fude auch Stullich, daß der polnische Grenzposten Torz ihn zu allem überredet habe. Stullich erklärte dem Fude, daß er mit ihm arbeiten werde und meldete dies seinem Vorgesetzten Hartmann weiter, der die Erlaubnis erteilte, Fude das Material zu übergeben. Das Zusammentreffen mit Fude erfolgte teils im Zimmer des Stullich, teils in öffentlichen Lokalen. Stullich hat mit Fude keineswegs besprochen, was dieser in Polen melden solle. Es ist möglich, daß Stullich den Fude bat, daß dieser seinen, Stullichs Namen, in Polen nicht nenne. Über das Zusammentreffen am 19. Mai an der Grenze mit dem Kommissar Liskiewicz und dem Grenzposten Mania hat Stullich dem Kommissar Hartmann nichts gemeldet. Ebenso wie er Hartmann nichts vorher über das Zusammentreffen gesagt hat, das für den 24. Mai d. J. verabredet war. Die Meldung erfolgte deshalb nicht, weil Stullich

als Leiter des Kommissariats nach schon eimal erfolgter Meldung der angeknüpften Beziehung mit Fude zu einer öfteren Besprechung dieser Frage nicht verpflichtet war. Es versteht sich von selbst, daß Stullich außerdem den Hartmann über die Angelegenheit auf dem Laufenden hielt. Stullich glaubte, daß es nicht völlig ausgeschlossen sei, daß sein Gespräch vom 19. Mai auch mit Liskiewicz und Mania von einem Bauern gehört worden sei, der in der Nähe vorüberging, dies beobachtete und etwas von der Unterredung gehört habe. Auf die Frage, woher Stullich das Material genommen habe, das sich im Paßhäuschen am 24. Mai d. J. befand, hat Stullich auch diesmal die Antwort verweigert.

Der in der Eigenschaft als Zeuge vernommene Fude gestand, daß er mit Stullich eine Verbindung angeknüpft hat, den er seit dem Jahre 1922 kannte, zu einer Zeit, als Fude in der Schutzpolizei diente und Stullich in der Kriminalpolizei tätig war. Es war dies auf demselben Grenzabschnitt. Zu dieser Tätigkeit habe ihn Torz überredet, der ihm dafür die polnische Staatsangehörigkeit versprach. Fude ging in dieser Angelegenheit nach Marienwerder und besuchte dort sogar seinen Bruder, der dort Oberpostsekretär ist, doch sagte er seinem Bruder davon nicht ein einziges Wort. Später benachrichtigte er lediglich seinen Bruder davon, daß er ihm Briefe in doppeltem Umschlag zusenden werde, die der Bruder nach Entnahme des inneren Umschlags, der die Aufschrift »Nr. 66« tragen wird, in das Postschließfach der Regierung Marienwerder einwerfen wird. Aber auch in diesem Falle hatte Fude dem Bruder nicht gesagt, warum er dies alles tue. Soweit Fude sich dessen entsinnen kann, so war diese Art des Briefwechsels mit Stullich seine eigene Idee. Diese Idee sei deshalb entstanden, weil er gefürchtet habe, in Polen könne es auffallen, wenn er mit einem Beamten der Regierung in Marienwerder korrespondiere. Wahr ist, daß Fude im Dienstzimmer des Stullich gewesen ist, jedoch kann er nicht mit voller Sicherheit behaupten, daß dies während seines ersten Zusammentreffens mit Stullich in Marienwerder gewesen ist. Auch kann sich Fude nicht daran erinnern, ob er an dem Tage, an welchem er Stullich auf der Straße angesprochen hatte und mit ihm im Gasthaus gewesen ist, auch gleichfalls im Amtszimmer des Stullich gewesen ist. Auf jeden Fall bestreitet Fude kategorisch, dem Stullich gegenüber den Namen des polnischen Wächters Torz genannt zu haben. Hingegen hatte Fude dem Stullich gesagt, er sei von den Polen geschickt worden. Fude läßt die Möglichkeit offen, daß ihn Stullich in diesem Augenblick gefragt habe, wer ihn in Polen damit beauftragt habe. Auf die Frage, was Fude darauf gesagt hatte, antwortete er, daß er dies nicht wisse. Er machte sich darüber keine Gedanken und hatte sich auch keine Notizen gemacht. Stullich hatte dem Fude nicht gesagt, welche Stellung er in der Regierung einnimmt. Vielleicht sei auch auf der Tür zum Dienstzimmer des Stullich eine Aufschrift, aber Fude habe sie nicht bemerkt. Fude war mehrmals im Dienstzimmer des Stullich und hat sich auch mit ihm oft in Lokalen getroffen. Fude hat denen, die ihn aus Polen nach Deutschland geschickt hatten, den Namen des Stullich nicht genannt.

Diese Leute besonders verlangten dies von ihm und boten ihm sogar 300 Zloty. Aber Fude weigerte sich, dies zu tun, da er den Stullich nicht Unannehmlichkeiten aussetzen wollte. Stullich sagte ihm eines Tages, er könne ihm kein Material geben, da wegen vorauszusehender Unruhen für den 1. Mai d. J. die Akten ins Innere Deutschlands weggebracht worden seien. Dies hat Fude in Polen wiederholt.

Als am 19. Mai an der Grenze Stullich mit Liskiewicz und Mania zusammenkam, vermittelte Fude, der die Leute zusammengebracht hatte. Das Gespräch fand auf der Wiese statt. Fude, der das Gespräch nicht mitangehört hatte, stand von den Sprechenden ungefähr 60 m entfernt. Fude ging in einem Kreise von zehn Schritten Halbmesser herum und ist der Ansicht, daß es völlig ausgeschlossen sei, daß irgend jemand das Gespräch dieser drei Leute belauschen oder hören konnte. Die nächsten Leute, die Fude gesehen hatte, befanden sich, als sie vorbeigingen, zum mindest 300 m entfernt.

Fude gab überdies zu, daß er seinen Auftraggebern auch nicht ein Wort davon gesagt hatte, daß er sich Stullich gegenüber wegen der Schwierigkeiten beklagt hätte, die er bei Erlangung der polnischen Staatsangehörigkeit hatte. Die Aussage des Stullich, daß Fude zu ihm als ein ihm völlig Unbekannter gekommen sei und ihm die Lieferung von Geheimurkunden nach Polen vorgeschlagen habe, ist unwahr. Nach Fudes Ansicht ist er nicht so dumm, um ein derartiges Verlangen direkt auszusprechen. Wahr ist hingegen, daß man Fude beauftragt hatte, bei seinem Bekannten in Deutschland zu fragen, ob er ihm nicht eine Liste deutscher Kundschafter in Polen besorgen könnte. Fude erledigte diesen Auftrag und fragte diesbezüglich bei Stullich an. Dieser sagte ihm, daß er das gewünschte Material vollkommen erhalten werde. Wahr ist weiter, daß Fude nach seiner Verhaftung in dieser Sache in Bromberg seiner Verwunderung Ausdruck gegeben hat, daß man hinter seinem Rücken gehandelt habe und ihn aus dieser Sache ausgeschlossen habe, er wäre doch selbst auf die deutsche Seite gegangen und hätte dann das gewünschte Material gebracht.

Anträge.

Wessen Agent war Fude?

Für die Beurteilung der Schuldfrage in dieser Sache ist die Feststellung der Tatsache entscheidend, wessen Agent Bruno Fude in Wirklichkeit gewesen ist. Auch in diesem Falle muß man ausschließlich und allein sich der Aussagen der deutschen Polizisten Hartmann und Stullich sowie der Aussagen des Fude selbst bedienen, der doch alles Interesse daran hat, um sich als polnischen Agenten auszugeben. Sollte also aus seinen Aussagen hervorgehen, daß er deutscher Agent gewesen ist, so war dies um so wertvoller für die endgültige Beurteilung.

I.

Wäre Fude Agent des polnischen Kundschafterdienstes gewesen, so bestünde absolut kein Grund, seinen Namen vor den deutschen Be-

amten Stullich und Hartmann und vor der Gemischten Kommission geheim zu halten. Kommissar Hartmann begründete anfänglich seine Weigerung, diesen Namen zu nennen, mit der allgemein angenommenen Geflogenheit der Polizei, die Namen von Agenten und Konfidenten geheim zu halten. Gilt denn dieser Grundsatz ausschließlich für eigene Agenten und Konfidenten und nicht auch für die eines fremden Staates? Welches Interesse kann ein deutscher Polizeibeamter an der Geheimhaltung des Namens eines polnischen Konfidenten haben, den zu vergrämen er sich nicht fürchtet, weil die Sache schon aufgedeckt ist. Ohne den tragischen Vorfall vom 24. Mai d. J. könnte man noch verstehen, daß Hartmann und Stullich sich nicht anmerken lassen wollten, daß sie die wirkliche Rolle, die Fude spielte, kannten. Als die Sache jedoch schon beendet war und dieselben Beamten zu ihr aussagen, entfällt dieses technische Argument der Befürchtung, einen polnischen Agenten oder Konfidenten zu verscheuchen, vollkommen. Es bleibt also die eine unverhüllte, oben gestellte Frage übrig: Weshalb einen polnischen Agenten vor der Entdeckung schützen?

Grundlage für die polizeiliche Gepflogenheit, Agenten oder Konfidenten zu schützen, ist allerdings, wie Hartmann aussagte, die Befürchtung, daß bei deren Verrat im weiteren Verlauf Schwierigkeiten entstehen bei der Anwerbung neuer Agenten. Welchen Zusammenhang kann diese Begründung dieses Polizeigrundsatzes für einen deutschen Polizeibeamten haben, sofern es sich um einen polnischen Agenten handelt? Kommissar Hartmann dürfte sich doch als deutscher Beamter nicht darum kümmern, ob deutsche Konfidenten ihm den polnischen Konfidenten übel nehmen werden?

In seinen späteren Aussagen sagte Kommissar Hartmann, er habe besondere Gründe dafür gehabt, den Fude zu schützen, d. h. seinen Namen nicht zu nennen. Diese besonderen Gründe waren, wie man sich leicht denken kann, nur die Befürchtung, daß Fude auf polnischem Gebiet verfolgt würde. Diese Befürchtung kann jedoch aber nur dann gegenständlich sein, wenn Fude deutscher Agent gewesen ist. Ist er nämlich polnischer Agent gewesen, warum haben sich dann seinetwegen der Kommissar Hartmann und der Kommissariatsleiter Stullich gesorgt?

II.

In dieser Sache ist festgestellt, daß Fude kategorisch sich weigert, seinen Auftraggebern zu erklären, mit wem er auf deutschem Gebiet arbeitet. Bis zum letzten Augenblick, d. h. bis zu seiner Verhaftung, die am 27. Mai d. J. erfolgt ist, hat sich Fude auch nicht mit einem Wort verraten, daß er in Marienwerder Kontakt mit dem Leiter des Grenzkommissariats Stullich selbst hatte. Stullich bat ihn darum und Fude erklärte seine Zurückhaltung mit der Befürchtung, Stullich könne im Falle einer Entdeckung Schwierigkeiten haben. Sogar für 300 Zloty, die man ihm angeboten hatte, wollte Fude dies nicht tun. Wenn man auch nur einen Augenblick annehmen würde, daß Fude die dienstlichen

Funktionen des Stullich nicht kannte, so wäre doch die Befürchtung des Fude, den Stullich gegebenenfalls durch Nennung seines Namens zu kompromittieren, real, wenn die Nennung dieses Namens in Deutschland erfolgen sollte, nicht aber in Polen. Ist denn die Behauptung nicht völlig richtig und zutreffend, daß Fude den Namen Stullich nicht nennt, weil dies ein Lichtstrahl für die polnischen Beamten gewesen wäre, der ihnen die Grenzprovozierung, deren Opfer sie wurden, aufgedeckt hätte.

III.

Dieser pseudopolnische Agent Fude sagt den Polen nicht ein Wort davon, daß er mit dem Leiter des Grenzkommissariats in Kontakt steht, wie er selbst zugibt und erklärt hingegen in Marienwerder dem Stullich, wie Stullich selbst aussagt, daß er von den Polen ausgeschickt sei, die ihm für seine Dienste die polnische Staatsangehörigkeit und Grenzpassierscheine versprochen hätten. Derselbe Fude nennt zwar nicht vor Stullich den Namen des Wächters Torz, der ihm angeblich den Auftrag gegeben haben soll, aber Stullich sagt dies aus. Stullich stellt überdies fest, daß sein erstes Zusammenkommen mit Fude in seinem Dienstzimmer stattfand und daß Fude ihm sofort gesagt habe, Torz hätte ihn geschickt, desgleichen welche Aufgabe er ihm gestellt habe, und was man ihm dafür versprochen habe. Fude, der fast alles zugibt, was Stullich aussagt, kann sich nicht daran erinnern, ob das erste Zusammenkommen im Gasthaus oder in Stullichs Zimmer, wohin er später oft gegangen sei, stattgefunden hat. In Polen hingegen stellt er den Stullich vor, ohne jedoch dessen Namen als den eines einfachen Regierungsbeamten zu nennen.

IV.

Fude ist bemüht, die Sache so darzustellen, als ob er nicht davon gewußt habe, daß Stullich in dieser Sache von Anfang bis zu Ende auf Befehl seiner Behörde gehandelt habe. Fudes Aufmerksamkeit wurde auch nicht einen Augenblick durch die Tatsache des Zusammenkommens mit Stullich in dessen Amtszimmer und an offenen Stellen darauf gelenkt. Es kam ihm gar nicht in den Sinn, daß Stullich absolut keine Angst hatte, sich demonstrativ mit Fude so viele Male in diesen Orten zu zeigen. Wie charakteristisch ist im Zusammenhang mit dieser Stellungnahme des Fude die des Hartmann und des Stullich, die eher kopfstehen, als daß sie zu guter Letzt erklären würden, daß Stullich von A—Z auf Befehl Hartmanns gehandelt habe. Die Gründe, die Stullich und Hartmann zur Unterstützung ihrer These anführen, halten nicht der geringsten Kritik stand.

V.

Hartmann befiehlt angeblich den Stullich zu überwachen, da er in der Regel mißtrauisch ist. Wen läßt dann Hartmann beobachten?

Einen Beamten, der ihn stets auf dem Laufenden gehalten hatte und ihm über alles sofort Meldung erstattet hatte. Er läßt diesen Stullich beobachten, von dem er nicht sagen will, woher dieser das Material vom 24. Mai d. J. erhalten hatte. Würden Zweifel über die Loyalität des Stullich bestehen, würde dann Hartmann gestattet haben, daß Stullich so »wichtiges« Material am 24. Mai d. J. erhalten hatte?

VI.

Von wem konnte denn Hartmann vom Zusammenkommen am 19. und 24. Mai d. J. Kenntnis erhalten haben? Fude schließt die Möglichkeit aus, daß die Zusammenkunft vom 19. Mai d. J. hätte belauscht werden können. Die nächsten fremden Leute befanden sich in einer Entfernung von zumindest 300 m. In dieser Zusammenkunft wurde das Zusammentreffen am 24. Mai d. J. besprochen. Woher hatte denn Hartmann davon erfahren, wenn nicht von Stullich, der ihn über alles informiert hatte. Hätte denn Hartmann anders so gründlich die Besetzung des Zusammenkunftsortes vorbereiten können, wenn er nicht vorher von der Zusammenkunft gewußt hätte. Hätte Hartmann von Stullich keine Meldung über die beabsichtigte Zusammenkunft am 24. Mai d. J. erhalten, so hätte er in Kenntnis der Zusammenkunft vom 19. Mai d. J., die Stullich ihm angeblich nicht angemeldet hatte, sich dann nicht anders eingerichtet, als dies in der Tat gegenüber einem so illoyalen Untergebenen dann geschehen ist? Stullich erklärt das Fehlen einer diesbezüglichen Meldung dadurch, daß er dazu nicht verpflichtet gewesen sei, denn als Leiter des Kommissariats hatte er eine selbständige Stellung. Das Fehlen einer Meldung ist also von diesem Standpunkt gesehen, keine Illoyalität, das Vorgehen des Stullich jedoch resultierte aus seinen Dienstbefugnissen. Was geschieht da in diesem Augenblick mit dem, nach Aussagen des Hartmann, angeblich unloyalen Stullich und mit dem nach Stullichs Aussagen dienstlich befugten und handelnden Hartmann? Überdies gibt Hartmann unumwunden zu, daß Stullich von A—Z in dieser Sache pflichtgemäß wie ein ehrlicher deutscher Beamter gehandelt habe. Warum denn also den Stullich in demselben Augenblick verhaften wie Biedrzynski und Liskiewicz? Hartmann erklärt dies durch die Notwendigkeit, sich von der eigentlichen Rolle des Stullich in dieser Sache zu überzeugen, die erst nach der Untersuchung des Stullich in der Nacht vom 24. auf den 25. Mai d. J. aufgedeckt wurde, also vor der Untersuchung der Loyalität des Stullich, der vom ersten Augenblick an von dem erhaltenen Vorschlag Meldung gemacht hatte, und der den Hartmann ständig über alles auf dem Laufenden hielt. Diesem selben Stullich wird das am 24. Mai d. J. gefundene Material übergeben. Wäre dieses Material, über dessen Herkunft Stullich und Hartmann keine Auskunft geben wollen, dem Stullich nicht dienstlich gegeben worden, könnte dann Hartmann behaupten, daß bezüglich dieses Materials bei Stullich auch alles in Ordnung sei, wie Hartmann dies in seiner Aussage dann gesagt hat? Es liegt klar auf der Hand,

daß die Verhaftnug des Stullich zugleich mit Biedrzynski und Liskiewicz nichts weiter bezweckte, als den gewöhnlichen Polizeikniff, die eigentlich Verhafteten in der Überzeugung zu belassen, daß die Rolle dieses Agenten nicht die Rolle eines Polizeiagenten ist, d. h. daß die eigentlich Verhafteten bis zu ihrer Vernehmung nicht orientiert werden, daß sie provoziert worden sind. Ist es denn auszudenken, daß Hartmann mit Stullich das Verhalten Stullich gegenüber während des Zusammentreffens am 24. Mai d. J. nicht vorher besprochen hatte, woher käme denn der Ausdruck des Stullich: »Ob die Luft rein ist«? Woher denn die plötzliche Befürchtung des Stullich um freien Weg, wenn ihm in diesem Augenblick nicht bekannt gewesen wäre, daß im Nebenzimmer seine Kollegen mit schußbereiten Revolvern warten?

VII.

Wenn Fude nicht von Anfang bis zu Ende deutscher Agent gewesen ist, warum hätte Stullich ihn mit solcher Hartnäckigkeit verleugnet und zwar eine Bekanntschaft, die seit 1922 datiert, als Fude in demselben Grenzabschnitt in der Schutzpolizei, Stullich in der Kriminalpolizei diente. Das Bestreben, die Sache so darzustellen, daß Stullich den Fude in dieser Sache und zwar Anfang Dezember oder auch Ende November 1929 kennen gelernt hätte, zeugt beweiskräftig dafür, daß Stullich sein eigentliches Verhältnis zu Fude als zu einem alten deutschen Agenten verbergen wollte.

VIII.

Was bedeutet unter diesen Bedingungen noch die Erklärung des Fude, daß der polnische Wächter Torz ihm Kundschafterdienste in Polen vorgeschlagen habe und ihn nach Deutschland geschickt habe. Ist es denn in diesem Augenblick nicht vollkommen klar, daß Fude von A—Z deutscher Agent gewesen ist, der den polnischen Behörden zugeschickt wurde, um den polnischen Nachrichtenoffizier der Grenzwache zu provozieren.

Der eigentliche Charakter der Sache:

In der Beleuchtung der oben angeführten Argumente nehmen die der Kommission vorgelegten drei Kundschafterinstruktionen, die beim Kommissar Liskiewicz gefunden worden waren, ihre eigentliche Bedeutung erst an. Der deutsche Agent Fude, welcher dem Leiter der Grenzpolizei Stullich seit 1922 bekannt war, wurde dem polnischen Nachrichtenoffizier der Grenzwache zwecks Provozierung zugeschickt. Dieser Agent, der vom ersten bis zum letzten Augenblick von seinen Vorgesetzten Stullich und Hartmann geschützt war, spielt die Rolle eines Provokateurs. Endgültiges Ziel dieser Sache war, die Grenzkommissare auf deutsches Gebiet zu locken. In einem gewissen Augenblick war dieser Agent von seinen Behörden eliminiert, um ihn vor den Konsequenzen zu schützen und zwar deshalb, weil dieser Agent auf polnischem Gebiet wohnt und

hier seine Immobilien hat. Die Hartnäckigkeit des Kommissars Hartmann und des Kommissariatsleiters Stullich in dem Bestreben, polnische Grenzkommissare auf ihr Gebiet zu locken, ging soweit, daß, als der Kontakt mit dem polnischen Grenzwächter Torz in einem gewissen Augenblick verloren ging, Hartmann dem Stullich befahl, an Torz einen Brief zu schreiben, um, wie Hartmann in seiner Aussage vom 30. Mai zum Ausdruck brachte, mit ihm den Kontakt nicht zu verlieren.

IX.

Wäre Fude nicht deutscher Agent gewesen, dann hätte Kommissar Hartmann auf die Frage, ob Fude deutsches Geld genommen hatte, geantwortet. Er hat nicht geantwortet, weil dies eine Frage ist, die allzu tief in die Geheimnisse der deutschen Spionage eingreift.

Schlußfolgerungen.

1. Der Agent der deutschen Kampfspionage, Bruno Fude, erhielt von seiner Behörde den Auftrag, die polnischen Beamten des Grenzschutzes in den Hinterhalt zu locken und hat sie auch auf deutsches Gebiet gelockt.
2. Der in den Hinterhalt gelockte Kommissar des Grenzschutzes Liskiewicz wurde von der deutschen Polizei erschossen und Kommissar Biedrzynski wurde verhaftet und wird jetzt im Gefängnis gefangen gehalten.
3. Das Vorgehen der deutschen Grenzpolizei, die den ganzen Tatbestand des 24. Mai 1930 geschaffen hatte, war weder durch die Notwendigkeit einer Verteidigung der deutschen Grenze hervorgerufen, noch durch die Notwendigkeit, Staatsgeheimnisse zu beschützen.
4. Die polnische Grenzwache ist nicht auf deutsches Gebiet eingedrungen.
5. Die polnische Grenzwache wurde auf eigenem Gebiet von den Deutschen angeschossen.

Unterschriften.

c. Protokoll der Gemischten Kommission vom 6. Juni 1930.

Die beiderseitigen Gutachten über den gesamten Tatbestand der Vorgänge um den Fall Neuhöfen wurden zwischen den deutschen und polnischen Mitgliedern ausgetauscht. Sie wurden zum Gegenstand einer eingehenden Diskussion darüber gemacht, ob sich die Möglichkeit der Erstattung eines gemeinsamen Berichts ergäbe. Es wurden sämtliche Meinungsverschiedenheiten erörtert, dabei aber festgestellt, daß in keiner dieser Meinungsverschiedenheiten eine Einigung zu erzielen ist. Die Kommission beschloß darauf, diese Gutachten an die entsprechenden Regierungen weiterzuleiten und zwar so, daß die deutschen Mitglieder das deutsche und polnische Gutachten und die polnischen Mitglieder das polnische und deutsche Gutachten ihren Regierungen vorlegen

wollen. Es herrscht Einigkeit darüber, daß die deutschen Mitglieder damit einverstanden sind, daß die Polnische Regierung auch das deutsche Gutachten veröffentlichen kann, ebenso wie die Deutsche Regierung auch das polnische veröffentlichen kann.

Die Kommission erklärte daraufhin ihre Arbeiten für geschlossen [1]).

Neueingänge.

(Besprechung bleibt vorbehalten.)

Amos, Maurice, The English Constitution. London: Sweet & Maxwell 1930. XI, 194 S. 8°.

Aunos Pérez, Eduardo, Estudios de derecho corporativo. Seguido de dos apéndices: Legislación extranjera sobre conciliación y arbitraje. Legislación y movimiento sindical de los principales paises. Madrid: Reus 1930. XV, 354 S. 8°. (Biblioteca sociológica de autores españoles y extranjeros. Vol. 16.)

Benecke, Gratzhofer und Lodgman-Auen, Die Entwicklung der Kommunalwirtschaft und Kommunalpolitik in Deutschland, Österreich und der Tschechoslowakei nach dem Kriege. Berlin: Dt. Kommunal-Verl. 1930. 87 S. 8°. (Verein für Kommunalwirtschaft und Kommunalpolitik. Vereinsschriften. Nr. 36.)

Betaenkning angaaende eventuel aendring i Danmarks handelstraktatpolitik afgivet af traktatkommissionen. København: Schultz 1930. 614 S. 8°.

Bird, Frederick L. and Ryan, Frances M., The Recall of Public Officers. A study of the operation of the recall in California. New York: Macmillan 1930. VIII, 403 S. 8°.

Brinton, Jasper Yeates, The Mixed Courts of Egypt. New-Haven: Yale Univ. Press 1930. XXXVII, 416 S. 8°.

Burckhardt, Walther, Schweizerisches Bundesrecht. Staats- und verwaltungsrechtliche Praxis des Bundesrates und der Bundesversammlung seit 1903. Als Forts. des Werkes von L. R. von Salis. Im Auftrage des schweizerischen Bundesrates bearb. Bd. 1, 2. Frauenfeld: Huber. 8°. Bd. 1. Nr. 1—385. 1930. Bd. 2. Nr. 386—919. 1930.

Bustamente y Sirven, Antonio Sanchez de, La Mer territoriale. Trad. de l'espagnol par Paul Goulé. Paris: Sirey 1930. 304 S. 8°.

Cost of Government in the United States 1927—1928. New York: National Industrial Conference Board, Inc. 1930. XII, 149 S. 8°. (Studies in Taxation and Public Finance.)

Darmstaedter, Fr., Die Grenzen der Wirksamkeit des Rechtsstaates. Eine Untersuchung zur gegenwärtigen Krise des liberalen Staatsgedankens. Heidelberg: Winter 1930. VII, 305 S. 8°. (Heidelberger Rechtswissenschaftliche Abhandlungen. 8.)

Dendias, Michel, Le Gouvernement local. La centralisation et la décentralisation administratives. Paris: Sirey 1930. 220 S. 8°.

Deryng, Antoni, Kompetencja wyrokowania stałego trybunału sprawiedliwosci miedzynarodowej. Lwow: Nakł. Red. 1930. XIV, 124 S. (Bibljoteka prawa politycz-

[1]) Das Original ist von den Delegierten und zwar von den deutschen Lukaschek und Ulmer und von den polnischen Luxenburg und Weiß unterzeichnet worden.

nego i prawa narodow T. 2.) Poln.: Die Zuständigkeit des Internationalen Ständigen Gerichtshofs.

Dimock, Marshall Edward, Congressional Investigating Committees. Baltimore: Johns Hopkins Pr. 1929. 182 S. 8°. (Johns Hopkins Univ. Studies in Historical and Political Science. Vol. 47, No. 1.)

Dobbert, Gerhard, Der Zentralismus in der Finanzverfassung der U. d. S. S. R. Jena: Fischer 1930. VIII, 190 S. 8°.

Dumas, Jacques, Responsabilité internationale des états à raison de crimes ou de délits commis sur leur territoire au préjudice d'étrangers. Avec une préf. de Jules Basdevant. Essai sur l'évolution qui conduit du droit pénal international au droit international pénal. Paris: Sirey 1930. XVII, 477 S. 8°.

Durand, Ch., Les Etats fédéraux. Etude de droit constitutionnel positif. Paris: Sirey 1930. 360 S. 8°.

Feinberg, Nathan, La Juridiction de la Cour Permanente de Justice Internationale dans le système des mandats. Paris: Rousseau 1930. 239 S. 8°.

Fleming, Denna Frank, The Treaty Veto of the American Senate. New York: Putnam 1930. VIII, 325 S. 8°.

Gerig, Benjamin, The Open Door and the Mandates System. A study of economic equality before and since the establishment of mandates system. With a foreword by William E. Rappard. London: Allen & Unwin (1930). 236 S. 8°.

Giacometti, Z., Das öffentliche Recht der schweizerischen Eidgenossenschaft. Sammlung der wichtigeren Bundesgesetze, Bundesbeschlüsse und Bundesverordnungen staatsrechtlichen und verwaltungsrechtlichen Inhalts. Syst. zsgest. mit Verweisungen und Sachreg. Zürich: Polygraphischer Verl. 1930. 1208 S. 12°.

Gihl, Torsten, Gränsen för Sveriges territorialvatten. Utredning utarbetad på offentligt uppdrag. I. Stockholm: Norstedt 1930. 8°. I. Gränsen mellan Sveriges territorialvatten och det fria havet. 312 S. (Statens Offentliga Utredningar 1930, No. 6.)

Grundrechte und Grundpflichten der Reichsverfassung. Kommentar zum 2. Teil der Reichsverfassung. Hrsg. von Hans Carl Nipperdey. Bd. 1—3. Berlin: Hobbing 1929—1930. 3 Bde. 8°.

Guastavino, José Miguel y Novaro, Carlos A., Elementos de derecho público argentino. Buenos Aires: »Capano« 1929. 408 S. 8°.

Guerrero, J. Gustave, La Codification du droit international. La première conférence. »La Haye, 13 mars—12 avril 1930.« Notice introductive de Marcel Sibert. Paris: Pedone 1930. VIII, 232 S. (Publications de la Revue générale de droit international public. 2.)

Hart, James, Tenure of Office under the Constitution. A study in law and public policy. Baltimore: Johns Hopkins Pr. [u. a.] 1930. IX, 384 S. 8°. (Johns Hopkins Univ. Studies in Historical and Political Science. Extra Volumes. New Series, No. 9.)

Hoijer, Olof, La Sécurité internationale et ses modes de réalisation. I—IV. Paris: Ed. Internat. 1930. 4 Bde. 8°.

Hold-Ferneck, Alexander, Lehrbuch des Völkerrechts. T. I. Leipzig: Meiner 1930. VI, 257 S. 8°.

Kamel Bey, Mourad, Etude générale sur la condition des étrangers en Egypte. Paris: Les Presses Univ. de France 1930. 87 S. 8°.

Kocourek, Albert, An Introduction to the Science of Law. Boston: Little & Brown 1930. IX, 343 S. 8°.

Korowicz, Marek St., Traktaty polski o arbitrazu i konzyljacji. Krakow: »Orbis« 1930. 80 S. 8°. [Poln.:] Polnische Schieds- und Vergleichsverträge.

Krabbe, H., Kritische Darstellung der Staatslehre. Haag: Nijhoff 1930. X, 337 S. 8°.

Laski, Harold J., Liberty in the Modern State. London: Faber (1930). 256 S. 8°.

Le Fur, Louis, Le Saint-Siège et le droit des gens. Paris: Sirey 1930. VII, 294 S. 8°.

Mainzer, Otto, Gleichheit vor dem Gesetz, Gerechtigkeit und Recht. Berlin: Springer 1929. VII, 126 S. 8°.

Manny, Theodore Bergen, Rural Municipalities. A sociological study of local government in the United States. New York, London: Century Co. 1930. XVII, 343 S. 8°. (The Century Rural Life Books.)

Margalith, Aaron M., The International Mandates. Baltimore: Johns Hopkins Pr. [u. a.] 1930. IX, 242 S. 8°. (Johns Hopkins Univ. Studies in Historical and Political Science. Extra Volumes. New Series, No. 8.)

Muir, Ramsay, How Britain is Governed. A critical analysis of modern developments in the British system of government. London: Constable 1930. XI, 333 S. 8°.

Nueva Recopilación de leyes administrativas. Ed.: Rafael Barraza. 2. ed. T. 1—4. App. 1. San Salvador: Centro Ed. Helios 1928—29. 5 Bde. 8°. (República de El Salvador.)

Panunzio, Sergio, Il sentimento dello stato. Roma: Libr. del Littorio [1930]. 261 S. 8°.

Pohl, Hans, Organisation und Berufsethik der Anwälte und Richter der Vereinigten Staaten von Amerika und die deutsche Rechtsanwaltschaft. Vortrag. Berlin: Prager 1930. 160 S. 8°. (Internationale Rechtspraxis. H. 18.)

Posada, Adolfo, El régimen constitucional. Esencia y forma, principios y técnica. Madrid: Suárez 1930. 206 S. 8°. (Bibliotheca de derecho y de ciencias sociales. 88.)

Prozeß der Diktatur. Hrsg. von Otto Forst de Battaglia. Zürich, Leipzig, Wien: Amalthea Verl. (1930) 415 S. 8°.

Rauchberg, Heinrich, Reform des Minderheitenschutzes. O. O. u. J. 76 S. 8°. (Veröffentlichungen der Deutschen Völkerbundliga in der tschechoslowakischen Republik. Nr. 9.) (Aus: Zeitschrift für Völkerrecht. Bd. 15.)

Ray, Jean, Commentaire du pacte de la Société des Nations selon la politique et la jurisprudence des organes de la Société. Paris: Sirey 1930. 717 S. 8°.

Rechtsidee und Staatsgedanke. Beiträge zur Rechtsphilosophie und zur politischen Ideengeschichte. Festgabe für Julius Binder. In Verbindung mit ... hrsg. von Karl Larenz. Berlin: Dünnhaupt 1930. VII, 263 S. 8°.

Reisdorf, Kurt, Die Grundlegung der Rechtswissenschaft. Berlin-Bonn: Dümmler 1930. XII, 139 S. 8°.

Renard, Georges, La Théorie de l'institution. Essai d'ontologie juridique. Paris: Sirey. Vol. 1. Partie juridique. XXXVI, 639 S. 1930.

Ronsseray, Charles, Les Etrangers et la propriété commerciale. ‹Le respect des traités.› Paris: Duchemin 1930. 320 S. 8°.

Rynne, Michael, Die völkerrechtliche Stellung Irlands. München, Leipzig: Duncker & Humblot 1930. XII, 433 S. 8°.

Scelle, Georges, L'Organisation internationale du travail et le B. I. T. Préf. de Albert Thomas. Paris: Rivière 1930. XVI, 333 S. (Bibliothèque générale d'économie politique.)

Schindler, Dietrich, Die Verbindlichkeit der Beschlüsse des Völkerbundes. Zürich: Füßli 1927. IV, 90 S. 8°. (Schweizerische Vereinigung für internationales Recht. Druckschrift Nr. 20.)

Smedal, Gustav, Erhvervelse av stathøihet over polarområder. Oslo: Gyldendal 1930. 240 S.

Spiropoulos, Jean, Théorie générale du droit international. Paris: Libr. gén. de droit et de jurispr. 1930. XIII, 219 S. 8°.

Strong, C. F., Modern Political Constitutions. An introduction of the comparative study of their history and existing form. London: Sidgwick & Jackson 1930. XIV, 380 S. 8°.

Velasco, Recaredo Fernandez de, El acto administrativo. (Exposición doctrinal y estudio del derecho español.) Prólogo de Maurice Hauriou. Madrid: Suárez 1929. 333 S. 8°. (Biblioteca de la »Revista de derecho privado« Serie B, Vol. 12.)

Vellani, Giovanni Ercole, La revisione dei trattati e i principi generali del diritto. Modena: Bassi & Nipoti, 1930. 195 S. 8°. (Collana di monografie giuridiche e storiche. 8.)

Wright, Quincy, Mandates under the League of Nations. Chicago: Univ. of Chicago Press 1930. XVI, 726 S. 8°.

Wurfbain, André, L'Echange gréco-bulgare des minorités ethniques. Lausanne, Genève: Payot 1930. 217 S. 8°.